

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Conclusions du rapport Artuso	p. 557	Sommaire des séances publiques n°35 à 37	p. 572	35 ^e séance	Mercredi 20 mai 2015
Débat sur le résultat du référendum	p. 563	Sommaire des questions parlementaires	p. Q200	36 ^e séance	Jeudi 21 mai 2015
Profession de psychothérapeute	p. 537			37 ^e séance	Mardi 9 juin 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE



Visite du Collège des commissaires européens



Rencontre des membres de la Commission européenne à la Chambre des Députés avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et les députés luxembourgeois.

Dans le cadre du début officiel de la 12^e Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (UE), la Commission européenne, conduite par son Président, M. Jean-Claude Juncker, s'est déplacée le 3 juillet 2015 à Luxembourg.

Après des entretiens avec le Gouvernement luxembourgeois au «European Convention Center Luxembourg» à Luxembourg-Kirchberg, les

commissaires européens se sont rendus à la Chambre des Députés.

Accueillis par le Président du Parlement, M. Mars Di Bartolomeo, les membres de la commission européenne ont pu évoquer avec les députés les priorités de la Présidence luxembourgeoise ainsi qu'un certain nombre de thèmes actuels majeurs qui risqueront de dicter leur agenda dans les semaines et mois à venir.

Répartis dans cinq groupes de travail distincts, les commissaires et députés ont pu s'exprimer sur:

- la justice, la sécurité et les droits fondamentaux;
- les relations extérieures et le commerce;
- la compétitivité et les affaires économiques, le marché intérieur et le marché unique numérique;
- le dialogue social, la dimension sociale de

l'Union économique et monétaire et le semestre européen;

- l'énergie, le climat, l'environnement et l'agriculture.

Les interlocuteurs ont été unanimes pour constater une grande identité de vues sur la plupart des dossiers évoqués et se sont engagés à œuvrer de concert à la réussite de la Présidence en ces temps difficiles et incertains.



Är Iddie fir déi nei Verfassung sinn och weiderhi wëllkomm!
Vos idées pour la nouvelle Constitution sont toujours les bienvenues!
Ihre Ideen für die neue Verfassung sind auch weiterhin willkommen!

Den Délai, fir Virschléi anzerechen, ass bis de 16. Oktober 2015 verlängert ginn.
Le délai pour soumettre des propositions a été prolongé jusqu'au 16 octobre 2015.
Die Frist für die Einreichung von Vorschlägen wurde bis zum 16. Oktober 2015 verlängert.

D'Chamber invitéiert lech, Är Iwwerleeungen op www.ärvirschléi.lu matzedeelen.
La Chambre des Députés vous invite à faire part de vos réflexions sur www.ärvirschléi.lu.
Das Parlament lädt Sie dazu ein, Ihre Überlegungen auf www.ärvirschléi.lu mitzuteilen.

Le Lycée technique des Arts et Métiers accueille le Président

De la mécatronique à l'électrotechnique en passant par les problèmes de la Grèce, les migrations et la valeur ajoutée du projet européen: autant de sujets abordés lors de la visite que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, vient d'effectuer au Lycée technique des Arts et Métiers sis à Luxembourg-Limpertsberg.

Dans un but d'apprendre un peu plus sur les régimes, formations et brevets offerts par l'ancienne «Handwierschoul» - plus ancienne école technique publique de notre pays qui fêtera ses 120 ans d'existence en 2016 - et de valoriser davantage les métiers et formations techniques, souvent jugés trop exigeants ou pas assez séduisants par l'opinion publique, le Président de la Chambre s'est mêlé aux étudiants. Il a pu constater l'enthousiasme des jeunes pour les métiers traditionnels de l'imprimeur, du relieur, du décorateur, du mécanicien et de l'informaticien, mais aussi pour des formations plus pointues telles que celles du mécatronicien, de l'électronicien en

énergie et en communication ainsi que celles liées aux métiers du cinéma, de l'audiovisuel ou encore du dessinateur d'animation.

Après la partie plus technique de sa visite, M. Di Bartolomeo a pu s'entretenir avec des élèves de plusieurs classes. Lors d'une traditionnelle séance de questions-réponses, il fut beaucoup parlé non seulement de l'avenir du Grand-Duché, mais surtout de celui de l'Europe à la lumière de la crise grecque, des migrants et réfugiés traversant la Méditerranée en quête d'une vie meilleure ainsi que des conflits aux portes du Vieux Continent.

Non sans reconnaître une certaine impuissance voire inaction pour s'attaquer à bras-le-corps à ces problèmes, les parties en présence ont dénoncé le manque de solidarité qui caractérise de plus en plus les relations entre pays de l'Union européenne. À croire que les égoïsmes nationaux et le chacun pour soi auraient damé le pion à l'idéal européen.



M. Mars Di Bartolomeo s'intéresse aux différents métiers enseignés au Lycée technique des Arts et Métiers à Limpertsberg.

Situation très tendue des réfugiés dans le monde



M. António Guterres a eu un échange de vues avec des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération et de l'Immigration, de la Commission de la Famille et de l'Intégration et de la Commission juridique.

Alors qu'António Guterres se déplace régulièrement à Luxembourg pour se concerter avec les autorités gouvernementales et faire le point avec les députés sur la situation des réfugiés à travers le monde, rarement son diagnostic et ses constats les concernant n'ont été aussi alarmants que lors de son entretien le 9 juillet 2015 avec les membres de trois commissions parlementaires (Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération et de l'Immigration; Commission de la Famille et de l'Intégration; Commission juridique).

Début juillet, l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) -

dont M. Guterres est le Haut-Commissaire - avait avancé le chiffre de 137.000 réfugiés et migrants arrivés en Europe par la mer au cours du premier semestre 2015, en majorité sur les côtes italiennes et grecques.

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO: European Asylum Support Office), avait annoncé début juillet que le nombre de demandeurs d'asile dans les pays de l'Union européenne (UE) a fait un bond de 68% au cours des cinq premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période en 2014. Selon l'EASO, l'année 2014 avait déjà représenté un record du nombre d'arrivées avec plus

de 660.000 demandeurs d'asile arrivés sur le territoire des Vingt-Huit ainsi qu'en Suisse et en Norvège.

L'augmentation des flux migratoires en direction de l'Europe a poussé les Gouvernements de l'UE à chercher des réponses. À l'occasion d'une réunion informelle «Justice et Affaires intérieures» le 9 juillet, les Ministres de l'UE chargés du dossier se sont retrouvés à Luxembourg afin de définir les contours d'une politique d'accueil de ces migrants et de réfléchir aux moyens de les dissuader d'entreprendre la traversée périlleuse de la Méditerranée.

Voilà pour la toile de fond!

Lors de son entrevue avec les députés, M. António Guterres n'a pas manqué de souligner l'ampleur prise par les flux de réfugiés et des phénomènes migratoires. En ce sens, il a parlé d'un véritable «phénomène accélérateur». Ainsi, en l'espace de cinq ans, on a pu assister à un quintuplement du nombre de réfugiés déplacés par jour dans le monde (42.500/jour pour la seule année 2014). Ceci serait dû au fait que non seulement de nouveaux conflits éclatent, mais surtout que les anciens perdurent. Aux yeux du Haut-Commissaire de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés

(UNHCR), la communauté internationale a tout simplement perdu la capacité de prévention et de solution des conflits.

De la Turquie vers la Grèce

M. Guterres a aussi regretté que les opinions publiques aient une fausse idée du problème. Tandis que les projecteurs de l'actualité et des médias sont pour l'essentiel braqués sur l'Italie en tant que pays d'accueil, les traversées vers la Grèce sont devenues plus fréquentes que vers la rive occidentale de la Méditerranée. La pression des réfugiés s'est déplacée vers la façade orientale et les pays limitrophes de la Grèce (Serbie, Bulgarie, Ancienne République yougoslave de Macédoine).

Dans ce contexte et dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, le Haut-Commissaire a exprimé le souhait que le Grand-Duché fasse avancer les mécanismes européens d'accueil pour les rendre plus opérationnels et moins dysfonctionnels. S'il faut de la répression, il faut aussi envisager une alternative légale de la migration pour que cette répression soit efficace, a-t-il souligné.

Selon M. Guterres, la réponse humanitaire face au problème d'accueil des réfugiés est entre-temps en voie de diminution. C'est la raison pour laquelle les pays sous pression accueillant les réfugiés (tels que le Liban, la Jordanie et la Turquie) doivent en priorité bénéficier de l'aide au développement. Ces pays doivent devenir auto-suffisants grâce à un appui significatif de la communauté internationale en attendant des jours meilleurs pour envisager un retour des réfugiés. Malheureusement, cette perspective semble illusoire du fait d'une insuffisance de moyens de la part de la communauté internationale.

Promouvoir la coopération régionale au Sahel

Depuis le printemps arabe et les bouleversements y afférents (changements de régime, guerres civiles, menace terroriste, migrations et déplacements de réfugiés), tout ce qui se passe en Afrique, et a fortiori dans la région du Sahel, impacte au premier plan le continent européen. D'où l'utilité ressentie par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre de rencontrer la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahel, Mme Hiroute Guebre Sellassie.

Alors que la région du Sahel a longtemps formé dans l'imaginaire colonial une Afrique «inutile» dont le développement était voué à l'échec - l'espace allant de la Mauritanie à l'est jusqu'à l'Erythrée à l'ouest est en effet constamment perturbé par la sécheresse, la pauvreté, des crises alimentaires et politiques, des violences ethniques ou tribales, l'opposition entre sédentaires et nomades -, le Sahel est devenu ces dernières années un espace stratégique pour deux raisons:

- les besoins croissants en énergie ont transformé l'espace reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge en terrain de course pour les ressources naturelles, mobilisant les puissances occidentales et surtout la Chine;

- la guerre civile en Libye avec la chute du colonel Kadhafi, pendant longtemps un partenaire indispensable pour les gouvernements du Sahel, a transformé le Sahel en une région de trafic en tous genres (en particulier de cigarettes, de drogues, d'armes et de clandestins) et en un sanctuaire de groupes armés liés à Al-

Qaïda, particulièrement Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad ont particulièrement souffert des activités d'AQMI dans la région, comprenant des attaques sanglantes et enlèvements.

Stratégie intégrée pour le Sahel

Au cours de son entrevue avec les parlementaires, Mme Hiroute Guebre Sellassie leur a fait comprendre son rôle, à savoir travailler à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et à ses trois volets: la sécurité, la gouvernance et la résilience qui sont interdépendantes et auxquelles il faut aussi bien associer la société civile que les gouvernements des pays de la région du Sahel.

La mise en place dans la foulée, en février de cette année, d'un groupe international de contact - le «G5 du Sahel» - entre par ailleurs dans un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale entre les cinq pays les plus touchés par les activités terroristes et de criminalité en bandes organisées. Partageant les mêmes défis, les leaders de ces pays ont compris qu'ils ne peuvent plus se permettre une mauvaise gouvernance et qu'il faut procéder à des changements structurels (programme prioritaire d'investissements et de projets structurants accordant une large priorité à l'ancrage de la démocratie et à la participation des populations à la promotion des zones les moins développées) pour aller à l'encontre de l'insécurité et de la radicalisation.

Appelant les députés à la soutenir dans ses démarches - notamment



Des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont reçu Mme Hiroute Guebre Sellassie (2^e de droite).

dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et de la redéfinition de la

politique d'aide au développement -, Mme Sellassie a conclu son intervention par un appel à la coopération et

coordination de tous les acteurs intervenant dans la région.

Coup d'envoi d'un semestre de coopération interparlementaire sous Présidence luxembourgeoise



Réunion des Présidents de la COSAC, conduite par M. Marc Angel, Président de la délégation luxembourgeoise (au milieu)

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a donné le coup d'envoi d'un semestre de coopération interparlementaire sous Présidence luxembourgeoise en s'adressant le 13 juillet 2015 aux participants de la réunion des Présidents de la COSAC. Cette première de six réunions entre parlementaires nationaux des pays membres de l'Union européenne qui seront organisées au Grand-Duché d'ici décembre rassemble les Présidents des délégations nationales à la «Conférence des Organes Parlementaires Spécialisés dans les Affaires de l'Union». La COSAC peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission et promeut, en outre, l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

M. Nicolas Schmit, ministre luxembourgeois en charge des relations avec le Parlement européen pendant les six mois à venir, a présenté les priorités que le Gouver-

nement luxembourgeois s'est données pour sa Présidence, après avoir décrit le contexte compliqué dans lequel celle-ci se déroule.

Ces priorités ont ensuite été saluées, commentées et discutées par les délégués étrangers.

La mise en place du «carton vert» fut l'autre grand sujet de discussion entre les Présidents de la COSAC.

Il prévoit de permettre aux Parlements nationaux de soumettre une proposition législative commune si celle-ci est appuyée par un nombre substantiel d'États membres.

Le «carton vert» compléterait la gamme d'outils à disposition des Parlements nationaux en matière européenne qui se limite actuellement au contrôle de subsidiarité et de proportionnalité.

Il leur permettrait de profiter de l'initiative législative.

M. Frans Timmermans, premier Vice-Président de la Commission européenne, a participé aux débats sur ce point.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Helsinki

40 ans après la signature de l'Acte final: réaffirmer les dix principes

Les principes politiques énumérés dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé il y a 40 ans à Helsinki, restent d'une importance fondamentale pour l'architecture de sécurité actuelle. Tel est un des constats faits dans le rapport «Helsinki +40: Building the OSCE of the future» présenté par un groupe d'experts lors de la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue du 5 au 9 juillet 2015 à Helsinki. Ce rapport est le résultat d'une série de conférences préparatoires qui ont eu lieu à partir de janvier 2014 à Moscou, à Washington, à Stockholm, à Copenhague et à Belgrade.

Les auteurs du rapport constatent qu'il n'y a pas lieu de renouveler les principes, car on ne pourrait pas s'attendre à arriver à un accord de cette

envergure à l'heure actuelle. Par contre, les instruments de l'OSCE pourraient être mieux utilisés pour défendre les principes et veiller à ce que les États membres les respectent. Bien qu'ils soient soumis aux mêmes menaces transnationales, telles que le terrorisme, le trafic humain ou la cybercriminalité, les États membres ne font pas usage de tout le potentiel de l'OSCE pour y répondre.

Dans la crise actuelle en Ukraine, l'OSCE est la seule organisation internationale acceptée par toutes les parties du conflit dans son but de trouver une solution politique. Parmi les propositions qui pourront renforcer son action, les experts citent des mécanismes de réaction immédiate permettant de déployer une mission d'observation ou de «fact finding» sur le territoire d'un État qui est de-

venu la victime d'une agression. Par ailleurs, l'OSCE devrait intensifier ses efforts dans le domaine du contrôle des armes et du désarmement en incluant le niveau régional.

Finalement, les experts constatent le besoin d'une réforme structurelle de l'OSCE, se focalisant sur la modernisation des structures et des procédures de l'organisation.

Les quelque 300 parlementaires présents ont débattu, pendant les cinq jours de la session annuelle, une multitude de sujets dans les trois commissions axées sur la politique extérieure, la dimension humaine et l'aspect économique. La «Déclaration d'Helsinki» comprenant les résolutions votées est accessible sur le site Internet www.oscepa.org.



La Chambre des Députés était représentée à Helsinki par M. Gusty Graas, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché et M. Eugène Berger (de gauche à droite).

Le Président a reçu...

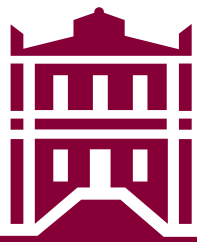


...S. E. M. Timo Ranta, Ambassadeur de Finlande.

Assermentation de quatre fonctionnaires



Le 14 juillet 2015 a eu lieu l'assermentation par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (au milieu), de Mme Lisi Haas, conseiller adjoint au Cabinet du Président, de M. Pierre Vivier, conseiller adjoint au Service Informatique (à droite), ainsi que de M. Cédric Scarpellini, rédacteur au Service des Relations internationales (à gauche), et de M. Chris Sinner, huissier de salle au Service Logistique et Technique.



NOUVELLES LOIS

Transplantation d'organes

6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

En date du 6 août 2010, la directive 2010/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne.

Cette directive a pour objet de disposer au niveau de l'Union européenne des règles communes de qualité et de sécurité pour l'obtention, le transport et l'utilisation des organes humains destinés à la transplantation.

Dans le cadre de la transposition en droit national de la directive précitée, les dispositions de la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine sont modifiées et complétées par le présent projet de loi afin de rendre la législation nationale applicable en la matière conforme au droit communautaire.

Les principales dispositions du projet de loi issues de la Convention d'Oviedo concernent:

- la suppression du cas de prélèvement de substances d'origine humaine à des fins de diagnostic;
- la définition des relations étroites qui au vu de l'article 10 du Protocole additionnel de la Convention doivent exister entre le donneur et le receveur;

- la possibilité d'un prélèvement fait dans un but de recherche dans l'hypothèse d'un don fait par une personne décédée;

- l'ouverture en faveur du don fait par une personne entretenant avec le receveur des relations affectives très étroites;

- la suppression de la possibilité d'un don fait par un donneur mineur d'âge;

- la mise en place d'un comité d'experts veillant à ce que le consentement du donneur soit donné en pleine connaissance des éventuelles suites dommageables pour lui et à l'écart de toutes influences indues.

Les éléments du projet de loi issus de la directive 2010/53/UE disposent que:

- les organes destinés à la transplantation et leurs donneurs doivent être caractérisés de façon à permettre une analyse adéquate des risques et des avantages de chaque transplantation;

- la traçabilité des organes devra être assurée par le biais d'un système d'identification à mettre en place par les établissements procédant à l'obtention, à la caractérisation, à la transplantation d'organes ou à l'élimination d'organes;

- la mise en place d'un système permettra de signaler, d'examiner, d'enregistrer et de transmettre les informations pertinentes nécessaires concernant les incidents et les réactions indésirables graves observées pendant ou après la transplantation.

dans les cas où une thérapie combinée est justifiée.

L'autorisation d'exercer la profession de psychologue est soumise à l'autorisation du ministre ayant la Santé dans ses attributions, ainsi qu'à diverses conditions.

Ainsi, le projet de loi prévoit une double voie d'accès à la formation de psychologue: celle-ci est réservée soit aux détenteurs d'un master en psychologie clinique ou d'un diplôme en psychologie reconnu équivalent, soit aux détenteurs d'un des titres de formation de médecin avec formation médicale de base.

Les médecins-psychiatres autorisés à faire usage d'un titre licite de formation en psychologie ne tombent pas sous le champ d'application du présent projet de loi. Il s'agit dans ce cas d'un exercice légal de la psychologie par des psychiatres en leur qualité de médecin, d'ores et déjà prise en charge par l'assurance maladie-maternité.

Le demandeur de l'autorisation d'exercer en tant que psychologue doit être titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre de formation - luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent - relatif à la formation de psychologue. Il doit par ailleurs satisfaire aux conditions de santé physique et psychique, ainsi qu'aux conditions d'honorabilité et de moralité

nécessaires à l'exercice de la profession. Quant aux conditions linguistiques imposées aux psychologues, celles-ci sont calquées sur celles concernant les médecins, médecins-dentistes et médecins-vétérinaires.

Le deuxième chapitre consacre la mise en place d'un Conseil scientifique de psychologie et décrit son fonctionnement.

Le troisième chapitre traite les aspects liés à la discipline. Le projet de loi prévoit notamment de réglementer la gestion et l'organisation de la profession de psychologue par son rattachement au Collège médical.

Le quatrième chapitre règle les aspects liés à l'exercice de la psychologie: les psychologues, tout comme les étudiants en formation sont tenus au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Le cinquième chapitre rassemble les dispositions modificatives et le sixième chapitre a finalement trait aux dispositions transitoires et finales, qui fixent notamment les conditions dans lesquelles l'autorisation d'exercer en tant que psychologue pourra être accordée pendant une phase transitoire de trois ans. Ceci concerne plus précisément les requérants pouvant se prévaloir d'une pratique de psychologie avant l'entrée en vigueur de la loi.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 06.06.2013

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

04.07.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et échange de vues

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

17.06.2014 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.06.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.07.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.07.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.07.2014 Adoption des amendements parlementaires

30.09.2014 Entrevue avec des représentants de la Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychiatrie et psychologie

Entrevue avec des représentants de la Société psychanalytique du Luxembourg

07.10.2014 Entrevue avec des représentants de la Fondation Pro Familia et d'autres associations signataires d'un avis commun sur le projet de loi

Entrevue avec des représentants des thérapeutes systémiques familiaux

14.10.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État et conclusions à tirer des auditions

11.11.2014 Présentation, examen et adoption de nouvelles propositions d'amendements

27.01.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

17.03.2015 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

21.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

PAGs communaux

6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi 6704A résulte d'une scission du projet de loi 6704 dite «Omnibus». La Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative a en effet tenu compte de la suggestion du Conseil d'État de scinder le projet de loi 6704 en deux de sorte que le nouveau projet de loi 6704A comprend désormais deux articles: l'article 1^{er} (ancien article 33 du projet de loi 6704 initial) modifie le paragraphe 1^{er} de l'article 108 de la loi précitée du 19 juillet 2004 et l'article 2 (article 33bis nouveau introduit par les amendements gouvernementaux du 27 mars 2015) abroge le paragraphe 3 de l'article précité.

Le projet de loi 6704A a pour objet de proroger la date limite pour la refonte complète des plans et projets d'aménagement général des

communes jusqu'au 8 août 2018. Dans la mesure où le délai initialement prévu par la loi du 19 juillet 2004 n'a manifestement pas pu être respecté dans la pratique il est prévu de le prolonger une itérative fois en retenant une échéance réaliste. Le projet de loi rectifie par ailleurs l'ampleur de la sanction initialement prévue en cas de non-respect de ce délai

Actuellement la sanction est la caducité pure et simple de la réglementation existante, sanction qui comporte un vide juridique radical jugé trop lourd de conséquences pratiques.

Avec le projet de loi 6704A, les projets d'aménagement général ne deviendront désormais plus caducs, mais toute modification des plans d'aménagement général sera proscrite et plus aucune procédure d'adoption d'un plan ou projet d'aménagement particulier «nouveau quartier» ne pourra être entamée.

Il est à noter que certaines communes ont déjà procédé en 2013 à la prorogation des délais pour la refonte de leurs plans d'aménagement général pour une durée de deux années à par-

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 16.04.2013

Rapporteuse: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

13.06.2013 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

09.12.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.01.2015 Adoption d'un amendement parlementaire et approbation du projet de lettre d'amendement au Conseil d'État

17.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

21.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 25 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°125, page 2692

Profession de psychologue

6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychologue et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale;

2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

Le projet de loi vise à créer un cadre légal pour la profession de psychologue, en fixant notamment les conditions pour le port du titre, ainsi que les procédures en vue de l'obtention de l'autorisation d'exercer la psychologie sur base d'une formation structurée et réglementée.

En effet, les psychologies figurent parmi les interventions de premier choix en matière de prise en charge de la souffrance psychique.

Au Luxembourg, l'absence de toute réglementation relative à l'exercice de la psychologie et à la protection du titre de psychologue permet à divers acteurs des secteurs médical, psychologique, éducatif, paramédical ou autre de faire mention de qualités et de proposer des prestations dites «psychologiques» sans qu'il soit garanti qu'ils disposent d'une forma-

tion adéquate et surveillée.

Les éléments essentiels du projet de loi comprenant six chapitres sont les suivants:

Le premier chapitre traite

- de l'autorisation d'exercer la profession de psychologue;

- des professions autorisées à porter le titre professionnel de psychologue;

- des requis en matière de formation en psychologie (post-graduate);

- du statut et de l'attribution du psychologue (travail autonome, formation continue).

Le projet de loi définit la psychologie comme méthode thérapeutique qui fait exclusivement appel à des moyens psychologiques reconnus afin de traiter les troubles mentaux chez l'adulte, l'adolescent et l'enfant.

Il s'agit d'un traitement psychologique pour un trouble mental, pour des perturbations comportementales ou pour tout autre problème entraînant une souffrance ou une détresse psychologique, et qui va au-delà d'un simple accompagnement sous forme d'aide psychologique.

Le champ d'application couvre différentes formes de psychologies, sans pour autant les énumérer explicitement.

À noter également que si le projet de loi dispose que la psychologie recourt exclusivement à des moyens psychologiques, les médecins-psychiatres pratiquant la psychologie peuvent continuer à faire usage de leur pouvoir de prescription de médicaments, notamment



tir de la date de la délibération afférente du conseil communal, sans profiter du délai maximal prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, c'est-à-dire jusqu'au 8 août 2015.

Les plans d'aménagement général de ces communes risquent donc de devenir caducs avant le 8 août 2015 par l'effet de l'article 108, paragraphe 1^{er}, de la loi précitée du 19 juillet 2004. Or, sur les 105 communes, une quinzaine environ disposent à l'heure actuelle d'un plan d'aménagement général qui est conforme à la loi précitée du 19 juillet 2004.

Il est donc impérieux d'accorder aux autres communes un délai supplémentaire pour procéder à la mise en conformité de leurs plans d'aménagement général, sans que ceux-ci deviennent caducs.

Les amendements gouvernementaux du 27 mars 2015 apportent des modifications de nature rédactionnelle à l'article 33 du projet de loi initial et introduisent un article 33bis nouveau ayant pour objet de supprimer le paragraphe 3 de l'article 108 de loi précitée du 19 juillet 2004 lequel disposait que les communes doivent remplacer les règlements communaux sur les bâtisses pris en exécution de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes par un règlement sur les bâtisses tel que prévu par l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et ceci pour deux raisons.

Premièrement, force est de constater que lorsque les autorités communales entre-

prennent la refonte de leur plan d'aménagement général, elles effectuent concomitamment et implicitement un remplacement de leur règlement sur les bâtisses alors que bon nombre de règlements communaux de police urbanistique sont dénommés simplement «règlement sur les bâtisses» et contiennent à la fois des dispositions telles que prévues à l'article 37 précité ainsi que des prescriptions urbanistiques qui sont dorénavant exclusivement contenues dans les plans d'aménagement général.

Deuxièmement, la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain contient déjà dans son article 38 l'obligation pour les autorités communales d'édicter un règlement sur les bâtisses «mouture 2011».

Pour ce qui est de la sanction, force est de constater qu'outre le constat qu'une telle sanction semble disproportionnée et inappropriée, le fait de frapper de caducité un tel règlement risque d'entraîner des blocages en pratique, ce qui frapperait en dernière analyse surtout les particuliers, propriétaires immobiliers et acheteurs potentiels d'habitations. Tel serait effectivement le cas si une commune dispose d'un plan d'aménagement général «mouture 2011», mais pas d'un règlement sur les bâtisses afférent alors que ce dernier aura été frappé de caducité dû à sa propre négligence.

Il est plus opportun de laisser aux autorités communales le choix d'édicter leur règlement sur les bâtisses parallèlement à leur nouveau plan d'aménagement général ou de continuer à exécuter leur plan d'aménagement général avec leur ancien règlement sur les bâtisses.

Efficacité énergétique 2: gaz naturel

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Tel que l'indique l'exposé des motifs du projet de loi, celui-ci vise principalement à transposer en droit national certaines dispositions de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ayant trait aux marchés de l'énergie. Pour ce faire, de légères adaptations de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel doivent être entreprises.

La nouvelle directive complète la réglementation européenne en matière de politiques cli-

matiques et énergétiques. Elle établit un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif fixé par l'Union d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date. Elle prévoit en outre l'établissement d'objectifs indicatifs nationaux d'efficacité énergétique pour 2020, en insistant sur la participation active du consommateur final au marché du gaz naturel.

Le projet de loi crée en outre la base légale pour la mise en œuvre d'un mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique tel qu'il est prévu à l'article 7 de la Directive. Il est prévu de préciser cette obligation pour tous les fournisseurs de gaz naturel desservant des clients finals situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg par voie de règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

04.12.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

11.12.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Continuation des travaux

15.01.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

12.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.04.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°120, page 2610

Accord UE-Philippines

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

En novembre 2004, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un nouvel accord-cadre global de partenariat et de coopération avec la République des Philippines (ci-après dénommée «Philippines»). Les négociations en vue de cet accord-cadre ont été ouvertes en février 2009 et conclues avec succès en juin 2010. L'accord-cadre a été signé à Phnom Penh le 11 juillet

2012 à l'occasion de la réunion ministérielle du Forum régional de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), dont les Philippines sont un membre fondateur.

Cet accord s'inscrit dans un large processus de négociation d'accords-cadres de partenariat et de coopération (APC) avec plusieurs pays d'Asie du Sud-Est (en dehors des Philippines aussi Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Brunei et Viêt Nam) amorcé par l'Union européenne en 2004. Ces accords ont vocation à renforcer le cadre actuel des relations bilatérales, qui sont régies par l'accord CEE-ASEAN de 1980. Ces APC sont également un préalable à la négociation d'accords de libre-échange avec les pays de l'ASEAN, qui en tant que bloc constituent le troisième partenaire commercial hors Europe de l'UE (après les États-Unis d'Amérique et la Chine).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

05.01.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°115, page 2026

Accord UE-Viêt Nam

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

En mai 2007, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un accord-cadre global de partenariat et de coopération (APC) avec la République socialiste du Viêt Nam, sur la base de l'autorisation octroyée en novembre 2004 pour des négocia-

tions avec la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour, les Philippines, la Malaisie et Brunei. Les négociations avec le Viêt Nam ont été lancées à Hanoï en novembre 2007. Les deux parties ont paraphé l'APC à Bruxelles le 4 octobre 2010.

L'APC a été signé à Bruxelles le 27 juin 2012.

L'APC avec le Viêt Nam se substituera à l'actuel cadre juridique que constituent l'accord de 1995 entre la Communauté européenne et le Viêt Nam et l'accord de coopération de 1980 entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ce dernier ayant été étendu au Viêt Nam en 1999.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.05.2015

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

07.05.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.05.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.05.2015

Loi du 14 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°113, page 2022

Efficacité énergétique 1: électricité

6709 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Tel que l'indique l'exposé des motifs du projet de loi, celui-ci vise principalement à transposer en droit national certaines dispositions de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ayant trait aux marchés de l'énergie. Pour ce faire, de légères adaptations de la loi modifiée du 1^{er} août

2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité sont nécessaires.

La nouvelle directive complète la réglementation européenne en matière de politiques climatiques et énergétiques. Elle établit un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif fixé par l'Union d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date. Elle prévoit en outre l'établissement d'objectifs indicatifs nationaux d'efficacité énergétique pour 2020, en insistant sur la participation active du consommateur final au marché de l'électricité.

Le projet de loi crée en outre la base légale pour la mise en œuvre d'un mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique tel qu'il est prévu à l'article 7 de la Directive. Il est prévu de préciser cette obligation pour tous les fournisseurs d'électricité desservant des clients finals situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg par voie de règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

04.12.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

11.12.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Continuation des travaux

15.01.2015 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

12.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.04.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°119, page 2602



Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

05.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi

27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°116, page 2104

Accord UE-Mongolie

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

En juillet 2009, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un nouvel accord-cadre global de partenariat et de coopération avec la Mongolie. Les négociations en vue de cet accord-cadre ont été ouvertes en janvier 2010 et conclues avec succès en octobre 2010. L'accord-cadre a été signé à Oulan-Bator, le 30 avril 2013.

La Mongolie reste un pays pauvre avec une économie modeste (PIB en 2013: 11,1 milliards de dollars américains). L'économie mongole dispose toutefois de nombreux atouts (richesse en matières premières, cheptel important) et plusieurs secteurs (mines, construction, immobilier, télécommunications, agroalimentaire et tourisme) recèlent un fort potentiel de développement.

La situation d'enclavement de la Mongolie entre la Russie et la Chine continue à orienter son commerce extérieur et accentue sa vulnérabilité aux variations des cours des matières premières, ainsi qu'au ralentissement de la demande chinoise. Dépendante de la Chine et de la Russie pour plus de trois quarts de ses échanges commerciaux, la Mongolie essaie, par le biais de sa politique du «troisième voisin», de diversifier ses partenaires écono-

miques, parmi lesquels figure notamment l'Union européenne.

L'Union européenne (UE) est le troisième partenaire commercial de la Mongolie (8,4% des échanges extérieurs mongols) et un bailleur de fonds important. Les exportateurs mongols bénéficient d'une exonération presque totale des droits de douane lorsqu'ils accèdent au marché de l'UE, grâce au système de préférences généralisées, renouvelé depuis le 1^{er} janvier 2014 (SPG+).

La Mongolie est membre de nombreuses enceintes internationales et régionales. Elle entretient des relations étroites avec le Fonds monétaire international (FMI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque mondiale et la Banque asiatique de Développement pour mener à bien son développement. Elle a aussi adhéré à la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) en juillet 2006.

Dans le domaine de la sécurité, la Mongolie est un des douze «partenaires du dialogue» de l'ARF (Forum régional de l'ASEAN). Elle a accédé au statut d'observateur de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en janvier 2004 et de partenaire asiatique de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en décembre de la même année, avant de devenir le 57^e État participant de l'OSCE en novembre 2012. Une coopération entre la Mongolie et l'OTAN existe dans le cadre des relations de l'Alliance avec les pays partenaires. La Mongolie a participé aux opérations de maintien de la paix sous mandat de l'ONU, notamment au Sierra Leone, en Irak, en Afghanistan et au Kosovo.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

05.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi

27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°117, page 2200

Accord UE-Iraq

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

En mars 2006 le Conseil de l'Union européenne mandate la Commission européenne à négocier un nouvel accord de partenariat et de coopération avec la République de l'Iraq. Les négociations en vue de cet accord ont débuté en novembre 2006 et ont été conclues avec le paraphage de l'accord après la neuvième et dernière session de négociation en novembre 2009.

L'APC fournit un cadre juridique à un dialogue politique de haut niveau régulier sur la politique étrangère et de sécurité, aux échanges commerciaux et aux investissements, ainsi qu'à la coopération sectorielle dans de nombreux

domaines, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, de l'énergie et de l'environnement.

L'APC fixe pour la première fois des relations contractuelles entre l'Union européenne et ses membres et l'Iraq. Au cours des négociations, plus précisément lors de la 7^e session en février 2009, les deux parties ont décidé de rehausser le statut de l'accord: le titre d'accord de commerce et de coopération est modifié en APC et un conseil de coopération appelé à se réunir régulièrement au niveau ministériel est prévu.

L'APC s'inscrit dans la continuité de l'aide mobilisée par l'UE depuis 2003 en faveur de la reconstruction de l'Iraq, dont le montant se chiffre à plus de un milliard d'euros. L'Iraq continuera à bénéficier d'une assistance technique et financière sous forme d'aides non remboursables visant à accélérer sa transformation économique et politique. Cette assistance relève de la coopération au développement de l'Union et est notamment guidée par les objec-

tifs du millénaire pour le développement des Nations Unies (Article 81).

Du point de vue économique, l'APC permettra à l'Iraq de s'intégrer dans l'économie mondiale ainsi que d'accompagner son adhésion à l'OMC ce qui fait l'objet de discussions depuis 2004. La mise en place d'un cadre juridique stable et la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires feront progresser les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre l'UE et l'Iraq. L'UE est le premier partenaire

commercial de l'Iraq avec des échanges totaux de 16,05 milliards d'euros pour l'année 2013, avant les États-Unis, l'Inde et la Chine. Pour l'UE, il s'agissait de 10,63 milliards d'euros d'importations dont la quasi-totalité fut du pétrole brut. Quant aux exportations (principalement des produits industriels ou manufacturés), elles s'élèvent à un déficit commercial de 5,22 milliards d'euros. Cette même année, l'Iraq était le 39^e partenaire commercial de l'UE, soit 0,5% de ses échanges totaux.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

05.01.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi

27.04.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 19 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°118, page 2292

Successions transfrontalières

6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civile

Le projet de lois sous rubrique a pour objet de mettre en application le Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen. Le projet de loi modifie encore la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et le Nouveau Code de procédure civile.

Le règlement n°650/2012 a été adopté le 4 juillet 2012 et a pour objectif de simplifier et d'accélérer le règlement des successions transfrontalières européennes et d'en réduire, si possible, les coûts. Un grand nombre de personnes est aujourd'hui confronté à des difficultés pour faire valoir leurs droits dans le contexte d'une succession ayant des incidences transfrontalières.

Afin de supprimer ces entraves à la libre circulation des personnes, ledit règlement contient des dispositions sur la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, la force exécutoire et l'exécution des décisions, des actes authentiques et des transactions judiciaires ainsi que sur la création d'un certificat successoral européen qui vise à faciliter à un héritier ou à un légataire de prouver sa qualité d'héritier ou de légataire au sein de l'Union européenne.

Alors que le règlement (UE) n°650/2012 est d'application directe pour les successions qui

s'ouvrent à partir du 17 août 2015 et n'impliquent donc pas de transposition en droit national, l'article 31 dudit règlement relatif à l'adaptation des droits réels étrangers au droit réel national équivalent le plus proche nécessite une mesure de transposition nationale qui consiste à désigner l'autorité compétente et à déterminer les conditions dans lesquelles cette autorité intervient. Le projet de loi sous rubrique vise à désigner le notaire comme autorité compétente luxembourgeoise.

Ledit article stipule que «lorsqu'une personne fait valoir un droit réel auquel elle peut prétendre en vertu de la loi applicable à la succession et que la loi de l'État membre dans lequel le droit est invoqué ne connaît pas le droit réel en question, ce droit est, si nécessaire et dans la mesure du possible, adapté au droit réel équivalent le plus proche en vertu de la loi de cet État en tenant compte des objectifs et des intérêts poursuivis par le droit réel en question et des effets qui y sont liés».

Les dispositions dudit règlement s'inscrivent dans le cadre de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière de l'Union européenne, conformément à l'objectif de l'Union européenne de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice, à l'article 81, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à la décision du Conseil européen, réuni à Tampere, d'approuver le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et des autres décisions émanant des autorités judiciaires en tant que pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile.

Le règlement n°650/2012 s'applique à tous les aspects de droit civil d'une succession à cause de mort. Les questions fiscales et les questions administratives relevant du droit public sont exclues du champ d'application dudit règlement.

Conformément aux articles 1^{er} et 2 du protocole n°21 et aux articles 1^{er} et 2 du protocole n°22 annexés au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ne sont pas liés par le règlement n°650/2012 ni soumis à son application.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.04.2015 Désignation d'un rapporteur

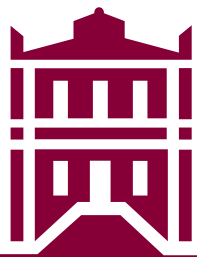
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.05.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.05.2015

Loi du 14 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°128, page 2



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser
 - M. Fernand Kartheiser
- 6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant
 - le Code de la sécurité sociale;
 - la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;
 - la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service
 - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
 - Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt d'une motion), M. Georges Engel (M. Serge Urbany intervient), M. Edy Mertens (Mme Sylvie Andrich-Duval pose une question), Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Fernand Kartheiser, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Serge Urbany
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur les projets de loi n°6726, n°6727 et n°6728: M. Marc Angel

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi n°6729: M. Gusty Graas

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Gusty Graas, M. Marc Angel

- Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

- 6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civil

- Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sézung op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Justizminister. Dat ass also net de Fall.

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech wollt lech bieden, mer d'Wuert ze ginn, fir den Dépot vun enger Proposition de loi ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Proposition de loi, déi ech elo heimadder wëll ennerbreeden, betrëfft déi Lëtzebuurger Nationalitéit. Am Joer 2003 ass déi Méiglechkeet ageféiert ginn, deemools vum Här Minister Goerens duerch e Règlement grand-ducal, fir datt auslännesch EU-Bierger kënnen e Militärdéngscht an der Lëtzebuurger Arméi maachen. Et wor awer net virgesinn, datt doduerch d'Konditiounen fir d'Accessioun un d'Lëtzebuurger Nationalitéit erlichtert gi wären.

Mir als ADR considérieren, datt déi Leit, an et sinn der ongeféier 300, déi e Militärdéngscht an der Lëtzebuurger Arméi gemaach hunn, oni déi Lëtzebuurger Nationalitéit ze hunn, awer et géife verdéngen, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit méi liicht ze kréien. Mir proposéiere mat deser Proposition de loi, datt en EU-

Bierger, deen an der Lëtzebuurger Arméi déngt, no engem Joer scho kann d'Lëtzebuurger Nationalitéit froen. Dat géif dann heeschen, well e muss dräi Joer virdrun am Land gelieft hunn, datt dann esou e Bierger no véier Joer kéint d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, par rapport zu deene siwe Joer, déi aner Leit mussen hei wunnen.

Ech soen lech Merci.

6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée

Wann ech gelift, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kartheiser.

Da géife mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut iwwergoen. Et handelt sech ëm de Projet de loi 6564 an e betrëfft d'Entnahm vu mënschleche Substanzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Cécile Hemmen.

3. 6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6564 gouf de 16. Abrëll 2013 vum deemolege Gesondheitsminister déposiert an ännert d'Gesetz vum 25. November 1982 iwwert de sougenannten „prélèvement de substances d'origine humaine“ ëm. Am Dezember 2014 sinn d'Aarbechte vun der jëtzege Kommissioun opgeholl ginn an ech gouf zur Rapportrice ernannt.

Dëse Projet de loi verfollegt eigentlech en dubelt Zil: Zum enge sollen eng Rei vu Bestëmmungen aus der Oviedo-Konventioun ëmgeseit ginn, ebe just wat de Prélèvement de substances d'origine humaine ugeet, an zum anere sollen awer och zwou europäesch Direktiven ëmgeseit ginn, eng iwwert d'Qualitéit an d'Sécherheetsnorme fir mënschlech Organer, déi fir

d'Transplantatioun geduecht sinn, an déi aner, d'Directive d'exécution iwwert d'Informationsprozedur fir den Austausch tëschent de Memberstaaten a Bezuch op mënschlech Organer, déi fir d'Transplantatioun bestëmmt sinn.

E puer Wuert zu der Oviedo-Konventioun an hire Protokoller: Déi setzt en internationalen an och ganz strenge Kader, fir d'Mënsche géint de Mëssbrauch vu biologeschen a medezineschen Techniken ze schützen. De Projet de loi 5528 iwwert d'Oviedo-Konventioun gouf schonns am Joer 2006 déposiert an de Statsrot, deen hat deemools derfir plädéiert, fir an enger éischer Phas just nëmmen d'Gesetz iwwert de Prélèvement de substances d'origine humaine ofzënnere, fir et esou konform zu der Oviedo-Konventioun ze maachen; an dann eréischt an enger zweeter Phas d'Oviedo-Konventioun zesumme mat engem Gesetz iwwer Genetik, Biomedezin an d'Procréation médicalement assistée.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Regierung hat sech awer zu deem Ament derfir ausgeschwat, fir dat awer net ze maachen, mä fir awer esou séier wéi méiglech d'Oviedo-Konventioun ze ratifizéieren. D'Aarbechten dofir haten am Mäerz 2009 ugefaangen, sinn dunn awer erëm eng Keier ënnerbrach ginn, an an der Tëschenzäit ass déi europäesch Direktiv vun 2010 grad ewéi d'Directive d'exécution vun 2012 publizéiert ginn, déi et dann elo géllt ëmzesetzen.

Hei just e puer vun deene villen Dispositiounen aus der Oviedo-Konventioun, déi dann elo an deemem Projet de loi ofgedeckt ginn.

An éischer Linn geet et drëms, fir souwuel de Spender wéi och de Receveur vun enger Organspende ze schützen, well et dréit sech hei net nëmmen ëm de Prélèvement vun Organer bei Verstuerwenen, mä awer och bei liewege Spender. Grad an deem Cas de figure ass et extrem wichteg, fir ganz kloer an och streng Regele festzeleeën, enner wéi enge Konditiounen dat kann an daerf geschéien.

Et gétt festgehale, dass och kee Mannerjährege méi en Organ spende kann. Definéiert gétt och, wou a wien e Prélèvement ka virhuelen, wéi dee Service muss equipéiert sinn, wéi eng Sécherheetsvirschreft mussen erfëllt sinn. Am Kader vun de genannten Direktive ginn dann och Regele festgehale fir d'Charakterisa-

tioun an och d'Traçabilitéit vun den Organer, grad ewéi fir d'Informatiounen, am Fall wou et Tëscheffäll oder awer ongewollte Reaktiounen géife gi bei oder awer no enger Transplantatioun.

Et gétt och en nationale Service geschafe fir d'Koordinatioun vun de Prélèvementter, der Charakterisatioun, dem Transport an der Transplantatioun vun den Organer. Un deem Service ass et och, fir sech ëm e gerechten Zougang vun de Patienten zu de Servicer an d'Attributioun vun den Organer no transparente Regelen ze këmmere, grad ewéi fir d'Traçabilitéit an den Informatiounsaustausch ze garantéieren.

De Conseil d'État huet enner anerem bemierkt, dass soll en effikasse Kader geschafe ginn, fir d'Qualitéit an och d'Sécherheet vum Don bis bei d'Transplantatioun ze garantéieren, dee souwuel d'Gesondheetspersonal, d'Organisatioun, d'Lokaler, d'Equipement, d'Material, d'Dokumenter an och d'Späichere vun den Donnéeën soll mat abegraifen.

Des Weideren ass och proposéiert ginn, dass den neie Service de coordination sech sollt ëm d'Tissuen an d'Cellules këmmere. D'Chamberskommissioun ass awer dunn net mat op dee Wee gaangen, well zum engen d'Tissuen an d'Cellullen iwwer eng aner Direktiv geregelt ginn, déi duerch d'Gesetz vum 1. August 2007 ëmgeseit gouf. An zum anere si beim Don vun Organer ganz aner Oploen, déi sech imposéieren, wéi bei den Tissuen an de Cellullen, eleng schonns, well mer keng illimitéiert Zuel vun Organer hunn an dat domadder och e ganz aneren Agrëff bedeit.

Den Don an och d'Transplantatioun vun Organer muss dofir onbedéngt volontaire an och altruistescht sinn. D'Koordinatioun an d'Ausféierung dierfer doduerch nëmmen engem effentleche Service ennerleien, an net enger privater Entreprise.

De Statsrot huet awer och eng Opposition formelle ausgeschwat, wou et ëm den Artikel 11 Paragraf 5 vun der Constitutioun gong an d'Obligatioun, fir am Gesetz e legale Kader ofzestieche fir dat, wat da per Règlement grand-ducal am Detail geregelt gétt. D'Chamberskommissioun huet dat selbstverständlech berücksichtig.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamberskommissioun huet sech laang mat

deem flotten Thema vun der Organspend befaasst. Wann ech soen „flott“, dann ass dat en Thema, wat eigentlech eis allegueren eppes ugeet. An den Austausch, dee mer an der Kommissioun haten, war wierklech op ganz héijem Niveau an et ass och ganz respektvoll mat deem Thema émgänge ginn.

Zu Lëtzebuerg ass et jo esou an der Theorie, dass jiddwereen, dee sech net explizitt dergéint ausgeschwat huet, eigentlech no sengem Doud potenziellen Organspender ass. An der Praxis ass dat awer allerdéngs an de meeschte Fäll net esou einfach: Do gétt kee Prélèvement gemaach ouni eng gréisser Enquête, fir och sécherzestellen, dass dee Betreffene sech net an néierens ausgeschwat huet do dergéint. Reng juristesches gesinn ass dat wuel net erfuorderlech, mä et gétt awer eng gréisser Sécherheet an och eng Legitimitatioun.

Meeschtens ass et och esou, dass d'Famill net ëmmer ganz positiv agestallt ass, well den Doud oder awer den imminente Doud vun engem Mënsch, deen engem nostoung, natierlech en delikaten an emotiounsgeluedene Moment ass.

Fakt ass, dass mer net genuch Organspender hunn. An et fält op, dass all Kéiers, wann nees eng Sensibiliséierungscampagne lancéiert gétt, d'Bereitschaft, fir Organspender ze ginn, signifikativ an d'Luucht geet. An no all Skandal am noen oder am wäiten Ausland hält se dann nees drastesch of. Do dertëscht mécht sech dann och erëm éischer en Desinteressi breet, deen der ganzer Saach natierlech och net weiderhëlft.

Op alle Fall wier et ganz positiv, wann d'Leit sech explizitt kéinten derfir ausschwatzen, fir wëllen Organspender ze ginn, an dat dann och iergendwou repertoriéiert wier fir de Fall, wou et néideg wier. An deem Kontext ass de geplangten Dossier de soins partagé e ganz interessanten Outil. An deem elektronischen Dossier kann de Patient dat festhalen, soudass et am Noutfall fir d'Gesondheetspersonal zougänglich wier. An dat géif et der Famill méi einfach maachen, den zoustännege Servicer natierlech och, an och de Leit, déi dréngend op eng Organspend ugewise sinn.

Bleif nach ze soen, dass zu Lëtzebuerg déi konventionéiert Associatioun Luxembourg-Transplant, déi iwwregens och Member ass vun der Organisatioun Eurotransplant, sech ëm d'Organisatioun vun den Organspenden an den Transplantatiounen këmmere wäert, wougéint d'Associatioun Protransplant sech ganz aktiv fir den Don d'organe asetzt a fir déi domat verbonne Sensibilisatiounsaarbecht um Terrain.

Här President, ech erlabe mer hei eng kleng perséinlech Remarque zu deene Leit, déi do um Terrain schaffen: Déi maachen eng extrem gutt Aarbecht an ech wollt mäin déiwe Respekt all deene Bénévollén ausdrécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, dese Projet de loi 6564, deen de Prélèvement vun de Substances d'origine humaine regelt, war d'Geleehheit fir d'Kommissioun an awer och fir mech als Rapportrice, fir eemol méi drun ze erënneren an ze betounen, wéi wichteg dass den Don d'organe ass, an och en Appell ze maachen un d'Bereitschaft vun enger breeder Populatioun, fir Spender ze ginn. D'Organspend ka Liewe retten. A mir all, een oder deen anere vun eis kann eventuell an de Fall kommen, wou en drop ugewise ass a wou säi Liewen dovunner ofhänkt.

An deem Sënn kënnen mer all Initiativ an all Campagne nëmmen ënnerstëtzen, déi do-robber ofziilt an d'Situatioun an deem Sënn hëlleft ze verbesseren.

Här President, ech ginn heimadder dann och d'Approbatoun vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet an ech soe villmoos Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Rapportrice. An éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Martine Mergen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Rapportrice an hirem ausféierleche schréfftlechen a mëndleche Rapport erkläert huet, setzt dëst Gesetz zwou europäesch Direktiven iwwert d'Sécherheet an d'Traçabilitéit bei der Transplantatioun vu mënschlechen Organer ëm. Mat deem Gesetz gétt awer och erëm en Deel vun der Oviedo-Konventioun mat hiren additionnelle Protokoller an nationaal Recht émgasat - mir maachen dat mat der Salamitechnik -, déi Konventioun, déi säit 2006 an onsen Tiräng läit an där hire wichtigste Deel, nämlech iwwert déi spezifesch Dispositiounen bei der Recherche biomédicale, iwwert den Émgang mam mënschleche Genom an

iwwert d'medezinesch assistéiert Fortplanzung weiderhin um Leesch bleift. Mä dat ass haut net onse Sujet.

Ech wëll gläich zu Ufank virewechhuelen, dass d'CSV-Fraktioun dëst Gesetz matdréit, grad esou wéi se d'Positioun vun der Regierung ënnerstëtzt, dass mer an deem Gesetz d'Veerarbechtung vu mënschlechem Gewebe an Zellen net mat eranhuelen. Dëse Volet ass schon am Gesetz vum August 2007 behandelt. Et gétt och hei e wesentlechen Ennerscheed - d'Madame Mergen huet et scho gesot - zu der Organtransplantatioun: Bei Tissu- an Zellbehandlung kënnen och kommerziell Gesellschaften implizéiert sinn. Dat ass bei der Organtransplantatioun ausgeschloss an där kloor ausgeschloss bliwen.

Mir kennen all Horrorgeschichten aus anere Länner, wou et méiglech ass, dass Aarmer hir Organer kënnen verkafen oder dass et souguer forcéiert Prélèvement gëtt. Un der Spëtzt vun dese Länner steet ganz sécher China, wou all Joer eng honnerttausend Organer transplantiert ginn, bei enger ganz klenger Léschvun offizielle Spender. De chineesche Gesondheitsministère seet, des Organer kéime vun zum Doud veruerteelte Kriminellen, mä et gétt och aner Meenungen dozou. Den nobelpräisnominéierten David Matas huet dëst Phänomen während Jore studéiert an huet seng Zweifel. An Dir kennt och allegueren d'Uschëllegung vun de Falun Gong iwwer forcéiert Prélèvement bei hire Leit.

Mat deem Gesetz stelle mer ons also weider op d'Säit vun den europäesche Länner, déi esou Praktiken grondsätzlech veruerteelen.

Wéi steet et awer an der Praxis bei ons mat der Organtransplantatioun? Mir mengen: guer net gutt! A mir hunn dat och an de leschte Jore e puermol op deser Tribün zum Ausdrock bruecht. Mir stelle fest, d'Situatioun huet sech an deene leschte Jore net verbessert, mä verschlechtert. Wa Lëtzebuerg esou weiderfiert wéi bis elo, an do wäert d'Gesetz selwer wéineg drun änneren, da si mer deemnächst erf vum europäesche Radar vun der Transplantatioun, an déi verzweifelt Krank, déi op en Organ waarden, wäerten net méi vun onsen Nopeschlänner berücksichtegt ginn.

D'Zuel vun de Prélèvementen op Lëtzebuerg Patient huet d'Tendenz no ënnen. Dat huet sécher näischt mat der juristescher Situatioun hei bei ons ze dinn, mir hu jo nämlech e Gesetz, dat et erlaabt, Organer ze prélevéieren, wa sech den Donneur zu Liefzäiten net dergéint ausgeschwat huet. Dat gétt awer an der Praxis net esou gehandhabt an et gétt ëmmer Rücksicht geholl op den Entourage an op d'Familljen.

Mir soen net, dass dat falsch ass. Mir mengen awer, dass erëm vill ze laang Zäit vergaangen ass, fir eng Campagne ze maachen, fir d'Leit opzeruffen, eng Spenderkaart bei sech ze droen. Dat ass dee Moyer, dee mer nämlech elo schon hunn. D'Erfahrung weist, dass ëmmer erëm no esou enger Campagne d'Zuel vun de Spender an d'Luucht gaangen ass.

Mir mengen awer och, dass eng méi staark positiv Ausso zur Transplantatioun muss hier, mat där sech ons Populatioun zu Liefzäite fir e Prélèvement vun hiren Organer kann ausschwatzen. Mir deelen op d'mannst momentan net den Optimismus, deen an der Kommissioun verbreet gouf, dass dat an noer Zukunft wäert iwwert den Dossier de soins partagé kënnen geleist ginn.

Dat ass mat der aktueller Gesetzeslag e fromme Wonsch. Momentan huet laut Artikel 60ter a quater vum Code des assurances sociales just de Médecin référent an de Médecin traitant Zougrieff op desen Dossier, wann en dann eemol fäerdeg ass. De Médecin référent befreit och nëmmen eng 30.000 Patienten hei am Land. Et ass also nom Dateschutz kengem ausser deene Genannten erlaabt, Abléck ze huelen an desen Dossier. Dat heescht, am Fall vun enger Urgence oder vun engem Accident kéint déi Equipe, déi dee Patient en charge hält, guer keen Abléck an den Dossier de soins partagé huelen.

Mat de Problemer, déi de Volet vum Médecin référent de Moment kennt - des Problemer sinn am Moment an der Verhandlung -, gesi mir net, ob a wéi den Dossier de soins partagé an deenen nächste Jore e Bäitrag kéint bréngen zur Léisung vum Mangel u potenziellen Donneuren, soudass mer och an Zukunft an onsen Nopeschlänner wäerte schmarotzen.

En anere Problem ass ganz sécher deen, dass mer säit der Pensionéierung vun Dokter Lamy, deen d'Luxtransplant während Jore quasi an enger Persoun duergestallt huet, kee Service hei zu Lëtzebuerg hunn, deen d'materiell a personell Méiglechkeeten hätt, fir d'Prélèvementen ze koordinéieren a virzehuelen. Déi Leit, déi dat de Moment mat hiren Equipe maachen, deene si mer Bewonnerung schëlleg, wéi

d'Madame Mergen och scho sot. Si si méi oder manner fräiwëlleg derbäi, si sinn Dag an Nuecht engagéiert, fir Luxtransplant mat de Moyens du bord um Liewen ze halen.

Zesumme mat deem Gesetz soll dann e Règlement grand-ducal a Kraaft trieden, deen engem Service national de coordination soll en Agrément ginn. Mir hunn desen Text zur Kenntnis geholl a mir sinn och d'accord, dass dat e Fortschritt bedeit.

Wat mir brauchen, ass eng Equipe Doktere mat hiren Equippen, déi 24 Stonnen op 24 amstand sinn, Prélèvementen ze maachen iwwerall am Land, soss gi mir kee gläichwäertege Partner méi bei Eurotransplant. Mir hoffen, dass d'Efforte vun deeng Leit, déi de Moment probéieren, esou eng Equipe op d'Been ze setzen, duer wäerte goen, fir Lëtzebuerg erëm op d'Landkaart vun den Transplantatiounen ze setzen. Mir mussen ons bewosst sinn, dass dat net zum Nulltariff ze kréie wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun stëmmt dëst Gesetz mat, bréngt awer kloor zum Ausdrock, dass d'Gesetz selwer d'Situatioun vun der Organtransplantatioun bei ons net wäert wesentlech verbessern. Hei sinn déi verantwortlech Ministère weiderhi gefuerdert, fir Neel mat Käpp ze maachen!

Ech bréngen lech zum Schluss den Accord vun onser Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Mergen, mat der Bitt, déi nächste Kéier e bësse besser op de Chrono opzepasst. Merci! Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e ganz gutt Gesetz, wat an der Ligné vun deem 1982er Gesetz ass. An ech hu mer geschter Owend Méi ginn, dat erauszedrecken. Dat war deemools eng onheemlech Diskussioun. Do sinn eng Hicheck Leit gefrot ginn, souguer d'Krankekeess, déi deemools wollt d'Fiche financière vun Donneur net iwwerhuelen. Dat muss ee sech och virstellen! Also, mir hunn awer a 35 Joer vill Fortschritter gemaach.

Also d'Coüten, déi den Donneur huet missen exposéieren, sinn deemools..., do war eng grouss Debatt, do huet de Stat et iwwerholl. Ass dat nach ëmmer esou? Ech weess et net.

Mir haten och de 5. Juli 2007 op deser Tribün en Débat iwwert den Don d'organes.

Mä wat interessant ass, dat ass déi Konventioun vun Oviedo - de 4. Abrëll '97, dat ass also net virgeschter gewiescht -, an do huet Lëtzebuerg vun all deenen Artikelen quasi näischt global ratifizéiert, mir hunn et „sacrissonnéiert“ abruecht a verschidde Gesetzestexten. Do wär et och eng Kéier ubruecht, fir eng synthetesch Vue ze kréie vun deene fënnf Sujete vun der Oviedo-Konventioun, déi iwwert d'Mënscherechter, d'Biomedezin gaange sinn déi eng Säit, déi aner Säit iwwert de Clonage d'êtres humains, wou mir ganz séier ënnerschriwwen haten, '98 an 2002. Och iwwert d'Transplantatioun hate mer ënnerschriwwen 2005, dat integréiere mer haut zum Deel. An dann d'Recherche biomédicale, do ware mer och zimlech séier, net am Ennerschriwwen, mä an de geneschen Tester. Do hu mer ënnerschriwwen 2008.

Also, et wär net schlecht, wa mer eng Kéier dat kéinte kréien. Wéi et och net schlecht wär, eng Kéier e Gesamtgesetz ze kréien iwwert d'Biomedezin an d'Bioethik zugläich.

Aner Dénger, wat mer hei op deser Tribün gesot hunn, aner Saachen, dat war 2007: Dir wësst, an de Südlänner, Portugal, Spuenien, Italien, sinn d'Donen am héchsten an Europa. An da freet ee sech, wann een onse soziale Background kuckt, Migrantebgroun, wou mer der jo vill aus deene Länner hunn, haapt-sächlech aus Italien a Portugal: Verléieren déi Leit dann natierlech den Don, wa se op Lëtzebuerg kommen? Huet dat eppes mat sozioekonomeschem Status ze dinn oder net? Dat weess ech net.

Ech ginn awer natierlech beilewen net gäre schlecht verstanen, dass ech heimadder soe wéilt, dass se net nëmmen heihinner schaffe solle kommen, mä hir Organer och nach heilloosen. Dat fuerdere mer jo natierlech net! Mä et ass awer en interessanten Dëngen an et wär eng Studie wäert, fir dat ze kucken.

Déi Carte-donneuren, dat ass en éiwege Problem. Ech hunn nach versicht, de Moien op menger Gemeng unzeruffen, wéi wäit se wäeren, mä do huet um Véierel vir zwielef kee méi den Telefon opgehuewen.

(Hilarité)

Ech soen dat hei, da kréie se dat och mat.

(Hilarité)

Mä ech mengen, et wär net schlecht, et an de Führerschäin ze schreiwen, obschonns, den Don d'organes ass net méi reservéiert op ex-

trem jonk Leit, mä déi Altersgrenze ginn ëmmer méi an d'Luucht gehuewen. Dat heescht, de Permés européien, dee kéint jo 2032, da schreiw mer et dee Moment dodran. Dat dauert jo och nach eng Hicheckt Jore.

Dat gesot, wéll ech hei natierlech den Accord bréngen vu menger Fraktioun zu deem Gesetz. An ech hoffen, et sinn et puer Passagen, Artikelen nach an deem Gesetz, wou een am Fong den zukünftigen Donneur rode kann, dass se dat an hirt Testament de vie schreiwen, dass se Donneur sinn. Well ech ka mer guer net virstellen, een, dee mam Kapp an e Bam geet, deen ass dann total irresponsabel oder net méi zourechnungsfäeg, wéi dee säin Accord nach kéint ginn. An déi Artikele 15, 16 an deem Gesetz hei maachen dat dann dee Moment onméiglech, och wann d'Famill seet: E wollt Donneur sinn. Mä dat sinn esou elastesch Saachen.

Mir wësse jo, an deem leschte Gesetz vun '82 war jiddwereen Donneur, à moins dass en de Géigendeel ausgedréckt huet zu senger Liefzäiten. Déi Regel ass zwar hei zu Lëtzebuerg net duergesat gi gewéinlech - glécklecherweis, dat ass e bëssen autoritär -, mä de Problem ass, dass mer téschent véier an acht Donneuren d'Joer hunn, dass mer jorelaang hu missen op d'Ausland zréckgräifen. Dat ass och e bëssen eng egoistesche Attitud.

Ech wär ganz frou, Madame Minister, wann Der géift d'Propaganda fir den Don d'organes kënnen och starten.

An da ginn ech lech domadder, nodeem dass ech der Rapportrice Merci soe fir hir exzellente mëndlech wéi schréfflech Aarbecht, natierlech den Accord vun onser demokratescher Fraktioun.

Merci villmoos.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Krieps. An nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et, wéi jo scho gesot, dréms, eis national Gesetzgebung iwwert d'Organspend un europäesch Bestëmmungen unzepasst an enzel Punkten aus der Oviedo-Konventioun ëmzesetzen. D'Madame Mergen ass an hirem Rapport drop agaangen, dofir hir e grouss Merci fir hir Aarbecht!

Als ee vu ville Beräicher aus där Konventioun suert d'Organtransplantatioun regelméisseg fir Schlagzeilen, allerdéngs net am positive Sënn, net nëmmen, well vill Leit ouni Erfolleg jorelaang op eng Organspend waarden, mä virun allem och, well den illegalen Handel mat Organer dramatesch Ausmoossen unhëlt. Ech schwätzen net vu Lëtzebuerg, zum Gléck ass eist Land bis elo verschont bliwwe vun esou Skandalen.

Trotz alle legalen a moraleschen Awänn, déi géint desen Handel erhuewe ginn, gétt et nämlech ëmmer méi einfach, weltwäit, sech als gutt gestallte Bierger eng Nier, en Häerz, eng Long, esouguer e Stéck Liewer un internationalen Organmarkt ze kafen, mat China un der Spëtzt. An den Nopeschlänner ginn esouguer Stëmme haart, déi fuerderen, de kommerziellen Handel mat Organer ze erlaben, fir dem Problem vum Mangel an Enn ze setzen.

Well des Haltung all ethesch Prinzipien iwwer Bord gehäit, kënnen mir des Fuerderung kengesfalls ënnerstëtzen. Fir eis gétt et eigentlech nëmmen e Wee, fir méi Liewen ze retten, an zwar deen, méi Leit dozou ze motivéieren, Spender ze ginn. Och wa laut dem Prinzip vum Consentement présumé, iwwert dee jo och scho geschwat ginn ass, jiddweree per Gesetz Donateur ass, ausser, en hätt sech zu Liefzäite schréfflech dergéint ausgeschwat, gesäit d'Realitéit anescht aus. Och dat ass scho gesot ginn.

An der Praxis ass et esou, dass d'Famill vun Verstuerwenen hiren Accord muss ginn, déi en Organ fir Transplantatiounszwecker därer genotzt ginn. An der Moyenne verweigere 45% vun de Familljen deen Accord, wat sech negativ op d'Waardelëschten auswirkt. Mir mengen awer, dass esou Décisiounen solle respektéiert ginn, well et sech, wéi gesot, ëm ganz delikat Momenter vum Liewen handelt. Fir eis ass et virun allem wichtig, senger eegener Famill des schwierere Décisiounen vun Ufank un ze erspueren, an zwar doduerch, dass ee sech ebe just zu Liefzäiten e Spenderpass uelet.

Leider gétt et awer, wéi gesot, net genuch Leit, déi dat maachen. An dat huet seng Ursachen. Eng vun den Ursachen läit ganz kloor am Informatiounsdefizit, deen trotz de Campagnen, déi schonn an der Vergaangenheet stattfont hunn, awer nach ëmmer grouss ass.

Eng aner Ursach gesi mer natierlech och doran, datt nëmmen déi wéinegst Leit sech mam Tabuthema vun hirem eegenen Doud ausereesetze wëllen. Dobäi stellt sech dann och déi fundamental Fro, wéi wäit e Mënsch iwwerhaapt bereet ass, säi Kierper fir Reparationszwecker vun anere Kierperen zur Verfügung ze stellen. Wéi grouss dës Bereitschaft zu Lëtzebuerg ass, geet aus dem Eurobarometer vun 2013 ervir. Déi Noriicht ass positiv, d'Beereitschaft vun de Lëtzebuerg ass grouss. Si ass iwwerduerschnëttlech grouss par rapport zu aneren europäesche Bierger.

Et läit also bei eis weder un der Astellung vun der Bevëlkerung nach un eiser Gesetzgebung, datt mir e groussen Deel vun Potenzial, Liewen ze retten, net notzen. De Problem läit, wéi d'Madame Mergen och gesot huet, eenzeg an eleng bei der praktescher Ausféierung um Terrain.

D'Gemenge spillen eng grouss Roll. Do gesi mir e groussen Nohuel- an Informationsbedarf. Beispillsweis kënnen d'Gemengen oder sollen d'Gemenge esouguer zesumme mat der Carte d'identité e Formulaire aushändegen, op deem de Bierger sech kann als Spender deklaréieren. Ech froe mech, wéi vill Gemengen dat maachen. Och Apdikten an Doktere sinn an deem Kontext gefuerdert.

Nei Perspektive gesi mer och am Dossier de soins partagé, quitte datt dës System nach net flächendeckend funktionéiert an, wéi gesot, och Froe vum Dateschutz wäert opwerfen. Den Testament de vie ass eng aner Spur, déi muss verfolgt ginn.

Ech kommen zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Fir eis ass eppes kloer: Wat d'Transplantationsmedezin méi performant gëtt, wat de Bedarf un Organer an domat och de relative Mangel un Organer wäert wuessen. Emsou méi wichteg a méi grouss gëtt domat och d'Roll vun der Politik a vun der Justiz. Engersäits muss mer gutt Gesetzer hunn, esou wéi haut, déi fir Qualitéit a Sécherheet, mä och fir Dignitéit an Transparenz an der Transplantationsmedezin suergen. Anerersäits muss awer och all Land säin Deel dozou bäidroen, fir de weltwäiten Organhandel ze bekämpfen, well net nëmme China oder Afrika, mä och Lëtzebuerg fréier oder spéider dovou beträff ka ginn.

Wéi eng skurrill Form de Verkauf vun Organer kann unhuelen, weist de Fall vun engem chineesche Jugendlechen, dee seng Nier, seng eegen Nier, fir 2.700 Euro verkaaft huet, fir sech en iPad kënnen ze leeschten. An Däitschland huet de Journalist Willi Germund sech an engem Buch - säi Buch heescht: „Niere gegen Geld“ - effentlech dozou bekannt, an Afrika gereest ze sinn, fir sech eng Nier ze kafen. D'Justiz an Däitschland huet net dodrop reagiert. De Problem vum Organhandel ass also scho virun eiser Dier ukomm. An dat gëtt ze denken!

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, natierlech an der Hoffnung, datt mer op d'Oviedo-Konventioun zréckkommen a se net nëmme brochstückhaft ëmsetzen, mä an hirer Integralitéit. Et bleiwen nach e puer Punkten ze klären an ech wär frou, wann d'Madame Minister eis dozou kéint e puer Wuert erzielen.

lech soen ech alleguer villmools Merci fir d'Noleschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraaktion.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Lorsché, mat darselwechter Bitt, nom Chrono ze kucken. Merci villmools! An d'Wuert huet den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, och e grouse Merci un de Rapporteur, d'Madame Hemmen, déi eis hei e ganz interessanten a komplette Rapport ginn huet. Och mir ënnersträchen natierlech d'Wichtegkeet vun der Méiglechkeet vun den Organtransplantatiounen a gesécherte rechtliche Konditiounen. Dofir begreisse mer och dëst Gesetz a stëmmen et natierlech och gär mat.

E puer Bemierkungen awer och vun eiser Säit.

Dat Éischt ass och: D'Oviedo-Konventioun - dat, wat den Här Dokter Krieps och schonn hei gesot hat - ass eng zentral Fro. Mir kënnen net hei dee Saucissonnage maachen. Mir müssen e Gesamt-iwwerbléck hunn, an zwar all ethesch Kritäre respektéieren. Et ass jo net esou, datt zu Lëtzebuerg op deem do Gebitt näischt géif geschéien. Mir hunn eng Recherche médicale, mir hunn eng Biobank, mir hunn eng ganz Rei vun Aktivitéiten och a Kliniken, déi müssen ethesch iwwerwaacht ginn an e gesetzleche Kader brauchen, a mir müssen op deem Gebitt Fortschreitter maachen.

Mir begreissen et och als ADR - an et ass ganz interessant, dat och am aktuelle politesche Kontext ze kucken -, datt mer hei e Gesetz stëmmen, wat eigentlech seet, datt Mannerjäreger keng Décisioun kënnen huelen, dat hinne verbitt, datt se kënnen en Organ spenden. Dat ass ganz interessant, well mer jo hei alt erëm eng Kéier de politesche Wëlle kloer dokumentéieren, datt Mannerjäreger ebe kënnen gewësse Pressiounen ausgesat ginn an datt mer hei dat legal wëlle weider aschränken an et verbidden. Dofir ass dat och eppes, wat mer hei ënnersträchen.

Mir begreissen et och, datt mir eis als Lëtzebuerg Capacitéite ginn, fir selwer kënnen operativ an deem heite Gebitt tätég ze ginn an Organer kënnen ze prélevéieren.

Dann och, an dat hate mer och an der Kommission gesot, ënnersträche mer d'Wichtegkeet vun engem fachmännesch zuverlässige Feststelle vum Doud. Dat ass och eng Saach, wou mer jo an deem Règlement grand-ducal kloer Regeln hunn, souwuel wat den Häerzstillstand ugeet, wou jo gesot gëtt, et muss ëmmer en Anästhesist oder e Kardiolog dat certifiéieren niewent engem aneren Dokter, a beim Gehirndoud och, datt en Neurolog oder en Neurochirurg muss bei deenen zwee Doktere sinn, déi dat constatéieren. Dat ass wichteg, well mer leider an Europa och ëmmer erëm Fäll hunn, wou en Doud constatéiert gëtt, dee kee richtegen ass. A mir müssen eis géint all Méiglechkeet wieren, datt eng Chasse à l'organe gemaach gëtt oder eng Chasse au donneur, heiansdo mat Mëttelen, déi einfach ethesch net akzeptabel sinn.

Dëst Gesetz bréngt méi Rechtssécherheet. Awer mir hunn nach ëmmer de Problem, datt mer musse kloer kënnen dokumentéieren, wann e Mënsch säi Wëllen huet, wann en dee kloer seet, fir kënnen en Organ ze ginn, datt dat kloer ka matgedeelt ginn an datt et dann och respektéiert gëtt, wann ee wierklech säi Wonsch an déi eng oder an déi aner Richtung kloermécht, datt e wëllt oder net wëllt Organspender sinn.

An deem Fall, wou e wëllt a wou dat kloer dokumentéiert ass, ass et an eisen Aen dann net méi néideg, drétt Persounen ze froen. Dat géif natierlech de Problem schonn zum Deel vläicht hëllef léisen. A mir wäeren och net dergéint, datt mer op dem Führerschäin oder souguer op enger Carte d'identité fakultativ eng Rubrik kéinten aféieren, wou och kéint gesot ginn, wéi gesot fakultativ, ob ee wëllt oder net wëllt Organspender sinn.

Dann, d'Regele vum Organhandel hätten an eisen Ae kënnen méi staark nach gefaasst ginn. Et hätt een och kënnen explizit soen, niewent dem Racolage, dee jo hei elo couvriert ass, datt och en Dokter, deen hëllef mat sengem Wëssen, wann e weess, datt et sech ëm Organhandel handelt, deen do awer mathëllef, esou eng Transplantatioun ze maachen, och deen hätt missen explizit opgezielt ginn hei an eisen Aen, datt e muss bestrooft ginn.

Privat Partner leeschten hei am Land eng ausgezechent Aarbecht. Ech mengen, déi si schonn e puermol hei ernimmt ginn, a mat Recht. Mir wëllen awer allgemeng drop opmierksam maachen, datt bei private Partner, wann déi eng Funktioun kréie wéi e Service national de coordination, datt awer och muss op den Dateschutz opgepasst ginn, datt och do muss eng Kontroll existéieren an datt de Stat et sech net däreer ze vill einfach maachen, fir sech einfach enger Verantwortung ze entleedegen oder se ze delegéieren ouni Kontroll an allen Aspekter.

Da maache mir als ADR drop opmierksam op eng Saach, déi eis ganz besonnesch beschäftegt an eis ganz vill Suerge mécht: Dat ass, datt nach ëmmer eng Base commerciale méiglech ass an deem Beräich, wou et ëm «tissus et cellules d'origine humaine aux fins de réimplantation» geet, ënner anerem och ëm Gamèten. An do hu mer jo nach ëmmer eng Praxis hei am Land, déi nach net legislativ geregelt ass. Dat ass déi vun enger PMA aus net therapeutische Methoden (veuillez lire: net therapeutischen Ursachen). An ech wollt dofir nach eng Kéier rappéléieren, datt d'ADR eng Proposition de loi gemaach huet viru Kuerzem, fir och an deem Beräich ganz kloer Regeln anzeféieren, déi an eisen Aen onerlässlech si fir en etheschen Émgang mat der Biomedezin hei am Land.

Dat gesot, wéi gesot, begreisse mer dëst Gesetz. Mir fannen et e wichtege Progrès. Awer mir soen dättelech nach eng Kéier: Alles an deem do Beräich muss sech no deenen héchsten ethesche Kritäre regelen an net no kommerzielle Kritären.

Villmools Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt d'Madame Gesondheestsministesch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Ech ka kuerz sinn, well mer iwwert de ganz ausféierlechen an interessante Rapport vun der Rapportrice all Elementer mat op de Wee kritt hunn, a well Dir alleguerten an Are Riedebäitrag d'Bedeutung vun deem heite Gesetz ervirgestrach hutt.

Ech wëll awer nach eng Kéier rappéléieren, dass mer wierklech deemools vu wäit komm sinn, wéi mer déi éischt legislativ Mesurë geholl hunn am Zesammenhang mat den Organspenden, an dass et haut wéi eng Selbstverständlechkeet klénge, dass mer haut d'Patienten esou ofsécheren, wéi mer se ofsécheren, dass mer déi Qualitätsnormen hunn, wéi mer se kennen, an dass mer déi Sécherheitsbestimmungen esou tranchéiert hunn, wéi mer se tranchéiert hunn.

Well et ass nach laang keng Selbstverständlechkeet an alle Länner, och net an Europa, dass mat Organer kee Commerce bedriwwen gëtt! An ech sinn dofir wierklech ganz stolz op eist Land, dass mir hei maximal Bestimmungen hunn, déi duerch dëst Gesetz nach weider compléiert ginn.

D'Stéchwierder sinn hei genannt ginn:

- d'Verhënnere vum Handel mat Organer,

- Qualitéit, Sécherheet, déi am Mëttelpunkt stinn,

- och d'Charakteristiken, déi ee muss erfüllen, fir als Spidol zougelooss ze sinn, an d'Servicer an d'Equipementer, déi ee muss kënnen hunn, fir am Kader vun den Transplantatiounen vun Organer eng Roll dierfen ze spillen,

- d'Formatioun vun deene verschiddenen Akteuren, déi a mengen Aen och ganz wichteg ass,

- d'Koordinatiounsstell, déi mer schafen an déi och zoustänneg ass derfir,

- dass d'Organer selwer och musse bestëmmte Konditiounen erfüllen, fir iwwerhaapt kënnen transplantéiert ze ginn,

- dass mer elementar Regeln akzeptéieren, wat d'Traçabilitéit ugeet, a se och wierklech an der Praxis uwenden,

- dass de sécheren Transport ofgedeckt ass,

- dass d'Kollaboratioun mat deenen internationale Gremie muss klappen,

- dass och Tëschefäll, déi virkommen - well dat ka jo ëmmer geschéien -, dass déi propper enregistriert sinn an och retraçabel sinn,

- oder och, wat ech schonn aganks gesot hunn, dass mer awer wierklech ganz vill Barrière virgesinn hunn, dass den Don d'organes net mat Commerce ka verbonne sinn.

Ech deelen deen Optimismus, deen hei vun deene meeschte Virriedner ausgedréckt ginn ass, dass den elektronische Patientendossier eis e wichteg Instrument wäert bidden, fir d'Zuel vun den Donneurs d'organes an d'Luucht ze setzen. Ech si wierklech iwwerzeegt dovun, dass d'Tatsaach, fir dat an der Zukunft a sengem elektronische Patientendossier als Patient selwer kënnen anzeschreiwen, eventuell souguer a Kombinatioun mat sengem Testament de vie oder mat deene Modalitéiten, déi ee wëllt mat op de Wee gi fir de Fall, wou een en Accident huet, ech erwaarde mer ganz vill dovunner. An ech deelen net d'Meenung vun deenen, déi soen, dass dat eis Situatioun hei zu Lëtzebuerg net wäert verbesseren. Et wäert de Fall sinn.

Et ass och net richtig, dass mer an deene vergaangene Joren en dätteleche Réckschritt haten. Wat awer leider richtig ass, dat ass, dass d'Zuel vun de gespente Organer immense Variatiounen ausgesat war: Ee Joer sinn et der zéng, da sinn et der erëm véier an da sinn et der erëm néng an da sinn et der erëm sechs. Dat heescht, mir hunn do kee kontinuierlecht Usteige vun der Bereitschaft, fir Donneur d'organes ze ginn, wat eis als Situatioun och net honnertprozenteg gefält, mä wat awer net gläichbedeutend ass mat enger Degradatioun, wéi se hei ee Moment duergestallt ginn ass.

Tatsaach ass leider och, dass mer, wa mer Campagnen hunn, ëmmer d'Zuel vun den Donneurs d'organes an d'Luucht setzen, a wa mer dann e puer Joer erëm keng Incitatiounen méi maachen, dass d'Leit dann erëm vergiessen, wéi wichteg et ass, dass ee seng Bereitschaft dokumentéiert, fir Donneur d'organes ze sinn.

Mir wäerten also an der Zukunft weider Campagnen maachen. Mä mir wäerten awer och wierklech d'Instrument vun elektronische Patientendossier notzen, fir en Opruff un d'Leit ze maachen, fir dat ze notzen a fir hir Bereitschaft ze dokumentéieren, wat dann och heiansdo laangwierig Pourparler mat der Famill am Fall vun engem Stierfall wäert net méi noutwendeg maachen.

Ech deelen och honnertprozenteg déi beluewend Wierder, déi Dir alleguerte fonnt hutt fir d'Associatiounen, déi um Terrain sech mat der Organtransplantatioun beschäftegen. Si leeschte wierklech eng formidabel Aarbecht, net nëmmen hei am Land, mä och am Verbond mat den auslänneschen Organismen, déi sech ëm Organspende këmmen.

Bon, mir hu jo mat dësem Gesetz souwuel Elementer aus der Oviedo-Konventioun afléisse gelooss wéi och Elementer aus der europäescher Richtlinn iwwer Qualitäts- a Sécherheitsnormen am Beräich vun den Organspenden. Vill vun lech hunn an hiren Interventiounen drop higewisen, dass et wierklech noutwendeg ass, och déi aner Elementer, déi nach net an e Gesetz agefloss sinn, ëmsetzen am Zesammenhang mat der Biomedezin.

Ech ka mech nach gutt aus mengem fréiere Liewen erënneren als Presidentin vun der Gesondheetskommision, dass et wierklech eise Wonsch war, fir net just eng einfach Kaderkonventioun ze stëmmen, mä fir wierklech awer déi Konventioun bei hirer Ëmsetzung mat Liewen ze erfüllen, och am Beräich vun der Biomedezin. An ech kann lech hei d'Informatioun ginn, dass mir ganz aktiv sinn als Gesondheestsministère, fir zesumme mam Ministère de la Recherche all déi Elementer mat eranzehuelen, déi dozou gehéieren, fir e Gesetz ze bréngen, wou net nëmmen d'Oviedo-Konventioun dran ass mat deene Modalitéiten, déi wichteg sinn, mä och e Biomedezingesetz op den Instanzewege ze bréngen, wat e Land wéi Lëtzebuerg, wat wierklech an deem Beräich massiv investéiert, och verdéngt huet.

Ech wëll ofschrëffend all deene Merci soen, déi hei intervenéiert sinn, och fir déi Encouragement, déi mer mat op de Wee kritt hunn als Ministère, fir hei eng propper Aarbecht ze leeschten am Beräich vun der gesetzlecher Reglementatioun. An ech wëll da mat lech zesumme menger Hoffnung Ausdruck ginn, dass mer weider d'Leit kënnen encouragéieren, fir zum Organspender ze ginn an dozou bäizetroen, dass Mënschen, déi wierklech déi Spend do batter néideg hunn a se brauchen, fir e Liewen an Dignitéit kënnen ze féieren..., fir si weider ze encouragéieren, fir dat ze maachen a fir op dee Wee ze goen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Gesondheestsministesch.

Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6564 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6564 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Huet eppes net fonctionnéiert? Okay, gutt.

58 Deputéiert hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 58 hu sech mat Jo ausgedréckt an domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6564 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boffending, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An d'Fro bleift: Sidd Der bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Ech soen lech Merci.

Mir géifen dann zum Projet de loi 6578 iwwergoen, e Projet, deen de Beruff vum Psychothe-

rapeut regelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Goerges Engel.

4. 6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale;

2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel** (LSAP), rapporteur.- Kolleejinnen a Kolleeegen, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute, iwwert dee mer haut diskutéieren, geet et em eng komplex a komplizéiert Matière, bei där dacks den Däiwel am Detail stécht.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an net manner wéi zwielef Reunione mat dem Projet beschäftegt. Mir hunn dräi Serie vum Amendement gemaach, véier Avis vum Statsrot an eng Hällewull vu Positionspabeieren iwwert de Projet de loi analyséiert a verschafft. An dobäi war den Text schon am Virfeld als Avant-projet de loi mat de verschiddeenen Associatiounen a Organisatiounen aus dem Milieu diskutéiert, verhandelt an och adaptéiert ginn.

Bei eiser parlamentarescher Aarbecht hu mer eis permanent an engem Spannungsfeld tëschent zwee Extremere beweege: éischten, also engersäits dem Wëllen, fir Standarden a Kritäre festzeleeën an esou de Patienten eng adequat Qualitéit a Leeschtung ze garantéieren, an anersäits der Beméiung, fir verstänneg a pragmatesch Iwwergangsbestëmmunge virzugesinn, fir net ze riskéieren, dass Professioneller an d'Illegalitéit gedréckt ginn, déi haut schon eng exzellente Aarbecht maachen, mä aus diverse Grënn net kënnen all d'Kritären erfëllen, déi dëst Gesetz hei nei aféiert.

Den Ursprung vun dësem Projet de loi geet zréck op d'Diskussioun iwwert déi alternativ an net konventionell Disziplinne vun der Medezin virun zéng bis fofzég Joer. No enger intensiver Viraarbecht an der zoustänneger Chamberskommissioun huet d'Chamber sech den 29. Januar 2004 an enger Orientationsdebatte mam Thema beschäftegt an eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung opfuert, am Beräich vun den net konventionellen an alternative Medezindisziplinne ze reglementéieren, an Besonneschen déi néideg Formatioun a Qualifikatioun vun de Prestatairen.

Dat war dunn och esou am Regierungsprogramm vun 2009 virgesinn. Am Enn vun där Legislatuur an no enger ausféierlecher Virlaf-a-Preparatiounszäit gouf dunn e Projet de loi 6578 deponéiert. An no de Wahlen vum 20. Oktober 2013 huet déi nei Regierung de Projet a senger grouse Linnen dunn och confirméiert.

Zum Kontext: De Projet de loi iwwert de Psychotherapeut schafft e legale Kader fir dee Beruff, andeems en ënner anerem d'Konditioun festsetzt, fir dierfen den Titel vum Psychotherapeut ze droen. E leet d'Prozedur fest, fir d'Autorisatioun ze kréien, fir dierfen de Beruff auszéieren, op Basis vun enger strukturierter a reglementierter Formatioun.

Effektiv ass et esou, dass der Weltgesundheitsorganisatioun no ëmmer méi Leit froen, fir eng Prise en charge weinst psycheschen oder psychiatresche Problemer ze kréien. Eng vu véier Persounen, esou d'OMS, kéint op d'mannst eemol an hirem Liewe mat esou Problemer konfrontéiert ginn. Émsou méi wichteg ass et, fir den Titel an d'Ausübe vum Beruff ze regelen, d'Konditioun festzesetzen, fir d'Qualitéit vun der Prise en charge kënnen esou ze garantéieren.

Iwwregens gëtt et am internationale Kontext eng ganz Partie vun Deklaratiounen, déi och an déi Richtung do ginn, ënner anerem d'Deklaratioun vum Europarat vun 1990. An dëser Deklaratioun ass zréckbehale ginn, dass d'Formatioun vum Psychotherapeut en «niveau élevé de qualification théorique et clinique» exigéiert. Genausou huet d'Kommissioun et och gesinn an huet dat zu enger absolutter Konditioun gemaach, fir dëst Gesetz hei auszuschaffen. Mëttlerweil sinn an der EU méi wéi zéng Länner, déi den Accès zum Beruff vum Psychotherapeut reglementéiert hunn; e Wee, op dee Lëtzebuerg dann och elo geet.

Inhaltlech ass ze soen, dass d'Psychotherapie am Projet de loi définéiert gëtt als eng therapeutesch Method, déi exklusiv op unerkannte psychologesch Moyenen zréckgräift, fir Troubles mentaux ze behandle beim Erwuesenen, dem Jugendlechen an dem Kand. Iwwert déi „exklusiv“ psychologesch Moyenen ass méi laang diskutéiert ginn. D'Santéskommissioun huet awer un där Formulierung festgehalten, well d'Psychotherapie genee dat soll sinn: eng therapeutesch Method, déi ouni Medikatioun auskomme soll. Dat verhënnert awer net, dass d'Psychiatere, déi jo och eng Formation médicale de base hunn, eng kombinéiert Therapie mat och Medikamenter kënnen veruerdnen, wann dat a spezifesch Fäll néideg sollt sinn.

Vum Projet de loi betraff si verschidde Formen vu Psychotherapie, déi allerdéngs net explizit erimmt an opgezielt ginn. Et ass um Conseil scientifique de psychologie, dee mat dësem Gesetz dann och geschaf gëtt, fir iwwert d'Unerkennung vun de verschiddeenen Methoden ze befannen. Dat erlaabt et och, fir méi séier a flexibel op déi op neien Erkenntnisser basierend Entwécklung an dësem Beräich anzugeen, ze reagéieren, ouni all Kéiers mussen d'Gesetz dann ze änneren.

D'Autorisation d'exercer fir de Beruff vum Psychotherapeut ënnerläit der Autorisatioun vum Minister, dee fir d'Gesondheet zoustänneg ass. Dobäi mussen eng Partie Konditiounen erfëllt ginn. De Projet de loi gesäit en duebelen Zougang vir, fir zougelooss ze gi fir d'Formatioun vum Psychotherapeut. Zougelooss sinn zum enge déi Leit, déi e Master en psychologie clinique hunn oder en Diplom an der Psychologie, deen als equivalent ugesi gëtt, zum aneren déi, déi en Titre de formation als Dokter hunn, mat Formation médicale de base.

Déi zweet Etapp ass dann d'Formatioun vun der Psychotherapie. De Projet de loi schreift den Inhalt an de Volume vun där Formatioun am Artikel 4 vir, souwuel wat dat Theoretischt wéi och de praktesche Volet ugeet. Dobäi baséiert de Projet de loi sech op de Bologna-Prozess. Do niewendrun ass natierlech och verlaangt, dass een déi néideg gesondheetlech Bedéngungen erfëllt, gradesou wéi d'Bedéngungen a Saachen Honorabilitéit a Moralitéit.

D'Médecins-psychiatres, déi en unerkannten Titre de formation an der Psychotherapie hunn, falen net ënner dëst Gesetz. Si kënnen, wéi bis elo, och ganz legal Psychotherapie weider ausüben an hirer Qualitéit als Dokter. An déi gëtt deen Ament och scho vun der Assurance maladie-maternité en charge geholl.

Iwwert de Projet de loi gëtt, wéi gesot, och e Conseil scientifique de psychologie geschaf. Zu deem sengen Aufgabe gehéiert d'Unerkennung vun de psychotherapeutesch Methoden, mä och d'Matschaffen, fir eng psychotherapeutesch Formatioun zu Lëtzebuerg op d'Been ze setzen.

De Beruff vum Psychotherapeut wäert och un de Collège médical gebonne ginn, deen, opgrond vun engem Avis vum Conseil scientifique, en Deontologiekodex fir Psychotherapeute soll festhalen. De Beruff vum Psychotherapeut gëtt och ageschriwwen op d'Lëscht vun de Professionsreglementéierten am Kader vun der europäescher Direktiv 2005/36/CE iwwert d'Unerkennung vun den Diplomer. An Zukunft dierf sech also just dee Psychotherapeut nennen, deen och d'Konditiounen erfëllt.

D'Sécherheet fir eis Bierger stoung hei ëmmer un éischte Plang. An de Scharlatane vun deene kleng wäissen Ziedelen an der Boîte, déi mengen, si wäere Psychotherapeut, ouni awer déi geréngsten Ausbildung ze hunn, soll heimaddeger och dann d'Handwierk geluecht ginn.

D'Iwwergangsbestëmmunge gesinn eng Iwwergangspass vun dräi Joer vir, wou déi Professionell, déi den Ament Psychotherapie praktizéieren an awer net ganz de Konditiounen entsprechen, kënnen ënner enger Partie Konditiounen och hir Acquisen unerkannt kréien an eventuell eng Zousatzformatioun maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi schon ufanks gesot, ass dat heiten e Projet de loi, an dee vill Aarbecht a vill Zäit investéiert gouf, dat souwuel beim Ausschaffen a virum eigentlechen Dépôt wéi och duerno an der Chamberskommissioun.

Et war u sech e ganz gutt Beispill vun enger effikasser parlamentarescher Aarbecht, wou gutt an zilorientéiert diskutéiert ginn ass, wou mer eis mat de sëlleschen Avisen a Positionspabeiere befasst hunn, Vertrieeder vun enger ganzer Rei vun Organisatiounen aus deem Beräich empfaangen hunn an doropshin och eng Partie Annerunge virgeholl hunn, awer ouni d'Iddi an d'Essenz vum Text ze verwässeren oder vu Grond op ze änneren. Ech géif dierfir och jiddwerengem aus der Kommissioun Merci soe fir déi gutt an effektiv Zesummenaarbecht, déi mer hei haten.

Ech ginn an deem Sënn net op déi eenzel Positiounen an Avisen an - de Resümee, dee kënn Der gären a mengem ausféierleche schrëftleche Rapport noliesen -, mä ech wëllt awer dierfir op d'Haaptknackpunkten hei agoen, em déi d'Diskussiounen ëmmer nees gedréit hunn.

Do wier fir d'Éischt emol dee ganz grouse Volet vun der Definitioun vun der Psychotherapie an dem Champ d'application vun dësem Gesetz. Et gouf festgehalten, wéi scho gesot, dass d'Psychotherapie exklusiv op unerkannt psychologesch Méttelen zréckgräift, fir d'Troubles mentaux ze behandelen, an dat beim Erwuesenen, dem Jugendlechen an dem Kand. Et gouf deemno drop verzicht, fir méi spezifesch Bestëmmungen anzeféieren fir d'Kanner- an d'Jugendpsychotherapie.

Op där anerer Säit gëtt awer betount, dass e Psychotherapeut gehalen ass, d'Hëllef oder d'Assistenz vun engem anere kompetente Prestataire ze froen oder de Patient ze iwwerweisen, wa sech bei enger psychotherapeutischer Prise en charge erausstellt, dass sän eegene Kompetenzberäich iwwerschritt gëtt.

Ee ganz wichtige Punkt war, ze definéieren, wat Psychotherapie ass, an dat virun allem, fir festzehalen, wou de Beräich ugeet an ophält, deen hei gesetzlech geregelt gëtt. Wat sinn déi psychotherapeutesch Aktivitéiten, fir déi een déi verlaangte Basisformatioun an och déi spezifesch psychotherapeutesch Formatioun muss hunn?

D'Kommissioun hat iwwert deen Aspekt vill a ganz laang Diskussiounen, well et engersäits dréms goug, fir den Titel an d'Aktivitéiten esou gutt wéi méiglech ze regelen, virun allem fir de Patienten eng gutt Qualitéit ze garantéieren a se an deem Sënn ze schützen. Et war dëst eist Hauptleies an all den Diskussiounen. An op där anerer Säit muss ee gesinn, dass et eng ganz Partie Aktivitéite gëtt, déi och psychotherapeutesch Elementer benotzen, ouni awer carrement eng Psychotherapie ze sinn.

Dat ass ënner anerem och de Fall vun enger ganzer Partie staatlech konventionéierte Berodungsstellen, déi ebe gréisstendeels Berodung oder Begleedung maachen. Si maachen duerch d'Bank eng gutt a sennvoll Aarbecht a sollen natierlech weider esou wéi bis elo kënnen schaffen an net an eng juristeschen Grozon falen, déi hir Aarbecht géif onméiglech maachen an esou hir ganz Aktivitéit och géif a Fro stellen.

D'Kommissioun huet sech dierfir majoritär op eng Léisung geeenegt, déi där duebeler Ufuhrerung vu Qualitéit an Ouverture gerecht gëtt. Zum enge präziséiert den Text, dass d'Psychotherapie méi ass wéi en «accompagnement sous forme d'aide psychologique visant à faire face aux difficultés courantes» an och méi ass wéi eng Berodung oder Ennerstëtzung. Gläichzäitig gouf och am Artikel 3 den Ausdruck «même accessoirement ou occasionnellement» erausgeholl, soudass een och accessoirement an occasionnellement dierf psychotherapeutesch Méttelen asetzen, ouni déi streng Kritäre zum zukünftege Gesetz dann awer ze erfëllen.

D'Propos, fir an den Text vum Projet de loi dranzeschreiwen, wéi eng Forme vu Psychotherapie oder vun aneren Therapien dann elo ënner d'Gesetz falen a wéi eng net, wéi zum Beispill d'Psychoanalyse, ass net ugeholl ginn. Ob an no wéi enge Kritären eng Method soll unerkannt ginn, dat soll an Zukunft ënner de Kompetenzberäich vum Conseil scientifique falen. Dierfir sinn och keng aner Forme vun Therapie drageholl ginn, wéi Gestalttherapie, d'Cosmo-biodynamesch Therapie, d'Hypnothérapie, d'Musicothérapie, d'Traumatheapie an nach ganz vill anerer méi.

D'Gesetz limitéiert sech awer op alle Fall op déi psychopathologesch Traitementer, also do, wou et em d'Behandlung geet vun engem Trouble mental, vu Perturbations comportementales oder allen anere Problemer, déi eng Souffrance oder eng Détresse psychologique mat sech bréngen.

Refuséiert gouf och de Virschlag, fir nëmmen den Titel, net awer den Exercice vum Beruff vum Psychotherapeut ze regelen. An dat alt erëm aus deem ganz gudden Grond, well et hei dréms geet, fir d'Patienten ze schützen an hinnen eng beschtméiglech Qualitéit vun der Behandlung ze garantéieren.

Ee weideren, ganz wichtige Punkt, iwwert dee vill geschwat gouf a wou och eng Partie Upassung vum Text gemaach goufen, sinn d'Iwwergangsbestëmmungen. Och an dësem Zesammenhang goug et dréms, fir eng pragmatesch Léisung ze fannen, déi trotzdeem d'Qualitéit sécherstellt.

Iwwregens huet och de Statsrot, grad wéi eng ganz Rei vu professionellen Organisatiounen, do insistéiert, fir Léisungen ze sichen. An dat hu mer och gemaach. D'Kommissioun war nämlech och där Meenung, dass d'Gesetz och mist d'Situatioun vun deene Persounen regelen,

déi den Ament Psychotherapie praktizéieren an déi awer net d'Kritären erfëllen, déi an Zukunft mat dësem neie Gesetz wäerte gëllen. Dat net, well se net kompetent wäeren, mä well se zum Beispill virum Bologna-Prozess studéiert hunn a forméiert goufen.

De Conseil d'État hat nämlech d'Fro gestallt, ob een net sollt op de Wee vun enger Unerkennung en fonction vun der Pratique psychothérapeutique goen, also eng Aart Acquis de l'expérience professionnelle. D'Kommissioun huet an deem Sënn d'Iwwergangsbestëmmungen dunn och erlichtert.

An deenen éischten dräi Joer, nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, gëtt et eng Ouverture bei der Formation de base. Do ass gefrot, entweder en Diplom an der Psychologie clinique oder en Diplom an der Psychologie, den als equivalent unerkannt ass, oder awer ee vun den Titres de formation de médecine mat Formation médicale de base ze hunn, oder awer een aneren Titel, Zertifikat oder Diplom, deen als equivalent unerkannt ass, ze hunn. Fir déi psychotherapeutesch Formatioun muss een entweder eng spezifesch Formatioun vun op d'mannst 450 Stonne virweisen oder eng psychotherapeutesch Praxis vun op d'mannst fënf Joer hunn, déi da vun dem Collège médical unerkannt gëtt.

A well an anere Länner den Zougang zu der Formatioun vum Psychotherapeut manner enk geregelt ass, wäerten d'Autoritéite wuel an Zukunft no der Iwwergangszäit mat Demandé befaast ginn, fir Diplomer unzërkennen, wou d'Leit net all deene Kritären entsprechen, déi hei elo mat dësem Gesetz agefouert ginn, virun allem wat d'Formation de base ugeet. Dee Moment ass et um Minister, opgrond vum Avis vum Conseil scientifique, fir sech mat deenen Demanden ze beschäftegen, opgrond vun der genannter Direktiv.

Ee leschten interessanten, awer absolutt net onwichtige Punkt ass dee vun der Prise en charge vun der Psychotherapie duerch d'Gesondheetskeess. Dat ass allerdéngs elo eng Saach vun der Gesondheetskeess, déi mat de Psychotherapeuten eng Konventioun muss aushandelen. Uuschléissend muss dann do festgehale ginn, wéi eng Akten a wéi enger Frequenz an a wéi engem Ausmooss, ënner wéi enge Konditiounen wéi rembourséiert ginn. Do ass nach genuch Aarbecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeegen, dëse Projet de loi, d'Diskussiounen haut an zum Enn de Vote heiriwwer bréngen ee laangjährege Projet en déckert Stéck virun. D'Psychotherapie, déi mëttlerweil mat all hire Facetten eng ganz breet Unerkennung huet, déi vun ëmmer méi Leit benotzt gëtt a scho ville konnt hëllef, gëtt elo och gesetzlech geregelt. Et ass wichtig, dass d'Leit, déi an enger psychescher Noutlag sinn, kënnen sécher sinn, eng gutt Behandlung ze kréien, wa se vun engem Psychotherapeut behandelt ginn.

Déi nächst Etappe ginn net manner spannend. Eng Konventioun mat der CNS, eng Nomenclature fir déi psychotherapeutesch Akten a Modalitéite vun enger eventueller Prise en charge, woubäi et och do gëllt, fir zwee entgéintgesaten Intérëten op een Nenner ze bréngen. Natierlech muss een oppassen, dass d'Gesondheetskeess net ze vill belaaucht gëtt. Op där anerer Säit ass et awer extrem wichtig, dass och Leit mat manner Ressourcë kënnen psychotherapeutesch Hëllef an Usproch huelen, wa si se brauchen.

Heimaddeger stëmme mer ee gutt Gesetz, wat fir Qualitéit a Sécherheet steet. Ech ginn heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt déi éischt ageschriwwen Riednerin, d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleejinnen a Kolleeegen, un éischter Stell dem Rapporteur en häerzleche Merci fir sän detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet ass eng eemoleg Chance, endlech och hei zu Lëtzebuerg en neie Gesondheetsberuff, de Beruff vum Psychotherapeut anzeféieren. An am Numm vun der CSV begrëssen ech, dass et zu dëser gesetzlecher Regelung kënn. Awer och als diploméiert klinesch Psychologin, déi praktesch 15 Joer laang um Terrain geschaff huet, drécken ech meng perséinlech Satisfaktioun aus.

En absolutt wichteg Gesetz, well grad Persounen mat psychesche Krankheete méi vulnerabel sinn an och net siele marginaliséiert sinn. An hirer oft verzweifelter Sich no Hëllef fale se gäre guttgleeweg op onprofessionell an onseriéis Naischnotzen eran. An elo si se besser geschützt.

Net nëmmen d'Qualitéit vun der Behandlung vu psychesch kranke Leit gëtt verbessert, mä et soll zu enger, hoffen ech, diversifiéierter Offer vu Behandlung fir hir Stéierung kommen. En absolutt néidegt Gesetz am Beräich vun der effentelecher Gesondheetsversuergung, fir d'Gesondheet vum Bierger ze verbesseren.

A wann et da bis gräift, wäerten insgesamt manner Käschten op d'effentelech Gesondheitswiesen duerkommen: manner Spidolopenthalter, manner Medikamentverschreibungen an aner medezinesch Käschten, manner Krankeschäiner, manner Rechten, manner fréizäitig Pensionéierungen, manner Chômage. D'Entlaaschtung vun de Psychiatere wäert och méi eng schnell Prise en charge erméiglechen.

Dass d'Gesondheitskeess verschidde Leeschtungen vun de Psychotherapeute rembourséiere soll, soll e gläichen Accès fir all Betreffende garantéieren a seng Rechter domat stäerker. D'gesellschaftlech Entwécklung an de sozioekonomesche Kontext bréngen et effektiv mat sech, dass ëmmer méi Leit psychesch Problemer a Krankheete kréien. Oft kommen zousätzlech Facteuren derbäi, aner Gesondheitsproblemer oder och sozial Problemer.

Laut de Global Health Estimates 2014 vun der Weltgesundheitsorganisatioun OMS erginn déi gemeinsam statistesch Erhiewungen an den EU-Länner, Island, Norwegen an der Schwäiz, dass 27%, also bal een Drëttel vun der erwuesener Bevëlkerung, op d'mannst en enger oder un enger Rei psychesche Stéierungen am leschte Joer gelidden hunn. An de Länner mat héijem Akommes fannen 90% vun de Suiciden hiren Ursprung a psychesche Krankheete wéi Depressiounen oder Psychosen, Schizophrenie. Eleng 12% sinn op den Alkohol zréckzeféieren. De fréizäitige Stierfrisiko läit bei 40 bis 60% méi héich bei dese Persounen.

D'Konsequenze vun de psychesche Krankheete sinn enorm, net nëmme fir all betraffe Famill, wann dann iwwerhaupt eng do ass, mä och de wirtschaftlechen Aspekt ass immens grouss, zum Beispill Laangzäitkrankeschäiner hu mer 23% hei zu Lëtzebuerg aus deenen Ursaachen. D'OMS schwätzt vun engem wirtschaftleche Produktiounsausfall vu 16.300 Milliarden US-Dollar tëschent 2011 an 2013. Dat wiere bal 14.500 Milliarden Euro! 20% vun de Kanner a Jugendleche weltwäit leiden ënner psychesche Stéierungen oder Problemer. An a 50% vun de Fäll brieden déi psychesch Stéierung viru 14 Joer aus.

vläicht misst eis Gesellschaft sech och eemol heizou Froe stellen. Muss den Drock an der Aarbechtswelt, an der Schoul oder an der Famill ëmmer esou grouss sinn?

Nach ze vill dacks kréie Persounen mat schwéiere psychesche Krankheeten net déi néideg Behandlung a sinn oft net genuch informéiert, wou se Hëllef kënnen kréien. Et ginn also zu Lëtzebuerg onbedéngt méi qualifizéiert Leit gebraucht, fir dës Behandlungen, och net medikamentös Therapien, durchzeféieren. Dofir ass dat Gesetz och iwwerfällg.

D'Generaliste stinn un éischer Front a mussen an hirer wichteger Roll gestärkt ginn. Et sinn der eng ganz Rei vun hinnen, déi elo schonn oder och weiderhi wëlle psychotherapeutesch schaffen. Nieft hinne stinn och divers psychosozial Servicer, d'Schoul, d'Aarbechtswelt an der éischer Linn. Wichtig ass et, dass si sensibiliséiert ginn, fir dat mat Zäit ze détectéieren an d'Leit virunzuleeden.

Ech verweisen och op d'Diskussionen, déi mer haten hei an der Chamber, zu dem nationale Suicide-Preventionsplang d'lescht Joer. A just e Rappel, dass een de Moment muss zwou Woche bis véier Méint waarden, fir eng Behandlung oder eng Berodung ze kréie bei engem Psychiatere, Psychotherapeut oder Psycholog. - Esou wäit zum Kontext.

Vu dass de Rapporteur vum Gesetzesprojet och schonn am Detail op all d'Punkten agaan ass a virgestallt huet, beschränken ech mech, Här President, wäert Kolleginnen a Kollegen, op e puer allgemeng Remarquen an och verschidde Schwéierpunkten.

Allgemeng gesi war et effektiv net esou einfach, bis mer dese Gesetzesprojet hei virleien haten. Ech erënnere drun, dass et och schonn en éischen Ulaf ginn ass an den 90er Joren. An

du kouw et zu engem zweeten Ulaf 2013, wou dann en Aarbechtsgrupp den Text iwwerschafft huet, op Initiativ hi vun der Psychologie-Sektioun vun der Uni Lëtzebuerg, déi zesumme mat der Lëtzeburger Gesellschaft fir Psychologie, SLP, a mat Ennerstëtzung vum Collège médical d'Verdëngschter drun hunn.

Mä esou wéi den initialen Text vum Gesetzesprojet verfaasst war, wier d'Gesetz awer net praktikabel gewiescht. Trotz Avise vu verschidde ausgewielte professionellen Associatiounen an Instanzen am Virfeld, niewebäi och op enger aner Textvirlag wéi déi, déi déposéiert gouf, war de Projet net genuch duerchduecht, an déi jeeweileg Gesondheitsministere hunn déi politesch Envergure vum Gesetz total ënnerschätzt.

Net nëmmen d'CSV huet zu engem fréien Zäitpunkt fonnt, dass den Text d'Strooss net géif halen, mä och de Statsrot huet eng sëllegen Opposition-formellen ausgesprach wéinst inhaltlechen Inkohärenzen, juristeschen Onsécherheeten a Netkonformitéit zum EU-Recht, nieft enger ganzer Rëtsch vun anere Remarquen.

Och wa jiddweree sech eens war, et wier eng gutt Saach, fir de Beruff vun Psychotherapeut ze regelen, kouw et dunn zu enger Protestwell vu verschidde anere Berufsassociatiounen a Gesellschaften, déi net am Virfeld ëm hir Meenung gefrot gi waren. Dat huet dann zu enger Rei Presseartikel gefouert, wéi zum Beispill „Regelung der Psychotherapieausübung - Arbeit im stillen Kämmerlein?“, oder „Der Text, von dem noch immer niemand spricht“ respektiv „Qu'un débat ait enfin lieu!“.

Déi betreffen Associatiounen a Sociéiteiten hunn dunn op eege Fauscht d'Chamber saisiéiert a wollten och gehéiert ginn. Mä hei huet wéi laang kee Wille bestane vun der Majoritéit, fir dat ze maachen. Et sollt just de Rapporteur mat hinne Récksprouch halen am Ufank. Den Text sollt einfach durchgeboxt ginn, an dat an enger blo-rout-grénger Majoritéit, déi sech Transparenz an Dialog als iwescht Prioritéit op den Hutt schreift!

D'CSV huet sech awer dergéint gewiert. Mir betriede jo schlussendlech hei Neiland bei där Schafung vun engem neie Berufsstand, an do muss een d'Leit och vum Terrain mat abannen. Eréischt wéi den Drock ëmmer méi grouss gouf an och de Statsrot déiselwecht Froestellungen opgeworf huet, ass et schlussendlech zu enger Rei Entrevüer mat deene Betreffende komm, wat mir als CSV wärmstens begreißt hunn.

Allerdéngs ass de Collège médical trotz Ufro net invitéiert ginn an d'Stëmm vun de Patienten-associatiounen respektiv vun hire Famillje feelt ganz am Dossier. Och huet déi interministeriell Concertatioun ze wënschen iwwreg gelooss.

D'CSV bedauert ausserdeem dee knappen Exposé des motifs: just e puer Wieder iwwert d'Problematik vun de psychesche Problemer mat engem Renvoi op al international Donnéeën; keng Donnéeën iwwert de genaue Stand vun der Santé mentale hei zu Lëtzebuerg, ob Erwuesener oder virun allem Kanner a Jugendleche, ganz einfach well mer keng hunn oder se sinn net prett; keen Iwwerbléck, emol net schätzungsweis, iwwert déi Professionell, déi vun dem Gesetz betraff sinn, a kee Wuert iwwert déi aktuell therapeutesch Offer.

De Gesetzesprojet orientéiert sech haaptsächlech um däitsche Modell, engem vun deene restriktivsten an Europa a geet souguer deelweis nach driwwer eraus. D'CSV steet och fir eng héich Qualitéit am Sënn vum Patient, mä et hätt nach méi konsequent kënnen e Verglach mat deenen anere Länner gemaach ginn, seet iwwregens och de Statsrot.

Verstitt mech net falsch, Dir Dammen an Dir Hären: D'CSV-Fraktioun begreißt, dass endlech gehandelt gëtt an de Beruff vum Psychotherapeut soll unerkannt ginn! Mir hunn eis och vum Ufank an aktiv a konstruktiv un den Aarbechte bedeelegt an och eng Hällewull Onkloerheeten hannerfrot.

D'Haltung vun der Majoritéit war oft: „Mir maachen elo emol de Contenu vum Gesetz an da kucke mer duerno.“ Dat war besonnesch de Fall, wéi et iwwert de Remboursement vun der Psychotherapie iwwert d'Gesondheitskeess hiergaangen ass. Ofgesi vun der Wichtigkeet vum Projet fir d'Verbesserung vun eiser Gesondheetsversuergung fanne mir als CSV, dass d'Chamber an hirer Roll ass, Gesetzter ze stëmmen, déi och praktikabel sinn, an net eréischt nom Vote ze kucken, wat net klappt. An deem Sënn hat d'CSV och zum Beispill en Amendement ausgeschafft, deen awer leider vun der Majoritéit verworf gouf. Dozou spéider.

D'Diskussionen waren dann och deemno lieweg, a souguer d'Majoritéit war sech net ëmmer eens, an et huet een heiansdo gemengt, d'Kollegen aus der DP géifen zur Oppositioun gehéieren.

(Brouhaha)

Ech woen ze behaupten, dass den Text och dank den Interventiounen vun der CSV also e Stéck besser wéi virdru ginn ass, mä awer nach net gutt genuch. Trotz dräi Serien Amendementer werft de virleiden Text och elo nach Froen op.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Beruff vun Psychotherapeut ass e Beruff mat héijen Uspréich, vu déi grouss Responsabilitéit, déi hien huet vis-à-vis vun där Persoun, déi hie mat hirem Accord mat exklusiv psychologeschen an unerkannte Methode behandelt.

An der Kommissioun kouw eng Diskussioun op, ob dat Wuert „exclusivement“ soll drastoe bleiwen, well et gi jo awer och Fäll vu kombinéierten Therapien, wou Medikamenter a Psychotherapie am effikaste wierke fir de Patient, woubäi jo kloer ass, dass de Psychotherapeut, insofern en net Psychiatere ass, awer keng Medikamenter där verschreiwen. Mir als CSV hunn och op des Problematik higewisen an eis gefrot, ob et net besser gewiescht wier, de Statsrot ze suivéieren an dat Wuert ze sträichen.

Déi nächst Diskussionen koumen op bei enger ganz breeder Definitioun vun der Psychotherapie, déi, esou den initialen Text, psychesch Stéierungen, Verhalensstéierungen oder all aner Problemer, déi e psychesche Leidensdruck oder Nout mat sech bréngen, psychologesch behandelte soll. Deem géintwärtig stoung, dass de Beruff vun Psychotherapeut awer ganz restriktiv definéiert war a keen aneren där Psychotherapie als Haaptaktivitéit, Niewenaktivitéit oder geleeentlech ausüben an och den Titel vun Psychotherapeut droen, ausser den autoriséierte Psychiatere, déi jo net ënner dem Gesetz falen.

A scho ganz fréi, an zwar an der Sitzung vum 8. Juli, huet d'CSV an der Kommissioun op Problemer higewisen, déi domat kéinte bei Professioneller entwisen, déi eng ähnlech Tätigkeet géifen ausüben, wéi eng psychologesch Begleitung oder Psychoanalyse. Déi hätte riskéiert, esou wéi den initialen Text formuléiert war, an d'Illegalitéit ze falen. Betraff gewiescht wier praktesch de ganze konventionéierte Secteur, deen am Kader vun der sougenannter ASFT-Gesetzgebung agreéiert ass, an och verschidde aner staatlech Instruktiounen a Servicer an d'Leit mat enger eegener Berodungspraxis.

Et war am Virfeld net gekläert, wat fir eng Répercussiounen dat hei Gesetz op d'Gesetz vum 2008 vun der Kanner- a Familljenhëllef hätt. Dorënner fält nämlech och den ONE, den Office national de l'enfance, deen d'Missioun huet, déi psychosozial Hëllefsmoosname fir Kanner a Familljen ze koordinéieren, dorënner och psychotherapeutesch Behandlungen.

Hei hunn d'Vertrieder vum Ministère gemengt, wat de Volet ONE géif ugoen, wier an alle concernéierte Strukturen op d'mannst ee Psychotherapeut. Ofgesinn dovunner ass awer och d'Qualifikatioun vun dem Psychotherapeut do anescht definéiert, well an deem Gesetz fir eng psychotherapeutesch Berodung sinn do Leit zougelooss mat engem Master an der Psychologie, der Pädagogie oder der Medezin, wa se eng Zousazausbildung an der Psychotherapie hunn oder an der psychoaffektiver Berodung vun op d'mannst 300 Stonnen.

An och Psychoanalytiker wiere mam initialen Text, wéi gesot, an d'Illegalitéit gefall. Deemno wier e groussen Deel vu wäertvoller a scho méi preventiver Aarbecht am Beräich vun der psychoaffektiver Gesondheet, déi am Secteur gemaach gouf vu Leit, déi gutt forméiert waren, net méi méiglech gewiescht.

A genau aus deem Grund hu mir als CSV dunn en Amendement am Artikel 3 ausgeschafft an an der Kommissioun de 16. Juli presentéiert. Do war explizitt virgesinn, dass déi psychologesch Begleitungsaktivitéiten an d'Psychoanalyse net géifen an de Champ d'application vum Gesetz iwwert d'Psychotherapie falen. D'Belsch huet dat och esou fir d'Psychoanalyse geregelt. Mir mengen, dass eng ganz Rei Therapien misse kënnen legal bleiwen, och wa se net rembourséiert ginn, an och wann déi Leit den Titel vun Psychotherapeut net droen, wat se iwwregens och ni gefrot hunn. Dës Propose goufen awer vun der Majoritéit ofgeblockt.

Am Hierscht kouw dunn op Drock vun einzelnen Associatiounen an enger pertinenter Remarque vum Statsrot dach nach Bewegung an d'Saach. D'Majoritéit huet dunn den Text proposéiert, deen den Här Rapporteur elo just virgestallt huet a wou am Fong definéiert ass, wat d'Psychotherapie net ass. An d'Propos vun der CSV, fir deen Ausdrock nach e bësselche méi ze preziséieren, ënner anerem „difficultés courantes“, fir dat net ze vill ze banaliséieren an duerch den Term „difficultés affectives et relationnelles“ ze ersetzen, gouf och net ugeholl.

An am Artikel 3 huet dunn och d'Majoritéit

proposéiert, de Passus jo „même accessoirement ou occasionnellement“ ze sträichen, fir dann domadder déi genannten Akteuren net an d'Illegalitéit ze setzen, well déi net haaptberufflech psychotherapeutesch géife schaffen.

D'CSV huet begreißt, dass d'Regierungspartei méi asiichteg gi sinn, mä mir sinn awer allerdéngs nach wie vor der Meenung, an dat gëtt och vun enger Rei Leit vum Terrain gedeelt, dass eisen Amendementstext méi kloer gewiescht wier a méi eng grouss Rechtssécherheet bruecht hätt.

Maache mer hei net eng geféierlech Hannerdier op fir méiglech Abuse vu Leit, déi kee Minimum vu Formatioun hunn an déi okkasionell oder geleeentlech accessoire déi do Aktivitéit géifen ubidden?

An Däitschland ass dee Problem zum Beispill do geléist ginn. Ech verweisen do op dat Heilpraktikergesetz, wou et erlaabt ass, als „Heilpraktiker für Psychotherapie“ ënner gewesse Konditiounen ze praktizéieren, mä si dierfen awer an deem Fall den Titel vun Psychotherapeut jo och mat Recht net droen.

Déi psychoanalytesch Gesellschaft vu Lëtzebuerg fährt awer weider, dass d'Psychoanalyse géif an d'Illegalitéit falen an hire Stellewäert hei géif verléieren. Hir Situatioun ass och méi komplex, well fir hir Formatioun ass keng Ausbildungsvirbedéngung gefrot.

E weidere Problem besteet och wuel doranner, dass déi meescht Institutere, déi eng Psychoanalytische Formatioun ubidden, keng Diplome ausstellen, mä eben och déi Leit duerno dann einfach an hiren Annuaire vun hirer Schoul ophuelen.

Dofir huet d'CSV och nach eng Kéier virun dem Ofschluss vun de parlamentareschen Aarbechte proposéiert, fir am Gesetz festzehalen, dass d'Psychoanalyse an den Titel vun Psychoanalytiker net betraff wieren. Ennerstézt gouf deesen Amendement iwwregens vun Ufank u vun der politescher Sensibilitéit vun déi Lénk. Merci do derfir.

D'Majoritéit huet dës nees verworf, an no laangen Diskussionen huet de Rapporteur dunn awer e Passage bäigesat mat Referenz op dat belsch Gesetz, wéi et elo am Rapport steet, an dass also och, wann déi Leit d'Konditiounen net géifen erfëllen iwwert d'Iwwergangsbedéngungen, se dann awer kéinte weider als Psychoanalytiker ausüben an och deen Titel droen. Mir hoffen, dass dat hinnen elo genuch Rechtssécherheet gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zouloosungskonditiounen sinn natierlech de Schlüsselpunkt vun deem neie Beruff vum Psychotherapeut. Den Text gesäit jo vir, dass een entweder Psycholog oder Dokter muss sinn, fir no enger psychotherapeutescher Ausbildung och als Psychotherapeut kënnen ze schaffen.

De Schwéierpunkt beim Psycholog läit bei der klinscher Psychologie. Klinscher Psychologie heescht awer net, dass se an der Klinik stattfënt, mä dat wëllt soen, si huet eng Approche, wou se kuckt a probéiert, virun allem de Mënsch ze verstoen an de Sënn vun dem psychesche Problem oder Konflikt, deen e mat sech dréit. De klinsche Psycholog weist och zolidd Kenntniser op iwwer psychesch Krankheetsbiller an ass och forméiert, fir psychologesch Problemer ze diagnostizéieren. Dofir ass et och wichteg, dass déi verschidde aner Psychologiesdiplome, déi sollen unerkannt ginn, och genuch Formatiounsinhalte an der klinscher Psychologie virweisen.

Den Dokter, deen de Beruff vun Psychotherapeut wielt, huet och e Bagage, fir medezinesch Diagnosen ze stellen. An hie verzicht jo domadder och wuelverstanen, fir och als Dokter ze praktizéieren.

Fir eng richtig Diagnos ze stellen, si seriö Kompetenzen an Zäit gefrot. De Psychotherapeut muss d'Stéierung, déi d'Ursaach vun der Berodung ass, duerch eng Anamnes, also duerch eng Analys vun der Liewensgeschicht vum Patient, an dee richtege Kontext setzen. Déi zougeloosse Beruffer bréngen jiddefalls déi néideg Basisvoraussetzungen mat sech, fir sech als Psychotherapeut ze spezialiséieren. Historesch ass et jiddefalls, dass éischtmoleg hei zu Lëtzebuerg offiziell eng Therapie dierf vun engem anere Beruff ausgeübt ginn, wéi vun engem Dokter.

D'CSV begreißt ausdrécklech d'Ouverture, fir och engem anere Berufsstand wéi den Dokteren d'Méiglechkeet ze ginn, fir als Psychotherapeut tätig ze sinn, eng Valorisiatioun also fir deen nach relativ jonke Beruff vun Psycholog. An net nëmmen de Beruff vun Psycholog huet e wäite Wee gemaach hei zu Lëtzebuerg an all deene Joren, mä och d'Psychologie. An et sief och kuerz erënnert un d'Pionéier vun der Psychologie hei zu Lëtzebuerg, d'Professere-Psychologen, den Dokter Gaston Schaber, den Dokter Paul Dickes an den Dokter Bib Even wéi

och den Neuropsychiater Fernand Hastert.

Haut ass de Beruff vum Psycholog enorm diversifizéiert: am Enseignement, am Santéberäich, am Familljeberäich, an der Justice, der Police, der Arméi, an der Protection civile, der Wirtschaft, der Aarbechtswelt, a méi rezent och an der Verkéiers- a Mobilitéitspsychologie. An och d'Zuel vun de Psychologen, déi agreéiert sinn, fir eng eege psychologisch Praxis ze bedreiwen, geet an d'Luucht.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech hoffen, Dir hutt Verständnis fir mäi klengen Exkurs hei an d'Welt vun der Psychologie. Et sollt en Hommage sinn un d'Pionéier vun der Psychologie hei zu Lëtzebuerg.

Op jidde Fall sinn d'Psychologie an d'Psychologen net méi hei aus eiser Gesellschaft ewechzedenken. A grad si ass vu vireran interdisziplinär ausgerichtet an huet eng Kultur entwéckelt och vu multidisziplinärer Approche an Zesummenaarbecht innerhalb vun deem ganzen Hëllefssystem ronderëm de Mënsch.

D'Gesetz verlaangt e Mindestsockel vu Kenntnissen a Kompetenzen, déi déi Interesséiert mussen no hirem Basisdiplom an hiren psychotherapeutischer Zousausbildung virweise kënnen.

Et vun de grouse Kritikpunkte bleift - dat seet och d'SLP, also d'Sociétéit vun de Psychologen -, dass de Kursus vun de Studien an ECTS-Kreditter ausgedréckt ass, dat heescht als „European Credits Transfer System“ am Kader vum Bologna-Prozess, an net a Stonnen. Den Text gesäit also keen Emrechnungsschlüssel vir, wéi vill Stonnen déi 70 ECTSe géifen ausmaachen. Dat wier also de facto e Monopol fir d'Unisausbildung.

Domat awer wieren d'office all Persounen ausgeschloss, an dat sinn der vill, déi hir psychotherapeutesch Ausbildung an engem net universitären Institut gemaach hunn. An dës Institute sinn awer laut EU-Richtlinien net autoriséiert, fir ECTSen ze akkreditéieren a kënnen legal gesinn nëmme Stonnenzuele certifiéieren. An Däitschland ass dat kee Problem, well do d'Méiglechkeet besteet, als Ausbildungsinstitut carrément uerkannt ze ginn.

Et ass gewosst, dass d'Uni Lëtzebuerg schonn am Virfeld vun deem Gesetz zënter Hierscht 2013 e Master an der Psychotherapie ubitt an domat elo scho vu virera gewëss Standarder festgeluecht huet. Déi Formation ass zwar vill sproocheg, mä vläicht net esou villsäiteg, wéi dat wünschenswäert wier. Si ass nämlech besonnesch op verhaltenstherapeutesch Therapie achséiert.

An hei en Appell säitens der CSV, fir d'Uni mat anzubezelen, fir d'Formation vum Master verstärkt ze dévoppéieren a Richtung vun engem Enseignement duerch, wa méiglech, Professere-Psychotherapeuten vun nach méi verschiddene psychotherapeutesch Methoden, déi kënnen enseignéiert ginn, achséiert op verschiddene Alterskategorien an Typen vu psychesche Stéierungen, wéi dat och an der Praxis de Fall ass. An des Weidere wier och nach d'Recherche ze féerden.

Nach eng Remarque zu der Supervisioun vum praktesche Stage, deen de Student muss während senger Formation maachen. Hei huet d'CSV insistéiert, dass de Stage net exklusiv am Spidolsmilieu daerf stattfannen.

Den Text schwätzt och vun enger Formation continue vun de Psychotherapeuten. Do gëtt awer net drop agaangen, wéi dee Suivi soll sinn, ob se kontrolléiert gëtt. Mä wa mer awer hei vun esou enger héijer Qualitéit schwätzen, wéi dat soll zu Lëtzebuerg de Fall sinn, misst awer och d'Weiterbildung e bësselche méi preziséiert ginn - eppes, wat mir hei als CSV am Text vermessen.

D'CSV hat sech och staarkgemaach fir gutt Sproochekenntnisse vum Psychotherapeut, well d'Sprooch ass d'Aarbechtsinstrument, woumat en de Patient behandelt. De Psychotherapeut muss an enger Sprooch schwätzen, déi de Patient versteet, wat besonnesch wichteg ass am Fall vun enger psychologescher Krisis, wéi bei Selbstmordgefor.

D'Regelung ass elo déiselwech wéi déi fir d'Dokteren, a laut EU-Virgabe kënnen mer net méi froen. D'CSV féert awer, dass dat net duergeet fir dësen Typ vun Aktivitéit, well ech gesinn et awer nun emol schlecht, dass en Dolmetscher an enger psychotherapeutischer Sitzung niewendruséiert, an ech féierte ganz, déi géif hir therapeutesch Wierkung verfeelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e ganz grouse Punkt ass d'Unerkennungsprozedur vun der psychotherapeutischer Formation, déi no der Basisausbildung gemaach gëtt. En attendant, dass vläicht eng kéier eng harmoniséiert europäesch Regelung vun Beruff vum Psychotherapeut kennt, gëtt d'Gesetz vun 2009, dat d'EU-Direktiv vun der reglementéierter Beruffer ëmsetzt, em de Beruff vum Psychothe-

rapeut erweidert a läit also an der Kompetenz vun Héichschoulminister. De Rapporteur huet et och gesot.

D'Angscht vu ville Professionellen, déi elo um Terrain als Psychotherapeut schaffen an elo amgaang sinn ze studéieren oder déi sech wëlen als Psychotherapeut ausbilde loosse, ass, wéi eng Diplomer an Titelen aus dem Ausland uerkannt ginn. Onkloer ass, wéi eng Zousatzformation respektiv Kompensatiounsmaassnahmen ënner Ëmstänn mussen nogemaach ginn. Hei dierf keen Arbitraire opkommen. Hei mussen transparent an objektiv Kritären opgestallt ginn.

An ech verweisen och do op d'Stellungnahm vun der Regierung zur Motioun vum 18. Dezember 2014 vu menger Fraktiounskolleegin Martine Hansen, wou se d'Regierung opfuert, d'Unerkennungsprozedur bei de Gesondheets- a Sozialberuffer ze evaluéieren an ze verbessere. An d'Gesetz muss effektiv ugepasst ginn, well eng nei Versioun vun der EU-Direktiv virgesäit, fir d'Prozedur ze vereinfachen, a virun allem souwuel de Refus wéi déi sougenannte Kompensatiounsmaassnahmen obligatoresch justifiéiert ginn.

Et wier jiddefalls all Concernéierte wärmstens unzeroden, sech säin auslännesche Psychotherapeutendiplom oder Certificat offiziell a sengem Studiendiplom fir d'Éischt uerkennen ze loosse, ier e seng Demande zu Lëtzebuerg erarecht. Potenziell, schätzen ech, kéinten tëschen 600 bis 700 Psychologen a Generaliste plus e bësse méi wéi eng 1.500 Studente vu béiden Zorte betraff sinn.

Begrëssenswäert ass jiddefalls an den Ae vun der CSV, dass d'Iwwergangbestëmmungen nodréiglech opgelockert goufen. Sou kréien och déi Professionell mat enger anerer Basisausbildung nach während dräi Joer jo d'Méiglechkeet, uerkannt ze ginn, wa se en anereren Diplom hunn oder Titel oder Certificat, wa se mindestens 450 Stonne speziell Formation a Weiterbildung an der Psychotherapie hunn oder mindestens fënnf Joer psychotherapeutesch Praxis kënnen virweisen. Déi hätten och soss riskéiert, an d'Illegalitéit ze falen. Mir wëssen awer leider net, wéi vill dass do där sinn.

Hei stelle mer awer och nach d'Fro, firwat de Collège médical eleng an d'Spill kënn, fir de Volet vun der Psychotherapie unzëerkennen, an de Conseil scientifique just en Avis gëtt. De Collège médical bestëmmt iwwregens och d'Psychologevertrieber an deem Conseil. Jiddefalls kréien de Collège médical an de Minister hei en enorme Pouvoir, fir an cas par cas ze decidéieren, ob den Zertifikat oder Diplom, dee se hunn, als equivalent uerkannt gëtt.

D'CSV hätt kloer an transparent Regele virgezunn a fënnt et net gutt, fir vill Leit am Onkloeren ze loosse. Ech wëll dat net weider kommentéieren, mä ech wëll drop hiweisen, dass an Däitschland zum Beispill och Pädagoge kënnen Psychotherapeut ginn, wann déi Schoul, op där se d'Formation maachen, dat zouléisst. Dat ass de Fall zum Beispill bei de Kanner- a Jugendpsychotherapeuten, déi souguer deelweis als Facharzt uerkannt sinn. A bei eis ass déi Dier elo zou. Dat ass am Fong just nach an den Dispositions transitoires vum Projet de loi virgesinn.

Mä wat maachen déi, déi ënnerwee sinn, déi innerhalb vun deenen nächsten dräi Joer net fäerdig sinn? Well dat ass eng ganz laang Dauer vu Studien an deem dote Fall. An an deem Fall hate se hir Studien ugefaang, wéi d'Konditiounen vun der Stee nach net bekannt waren!

An dann och nach d'Fro un d'Regierung: Wat fir eng Ressourcë gedenkt se anzusetzen, fir deen initialen Ustuerm vum Zouloosungsmandé fir d'Diplomuerkennungen an och fir d'Formationsuerkennungen, d'Autorisations d'exercer an engem rasonablen Delai ze bewältegen?

De wëssenschaftleche Bäirov vun der Psychotherapie huet ausserdeem e Wiertche matzschwätze beim Curriculum an decidéiert iwwer déi zougeloossen Therapiemethoden. A mir wëilten och opruffen, dass déi Komposition, déi zwar bekannt ass, opgrond vun engem Kandidaturpruff soll gemaach ginn, an dass déi Komposition soll multidisziplinär a polyvalent gemaach ginn. An et ass och wichteg, dass dee Conseil scientifique ëmmer um aktuellste Wëssensstand ass, fir ze wëssen, wat fir eng nei Methode kënnen zougelooss ginn.

Ech ruffen och hei d'Deklaratioun vu Stroosbuerg zur Psychotherapie an Erënnerung, déi awer, dat huet de Rapporteur net gesot, och festgehalen huet, dass d'Diversitéit vun de psychotherapeutesch Methode muss assuréiert a garantéiert ginn. An d'CSV ënnerstëtzt dat.

Mir plädéieren dofir, dass an deem interne Reglement vun deem Bäirov dofir och methodesch Kritäre festgeluecht ginn, déi och

d'Pluralitéit vun deene Methode kënnen festhalen. An am Kontext vun der Beruffsregelung insgesamt verweisen ech och op déi international Richtlinie vun der Europäescher Association vun de Psychotherapeuten, déi Member si vum Weltrot vun der Psychotherapie, a selbstverständlech och vun der Europäescher Federatioun vun de Psychologieassociatiounen.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass vill Leit dobaussen net kënnen den Ënnerschied maachen tëschen engem Psycholog, engem Psychanalyt, engem Psychiater, engem Psychotherapeut oder soss engem psychopädagogeschen a soziale Beruff. Dem Client, oder besser dem Patient, deem ass et am Fong wichteg, dass e gehollef kritt. A bei deen ee passt besser déi eng Approche, bei deen anere besser déi aner.

Mä op jidde Fall muss mir als Politik de Kader sécherstellen, dass do, wou Psychotherapeut dropsteet, och Psychotherapeut dran ass. D'Patiente muss viru Scharlatane geschützt ginn! Et riskéiert awer eng Veronsécherung bei de Leit ze bleiwen, well eben eng ganz Rei Professionellen, déi zwar hir Preuve um Terrain gemaach hunn, hei zu Lëtzebuerg net reglementéiert sinn, dorënner schonn de Psychanalyt, zum Beispill de systemesche Familjetherapeut, de Musicothérapeute, de Konschttherapeut, fir nëmme déi puer ze nennen. Dat wier sécherlech eng Aufgab fir d'Zukunft.

A besonnesch ass et wichteg, de Public, virun allem déi betraffe Leit, déi Professionell, déi an der éischter Linn schaffen, gutt ze informéieren an opzklären, eng nei Kultur ronderëm de Wuertgebrauch vun der Therapie ze schafen a vläicht méi virsichteg domat ëmzagoen. A firwat net dat an eng Preventiounscampagne fir déi psychesche Gesondheet an déi fréi Détection vun de psychesche Stéierungen apaken? Do missten och d'Medie mat agebonne ginn. A firwat och net en userfrëndleche Guichet unique „santé mentale“ schafen?

E puer Remarques nach zum Beruffsstand. Zu den deontologesche Regelen: Déi si weder Neiland fir d'Dokteren nach fir d'Psychologen, well zum Beispill déi Lëtzebuurger Gesellschaft fir Psychologie, déi huet sech schonn 2001 e Code de déontologie ginn.

Zwu Froen nach un d'Madame Minister zum Collège médical, zu deem dee Beruffsstand zougeuerdnet ass. De Beruff vun Psychotherapeut ass jo en autonome Beruff. An Däitschland gëtt et zum Beispill eng eege Psychotherapeutekammer nief der Ärztekammer. Duerfir meng Fro: Wéini soll déi Reorganisatioun vum Collège médical, déi am Fong am Tirang läit, am Sënn vun enger méi grousser Onofhängegkeet vun deenen diversen Ordres sinn, déi an deem Collège médical Member sinn?

An eng weider Fro, ob Iwwerschneidunge besti vun deem Informatiouns- a Mediationservice aus dem Patientengesetz par rapport zu der Schlichtungsfunctioun vum President vum Collège médical am Fall vu Litigen.

Mä leschte Schwéierpunkt, Dir Dammen an Dir Hären, geet em d'Plaz vun der Psychotherapie an eisem Gesondheetssystem. E Gesondheetssystem, dee sech modern a performant wëllt ginn, muss hautdesdaags och d'Psychotherapie virgesinn an och a kloer definiéierte Fäll no transparente Regele rembourséieren. Dofir ass et fir mech onverständlech, firwat de Gesondheitsministère net parallel d'Preparative vun der Prozedur lancéiert huet bei der Nomenclatures-Kommissioun, wou d'Akten definiéiert gi fir de Remboursement vun der Gesondheetskeess, quitte dass deen neie Gruppement vun de Psychotherapeuten als de Verhandlungspartner muss gegrennt ginn.

Mä ech fuerderen heimat awer och d'Regierung op, fir dës Grënnung proaktiv mat ze begleeden an och d'Prozedur vun der CNS, wou jo och d'Berechnung vun Käschtpunkt gemaach ginn, esou schnell wéi méiglech unzuekuelen. Mä dofir misst een och op där anerer Säit emol wëssen, wéi vill eis d'psychesch Problemer de Moment insgesamt och wirtschaftlech kaschten. Firwat och net hei auslännesch Experte mat bäizéien?

D'Patiente stinn um Spill a si mussen de Moment scho laang Waardezäiten a Kaf huelen. An hei ass, an den Ae vun der CSV, kostbar Zäit verluer gaang. D'CSV huet och déi Fro do e puermol opgeworf, mä do ass gesot ginn: Fir d'Éischt den Inhalt vum Gesetz an duerno kucke mer.

D'CSV huet och d'Fro opgeworf vum internationalen Referenzkader, deen déi psychesch Krankheeten definéiert. D'Majoritéit wëllt dat awer net an de Gesetzestext mat aflësse loosse aus Flexibilitäitsgrënn. Genannt gouf jo do déi zéngt Versioun vun den internationale Krankheeteklassifizéierung vum der Weltgesondheitsorganisatioun. An d'Interpretatioun ass awer net ëmmer evident.

(Coup de cloche de la présidence)

Jo, Här President, ech kommen - nach e puer Sätz, wann Der erlaabt - zum Schluss.

Wat ass nämlech eng psychesch Krankheet? Wat ass en Trouble mental? Wéi preventiv wëlle mer virgoen? Ass et net besser, déi psychesch Problemer am Ufank ze traitéieren, ier se zu Krankheete gi sinn, an dass domadder de Käschtpunkt reduzéiert gëtt? Well och d'Krankheess huet an hirem Avis dorobber higewisen, dass et ganz schwéier wier, dat doten ze definéieren an ausenanzehalen, an ob mer hei net mangels onklorer Definitiounen vläicht kënnen och e Risiko vun engem méi grouse Contentieux an deene Saache kréien. Wëlle mer wierklech déi psychesch Problemer medicaliséieren? Déi politesch Diskussioun, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, hu mer nach net gefouert.

Op jidde Fall, Här President, ech kommen zum Schuss a wëll domadder soen, dass de Psychotherapeuteberuff net an engem loftleere Raum hänt. A mir hunn natierlech an der Santékommissioun déi Froen all opgeworf, kruten awer net op alle Punkte Satisfaktioun. Mir wëilten eis dofir och beim Gesetz enthalten. An dofir kommen ech och zu enger Motioun, Här President, déi ech hei wëll ofginn. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant la réglementation de la nouvelle profession de santé de psychothérapeute;

- considérant la complexité de la mise en œuvre de la nouvelle loi;

- rappelant le Plan d'Action pour la Santé Mentale 2013-2020 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS);

- renvoyant au «European Pact for Mental Health and Well-being», 2008;

- considérant le rapport d'expertise CRP-Santé «La réforme de la psychiatrie et politique de santé mentale», septembre 2013, Grand-Duché de Luxembourg;

- se référant à la déclaration européenne relative à la psychothérapie, dite «Déclaration de Strasbourg» de 1990 du Conseil de l'Europe;

- en l'absence d'une harmonisation, au niveau européen, de la formation et de l'exercice de la profession de psychothérapeute;

- se rapportant aux lignes directrices de l'Association Européenne de Psychothérapie (AEP);

- se référant aux lignes directrices de la Fédération Européenne des Associations de Psychologie (FEAP);

- considérant que l'Université du Luxembourg offre une formation de Master en psychothérapie depuis 2013, partant en amont de l'adoption d'une législation en la matière;

- prenant note que l'actuel texte de loi n'intègre aucun équivalent horaire pour les 70 crédits ECTS (European Credit Transfer System), par référence au processus de Bologne, que doit compter le cursus des études de psychothérapie, les formations universitaires constituent de fait la seule et unique référence et excluent d'office toutes les personnes ayant fait leur formation en dehors de l'Université, comme les instituts de formation non universitaires qui, selon les directives européennes, ne sont pas autorisés à accréditer des ECTS et ne peuvent donc légalement que certifier les présences en termes d'heures de formation;

- considérant la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé;

- vu l'article 62 alinéa (1) du Code de la Sécurité sociale, définissant les critères de représentativité des groupements professionnels qui concluent des conventions avec la Caisse nationale de Santé (CNS);

- vu les articles 65 et 65bis du Code de la Sécurité sociale, le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie ainsi que le règlement grand-ducal du 26 octobre 2011 instituant un Conseil scientifique du domaine de la santé;

- vu la nomenclature des actes et services des médecins en vigueur en matière de neurologie, psychiatrie et gériatrie;

- vu la Convention entre l'Union des caisses de maladie et l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie a.s.b.l. (EGSP), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008;

- vu les règlements grand-ducaux pris en exécution

tion de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille;

- soucieuse des longs délais d'attente actuels en matière de prise en charge psychiatrique, psychologique et psychothérapeutique;

- craignant que le grand public et surtout les personnes-cibles de la présente loi resteront exposés sur le marché à toute une gamme de prestations non réglementées offertes par divers acteurs;

invite le Gouvernement:

- à prendre dans les meilleurs délais et de manière coordonnée toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de la présente loi en concertation et en dialogue avec tous les acteurs impliqués;

- à libérer les ressources nécessaires afin de garantir le traitement, dans un délai raisonnable, de l'afflux initial prévisible de demandes de reconnaissance des diplômes, certificats ou autres titres étrangers et de demandes d'autorisation d'exercer;

- à se faire accompagner dans le cadre de la mise en application par un «steering group» auquel sont associés des experts externes;

- à nommer les membres du futur Conseil scientifique de psychothérapie sur base d'un appel aux candidatures tout en veillant à leur multidisciplinarité et à ce que le règlement interne y relatif, incluant des critères méthodiques, s'oriente aux dispositions et recommandations ci-avant afin que la pluralité des méthodes psychothérapeutiques soit assurée et garantie;

- à inciter de manière proactive la création d'un groupement luxembourgeois représentatif des psychothérapeutes aux fins de la négociation d'une convention avec l'Union des Caisses de Maladie, réglant la prise en charge des actes et services professionnels dispensés par les psychothérapeutes;

- à saisir la Commission de nomenclature afin de démarrer dans les meilleurs délais la procédure de la définition des actes et services professionnels dispensés par les psychothérapeutes et, le cas échéant, afin de conclure un partenariat avec un service spécialisé international ou de s'adjoindre un expert international;

- à faire avancer la réorganisation planifiée du Collège médical dans le sens d'une plus grande autonomie des différents ordres y regroupés;

- à impliquer l'Université du Luxembourg dans la mise en application de la présente loi aux fins d'une adaptation de la formation de Master en psychothérapie se rapprochant de la pratique dans le sens d'un enseignement d'une pluralité des méthodes psychothérapeutiques applicables à diverses catégories d'âge et de troubles mentaux des patients;

- à créer ou renforcer les conditions organisationnelles et financières promouvant la recherche évaluative dans le domaine de la psychothérapie;

- à lancer une large campagne d'information et de prévention permettant d'éclairer le public sur les différents types de prestations et prestataires officiellement reconnus, de prévenir les troubles mentaux, d'en améliorer le dépistage précoce et de promouvoir la santé mentale;

- à créer un guichet unique «santé mentale» garantissant l'accès égalitaire et facile de toutes les personnes concernées aux informations et aux soins;

- à procéder à une évaluation et un bilan de la mise en œuvre de la présente loi intégrant l'appréciation par les patients concernés, l'évolution de la législation européenne en la matière et l'évolution des troubles mentaux dans notre société.

(s.) Sylvie Andrich-Duval.

An déi ech nach an zwee Wieder brauch eigentlech just ze kommentéieren, well all dat, wat an där Motioun steet, hunn ech a menger Ried agepaakt, wou ech am Fong d'Regierung opfuere, fir déi Schwaachpunkten, déi am Gesetz nach sinn, unzuegoen, fir och en „steering group“ zum Beispill nach anzusetzen a fir eng Evaluatioun maachen ze loosse vum Gesetz, wou och d'Patiente mat abezu ginn an och déi europäesch Gesetzgebung am Ae gehale gëtt an och d'Evolution vum de psychesche Stéierungen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass ech e bësse Support kréie fir déi Motioun hei vun de Kolleegen an der Chamber. D'CSV-Fraktioun steet jiddefalls hannendrun. A mir wäerten eis, wéi gesot, beim Gesetzesprojekt hei enthalen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Andrich. Wann Der erlaabt, ech wollt just der Madame Andrich soen, dass de fréiere Gesondheitsminister mech gebieden

huet, hir ze rappeliéieren, dass hie séngerzäit de Projet de loi am Numm a mam Accord vun der gesamter Regierung deponéiert huet.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn där Bitte dann heimadder Genüge gedoen an d'Madame Andrich doriwwer informéiert, wat de fréiere Gesondheitsminister mer an d'Ouer geflüstert huet.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President, dierf ech nach dozou eppes soen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlich!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Dat ass mer ganz kloer bewosst. Zu deem Zäitpunkt war awer och den Avis vum Statsrot nach net do, wéll ech rappeliéieren. Well d'CSV dréit jo awer dee Projet, wat d'Objektiver ubelaangt. An ech wéll och rappeliéieren, dass den Däiwel am Detail läit. De Rapporteur sot et och schonn. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma ganz gär geschitt. Dann huet d'Wuert den Här Goerges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Spriecher vun der LSAP wéilt ech zu e puer Saachen awer hei Stellung huelen. Fir d'Éischt wéilt ech soen, dass dat, wat den Här President elo grad gesot huet, dass dese Gesetzestext...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Muss net d'Riednerléschcht agehale ginn, Här President?

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Wat gelift?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass fir d'LSAP.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ah sou, pardon.

(**Brouhaha**)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Ech hu mer d'Wuert net geholl, ech hunn d'Wuert vum President kritt. An ech stinn hei als Vertrieeder...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Urbany!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Voilà. Fir d'Éischt wéilt ech soen, dat, wat de President och gesot huet, dass hei de Gesetzesprojekt déposéiert gouf de 6. Juni 2013 vun der Majoritéit CSV/LSAP, dass dat gemaach gouf vum deemolege Gesondheitsminister, dem Mars Di Bartolomeo, an dat am Numm vun der ganzer Regierung. Deen Text ass also vun der CSV dee Moment gedroe ginn.

Ech muss och soen, dass am Kader vun dem Speech vun der Madame Andrich, mengen ech, dat Wuert, wat am meeschte gesot ginn ass, dat war d'Wuert „CSV“. Et gouf ëmmer erëm gesot, wat d'CSV an deem Projet esou Guddes an esou villes Exzellentes gemaach hätt. Wann Der an de Sitzung mat derbäi gewiescht wäert, an Dir konnt dat an de Rapporte jo alleguerten noliesen, dann hätt Der awer dee Schlaangewee vun der CSV an deem Dossier kënnen novollzéien, well et war net ganz evident, erauszufannen, wéi dann elo d'Positioun vun der CSV wier.

Virun de Wahlen, nodeems de Projet fir d'Éischte Kéier de 4. Juli 2013 an der Kommissioun beschwat gouf, wou d'Vertrieeder vun der CSV an der Kommissioun - d'Madame Andrich, d'Madame Arendt, den Här Oberweis, den Här Meyers an d'Madame Frank - gesot hunn, dass dese Projet e gudder Projet wär, si am grouse Ganzen dee Projet hei och matgedroen hunn, och eng ganz Rei vu Saache mat ënnerstëtzt hunn, déi och déi deemoleg Majoritéit mat ënnerstëtzt huet, war dann op eemol de 17. Juni 2014...

(**Brouhaha**)

...de 17. Juni 2014, ee Joer duerno,...

(**Brouhaha**)

...war awer e Revirement vun der CSV ze gesinn, dee bal net méi auszehale war,...

(**Interruptions diverses**)

...wou Leit aus der Kommissioun, déi viru mat Jo geäntwert hunn, dann op eemol sech hu missen enthalen op Drock vun anere Leit aus der Kommissioun, déi du sech do an Zeen gesat hunn a gesot hunn, dass se net méi domadder d'accord wäeren an dass d'Positioun vun der CSV am Laf vun engem Joer radikal geännert hätt. Dat ass et ginn an deemem Projet.

(**Brouhaha**)

Dat huet natierlech och mat sech bruecht, dass eng Rei vun Diskussiounen méi laang gedauert hunn, dass dat och méi extensiv gefouert ginn ass. An duerfir hu mer och zwielef Sitzunge gebraucht, fir den Text do ze finaliséieren.

Wann elo gesot gëtt, et wär de Wëlle vun der Majoritéit gewiescht, fir den Text hei duerchzeboxen, da kënt Der sécher sinn, dass mer keng zwielef Sitzunge gebraucht hätten, fir den Text hei ze finaliséieren! Mir hätten eis mat véier Sitzunge kënnen begnügen an da wär alles un an aus gewiescht. Mir wöllten eis absollutt net virwerfe loosse, dass mer den Text hei wéilt duerchboxen. An duerfir hu mer dann tous les détails, an ech mengen, mat der CSV, e ganz gudder Projet hei op den Dësch geluecht, dee wierklech all deenen Detailfroen esou gutt wéi méiglech Rechnung gedroen huet.

An Dir hutt et selwer gesot, Madame Andrich: Et war net einfach, hei alleguer déi Linne beineenzekeieren, déi an deem Dossier matgeschwat hunn. Dat war eng Sisyphusaarbecht. An ech mengen, dass mer hei awer e ganz gutt Gesetz duerfir gemaach hunn.

Duerfir verstinn ech och net, wann Der sot, dass d'Majoritéit gesot hätt, mir maache fir d'Éischt de Contenu vum Gesetz an de Rescht duerno. Majo, et geet em de Contenu vun deemem Gesetz. An et ass jo kloer, dass d'Majoritéit sech fir d'Éischt em de Contenu vun deem Gesetz këmmert, ier se vläicht accessoire Froen hei wéilt traitéieren.

Duerfir wéilt ech nach eng Kéier soen, dass dat heiten e Gesetz ass, wat d'vollst Vertraue vun der LSAP-Fraktioun huet. Wou mer mat de Leit aus der Kommissioun, awer och mat de Leit vum Ministère konnten hei e Gesetz maachen, wat d'Linn hält a wat virun allem den Objektiver vum Gesetz nach ëmmer Rechnung dréit, nämlech der Qualitéit, souwuel vun der Formatioun vun deenen, déi herno Psychotherapeut sinn, wéi dann awer och der Sécherheet vun deene Leit, déi kënnen vun deene Serviceer vum Psychotherapeut da profitéieren. Nämlech dass d'Patienten ënner uerdentleche Konditiounen kënnen vun deene Leit traitéiert ginn an dann och wëssen, dass se do eng Behandlung kréien, déi Kapp a Fouss huet an déi gepréift ass, souwuel vun der Formatioun vun de Psychotherapeute wéi awer och vum Ministère.

Sou, dat gesot, ginn ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der LSAP.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, dass mer an eiser Gesondheitspolitik de Fokus net nëmmen op déi physisch, dat heescht kierperlech, mä natierlech och op déi psychesch Gesondheet leeën. Och psychesch krank Leit brauchen eng adequat medezinesch respektiv therapeutesch Versuergung. Si brauchen, niewent der Behandlung vun deenen akute Symptomer, och Hëllef, fir hiert Liewe mat hirer Krankheet kënnen ze meeschteren, gradesou wéi Moosnamen, déi eng Verschlëmmung vun där Krankheet verhënnere.

Mir liewen an enger Gesellschaft, an Dir hutt et sécher alleguerten och ewell matgemaach, an där natierlech Hektik am Alldag, Stress, Leeschungsdruck op der Aarbecht, an der Schoul quasi zu engem alldeegleche Phenomeen gi sinn. Vill Leit kënnen gutt domat emgoen, awer och ëmmer méi Leit kréien do grouse Problemer. Déi Wieder, déi mer alleguerten kennen, déi fréier kee Mënsch kann huet, dat ass dat „Ge-burn-outs“ oder d'Depressioun, déi sinn natierlech un der Dagesuerdnung. Wann e puer Leit an der Grousgaass beieneestinn, da geet et lass. Soss hu se geschwat: Wou hues de déi schéi Posch kaaft? Élo geet et: Ech si gestrest. Ech hunn Depressiounen. Ech hunn e Burn-out. Et schéngt also eppes sech ze änneren, geännert ze hunn.

Och wa psychesch Krankheeten dann ëmmer méi dacks och medial thematiséiert ginn, esou bleift dach awer nach vill, vill Oplärungsarbecht ze leeschten, fir datt des Krankheeten natierlech aus dem Eck vum Tabu erausgeholl ginn. Des Diskussioun géif allerdéngs sécher hei de Kader sprengen, d'Riedezäit wäit iwwerschreiden. An ech kann lech just soen aus 32-jähriger Erfahrung als Hausdokter, dass awer déi dote Problemer, géif ech soen, wéi och viru d'Statistik genannt gouf, esou 25% bis 30% vun der Aarbecht vun engem Praktiker ausmaachen.

Här President, dat virleidend Gesetz huet eng ganz laang Virlafzäit. Am Fong geholl huet et säin Ursprung an enger Motioun, déi d'Chamber den 29. Januar 2004 am Kader vun engem Débat iwwert d'Reglementatioun vu verschiddeenen Disziplinen vun der net konventioneller Medezin ugeholl huet. Deemools gouf d'Psychotherapie als eng vun de fënnf Branchen identifizéiert, bei där gesetzlechen Handlungsbedarf géif bestoen.

An haut, méi wéi zéng Joer duerno, gëtt mat deemem Text de Beruff vum Psychotherapeut zu

Lëtzebuerg reglementéiert. Reglementéieren, dat heescht an eisen Aen awer och, dass e Kader geschaf gëtt, fir déi Disziplin ze akzeptéieren als Profession de santé. Dat wéll ech nach eng Kéier hei betounen: Dat ass eng Profession de santé an net eng Profession médicale!

Reglementéieren heescht virun allem awer och, déi noutwendeg Formatiounen an Ausbildung definéieren. Reglementéieren, dat bedeit awer och, an net zulescht, kontrolléieren, Kontrollmechanismen opstellen, fir déi an de Grëff ze kréien, déi dorëmmer ënner engem aneren, falsche Fändel segelen an déi sech ënner dem Deckmäntelche vun der Komplementarmedezin probéieren, breetzemaachen, Geld ze verdéngen, Scharlatanerei ze bedriewen a ganz villes zum Onwee ze maachen.

Ier een als Législateur awer eppes ka reglementéieren, muss een natierlech wëssen, vu wat ee schwätzt respektiv et muss ee sech eens sinn iwwert d'Definitioun vun deem, wat soll do reglementéiert ginn.

Ech wéll net nach eng Kéier op den Detail vun den Diskussiounen an der Kommissioun agoen. Ech wéll awer soen, Madame Andrich: Mir souze beieneen an der Kommissioun, ech wor an där selwechter Kommissioun wéi Dir, et kann een awer net soen, dass mir kee gelauschert hätten!

Mir woren nämlech déi, de Kolleeg Dokter Krieps an ech, déi gesot haten, mat lech zesammen, et misst een awer nach vläicht deen een oder aneren dohinnerbestellen an driwwer diskutéieren, soudatt mer gelauschert hunn.

Ech muss lech awer soen, wéi mer dat dunn e puermol gemaach hunn, krut ech awer iergendwéi a mengem Bannendran e komescht Gefill, dass ech gemengt hunn: „Et wäert jo net esou viruueen, well dann ass dat Gesetz, da bass du ewell, ech weess net wou, begruewen, dann ass et nach ëmmer net fäerdeg“, well do koumen op eemol déi komeschste Saachen zur Diskussioun!

An ech, ech als Dokter an als een, deen awer och iergendwéi op enger Universitét wor, hat ni eng Schwieregkeet, mech un iergendeppes ze halen. Ech hat zwar verstanen dee grouse Problem, deen Der hat, wou vun ech och net esou vill kennen, mat deenen, déi an de konventionéierte Betriber schaffen, eng ganz gutt Aarbecht do leeschten an esou, mä ech wéll nëmme just soen: Fir mech wor awer kloer, an ech hu mam Rapporteur dat e puermol diskutéiert: Hei schafe mir e Kader, mir schafen e Kader, wou s de erapass a wou Bedéngungen do sinn, déi ee muss erfëllen, fir herno, no enger dräijähriger Ausbildung, déi een dann och ka maachen, wou jo d'Méiglechkeet ass, se nozemaachen, fir en Titel droen ze kënnen. Deen Titel ass „Psychotherapeute“ an erlaabt engem, Psychotherapie auszeüben.

Ech kann dozou nëmme soen: Domat hate mir ni e Problem. Den Dokter Krieps och net. Also, vun der DP aus kann een net soen, dass mer do geklongen hu wéi an der Opposition! Also, ech fannen dat iergendwéi net richtig, well mir sinn eis scho bewosst, dass een e Beruff nëmme kann ausüben, wann een déi Formatioun huet.

Ech kann lech och folgend Beispill soen: Als Hausdokter an der Wüst an am Land douewen hunn ech deslescht nach engem d'Zänn gerappt, wéi am ganze Land keen Zännndokter ze fanne wor. An do hunn ech deem d'Zänn gerappt an ech hunn em eng Rechnung geschriwwen. An ech hätt jo do vläicht kënnen dropschreiwen „Service de nuit“, iergendeppes. Neen, eierlech wéi ech sinn, hunn ech gekuckt bei den Dentisten a schreiwen dann Extraction dentaire, mat dem Tarif drop, dee si kréien. Ech wouss dunn och, firwat datt den Zännndokter keen Déngscht mécht, well datt ass esou weéne, datt s de bal e Laachkrämpche kriss. Also...

(**Hilarité**)

...beim Coiffeur kritt Der méi.

Mä du krut dee gudden Här, deem ech déi Zänn gerappt hunn, dat zréckgeschéckt vun der Krankeess an do stoung drop: „Wennt lech nach eng Kéier un Ären Dokter, well Ären Dokter ass net Zännndokter.“ An du wor ech mer bewosst, dass ech vläicht awer wahrscheinlech ewell 200 Zänn gerappt hunn zu Clierf.

Mä ech si keen Zännndokter, ech behaupten net, dass ech Zännndokter wier. An ech soen zu mengem Zännndokterkollegen: Ech hunn lech eigentlech nëmme gehollef, well ech net wouss, dee wor wierklech total ratschfaul oder d'Wuerzel souz dran, an ech hu se erausgeholl, a well ech dat geléiert hunn op der Schoul - mir hunn dat missen an eiser Ausbildung nach maachen, „Zännndokter“, téschent dausend Gänseféisercher -, hunn ech se gerappt. Also, wat ech net sinn, an en Titel, deen ech net hunn, datt ginn ech och net reklaméieren, och wann ech gutt Aarbecht gemaach hunn!



A wann ee Psychotherapie mécht, da kann ech soen: Do muss mer e groussen, groussen Ennerscheid maachen. Also, ech behaupten ëmmer, ech kenne wierklech vun der Psychologie a vu Psychotherapie näischt. Mä ech behaupten, datt ech an 32 Joer als Landdokter, esou kënn mir ëmmer vir, Psychologie a Psychotherapie exercéiert hunn, a ganz dacks: Bei Stierfäll, bei Krankheet, bei schwéierste Stroossenaccidenter mat zwee doudege Kanner, déi platt woren, bei all Méiglechkeet hunn ech mäi Mann gestallt. Ech hunn awer keen Titel „Psychotherapeut“. An ech verzichten drop. A wann ech e gären hätt, da ginn ech déi Formatioun maachen.

Dofir wor fir mech kloer, wat de Kollege Engel gesot huet: Dat hei ass e Rahmen, do muss mir elo déi dramaachen a mir wellen dee Beruff sécheren. An dat ass jo och ganz gutt esou. Ech wëll just soen, datt all déi Leit, déi dobaussen eng Aarbecht leeschten, sief et bei der Kannerbetreuung oder soss eppes, datt déi eng ganz wichteg Aarbecht maachen, eng therapeutesch wichteg Aarbecht. Si sinn awer vläicht net Therapeut. Wa se also elo an der Iwwergangphas Bestëmmungen erfüllen, déi do virgesi sinn, kënnen se dat jo nomaachen, wa se onbedéngt den Titel wellen droen.

Ech géif awer mengen, mir sollen et net esou dramatesch gesinn, well ech ka mer net virstellen, datt mer déi dowéinst géifen entloossen. Also, dat kënn jo net in die Tüte! Déi Leit hunn eng Aarbecht gemaach, déi exzellente ass, an déi sollen dat och virumaachen, mä vläicht dann net ënnert dem Numm: „Ech sinn de Psychotherapeut.“

Dofir, mengen ech, hätte mir eis an där Kommissioun awer masseng an intensiv domat befaasst. An ech sot nach an där leschter Sitzung, déi mer haten: Elo wäert et jo eriwwe sinn. Elo hu mer e Rahmen, ech mengen, mat deem jiddweree kann eens ginn. An ech mengen, meng Fraktioun mengt och, datt mer op jidde Fall, dat ass eis Meenung, e gudde Kompromëss elo fonnt hunn, mat deem all Akteure kéinten zefridde sinn.

Erlaabt mer awer, datt ech nach e puer méi generell Aussoen iwwer de Stellewäert vun der Psychotherapie an hiren Notzen och fir déi betraffte Patiente maachen. D'Psychotherapie ass net, wéi dacks behaupt gëtt, nëmmen eppes fir Mënsche mat enger psychescher Stéierung.

Och wann d'Akzeptanz vun der Psychotherapie an der Gesellschaft an deene leschte Jore gewuess ass, esou fäerten dach nach immens vill Leit dobaussen, driwwer ze schwätzen, datt si bei ee Psychotherapeut ginn. Wat ech iwwerens schonn eng Kéier gesot hunn hei an enger Ried iwwer d'Psychiatere, genau esou.

Ganz vill Leit verwiesselen dann och de Psychotherapeut mat engem Psychiater. Dat sinn awer zwou komplett verschidde Saachen, obshonn de Psychiater och Psychotherapie ka maachen. Mä de Psychiater ass e medezineschen Dokter, deen also eng Basisformatioun als Dokter huet an duerno, ech mengen, et ass elo iwwerall d'selwecht an der EU, sechs Joer Formatioun muss maachen als Spezialist an der Psychiatrie.

Firwat ass dat esou? An Dir wäert och gesinn, herno, an deem Saz, deen ech nach wäert soen, firwat datt dat esou immens wichteg ass. Dat ass jiddwerengem bewosst, dee weess, wat de Psychiater ass a wat bei e kënn. An do wëll ech elo net direkt, datt een dofir als éischten Uspriechpartner selwer, ouni ee gesinn ze hunn, bei de Psychotherapeut kënn. An dee weess dat och.

Ech ginn lech e Beispill: De Psychiater behandelt, dat wësst Der all, Depressiounen - endogener, exogener -, Manien. Et gëtt forensesch Psychiatrie, et gëtt Kannerpsychiatrie, Adolescenten. Zum Beispill hunn ech deslescht een an de Prisong..., ech hunn en net an de Prisong gesat, mä ech hu mussen e Certificat schreiwen, datt e fir eng Detentiuon capabel wier, an dat wor e jonke Borscht an der Pubertéit, dee mécht Oligophrenie, esou wierklech, en huet d'Téléfonkabinn kuerz a kleng geschloen. Et gëtt da gesot: Jo, déi sinn aggressiv, déi hunn Droge geholl. Neen, en hat keng Droge geholl. E wor wierklech fir d'Psychiatrie. E wor krank. En hat eng psychesch Krankheet.

Deemnächst wëll ech lech soen, Leit tauche bei engem op an dann telefonéiert d'Famill a seet: „Sot, passt awer op, deen ass elo méi komesch ginn. E wäert jo net ewell mat dréseg Joer en Alzheimer maachen!“ Wat huet dee Gudden? Och, nëmme fir ze soen, wéi schwierig dat ze diagnostizéieren ass, en hat zum Beispill e beginnenden Tumor, ouni datt en direkt bei den Dokter kënn mat Sehstörungen, mat Lähmungserscheinungen oder soss iergendeppes. Also, dat Ganzt ass immens, immens komplex.

Da gëtt et déi ganz Branche „psychovegetativ Störungen“. Doriwwer kéinte mer jo 36 Stonne schwätzen. Dat stëmmt. Déi Leit brauchen net onbedéngt vun Dokter zu Dokter, vun Apdik

zu Apdikt geschleeft ze ginn, se brauchen, an hire Fäll, eng richtig psychesch gutt Betreuung. Also, de Psychiater ass de medezineschen Dokter, deen also kuckt: Huet dat, wat deen do presentéiert als Symptom, eppes mat sengem Soma, mat sengem Kierper ze dinn? Kann ech et ausschléissen oder net?

Dann de Fall vun enger Psychos, eppes esou Schlëmme, wat schwéier ze definéieren ass, datt viru kuerzer Zäit, et ass nach kee Mount hier, ech een an d'Klinik geschéckt hunn. Deen hunn ech agewisen a geschriwwen: Et ass en Danger public, e bedrot d'Leit. Et ass ganz schlëmm.

Fir d'Éischt huet en de Patron lassgezunn. An du leeft e mat enger Flënt dorëmmer. Dat war dunn och nach net schlëmm, well e se zum Gléck net gebraucht huet. Do hunn ech gesot: Ma deen huet eng Psychos. Du ginn ech zréckgeruff vun der Klinik, du soten déi mir praktesch: „A wat solls du scho vun enger Psychos kennen?“ Deen huet nämlech den Dokter aus dem Déngscht esou gutt iwwerzeegt a gesot: „Ma, déi sinn all géint mech! D'ganz Duerf huet eng Verschwörung géint mech.“ Entre-temps, mengen ech, ass de Fall geléist. Dat ass eng ganz schwéier Psychos mat Gefor fir dobaussen. Also, et ass nëmme fir ze soen, wéi komplizéiert et ass.

Aner Fäll. All Dokter, deen heibanne sëtzt, kann lech se och verzielen. An et wor net nëmmen eng Kéier, mä e ganz dramatesche Fall, datt een nach owes bei ee kënn, deen ee viru 14 Deeg gesinn hat, wou ee gesot hat: „Ech verlaangen awer, géi dach, wann ech gelift, bei de Psychiater!“ „Neen, ech hat dat schonn eng Kéier viru sechs Joer, dat geet an d'Rei. Wann ech déi Pëlle geholl hunn, da geet et besser.“

Et wor mer awer mulmeg, et wor mer net gutt, du schécken ech en an d'Urgence vun der Klinik. Si haten en och kuerz dogehalen. Zweek Deeg drop wor en erëmkomme, well se gemengt hunn, e wëllt éischten net heibleiwen, zweetens ass et net esou schlëmm. An dann, kaum 60 Joer, e Suicide, wou s de dann deen aneren Dag geruff gëss. An dat ass gang und gäbe.

Eleng d'Thema Suicide, mengen ech, brauch ech heibanne net unzeschwätzen. Dat si Saachen, wouriwwer hei geschwat gouf, dat ass wierklech ganz frequent, ganz heefeg.

Also, deen de Kierper kennt, deen Dokter, deen d'Psyche kennt, dee muss wëssen, wat e muss maachen, fir dee Patient zougängelech ze maache fir den Therapeut. An dofir wëll ech soen, firwat datt et onméiglech ass, datt de Psychotherapeut Medikamenter ka verschreiwen. Dat kann een einfach net dulden, well dee Psychoterapeut muss eng bestëmmten Zort Medikamenter kréien, Neuroleptika, wou e psychovegetativ entkoppelt gëtt, wou en zougängelech gemaach gëtt fir de Patient (veuillez lire: Psychotherapeut).

Wou alt emol déi Dramatik ass an enger Famill no enger Gebuert bei enger Psychos, hu mer alles erlieft. Dat Schlëmmst, wat ech gesinn hunn, dat wor op der Universitét. Do souz eng Fra beim Lift an der Psychiatrie, déi huet nach just sech esou no vir gebéckt, hin an hier. De Professor gouf gefrot vun dräi Studenten: „Wat ass da mat där doter? Mat där kann ee jo net schwätzen.“

„Ja...“, sot de Kryspin-Exner, „...sie sitzt schon drei Jahre so hier. Ganz dramatesch, ech erzielen lech dat.“ - sot en - „20 Deeg no der Gebuert denkt de Mann: «Wat mécht hatt dann elo?»“ Si haten d'Kand am Zëmmer stoen op der Alm, dat wor a Südtirol, mengen ech, wou déi gewinnt hunn, an du werft si d'Kand zur Fëster eraus! Natierlech onverständlech fir d'Famill, mä net méi zougängelech. Dräi Joer hospitaliséiert, och duerch d'Fachärzte, mat de Medikamenter: net méi zougängelech.

Also, dat Ganzt si Grenzen, wéi d'Madame Andrich gesot huet, wat ganz richtig ass, déi ganz schwierig sinn. Et ass schonn net, fir de Geck dermat ze maachen. Et ass wierklech eppes ganz, ganz Wichtigees.

Da komme mer dann awer zu der Psychotherapie, zum Psychotherapeut, deen natierlech mat-hëllef, wéi et elo besser gesot gouf, wéi ech et wahrscheinlech ka soen, vun der Madame Andrich als Spezialistin, dee schafft mat anere Methoden, fir nämlech ze kucken, fir vläicht déi Aart a Weis, wéi de Patient mat senger Krankheet, mat bestëmmte Situatiounen ëmgeet, positiv ze beaflosse mat aneren Therapien.

Dat kënn Relaxatiounsséance sinn. Ech wor nach ni bei engem, ech weess et net. Mä ech weess, datt et exzellente hëllef, wann et an deem richtige Moment op där richteger Plaz abruucht gëtt, an datt et net ass, fir de Geck ze maachen, mä et soll een dann dat richtegt Bild vun deem Beruff am Kapp hunn, well et zirkuléieren nach ëmmer déi falsch Biller dorëmmer. An dofir zécke vill Betreffener, fir bei esou e Psychotherapeut ze goen, och, wann een hinnen

een empfiehlt, och bei de Psycholog, well si wëlle jo net dobausse fir verréckt gehale ginn, esou wéi dat nach dacks an eiser Gesellschaft duergestallt gëtt.

Bis haut, hoffentlech bis zum Vote vum Gesetz, houg de Beruff vum Psychotherapeut souzeosen am loftleere Raum. Et ass awer am Interesse vun alle Concernéierten, ob Therapeut oder Patient, datt dat elo geännert gëtt.

Et kann dach kee soen, datt et normal ass, datt eng erprouft a bewäert Déngschtleeschung wéi d'Psychotherapie net an Usproch geholl gëtt, well déi Betreffen net wëssen, u wie se sech solle wenne an wéi se iwwerhaupt bei esou een Therapeut kënnen kommen an dofir qualvoll Jore mussen hanner sech loossen.

Mir mussen et fäerdegrëngen, fir datt déi concernéiert Leit ouni grouss Émweeër direkt bei engem Psychotherapeut landen, an net zum Beispill bei engem Scharlatan, wéi dat vir-drin erwähnt gouf, dee meeschtens méi Schlechtes wéi Guddes mécht a fir mech all Respekt verluer huet, säitdeem s de higees an du méchs Geld mat Leit, wou s de gesinn hues, an och dee weess, datt et final ass, datt näischt méi ze maachen ass fir déi Krankheet, an dann nach Dausenden an Dausende vun Euroen anzekasséieren, zum Beispill wann eng psychologisch Betreuung gemaach gëtt am Rahme vun engem Kriib. Dat si Saachen, wou dat Gesetz hei seet: Elo geet et duer. Dat ass tout simplement verbueden. Wann een eben net befäegt ass, dee Beruff auszeüben.

Leider ass et nämlech nach esou, datt eng ganz Rei vu Patienten dozou tendéieren, an deene schwierige Situatiounen an d'Hänn vu gewësse Scharlatanen a Sekten ze kommen, wat ech aus berufflecher Erfahrung och ka soen. Dat Schéinst, nëmme just fir heibannen, well et ëmmer esou dréchen ass, nach eng Episod, déi ganz flott ass.

Et ass e Mann aus dem Süden, ganz déif ënnen aus Portugal, am Süde vu Portugal, deen hat mech owes consultéiert. Den Edem ass e siche komm. An de Mann souz déi meescht Zäit op de Knéien hannen am Auto ze kräische vu Péng. En huet gejaut, hat Féiwer, hat Schüttelfrost. Déi sinn owes um eelef Auer zu Lëtzebuerg gelant, hu mech consultéiert. Ech si bal op de Réck gefall. Ech sot: „A wat ass lech da passéiert?“

An du huet de Mann dann erkläert, hien hätt ewell gemengt, et wier eng Bandscheif ënnen am Réck eraus, an e wier bei e Wunderheiler gaangen. An deen huet fonnt, et mistet een en Eise waarm maachen esou wéi bei engem Schmadd, anscheinend sollt dat an enger Apdik geschitt sinn, an en dréckt dem Mann dat an d'Ouer eran, fir datt d'Bandscheif ënnen am Réck sollt erasprangen.

Wat hat de Mann? Eng schwéier Entzündung. Ech hat en deemoos d'urgence bei en ORL geschéckt an duerno ass en zu Aachen gelant op der Uniklinik. Also dramatesch Situatiounen. Ech si frou, datt et esou Saachen hei am Land, ech hoffe jiddefalls, net ginn.

An och an där Branche, deenen déi ausgeliwert sinn, wéi grad an der Psychiatrie an deem doten Domän, muss een oppassen, well déi brauchen net mat deene Geschichten ze hantéieren an et kann een awer en Abus vun deene Leit maachen. Dat ass also iergendwéi inakzeptabel, datt ee mat Handopleeën an anere esoterischem Hokuspokus do wëllt heelen. Dat gëtt net toleréiert an enger moderner Gesellschaft, fannen ech op alle Fall.

Dobäi kann d'Psychotherapie duerchaus als eng ganz wichteg begleedend psychologisch Ennerstetzung bei Schwéierstkranken, wéi zum Beispill bei kriibskranke Patienten oder awer och bei anere schwéiere Krankheeten, agesat ginn. An et ass bewisen, datt parallel zu der medezinescher Behandlung, wou Chemotherapie gemaach gëtt, zum Beispill e positiven Effet ass, wann een eng optimal psychologisch Ennerstetzung kritt, wat iwwerens och bei eis gemaach gëtt, zur vollster Zefriddenheet vun de Patienten, well et ass jo esou, datt si dacks duerno sech sehnen, datt ee mat hinne schwätzt. Si hunn och erausfonnt, datt do duerch d'Schmäerzmëttel fir Kriibspatiente mat Metastasen däitlech erfogsat kënnen ginn.

Esou ass dann d'Psychotherapie, wéi ee se, an eisen Aen, sollt gesinn, eng Ergänzung, e Complément zur traditioneller medezinescher Therapie. Net als Ersatz oder eng Aart Verbesserertherapie. Et geet net drëm, fir hei ee géint deen aneren auszespillen oder alternativ Therapien oder Gott weess wat erëm ervirzehuelen an ze soen: Ech hunn dat bescht Rezept. Weder de Schoulmedeziner huet dat bescht Rezept nach de Psychotherapeut, mä matenee kënnen mer ganz vill vollbréngen.

Et ass esou, datt eng psychotherapeutesch Behandlung d'Liewensdauer net onbedéngt verlängere kann. Si kann de Kranken net onbedéngt heelen, mä si kann awer sécher, sécher

hëlfehen, seng Liewensqualität enorm ze verbesseren.

Här President, ech mengen, et kann een eng Diskussioun ronderëm d'Reglementéierung vun der Psychotherapie net lassgeléist vun der Fro vun de Käschte féieren. Et ginn zwee Campen, zwee Lageren an dëser Diskussioun. Et gëtt op där enger Säit déi, déi behaupten, d'Psychotherapie wier ze deier an hiren Notze wier net nogewisen, wier ongewëss. An op där anerer Säit gëtt et awer déi, déi soen, datt eng psychotherapeutesch Behandlung, zur richteger Zäit, gutt gemaach, net nëmmen de betraffte Patiente psychesch Leide géif erspueren, mä och der Krankekeess a respektiv der Gesellschaft vill Sue géif spueren, well et a villen Domänen ganz gutt hëllef.

Ech sinn der Meenung, datt et muss zu enger Prise de conscience bei de verantwortlechen Akteuren am Gesondheitswiese kommen, wat d'Unerkenne vu psychotherapeutischen Interventiounen ueget. Esou Interventiounen kënnen dem Patient laang Joren un Traitement er-spueren, déi vläicht sännlos sinn.

De Rapport Käschten/Effektivitéit ass, wann een den Experte ka gleewen, ganz favorabel. An anere Wierder: Déi laangfristeg duerch eng Psychotherapie agespuerte Suen decken d'Käschte vun der psychotherapeutischer Behandlung meeschtens. Ech erënneren och drun, datt d'Sozialpartner an de Krankekeessgremien ewell méi wéi eng Kéier de Wonsch no engem Finanzéierungsmodus ausgedréckt hunn. Eng Diskussioun steet allerdéngs nach aus.

ler ech zum Schluss kommen, wëll ech an deem Kontext nach e puer Wierder zu engem méigleche Remboursement vu Séance beim Psychotherapeut soen.

Dëst Gesetz regelt dës Fro net, mä si wäert sech awer an der Zukunft, trotz allem, stellen. Wëssend, datt de Budget vun der Gesondheitskeess sech an engem fragillen Équilibre befënt, a wëssend, datt d'Dépense vun der CNS an deenen nächste Joren éischer net wäerten erofgoen, ass dës Fro ëmsou méi wichtig. De Kuch, deen et ze verdeele gëtt, wäert sécher net méi grouss ginn.

Hei bleiwen nach eng ganz Rei Froen ze klären. Wat fir eng Akten, déi duerno och rembourséiert ginn, ginn an der Nomenclature zréckbehalen? Wéi vill Séance gi rembourséiert? Eng ganz wichteg Fro, wa mer nämlech och erlaben, datt een esou ouni eng aner Consultatioun bei de Psychotherapeut ka goen.

Mir wellen net déi Situatioun, wéi mer se eis kënnen ausdenken, datt et da geet beim Kaffiskränzchen: „Ouh, hat dain Dokter dir net nogelauschtert?“ Majo, mir kréie jo déi Telefonen, déi si jo këscht! Do kriss de dann en Telefon um zéng Auer owes: „Ech sinn esou traureg. Meng Nies, déi huet en Appartement zu Nice. Et ass awer elo...“ - ech weess net wat - „...net grouss genuch, a mir wollte muer dohinnerfueren.“

Awer da seet deen datt beim Kaffiskränzchen, da seet deen: „Ma wann dain Dokter dir net nolauschtert, dain Chirurg dir net nolauschtert, ma da gëtt et jo eng nei Profession, déi heescht Psychotherapie. Ech war do, ma dee lauschtert der no. Da gi mer elo dohinner.“ Dat kann et net sinn. Also, net de Geck gemaach, dat kann et wierklech net sinn.

Also, ech géif soen, datt, nodeem consultéiert gouf beim Patientendokter oder Psychiater, een dann och soll bei säi Psychotherapeut goen. Dat ass och d'Fro vun Krankeschäin-Ausstellen. D'DP ass der Meenung, datt ee vläicht doriwwer soll nodenken an datt en dat vläicht net däréif maachen.

An et ass sécher net un der Politik, fir de Remboursement ze klären, mä un der CNS mat de concernéierte Psychotherapeuten, mam Gremium, mat der Fachkommissioun an och mat eise Psychiatere zesammen.

Ech wëll awer soen, datt d'Demokratesch Partei a priori net géint de Remboursement vun enger psychotherapeutischer Behandlung ass. Allerdéngs menge mir, datt d'CNS de Patient nëmmen da soll rembourséieren, wann en eng Iwwerweisung vun engem Dokter fir esou eng Behandlung virleet, aus deene Grënn, déi ech lech vir-drin erzielt hunn, well soss geet dat vläicht net riicht aus.

Dëst ass, ënner anerem, dann och, fir déi Abusen ze vermeiden an och fir datt keng Fee-ler an deem Sënn geschéien. Also, mir sinn op alle Fall als DP géint den Autoallumage. Also, datt deen ufänkt, dann do Séancen ze verschreiwen - „the never-ending story“ - a sech selwer dann do Patienten en masse zoukomme



léisst. Dat kann et net sinn. An ech mengen, wann een déi dote Formation gemaach huet, ass d'Gefor och kleng, datt een dat géif maachen. Mä et ass éischter, fir en ofzesécheren, datt en näischt iwversinn huet, wann en esou eng Therapie an Ugrëff hält.

Dat wor och iwwregens d'Meenung vun der Kommissioun, déi sech virun eppes méi wéi zéng Joer mam Sujet vun der Unerkennung a Reglementatioun vun der Psychotherapie auserneegesat huet.

Ech erlabe mer, de Rapporteur vun deemools, den Niki Bettendorf, ze zitieren: „D'Kommissioun ass der Meenung, datt den Diagnostik vun enger psychescher Krankheet vum Dokter, am Prinzip vum Psychiater misst erstallt ginn, deen dann un de Psychotherapeut iwverweist.“ Dese Wieder kann ech mech nëmmen uschlëssen.

An no dem Ueschlëssen un déi Wieder wëll ech dann och ofschlëssen a soen dem Rapporteur, dem honorable Georges Engel, villmools Merci. Déi Gedold, Georges, déi an deem Dénge do un den Dag geluecht gouf an der Kommissioun, déi ass bemierkenswäert. Mir haten zwielef oder véierzéng Séancen. Also, et wor schonn eng Heedenaarbecht. A fir dann alles enner ee Leescht ze kréien, dat ass jo wierklech net esou einfach. Ech soen der Merci fir dee gudden méndlechen an explizite schréffleche Rapport.

Dést gesot, Här President, ginn ech dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienenden Text, deen den Accès zu der Formation an der Ausübung vun der Profession vum Psychotherapeut am Interessi vum Patient regelt.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mertens. An nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, d'Madame Andrich.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Entschëllegt, ech hu schonn dräimol probéiert, d'Wuert ze froen, fir dem Här...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, gutt!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - ... dem Här Mertens eng Fro ze stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Mertens, wann Der erlaabt.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Wann Der erlaabt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir waarden, bis dass en op senger Plaz ass, fir dass en da kann äntwerten.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Selbstverständlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madame Andrich!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Jo, Dir hat, Här Mertens, virdrun op meng Remarque ugespillt, dass ech gesot hätt, et hätt ee gemengt, d'DP wier an der Opposition gewiescht. Dofir wollt ech froen, ob Dir net an där Sitzung derbäi waart, wou d'Kommissioun zweemol festgehalten huet, dass de Psychotherapeut en autonome Beruff wier, deen och kéint selwer prescribéieren.

Merci.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Dach, do war ech sécher derbäi. Dach, do war ech derbäi.

(**Interruption**)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ass domat d'Fro beäntwert?

(**Hilarité**)

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Ech hat gemengt, e wier an der Majoritéit, den Här DP-Kolleeg.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet elo d'Madame Lorsché d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an hirer wiertlecher Iwwersetzung bedeit „Psychotherapie“ d'Behandlung vu séilesche Problemer, déi esou ausgepräggt sinn, datt se, laut der internationaler Klassifikatioun ICD, als

psychesch Krankheet unerkannt ginn. Dozou gehéieren: Depressiounen, Schizophrenie, Zwangsstéierungen, Phobien, Manien, Suchtverhalten, Psychosen, psychosomatesch Krankheeten a vill anerer, se si scho genannt ginn.

D'Psychotherapie huet awer nach eng aner Bedeutung. Se heescht och d'Behandlung mat séilesche Méttel, wéi zum Beispill Gespréicher a villen anereren, déi ouni medikamentös Behandlung auskënnen an deemno och vun Netmedeziner ka realiséiert ginn. Bis dohi si mer eis eens. Dat kléngt alles logesch a verständlech.

Trotzdem féiert de Begrëff Psychotherapie zu Lëtzebuerg zur Konfusioun, ebe just well de Beruff an d'Aarbecht vum Psychotherapeut bis haut net geregelt sinn, am Géigesaz zu ganzer zéng anere Länner. Et ass also kee Wonner, datt all Mënsch sech eppes anescht ënnert där Disziplin virstellt an datt och all Mënsch sech eppes aneschters vun deser Disziplin erwaart.

Nieft der Behandlung vu psychesche Krankheeten, déi ech genannt hunn, soll d'Psychotherapie deenen engen hëlfechen, akut Liewenskrisen a Schlofstéierungen ze bewältegen, anerer soll se dozou bréngen, verdrängt Problemer aus der Kandheet opzeschaffen, Resilienzäegkeet opzebauen an neie Liewensmutt ze entwéckelen.

Se soll Mënsche bäibréngen, rational mat irrationalen Ängschten ëmzegeen, se soll zerstride Koppelen zesummebréngen a se soll hyperaktiv Kanner ouni Ritalin zur Rou bréngen. Dat just als e puer Beispiller. Dat alles esou schnell, esou sécher an esou präiswäert wéi méiglech. Ech schwätze vun der Vue, déi vill Leit op d'Psychotherapie hunn, net vu menger eegener Astellung. Nom Motto vum Rainer Maria Rilke: „Du muss däi Liewen änneren.“

Natierlech si kuerz- a mëttelfristeg Wierkunge bei där ganzer Panoplie vu Behandlungen a Methoden ze verzechnen an d'Resultater stelle mir och net a Fro. Allerdéngs ass awer och d'Zuel vun Artefakten a Schänleisungen net ze ënnerschätzen, well et sech hei ëm eng Matière handelt, déi explosiounsaarteg gewuess ass an onkontrolléiert weidergewuess ass.

Am aktuelle System, wann een zu Lëtzebuerg iwverhaapt vun engem System ka schwätze momentan, därferen och onqualifizéiert Guruen, Scharlatanen, empathesch Laien oder Patere sech mam Titel Psychotherapeut schmücken a guttgleewege Clienten d'Geld aus der Täsche zéien. Zumools an enger Zäit, an där Depressiounen an Ängststéierungen zu den heefegste Krankheeten insgesamt gehéieren, ass net vill erfuerdert, fir sech mam Handwerk vun der Séil eng gëllen Nues ze verdéngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Derbäi kënnt, an dat ass bedauerlech, datt d'psychotherapeutesch Behandlung just nëmmen enger ganz begrenzter Populatioun zeguttkommen. Gehollef kréien zum gréissten Deel just déi bessergestallte Leit, déi sech esou Experienzen aus eegener Täsche kënnen leeschten, déi verbal gewëtzt sinn, opgeschlossen a gutt informéiert sinn. Manner bemëttelt a manner informéiert Leit hu kaum Zougang zu enger Therapie, well se ganz einfach ze deier ass an nëmme rembourséiert gëtt, wa se vun engem Psychiater duerchgefouert gëtt.

Aus Ängscht, als verréckt oder, wéi de Psychiater Paul Rauchs et ausgedréckt huet, als „verréckelt“ ofgestempelt a stigmatiséiert ze ginn, trauen nëmmen déi Wéinegst sech bei de Psychiater, egal wéi schlecht et hinne geet. All déi aner falen duerch de soziale Lift.

An deem Kontext weist den Hilarion Petzold, de Begrënner vun der Europäescher Akademie fir psychosozial Gesondheet, drop hin, datt d'Mënschen aus benodeelegte Schichten europawäit nëmme knapp 5% vun alle Psychotherapiepatienten duerstellen. Dat ass eng ganz, ganz kleng Minoritéit. Ech woen ze behaupten, datt Lëtzebuerg do keng Ausnahm ass, a sinn der Meenung, datt nach vill muss geschéien, bis datt all Mënsch e gläichberechtigten Zougang zu der Psychotherapie kritt.

Quitte datt et beim Projet de loi vun haut net drëms geet, scho vun dem System ze schwätze vum Remboursement, et geet haut ëm d'Qualitéit vun der Behandlung an ëm den Titel, deen muss geschützt ginn, mä mir mengen ebe grad, datt et domat net därfer gedoe sinn. Dese Projet de loi muss och déi néideg Basis schafen, fir de Remboursement vu psychotherapeutesch Akte prinzipiell ze erméiglechen, well nëmmen dann e gläichberechtigten Accès zu der Psychotherapie méiglech wäert ginn.

Dat setzt natierlech viraus, datt de Beruff vum Psychotherapeut als Profession de santé unerkannt muss ginn an an de System vun der Gesondheitskeess integréiert muss ginn, woubäi ech d'Fro opwerfe wëll, ob et wierklech mat engem Diagnostic psychothérapeutique duer-

geet, fir eng kierperlech Krankheet beim psychesch kranke Patient auszuschlëssen.

Den Här Edy Mertens huet et scho gesot: Och mir sinn der Meenung, datt och hei en Diagnostic médical net vu Muttwëll ass. Wa mer wierklech wëlle verhënnere, datt schwéier kierperlech Erkrankungen, wéi beispillsweis Leukämien oder Tumoren, déi och zu schlechte psycheschen Zoustänn féieren, onerkannt an onbehandelt bleiwen, da féiert kee Wee laanscht en Diagnostic médical, deen de psychotherapeutesch Diagnostic soll ersetzen - ergänzen, besser gesot, net ersetzen, déi zwee kënnen gemaach ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Aus deem Grond ass eng systematesch Zesummenaarbecht vun allen Akteuren erfuerdert, souwuel tëschent de Medeziner wéi och den Netmedeziner, déi an engem gesamte System musse funktionéieren.

Datt d'Käschten, och dat ass ugeschwat ginn, vun der CNS beim Remboursement wäerte steigen, ass kloer. Dat ass fir eis eng Evidenz. Mä et ass keen Argument, fir de Remboursement a Fro ze stellen. Mir sinn nämlech iwverzeegt, datt op där anerer Säit e groust Aspuepotenzial entsteet, well Laangzäitkrankmeldungen op der Aarbecht an extrem deier Openthalter a psychiatresche Klinicken an awer och medezinesch Behandlungen mat staarke Medikamenter kënnen verhënnert ginn, zugonschte vun alternativen a schounende Methode fir de Mënsch.

Domat kommen ech zu de konkreten Dispositione vun deem Projet de loi, deen d'Santés-kommissioun, wéi gesot, scho virun de leschte Wahle presentéiert kritt huet, zur gréisster Zufriedenheet vun der CSV.

Duerno ass den Text a ganzer zwielef Kommissiounssätzungen diskutéiert a massiv modifizéiert ginn, fir der europäescher Gesetzgebung, mä och den Interesse vun de Beruffsvertriedungen esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen.

Déi negativ Duerstellung vun der Madame Andrich loossech och wierklech hei net gëllen, well ech der Meenung sinn, datt mer hei eng ganz konstruktiv a fruchtbar Zesummenaarbecht haten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Réckbléckend op déi zimlech mouvementéiert Sëtzunge wëll ech och dem Kolleeg Georges Engel e grouse Merci ausdrécken, net nëmme fir säin ausféierleche Rapport, mä och fir seng grouss Dialogbereitschaft, déi iwver ee Joer gedauert huet, a fir d'Gedold, déi e mat eenzelne Kommissiounsmemberen hat. Net nëmme mat der Madame Andrich, mä och mat mir.

(**Hilarité et interruption**)

Grad wéi déi meescht Membere vun der Kommissioun waren och mir als Gréng der Meenung, datt den initialen Text wierklech net der Weisheet letzter Schluss kéint bleiwen, ugefaange bei der Formation, déi verlaangt gëtt, fir den Titel vum Psychotherapeut dierfen ze droen an de Beruff auszeüben.

Wat berechtigterweis zur Kritik huet musse féieren, och beim Statsrot, war de Fait, datt den initialen Text d'Logik vum Bologna-Prozess net an allen Hिसichte respektéiert huet an och där europäescher Gesetzgebung net Rechnung gedroen huet.

Am Ufank hat ee wierklech den Androck, wéi wann dese Projet de loi moosgerecht op d'Course vun der Uni Lëtzebuerg zougeschnidde gi wär, mam Zil, deem Etablissement eng gewësse Monopolstellung zouzesécheren, wat d'Ausbildung fir Psychotherapie ugeet. An engem Europa, wat op d'Harmoniséierung vun de Studiegäng, op d'Unerkennung an d'Homologatioun vun internationalen Diplomen setzt, wat och d'Mobilitéit vun de Studente férdert a generell op den internationalen Austausch vu Kompetenzen am Héichschoulwiese setzt, war des Zort vu Protektionismus net akzeptabel.

Mir hunn Amendementer gemaach. Opgrond dovun huet de Projet schlussendlech eng Ausrichtung kritt, déi eise Virstellungen entsprécht, well se elo dem europäesche Gesecht Rechnung dréit an dann och déi europäesch Bestëmmunge respektéiert ginn.

En anere Volet, deen op d'mannst esou ëmstridden a verbesserungswürdeg war, bezitt sech dann op de bekannten Artikel 3, bei deem engem am Ufank och wierklech d'Hoer zu Bierg stoungen. Och dat wëll ech gären zouginn. Och dobaussen ass desen Artikel an d'Schlagzeile vun der Kritik geroden an huet zu Panik am gesamte psychosozialen a psychopädagogesche Secteur gefouert, dem konventionéierte Secteur.

D'Haauptsuerg war déi, datt dee ganz wäitgefächerten Accompagnement psycho-socio-familial vu Kanner a Jugendlechen a Familien, mä och d'Psychoanalys géife riskéieren, an d'Illegalitéit ofzerutschen oder sech an eng juristesche Grozon eranzebeginnen.

Konkret war déi Ängscht drop zréckzuféieren, datt den initialen Text all Beruffsbezeichnung verbueden huet, déi mam Begrëff Psychotherapeut ka verwiesselt ginn oder zur Konfusioun ka féieren an der Benennung. D'Sozialpädagog, d'Psychologen; Museks-, Bewegungs-, Konschttherapeuten, systemesch Familientherapeuten, Psychanalysten, déi net Psychiater sinn, a vill aner Beruffsgruppen hätten duerch déi Dispositionen kënnen verlot ginn, wa se sech deen Titel eben nach ëmmer ginn hätten. Net well des Leit keng gutt Aarbecht leeschten, mä eenzeg an eleng, well hir Bezeichnung eng gewëssen Ähnlechkeet mam Titel vum Psychotherapeut huet!

Wéi wäertvoll d'Aarbecht vun all deene Leit ass, brauch een net laang ze erklären. De Wäert vun hirer Aarbecht läit op der Hand a gëtt an enger Gesellschaft, wou d'Vulnerabilitéit an d'Stigmatiséierung vu ville Leit an d'Luucht geet, och ëmmer méi wichteg. An deem Sënn si mir frou, datt d'Kommissioun gemeinsam, an net nëmme just opgrond vun der Fuerderung vun enger Fraktioun, bereet war, den Artikel 3 regelrecht ze kappen an en esou ëmzeformuléieren, datt all déi betraffe Beruffsgruppen net méi riskéieren, an d'Illegalitéit ze falen.

Datt den Encadrement psycho-socio-familial, deen net ënnert de Champ d'application vun deem Gesetz fällt, weiderhin och net rembourséiert ka ginn, ass fir eis logesch an normal. Des Zort vun Hëlfeleistung fällt net an de Kompetenzberäich vun der Santé, mä an dee vun der Famill, Stéchwuert Office national de l'enfance, Kannerschlass Suessem, Initiativ Liewensufank - et gëtt eng Hällewull vun Associatiounen a Fondatiounen -, deelweis fällt en och ënnert d'Éducation nationale, Stéchwuert Équipes multiprofessionnelles an de Schoulen an anerer. Och do bleiwen d'Aktivitéiten esou ofgeséichert wéi se bis elo bestanen hunn.

D'Fräiberuffler hirersäits, och d'Psychoanalytiker, déi net Psychiater sinn, bleiwe weiderhin hiren eegenen Här a Meeschter respektiv hir eege Fra a Meeschtesch a gerode just an d'Illegalitéit, wa si sech Psychotherapeut nennen, ouni déi legal Konditiounen ze erfëllen. Ech denken, domat ka jiddwereen d'accord sinn.

En anere Punkt, op deen ech nach kuerz wéilt agoen, bezitt sech op d'Methoden, déi als Psychotherapie därfe gëllen. Och heiriwwer ass an der Kommissioun kontrovers diskutéiert ginn. Als Gréng fanne mir et richtig, déi verschidde Behandlungsmethoden net am Gesetz ze definéieren, well esou eng Approche der santer Entwécklung an deem Beräich einfach net ka standhalen. Woubäi ee muss wëssen, datt weltwäit iwver 20 Behandlungsmethoden unerkannt sinn, déi, jee no Interpretation, a véier bis sechs verschidden Orientéierungen opgedeelt sinn.

Well des Matière ganz komplex ass a well d'Methodenzouerdnung international stänneg evolueert, ass et eiser Meenung no sënnevoll, dem Conseil scientifique de psychothérapie d'Unerkennung vun deene verschidde Methoden zouzeschreien, amplaz déi eenzel Methoden an engem Gesetz festzeféieren. Dat erlaabt net déi geréngste Flexibilitéit! Datselwech zielt fir d'Unerkennung vun der Formation, déi am Ausland stattfënt oder vun deene verschidde Formationen, déi do ugebuede ginn. An och do soll de Conseil scientifique säi Wuert matschwätze kënnen.

Eng wichteg Bedéngung fir eis ass natierlech déi, dass de Conseil scientifique de psychothérapie net einfach dem Zoufall iwverlooss gëtt a senger Besetzung, mä datt e vu ganz kompetente Leit besat gëtt, déi genuch Erfahrung mat op de Wee bréngen, ëmsou méi well de Conseil scientifique sech och mat den Iwwergangbestëmmunge soll befaassen. Déi Bestëmmungen ziele jo fir dräi Joer a si geduecht - dat ass wichteg -, fir déi berufflech Existenz vun deene Leit ofzesécheren, déi scho jorelaang als Psychotherapeut schaffen.

A ville Fäll stëmmt deene Leit hir Formation net prezis iwverenee mat deem, wat vu Formation am neie Gesetz virgeschriwwen ass. Dat ass awer net deene Leit hire Feeler, dat ass jo kloer, mä d'Resultat vun der feelender Gesetzgebung an de leschte Jorzéngten, déi vill ze vill laang op sech waarde gelooss huet. Op d'Detailer vun deene Bestëmmungen ass de Rapporteur agang, soudatt ech déi elo net wëllt widerhuelen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wuel wëssend, datt nach vill Froen ze kläre bleiwen - och déi huet de Kolleeg Edy Mertens opgeworf, zum Beispill a puncto Verschreiwung vun den Akten a Séancen, déi ënnert de Remboursement solle falen an enger zweeter Etapp, an awer och a



puncto Nomenclature, déi et nach net gëtt, a puncto Ausliwwere vun Krankeschäiner, am Fall wou de Psychotherapeut keen Dokter ass -, stëmme mir dësem Projet ganz kloer zou!

Mir sinn nämlech net der Meenung, dass d'Gesetz d'Fräiheet vum Choix zugonschte vun der Sécherheet vum Patient affert, esou wéi de Psycholog a Psychiater, a Psychanalyst, besser gesot, Thierry Simonelli sech virun dräi Joer am „Quotidien“ ausgedréckt huet. Deemools war d'Gesetz nach net verännert. Deemools huet e vum initialen Text geschwat. A mir mengen och net, dass dem Thierry Simonelli seng Uspilung op dem Michel Foucault säi Wierk «Surveiller et punir» haut nach ubruecht ass.

All Mënsch, deem et net gutt geet, huet d'Fräiheet an d'Recht, sech an d'Hänn vun deem Akteur, ech wëll net soe Schauspiller, ze beginn, vun deem e sech Hëllef erwaart. Ob en dann déi Hëllef och wierklech kritt a wat d'Resultat dovun ass, dat stellt sech méi spéit eraus.

Gestrooft gëtt eigentlech just deen, dee sech Psychotherapeut nennt, ouni Psychotherapeut ze sinn. An dat ass och nëmme richteg!

Domat soen ech lech scho villmoos Merci fir d'Nolauschteren an hoffen, dass vill vulnerabel Leit vun dësem Gesetz wäerte profitéieren an enger Gesellschaft, wou ëmmer méi Leit Psychotherapie néideg hunn.

Villmoos Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Lorsché. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem häerzleche Merci un den Här Engel fir e ganz gudden Rapport.

D'Gesetz begrësse mir als ADR, well et eng gesetzlech Reglementéierung an engem Feld bréngt, wou vill verletzlich Leit geschützt ginn ebe viru Scharlatanerie. Vill Leit hunn dat elo hei, mat Recht, ënnerstrach.

Et ass net alles perfekt an dësem Gesetz. D'Madame Andrich huet eng Rei vu Punkten opgeworf, wou effektiv nach muss nogeschafft ginn a verbessert ginn. Mä mir begrëssen et a mir wäerten et och matstëmmen, well dat, wat et bréngt, ass an eisen Aen eng wichteg positiv Entwécklung.

Et mécht och perspektivesch déi Méiglechkeet op, enger Zwouklasesituatioun an eiser Gesellschaft en Enn ze bereeden doduerch, dass mer elo d'Méiglechkeet vun engem Remboursement opmaachen, wou mer nach d'Modalitéite wäerten ausschaffen. Dat heescht, déi, déi wierklech direkt un deem Dialog bedeelegt sinn, déi wäerte se ausschaffen. Mä dat muss gekläert ginn.

Eiser Iwwerzeugung no kann déi Psychotherapie vill Käschte spueren an der Gesellschaft doduerch, dass manner medikamentös Traitementen kommen, manner schwéier Krankheitsfall an am schlëmmste Fall natierlech och manner Suiciden. Dat alles ka verhënnert ginn.

A mir denken, et wär och wichteg, fir en Diagnostique médical do virun ze hunn. Allerdéngs soll deen Diagnostic médical net mussen vun engem Psychiater gemaach ginn. Och déi Forderung geëtt et. Ech mengen, et ass wichteg, dass e Patient en Dokter gesäit, fir somatesch Ursaache vu sengem Befannen auszuschléissen. Mä dat kann och e Generalist oder en aneren Dokter sinn.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Dat Gesetz, wa mer dat hei elo stëmmen, da mussen mer och kucken, wat déi reell Besoinen elo personalméisseg sinn. D'Psychanalyst, also d'Psychotherapie besser gesot, ass personal- a zäitintensiv. Dat heescht, mir mussen eis och iwwerleeën, wéi vill Leit an der Gesellschaft elo dee Beruff wäerten ausüben a wéi mer jonk Leit kënne fir dee Beruff interesséieren a wéi eng Konsequenzen dat och op déi berufflech Orientéierung vun deene Leit huet.

A do komme mer och op den Thema vun der Formatioun ze schwätzen: Wou soll déi gemaach ginn? Mir freeën eis driwwer, dass déi Gefor, dass d'Universitéit Lëtzebuerg praktesch e Monopol hätt kënne kréien an deem Gesetz, dass déi awer wäitgehend écartéiert ass. Ech mengen, et gëtt ganz vill ganz gutt Formatiounen am Ausland, och op Netuniversitéiten, déi sech bewährt hunn.

Besonnenesch wëll ech hei och erwähnen, dass am Ausland d'Pädagogien do ganz wichteg Apporte bréngen, notament an der Kanner- a Jugendpsychotherapie. An et wier wierklech schued, wa mir op Dauer géifen dee wäertvollen Apport vun där Berufsgrupp ausschléissen. Et wier also an eisen Aen och gutt, wa mer dee relativ enk gefaassten Zougang zu deem Beruff, dee mer am Abléck an deem Gesetz hei fest-

leeën, awer géife progressiv och op aner Berufsgruppe kënne ausdehnen.

Mir kucken dowéinst och de Rôle vun dem Conseil scientifique, deen elo hei ageriicht gëtt. Déi Lëscht vun deene verschiddenen Analys- a Therapiemethoden ass jo express net am Gesetz opgezielt ginn. Mä mir mussen awer kucken, wéi eng Zesummesetzung dee Conseil scientifique kritt a wéi eng Kritären en u sech festleet, fir kënne iwwert déi verschidden Therapiemethoden ze decidéieren, déi elo sollen hei am Land progressiv gëllen.

D'Applikatioun vun deem Gesetz mussen mer iwwert d'Zäit verfollegen. Mir hu jo elo Iwwergangsperioden, och déi vun dräi Joer, déi scho virgesi si fir verschidde Persounen, déi dovunner betraff sinn. An et ass wichteg an eisen Aen, dass mer no enger gewëssener Zäit, firwat net no dräi Joer, e Bilan maache vun deem, wéi dat Gesetz ugefaang huet, sech kënne hei am Land duerchsetzen. A virun allem och ze kucken, wéi et mat dem Remboursement ass mat de Krankeeseen, soudatt mer eventuell kënne nobesseren oder ajustéieren, dat am Interesse vun deene betraffene Patienten.

Da mussen mer och en oppent A, wéi gesot, halen op aner Methoden, déi elo hei net direkt erfaasst sinn, déi awer och an der Öffentlechkeet diskutéiert gi sinn, dass déi och hir Plaz an der Psychotherapie fannen. Wéi gesot, genant goufe ganz dacks, ech mengen, haut och schonns vun enger Rei vun Intervenanten, Psychanalyst, systemesch, psychodynamesch Methoden, wéi se och an der Familjetherapie benotzt ginn, oder och Musiktherapie oder Therapie mat Déieren, déi och ëmmer méi villversprechend agesat ginn.

Op jidde Fall ass et esou, dass d'Methoden, ier mer se unerkennen an zouloossen, mussen noweisbar deene Betraffenen hëllef, wa mer se wëllen opwäerten an unerkennen. Dofir ass de Rôle vun deem Conseil scientifique, an och natierlech vum Collège médical, zentral.

D'Sprooch sinn natierlech och hei an dësem Beräich vun essenzieller Wichtigkeet, well et jo, an dat huet jo och e Virriedner scho gesot, dass Haaptinstrument ass vun enger Psychotherapie, dass déi eng kënne mat deenen anere schwätzen. Et ass jo an eisen Aen dofir och ze begrëssen, dass mer aus verschiddene Länner Psychotherapeuten hunn, well mer jo och eng ganz gemëschte Populatioun hunn a jiddweree sech am Prinzip sollt kënne a senger Sprooch och un e Psychotherapeut adresséieren.

Awer mir wäeren net d'ADR, wa mer net géife betounen, dass an eisen Aen awer kee Wee am Gesundheitssektor laanscht déi Lëtzebuurger Sprooch geet. Dat heescht, mir erwaarden eis vun all deene Leit, déi hei praktikéieren, dass se Lëtzebuergesch op héijem Niveau awer verstinn. An dat, wat elo am Sproochegesetz iwwert de medezinesche Sektor steet, dass geet eis net duer!

Déi Referenz op europäesch Legislatiounen kann eis och net befriddegen. Mir kënne nëmme constatéieren, dass an deene Legislatiounen déi Lëtzebuurger Regierung eis Interessen an d'Lëtzebuurger Sprooch bis elo net konsequent genuch verdeedegt huet. A mir hätten och do gär, dass mer dat nobesseren, an zwar am Interesse vun der Lëtzebuurger Sprooch.

A wa mer insistéieren, dass all Psychotherapeuten hei am Land och déi Sprooch mussen kënne, ass et selbstverständlech och mat dem kloeren Zil, eng Integratioun hei am Land vu jiddweringem ze begëschtegen, an zwar iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch.

De finanziellen Impakt, dee mussen mer kucken, wa mer bis wëssen, wéi et mat de Krankeeseen virugeet a wéi do d'Arrangementer wäerte sinn, déi déi verschidde Secteure matenee fannen. Ech wëll dat hei just mentionéieren, well et wichteg ass, well mer et haut nach net kënne ofschätzen, an nach eng Kéier am Zesammenhang, dass mer dat Gesetz mussen iwwer Joren elo verfollegen, wéi et kann implementéiert ginn.

Secret professionnel et médical ass en anert Thema, wat mer leider och an der Vergaangeneheet hu missen diskutéieren, an deem Sënn, dass virun allem den Ombudsmann hei am Land de Secret médical, Secret professionnel a Fro gezunn hat, wat an eisen Aen ondenkbar ass!

Deen Eenzegen, dee kann de Secret professionnel oder médical, virun allem de Secret médical ophiewen, dat ass de betraffene Patient! Also och hei an dësem Beräich, deen extrem sensibel ass, vun der geeschtger Gesondheet muss de Secret professionnel souwuel vum medezineschen, paramedezineschen, administrative Personal zu 100% garantéiert sinn a ka vu kengem a Fro gestallt ginn!

Datt dat Gesetz och Répercussiounen op d'Organisatioun vum Collège médical huet, ass och evident. Och dat mussen mer am A behalen. En-

gersäits mussen mer garantéieren, dass de Collège médical sengem Numm gerecht gëtt a genuch Dokteren dra vertruete sinn, genuch medezinesch Fachkompetenz, fir dass en dee Rôle, deen em zougestant ass, voll kann erfëllen. An op där anerer Säit mussen mer awer och kucken, dass seng Organisatioun där Diversitéit Rechnung dréit, déi mer och ëmmer méi am Gesundheitssektor hunn.

Domadder wëll ech lech nach eng Kéier soen, dass d'ADR dat Gesetz matstëmmt, trotz alle Bedenken, déi awer och zum Deel berechtigt sinn.

An ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Madame Présidente. Wat en Thema méi technesch gëtt, an dat hei ass en extrem technesch Thema, wat, mengen ech, och d'Gefor vu Beaflossung duerch Spezialiste méi grouss gëtt. Et muss een, mengen ech, am Ufank drop hiweisen, dass den Ursprung vun deem heite Projet eng enk Zesummenaarbecht war vun de Psychologieproffe vun der Psychologieabteilung vun der Uni Lëtzebuerg am Kader vun engem Aarbechtsgrupp am Ministère.

E Ministère, deen iwwregens ëmmer an LSAP-Hänn war, wëll ech betounen. Soss kéint ech emol den Här President vläicht froen, deen awer elo net méi do ass, ob dat esou war oder net.

Déi Experten, déi Psychologieexperte vun der Uni Lëtzebuerg hunn och direkt oder indirekt d'parlamentaresch Aarbecht beaflosst. Direkt...

(**Interruption**)

Direkt duerch... Ma et ass e Gesetzesprojet, dee vun engem LSAP-Ministère déposéiert ginn ass.

► **Une voix.** - Ah.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Et ass virdru polemiséiert ginn, wat fir eng Partei nach an der Regierung deemools war. Mä fest steet op jidde Fall, déi Partei, déi ëmmer an der Regierung war op deem Posten, ass d'LSAP.

► **Une autre voix.** - An d'CSV huet...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Déi Experten, mengen ech, an dat huet eng wesentlech Roll bei deem Projet hei gespilt, hunn agewierkt direkt an indirekt op dee Projet. Si hunn direkt agewierkt, andeems se Stellungnahmen an d'Press geschriwwen hunn. Si hunn och e Bréif un d'Kommissioun geschriwwen, an deem se derfir plädéiert hunn, hir Formulierung bäizebehalen.

Indirekt, mengen ech, hu se och agewierkt iwwert d'Vertreder vun der Regierung an der Kommissioun. Ech hunn iwwregens bedauert, dass d'Madame Minister selwer u ganz séier weineg Sitzungen deelgeholl huet vun där Kommissioun, a grad un deene Sitzungen deelgeholl huet, wou awer eng Rei vu Lösung konnte fonnt ginn.

Ech wëll net soen, dass ech Expertise net wichteg fannen. Ech fannen Expertise ganz wichteg, och Expertise vun der Uni Lëtzebuerg. Mä ech fanne se problematesch, wann Expertise verwiesselt gëtt mat Ghostwriting a mat Lobbyismus. Besonnenesch och, wann déi Akteuren aus engem Sproochraum kommen alleguerten an aus enger wëssenschaftlecher Kultur kommen! Ech fannen, dass net gutt fir d'Diskussioun, émsou méi, well sech jo och orientéiert gëtt un däitsche Gesetz, wat dat strengt an Europa ass. Dat ass schonn hei gesot ginn.

An ech wëll ausdrécklech d'Kommissioun awer derfir luewen, dass se fir e gewëssenen Ausgleich gesuergt huet, andeems se zum Beispill och sech um belsche Gesetz zum Schluss inspiréiert huet.

Den Hauptknackpunkt an deenen Diskussiounen war dee vun der Psychanalyst a vun de Psychanalysten. Ech wëll net hei un deem Sträit ëm Opfaassungen a Schoulen an esou weider deelhuelen, virun allem well ech guer näischt selwer dovunner kennen. Wat mech awer - muss ech soen als Observateur - am Ufank vun deem ganze Prozess do immens gestéiert huet, dass war deen absolutisteschen Usproch, deen dee Gesetzesprojet do hat.

Alles, wat net der Formatioun vun der Uni Lëtzebuerg entsprécht oder vu Lëtzebuerg unerkannt gëtt, dat sollt sech net Psychotherapie nennen. A jiddwereen, deen en Titel benotzt, net nëmme den Titel vum Psychotherapeut selwer, mä och all ähnlechen Titel, deen iergendwéi ähnlech klängt - ech huelen un, wann „psycho“ dra virkënt -, sollt dat och verbuede kréien ënner Strofandrohung. Prisongstrofe vu Méint Prisong bis zu, mengen ech, engem Joer!

Et ass kloer, dass eng Rei vun Organisatiounen sech hei direkt viséiert gefillt hunn, well se ge-

faart hunn, se géife sech heimadder an d'Illegalitéit versetzen. An et handelt sech do net ëm déi Leit, déi déi kleng Ziedelen déposéieren an de Bréifboitten, vun deenen de Rapporteur geschwat huet. Ech hunn nach ni op deenen Ziedele gelies, dass do „Psychotherapeut“ dropstoung; do stoung vläicht „Marabout“ drop an „Medium“ oder ech wees net wat. Déi Leit, ëm déi et sech hei handelt, si Leit, déi zu Lëtzebuerg éierbar Beruffer ausüben: Familjetherapeuten, déi an den Institutiounen schaffen, oder Psychoanalytiker, déi eleng schaffen.

Dorobberhin hunn, an dat wëll ech och begrëssen, eng Rei vun Entrevuë mat all deenen Organisatiounen stattfonnt. An dat war och gutt, dass dat esou war. An et konnten och verschidde Saachen erreecht ginn.

Et konnt erreecht ginn, dass eng einfach psychologesch Begleitung aus der Definitioun vum Psychotherapeut erausgeholl ginn ass an also och nach weider kann op engem psychologeschen Niveau geschéien an den Institutiounen.

An et ass och eng speziell Léisung fir d'Psychanalyst fonnt ginn. Et ass, éischtens, eng Iwwergangsbestëmmung agefouert ginn, wou Leit, déi dee Beruff ausgeübt hunn, wa se eng gewëss Praxis kënne nowiesen a wa se eng zousätzlech Formatioun maachen, och den Titel vum Psychotherapeut kënne kréien.

An, zweetens, wat awer och gradesou wichteg ass, wa se déi Bedéngungen net erfëllen, da kënne se ënner hirem aktuellen Titel als Psychoanalytiker weiderschaffen. An dat ass dat, wat se ëmmer gefrot hunn. Elo steet dran, zwar nëmme am Commentaire, am Rapport, net am Text selwer, mä menger Meenung no huet dat déiselwecht juristesche Bedeitung. Et ass kloer, wat de Wëllen ass hei vum Législateur. Et steet dran: «...l'exercice de la psychanalyse et le port du titre de psychanalyste ne sont pas du ressort de la loi...» An dat ass dat, wat se gefrot hunn: fir net ënnert dat Gesetz ze falen.

Ech hu mech och e bësse schlaugemaach iwwer hir Opfaassungen zu all deene Froen. Ech hunn zum Beispill eng Sorbonne-Deklaratioun vun 2000 fonnt, wou drasteet, dass se net wëllen e Service public sinn an och net eng Visée curative hunn. Also, si wëlle guer kee Gesundheitsberuff an deem Sënn, wéi mir en hei definéieren, hunn. Et handelt sech do ëm Schoulen, déi eng ganz laang Traditioun hunn. Dat geet op de Freud zréck, et geet op de Lacan zréck. Dat si Formatiounen, déi niewent der, normalerweis, universitärer Ausbildung gréisstendeels geschéien. An ech mengen, do solle mir eis net dran amëschen. Dat muss ee respektéieren.

Et huet mer wichteg geschéngt, dee Pluralismus vun der Approche hei eranzekréien an d'Gesetz, dee jo och gefuerdert war, iwwregens och vun aneren Organisatiounen gefuerdert war. An ech mengen, et muss ee wierklech all deene Merci soen, déi do matgeholl huet, sécher der Madame Andrich, der Madame Lorsché sécher an och eisem Rapporteur, deen, mengen ech, niewent der CSV de Verdéngscht huet, dass en och seng Meenung kann änneren am Laf vun der Diskussioun. Dat fannen ech wichteg.

(**Interruption et hilarité**)

Et war en hallwe Luef.

(**Hilarité et interruptions**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Urbany, wëllt Der esou gentil sinn, virunzuféieren!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Gutt. Ech fuere weider, jo.

Psychotherapeute ginn also elo e Beruff. Si kënne Prestatiounen maachen. Si kënne och rembourséiert gi vun der Sécurité sociale. Et gëtt formell e Gesundheitsberuff. Studie kann ee maachen, wann een e Master an der Psychologie huet oder wann een Dokter ass an zousätzlech Studien op der Uni Lëtzebuerg mécht oder e Studium am Ausland och no dréiglech unerkannt kritt. E Psychiater, dee muss wuel och eng speziell Ausbildung der niewent maachen, kann awer och sech Psychotherapeut nennen.

Ech mengen, dass elo viles wäert dovun ofhänke bei deem Gesetz hei, éischtens vun der Formatioun, déi geschitt op der Uni Lëtzebuerg, well dat ass de wesentleche Faktor hei, déi Ausbildung, déi geschitt dann am Wesentlechen op der Uni Lëtzebuerg an hânt och of vun der Praxis vu Lëtzebuerg, wat d'Unerkennung vu Formatiounen ugeet, déi am Ausland gemaach sinn.

An do, muss ech soen, bleiwen ech skeptesch, well am Rapport selwer vun der Kommissioun steet dran, dass den Zougang zu der Formation vum Psychotherapeut an anere Länner net esou restriktiv gehandhabt gëtt wéi bei eis an dass et un der Ministerin läit, fir den Tri ze maachen, wat unerkannt gëtt a wat net.

Si mécht dat opgrond vun engem Avis vum Conseil scientifique, wou ech awer muss soen, deen zesumme gesat ass mat véier Leit, déi wahrscheinlech aus där Formation vum der Uni Lëtzebuerg wäerte kommen, no enger Iwwergangszäit, Psychotherapeuten, engem Vertrieber vum der Uni Lëtzebuerg selwer an engem Psychiater. An ech gesi reell d'Gefor vum Protektionismus doranner, och well ech Erfahrung hu mat aneren Unerkennungsprozeduren vun aneren Diplomen, déi am Ausland gemaach gi sinn.

De Statsrot konnt nach duerchsetzen, dass eng limitativ Lëscht vun Ausbildungsberäicher an d'Gesetz kennt an dass „notamment“ erauskënnt, wat dem Conseil scientifique erlaabt hätt, fir d'schlecht an d'gutt Wieder ze maachen, wat d'Ausbildung, d'zukünfteg Ausbildung vun der Psychotherapie ugeet.

Fir mech ass et wichteg, wat elo geschafte gëtt, weiderhin ënner ganz klorer Beobachtung ze halen, och wat d'Kritären ugeet, wat elo d'Remboursement an der Sécurité sociale ugeet, wéi dat elo domadder weidergeet.

Ech kann net, a mir kënnen net dee Projet, wann een d'ganz Virgeschicht kuckt a wann een déi Appréhensiounen huet vis-à-vis vun där Abteilung op der Uni Lëtzebuerg, déi elo eng wesentlech Roll an deem Ganzen ze spille kritt, kënnen mir net dee Projet hei stëmmen, obscho mer begrëssen, dass et wichteg ass, dass dee Beruff vum Psychotherapeut unerkannt gëtt, mä mir wäerten eis duerfir beim Projet nëmmen enthalten.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Merci, Här Urbany.

Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert. Ech géif d'Madame Gesondheitsminister Lydia Mutsch bidden ëm hir Interventioun.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*. - Madame Presidentin, Dir Damm an Dir Härren, mir hunn et gepackt! Mir hunn et fäerdegbruecht, dass Lëtzebuerg e modernt Psychotherapeutesgesetz kritt. Domat si mer vläicht net dat éischt Land an Europa, mä mir sinn nach laang net dat lescht an Europa. An ech fannen, dass mer hei gutt Aarbecht gelescht hunn.

A wann ech soen, dass mer hei gutt Aarbecht gelescht hunn, da wëll ech ausdrécklech déi gutt Aarbecht vun der Kommissioun hei ervirsträichen mat un der Spëtzt dem Rapporteur, deen net nëmmen hei e ganz gudden an iwiersichtleche Rapport presentéiert huet, mä dee sech virun allem och perséinlech ganz vill an déi Débaten agebonnen huet a ganz vill matgeschafft huet, fir dass mer esou e gutt Gesetz konnte kréien. An ech wollt him an all deenen, déi dozou bäigedroen hunn, e grouse Merci soen.

Ech fannen och, dass et wichteg war, fir bei deem komplexe Gesetz, ëm dat et sech hei handelt, net mat Scheiklappe virzegoen, mä op ze si fir déi gutt Argumenter, déi komm sinn. An ech war och als Ministerin drun interesséiert, obwuel e gudden Deel vun de Virarbeiten zu deem Gesetz schon entaméiert gi waren ënner der vieregter Regierung, fir awer och nach eng Kéier op ze si fir d'Argumenter, net nëmme vun deenen ënnerschiddleche Parteien, mä och vun den Associatiounen a vun den Akteuren, déi um Terrain schaffen. Dat ass nach laang keng Selbstverständlechkeet. Mä et war awer an deem heite Gesetz besonnesch wichteg, well et si jo awer och d'Akteuren um Terrain, déi eis mussen herno zur Säit stoen, fir dass mer eng propper Ëmsetzung vun deem Gesetz kréien.

Ech wëll awer ganz ausdrécklech och de wichtige Rôle vu mengem Virgänger beim Ausschaffe vun deem Gesetz ervirsträichen, well och, wann een dat herno net méi kann am Detail ervirsträichen, wann et ëm d'Diskussioun vun deem Gesetz geet, esou hunn dach awer laang Méint vun intensiven Diskussiounen mat de Leit um Terrain, mat den Associatiounen dozou gefouert, dass mir eng Grondlag virfonnt hunn, déi eis Diskussioun an der Kommissioun, wann och net manner komplex gemaach huet, mä awer méi einfach gemaach huet, well mer eng propper Virlag virfonnt hunn. An dat wëll ech och hei begrëssen.

Bon, mir hunn, wou et drëm gaangen ass, de Beruff vum Psychotherapeut ze regelen, een Haaptproblem ze meeschtere gehat. Op där enger Säit gouf et natierlech politesch Virstellung ronderëm dee Beruff, wéi mer e wëllten definéieren. Et gouf och eng ganz Rei vu wëssenschaftlechen Usätz, wéi eng Préalabelen erfëllt musse sinn, fir dass een de Beruff vum Psychotherapeut professionell kann ausüben.

Op där anerer Säit hate mer awer ganz kloer a ganz ferm artikuliert Besoinen an Erwaardungen vun de Leit, déi an deem dote Beruff oder an ähnlech gelagerte Formationen scho geschafft hunn an déi alleguerten iwwerzeegt waren, dass hiren Input fir dat heite Gesetz dee richtigen Input wier. Dat heescht, mir hu missen eng global Äntwert fanne vun deene verschiddenen Usätz, déi mer fonnt hunn, a si alleguerten hu missen an dat heite Gesetz afléissen. Dat war net ganz einfach.

Derbäi koum, dass mer nieft där konzertierter Strategie, déi mer ageschloen hunn, och nach der Tatsaach hu misse Rechnung droen, dass de Beruff vum Psychotherapeut nëmmen denkbar ass an enger multidisziplinärer Approche.

► **(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Dat heescht, mir hunn op där enger Säit d'Besoinen ganz däitlech gesinn. Se ware bekannt.

Mir wollten och vun den Erfahrungen, déi scho gesammelt gi waren, profitéieren. Mir wollten och d'Acquisé respektéieren. Mir wollten och déi national an déi international Standpunkte respektéieren an afléisse loossen, déi mer kann hunn. Mä mir wollten awer och déi wëssenschaftlech Standarden, déi mer awer och vun den unerkannte Psychotherapeute mat op de Wee kritt hunn, afléisse loossen.

Deem all hu mer misse Rechnung droen a mir hunn dobäi och déi zukünfteg Entwécklungen net dierfen duerch e Gesetz hypothéquéieren, wat ze vill rigid wier a senger Ausrichtung. Dat waren also déi Préalabelen, mat deene mer befaasst waren, wou mer an der Kommissioun déi Diskussiounen weidergefuert hunn, déi schon an enger vieregter Legislaturperiode entaméiert gi waren.

Mir hunn och dofir eng Virdécsioun geholl, an d'Kommissioun huet déi oprechterhalen, fir déi verschidde Methode vun der Psychotherapie net gesetzlech an deemem Projet festzeschreiwene, mä de wëssenschaftleche Bäiroten an der Psychotherapie, de Conseil scientifique de psychothérapie, mat där Aufgab ze betruenen. An ech denken, dass dat eng richtig Décsioun war, well esou kënnen mer och herno vill méi effektiv an och méi flexibel, an zwar do, wou et noutwendeg ass, méiglechen Entwécklungen op deem Gebitt Rechnung droen, ouni direkt mussen d'Gesetz ëmzänneren.

Firwat mer dëst Gesetz brauchen, ass, mengen ech, vun enger ganzer Rei Virriednerinnen a Virriedner hei gesot ginn. Majo, zum engen, fir den eventuellen Abusen entgéintzewirken. An obwuel um Terrain scho vill Virarbeiten gelescht ginn ass vu Leit, déi awer am Usaz schon an där Profession geschafft hunn, wollte mir awer verhënneren, dass eng ganz Rei vun Akteuren aus dem medezineschen, aus dem psychologeschen, éducativen, paramedezineschen, awer och absolut anere Secteure psychotherapeutesch Prestatiounen leeschten oder proposéieren, ouni dass de Prestataire eng adequat, qualifizéiert oder superviséiert Formation an Usproch geholl hätt. Dat ass wichteg, dass mer verhënneren, dass an deem delikate Beräich, an deem mer eis hei bewegen, Leit Diagnose stellen oder Leit Behandlung maachen, déi net dofir outilléiert sinn.

Fakt ass och, dass mir am Moment hei zu Lëtzebuerg net wëssen, wéi vill Patiente sech tatsächlech a qualifizierter oder awer och an net qualifizierter Psychotherapie befannen.

Dëse Projet de loi proposéiert an eisen Aen eng pragmatesch an eng realistesch Reglementatioun vum Beruff vun Psychotherapeut a stellt och domadder gläichzäiteg sécher, an dorunner ass eis wierklech geleeën, dass déi psychesch krank Persounen eng qualitativ héichwäerteg Behandlung kënnen kréien an net Leit an de Grapp falen, déi dofir iwwerhaapt net outilléiert sinn.

Wéi kënnen mer apprécieren oder jugéieren, ob een outilléiert ass, ob een déi néideg Qualifikatiounen huet? A firwat ass et esou wichteg, dass een déi Qualifikatiounen huet? Majo, ganz einfach: Well d'Prise en charge vun der psychescher Souffrance eng ganz besonnesch Erwaardung mat sech bréngt, nämlech eng psychotherapeutesch Evaluatioun à même sinn, kënnen ze maachen.

An et ass absolut wichteg, dass esou eng Evaluatioun, esou eng Diagnos, esou eng Bestandsopnahm vun engem qualifizierter Professionelle kann duerchgefouert ginn.

Wann heivunner Abstraktioun gemaach gëtt, wat an eisen Aen dee falsche Wee wier, da

kéint d'Hëllef, déi vun net ausräichend oder iwwerhaapt net qualifizierter Persounen proposéiert gëtt, den Zoustand vun deene psychesch kranke Leit radikal verschlechteren oder déi psychesch krank Leit grouse Risiken aussetzen, an dat bei enger Populatioun vu Leit, déi sowieso scho fragiliséiert ass oder par définition besonnesch vulnerabel ass. Dat ass also e Risiko, dee mir wëlle reduzéieren. Mir wëlle verhënneren, dass d'psychesch Leed oder déi psychiatresch Krankheete sech weider verschlechteren. Dat wëlle mer verhënneren.

Et ass och hei scho vum Remboursement geschwat ginn. Dat ass een net onwichtigen Aspekt. Wéi vill Leit hu vläicht aus grad deem Grond net op déi Behandlung zrückgegraff, déi si awer ganz néideg gebraucht hätten, well et ebe bis elo net séchergestallt war, dass eng Psychotherapie ka vun der Gesondheetskeess rembourséiert ginn? Dat heescht, et ass net eng Fro vu sozialem Background, ob ee kann oder dierf behandelt ginn oder net. Dat ass a mengen Aen och e ganz wichtigen Aspekt vu sozialer Gerechtegkeet.

Wat ass eist Zil? Eist Zil ass, dass mer kënnen e Patient, dee psychesch Problemer huet, propper behandelen an och domadder gläichzäiteg verhënneren, dass en onnéideg médicaliséiert géif ginn oder pathologiséiert géif ginn. Dat wëlle mer net. Mä mir wëlle seng psychesch Souffrance erfetzen a mir wëlle virun allem, dass déi Zesummenaarbecht mat deene Partner, déi gebraucht ginn, fir eng Prise en charge komplett ze maachen, dass déi kann en bonne et due forme geschéien.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, dass mer am Beräich vun der Psychotherapie automatesch an der Interdisziplinariéit mussen sinn, well et geet net drëm, dass e Psychotherapeut am Eck mat sengem Patient soll setzen, ofgeschiermt vum Rescht vun der Welt. Dat gesi mir net esou.

Mir hunn awer gläichzäiteg, an ech betounen dat nach eng Kéier, de Wonsch, dass mer och d'Consummatioun vu Psychotropen hei erfetzen. Mir gehéieren zu deene Länner, déi den héchste Medikamentebrauch hunn an alle Beräicher ronderëm Depressiounen, sief et, fir sech ze berouegen; sief et, fir anzuschlofen; sief et, fir sech erëm opzepsuchen. Do si mir an engem ieweschte Peloton hei zu Lëtzebuerg.

An ausserdeem hu mir d'Informatioun, an et ass hei scho vun e puer Riedner gesot ginn, dass et hei zu Lëtzebuerg net anescht ass, wéi am Rescht vun der Welt, dass wierklech eng vu véier Persounen an hirem Liewen iergendwéini mat psychesche Problemer ze kämpfe kritt a susceptibel ass, fir sech fir eng psychesch oder eng psychiatresch Steierung och mussen behandelen ze loossen.

An Europa, mä och hei zu Lëtzebuerg, sinn ëm déi 10% vun de Leit an hirem Liewe mat deene Symptomer do betraff. Ech hunn et d'éineschters gesot: Depressiounen, Angststéierungen, Problemer an der Relatioun, mam Alkohol, mat den Drogen oder och méi gravéierend psychiatresch Steierunge wéi Psychosen oder bipolar Steierungen.

An ech brauch lech jo och net ze soen, dass ganz vill vun deene Krankheeten dozou féieren, dass een net méi am Liewen eens gëtt, dass een op der Aarbecht net méi eens gëtt. Et gëtt geschat, dass 7% vun de Kuerzzeitkrankenstänner op e medezinesche Grond vun enger Depressioun zrückginn an 23% vun de Laangzeitkrankenstänner op déi doten Ursach zrückginn.

Suicide - och dat ass hei scho gesot ginn -, mir wëssen, dass 15% vun de Leit mat grave Steierungen duerch Suicide stierwen a 56% mindestens ee Suicideversuch duerchféieren. An dat wëlle mer och mat Hëllef vun deem heite Gesetz besser an de Grëff kréien.

Ech resüméieren: Mir kréien duerch dat heite Gesetz Klorheet, wat Psychotherapie ass a wéi eng Formation ee muss hunn, fir se kënnen auszeüben. An domat wierke mer och den Abusen entgéint.

Zweetens: Mir huelen eng professionell Prise en charge vun de Leit mat psychesche Problemer als Préalabel an als Garantie, a mir wëllen och ausdrécklech verhënneren, dass déi Leit onnéideg Medikamenter huelen, wann och eng psychotherapeutesch Prise en charge eng Lindierung vun hirem Leide kéint bréngen.

Drëtens: Mir hu pragmatesch Iwwergangsbestimmungen, fir déi Leit, déi um Terrain scho wäertvoll Aarbecht gelescht hunn, net virun de Kapp ze stoussen, mä fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hir Aarbecht kënnen weiderzemaachen.

Véiertens: Mir offréieren eng professionell Prise en charge an e Remboursement vun där Prise en charge, wat eis eng Garantie gëtt, dass et keng Konditioun vu sozialer Hierkonft ass, déi ausschlaggebend ass, ob een an deem Land

kann eng psychotherapeutesch Behandlung kréien oder net.

An als lescht Argument: Mir gesinn dat heiten als Gewinn fir de Patient un, dee ka sécherstellen, dass en eng professionell Behandlung ka kréien.

Ech hunn zum Schluss nach e puer kleng Remarquen ze maachen. Mir sinn hei mat enger Motioun betraut. De Gros vun den Ausféierungen an där Motioun sinn Ëmsetzungsmodalitéiten. Ech wëll hei den Auteure vun dëser Motioun soen, dass se sech kënnen op eis verlossen, op mech a meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter, dass mir dat heite Gesetz en bonne et due forme wäerten ëmsetzen, mat allem, wat dozou gehéiert, an dass mir déi heite Motioun net brauchen, fir dat ze maachen.

Ech kann lech och garantéieren, dass ech mat deene Ministeren, déi mat zoustänneg sinn, ob dat de Minister vun der Sécurité sociale ass, ob dat de Minister vun den Héichschoulen ass, ob dat de Minister vun den Zouloosungen ass, dass ech mat hinnen déi Pourparleren wäert féieren, fir dass dat heite Gesetz an der Praxis kann ëmgesat ginn.

Ofschléissend wollt ech allen Intervenante Merci soe fir déi Ausféierungen, déi si gemaach hunn. A virun allem Merci fir déi gutt Aarbecht an der Kommissioun.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och der Gesondheitsministesch.

Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6578...

► **M. Gilles Roth** (CSV). - An d'Motioun?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Jo, déi kennt herno, nom Vote.

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Maache mer fir d'Éischt de Vote iwwert de Projet?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Fir d'Éischt deen iwwert de Projet de loi, Här Roth, an dann huele mer d'Motioun. Merci awer fir d'Erënnerung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6578 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote iwwert de Projet 6578 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriewer.

60 Deputéierten hu sech direkt oder indirekt um Vote bedeelegt. 36 hu mat Jo gestëmmt, kee mat Neen a 24 Abstentionen. D'Resultat war elo just ee Moment verschwonnen. Domat ass de Projet ugehall.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6578 est adopté par 35 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Body (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydia Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

An da géife mer zur Motioun iwwergoen.

Motion 1

Wuertmeldungen zur Motioun? D'Madame Andrich hat se kuerz presentéiert, mä wann...

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV). - Merci, Här President. Ech wollt eigentlech net méi op den Detail vun der Motioun agoen,

well ech dat am Fong a menger Ried presentiert hat.

An déi Opfuerderungen un d'Regierung sinn awer Saachen, déi am Virfeld elo net weider ofgeschwat waren. Dofir wär ech natierlech frou, wann ech eng Ennerstëtzung kréich. Mä d'Madame Minister huet jo gesot, dat wär net de Fall. Elo wollt ech awer froen, ob nach aner Kollegen do sinn, déi déi Ennerstëtzen. An ech wollt och da froen, dass mer dann zum Vote géife kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Zousätzlech Wuertmeldungen zur Motioun?

Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Mir soen der Madame Andrich Merci fir déi Motioun. Mir hunn eis dat ugekuckt. Mir fannen dat ganz sënnvoll, wat hei drasteet. Ech mengen, dat ass complémentaire zu deem Gesetz, wat mer elo gestëmmt hunn. A mir wäerten déi Motioun dofir och matstëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Dann den Här Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Merci, Här President. Mir hunn eis déi Motioun hei natierlech och am Detail ugekuckt, an esou wéi d'Ministesch gesot huet, hu mir vollst Vertrauen a si an a hir Mataarbechter, datt déi Ëmsetzung hei vun dësem Gesetz natierlech esou wäert geschéien, wéi mir dat och virdu virgesinn hunn. An duerfir géife mer als LSAP dës Motioun net stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madame Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Als Gréng si mir der Meenung, dass déi Motioun d'Regierung entmündegt, well mer der Meenung sinn,...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...d'Regierung ass à même, an den Dialog ze trieden, huet dat och wëlles. Se huet och wëlles, déi néideg Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir d'Gesetz ze applizéieren a fir déi nächst Etapp anzelauden.

Si muss och net elo vun engem „steering group“ begleet ginn, wa se et nach net néideg huet. Ech mengen, et sëtze kompetent Leit um Ministère, déi hir Aarbecht gutt maachen. A wa se et fir néideg fënn, ka se och a Kontakt triede mat aneren Akteuren. Dat, wat se souwisou och scho mécht, wa se Berodung brauch.

An deem Sënn fanne mer dës Motioun iwwerflësseg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madame Lorsché. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, et ass eigentlech schon alles gesot, mä nach net vu jiddwerengem. Duerfir wéilt ech awer och soen, datt meng Fraktioun déi Motioun hei net wéilt stëmmen an net wäert stëmmen, well se eigentlech superfétatoire ass. Ech mengen, well et eng Evidenz ass, datt d'Regierung wäert alles maachen, fir déi Punkten, déi hei opgezielt gi sinn, ëmzesetzen. Also duerfir an deem Sënn och eise Vote.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dann den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun hei stëmmen, well se och dem Sënn vun eiser Abstentation virdrun entsprécht, dass ee muss dat do ganz genau weiderhi verfolgegen, wéi dat geet.

Et si jo och inhaltlech Indicationen hei dran, déi net nëmmen eleng eppes ze dinn hu mat enger formeller Ëmsetzung vum Gesetz, mä déi och mam Inhalt vun deenen Exekutivmoosnamen ze dinn hunn, wéi zum Beispill wat d'Zesummesetzung vum Conseil scientifique ugeet. Wat eng vun deene Saache war, déi ech och ervirgehuewen hunn, dass et net därer esou sinn, dass erëm eng Kéier déi Leit vun d'ëmsatzevirrichtung op der Uni Lëtzebuerg do exklusiv dra vertruede sinn. An dat sinn awer déi, déi herno unerkennen, wat se wëllen als Ausbildung an esou weider akzeptéieren a wat net.

Mir fäerten dofir, dass et vill ze vill eng eesäiteg Orientierung gëtt, wann net dee Wonsch hei, fir och dat pluralistesches zesummen ze setzen, géif erfëllt ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. D'Madame Gesondheetsministesch, mengen ech, huet Stellung uegelléiert. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

(Interruption)

Den Här Schank huet Jo gestëmmt.

60 Bedeelegungen: 28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass d'Motioun net uegelléiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, do geet et em eng ganz Rei vu Kooperatiounsaccorden tëschent der Europäescher Gemeinschaft, dem Kambodscha, dem Vietnam, der Mongolei an dem Irak. Et wäert eng Presentatioun vun zwee Rapporteur kommen, deen ee fir déi dräi éischt, an dann deen zweete Rapporteur fir dee leschte Projet. An et wäert och eng gemeinsam Diskussioun ginn.

D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel. An d'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. 6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur les projets de loi n°6726, n°6727 et n°6728

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi gesot, bei dësen dräi Gesetzesprojeten, déi ech virstellen, geet et em d'Approbatoun vun engem globalen Accord de partenariat et de coopération tëschent der Europäescher Union an hire Memberstate mat dräi anere Länner: fir de Projet 6726 mat de Philippinen, fir de Projet 6727 mam Vietnam a fir de Projet 6728 mat der Mongolei. Dës Accords de partenariat et de coopération sinn am Fong déi vertraglech Basis tëschent der EU, hire Memberstate, fir d'Kooperatioun mat Drëttstaten.

Wat den Accord mat de Philippinen ugeet, hunn d'Verhandlungen vu Juni 2008 bis Juni 2010 gedauert a se goufen 2012 am Kader vun enger ministerieller ASEAN-Reunioun ënnerschriwwen. Dës Accord schreift sech an, wéi gesot, an e breede Verhandlungsprozess vun den APCen. Am Moment ginn där mat méi Länner a Südostasien verhandelt am Kader vun der ASEAN.

Och dës Accorden hunn d'Vokatioun, fir déi aktuell bilateral Relationen tëschent der EU an den ASEAN-Länner ze stäerken. An dës Accords de partenariat et de coopération sinn och eng Viraussetzung, fir spéiderhi mat ASEAN-Länner Fräihandelsverträgen ofzeschliessen.

Dës APC mat de Philippinen ass deen éischte bilaterale Accord tëschent der EU an de Philippinen. D'Philippine si Member vum G-24. Se ware Membre fondateur vun der UNO. Si hunn och 2011 de Statut de Rome vun der Cour pénale internationale ratifizéiert, wat en Zeechen ass, dass si sech och am Dossier Rechtsstaatlechkeet engagéiere wëllen.

D'Philippinen hunn eng enorm Croissance économique erlieft. Si hunn eng Croissance vu 6,5% am Joer 2013 gehat. Si sinn de fënneften Handelspartner fir Import an Export vun der EU. An d'EU ass iwwerengs an den héchsten auslänneschen Investisseur op de Philippinen. An d'Philippine sinn hirersäits den 49. Handelspartner vun der EU.

Bei den zéng ASEAN-Länner sinn d'Philippinen de sechsten Handelspartner vu Lëtzebuerg an d'Valeur vun den Échangé beleeft sech op 9,32 Milliounen Euro. D'Échangé vu Services tëschent Lëtzebuerg an de Philippinen hunn eng spektakulär Croissance kennt: Déi si vun 2002 vun 2,46 Milliounen op 59 Milliounen am Joer 2011 eropgaangen!

D'Relationen tëschent de Philippinen a Lëtzebuerg sinn exzellent, haaptsächlech och eng ganz gutt politesch Kooperatioun um Niveau vun der UNO. D'Philippinen hunn déi lescht Joren e puer Naturkatastrophe kennt, leider. Do huet Lëtzebuerg och eng Aide humanitaire bruecht, déi cumuléiert sech op méi wéi 2,8 Milliounen Euro.

Wat elo de Projet de loi, den APC mam Vietnam ubelaangt, do sinn d'Verhandlungen 2011 ofgeschloss ginn. De Vietnam, dat wësse mer alleguerten, huet an deene leschte Jorzéngten en enormen Effort gemaach, fir sech opzemaachen, politesch a wirtschaftlech. An en huet och eng enorm dynamesch an durabel Croissance, e PIB vu 7,3% en moyenne tëschent 1990 an 2010. Dat huet och dozou bäigedroen, dass et zu enger enormer Reduktioun vum Taux de pauvreté an deem Land komm ass.

Am Joer 2013 war d'EU den zweeten Handelspartner vum Vietnam an deen éischte fir Exporter aus dem Vietnam. De Vietnam ënnerhält natierlech och politesch an ekonomesch Relationen mat Lëtzebuerg. Vun den zéng ASEAN-Statene ass de Vietnam de véierten Handelspartner vun onsem Land. D'Valeur vun den Échangé 2013 war 12 Milliounen Euro: 7 Milliounen fir Importer aus dem Vietnam a 5 Milliounen fir Exporter an de Vietnam. D'Échangé vu Services mam Vietnam allerdéngs hunn eng enorm Croissance kennt: 2 Milliounen 2003 an 92 Milliounen 2013! D'Balance dovunner ass da largement excédentaire fir Lëtzebuerg: 77 Milliounen am Joer 2013.

Erlaabt mer an deem Zesammenhang och drun ze erënneren, dass de Vietnam jo e Partnerland ass vun der Lëtzeburger Kooperatioun. Mir hunn dee leschte PIC mat dem Vietnam ënnerschriwwen 2011. Dee leeft elo am Joer 2015 aus. A mir sinn, wéi gesot, do an enger Strategie de sortie mam Vietnam. A mir wëllen doduerch weiderhi Relationen mat deem Land halen, ekonomesch Relationen.

Zum Ofschluss wollt ech och nach drun erënneren, dass, wéi gesot, d'EU amgaangen ass, och mam Vietnam ze diskutéieren iwwer en Accord de libre-échange.

Wat elo de Projet 6728 ugeet, dat ass den APC tëschent der Europäescher Union an der Mongolei, do ersetzt dës Accord en alen Accord vun 1993, den Accord de coopération commerciale et économique. Dat hei ass en APC, dat ass also e moderniséierte Kader vun de Relationen tëschent der Union an der Mongolei.

A genau wéi all déi aner Accorden, déi ech virdrun opgezielt hunn, beinhalt dës Accord och eng Rei vu gemeinsame Prinzipien an och vu gedeeltene Valeuren, déi mer mat der Mongolei an och mat deenen anere Länner, iwwert déi ech virdu geschwat hunn, hunn.

Dës Accord mat der Mongolei, genau wéi déi aner, ass e méi déift politesch an ekonomesch Engagement tëschent der Europäescher Union an der Mongolei an, wéi gesot,

deenen anere Länner. Och dës Accord, do ginn ech e bësse méi an den Inhalt vun deenen Accorden an, beinhalt, genau wéi déi aner, déi nämlech politesch Standardklauselen iwwert d'Mënscherechter, d'Massevernichtungswaffen, d'Cour pénale internationale.

Dës Accord setzt sech och an - an dat ass och ëmmer ganz wichteg, dorobber pocht d'Europäesch Union jo ëmmer - fir eng méi regional an international Kooperatioun. Dës Accord, genau wéi déi aner, ass och d'Basis, fir iwwer méi sensibil Sujeten ze diskutéieren, wéi de Blanchiment de capitaux, den Drogenhandel, d'organiséiert Kriminalitéit an d'Korruptioun. An natierlech och d'Obligatioun, fir zesummeneschaffen an der Lutte géint den Terrorismus.

D'Mongolei, dat wësst Der, ass e grouss Land, tëschent zwee nach méi grouss Länner agekesselt, China a Russland. An dofir nenne si d'Europäesch Union hiren drëten Noper an och e wichtige Handelspartner. D'Handelséchangé tëschent der Mongolei a Lëtzebuerg, déi sinn nach ganz weineg entwéckelt, mä déi hunn awer en enormt Potenzial. An och den Échange vu Services ass amgaangen ze demarrieren tëschent der Mongolei a Lëtzebuerg.

D'Mongolei ass fir Lëtzebuerg kee Partenaire privilégié, wat d'Entwicklungsolitik ubelaangt, mä et ass awer trotzdeem e Partner vun eis. Zum Beispill am Joer 2013 sinn 2,3 Milliounen vun der Aide publique au développement vu Lëtzebuerg an d'Mongolei gefloss.

D'APCen erlaben also e méi effikassen Engagement vun der EU an hire Memberstate vis-à-vis vun dësen Drëttstaten, wat d'Entwécklung, wat den Handel a wat d'Investissementer ugeet. Um institutionelle Plang gesinn dës Accorden och e Comité mixte vir, wou Représentanté vun deenen zwou Parteie sinn, an déi kucken, dass déi Accorden dann och gutt ëmgesat ginn. Déi Accorde si fir eng Period vu fënnf Joer ofgeschloss. Se ginn automatesch prorogéiert, all Kéiers ee Joer.

Ech wollt just drun erënneren, dass mer zweemol an der Kommissioun, de 5. Januar an den 28. Januar... an den 28. Abrëll hu mer an der Kommissioun iwwert dës Projete geschwat. Mir haten eng Unanimitéit. Meng schréfflech Rapporté sinn uegelléiert ginn, gradesou wéi de schréffleche Rapport vum nächste Riedner, dem Gusty Graas, deen den APC iwwert den Irak wäert virstellen.

Déi Accorde sinn also unanime uegelléiert ginn an der Kommissioun. Ech soen dofir och schon dem Gusty Graas Merci. An och deen Accord wäert d'LSAP matstëmmen. An ech ginn och elo den Accord vun der LSAP fir déi dräi Accorden, déi ech elo virgestallt hunn.

Ech soen all de Membere vun der aussepolitische Kommissioun, als President vun där Kommissioun, villmoos Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer an dësen Dossier hunn. An och Merci fir d'Disponibilitéit vun de Verrieder vum Ministère, mat deene mer ëmmer eng flott Diskussioun hunn, wann déi Projeten hei presentéiert ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Rapporteur. An deen nächste Rapporteur ass schon ënnerwee fir de Projet de loi 6729. Den Här Graas huet d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi n°6729

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am März 2006 krut d'Europäesch Kommissioun d'Mandat, fir en neie Partenerschafts- a Kooperationsaccord mat der Republik vun Irak auszehandelen. Am November vum selwechte Joer hunn déi Verhandlungen uegelaangen a konnten no der néngter Reunioun am November 2009 ofgeschloss ginn.

Dës Accord gëtt u sech e juristesche Kader hier, fir Gespreecher op allerhéchstem politeschem Niveau ze féieren. Den Accord schreift sech awer och an d'Kontinuitéit vun den EU-Efforten an, fir den Irak no 2003 erëm opzebauen. 2003, dorunner kënnt Dir lech bestëmmt jo nach erënneren, wéi de Regime vum Saddam Hussein, virun allem vun enger amerikanescher an englescher Offensiv, eliminéiert gouf.

Iwwer eng Milliard Euro goufen an der Tëschenzäit an d'Rekonstruktioun vun deem Land investéiert. Dës Hëllef baséiert virun allem op den Objektiv vum Millénaire vun der Ent-

wécklung bei der UNO. D'EU ass den éischten Handelspartner vum Irak, mat engem Gesamt-échange vu 16,05 Milliarden am Joer 2013, dat virun den USA, virun Indien an och viru China.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi hei gouf den 21. Oktober 2014 vum Här Ausseminister déposéiert. De 5. Januar 2015 war ech zum Rapporteur genannt ginn. D'Chambre de Commerce hat hiren Avis den 8. Dezember 2014 virgeluecht. Si begréisst diesen Accord, well virun allem awer och déi politesch an ekonomesch Relatioun mam Irak heideruerch nach kënnen verbessert ginn.

De Conseil d'État, deen hat säin Avis de 6. Februar 2015 ënnerbreet an deen hat och näischt un deem Projet de loi hei auszusetzen.

Ech wëll da kuerz op den Inhalt vun dësem Accord agoen, deen 124 Artikelen huet an a fënnef Haaptdeeler opgedeelt ass.

Am éischten Deel geet et ëm d'Aussepolitik an d'Sécherheet. Gemeinsam solle Moossname géint den Terrorismus an d'Verbredde vu Waffe geholl ginn. Dernieft gesäit deen Accord awer och hei vir, fir dem Irak spéider de Statut vu Roum vun Internationale Stroffericht ze ginn.

Am zweeten Deel ginn dann den Handel an d'Investissementer geregelt. Eng progressiv Liberaliséierung vum Commerce an de Schutz vun de Propriétéitsrechter stinn hei am Vierdergrond. Och wann den Irak nach net Member vun der Welthandelsorganisatioun ass, referéiert sech den APC awer hei op d'Regle vum der OMC an och op déi vum GATT aus dem Joer 1994. Et ass och eng Iwwergangsperiod am Beräich vun dem Opmaache vun de Marchés publics hei virgesinn.

Den drëtten Deel behandelt dann d'Kooperatioun. Et geet hei méi spezifesch ëm d'Éducation, d'Jugend, d'Aarbecht, d'Zivillgesellschaft an d'Mënscherechter. Dernieft gëtt awer och den Akzent op déi ekonomesch Zesummenaarbecht geluecht, besonnesch um Niveau vun de PMEen, awer och an de Beräicher vun der Landwirtschaft, vum Transport, der ländlecher Entwécklung, den Telekommunikatiounen, de Finanzen an dem Tourismus. Déi zwee Partner engagéiere sech dann awer och, um Niveau vun der Fiskalitéit méi enk ze kooperéieren.

Ech wëll dann awer och op den Artikel 93 hiweisen. Do geet et méi spezifesch ëm den Ëmweltschutz. An an deem Sënn ass och de Gescht vun der nohalteger Entwécklung an deen Artikel agefloss an d'Europäesch Unioin verflücht sech och do, technesch Kompetenzen dem Irak ze ginn.

D'Justiz, d'Fräiheet an d'Sécherheet sinn dann d'Themen am véierten Deel. D'Migratiouns- an d'Asylpolitik wéi och d'Lutte géint den Terrorismus an d'Droge sinn do d'Haaptsubjeten. Den Artikel 104, deen och eng gewëssen interessant Ausso huet, dee regelt de Schutz vun de Privatdonnéeën. An net onwesentlech ass awer och den Artikel 109, wou bilaterale Austausch um Niveau vun der Kultur virgesi sinn.

Zum Schluss dann nach e kuerzt Wuert iwwert de fënneften Deel, wou et méi ëm generell an institutionell Dispositiounen geet. Virgesinn ass d'Schafe vun engem Conseil de coopération, deen d'Asetze vun dësem Accord iwwerwaache soll. Dee muss och op d'mannst eemol d'Joer zesummekommen. An da gesi sech awer och d'Membere vum irakesche Parlament a Membere vum Europaparlament am Kader vun enger parlamentarescher Kooperatiounskommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, diesen Accord huet eng Lafdauer vun zéng Joer, an e gëtt dann automatesch ëmmer fir ee Joer verlängert, et sief, datt eng vun deenen zwou Parteien sechs Méint virum Oflaf géif opkënnen. Wann en net respektéiert gëtt, an dat virun allem um Niveau vun de Mënscherechter, da kann deen Accord och hei suspendéiert ginn.

Ech wëll am Numm vun der Demokratescher Partei hei den Accord ginn, bidden lech och, dësem Accord zouzestëmme, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Merci fir d'Alleréischten deenen zwee Rapporteur, déi eis op hir gewinnten detailléiert a ganz komplett Aart a Weis déi Accord geschildert hunn, soudatt eigentlech net méi vill derbäizefügen

ass. Ech géif och direkt soen, datt meng Fraktioun bien entendu den Accord zu deene véier Accordé gëtt.

Ech wëll awer vläicht zwou Observatiounen maachen: eng éischt, wat déi Accorden ubelaangt am asiatesche Raum. De Rapporteur huet et schonn ënnerstrach: Déi Accordé sinn u sech de Préalabel fir dee ganz groussen Accord de libre-échange mat den ASEAN-Länner. An dofir si se e wichtege Schrëtt.

Et ass elo e bëssleche schued, datt den Ausseminister net hei ass. Ech wär nämlech net onfrou gewiescht, e puer Informatiounen ze kréien, wou mer mat deem Accord de libre-échange mat den ASEAN-Länner dru sinn. Et gëtt am Moment ganz vill vun TTIP a vun TiSA geschwat. Dat hei ass och en extrem wichtege Accord de libre-échange. An ech wär, wéi gesot, frou, vläicht an enger nächster Sitzung, wann den Ausseminister eis do kéint nach eng Rei vun Explikatiounen ginn.

Dann eng zweet Remarque, déi den Accordcadre mam Irak betrëfft. De Rapporteur huet dat och ënnerstrach. Do ass u sech eng ganz flott Saach mat dran, an zwar gëtt et do e Comité de coopération tëschent dem Europaparlament an dem irakesche Parlament. Ech géif et just wichtege fannen, wann och déi national Parlamenter do trotzdeem vertrauede wieren, well all déi Accorden, diesen Accord och, musse jo vun den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn. An dofir géif et och Sënn maachen, datt een och Vertrieeder vun den nationale Parlamenter do derbäi hätt.

Dat gesot, gi mir, wéi gesot, eisen Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Dann hunn ech den Accord kritt vun deenen zwee Rapporteur. Dann den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Angel Merci ze soe fir déi dräi Rapporten. Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun fir déi Accordé souwuel mat de Philippinen, dem Vietnam an der Mongolei. Och e Merci un den honorebelen Här Graas fir säi Rapport, an ech bréngen him och den Accord vun eiser Fraktioun fir dee Projet mat dem Irak.

Ech moosse mer net un, fir den Här Ausseminister hei ze schwätzen. Mä ech mengen, op déi Fro, déi den Här Mosar gestallt huet, fir iwwert d'Fortschrëtt an den ASEAN-Verhandlungen ze schwätzen, wäerte mer och an enger Kommissioun kënnen zréckgräifen, well do mécht den Här Ausseminister sech jo wirklich net rar. Do hu mer oft Geleeënheet, fir mat him ze diskutéieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Et ass och vun eiser Säit aus en hærzelech Merci un d'Rapporteur, déi awer eng ganz voluminéis an och eng komplizéiert Matière hei konnte ganz gutt resuméieren.

Mir wollt just als ADR e Kommentar maachen. Mir stëmme déi Gesetzer mat, selbstverständlech, well se jo deene concernéierte Länner och Avantagé bréngen. An et ass sécher, datt mir dat dann och ënnerstëtzen. Mä et ass vläicht och, wa mer esou Accorden ënnerschreien oder ratifizéieren, wéi mer et haut hei maachen, awer interessant, iwwert de Contenu vläicht deen een oder anere Gedanken ze verléieren.

Well mir hu jo eng grouss Debatt hei am Abléck iwwert den TTIP an iwwer aner Accorden, mat Kanada an esou weider an esou virun, an dann ass et interessant, fir ze kucken, wéi mir als Europäesch Unioin eis Partner behandelen. Wa mer hei en Handelssoffkommis maachen oder och en Accord de libre-échange - dat ass elo hei nach net de Fall -, mä: Wéi gi mir mat eise Partner ëm?

A wann een dann déi Texter hei liest, da gesäit een awer, datt ech net ganz vill muss iwwerdreien, fir ze soen, datt awer eng gewësse kolonialistesche Attitüd do derhantertsteet. Do si säiteweis Artikelen dran, wou mir gesellschaftspolitesch Iwwerzeugungen, déi eis hei an Europa am Abléck wichtege sinn oder weinstens engem groussen Deel vun der Politik wichtege sinn, déi mer awer dann an déi Traitéeën iwwerhuelen an a Kulturen iwwerdroen, déi vläicht ganz aner Opfaassungen hunn.

Et ass och heiansdo irritant, fir verschidde Saachen ze liesen. Et irritéiert, wann ee liest an engem Traité mat de Philippinen, datt déi mussen do d'Biocarburante promouvéieren - zum Beispill eppes, wat ethesch méi wéi diskutabel ass.

Et kann irritéieren, wann ee fir den Irak, engem Land, wat an engem Iwwerliewenskampf ass am Abléck, dat kämpft géint den Islamesche Stat an aner Erscheinungen, déi dee Stat a senger Grondsubstanz iwwerhaapt a Fro stellen, wann een dann déi Artikele liest iwwer zum Beispill d'Massevernichtungswaffen, wou mer wëssen, datt dee Krich, den zweeten Irakkrich, gefouert ginn ass ënner deem falsche Virwand vun de Massevernichtungswaffen, déi deemools net do waren, an datt dat Land haut natierlech och déi Capacitéit net huet.

Ech wëll dat net a Fro stellen, mä déi Manéier, wéi dat dann an deem Traité do festgehalten ass, datt ass einfach eng Schabloun, déi applizéiert gëtt an all Traité. An et kann ee sech awer froen, ob dat déi richteg Approche ass, fir mat Länner ëmzuegoen, well iwwerhaapt net op hir spezifesch Situatioun vun deem Abléck agaange gëtt.

An dann, et kann ee verstoen, datt déi Saachen drakommen. Et ass einfach dat, wat am Europaparlament gefrot gëtt vun deene Fraktiounen, fir dat do ze ratifizéieren. Mä ëmmer erëm, d'Iwwerleueung, déi ech hei wëllt maachen, ass just, fir emol an de Raum ze stellen, wéi mir mat deenen aneren ëmginn, an engem Kontext, wou mir déi Négociatiounen vun TTIP an esou weider awer hannerfroen.

Dann och deen Accord mam Irak: Et ass bäi Wäitem deen däcksten Accord, well natierlech do mat de Buedemschätz..., also mat der Mongolei och, mä am Irak ass mam Uelech natierlech am Abléck am meeschten ze huelen, do gëtt et relativ vill Dispositiounen iwwer Arbitrage. Bon, elo kann een natierlech soen: Esou wéi den Accord formuléiert ass, ass dat en Arbitrage tëschent Staten. Obschonn ech och net ganz sécher sinn, datt et sech nëmmen op Staten applizéiert. Bei de Redaktiounen vun den Artikelen 57 an 62 besonnesch kann ee sech d'Fro stellen.

Mä och do muss een dann alt erëm eng Kéier froen, an engem nächste Stadium, wann deen Accord de libre-échange da kënt: Wéi ass et da mam Investitiounsschutz a Länner wéi dem Irak oder der Mongolei, wou grouss Buedemschätz ze huele sinn?

Ech si gär d'accord, fir ze soen, datt mir fir d'Mongolei en drëtten Noper sinn, mä en drëtten Noper soll sech och behuelen. An en drëtten Noper muss och déi verschidden Interesse vun deene Länner respektéieren, mat deene mer Handelsbeziéungen hunn.

Mat Vietnam, wann een deen Accord liest, ass et nach méi surrealistesch, datt mir nach ëmmer Entwécklungshëllef leeschten a Vietnam. Mir dépasséieren hei am Stadium vun den Europa-Vietnam-Beziéungen scho laang de Stadium vun der Entwécklungshëllef, déi mir awer nach ëmmer do leeschten. Natierlech gëtt et do en Opt-out-Zenario, dee mer säit Joren dann diskutéieren, mä dee mer nach net duerchgezunn hunn. An ech mengen, mir si jo och eent vun deene leschte Länner, wann net iwwerhaapt dat lescht, wat iwwerhaapt nach Entwécklungshëllef a Vietnam leescht. An et gëtt héich Zäit, datt mer eis do zréckzéien, well mer op engem ganz aneren Niveau vu Beziéungen schonn ukomm sinn.

Also, all déi Accorden, wéi gesot, mir droe se als ADR mat. Mä déi Approche muss mer awer am A behalen, wéi mir mat anere Länner ëmginn. A mir mussen och, wa mer déi Accorden hei ëmsetzen, wéi mer et haut hei maachen, an a Lëtzebuerger Recht iwwerféieren, da solle mer eis awer och froen: Kënnen mir eis als Land dann astellen op déi nei Méiglechkeeten, déi eis déi Accordé ginn?

Deen normale Reflex wier jo och, datt mer dann - ech huelen un, et gëtt gemaach, ech sinn awer nach laang net sécher, datt et gemaach gëtt -, datt mer eis mat eisen Acteurs économiques, mat der Chambre de Commerce a mat aneren zesummesetzen an dann och diskutéieren, wéi eng Opportunitéiten déi Accorden eis ginn, ob mer administrativ opgestallt sinn, fir déi Accorden och zum Benefiss vun eisen diverse Wirtschaftssecteuren ëmzesetzen. Ech mengen, dat wier déi Approche, wa mer dat hei maachen, ass et en Exercice, deen derwäert ass, fir ze kucken, datt mer en och fir eis Economie natierlech rentabel maachen.

Awer den Appell, dee mir haut maachen, ass, datt mer eben e Respekt géint iwwer deene Länner erëm léieren, deen hei an diesen Accorden net ëmmer an d'A spréngt.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir hunn et hei mat véier verschiddenen Accorden ze dinn, vun deenen der dräi

ganz ähnlech sinn, mat de Philippinen, der Mongolei a Vietnam, an engem, dee vun enger, muss een awer soen, besonnesch geopolitescher Brisanz ass, nämlech dee mam Irak.

Gemeinsam hu se awer alle véier, datt se déi dominéierend neoliberal Logik an den internationalen Handelsbeziéungen weider ausbauen an deelweis souguer op d'Spëtzt dreie wëllen. Déi dräi asiatesch Länner hunn, am Moment, verschidden Degrée vun Integratioun an Interessen um Weltmarkt. D'Philippine si Member vun der Welthandelsorganisatioun an hunn och de GATT-Accord ënnerschriwwen. De Vietnam ass eréischt kierzlech der OMC bäigetritt, an d'Mongolei huet weder de GATT ënnerschriwwen nach ass se Member vun der OMC.

Dat ausgeschwat Zil vun der Europäescher Kommissioun ass et, mat de Länner vun südestasiatesche Raum e wäitreichend Fräihandelssoffkommis, an dat gouf schonn och hei gesot, zu Recht, vergläichbar mam TTIP mat den USA, oder mat CETA, deem Accord mat Kanada, ofzeschließen.

Déi Accorden, déi mer elo hei an der Chamber virleien hunn, sinn éischer Virleiefer a Virbedéngung vum Aushandele vun engem gréisseren Fräihandelssoffkommis. Och wann déi heiten Accorden nach ganz wéineg contraignant sinn, esou weise se schonns, a wéi eng falsch Richtung et goe soll. Dee wichtigsten a gréissten Deel vun den APCen hei betrëfft déi kommerziell Zesummenaarbecht a liest sech wéi eng Aart Abécédaire vum Wirtschaftsliberalismus.

D'Kapitalfléss solle vereinfacht ginn an Investitionsbarriären, esou wéi se genannt ginn - et kéint een och Protektiounen soen -, sollen iwwerwonnen ginn. D'Konditiounen, fir Zougang zu deene Marchéen ze kréien, sollen erofgesat ginn, an déi sougenannten „barrières non tarifaires“, dat heescht bestehend Reguléierungen, sollen, wa méiglech, am beschte ganz verschwannen.

Da gëtt och nach vum Klima geschwat, vun engem attraktive Klima fir Investissementer, dat soll geschafe ginn, an d'Konkurrenz als dominéierende ekonomesch Prinzip soll ausgebaut ginn, an dat och, a besonnesch, am Secteur vun den erneierbaren Energien.

Hei sollen also déiselwech ekonomesch Prinzipien - Dereguléierung a Liberaliséierung -, déi zënter 30 Joer iwwerall an der Welt zu Krisen a Verwerfungen féieren, d'Richtung vun eisen Handelsbeziéungen mat deene Länner uweisen. Et sinn Accorden, déi net an éischer Linn den Interesse vun de Leit dengen, mä deene vun de multinationalen Entrepreneuren, déi Weeër sichen, Benefisser ze maachen.

Et deet mer leed, datt mir eis hei ëmmer erëm répétéieren, mä et gëtt eng Logik. An déi Logik gëtt ëmmer erëm weider applizéiert, och wann ee mierkt, datt et näischt bréngt. Errare humanum est, perseverare diabolicum.

Dee richtegen décken Hummer ass awer den Accord mam Irak! D'Richtung ass déiselwech wéi bei deenen aneren Accorden, mä et geet nach vill méi wäit. Den Irak ass an enger Situatioun, wou dat Land zënter '91 ënner massiven ekonomeschen a soziale Schweregkeete leit. Net nëmme gouf d'Populatioun vun enger Diktatur ënnerdréckt, mä si huet och gelidden ënner Sanktiounen, déi an éischer Linn d'Zivillpopulatioun getraff hunn.

Dunn, mam illegalen a vëlkerrechtswiddrigen zweete Golfkrich, wou zwar de Saddam Hussein „liquidéiert“ gouf - wéi den Här Graas gesot huet, mä d'Land gouf mat liquidéiert, dat d'äerf een och ni vergiessen -, bei deem och eng Retsch Länner aus der EU drun deelgeholl hunn, huet dat Land wuel déi schlëmmste Phas vun Zerstéierung vun öffentleche Strukturen an Infrastrukture materiel.

An da kann een drun erënneren, déi kanadesch Publizistin Naomi Klein beschreift an hirem Buch „Shock and awe“ (veuille lire: „The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism“), also d'Schockstrategie, wéi déi ganz irakesch Economie an enger Päerdskur privatiséiert ginn ass, wéi de Chômage, d'Aarmut an d'Verzweiflung omnipräsent gi sinn, wéi d'öffentlech Lieue komplett zesummegebrach ass, als Resultat dovunner, datt amerikanesch Firmen sech alles ënner den Nol gerappt hunn, d'Land ausbludde gelooss hunn an dunn, wéi näischt méi ze verdénge war, erëm ofgezu sinn.

Zréckbliwwen ass e Land, dat mer haut kennen, an deem et Biergerkrich oder souguer éischer Krich gëtt an dat iwwerhaapt ëm seng territorial Integritéit kämpft.

Duerch déi neoliberal Schockstrategie ab 2002 vu kompletter Privatiséierung a Liberaliséierung ass ee vun deene gréisste Berceaux vun ISIS, vum internationalen Terrorismus entstanen, an e Land, dat kaum nach an der Lag ass, déi elementarsten Daseinsfürsorge fir seng Popula-



tion ze garantéieren, e Land, aus deem eleng dëst Joer schonns 1,6 Milliounen Leit geflücht sinn.

Deen Accord, dee mer elo hei virleien hunn, huet, am Géigesaz zu deenen dräi aneren, een-deiteg contraignant Dealer. Obwuel den Irak net Member vun der Welthandelsorganisatioun ass, sollen déiselwecht zwéngend Prinzipie fir hie gellen. Dësen Accord gesäit vir, datt den Irak an där Situatioun, wou en ass, säi Maart progressiv fir Servicer opmaache soll, dat heescht, datt europäesch Firmen am Irak gläichbehandelt musse gi wéi irakescher.

D'Marchés publics gi liberaliséiert. Dat heescht, wann eng éffentlech Instanz vum Irak eng Ausschreibung mécht, zum Beispill, fir eng Waasserleitung ze leeën, dann dierfen irakesch Firmen net bevorzugt ginn, ausser si wieren net méi wéi 5% respektiv 10% méi deier - eng Regelung, déi awer soll séier ofgeschafft ginn. Zu deene Beräicher gehéieren ausdrécklech d'Waasserversuergung, d'Elektresch, d'Eisebunn, d'Telekommunikatiounen an d'Mülloffuhr. Dat sinn heiansdo och Saachen, déi mir selwer net géifen akzeptéieren - wéll ech drun erënneren -, an zu Recht.

An anere Wieder: E Land, nodeems et futtige-bommt gouf, deem seng Ekonomie komplett um Buedem läit, well alles liberaliséiert a privatiséiert ginn ass, an elo näischt méi funktionéiert, dat Land kritt heimadder all Méiglechkeet geholl, eng eegen Ekonomie opzebaue respektiv se virun de Multien ze schützen!

Am Accord steet dann och nach, datt all Joer soll evaluéiert ginn, ob een déi Beräicher vun de Marchés publics nach ausweide soll. An dann, déi ominéis Schiedsgeriichter, déi iwwer Litigé befanne sollen a géint déi d'Zivillgesellschaft hei an Europa Stueren leeft, zu Recht, ginn op Drock vun der EU an dësen Accord geschriwwen.

Als Alleréisch muss ee soen, datt et kee Gericht ass, et och keng Riichter sinn, mä et sinn Arbitere, wéi beim Fussball, Privatspezialisten am Handelsrecht, deenen hir Décisiounen och nach bei enger anerer Instanz net uefchtbar sinn, aneschtens hei beim Fussball, esou wéi dat an engem Rechtsstat misst sinn. A si hunn d'Befugnis, immens héich Strofen auszeschwätzen, an ennergriewen domadder d'demokratesch Souveränitéit vu Staten.

Den Här Ausseminister huet an der Debatt iwwer ähnlech Verträge mat Georgien gesot: „Rechtsstaatlechkeet an Demokratie, dat si Valeuren, déi mer wëlle wierklech mat deene Länner deelen.“

Dat ass richtig, Här President. Et baut een awer keng Rechtsstaatlechkeet an och keng Demokratie op, andeems een deene Länner Schiedsgeriichter imposéiert, déi géint all Prinzip vum Rechtsstaatlechkeet an Demokratie verstoussen.

An dann, zum Schluss, nach dat heiten: Am Artikel 99 vun dësem Accord steet dat souguer, datt den Irak weider Efforten a sengem Privatisatiounsprogramm ze maachen hätt. Wat hätte mer nach gären? Wat solle se nach weider privatiséieren? Dat ass och nach d'Fro, déi sech stellt.

Här President, mat dësem Accord maache mer weder onsen Europäer nach de Mënschen am Irak e Gefalen. Mir kopéieren déiselwecht desastreïs Praktike vun den Amerikaner an deene leschten zéng Joer, déi dat Land ausbludde gelooss hunn. Fanatismus, Fundamentalismus a Milliounen vu Flüchtlinge sinn d'Resultat vun där doter Politik. No der amerikanescher Schockstrategie ass deen heiten Accord säin europäesche klunge Brudder.

Den Irak bräicht awer am Géigendeel e grouss ugeluechten Investitiounsplang, fir datt seng eegen Ekonomie erëm kéint op d'Bee kommen, esou wéi mir dat an Europa nom Zweete Weltkrisch haten, wat een och nach zum Deel kéint kriséieren, well dat war och net alles oninteresséiert, mä ëmmerhin huet de Marshallplang explizit verhënnert, datt auslännesch Firme sech beräicheren, an Europa konnt sech erëm opbauen.

Dat heiten ass also, an eisen Aen, genau de Géigendeel dovunner, wat ee misst maachen. Hei solle souguer multinational Firmen nach weider Benefisser aus dem Misär vun dësem Land zéien, e bësse wéi Geieren, déi ronderëm e Kadaver fléien.

Esou eppes kënne mir net ënnerstëtzen. Mir wäerten natierlech dergéint stëmmen, well mir soen, e Vote ass ganz schnell gemaach, mä hei muss ee wierklech oppassen. Dofir: véiermol Neen!

Ech soen lech Merci.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Graas huet sech d'Wuert gefrot.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach just e kuerze prozeduralen Oubli nohuelen. Et war

och vläicht falsch interpretéiert ginn. Ech hat just den Accord virdu ginn zu dem APC mat dem Irak, wollt awer selbstverständlech am Numm vun der DP och den Accord zu deenen dräi aneren Accorden hei bréngen. Net datt den Doute géif opkommen, mir géife vläicht op eemol hei sympathiséiere mat eisem Virriedner. Loin de là!

An dowéinst wollt ech dat awer hei kloerstellen an och gläichzäiteg dem Här Angel nach eng Kéier Merci soe fir seng exzellent Aarbecht, déi en an deenen dräi Rapporten do geleescht huet. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci fir déi Prezisioun. Den Här Angel huet d'Wuert och nach gefrot.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Jo. Ech wollt just op d'Interventioun vum Här Kartheiser agoen, dee gefrot huet, wéi esou Accorden, a mir hate jo schonn ähnlech Accorden, wéi hei d'Chambre de Commerce oder wéi mir déi hei ëmsetzen.

Ech wëll drun erënneren, dass bei all dësen Accorden och en Avis, e positiven Avis vun der Chambre de Commerce do ass, an dass zum Beispill muer an der Chambre de Commerce e Séminaire ass iwwert den Accord commercial - dat hei si jo keng Accords commerciaux -, iwwert den Accord commercial, dee mer d'lescht Joer gestëmmt hunn hei téschent der EU a Peru. Do ass muer zum Beispill ee mat de Lëtzebuerger Wirtschaftsakteuren, wéi mer dat kënne ëmsetzen. Also et gétt ëmmer e Suivi gemaach zu deene Projeten.

Ech wëll och nach soen, dass mer där heiten Accorde jo nach eng Rei wäerten an d'Kommissioun kréien, an dass mer dann - nach eng Kéier, wann dat de Wonsch ass, an ech mengen, dat ass jo de Wonsch hei - nach méi eng verdéiften Diskussioun mam Minister a mat senger Beamte wäerte kréien.

An dat kéint jo elo, wa fir verschidde Länner e Fräihandelsvertrage kënnt, do musse mer effektiv ganz gutt oppassen. Mä déi Négociatiounen sinn eréischt 2012 ugaangen, déi si ganz haart. An natierlech duerch den TTIP, wou ville Leit d'Aen opgemaach gi sinn, wäerten déi Négociatiounen vill méi schwéier ginn. An do wäerte mer dann och vigilant matdiskutéieren als national Parlamentar.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Angel. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Gesondheitsministesch fir den Ausseminister, deen, wéi säin Numm et seet, do-baussen ass, am Ausland.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances (en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Ausseminister huet mech gebieden, e puer Wieder a sengem Numm ze soen. Fir d'Éischt natierlech Merci ze soe fir déi gutt Viraarbecht, déi geleescht ginn ass an deene leschte Wochen, fir dass déi véier Gesetzestexter kënne haut presentéiert ginn. An dann awer och ausdrécklech deenen zwee Rapporturen, dem Marc Angel an dem Gusty Graas Merci ze soe fir hir Viraarbecht an och fir hire gudd Rapport hei.

Et ass scho vun de Rapporturen gesot ginn, mir hunn hei véier verschidde Kaderaccorden haut ze stëmmen. Bei dräi vun hinne gétt et schonn e Kaderaccord, deen am Virfeld, an der Vergaangenheet ofgeschloss gi war: 1980 fir de Vietnam a fir d'Philippinen, an d'Mongolei 1993. Do geet et also drëm, fir elo op där doter Grondlag weider Verbesserungen ze erzielen, virun allem um wirtschaftleche Plang. Dat si méi generell Accorden, wou eng ganz Rei vun Elementer afléissen.

Beim Irak, an dat ass e puermol hei ervirgestrach ginn, komme verstärkt och politesch Considératiounen derbäi. Et geet effektiv ëm eng Villzuel vu Beräicher, vu politesche Froen, wéi de Kampf géint den Terrorismus an d'Féederung vun de Mënscherechter bis hin zum Handel an den Investitiounen, an och Schlüsselberäicher wéi Energie a Servicer.

Fir eis ass den neien Accord e Symbol am Fong vun der Europäescher Unioun, fir dem Irak a grad dëse schwéiere politeschen Zäiten zur Säit ze stoen an hinne och, wéi och ëmmer et méiglech ass, ze hëllef bei hire Beméiungen, fir d'Demokratie an hirem Land weider ze stäerken.

Ech wollt generell betounen, dass et bei kengem vun deenen Accorden ausschliisslech ëm Wirtschafts- an Handelsbeziéunge geet, mä dass Lëtzebuerg bei alle Kaderaccorden a bei alle Kooperatiounsaccorden och ëmmer e ganz grouss Wäert op de Respekt vun de Mënscherechter a vun der Rechtsstaatlechkeet geluecht huet. Dat heescht, mir hunn eis och ëmmer

agesat fir eng nohalteg Entwécklung an deene Länner, mat deene mer Accorde maachen an och fir méi sozial Gerechtegkeet, soudass et wierklech schued wier, déi Diskussioun op wirtschaftspolitesch Considératiounen ze limitéieren.

Dat ass besonnesch wichteg bei deem Kaderaccord mam Irak. Leider ass et jo do esou, dass mer weider all Dag schlecht Nouvellé kréien. An eisen Aen ass et wichteg, dass mer hei eng laangfristeg Partnerschaft kënne agoen, fir wierklech dem Land Ënnerstëtzung ze ginn an och Perspektiven ze ginn, déi et brauch, fir aus der Kris erauszekommen.

Bon, do si mer effektiv nach net esou wäit komm, wéi mer gehofft hunn, well den Iwwergang vum Irak, vun engem krisegeréselte Land zu enger stabiler Demokratie, wäert nach ganz laang daueren. Et ass net ëmmer einfach, fir en demokratesche Prozess ze begleeden. Mä, eiser Meenung no, kënne mir och, genee wéi aner Länner aus der Europäescher Unioun, dozou bäidroen, fir am Dialog hinne ze hëllef a fir och d'Stärkung vun der Zivillgesellschaft virunzedreien.

Et geet dann och drëm, fir sécherstellen, dass den Irak ka staark gemaach ginn, fir och besser sech kënne vum Fléau vum État islamique fräizemaachen, an och de politesche Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech um Opbau vum Land ze bedeelegen. An dass dobäi gehéiert, fir déi wirtschaftlech Infrastrukture vum Land ze stäerken, an och dozou bäizetroen, de Friden ze assuréieren, ass an eisen Aen, zesumme mat der Uechtung vun de Mënscherechter, e ganz grouss Element.

Ech géif dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, lech bidden, fir Ären Aval ze ginn dës véier Kaderaccorden.

Et sinn hei eng Rei vu Froen gestallt ginn, déi ech mer all opgeschriwwen hunn, virun allem d'Fro vum honorabelen Här Mosar, wat de Stand vun de Verhandlungen mat den ASEAN-Länner ubelaangt. Ech ginn dovunner aus, dass den Här Ausseminister do an deenen nächste Kommissiounen wäert drop äntwerten.

An ech géif, fir mäin Deel, Merci soen, dass Der mir erlaabt hutt, am Numm vum Ausseminister hei e puer Wieder zu deenen Accorden ze soen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A mir géifen da successiv zu der Ofstëmmung iwwert déi verschidde Projeten iwwergoen.

Fir d'Éischt de Projet de loi 6726.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6726 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Deputéierten hu sech direkt oder indirekt bedeelegt: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Marc Angel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6727.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6727 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Och do datselwecht Resultat: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Deen nächste Projet 6728.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6728 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass och de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Guy Arendt);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

An dee leschte Projet, de 6729.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6729 et dispense du second vote constitutionnel

Och do fänkt d'Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 58-mol Jo an 2-mol Neen, domat ass och deen dote Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Lau-

rent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gustav Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Guy Arendt);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech wollt lech zum Schluss nach froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzoen, dat ass de Projet de loi 6752, en EU-Reglement iwwert d'lërfschaften an iwwert d'Schafe vun engem europäeschen lërfschaftszertifikat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An den Här Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt, ass schonn op der Riednertribün. Dir hutt d'Wuert.

6. 6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et

b) le Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

► **M. Guy Arendt (DP)**, rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi ass Enn leschtes Joers déposéiert ginn, duerch déi verschidden Etappe gaangen, an den 13. Mee ass de schrëftleche Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn.

Dese Projet de loi setzt d'europäescht Reglement 650/2012 an Applikatioun. Dëst Reglement ass de 4. Juli 2012 vum Europäesche Parlament a vum Conseil votéiert ginn a regelt d'Unerkenne vun Décisiounen an Akten am Kader vu Successiounen an de Memberstate vum der Europäescher Unioun. Groussbritannien, Irland an Dänemark si par contre net un dëst Reglement gebonnen.

Domat schreiwten dës Dispositiounen sech an de Kader vun der Coopération judiciaire an der EU an. D'Zil vun der Schafung vun engem Espace de liberté, de sécurité et de justice an d'Vervollständigung vum Prinzip vun der Reconnaissance mutuelle ginn also elo och op d'lërfschaften ausgeweit. An dat ass och gutt esou!

An de leschte Joren a Jorzéngten haten nämlech ëmmer méi Leit Problemer, hir Rechter am Kader vun enger lërfschaft geltend ze maachen, soubal d'Familljeverhältnissen iwwert déi national Grenzen erausgaange sinn. Et brauch een do nëmmen ze zitieren déi Lëtzeburger a Lëtzeburgerinnen, déi eriwuer an d'Belsch oder an d'Altersheim an d'Belsch gaange sinn oder soss anzwousch, oder elo déi aktuell Lëtzeburger, déi eben an Däitschland eriwuerplënnen, déi sinn alleguerter vun deem heite Reglement definitiv betraff.

D'Reglement proposéiert dofir eng ganz Rei Mesuren, déi et dem legalen lërwe vereinfachen, seng Qualitéit als dësen ze bewäisen a vu senger Rechter Gebrauch ze maachen. E wichtige Schratt ass dobäi och d'Aféiere vun engem Certificat successoral europäen. Wann dese Certifi-

cat un eng Persoun ausgestallt ginn ass, da géllt dëst Dokument an all Memberstat vun der Europäescher Unioun, ausser wéi gesot déi dräi, déi elo net hei mat vun dësem Reglement befaasst sinn.

Allgemeng gëtt et fir den europäesche Bierger an Zukunft méi einfach an onkomplizéiert am Fall vu grenzüberschreitenden lërfschaftsfäll. D'Reglement huet Regeln opgestallt, wat fir e Gesetz fir eng ganz lërfschaft géllt, onofhängeg dovun, a wat fir engem EU-Land sech déi concernéiert Biens meubles a Biens immeubles befannen.

Et ass also an Zukunft just nach een nationaal Gesetz applikabel fir eng lërfschaft. Et handelt sech am Regelfall ëm d'Gesetz aus deem Land, wou dee Verstuerwene seng Résidence habituelle hat. Do ass zum Beispill eng grouss Ännerung am Verglach zu der bestehender Situation, wou op d'Immobilien d'Gesetz vun der Lag vun deenen uwendbar wor. Mä opgrond vum Artikel 22 vum Reglement kann een och zu Liefzäiten d'Gesetz ausdrécklech festhalen, wat ee fir d'Successioun auswielt.

Dës Regeln applizéiere sech op all zivill Aspekter vun enger lërfschaft opgrond vum Doud. Steuerrechtlech Froe sinn explizit net vun dësem Reglement betraff.

Dat betreffend europäescht Reglement ass eigentlech d'application directe fir all Successiounen ab dem 17. August 2015. Mir mussen trotzdeem dese Projet de loi haut stëmmen, well den Artikel 31 vum Reglement eng Mesure de transposition nationale virgesäit. Et geet hei drëms, eng national Autoritéit ze bestëmmen an de Kader ze fixéieren, an deem sech déi Autoritéit bewege soll.

De Projet de loi, iwwert dee mir haut ofstëmmen, proposéiert, d'Notairen als dës Autoritéit zu Lëtzebuerg festzehalen. Trotz e puer klenger Bedenke vum Statsrot zu dësem Choix, deen eigentlech d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines am plaz proposéiert huet, huet d'Commission juridique sech décidéiert, d'Notairen als zoustänneg Autoritéit bäizebehale, dëst aus zwou Ursachen: Éischtens, d'Kommissioun ass der Meenung, dass ee weiderhin eng strikt Trennung tëschent Fonctions juridictionnelles a Fonctions régaliennes bäibehale soll. An zweetens, d'Chambre des Notaires huet sech deenen neien Aufgaben net opposéiert.

Mat dësem Projet de loi setze mir also déi néideg Dispositiounen an nationaal Gesetz ëm a passen d'Gesetz vum 25. September 1905 iwwert d'Transkriptioun vun den Droits réels immobiliers an den Nouveau Code de procédure civile deementspreechend un.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir bleift soss näischt méi iwwreg, wéi lech ze bieden, dese Projet ze stëmmen, zu deem d'DP hiren Accord gëtt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi gudd schrëftlech a mündleche Rapport. Den Här Rapporteur ass schonn op d'Changementer agaangen. Ech wéilt och just eng kéier erwirsträchen, datt mer duerch déi Kreatioun vun deem Certificat successoral europäen am Fong e Passeport europäen schafen, wéi mer deen och an aneren Domänen vum europäesche Recht kennen, wat och am Esprit vun Europa ass.

E gréisserer Changement kënn, an ech géif souguer soen, datt dat e Paradigmewissel ass: Bis haut war ëmmer d'Gesetz applikabel am Kader vun enger Successioun d'Gesetz vun der leschter Residenz vum De cuius. Haut elo mat dësem Reglement kann een d'Gesetz wäien. Et ass d'Gesetz vun deem Stat, wou een d'Nationalitéit huet. Et ka jo emol virkommen, datt ech en cours de route vu mengem Liewen d'Nationalitéit changéieren. Oder wann ech d'uebel Nationalitéit hunn, hunn ech eben de Choix, eent vun deenen zwee Gesetzer ze wäien.

Wéi de Rapporteur gesot huet, muss mer hei eng Mesure d'exécution huelen, déi am Artikel 31 vum Reglement virgesinn ass, well do ass virgesinn, datt eng Institutioun oder eng Autoritéit muss en Acte d'adaptation en matière des droits réels huelen. Wat heescht dat konkret? Ma ech wéll dat mat engem Beispill illustréieren.

Wann zum Beispill an England eng Successioun opgeet an an där Successioun ginn et Immeublen, zum Beispill zu Lëtzebuerg, an den De cuius huet sengem Successeur oder sengem Légataire en Droit réel op dat Immeubel hei zu Lëtzebuerg ginn ënner engleschem Recht, wat mir hei zu Lëtzebuerg net an där Form kennen, da muss dann hei den Notaire, de lëtzebuergeschen Notaire saiséiert ginn, fir e sougenannt

Acte d'adaptation ze redigéieren, an deem en analyséiert, wéi en Droit réel ënner dem lëtzebuergesche Recht esou no wéi méiglech dem Droit réel ënner dem englesche Recht kënn. E muss do och dann den Esprit vum Gesetz vun deem Land respektéieren, an deem d'Successioun opgeet.

A wéi den Här Rapporteur gesot huet, designéiere mir haut duerch dat Gesetz, wat mer hei elo wäerte stëmmen, eben den Notaire, deen derfir zoustänneg ass.

Domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Gloden. Nächste Riedner ass den Här Haagen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Ech mengen, déi juristesche Explikatiounen, déi si ginn. Ech géif dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport a géif den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. D'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Här President. Mir maache genau dat selwecht. Mir soen dem Här Arendt Merci fir säi mündlechen a schrëftleche Rapport a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir seng ganz, ganz flott Explikatiounen an dem Kolleeg Gloden fir säi gudden Exempel. Ech mengen, och d'Leit, déi manner am Droit dra sinn, hunn elo verstanen, wourëm et geet.

Wichtig zréckzebehale ass: Dat heiten ass en EU-Reglement, wat d'application directe ass. Dat heescht, egal ob mer et elo gitt fannen oder schlecht fannen, mir kënnen strictement näischt méi drun änneren! An als ADR muss mer ganz kloer prinzipiell kritiséieren, datt iwwer zivilrechtlech Froe vun deem doten Ausmooss ka légiféiert ginn, ouni datt eis Chamber do agebonnen ass.

Dat Reglement huet ganz positiv Punkten, wéi zum Beispill de Certificat successoral europäen, dee verhënnert, datt een elo muss a ville verschidde Länner e Certificat siche goen. A ganz vill Lëtzeburger waren do scho geplot, well se vun engem geierft hunn, deen a Spuenien zum Beispill en Immeubel hat, an a Spuenien, dat muss ee leider Gottes soen, sinn d'Administratiounen duerch d'Bank esou korrump, datt ganz vill Geld muss bezuelt ginn, fir esou e Certificat ze kréien!

Et huet awer och negativ Punkten, wéi zum Beispill d'Notioun...

(Interruption)

Dach, dat ass esou, ech kann lech ganz... Bei „private message“ kann ech lech ganz konkret Beispiller ginn.

(Brouhaha)

An dësem Reglement huele mer déi Notioun vun „résidence habituelle“ op. Dat ass eng Notioun aus dem Droit anglo-saxon, déi mir net kennen. An do bemängele mer, datt et ëmmer erëm zu enger Verméschung vun zwee Rechtssystemer kënn duerch déi Manie, alles wëllen ze uniformiséieren, wat awer net uniformiséierbar ass, well eben déi Rechtssystemer komplett verschidde Notiounen kennen.

Effektiv ass ee vun deene wichtigste Punkten, datt ech elo ka wäien, wat fir e Gesetz sech op meng Successioun applizéiert, soulaang wéi dat e Gesetz ass vun enger vun deenen Nationalitéiten, déi ech hunn.

Ee Problem, deen een domadder kéint hunn, wou de Reglement awer och drop reagiert huet, ass deen, datt mir zum Beispill zu Lëtzebuerg eng Réserve héréditaire fir d'Kanner kennen, déi awer ganz vill aner Länner net kennen. An et hätt ee sech kënnen virstellen: Wat geschitt, wann e Lëtzeburger, deen och Engländer ass, zum Beispill seet: „Ma dann huelen ech elo dat englescht Recht“, wat keng Réserve héréditaire kennt? An do gëtt et awer den Artikel 35 vum Reglement, dee seet, datt den Ordre public géllt an deem Land, wou e Gericht dermat befaasst ass. Dat heescht, e Lëtzeburger Richter géif soen: „Ma eisen Ordre public verbitt d'Entierung vum Kand.“

Wien ass de For? Dat ass dat Gericht, wat befaasst ass, wat jo nees eppes aneschters ass wéi dat Gesetz, wat applikabel ass op d'Successioun. An do mussen d'Leit gutt oppassen, well de For, dat ass dee vun der Loi choisie. Dat heescht, a mengem Beispill wier dat en englescht Gericht, wann d'Parteien, spréich d'Ierwen, d'accord sinn. Wann een also an esou enger Situatioun

ass, muss ee ganz gutt oppassen, wat fir en Accord datt een do eventuell gëtt, well virun engem englesche Richter kéint ech jo deen Ordre public luxembourgeois zum Beispill net invoquéieren.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo d'Regierung - ech hu keng aner Wuertmeldung -, den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Merci fir d'Éischt der Commission juridique an un der Spëtzt dem Rapporteur fir säi mündlechen an och schrëftleche Rapport. Ech mengen, souwuel vum Här Arendt wéi vum Här Gloden sinn all d'Explikatiounen gi ginn zu engem Text, vun deem ech mengen, dass et déi lescht Amtshandlung war vun der Madame Modert, den 3. Dezember 2013.

Et ass och e ganz gudden Text, deen och noutwendeg ass, och wann en als Reglement ab dem 17. August 2015 souwisou directement applikabel wier. Ech deelen och do net, wat den Här Reding gesot huet, seng Kritik um Reglement. E Reglement ass demokratesch legitiméiert duerch eis europäesche Institutiounen, vun deene Lëtzebuerg och en Deel ass. D'Reglementer sinn nieft den Direktiven absolutt noutwendeg Rechtsinstrumenter, déi et erlaben, d'Europäesche Unioun ze verdeiwen an d'Länner an der Unioun méi no beieeneenzebréngen. Déi a Fro ze stellen, géif méi wéi e Schoss an de Knéi fir d'Europäesche Unioun bedeiten. Dofir mengen ech, da solle mer eis un deem Instrument do net stéieren.

Wann ech scho beim Här Reding sinn: Ech wéll lech och kuerz drop hiweisen, Här Reding, dass déi Notioun vun der „dernière résidence habituelle“ net nëmmen eng ass aus dem angelsächsische Raum. Et ass eng Notion europäenne a si ënnerläit och dofir der Interpretatioun vum Europäesche Gerichtshaff um Kierchbiereg. Do hu mer also, mengen ech, net déi Distanz zu där Notioun, wéi Dir se elo hei virdru beschriwwen hutt.

Zum Choix vun der Kommissioun, bei den Notairen ze bleiwen: Dat ass natierlech e Choix, deen d'Regierung ausdrécklech ënnerstëtzt. Ech mengen, d'Notairen hunn tatsächlech duerch dat, wat se maachen, déi meescht Kenntnis an deser Matière. D'Argumenter vum Statsrot sinn net all falsch, dat ass richtig. Mä ech mengen awer, dass ënner dem Stréch d'Argumenter fir d'Notairen awer dätlich iwwerweien. Dofir sinn ech frou, dass d'Kommissioun bei deem dote Choix bliwwen ass.

Ech wéll just nach ee Wuert soen, Här President, iwwert de méi allgemenge Kontext vum Familjerecht an der Europäescher Unioun. Den Här Rapporteur hat recht, drop hinzewiesen, dass mer hei eis bewegen am gemeinsamen europäesche Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Justiz. D'lërfschaftsrecht ass zu Recht en Deel, deen elo domadder do erageholl gëtt. A mir wäerten och ënner Lëtzeburger Présidence probéieren, am Familjerecht Fortschreitter ze errechen. Och do gëtt et zwee Reglementer, déi scho méi laang an der Diskussioun sinn, wou d'Diskussiounen schwierig sinn, wou ech awer net ouni Optimismus sinn, dass mer eventuell ënner Lëtzeburger Présidence kéinten en Ofschluss op deene kréien.

Dat ass engersäits bei de Régimes matrimoniaux an anersäits bei den Effets patrimoniaux vun de Partenariats enregistrés. Dat si mat verschidde Länner méi schwierig Diskussiounen. Mä an der Zäit, wou Europa zesummewiisst, wou d'Leit hiert Recht op Mobilitéit ëmmer méi notzen, wou och ëmmer méi Familljen an Europa entstinn, déi aus verschidde Länner kommen - Lëtzebuerg kennt dat ganz vill, aner Länner manner, awer Tendenz steigend, och gläichgeschlechtlech Koppelen -, halen ech et fir absolutt noutwendeg, dass mer am Beräich vum Familjerecht wierklech Fortschreitter erzielen.

Et ass och dee Beräich, deen de Leit ganz no ass, wou ee wierklech a sengem perséinlechen Alltags ka gesinn, wat d'Europäesche Unioun, d'europäesche Konstruktivitioun engem bréngt. Dofir mengen ech, ass et grad wichtig am Beräich vun der Justiz, dass mer am Familjerecht weider verdeiwen, weider méi no kommen, och an der géigesäiteger Unerkenne, awer och am Schafe vu gemeinsamen europäesche Rechter mam Instrument vum Reglement, wat ech an deser Matière ausdrécklech fir hëllefriich halen.

An op dee Wee wëlle mer eis och an der Lëtzeburger Présidence, op dee Wee wëlle mer eis weider beginn. Et ass e wichtige Wee fir d'Leit, fir d'Mënschen an der Europäescher Unioun, an all hire Länner, och hei zu Lëtzebuerg ganz



oft iwwregens, souguer méi zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner.

Dofir Merci fir Är Zoustëmmung zu dësem Text.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Justizminister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6752 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6752 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

An d'Ofstëmmung ass eriwwer. Mir maachen déi Korrektiounen, déi noutwendeg sinn.

De Projet ass bei 54 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiuonen uegholl. Mir komplettéieren dat.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6752 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter

(par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Claude Haagen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Bresseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Guy Arendt);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes

Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

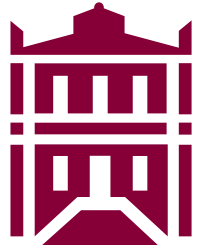
Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech villmools Merci.

Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. Merci.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)



SÉANCE 36

JEUDI, 21 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6709 - Projet de loi modifiant
 - la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
 - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant
 - 1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation;
 - 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- 6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel
 - Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Frank Arndt (dépôt d'une motion), M. Max Hahn (M. Roy Reding pose une question), M. Gérard Anzia, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
 - Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Dan Kersch, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Mëtten. Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dat ass dann notéiert a mir géifen dann direkt zu eise normalen Ordre du jour iwwergoen mat de Projete 6709 a 6710, Projeten, déi den Elektresch-a Gasmaart concernéieren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, zesumme fir déi zwee Projeten. An d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den honorabelen Här Frank Arndt. Den Här Arndt ass schonn do.

2. 6709 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant

1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation; 2) modifi-

cation de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi an der Conférence des Présidents festgehale, wäert ech elo a mengem mëndleche Rapport déi zwee Projet-de-loien zesumme presentéieren.

Déi zwee Gesetzer betreffen eisen Energiesektor. Deen éischte Projet de loi mat der Nummer 6709 betrëfft d'Organisatioun vun eiselem Elektrizitéitsmarché an deen zweete mat der Nummer 6710 betrëfft eise Marché vum natierleche Gas. Déi zwee Gesetzesprojete goufe vum Ekonomieministère den 30. Juli 2014 an der Chamber déposéiert. De Projet de loi betrëfft d'Organisatioun vun eiselem Elektrizitéitsmarché ännert och d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Organisatioun vum Institut luxembourgeois de régulation.

Ze bemierken ass, dat déi zwee Gesetzer keng finanziell Auswierkung op de Statsbudget hunn. D'Ekonomieskommissioun huet déi zwee

Gesetzesprojeten an de jeeweilige Versammlungen zesumme verschafft. Déi éischt Sëtzung war de 4. Dezember 2014, wou mäi Parteikolleeg Claude Haagen als Rapporteur genannt gi war, eng Woch drop hunn ech déi Mëssioun iwwerholl.

► **Une voix.** - Esou schnell geet et!

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Vun deenen eenzelne Berufschambere si ganz vill liddie virgeschloe ginn, déi deelweis net all op d'ärselwechter Wellelängt louchen. An eise Sëtzunge goufen d'Meenungen an d'iddie vun de jeeweilige Berufschambere analyséiert a verschafft.

De Statsrot huet de Gesetzesprojet den 11. November 2014 fir d'Éischt aviséiert. Zweemol goufen Amendementer gemaach, soudatt déi lescht Oppositions formelles mam Avis vum 3. Abrëll konnten erausgeholl ginn.

Mëttlerweil ass et wierklech dréngend ginn, dat mir dese Projet vum Gesetz hei an der Chamber stëmmen, well mer schonn den Délai de transposition iwwerschritt hunn an eng Procédure de mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun ageleet kritt hunn.

Dës Texter komplettéieren déi europäesch reglementaresch Rahmebedéngunge betreffend déi gemeinsam Klima- an Energiepolitik. Et soll och op europäescher Ebene e gemeinsame reglementaresche Kader entstoën, dee sech fir d'Promotioun vun der Energieeffikassitéit asetzt an dat gemeinsam agesatent Zil duerchsetzt, bis 2020 d'energetesch Effikassitéit ëm 20% eropzesetzen.

An anere Wieder solle mat dese Gesetzesprojeten déi aktuell bestoend Hürden opgehewe ginn, soudatt ee gemeinsam op europäeschem Niveau d'Zilsetzung vun enger besserer Versuergung an Energieeffikassitéit duerchsetze kann. Dat heescht jo dann och, dat mir wëllen eng gemeinsam europäesch Energiepolitik gestalten. D'gesamt Energieaspuernis, dat vum Verdeeler bis zum Endverbraucher geet, soll 1,5% vum jährlechen Energievolumen ausmaachen. An dat elo emol bis 2020. Sou gesäit et d'EU-Direktiv vir.

D'betreffend Betriber kënnen dës Aspuernisser bei sech maachen oder bei den Zwëschenhändler maachen, also bei hiren Zouliwwerer. Wéi vill een aspuere muss, hänkt dovun of, wéi grouss de jeeweiligen Undeel um Maart ass. D'Aspuernis muss gemaach ginn, soss si Strofe fälleg, mä fir et méi flexibel ze gestalten, kann dee Betreffenden Defiziter oder Iwwerschëss vun engem Joer an dat aner mat eriwuerhuelen. Den Defizit muss dann awer an den nächste véier Joer kompenséiert ginn.

D'Direktiv léisst och Spillraum bei der Ëmsetzung, zum Beispill bei der Kooperatioun zwëschen nationalen Autoritéiten, wéi déi vun dem ILR an dem Justizberäich.

D'Mandatsdauer vun de Conseilsmembere aus dem ILR gëtt op zwee Mandater limitéiert an och hir Onofhängegkeet soll verstärkt ginn an d'Prozedur vum Iwwerdenke vun enger Entschëddung vereinfacht ginn.

Ee vun den Haaptpunkte vun der europäescher Direktiv ass et, de Konsument oder den Endverbraucher matanzebannen an d'Ëmsetzung vun

der Energieeffikassitéit. Sou solle sougenannt „compteurs intelligents“ oder „intelligent Zähler“ am Neibau oder a bestoende Gebaier agebaut ginn. Sou gesäit de Konsument genau, wéini a wou een d'Energie benotzt huet. Dëst kann him hëllefen, säi Verbräucher-verhalen esou ze änneren, dat hien um Enn Energie spueren kann.

Natierlech muss een an dësem Beräich oppassen, dat d'Date vum Konsument net vun deem, dee se ofliest, mëssbraucht ginn a géint deejéinege benotzt kënnen ginn. An deem Kontext soll gesot sinn, dat een d'Bedenken iwwer esou intelligent Zähler verstoe kann, mä am Generelle sinn esou Compteuren eng gutt Saach, well déi vill positiv Elementer déi negativ iwwerweien.

Et war ee sech och eens an der Ekonomieskommissioun, dat bei finanziell schwache Stéit, sougenannten „clients vulnérables“, opgepasst muss ginn, dat dës Mesurë si net beläschten.

Och war sech d'Kommissioun eens, dat d'Energie Landschaft hei zu Lëtzebuerg sech an engem Wandel befënnt, an dat ass jo awer och näischt Neies, an dat Energieeffizienz näischt aneres bedeit, wéi dat mat wéineg Energieopwand e groussen Notzen ze errechen ass. Geet de Bedarf u Stroum a Wäermt nämlech erof, hëlt domadder och déi néideg Energieproduktioun of an dat féiert automatesch derzou, dat den Ausstouss vun CO₂-Emissiounen verréngert gëtt an de Verbräucher dofir manner héich Energierechnungen ze bezuelen huet.

Och si mir an der Kommissioun iwwerzeegt, dat dëst awer nëmme ka geléngen, wa jiddweree säi Bäitrag leescht, dat heescht dohem a sengem Haus, mä och allgemeng, bis hin zu de Ministère, well soss sinn all dës Klimaziler net ze errechen. Genausou kloer ass et awer och: Uni Effizienz an Energiespuerprojete bleift dee wirtschaftleche Wuesstumspotenzial fir eis Wirtschaft op der Streck.

All weider Detailler zu dese Projet-de-loie kënt Dir an deenen zwee schrëftleche Rapporten ermëffannen, ermëfflesen. Ech wëll vun dëser Säit virun allem der Kommissioun Merci soen, de Beamten aus dem Wirtschaftsministère, dem Sekretariat vun der Kommissioun fir déi exzellente Zesummenaarbecht. An deem Sënn Merci nach eng Kéier!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, well et sech passt a well et och gutt war, e grouse Merci un de Rapporteur fir säi Rapport.

An dësen zwee Gesetzesprojete geet et ëm déi national an europäesch Klima- an Energiepoli-

tik, d'Energieeffektivitéit an dorëms, wéi eng Ziler bis 2020 ze erreeche sinn. Dës zwee Gesetzesprojete setzen d'Direktiv 2012/27 an nationaalt Recht ëm a féieren e puer Neierunge fir d'Marché vum Gas a vun der Elektrizitéit an.

Den Hauptvolet ass d'Obligatioun vun der Energieeffektivitéit, déi bis 2020 europawäit ëm 20% soll erhéicht ginn. Fir dat ze erreechen, soll also den Endconsommateur méi staark agebonne ginn. Dat geschitt, andeems hien an Zukunft detailléiert iwwer seng Consummatioun an iwwer seng Käschten informéiert gëtt. Bei deem Punkt kommen also déi sougenannt „intelligent Miesser“, déi „smart meters“ an d'Spill. Si erlaben et dem Endverbraucher, genee ze verfollegen, zu wéi engem Zäitpunkt a fir wat fir eng Zwecker hie wéi vill Strom oder Gas benotzt huet a wat et en dann och kascht.

D'Zil ass, dass d'Endverbraucher - dat si souwuel d'Privatstéit, dass mer eis richteg verstinn, also déi résidentiel, wéi och déi funktionnel, also och d'Entreprises - realiséieren, wat wat kascht, sech doduerch am Idealfall also méi intensiv mat der Consummatioun beschäftegen an dann och e Bewusstsin fir den Energieverbrauch esou kréien. D'Consummatioun soll also méi sensibel gemaach ginn, si soll, fir et emol esou ze soen, analytesch an d'Käpp era kommen, et soll konkret ginn. D'Leit solle sech bewusst sinn, wéi vill et zum Beispill doheim kascht, wann een dann de Stand-by un der Tële uléisst 24 op 24 Stonnen oder ze vill waarmt Waasser beim Spulle benotzt gëtt, an esou weider, an esou weider.

Eng vun den Hauptmesur vum dësen zwee Gesetzesprojeten, fir d'Zil vun enger méi héijer Energieeffektivitéit ze erreechen, sinn also déi Miesser do. An zu deenen „smart meters“ gëtt et eng Rei vu Präzisiounen. De Virriedner ass drog agaan, den Här Arndt, si dierfen also net an d'Privatsphär vun de Leit agräifen an zu Sammlunge vu Privatdate verkommen. Dat schéngt evident ze sinn.

Déi Miesser, sou intelligent wéi se och solle sinn, müsse sech op déi reng technesch Donnéeë beschränken. Et dierf net sinn, dass déi Donnéeën zu aneren Zwecker wéi der renger Energieeffektivitéit gebraucht ginn. Och sollen déi technesch Informatiounen gratis sinn a soumadder och all Bierger, deen en intelligente Miesser a sengem Haushalt huet, et erméiglechen, Konkusiounen aus senger Rechnungen ze zéien an eventuell Spuermesuren dann ze ergreifen.

Et ass net oninteressant ze soen, dass ab dem 1. Juli 2016 all nei installéierte Miesser en intelligente soll sinn. Bis Enn 2018 solle 95% vum elektresch Verbrauch a bis Enn 2020 90% vum Gasverbrauch intelligent gemooss ginn.

Et läit op der Hand, dass et dës Mesurë fir eng méi héich Energieeffektivitéit dann och net fir näischt gëtt. Dat huet e Käschtepunkt. A fir eis als CSV ass et wichteg ze betounen, dass d'Käschten, insbesonnesch fir den Endverbraucher, esou niddreg wéi méiglech sollen awer gehale ginn.

Dowéinst kann ee sech froen, inwiefern gestaffelt Tariffer fir d'Clienten eng Méiglechkeet kéinten duerstellen, fir engersäits de Verbrauch ze reduzéieren an anersäits déijéineg Verbraucher ze belounen, déi zu enger méi héijer Energieeffektivitéit bäidroen.

Et soll een awer am Kontext vun der Energieaspuerung - an dat zielt net nëmme hien an der Diskussioun ronderëm d'Smart-meteren, mä iwwerhaupt - deene méi kritesche Stëmmen, déi hei en héijen Invest zum Beispill beim Bau allgemeng bekloen, well jo och elo vun dësem Joer an AB a vun 2017 un AA muss gebaut ginn, entgéinthalen, dass et déi 20 Joer duerno de Bewunner vum Haus oder vum Appartement méi bëlleg gëtt. E kuerzfristeg Denken ass beim Sujet vun der Energieaspuerung ganz dacks e falscht Denken. Ee méi deieren Invest gëtt op laang Siicht méi bëlleg.

A rezent Studie weisen et och. Mir hunn net méi spéit wéi haut de Moien an der Kommissiounssetzung nach doriwwer geschwat, dass et an de leschte Joren, an de leschte sechs, siwe Joren duerch d'Ëmdenken, duerch d'Anescht-Bauen, duerch d'Sanéieren, duerch en aneren Esprit méiglech war, wäit iwwert d'Halschent vun der Consummatioun am Résidentiel anzuspieren. Dat kéint net nëmme eiser Ëmweltbilanz zegutt, mä och dem Portmonni vum Endverbraucher. De Smart meter ass also e Puzlestéck vun deem Ganzen.

Elo kann deen Einzelnen aspueren - mir kréien awer och ëmmer méi Einzelner an d'Land! Och dat muss ee soen. Hei zu Lëtzebuerg si mer do atypesch. All Joer komme graff gesot

10.000 Leit bäi. Dat ass zéngtausendmol méi Konsum! A well Lëtzebuerg an deem Punkt atypesch ass, ass et en onwahrscheinlechen Challenge, déi global Consummatioun erofzesetzen. Et ass scho bal en Challenge, fir se ze halen.

Villes vun deem, wat elo scho gesot gouf a wahrscheinlech och nach wäert gesot ginn, géllt also insbesonnesch fir d'Privatstéit. Mä bei deene ganzen Diskussiounen ëm d'Effektivitéit dierf een awer och net vergiessen, dass d'Energie e wichtige Facteur vun eiser nationaler Ökonomie ass, an dat fir alleguerten d'Akteuren dobaussen. Dobäi denke mer besonnesch natierlech un déi kleng an un déi mittelständesche Betriber, fir déi de Käschtepunkt vun der Energie ganz dacks en héijen Ausgabeposten ass.

Mä souguer an deene Betriber oder an deene Secteuren, wou een am éischten Ablack vläicht géif denken, dass de Käschtepunkt Energie vläicht net esou wichteg ass, schwätzt d'Banken - an d'Finanzplaz, gëtt awer den Energieverbrauch en ëmmer méi wichtige Punkt. Insbesonnesch déi sophistiquéiert Infrastrukturen, zum Beispill Datenzentren an esou weider, si ganz reiseg Stromfréisser.

Aus deem Grond dierf een ni vergiessen, dass bei allen Efforten, fir den Energieverbrauch ze reduzéieren, eis Ökonomie an d'Kompetitivitéit net sollen dorënner leiden. Hand an Hand goen ass hei ganz wichteg. Also, de Strom- an de Gasliwwerant, deen opgefuerdert gëtt ze spieren, muss kucken, wéi en dat mécht, och mat den Akteuren aus der Ökonomie, déi eben Energie brauchen. Hei ass et ganz wichteg, un enger intelligenter Win-win-Situatioun ze schaffen.

Fir dat Zil vun enger 20%eger Erhéijung vun eiser Energieeffektivitéit bis 2020 ze erreechen, soll et och an Zukunft zu energeteschen Audite kommen - dat ass ze begrëssen! - wéi och zu Quote fir d'energetesch Renovatioun vu Gebäier an effentlecher Hand.

D'Zil vun den Energieaspuerungen ass ganz héich. Dofir sief gesot, dass net nëmme déi direkt Aspuerung vun den Energieversuerger do mat erafléissen, mä dass och d'Energieaspuerung vun Drëttentreprisë mat an déi Rechnung fléissen. D'Konditiounen sinn, dass ëmmer kloer kontraktuell Obligatiounen tëscht Energieversuerger an Drëttentreprisë bestinn an dass déi Obligatiounen novollzéibar an och ganz transparent sinn, dat vis-à-vis vun allen Akteuren an och vum Endverbraucher.

Am Résumé bleibt Folgendes ze soen, Dir Damen an Dir Hären, Här President: D'Direktiv 2012/27, déi d'Basis fir dës zwee Gesetzesprojeten ass, huet als grouss Neierung d'Aféierung vun Obligatiounen, wat d'Energieaspuerung betrëfft. D'Zil vun enger Aspuerung vun 20% bis 2020 ass net bindend, dat heescht, d'Europäesch Kommissioun kann e Memberstat net virun den Europäesche Gerichtshaff zitieren am Fall, wou déi Ziler net sollten oder net kéinten agehale ginn.

An awer versteet et sech vum selwen, dass mer all eist Bescht sollte ginn, fir dës ambitiéis Ziler ze erreechen, eleng schon, fir méi onofhängeg vum Ausland ze ginn, mä awer och fir der nächster Generatioun kënnen ze weisen, dass mir eis druginn an dass eis vill dru geleeën ass, den Energieverbrauch esou intelligent wéi méiglech ze halen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Eischen. An elo hu mer erëm den Här Frank Arndt am Asaz. Dës Kéier mat enger anerer Kap?

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Jo, mat enger anerer Kap. Ech géif just gären dem Här Wiseler d'Motioun ginn, fir ze ënnerschreien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, jo, kee Problem. Et ass just e bëssen onorthodox, mä bon!

(Hilarité)

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Ech sinn heiansdo méi onorthodox.

Bon, no deem klengen Exkurs, Här President, Dir Damen an Dir Hären, dann nach eng Kéier: D'Energieelandschaft an Europa befënnst sech an engem Wandel, dat ass näischt Neies. Den Ausstig aus der Kernenergie, de weideren Ausbau vu regenerativen Energien an op laang Siicht déi geplangt Reduzéierung vu fossilen Energieträger bedeit en Ëmdenken an eiser Notzung vun deene begrenzten Ressourcen, déi mir hunn.

Ech mengen och, dass mir eis alleguer eens sinn, dass niewent dem Émbau vun eisem Energiesystem natierlech och d'Steigerung vun der Energieeffizienz e wesentleche Bestandteil vun

engem Ëmdenken an der Energiepolitik muss sinn.

Och bezweifelt keen, dass all Energie, déi mir net verbrauchen, u sech déi sënnavollst Energieaspuerung ass. Mä all technesch Lösungen a politesch Kompromisser notzen näischt, oder ganz wéineg, wann d'Leit se dobaussen net matdroen.

Energieeffizienz ass e Motor fir de Fortschritt an e Motor fir d'Investier, dat wäert jo sécherlech keen ofstreiden. Onnéidegen Energieverbrauch bedeit jo nëmme zousätzlech Käschten an domadder och en erhiefleche Wettbewerbsnodeel, well et d'Energiepräisser an d'Luucht dreift an domadder d'Versuerungssécherheet och nach a Fro stellt. All Kilowattstonn, déi net verbraucht gëtt, muss jo och net produziéiert ginn. Dofir ass de Schlëssel, fir dat mir en Ëmdenken an der Energiepolitik kënnen erreechen, dat Einfachst an dat Effikasst, nämlech Energie spieren.

Erlaabt mer, hei eng Studie ze ernimme vun Fraunhofer-Institut, déi weist, dass europawäit bis 2050 wäit iwwert d'Halschent u Primärenergie kann agespuert ginn, ouni e Komfortverloscht a Kaf ze huelen. Dës Studie seet och, dass all Produktioun vun enger Kilowattstonn Endenergie duerchschnëttlech dräimol esou deier ass wéi d'Vemeidung vun hirem Verbrauch. Mir brauche manner Importer. All Tonn Uelech, all Kubikmeter Gas, dee mir net brauchen ze importéieren, mécht eis onofhängeg am weltwäite Wettbewerb ëm dat ëmmer méi Knappgi vu fossile Brennstoffe.

Mä wou kënn mir nach Energie aspueren an domadder eis Energieeffizienz verbessern? Ma ech denken un d'Energiespueren doheim. En nohaltegen Émgang mat der Energie fänkt doheem un. Ech wouss zum Beispill net, dass dat stroumintensivst Gerät an engem Haushalt an der Moyenne d'Heizungspompe ass. Ech denken och, dass der vill heibanne sinn oder dass ech net deen Eenzege sinn, deem dat net esou als solches bekannt war. An Däitschland ass bewise ginn, dass duerch den Abau vun enger neier Heizungspompe an engem Véierpersounenhaushalt plus minus 120 Euro Stromkäschten am Joer kënnen agespuert ginn. Ech denken, dass dat e konkret Zil kann a misst sinn, esou Pompelen an all Haushalt hei am Land ze installéieren.

Beispillsweis léisst sech och duerch eng optimal Dämmung vun Daach a vu Wänn déi Wäermt, déi do ass, beschränke notzen. Gradesou wichteg si gutt isoléierend Fënsteren, am beschte mat Dräifachverglasung. Doriwwer eraus kënn mir mat modernen Heizungsanlagen klimafreundlech Energie hierstellen. Sou gëtt mat Hëllef vun effiziente Brennwertkesselen den Energieverbrauch vun Uelech a Gas bal ganz an notzbar Wäermt émgewandelt. Besonnesch klimaschonend sinn Heizungen, déi mat erneierbare Brennstoffe wéi Holzpellets schaffen. Ee weidere Virdeel vun dësen nowuessende Rohstoffe: Si kënnen aus eiser Regioun kommen.

Eng grouss Energieeffizienz garantéieren och Miniblockheizkraaftwierker, déi ënner anerem mat Biodiesel, Biogas oder Holzpellets bedriwwen kënnen ginn. Si maache Strom an notzen déi Hëtzt, déi do entsteet, fir Gebäier ze hëtzen. Doduerch erreeche se e Wirkungsgrad vu bis zu iwwer 95%.

Ëmweltfrëndlech heize léisst sech awer och mat enger Wärmepompe. Dës Pompelen entzéien der Émgegend, dem Buedem, der Loft oder dem Grondwaasser Wäermt a maache se fir eis notzbar. Och mat méi spuersamen Haushaltsgeräter wéi Frigoen, Spullmaschinen oder Waschmaschine vum der Energieklass A kënnen esou bis 40% u Strom a 60% u Waasser gespuert ginn.

Mä mindestens esou wichteg wéi déi richteg Technik ass eist perséinlech Verhalten. Hei gëtt et einfach, awer effizient Spuerméiglechkeeten, wéi de Verzicht op onnéidege Stand-by-Betrieb, dorop ze verzichten eben. An Däitschland kéint een ee bestehend Atomkraaftwierk vum Netz huelen, wann d'Leit hir Geräter net déi ganzen Zäit am Stand-by hätten.

Derniewent kënnen duerch den Asaz vun digitalen Thermostaten 30% vun den Heizkäschten agespuert ginn. Bei de Wäschmaschinen heescht et, d'Capaciteit vun der Wäschmaschine, oder de Spullmaschinen, voll auszunutzen.

Wa mir vun Energiespuere schwätzen, muss mer awer och oppassen, dass déi finanzschwaach Haushalter besonnesch Ennerstetzung brauchen a kréie bei hiren Ustrengungen, wa si wëllen Energie spieren.

Ech maache gären en Exkurs hei, dat geet vläicht e bëssen iwwert dat eraus, wat mer wëllen haten, mä wann ee vun Energieeffizienz schwätzt bis 2020, da gehéieren hei déi verschidden Theme fir mech derzou. Ech denken, dass just si vun deene beschten Energiebe-

rodungsugebueter a vun der Aféierung vu besonnesch energieeffiziente Geräter mussen profitéieren. Jo, dat heescht, mir mussen dofir e Budget virgesinn. Mä ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer dat, wat mir do investéieren, mat engem ganz groussen Rendement erëmkreien!

Et kann een haut festhalen, dass mir mat deene Programmen, déi bis elo lancéiert gi sinn, wéi d'Energieberodung, vum Klimapakt bis hin zu den Energieagenturen, un gudder Wee sinn. Energiechecks fir Haushalter, do kommen d'Energieberoder an d'Haiser a ginn Tipps of zum Spuere vun Energie. Ech mengen schon, dass eng Face-to-Face-Berodung déi effikasste Method ass, fir d'Leit vun eisen Ziler ze iwwerzeegen.

Energie spieren an den Uertschaften, Regiounen oder am Land ass och en Deel dovun. Méi Energie spieren ass net nëmme eng Saach vu jiddwerengem, mä och vun eisen Uertschaften, Gemengen oder vum Stat. Soll net bei de Sanéierungsmoosnamen an de Neibaute gepréift ginn, ob den Asaz vun erneierbaren Energien net zur Pflicht muss ginn?

Oder wéi zu Esslingen, wou aus dem Drénkwaasser Strom gewonnen gëtt! Wéi funktionéiert dat? Ech hu mer dat emol um Internet ugekuckt. Bei Fallhéichte vun honnert Meter zwëschen dem Waasserbehälter an dem Punkt vun der Waasserverdeelung kann déi am Waasser gespärcht Energie duerch den Héichtenënnerschied an engem Waasserkraaftwierk genotzt ginn, fir do Strom ze maachen. D'Stadtwerke Esslingen produziere pro Joer 750.000 kWh Strom a spieren esou bal 500 Tonnen Kuelendioxidemissiounen.

An de Gemengen, wou mer selwer betraff sinn, oder vill heibanne betraff sinn, sinn 30% bis 50% vum Stromverbrauch op Stroosseluuchten zréckzuführen. Ee Grond dofir ass, dass mer deelweis nach ganz al Stroosseluuchtesystemer a Betrib hunn. Mat modernen Natriumhéichdruckluuchten oder...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da schneit ee se of!

(Hilarité)

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Dat ass zwar net den Thema dovun, Här Gibéryen, mä bon! Mat modernen Natriumhéichdruckluuchten oder Halogenluuchte sinn iwwer 50% vun der Energie ze spieren.

Wandkraaft a Sonnenenergie sinn zwar klimafreundlech, hunn awer den Nodeel, dass se vum Wieder ofhängeg sinn. Dat ass och de Grond, dass an Zukunft op déi intelligent Netzer zréckgegraff gëtt, d'„smart grids“. Hei sollen d'Problemer, wéi duerch d'Schwankung, mat Hëllef vu modernster Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie Léisunge fannen. Hei ginn all Akteuren zesumme vernetzt: déi de Strom maachen, de Verbraucher souwéi d'Spärchermidien. Ugebuet an Nofro ginn also an Echtzäit openeenofgestëmmt. Et entsteet eng virtuell Energiemaartplaz, op där jiddwereen Energie kafen, awer och verkafen an aspeise kann.

Energie spuere bei der Aarbecht oder an de Produktionsbetriber: Industriell Produktionsprozesser verbrauchen oft vill Energie. Ech sinn do iwwerzeegt, dass et nach vill Méiglechkeete gëtt, fir Ressourcen an Energieeffizienz bei der Aarbecht a bei der Produktioun anzespieren.

Ech mengen, dass den Top-Runner-Programm, dee méttlerweil an iwwer 50 Länner agefouert ginn ass, e politesch Instrument kéint sinn, fir esou eng Steigerung vun der Energieeffizienz erbäizeféieren. Dëst Instrument gesäit vir, dass zu engem bestëmmte Stéichdag eng Iwwersicht um Maart gemaach gëtt, beispillsweis hei iwwert d'Elektromotoren. Do gëtt dann deen effizientesten ënner dësen Elektromotoren zum Standard fir dës Branche gesat.

Dës Standard muss dann zu engem gewëssenen Zäitpunkt an der Zukunft erreecht gi sinn, zum Beispill no fënnf, siwen oder zéng Joer. Wann dann een Hiersteller vun dese Motoren nom Oflaf vun dëser Frist dësen neien Effizienzstandard net erfüllt, sou kann dat fir hien, also den Hiersteller vun dese Motoren, jee no nationaler Gestaltung vun de Gesetzter eng Strofzuelung a souguer e Verkäfsverbuet no sech zéie fir dese Motoren, déi de Standard eben net erreecht hunn. Esou e Programm huet niewebäi nach ee Virdeel: dass et och eng Weiderentwécklung vu Motoren erméiglecht a weiderdreift.

Energie spieren ënnerwee, och do gëtt et Méiglechkeeten: Klimafreundlech Undriffsystemer wéi Elektroautoen, Hybridbusser, Vëloer mat Elektromotor gehéieren haut hei sécherlech derzou. Um Wee an en Zäitalter vun der Elektromobilitéit sinn zwar nach e puer technesch Erausforderungen ze léisen. Beispillsweis mussen d'Capaciteit vun de Batterie verbessert an d'Infrastruktur fir d'Opluedstatiounen ausgebaut ginn. Mä dat heescht natierlech och,

datt mir nach méi Stroum aus erneuerbaren Energie mussen gewonnen, wa mer dat do wëllen, datt Elektromobiler och wierklech eng klimafreundlech Alternativ sinn.

Och d'Afféiere vu Pneue mat geréngem Rollwiderstand, wat jo dann derzou féiert, datt mat deene Pneue manner Sprit gebraucht gëtt, ass jo eng Méiglechkeet. Sou geet aus enger Studie an Europa eraus, datt duerch d'Opleeë vun esou Pneuen an der Moyenne bis 300 Euro pro Auto agespuert kënnen ginn. Och seet des Berechnung, datt duerch de Kraaftstoff, de Bensin also, deen domadder kann - oder de Mazout - agespuert ginn, bis zu 1,3 Milliounen virtuell Autoe manner op de Stroosse géife verkieren.

Mir mussen eis och eng Méiglechkeet ginn, datt mir dat bis 2020 gesat Zil an deenen nächste Joren am A behalen, an nobesseren, wa mir riskieren, dëst Zil net ze errechen.

Dofir, Här President, war ech e klengen Exkurs maachen. Dat hei ass eng Motioun, déi ech wëll erarechen, déi vu sämtleche Parteien mat ënnerschriwwen ginn ass, déi ech de Regierungsvertrieder da mat op de Wee géif ginn. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,
considérant

- qu'en matière d'économies d'énergie, les projets de loi n°6709 et n°6710 fixent comme objectif maximal de réduction un volume global cumulé de 6.185 GWh à réaliser par les fournisseurs d'énergie électrique et de gaz naturel dans la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2020;

- que cette mesure est prise dans le cadre de la transposition de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique qui établit un cadre commun pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union en vue d'assurer la réalisation du grand objectif fixé par l'UE d'accroître de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020 et de préparer la voie pour de nouvelles améliorations de l'efficacité énergétique au-delà de cette date;

- qu'en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 de cette directive, le volume d'économies d'énergie précité a été réduit de 25% par rapport aux exigences de base de cette directive, soit une économie d'énergie de 1,5% par an;

- que le développement rapide des technologies actuelles pourrait éventuellement permettre des économies d'énergie plus rapides, voire plus importantes que celles envisagées dans les scénarios actuels;

- que le Luxembourg possède les atouts nécessaires pour jouer un rôle modèle au niveau européen et ceci notamment en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE au second semestre 2015 et du Sommet mondial sur le climat en décembre 2015 à Paris;

- que conformément à son programme 2013-2018, le Gouvernement entend faire du Luxembourg un pionnier en ce qui concerne l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans la Grande Région; que, suivant ce même programme, le Gouvernement eut l'intention d'utiliser la transposition en droit national de la directive européenne sur l'efficacité énergétique pour créer un cadre politique, juridique et financier ambitieux afin de faire de l'économie luxembourgeoise progressivement une des économies les plus efficaces en énergie,

invite le Gouvernement

- à évaluer après trois ans les progrès réellement accomplis en matière d'efficacité énergétique et à les comparer avec la trajectoire initialement prévue;

- à augmenter, le cas échéant, notre objectif national d'économie d'énergie en ligne avec des progrès éventuellement plus rapides que prévus par les projets de loi en question.

(s.) Frank Arndt, Gérard Anzia, Gast Gibéryen, Max Hahn, David Wagner, Claude Wiseler.

Also, Energieeffizienz, och am Kontext vun Europa 2020, do gehieren déi zwee Projeten hei fir mech kloer derzou, mä et geet méi wäit! An ech wollt dee klengen Bäitrag hei maachen.

An ech ginn natierlech och elo hei den Accord vun eiser Fraktioun fir déi Projets de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Arndt. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn ageschriwwen. An Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt géif ech gärnen ufänken an dem Rapporteur, dem Frank Arndt, Merci soe souwuel fir säi schréffleche wéi och fir säi mündlechen, komplette Rapport.

Mir schwätzen elo zënter knapp enger hallwer Stonn hei iwwer Energieeffizienz. Wat ass iwwerhaupt Energieeffizienz? Energieeffizienz besteet aus zwee Wierder: aus Energie an aus Effizienz.

Här President, Dir wësst et, ech war, ier ech Deputéierte gi sinn, Offizier an der Stad bei de Berufspompjeeën an do zoustänneg fir d'Formation vun de Stagiairen. An do hu mer dann ënner anerem an der technescher Hëllefleschtung nieft deene praktesche Formationen, déi vill méi beléift ware wéi déi theoretesch, wéi Der lech virstelle kënn, dann och iwwer Energie geschwat. An do hunn ech hinne da gesot, dass déi Energie eigentlech d'Fäegkeet ass vun engem Kierper, fir Aarbecht ze verrichten.

Duerch d'Verbrennung vun engem Kubikmeter Gas beispillsweis kann een thermesch Energie gewonnen, fir e Raum ze hëtzen zum Beispill. Dobäi ginn CO₂-Emissionen fräigesat, wéi bei all Verbrennung. An den CO₂, an dat wësse mer heibannen alleguer, ass haaptverantwortlech fir de Klimawandel. Vun der ongesonder Offhängegkeet vu Länner wéi beispillsweis Russland guer net ze schwätzen!

Bei der elektrescher Energie ass et ähnlech. Fir elektresch Energie, ëmgangssproochlech als Stroum bezeechent, gëtt ënner anerem Atomenergie benotzt. A mir sinn eis och heibannen alleguer eens, dass Atomkraftwierker wéi Cattemom beispillsweis zougemaach sollte ginn. A mir wëssen och, dass d'erneierbar Energien eleng als Alternativ dozou leider net duerginn, soudass mer eigentlech net derlaanscht kommen, fir souwuel eise Gas- wéi och eisen Elektreschbedarf, dee mer hunn, drastesch ze reduzieren. Wat net verbraucht gëtt, brauch net produziert ze ginn!

Dann, dat anert Wuert ass Effizienz, effizient: E Fussballspiller, beispillsweis e Stiermer, dee vun zéng Goalchancë véier Goaler schéisst, ass sécherlech méi effizient wéi ech zu Schuller an der Härenequipe, deen da vläicht ee bis guer kee Goal vun zéng Goalchancen eraschéisst.

► **Une voix.** - Dat ass richtig.

(Hilarité)

► **Une autre voix.** - Also, d'Konsequenz?

► **M. Max Hahn (DP).** - Energieeffizienz ass ähnlech: Bei der Energieeffizienz geet et dorëms, en Zil mat engem minimalen Energieopwand ze errechen. Sou kann ee beispillsweis honnert Kilometer Auto fueren: Dat kann ee maache mat engem Auto, dee véier Liter op honnert Kilometer verbraucht, et kann een et awer och mat engem Auto maachen, deen zéng Liter op honnert Kilometer verbraucht. Ech brauch lech net ze soen, dass dee mat véier Liter op honnert Kilometer méi effizient ass.

Dee Raum, an deem mer hei sëtzen, an der Plénière, do ass et ähnlech. Un deem Beispill kann een illustréieren, dass deen heite Raum beispillsweis, wann deen elo nach besser isoléiert géif ginn, da bräicht ee manner Gas, fir en ze hëtzen, a wa mer nach méi energetesch Belichtung hei hätten, zum Beispill LED-Luuchten, da bräichte mer och manner Elektresch heifir.

Dat, wat ech lech heimat wëll soen, ass, dass et bei der Energieeffizienz op kee Fall ëm e Verzicht geet. Mir wäerte weiderhin dee Raum hei hëtzen, mir wäerten e weiderhi belichten, mä mir wäerten dat mat manner Energie maachen. A genau dorëms geet et bei deenen hei zwee Projet-de-loien: Mir probéieren, mat manner Energie datselwecht Resultat ze garantéieren an domat manner Stroum a manner Gas ze verbëtzen.

Här President, d'EU huet sech e puer Ziler gesat an der Ëmweltpolitik. Eent dovun ass, bis 2020 d'Energieeffizienz ëm 20% an d'Luucht ze setzen. Dat klengt Lëtzebuerg kann dat net eleng. Mir mussen dat zesumme maachen: zesumme mat deenen aneren EU-Memberlänner, zesumme mat eise Bierger, zesumme mat den Entrepreneuren an och zesumme mat de Gemengen. Mir maachen dat mat deem heite Gesetzesprojet och zesumme mat eisen eelef Gasversuerger a mat eise 25 Elektroversuerger.

Här President, dese Projet de loi gëtt der Energieeffizienz hei zu Lëtzebuerg e grouse Kick. Firwat? D'Stroum- an d'Gasfournisseure ginn elo gesetzlech obligéiert, de Betriber an de Privatstéit ze hëlfe, fir manner Energie ze benotzen an ze verbëtzen. Aspuerung kënnen d'Energieversuerger souwuel bei hire Clientë maache wéi och bei deenen anere Versuerger hire Clienten, a si kënnen dat eigentlech vun engem Volet, vum Gasberäich zum Beispill, och an den elektresche Beräich iwwerdroen. Spréch: En Elektro-, e Stroumversuerger kann zum Beispill d'Clienten incitéieren, sech méi en energetesch Frigo zouzeleeën. E ka se awer och incitéieren, fir beispillsweis besser Fënsteren an hirem Logement virzugesinn.

Wéi geet een do an der Praxis vir? Et gëtt eigentlech de Bilan vun Virjoer gekuckt an da gëtt gekuckt, wat den Energieversuerger XY un Energie verkaaft huet. An doropshi gëtt berechent, wat den Energieversuerger dann dat Joer drop an Offhängegkeet vu senger Part de marché un Aspuerung muss maachen. Wat ganz wichteg ass, dat ass, dass déi zwee Projet-de-loien hei net verhënnere, dass d'Energieversuerger nei Clientë kënnen siche goen. Ganz am Géigendeel, si kënnen nei Clientë rekrutéieren. Si mussen dann awer wëssen, dass se am Folgejoer dann an der Zomm méi Aspuerung mussen maachen.

Et geet also dorëms, kënnen ze wuessen an trotzdem d'Ressourcen ze schounen an eis Liewensqualitéit ze verbessere. Grad hei zu Lëtzebuerg, an et ass virdu scho gesot ginn, hei zu Lëtzebuerg, wou mir pro Joer ëm 13.000 Awunner wuessen, also eng Populatioun vun dräimol enger Gemeng Dippech! Och déi 13.000 Leit verbrauchen Energie. Grad hei zu Lëtzebuerg, wou eis Wirtschaft wiisst an eis Betriber sech usidelen, och déi verbrauchen Energie!

Dofir, Här President, ass et wichteg, dass et keng Begrenzung vum Volume vun der Energie gëtt. D'Zil ass et, d'Energie méi effizient ze notzen, da wäert de Volume vun der Energie vum selwen zrëckgoen, och mat neien Aktivitéiten a mat neie Privatstéit am Land.

Domat, Här President, schafe mir eng regelrecht Offensiv, fir verstoppten Energiepotenzialer opzespiere, eisen Energieverbrauch zu optiméieren, an dat an deene meeschte Fäll ouni Niewewierkungen, mä am Géigendeel, mat engem positiven Effekt: Mir schounen de Klima a mir spueren Suen.

Ech ginn lech nach gärnen e Beispill: Géif ee sech moies eng Stonn op de Glacis stellen an et géif een de Loftdrock vun de Pneue kontrolléieren, da géif ee vläicht feststellen, dass d'Halschent vun de Pneuen net genuch Loft hätten. Sou, stellt ee sech elo dohinner an et géif een net nëmme de Loftdrock préiwien, mä et géif een de Loftdrock och nach adaptéieren op den optimale Wäert, da kéint dat, ouni dass déi Autoen herno manner Kilometeren fueren, dozou féieren, dass déi Autoen alt bis zu 20% manner Sprit géife verbrauchen! Ech wëll domat sécherlech net soen, dass et net méi effizient wier, Vëlo ze fueren oder den öffentlechen Transport ze benotzen, mä ech wollt lech just un deem dote Beispill weisen, dass een eigentlech mat klengen Efforte scho ganz vill an deem heite Beräich ka maachen.

Dëst Gesetz wäert derzou féieren, dass d'Gas- an d'Stroumversuerger ganz kreativ an deem heite Beräich wäerte ginn. Si wäerten an d'Leit erunrieden a si wäerte se encouragéieren, fir hir Energieverbräich ze hannerfroen.

Här President, ech sinn net houfreg drop, dass mer déi zwee Projet-de-loien elo eréischt hei an der Chamber zum Vote hunn. Et ass eng EU-Direktiv - wéi awer bei villen EU-Direktiven -, déi relativ spët hei zu Lëtzebuerg ëmgesat gëtt. Mir sinn net déi Lescht, mir wäerten am hënneschte Peloton matfueren. An ech sinn awer gudder Déng an ech soen: Besser ze spët, wéi ni, dass mer an deem dote Beräich ganz staark nach wäerten an deenen nächste Méint a Joren ophuelen! A wie weess, vläicht schaffe mir eis eng Kéier aus deem hënneschte Peloton no vir an dee viischte Peloton. An da kéint et vläicht eng Kéier zu enger klenger Echappée - an dat géif ech mir zumindest wënschen!

Dës EU-Direktiv ass awer och de Beweis, denken ech, dass ganz vill Saachen, déi vu Bréissel kommen, ganz, ganz sënnavoll sinn. Well ech ka mer net virstellen, dass déi eenzel EU-Memberstater esou ambitiéis Ziler vum selwen attackéiert hätten.

Ech hat deslescht eng Entrevue mat engem dänesche Kolleeg an dunn hu mer dann och iwwert dat heiten Thema geschwat. Hien huet mer gesot, dass d'dänesch Regierung et faerdegbruecht huet, dass all drëtten Dän energispuerend Moosnamen a sengem Eegenheim duerchgefouert huet.

Ech muss lech soen, Dir Dammen, Dir Hären, ech fannen dat sensationell! An ech hoffen, dass eis dat och hei zu Lëtzebuerg wäert geléngen. Ech wënsche mir dat, well dat féiert zu enger Win-win-win-win-Situatioun - véiermoll!

(Exclamations)

Zum enge profitéiert de Verbraucher dervun, well de Verbraucher wäert eng manner héich Energierechnung ze bezuelen hunn, eis Ëmwelt selbstverständlech, de Stat duerch manner Kyoto-Strofgelder an och eis lokal Betriber, déi an deem dote Beräich sécherlech nach ganz vill Potenzial hunn, fir Aarbechtsplazen ze schafen.

Ech si mer och sécher, dass déi heiten zwee Gesetzesprojeten am Zesammenhang mat weidere Mesuren, wéi beispillsweis der Klimabank,

e ganz richtige an wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung sinn. Mir wëssen, dass trotz Primmen, wéi der PRIME House, net alle vill an der Albusanéierung an deene leschte Jore passéiert ass. Dofir muss een d'Iddi vun der Subventionéierung a Fro stellen. An ech sinn och frou, dass d'Regierung dat mécht a vläicht éischer de Wee sicht, fir Richtung Virfinanzéierung ze goen, wéi de Modell vun der Klimabank dat virgesäit.

De Problem bei der Subventionéierung ass jo deen, dass een zwar 20% bis 30% subventionéiert kritt - déi Subventioun, déi een dann alt vläicht ee Joer oder alt zwee Joer duerno iergendwann eng Kéier ze gesi kritt -, mä et muss een nach ëmmer déi aner 70% bis 80% selwer bezuelen an déi aner 20% bis 30% souguer eng laang Zäit virstrecken, bis een dann de Subsid erëmkritt.

Bei der Virfinanzéierung ass et esou, dass 100% vum Kapital zur Verfügung gestallt ginn, dat zu engem ganz bëllegen Taux, voire engem Prêt mat engem Zënssaz vun null Prozent. An déi Energiespuermoosnamen, déi ee jo ëmsetzt, déi féiere jo derzou, dass een Energiekäschtchen aspuert. A genau mat deenen Aspierungen, mat deem Geld, wat een aspuert, kann een dann duerno säi Prêt zrëckbezuelen.

Här President, sinn d'Ziler vun deenen zwee Projet-de-loien ambitiéis genuch? Dat ass jo eppes, wat e bëssen dobaussen diskutéiert ginn ass. Ech muss lech soen, ech fir main Deel denken, dass se ambitiéis genuch sinn. Ech sinn nämlech kee Frënd dervun, dass mir heibannen Ziler setzen, vun deene mer wëssen, dass mer se net erreche kënnen an net erreche wäerten, Stéchwuert Kyoto-Ofkommens.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Mir dierfen och net um Pabeier Saache festhalen, déi an der Realitéit ni antreffe wäerten. Bei dem Gesetz, awer och bei anere Gesetze ass et dofir ganz wichteg, regelméisseg e Bilan ze maachen. Och mir als Politik mussen eis hannerfroen a kucken: Huet d'Politik déi Ziler, déi mer wollten errechen, dann och tatsäcchlech errecht?

Dofir sinn ech och ganz frou, dass déi Motioun vu sämtleche Parteien hei ënnerschriwwen ginn ass, fir dass mer no dräi Joer hei e Bilan wäerte maachen, ob mer eis Ziler dann hei errecht hunn oder net. An ech muss lech och soen, d'Pénalitéiten, déi an deenen heite Projet-de-loie virgesi ginn am Fall, wou d'Energieversuerger hiren Obligatiounen net nokommen: Och do muss ee vläicht dann un där enger oder un där anerer Stellschrauf nodréien, wann ee gesäit, dass d'Energieversuerger hirer Verflüchtung net nokommen, voire dass déi eng et maachen a mam gudden Beispill virginn an anerer léiwier hir Pénalitéite bezuele wéi an Energiespuermoosnamen ze investéieren.

D'Konsequenz vun deenen zwee Projet-de-loie wäert sécherlech sinn, dass zousätzlech Käschtchen wäerten entstoen. Zum engen, an dat héiert een dobaussen, dass déi fläisseg Energieversuerger schon amgaange sinn, den Terrain ze sondéieren a quasi - ech soen dat elo e bëssen iwwerspëtzt - mam Scheckheft duerch d'Land trëppelen an notamant bei déi gréisst, déi grouss Energieverbraucher ginn a kucken, fir mat deenen Energiespuermoosnamen duerchezéieren, wouvun dann den Energieversuerger de Mérite hätt, dass en och Certificate géif kréien, déi e sech dann herno kann rechnen.

D'Energieversuerger, déi wäerten dofir Servicer mussen schafen, Servicer mat Ingenieuren, mat Techniker, mat administrativem Personal. Si wäerten, et ass schon erimmt ginn, déi intelligent Compteuere installéieren. All déi Saache kaschte Geld! Elo gëtt et dräi Méiglechkeeten, wéi déi Käschtchen verlagert ginn: Entweder geet et op de Benefiss vum Energieversuerger oder d'Gas- an d'Stroumpreisser wäerten eropgoen oder d'Käschtchen wäerte mat öffentleche Mëttele finanziert ginn.

Dir Dammen, Dir Hären, ech denken, dass eppes sécher net dierf passéieren: Et dierf net sinn, dass grouse Clientë wéi Entreprisë beispillsweis, wou sécherlech méi Potenzial ass, fir Energie ze spueren, well se einfach méi Energie verbrauchen, dass déi de Privatpersone bevirzucht ginn. Dat géif nämlech dozou féieren, dass en fin de compte d'Privatleit géifen derfir bezuelen, fir dass Energiespuermoosnamen bei den Entrepreneuren a bei de gréisseren Betriber géife gemaach ginn, an d'Privatleit selwer awer net an de Genoss vun esou Mesurë géife kommen.

Genau dofir denke mir als Demokratesch Partei, dass e gewëssene Prozentsaz u Mesurë bei Privatleit realiséiert muss ginn. Ech géif souguer esou wäit goen a soen: net nëmme bei de Pri-

vatleit, mä notamment och bei deene sozial Schwaachen, Stéchwuert Energiearmut. Et ass jo eng Tatsaach, dass déi sozial schwach Leit éischer an energetesch schlechte Wunnengen oder Haiser wunnen an dass do eigentlech och e ganz, ganz grousst Potenzial ass. An ech denken, dass mer hei eigentlech d'Chance hunn, fir och an deem dote Beräich eng gewëssen Obligatioun den Energieversuenger ze ginn, fir dass se och an deem dote Beräich attackéiere mussen.

Här President, d'Regierung huet sech fir d'Approche décidéiert, dass d'Energie- a Gasversuenger an Zukunft d'Responsabilitéit, fir d'Energieeffizienz virunzedreiwten, ze droen hunn. Dofir gëtt et och eng ganz Rei gutt Grënn. Eng ganz Rei aner EU-Memberstaaten hu sech fir deeselwechte Wee decidéiert. An ech fannen dat och dee richtege Wee, well et si jo d'Energieversuenger, déi eigentlech ganz no un hirem Client dru sinn. An ech denken, iwwert deen dote Wee kéinte mer de Problem vun der Energieeffizienz an de Grëff kréien.

D'Energieversuenger selwer soe souguer, dass si an där heiter Obligatioun - wou ee ka soen: „Deene geet et jo nëmmen drëms, fir hir Energie ze verkafen!“, dat ass guer net wouer! -, d'Energieversuenger selwer sinn et, déi engem soen, dass si fir sech selwer an deem heite Beräich ganz vill Potenzial gesinn an dass si eigentlech selwer wëllen dervun ewech, fir just nach Energieverfäi ze géieren, mä dass et einfach a Richtung Energieberodung och muss goen.

Eppes, wat een dann och an deem heite Kontext dobaussen héieren huet, dat ass, dass d'Pétrolshändler eigentlech an deem heite Gesetz ausgeklamert gi sinn. Ech muss lech awer soen, ech fannen, dass et eng ganz Rei gutt Grënn dofir gëtt, dass d'Pétrolshändler ausgeklamert gi sinn, well si hu keng Lienen zu hire Consommateuren. Si misste ganz nei Strukturen opbauen, fir déi Berodung kënnen ze liwweren, déi an deem heite Beräich néideg ass. Ech wëll domadder awer ganz sécherlech net soen, dass och déi dote Versuenger, d'Pétrolsfournisseuren, net och finanziell kontribuéiere mussen.

Wat den Tanktourismus als solchen ugeet, ass et jo esou, dass déi meescht Pétrolsproduiten och guer net hei am Land verbraucht ginn. A long terme ass den Tanktourismus keen nohaltege Modell, ech mengen, do si mer eis eens. Et muss een awer wëssen, dass och ouni den Tanktourismus d'Autoen an d'Camionen, déi op Lëtzebuerg tanke kommen, och weiderhin nach wäerte fueren. Déi wäerten net muer verschrott ginn oder an der Garage stoe bleiwen! Mir hunn zwar dann hei zu Lëtzebuerg keng CO₂-Emissiounen méi, déi mer ugerechent kréien, mä mir hunn awer dofir e Lach vun enger Milliard an eise Statsbudget.

An deem Kontext wëll ech och erwähnen, dass de Präisverfall vum Pétrol definitiv eng positiv Auswirkung op eis Wirtschaft huet an op de Portmonni vun eise Bierger. Leider, an dat fäerthen ech, ass dat awer just eng Momentopnahm. Dofir gëllt et, grad elo ze handeln a grad elo eis prett ze maachen, fir wann d'Energiepräisser erëm wäerten an d'Onendlech klammen, fir dass mer da fit sinn.

Et huet ee jo oft dobaussen, wann een iwwer Energiespuere schwätzt, da gräifen d'Leit hire Portmonni a si halen dee fest un. Et misst genau de Géigendeel sinn, well deen, deen haut an energiespuerend Mesuren investéiert, dee spuert muer net nëmmen Energie, mä domat och Geld.

Här President, ech denken, dass mer an der Energieeffizienz ganz, ganz grousst Potenzialer hei zu Lëtzebuerg hunn. D'intelligent Compteur wäerte sécherlech derzou bäidroen, dass d'Versuenger gehollef kréien, fir d'Bierger dobaussen nach méi ze sensibiliséieren. Et ass och interessant, beispillsweis e Verglach ze kréie mat anere Stéit an ähnleche Situatiounen, wéi et em deenen hire Verbrauch steet, an do derniewent sécherlech och virdeelhaft, dass eng Fernofliesung méiglech ass an dass ganz nei Tarifkatiounsméiglechkeete wäerte méiglech sinn.

Zukunftspotenzial zu Lëtzebuerg: selbstverständlech an der Albasanierung. Ech denken un d'Isolatioun, Solaranlagen, Austausch vu Fënsteren, Heizungsanlagen a Belüchtungen. Zukunftspotenzial awer och fir eis Betriber: Energieeffizienz ass e Kompetitivitätsfacteur, dee kengem weideet. Mir si beim energieeffiziente Baue scho ganz wäit. Eis Betriber hunn eng super Expertise an deem dote Beräich. An dovun gëllt et ze profitéieren an dorop opzebauen! Et ass esou, dass souguer Lëtzebuerg

gesch Betriber iwwert d'Grenzen eraus vun deem doten Know-how profitéieren.

Mir hunn och Potenzial, wat d'Benotzerverhalten ueget. Mir haten deslescht an enger Kommissiounssitzung mat der Familjeminstesch Corinne Cahen driwwer geschwat, dass ee ganz oft och bei sozial schwache Familjen nach ganz vill ka maache mat einfache Mëttele, andeems een net nëmmen d'Assistant-socialen op den Terrain bei d'Leit schéckt, mä och vläicht Energieberoder vun „myenergy“ beispillsweis, déi engem vläicht kenne Saache soen - déi vläicht fir deen een oder deen aneren evident sinn! -, dat heescht: richteg lëften, Luuchten net déi ganzen Zäit brenne loossen, eng Télee net déi ganzen Zäit brenne loossen, déi einfach Saachen. Ech denken, dass do och nach ganz, ganz vill Potenzial ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, wann den Här Hahn domat d'accord ass, den Här Reding huet eng Fro.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ganz gär.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, ech hätt an deem dote Kontext eng Fro, wat sozial schwach Familjen ueget. Déi gréng Kolleegen hunn do schon e puermol drop higewisen, do hu mer e grouss Problem: Déi brauche keng Energieberodung, déi brauche Strom! Eise Code seet, dat e Frigo oder eng Télee net därferf saiséiert ginn, mä Strom, Strom därferf ofgespaart ginn!

Wat ass do Är Sicht, wat do kéint ennerholl ginn, fir dat esou Stéit net dostinn owes mat hirem Frigo, wou de Strom ofgespaart ass an hir Liewensmëtzel gi futti an der Tru, wéi dat haut nach ass? A vu datt besonnesch déi gréng Partei do jo schon zwee-, dräimol ganz gutt Question-parlementairen an déi Richtung gestallt huet, wollt ech froen, ob do eppes an der Maach ass, fir datt dat an Zukunft net méi ka virkommen.

Merci.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ma ech géif vläicht dem Kolleg Roy Reding villmoos Merci soe fir déi Fro. Meng Zäit gëtt gestoppt, huet den Här President mer gesot - well ech wollt eigentlech zu menger Konklusioun kommen. Ech ginn awer ganz gär op déi dote Fro an.

Et ass eigentlech esou, an dat ass eis och an der Kommissioun erzielt ginn, dass am Moment éischer d'Tendenz ass vun den Offices sociaux, fir Energierechnunge blann ze bezuelen, ouni ze hannerfroen, ob een net vläicht besser hätt, fir Fachleit bei d'Leit op den Terrain ze schécken a fir mat de Leit um Terrain ze kucken: „Lauschter, du hues awer eng relativ héich Consommation un Elektresch, u Mazout oder u Gas“ an deenen einfach Tuyauen um Terrain ze ginn, wéi se do Aspuerung kënnen maachen. Dat heescht an deem dote Kontext ass eng ganz, ganz Rei ze maachen.

An ech fannen, dat passt ganz gutt och bei dëst Gesetz, well mir wëlle jo energieeffizient ginn. An hei kann een energieeffizient ginn, ouni dass dat de Statsbudget eppes kascht. Au contraire, et entlaascht de Statsbudget en fin de compte!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech wollt awer nach soen, dass de Stat net nëmmen do mam gudden Beispill virgeet. De Stat geet och mam gudden Beispill vir, wat d'nohaltegt Bauen ueget bei den éffentleche Gebaier. All Neibaute vum Stat ginn no deenen neiste Standards, wat d'Energieeffizienz ueget, gebaut an et ass och virgesinn, fir e Screening vu sämtleche Statsgebäier ze maachen, fir och do Potenzialer opzedecken. A gleeft mer et, do gëtt et vill, vill Potenzialer, wat an engem sougenannte Screening wäert kënnen opgedeckt ginn.

Dir Dammen, Dir Hären, Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. D'Klimapolitik ass...

(Brouhaha)

Meng net, meng Riedezäit!

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Max Hahn (DP).**- Här President, d'Klimapolitik ass keng Sprintdisziplin. D'Klimapolitik ass éischer e Marathon.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).**- Mir mussen an deem heite Beräich e laangen Otem hunn. Mir mussen e ganz laangen Otem hunn, well déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, déi sinn ambitiéis, déi si ganz ambitiéis! Et ass och keng Fro, ob mer eis Ziler erreeche wëllen, mä et ass eng Noutwendegkeet. Wie sech haut ekologesch net richteg opstellt, deen huet et muer ekonomesch ganz, ganz schwéier. Et geet dorëms, eis Zukunft ofzesécheren, d'Energieversuenger ze garantéieren, em d'Schafen an

d'Erhale vun Aarbechtsplazen an net zulescht em eise Bäitrag zu enger klimafreundlecher Gesellschaft.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo direkt de Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren elo, net nach eng Kéier déi Saachen all ze widderhuelen, déi meng Virriedner elo schonn hei zu dëser Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv vun 2012 gesot hunn.

Déi Direktiv baut op op engem EU-Konzept vun 20/20/20 bis 2020, also 20% méi Effektivitéit, 20% méi erneierbar Energien an 20% manner CO₂-Ausstouss. Mir als Gréng ënnerstëtzen natierlech souwuel déi Direktiv wéi och déi Klimaziler vun der EU mat zwou Hänn.

Elo ze lamentéieren, dass dat esou spéit geschitt, dat, mengen ech, huet kee Wäert. Mir mussen do no vir kucken. An och d'Kriticken, déi am Raum stinn, dass déi Ëmsetzung vun der Direktiv, déi vill méi eng grouss Panoplie huet wéi just Strom a Gas, mä ganz aner Secteuren nach betrëfft, dass déi Ambitiounen net héich genuch sinn, och dat loossen ech hei net gëllen.

Ech loossen och net gëllen, dass hei just e minimum Zil, wéi et an der Direktiv virgesinn ass, an all Ausnahmeregelunge genotzt si ginn, well ech sinn, jo, ech sinn der Iwwerzeugung, dass déi kleng Schrëtt, déi mer u sech hei elo aféieren, e wesentleche Bäitrag wäerte liwweren, well mir féieren näischt manner a wéi eng Obligatioun de service public op d'Parties obligées bei de Fournisseuren vun der Elektrizitéit an och um Gas.

Dat sinn also Schrëtt, déi d'office nohalteg bleiwen, déi och mussen dokumentéiert ginn, wat déi reell Aspuerung sinn, siehe Règlement grand-ducal, dee ganz voluminéus ass, wou u sech dann déi Schrëtt och beschriwwen sinn. A wou ee sech och kann drop verlossen, dass déi Aspierungen eben och iwwer 2020 ewech nach wäerten hir Valeur hunn.

D'Kritiker soen och: Wou ass dann elo de Mazout a wou ass dann d'Fernwärme an dësem Projet de loi? Ma an dësem Projet de loi si se net dran. Mä, muss ech soen, et ass deelweis méi schwierig, well déi Fournisseuren vill méi breet gestreekt sinn, well mer och ganz vill do am Albasinn, wou och Sanierungen ustinn. Bon, wann ee seet Sanierung, da steet, wann ee bis energetesch sanéiert huet, och eng nei Heizung un. An dann? Ma da kënne jo d'Primme gräifen. Dann hu mer d'PRIME House, déi u sech dann och d'Leit, déi sanéieren, encouragéieren, fir op aner Heizsystemer zréckzegräifen. Also hätte mer do d'office dann och, no dem Sanéieren, eng Effizienzsteigerung a manner Mazout an och manner Fernwärme, déi géife genotzt ginn.

Mengem Virriedner ginn ech awer ganz gäre recht, dass muss en Equilibre fonnt ginn zwëschent der Opdeelung vun de Käschte vun de Mesuren. Wann déi Parties obligées natierlech, an dat soll och esou sinn, fir d'Éischt probéieren, déi méi einfach Clienten, déi méi grouss Quantitéiten Energie um Maart ze gewannen an anzespieren, dann därft et awer net esou sinn, dass et just déi méi kleng Clienten sinn, déi u sech déi Méikäschte géifen droen. Do muss ee soen, bei deene méi kleng Clienten gëtt et elo och scho flächendeckend eng gratis Energieberodung iwwer „myenergy“.

An ech selwer kann dovunner e Lidd sängen. Sait 1997 si mer am Kanton Réiden amgaangen, gratis Energieberodung, vill méi déif nach wéi am Moment d'Berodung vun „myenergy“ ass, bei de Privatleit, bei de Gemengen, bei de Kleng- a Mëttelentrepen ze maachen, an dat bréngt eppes an dat ass och nohalteg. Déi Berodungen an déi Ëmsetzung vun de Moosnamen bei de Leit bréngt eng Aspuerung, also och eng Effizienzsteigerung.

Déi intelligent Compteur sinn ugeschwat ginn, an do komme mer jo an der Siichtweis bis 2018 respektiv 2020 op 90% respektiv iwwer 90%, wou se mussen dann an all Haushalt ëmgesat sinn. Dann erhoffen ech mer just, dass déi intelligent Compteur an eben entsprechend déi Réckmeldung un d'Notzer vun der Energie ginn. Dat schéngt mer de Knackpunkt ze sinn, well nëmmen den Notzer, dee weess, wat e vun Energie verbraucht, kann och op säin Energieverbrauch awierken an domat och déi gewünschte Effizienzsteigerung duerch déi intelligent Compteur bewierken.

À propos intelligente Compteur - dat ass de Virdeel, wann een an engem Haus wunnt, wou schonn déi drëtt Generatioun dra wunnt - ech war op de Späicher gaangen elo gëschter, fir

emol ze kucken, ob ech net nach eng Rechnung géif erëmfannen am Stromberäich. Hei hunn ech eng fonnt: Esou gesäit en intelligente Compteur vun 1955 aus. Do ass dann opgefouert Staarkstrom an Haushaltsstrom - Dir muss wëssen, ech kommen aus engem Handwierksbetrib, enger Schräinerei -, insgesamt huet dee Stot mat fënnf Leit an eben dann dem handwierkleche Betrib 106 kWh de Mount verbraucht.

Dunn hunn ech da meng Rechnung erausgeholl - a vu dass ech och scho laang an där Matière schaffen, ginn ech mech och gutt drun, hoffentlech, fir do esou mann wéi méiglech Strom ze verbrauchen: Pro Mount, och mir sinn zu fënnf am Moment, hu mer awer dann e Stromverbrauch vun 270 bis 280 kWh de Mount. Dat ass also schonn emol eng Verschlechterung vun der Effizienz, wann een dat reng kuckt um Energieverbrauch, an de leschte 60 Joer em e Facteur dräi.

A wann ech den duerchschnëttleche Lëtzebuerg Household kucken, da leien ech souguer éischer bei enger Verschlechterung em e Facteur véier. Dat heescht, mir sinn elo sécherlech an der Pflicht, wa mer wëllen eisen Nokommen eng gesond Ëmwelt hannerloossen, eng Effizienzsteigerung ze maachen. Se war schonn emol do.

Ech kommen nach eng Kéier zréck an d'Gewant. Déi aner Fro, déi am Raum steet, déi och schonn ugeschwat ginn ass: Wou ass den Transportsecteur an deem Ganzen, wann ee jo weess, dass zu Lëtzebuerg circa 60% vun dem ganzen Energieverbrauch op den Transportsecteur falen?

Ma dozou e puer Moosnamen, déi awer an der Maach sinn. Eng éischt emol, dat ass elo keng Moosnam, dat ass just eng Feststellung: De Groupement pétrolier, deen huet an enger Pressekonferenz elo am Februar dëst Joer d'Chiffere fir 2014 duergeluecht a wou se u sech dann e Mannerverkaf vun 3,3% vun deene Pétrolsprodukter am Treibstoffberäich haten. Dat wëllt awer net heeschen, dass mer do eng Effizienzsteigerung hunn. Dat ass jo do, wou ee muss oppassen. Dat wëllt just heeschen, dass do elo manner verkaf gi war, aus wat fir engen Ursachen och ëmmer.

Een anere Chiffer, dat ass awer eng Effizienzsteigerung, dat ass, wann een déi Neiumellunge kuckt, déi duerchschnëttlech Flott zu Lëtzebuerg: 2005 ware mer do bei 168 g CO₂ op de Kilometer. An 2014, d'Chiffere vun leschte Joer, an der Moyenne cumulée, 130 g CO₂ op de Kilometer. Do hu mer also eng Aspuerung, déi läit am Beräich vun, mengen ech, 30%. Ech hunn elo de Chiffer net méi grad hei, d'Chiffere sinn do net gradesou wichteg. Mä Dir gesitt, do ass eng Effizienzsteigerung do.

Ass et elo, well de Konsument higaangen ass, a sech zu méi klengen Autoen orientéiert huet, well u sech dat am Portmonni gedréckt huet? Oder ass et einfach, well d'Flott, déi d'Hiersteller ubidden, wierklech méi effizient ginn ass? Just een Auto erausgepickt, dat ass en Hybrid - ech nennen elo keng Mark, fir keng Reklam ze maachen -, effektiv hat deen en CO₂-Ausstouss vun 104 g em 2005, an dee leschte Modell 2014, deen ass bei 74 g fir deeselwechten Auto a mat darselwechter Capacitéit vu Leit, déi e ka beförderen. Do ass also an de leschten zéng Joer schonns eng Effizienzsteigerung am Transportsecteur geschitt.

Eng aner Moosnam am Transportsecteur, dat ass eng fräiwëllege Verflüchtung, déi weist och, dass u sech Effizienzsteigerung vill mat Wirtschaften ze dinn huet, mat Aarbechtsplazgarantie, mat Aarbechtsplazsicherung, mat Standuertsicherung zu Lëtzebuerg. Bon, do war elo, mengen ech, virun zwee Deeg déi Virstellung vun Präis „Lean and Green“, deen ech hei zu Lëtzebuerg u verschidden Entrepen am Transportsecteur vergi ginn ass, wou ee sech muss engagieren, fir 20% manner Energie ze verbrauchen, op fënnf Joer gekuckt. Dat ass ambitiéis!

Dat ass méi ambitiéis wéi dat Zil, wat mir hei an der Effizienzdirektiv fir Strom a Gas ëmsetzen. An do waren eenzel Entrepen dobäi, déi sech engagéiert hunn, mat 29,6% Aspuerung, déi si wëllen an deenen nächste fënnf Joer maachen. Awer net nëmmen, wann ech gelift, mam Ëmweltgedanken, mä ganz kloer, fir e wirtschaftleche Virdeel ze hunn, fir kënnen um Maart vun Transportsecteur, dee ganz heiss ëmkämpft ass, wéi ech emol soen, an Europa, fir do kënnen ze bestoen.

Eng aner Saach, dat ass elo wierklech erëm vu gëschter. Net méi spéit wéi gëschter - dat ass eng flott Flöskel - war ech mat engem Promoteur zesummen, dat war dann am Schäfferot, deen erëm driwwer geklot huet, dass mer eben esou streng Wärmeschutzverordnungen hei zu Lëtzebuerg hunn, dass d'Bauen ëmmer méi deier gëtt. Bon, do muss ech soen, do si mer vir vis-à-vis vun Europa.



Et ass jo och ëmmer gesot ginn: Mir sinn ëmmer hannendran. Mir sinn hannendran mat der Effizienz, eréischt an Deelberäicher ëmzesetzen. Mä do si mer vir vis-à-vis vun den aneren europäesche Länner. An dat ass och gutt esou, well eist Handwierk gëtt doduerch eischerter fit wéi an den Nopeschlänner, fir schon op e Standard vum A oder „Nearly-zero“-Haus ze kommen. An dat bréngt eppes!

Do dobäi ass parallel u sech d'Formation uge- laf, souwuel an de Schoule wéi awer och am Handwierk selwer. Den Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment, den IFSB, deen huet gewisen, dass dat Zesummespill vun deene ville verschiddenen Handwerksbetreiber, fir en energieeffizient Haus ze bauen, noutwendeg war an extrem gutt genotzt gëtt. An do hu mer u sech dofir e Qualitätsvisproung am Handwierk schon elo vis-à-vis vun noen Ausland duerch méi schaarf Richtlinnen.

An da kommen ech nach eng Kéier zrëck op déi Ausso eben dann: D'Baue gëtt ëmmer méi deier zu Lëtzebuerg. Ech mengen, do gëtt ëmmer nëmmen deen ee Punkt, den Invest gekuckt zum Moment, mä d'Betriebskäschten, dat, wat u sech och déi méi sozial schwach Haushalter ëmmer misst interesséieren, dat sinn d'Niewekäschten, och wann een an der Locatioun ass, déi därferen een net friessen.

Wa mer de Bestand kucken: An engem „I“-Haus, wat ganz dacks de Standard ass bei engem Haus an der Locatioun, hu mer dann Niewekäschte vun, à voir, 200, 300 Euro de Mount. Wier se an engem „A“-Haus ënnerwee mat gläicher Surface, da wieren et dann 30 bis 40 Euro de Mount. Ma dat ass awer e Knackpunkt, deen een net därfer vernoleisseggen, och elo, wann een nei baut oder nei wëllt investéieren, deen ee muss am Ae behalen.

Dat heescht, Wärmeschutz, Energieeffizienz an och Standuertvirdeeler fir Lëtzebuerg si matenee verknäppt. An ech sinn der Meenung, dass mer doduerch eisem Handwierk eppes Guddes gedoen hunn, well se hunn e Virsprong.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Gérard Anzia** (déi gréng).- Eng Saach nach, dat sinn natierlech elo am Moment déi déif Energiepräisser, déi gutt fir de Wirtschaftsmotor sinn an awer fir d'Effizienzdiskussioun natierlech erëm en Nodeel hunn, well dat heescht, dass den Temps de retour, wann een eng Moosnam mécht, natierlech elo méi laang gëtt. Also muss ee schon iwwerleeën, dass d'Moosnamen, déi een elo ergräift, ebe laangfristeg och am Portmonni sech wäerte rechnen.

An et ass eng Illusio, fir ze mengen, déi momentan Opraam, déi een huet, bei engem Invest, deen op 20, 30 oder méi Jore geet bei engem Haus, dass een elo mengt, den Energiepräis wier elo ze bëleg, fir e Schrëtt méi wäit ze goen. Dat ass, menger Meenung no, eng falsch Vue vun der Situatioun.

Een anere Standuertvirdeel, dee mer eis zu Lëtzebuerg sollen, mussen onbedéngt verschafen am Beräich och vun der Energieeffizienz, dat ass natierlech d'Fuerschung, d'Fuerschung an zwee Beräicher. Energieeffizienz ass dacks guer kee Problem vun der Technik - d'Technik ass do -, et ass ganz dacks e Problem vun der Finanzéierung. Lëtzebuerg ass jo de Finanz-Eldorado vun Europa, ma da muss mer och eis iwwerleeën, wéi mer do Mëttele kënnen opstellen, finanztechnesch Mëttele, fir u sech Projete an deem Beräich ze finanzéieren. Ech mengen, do ass en Challenge an dee solle mer ugoen. An et wier derwäert, fir doriwwer eng Kéier méi haart nozedenken.

„Awer opgepasst, wann ech gelift!“, ass net nëmmen e Slogan vu Leit, déi eben de 7. Juni eng aner Campagne..., oder wou mer u sech zu engem Referendum geruff sinn, mä opgepasst, Energieeffizienz ass fir déi gréng eng Sail, een Argument an där ganzer Klima- an Energiediskussioun, fir u sech Lëtzebuerg zukunfts- fäeg opzestellen: Energieeffizienz, CO₂-Aspue- rung an och erneierbar Energien. Wann eis deen Challenge geléngt, fir d'Energieeffizienz no vir ze bréngen, ma dann ass déi Visioun, déi mir als Gréng hunn, vun 100% erneierbaren Energien an noer Zukunft och realisierbar!

Ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren a géif dann d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun ginn zu deenen zwee Projet-de-loien, déi absolutt an eisem Sënn sinn, an och natierlech zu der Motioun, fir hinzugeen an no dräi Joer u sech eis reell realiséiert Energieaspue- rung eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken, ob mer op der Trajectoire sinn, a ge- gebenenfalls, ambitiéis wéi mer och zu Lëtze- buerg sinn, se no uewen unzepassen.

Merci nach eng Kéier fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Da- vid Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Elo war ech erschreckt, ech duecht, ech kéint nach e bësse waarden. Merci, Här President. Als Alleréisch- t woullt ech betounen, dass mer eis hei an engem Beräich bewegen, deen am Prinzip vun engem fundamentaler Kontradiktioun geprägt ass. Dee Kader ass nämlech dee vun den EU-Richtlinne vun 1998, 2003 an 2012, déi och eng Öffnung vun Stroummaart méiglech gemaach hunn oder sech an deem Kader bewegen, also d'Li- beraliséierung vun Stroum- a Gasmaart, dat heescht der öffentlecher Hand d'Emprise op Stroum- a Gasversuergung ewechgeholl hunn.

Gläichzäiteg ass awer an alle Käpp ukomm, dass eis Gesellschaft méi energieeffizient funk- tionéieren a Ressourcë schoune muss. Dat ass eng wichteg politesch Aufgab, bei där et am Endeffekt ëm näischt aneschtters geet, wéi ëm d'Iwwerlieue vun der Mënschheet, also eng Aufgab, bei där am Prinzip déi öffentlech Hand staark misst agräife kënnen.

Mä de Problem ass deen, dass, wann d'öffent- lech Hand keng staark Emprise op d'Pro- duktioun an d'Verdeele vun der Energie méi huet, an dat deelweis oder ganz der privater Hand iwwerléisst, quitta dass verschidden Oplagen existéieren, dass dann des Ziler een- deiteg méi schwéier erreechbar sinn, dëst ëm- sou méi, well d'Industrie d'Schoune vun Klima net als prioritäert Zil op hire Fändel geschri- wen huet an net gewëllt ass, des Ziler ouni kloer Contrainten ze erfëllen. Dat ass fir den all- gemeenge Kader.

Dës Gesetzer, déi mer haut stëmmen, oder och net, oder bei deene mer eis enthalen, wéi dat bei eis wäert de Fall sinn, sinn eng Ëmsetzung vun der sougenannter 20/20/20-Direktiv vun 2012, déi relativ ambitiéis Klimaziler fest- schreift, dat heescht d'Reduktioun bis 2020 vun 20% vum primären Energieverbrauch.

Wat an deser Direktiv als relativ positiv och ze bewäerten ass, ass d'Tatsaach, dass quasi all d'Secteur betraff sinn, quasi all, ausser deem vum Transport, op deen ech nach wäert zrëck- kommen. D'Direktiv encouragéiert och d'tech- nologesch Verbesserungen, déi zu enger Erf- setzung vun Energiekonsum féieren. De Pro- bleem ass awer, dass dat Ganz, wéi ech scho virdu gesot hunn, am Kader vun engem libera- liséierte Maart stattfënn, an dass den Transport ausgeklamert ass als contraignant Mesure.

Am EU-Parlament hat och de Lëtzeburger De- putéierte Claude Turmes de Bericht virgueluecht, wou een och positiv Bäitrag kann ervirsträ- chen: d'Notioun vum Service public vun der Energie, d'Subventiounen fir energetesch Audi- ten, obwuel et och net kloer ass, ob se privat oder öffentlech solle sinn, d'Informatiounen bei den „smart grids“ oder nach, an dat ass wich- teg, contraignant Objektiv.

Leider muss een och negativ Punkte relevé- ren, wéi zum Beispill, dass Atomkraaftwierker ausgeschloss bleiwe bei den Analyse fir d'Cogé- nération, fir déi ze erméiglechen, oder d'Sup- pressioun vun den Entravé géintiwwer den Operateuren, wat schlussendlech d'Rechter vun de Konsumenten aschränkt.

A wa mer scho beim Konsument sinn, komme mer net derlaanscht, vun der Energiearmut ze schwätzen. Dës Gesetzer gesinn nämlech Kom- pensatiounsmechanisme vir, wat d'Energieeffi- zienz ubelaangt. Allerdéngs sinn déi vag formu- léiert an da kann een nach net virusgesinn, wéi de Schlëssel wäert ausgesinn a wat de Konsument berappe muss, nach net ze schwätze vun der sozialer Situatioun vun dem Konsument.

Grad am Zesummenhang awer vum „smart metering“ wier et wichteg gewiescht, d'Fro vun der Energiearmut ze thematiséieren a Me- suré virzeschloen, wéi den Einzelne souwuel de Verbrauch reduzéiere kann, wéi och géint d'Energiearmut virzegoen. „myenergy“ hat jo och do eng Partie Projete presentéiert. Dovun- ner steet an dese Gesetzer awer häerzlech wéi- neg, wat och en Zeeche vun Armut ass.

D'Regierung argumentéiert, des Moosname missten am Kader vun anere Gesetzer geholl ginn. Mir sinn awer der Iwwerzeugung, dass et ganz geféierlech ass, des Gesetzer ze stëmmen, ouni ze wëssen, wat fir eng Moosname géint d'Energiearmut kéinte geholl gi respektiv net geholl ginn.

Dat bedeit och, dass et eng Gefor gëtt, dass zum Beispill - et gouf vun Dänemark geschwat - an Dänemark d'Mesuré vun der Energieeffi- zienz sech op grouss Clienten duerno re- duzéiert hunn, also zum Beispill d'Industrie oder d'Déngschtleeschungen, well do eendei- teg méi ze huelen ass, wéi beim Einzelne Client. Dee muss da seng Kontributioun trotz- deem ofginn, mä riskéiert nach op Moosname waarden ze mussen.

Dann zum sougenannte Compteur intelligent. Dës Mesure ka selbstverständlech zu enger Ver- einfachung vun Comptage bäidroen. Mä wéi mat all technologeschem Fortschritt, zemoos

all déi Fortschreiter, déi haut erlaben, Don- néeën ze sammelen an ze verschaffen, si mer skeptesch, wat d'Protection des données ugeet, a bemängelen ze wéineg Mesuren, déi de Schutz vum Konsument assuréieren, ze- moos wat den Historique vu senger Consom- mation ugeet. Wat geschitt mat deenen Don- néeën? Wéi kënnen se ausgewäert ginn? Wouhi gi se? Dat sinn nach Froen, op déi net ge- nügend Äntwerte kommen.

An dann, et gouf och schon hei ugeschwat, zu Lëtzebuerg ass eben den Transportsecteur en äusserst energieintensive Secteur, deen e ganz groussen Deel vum nationalen Energie- konsum ausmécht. Do zirkuléieren Zuele vun 30 bis 50%. Ech hu selwer net nogerechent, mä et ass e beträchtlechen Undeel. Doduerch, dass dee Secteur ausgeklamert bleift, komme mer net eiser Verflüchtung vun engem Spuere vun 1,5% pro Joer no. Mir bleiwen da bei 1,125% stiechen, wat Lëtzebuerg net an eng Virreiderroll aschreift.

Mir sinn och net an eiser Virreiderroll, wa mir nëmme Stroum- a Gasversuergung an d'Ver- flüchtung huelen. Dat gouf och schon hei bemängelt. Mir mengen, dass aner Secteuren, wéi déi vum Bensin, vum Diesel, vum Mazout a vum Kerosin och net verschout misste bleiwen.

Här President, aus all deenen Ursachen, souwuel, wat de ganze liberalwirtschaftleche Kontext ugeet, mä och wat d'Timiditéit ugeet, mat där des Regierung d'Fro vun der Energieef- fizienz erugeet, mat de Mëttele, déi trotz- deem zur Verfügung géife stoen, wäerte mir eis bei dese Projeten enthalen.

Mir wäerten natierlech awer trotzdeem och déi Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, awer nach mat ofstëmmen, well, och wa se net wéideet, ka se jo schlussendlech och interes- sant sinn, fir dass een an dräi Joer - vläicht hätt ee kënnen den Datum e bësse virzéien, mä trotzdeem - ee Bilan kann zéien an d'Diskus- sion weiderféieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Wagner.

Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Éco- nomie.* - Jo, Här President. Fir d'Alleréisch géif ech der Chamber gare Merci soe fir déi Diskus- sion an dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëffleche Bericht.

Et ass virdrun ugeklungen: Mir sinn hei en re- tard mat der Transposition vun där doer Direktiv vu bal engem Joer elo. Dofir sinn ech frou, dass mer dat haut ofstëmmen.

Ech wëll awer och hei nach ee Wuert soen zum Prinzip vun deenen heite Gesetzer, wou et jo drëm geet, en Obligationsmechanismus be- treffend d'Energieeffizienz anzeféieren. Mä ech wëll awer opmierksam maachen no enger gan- zer Rei Kriticken, déi elo komm sinn, nämlech dass dat heite jo net déi eenzeg Mesure ass, déi mer huelen am Beräich vun der Energieeffi- zienz.

Ech wëll hei erënneren un dat Reglement, wat d'Energieeffizienz an de Gebaier betrëfft, wou den Här Anzia ganz richtig gesot huet, dass mer do Virreider sinn an der ganzer Europä- escher Unioun. Ech wëll un d'Prime CAR-e erën- neren, déi d'Subventiounen an Investitiounen, déi et bei erneierbaren Energië gëtt. Ech wëll un deen Accord volontaire erënneren, dee mat der Fédération des Industriels vereinbart gëtt. An ech wëll och un de Projet Smart metering erënneren, dee jo och an der Ausféierung ass. Vun dohier, mengen ech, ass dat Ganz e Pa- ckage, deen an déi richteg Richtung geet.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Minister.

A mer géifen dann zur Ofstëmmung iwwer- goen iwwert de Projet 6709 fir d'Eischt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6709 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fängt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Entha- lungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich- Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Félix Eischen), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Claude Wiseler, Mi-

chel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

D'Enthalung si motivéiert, also brauche mer net drop zrëckekommen.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer iwwergoen zum Projet de loi 6710.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6710 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fängt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An eng lichte Differenz: 59-mol Jo an 1 Absten- tioun.

► **Une voix.** - Den Här Urbany huet sech geiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Hat Der lech verdréckt?

(Interruption)

Ah, jo, Jo, Här Urbany.

(Interruption)

Domat ass och dee Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6710 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich- Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Zeimet), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Lau- rent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Bur- ton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat bei deemem Projet esou decidéiert.

Motion 1

A mir géifen dann zur Motioun iwwergoen.

Wëllt nach ee Stellung bezéien zur Motioun?

(Négation)

Da géife mer à main levée iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Ass dat méiglech?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géif ech froen: Wien ass mat der Motioun averstanen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ma dat ass schéin. D'Motioun ass unanime uegheoll. Merci.

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6704 iwwert den Artikel 108 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech gesinn, de Rapporteur, deen ass scho prett. Den Här Claude Haagen huet d'Wuert.

3. 6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain**Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President.

(Concertation interne)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Aah! Den Här Rapporteur seet mer, et wär de Projet de loi 6704A. An do hunn ech gemengt: Aah!

► **Plusieurs voix.** - A, aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir d'Prezisioun. Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Et war komm, mä et war lues komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi 6704A geet aus dem Projet de loi 6704 ervir, dee méi bekannt ass als Omnibusgesetz. D'Omnibusgesetz gëtt mat der Nummer 6704 identifizéiert an ass de 16. Juli 2014 vum zoustännige Minister vum der Fonction publique hei an der Chamber déposéiert ginn a gesäit eng ganz Rei vu Gesetzesännerunge vir, déi d'Simplification administrative, iwwert déi schonn hei vill diskutéiert gouf, an d'Realitéit ëmsetze soll.

Eng vun deene Modifikatiounen betrëfft d'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal. An do besteet eng gewëssen Urgence, op déi ech elo direkt ze schwätze kommen. No der aktueller Gesetzgebung hunn d'Gemengen nach just bis den 8. August 2015 Zäit, fir hir PAGen ze iwwerschaffen. Mä déi allermeescht Gemenge wäerten net an der Lag sinn, deesen Délaie ze respektéieren an anzehalen.

Well den integralen initiale Gesetzesprojet 6704 net méi ka virum Summer gestëmmt ginn, mir waarden nach op den Avis vum Statsrot, an d'Modifikatioun vum Artikel 108 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal awer esou schnell wéi méiglech muss a Kraaft trieden, huet den Innenminister, deen och fir d'Fonction publique zoustänneg ass an deem Fall, proposéiert, fir déi concernéiert Artikelen, déi de PAG vum de Gemenge betreffen, aus dem Omnibusgesetz erauszehuelen an do-rauser de Projet de loi 6704A ze maachen.

De Statsrot huet sech deser Propos ugeschloss an eben des Dispositionen separat aviséiert. Déi concernéiert Chamberen, den OAI souwéi de Mouvement écologique, hunn zu deem Projet de loi een Avis ofginn. De Projet de loi ass och an der Intérieurskommissioun diskutéiert an analyséiert ginn, an déi zoustänneg Fonction-publiques-Kommissioun huet hir Aarbechten den 13. November vum leschte Joer uegfaangen.

Nodeems verschidden Amendementer vun der Regierung ausgeschafft si ginn, an de Statsrot säin Avis den 3. Abrëll vun deem Joer ginn huet, huet déi zoustänneg Kommissioun sech deem Avis uegheoll an huet d'Propositionen vum Statsrot integral iwwerholl. De Rapport iwwert dese Projet de loi ass den 13. Mee vun deem Joer uegheoll ginn.

Ze bemierke bleift, dass de Statsrot nach amgaangen ass, d'Omnibusgesetz - ech hunn dat scho gesot - ze aviséieren, ausser dem initialen Artikel 33 an engem neien Artikel 33bis, déi eben dese Projet de loi betreffen.

Här President, den Zweck vun deenen zwee genannten Artikelen ass, fir den Artikel 108 vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain ëmzënnere. Dese Projet de loi begräift och nëmmen déi zwee Artikelen, déi awer fir

d'Gemengen extrem wichteg sinn: den éischten Artikel, deen de Paragraf 1 vum Artikel 108 aus dem virgenannte Gesetz vum 19. Juli 2004 ännert, an een zweeten Artikel, deen den drëtte Paragraf vum deem Artikel vum deem Gesetz och ännert.

D'Hauptzil vun deem Projet de loi ass, fir Deadline, fir d'Date limite vum 8. August 2015, déi d'Annerung fir d'Iwwerschaffen an d'Upasse, d'Adoptiounen vum de PAGe fir d'Gemenge virschreift, fir eben deesen Datum ze verlängere. Deesen Datum gëtt mat deem Projet de loi op den 8. August 2018 verlängert. Déi allermeeschte Gemenge kënnen den Datum vum 8. August vun deem Joer, vun 2015, net respektéieren. Vill Gemengen hunn awer och schonn an der Vergaangenheet eng Kéier vun der Geleeheneit profitéiert, fir den Délaie op eben den Datum vum 8. August 2015 ëm zwee Joer verlängert ze kréien.

Et sinn awer och Gemengen, déi des Verlängerung op den Datum vun hirer Deliberalisatioun vum Gemengerot baséiert hunn a wou elo d'Date limite éischter wéi den 8. August 2015 ass. D'Gemengen hunn also net allegueren dervu profitéiert, fir den Délaie op déi zwee Joer mat der Deadline vum 8. August 2015 ze verlängere. Dofir huet ebe misse schnell gehandelt ginn, well am Fall, wou den entsprecheden Délaie net ka respektéiert ginn, ginn déi PAGe vun dese concernéierte Gemenge ganz einfach caduc, also hifälleg, wat zu engem grouesse Vide juridique ka féieren.

Fir an Zukunft net nach emol an déiselwecht Situatioun ze kommen oder ze riskéieren, an déiselwecht Situatioun ze kommen, ginn d'PAGen och nom Délaie vum 8. August 2018 net méi einfach hifälleg, falls se bis dohinner net iwwerschafft gi sinn. Trotzdeem bleift awer e gewëssenem Drock fir d'Gemenge bestoen, fir hire PAG ze iwwerschaffen. D'Sanktioun wäert no deem Datum doranner bestoen, net méi, datt déi PAGe caduc ginn, mä datt déi Gemengen, déi hire PAG net iwwerschafft hunn, keng Emännerungen, keng Modifikatiounen vum de PAGe méi dierfe maachen, ausser der Reform natierlech vum neie PAG, an datt och keng Procédure vun engem PAP „nouveau quartier“ kann uegheoll ginn.

Ze bemierken ass, datt momentan vun deenen 105 Gemengen hei zu Lëtzebuerg der ronn 15 ee PAG hunn, dee konform zum Gesetz vum 19. Juli 2004 ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Gemengen en neie PAG ausschaffen, da muss se dat och, esou wéi dat virgesinn ass am Gesetz vum Juli 2004, mat engem neie Bauterreglement verbannen. Dat ass am Artikel 38 esou festgehalten. Am Moment ass awer och am Artikel 108 eng duebel Sanktioun virgesinn, fir déi Gemengen, déi net bis spéistens den 8. August 2015 hire PAG an hirt Bauterreglement iwwerschafft hunn. Net nëmmen de PAG géif dann hifälleg ginn, mä och dat aalt Bauterreglement gëtt dee Moment caduc.

D'Bauterreglementer, déi um Gesetz vum 1937, wa se dorobber zrëckginn, baséieren, wieren also net méi gültig. An dëst kéint opgrond vun der Verbindung PAG/Règlement sur les bâ-tisses, also Bauterreglement, zu schwierige Situatiounen an de Gemenge fir aktuell oder future Besëtzer vun Immobilie féieren.

Am zweeten Artikel vun deem Projet de loi proposéiere mir dofir deen Deel vun de Sanktiounen ze strächen, deen d'Bauterreglement begrëfft, also den drëtte Paragraf vum Artikel 108. Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an un de Commentaire vun den Artikelen.

An der Hoffnung, de Gemengen domadder gehollef ze hunn, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Claude Haagen Merci fir säi gudde schrëftleche Bericht an och säi mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg.

D'Fro, déi der Chamber haut gestallt gëtt, ass déi: Sidd Dir averstanen domat, dass d'Gemenge bis 2018 Zäit hunn, fir hire PAG vun der neier Generatioun ze hunn? Mécht eng Gemeng dat net bis den August 2018, da kann an där Gemeng keen net Lotissement méi genehmegt ginn. D'CSV, déi beäntwert des Fro mat engem kloer Jo.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Déi politesch an och déi rechtlech Tragweid vun deem Ge-

setzesprojet geet an eisen Aen awer vill méi wäit. Et geet ëm méi wéi eng Textännerung vun enger Iwwergangsbestëmmung vun eisem Gesetz iwwert den Aménagement communal aus dem Joer 2004. D'CSV-Fraktioun, déi steet weiderhin zu der Orientierung vun dem kommunalen Aménagementgesetz. Et erlaabt generell eng méi kohärent Gestaltung vun eise Gemengen an domat och vun eisem Land.

Wann d'Zilsetzung vum Gesetz ouni Zweifel déi richteg ass, dann ass déi technesch Ausleeung vun deem Gesetz awer duerchaus verbesserungsbedürftig. Et geet hei net - an ech soen et nach eng Kéier: net! -, ëm politesch Scholdzouweisungen. Jiddwereen, des Regierung, déi fréier, des Chamber, déi fréier, an d'Administratioun, ce sont les ministres qui passent et l'administration reste, muss sech mat där eegeener Nues huelen.

Et geet blouss ëm faktuell Feststellungen. D'Gesetz iwwert den Aménagement communal, dat ass zanter 2004 elo schonns fënnemol ëmgeännert. Dat hei ass déi sechste Kéier. Méi oft eigentlech wéi d'Aménagementgesetz vun 1937 a bal 70 Joer.

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi zweet Rei, wann ech gelift!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Den Délaie, fir landeswäit PAGe vun der neier Generatioun ze hunn, ass vun 2010 op mëttlerweil 2018 verlängert ginn. An et dierft wuel, mengen ech ze soen, net déi leschte Verlängerung sinn. Dëst Gesetz, dat ass ee wichtige Pfeiler vun der Bautätigkeit an eisem Land. Et gëtt vu bal allen Akteuren ëmmer nees regelméisseg ënnerstrach: der Regierung, der Chamber, dem Statsrot, de Berufskummeren, dem Syvicol stellvertretend fir all Gemengen, a villen anere méi.

An d'Baupräisser hei am Land sinn ze héich, well mir net schnell genuch neit Bauland kënnen erschléissen. Et ass och dofir utopesch ze mengen, eleng kënnen op fräi Baulücken zrëckzegräifen, well bei niddregen Zënsen an enger staarker Nofro no Bauterrainen ass eng erschlossene Baulück ee Spekulationsobjekt - Här Eischen! - mat Garantie op d'Zukunft an ouni Risiko. Mä d'Prozedur, fir neit Bauland ze erschléissen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et war net den Här Eischen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...ass nun eemol an deem Gemengenaménagierungsgesetz festgeluecht. Duerfir geet et bei deem Gesetzesprojet eigentlech ëm méi wéi eng einfach Verlängerung vun engem Délaie. Et stellt sech d'Fro: Op en Neits eng Verlängerung vum Délaie, firwat? Mä och d'Fro: Wat fir eng Konsequenz bréngt des Verlängerung mat sech?

Éischtens, firwat iwwerhaupt eng Verlängerung vun dem Délaie? Bis elo hu knapp 15% - 15%! - vun de Gemengen ee PAG vun der neier Generatioun. Et si vun der Awunnerziel hier och net onbedéngt déi gréisste Gemengen. Ursaach fir de Retard ass sécher eng feelend Kenntnis an och Onsécherheet vun de politeschen, den administrativen an och den techneschen Akteure bei der Ausleeung vun deem Gesetz.

D'Gesetz ass komplizéiert geschriwwen. D'Rechtssécherheet gëtt doduerch awer net onbedéngt méi grouss.

D'Ausleeung vum Gesetz huet doduerch zu enger Hällewull vun Uerteeler vun dem Verwaltungsgericht gefouert. Jo, e Respekt vun der Gewaltentrennung! Mä och déi Justizdécisionen sinn, iwwert de Laf vun de Jore gekuckt, zum Deel ënner sech ganz kontradiktöresch, an dat mécht d'Saach sécherlech net méi einfach.

Ursaach ass sécher och ee Manktum u Koordinatioun a virun allem dem Zesummespill mat einzelnen Gesetzestexten aus dem Émweltberäich. De Statsrot, iwwregens och déi fréier Regierung, jo souguer d'Chamber an dem Beräich iwwert déi sougenannte Réforme territoriale, hunn ëmmer nees fir e sougenannte Code de l'aménagement communal plädéiert. Ursaach ass sécher och een net ëmmer glécklecht partnerschaftlech Zesummeschaffen tëschent Stat a Gemengen.

Et huet een d'Impressioun, et géif do heiansdo méi ëm dat berühmte Aarmbéien ewéi ëm d'Saach goen. An dobäi sinn d'verfassungsrechtlech Rollen tëschent dem Stat an de Gemengen eigentlech zimlech kloer geregelt, an d'Verwaltungsgericht huet dat an x Uerteeler och ëmmer festgehalten.

D'Gemengen, ech soen nach eng Kéier, d'Gemenge si verfassungsrechtlech zoustänneg fir déi urbanistesche Gestaltung op hirem Territoire an deemno och fir déi politesch Opportunitéit. De Stat ass a senger Roll dat legalit Kontrollorgan am Sënn vun dem generellen Interessi.

Dëst partnerschaftlech Zesummewirken tëschent dem Stat mat all sengen Institutiu-

nen a Servicer an de Gemenge muss verbessert ginn. Et dierft kee Géinteeen, mä am Interessi vun der Saach muss et ee Matenee sinn, an dat onofhängeg vun aller politescher Faarf vun den Akteuren.

Ursaach ass awer och eng feelend Koordinatioun tëschent de staateleche Servicer, déi an den Aménagement communal awierken. Et geet hei vum Innenministère bis iwwert den Émweltministère, der Gestion de l'eau a bis an d'Kultur.

Obwuel vill Efforte gemaach goufen, feelt et awer un der néideger Kohärenz. D'Retarden an der Prozedur hanken dann oft of vun ëmmer neien Exigenzen, sief et bei Etüden iwwert d'Waasserqualität, d'Fliedermais, de schwaarzen, de roude Milan, der Servitude archéologique, de rare Planzen a Vulle bis zu den Naturschutzzonen an esou weider. All dëst mag sécherlech sënnvoll sinn, mä et ass mëttlerweil ee Prozedurdickecht ginn, wou - op gutt Lëtzebuergesch - „eng Kaz hir Jong net méi erëmfinnt“.

Ursaach fir eng Verlängerung vun den Délaie fir d'PAGe vun der neier Generatioun ass net zulescht awer och ee regelrechte Prozedurstau, zu deem et riskéiert, an nächste Zukunft ze féieren. Ronn 90 Gemengen - 90 Gemengen - müssen an deenen nächsten dräi Joer, dat si 36 Méint, nei PAGe maachen an dat, bei gegebenenfalls Recourse bei dem Verwaltungsgeriicht, och nach op eenzelne Punkte reguläriséieren!

D'CSV-Fraktioun begrëisst duerfir déi Moossnamen, déi am Omnibusgesetz virgesi sinn, fir d'Prozedur weider ze vereinfachen. D'CSV fuerdert doriwwer eraus, fir besonnesch am Émweltberäich méi prezis Regeln ze schafen, wat fir eng Etüden no wat fir enge Kritäre bannent wat fir engem Délaie musse gemaach ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Och d'Verwaltungen müssen Délaie virgeschriwwen kréien, bannent deene si des Etüden iwwerpräiwen. A sollt et zu Personalangel kommen, jo, da muss opgestockt ginn.

D'Rechtssécherheet gëtt mat ëmmer neien Ufuerderungen an ouni kloer Rechtsinstrumenter net méi grouss. Recourse virum Geriicht wäerten dann och gan bestëmmt net ausbleiwen. An et soll ee sech kenger Illusioun präisginn: Een, deen opgrond vun enger Flieermais-Etüd eng Servitude op säi potenzielle Bauterrain geluecht kritt, deen dierft, ënner Ernstänn, net ofgeneigt sinn, deesen Aschnëtt op säin Eegentumsrecht, well dorëms geet et, wuel gerichtlich präiwen ze loossen!

Zweetens, d'Fro vun de Konsequenzen vun der Verlängerung vun dem Délaie fir e PAG vun der neier Generatioun. Ronn 90 Gemenge wäerte bannent deenen nächsten dräi Joer während Minimum 12 bis 14 Méint an enger Iwwergangphas sinn. Si hunn da parallel hiren aktuelle PAG an een neie Projet vun engem PAG ze berücksichtegen. Während där Iwwergangszäit ginn d'Baugenehmegungen am Prinzip op deem ale PAG ausgestellt. Mä d'Genehmigung muss, an d'Gesetz gesäit dat am Artikel 21 kloer vir, parallel Bestëmmung vum dem PAG vun der neier Prozedur aus respektéieren. An dat ass net ëmmer eng ganz einfach Saach, well d'Regelen tëschent deem alen an deem neie PAG stëmme ganz oft net iwwereneen.

Ech ginn lech e Beispill. An engem ale PAG steet dran, dass de Leit hir Diecher e sougenannte Schrägdaach missten hunn, mat enger maximaler Neigung vu 45°. Mä déi nei Bauarchitektur, an ech mengen, dat gesäit jiddwereen am Land, gesäit meeschtens sougenannte Retraiten op dem ieweschte Stack vir, mat engem Flaachdaach. An d'Konsequenz vun der Applikatioun vun deenen zwee PAGen, während där Iwwergangphas, dréit net onbedéngt zur Rechtssécherheet bäi. Eng Rechtsunsécherheet an der Iwwergangphas zu de PAGe vun der neier Generatioun biergt dann och de Risiko vun eventuelle Schuedensersatzkloen a sech.

Wann een dann nach a Betruecht zitt, dass de Buergermeeschter souguer ka penaltrechtlech haftbar gemaach ginn opgrond vun enger eventuell illegaler Baugenehmigung, déi hien ausstellt, wat iwwregens parteiwwergräifend als net glécklech empfonnt gouf, souwuel an der leschter Innenkommissioun wéi och ënner deser neier Regierung, dann ass ee gemeinsamen Effort verlaangt vu Stat a vu Gemengen, fir d'PAGe vun der neier Generatioun esou séier wéi méiglech an d'Drëchent ze bréngen.

Et sollt een an deem Kontext iwwerleeën, ob een net während der Auarbechtungsprozedur vun engem neie PAG Baugenehmigung kéint ausstellen, déi entweder konform zu deem ale PAG sinn oder dem Projet vun deem neie PAG. Eng diesbezüglich Iwwergangsb-



stémung steet iwwregens nach ëmmer haut am Artikel 108bis vum dem Gesetz iwwert den Aménagement communal; si ass just net bekannt. Dës Iwwergangsbestimmung ass blous zanter 2005 net méi de facto applikabel. Wat d'Iwwergangsphas méi laang dauert, wat d'Rechtssicherheet awer méi grouss wäert ginn.

Den Artikel 108bis vum dem Gesetz iwwert den Aménagement communal, dee seet heizou: «Tant que le plan d'aménagement général de la commune n'a pas fait l'objet d'une refonte et adaptation complètes conformément au paragraphe (1) de l'article 108, le bourgmestre accorde directement une autorisation de construire pour les travaux de construction, de transformation ou de démolition d'un bâtiment si ces travaux sont conformes soit au plan ou projet d'aménagement général, soit au plan ou projet d'aménagement particulier approuvés ou en cours d'approbation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Och d'«entrée en vigueur de la présente loi», dat bezitt sech op e Gesetz vum 2005. An de Virschlag vum der CSV wier do, dee Sazdeel «au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi» ze strächen.

Här President, d'CSV-Fraktioun stëmmt dës Projett mat.

Mir ënnerstëtzen och eng séier Ëmsetzung vum Rescht vum dem Omnibusgesetz. Mir sinn der Meenung, dass den Ëmweltbereich a Saache Vereinfachung vum de Prozedure ganz einfach ze kuerz komm ass. D'Omnibusgesetz misst, eiser Meenung no, op deem Punkt erweidert ginn.

Sous réserve vum deene Bemierkungen, ginn ech dann den Accord vum der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, hei an do muss de Léiglateur jo agräifen, fir punktuell Feelaschätzung vu fréier erëm ze berengen. Dat ass natierlech net onbedéngt dann eng gesetzlech Meeschterleschtung. Leider si mer haut an deem Szenario. Mä vu datt mer jo ganz vill Gemengepolitiker heibanne sëtzen hunn, verstet se awer och, datt mer haut mussen déi - et kann ee scho soen - Urgence virhuelen an datt mer d'Omnibusgesetz hu misse splécken an haut am Fong geholl just punktuell eng Adaptatioun am Intéret vum de Gemenge virhuelen.

Well wann dat net géif geschéien, da wüsse mer ganz kloer, datt géife seriö Problemer op ganz vill Gemengen zoukommen. An datt mer haut den Délaï, deen ominéisen Délaï vum 8. August 2015 op 2018 ausweiden, huet dermat ze dinn, wéi de Rapporteur hei et scho ganz kloer gesot huet, datt ebe ganz vill Gemengen, déi meescht Gemengen deem Optrag, wéi en am Gesetz virgesi war, jo net nokomm sinn.

Ech wëll dann nach eng Kéier kuerz drop zrëckkommen op deen Délaï, deen am Gesetz vum 19. Juli 2004 festgeschriwwen gi war. Wann een eng Kéier déi Debatten do zrëckliest, da muss ee feststellen, datt et deemools awer souguer an der Majoritéit och eng Rei Leit gi sinn, déi scho gewarnt hu virun deem Délaï. Ech wëll drop hiweisen, datt en CSV-Vertrieeder deemools, dat war den Här Halsdorf, datt schonn ervirgestrach huet. Ech wëll och drop hiweisen, datt en DP-Vertrieeder, deen deeselwechten och haut ass nach ëmmer, och drop higewisen huet, datt déi Délaie vu sechs Joer trotzdeem vill ze vill kuerz gegräff wieren.

An effektiv, bis 2011 hate jo nëmme sechs Gemengen et fäerdegbruecht, am Kader vum 2004er Gesetz hire PAG unzepassen. E PAG unzepassen, an och do soen ech net vill Neits heibannen, well déi Meesch domadder eng gewëssen Erfahrung gemaach hunn, ass natierlech eng Aarbecht vum engem ganz laangen Otem. Mir wëssen, datt dat eng Aufgab ass, déi net vun haut op muer ze realisieren ass. Et weess een, datt do ganz vill Akteure mussen matspillen. An et weess een och, datt eng ganz Rei nei Elementer derbaikomm sinn, fir kënnen déi PAGen opzestellen.

Wa mer, wéi gesot, haut déi Dispositiounen net géifen änneren, da géif d'Onzefriddenheet nach vill méi grouss ginn, net nëmme bei de Gemengeresponsabelen, mä virun allem och bei Privatleit a virun allem awer och bei Entrepreneure respektiv Promoteuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och ze begrëssen an dësem Projett, datt déi ursprénglech festgehale Sanktiounen u sech elo ofgeschwächt ginn, soudatt, wa Gemenge bis 2018 hire PAG dann nach ëmmer net sollten adaptéiert hunn, zumindest déi negativ Konsequenzen dach dee Moment éischter er-

träaglech wieren. De fréiere Léiglateur hat do ouni Zweifel iwwert d'Zil erausgeschoss.

Et ass schonn hei ugeschnidde ginn, natierlech war dat deemools och als e gewëssent Drockmëttel virgesi ginn, wat och net ganz falsch ass, an et soll een dat och an aller Serenitéit hei ënnersträchen. Elo kréien d'Gemenge praktesch dräi an en halleft Joer weider Zäit, fir kënnen hir PAGen ze adaptéieren. An och, wann et eng schwierig, eng komplex Prozedur ass, esou mengen ech awer, misst dach awer all Gemeng bis dohinner et fäerdegbréngen, och dann, wéi gesot, déi Aarbecht ze maachen.

Wichtig ass och, datt, wéi gesot, de Paragraf 3 vum Artikel 108 vum 2004er Gesetz heimadder och ofgeschafte gëtt. Da kënnst och méi eng Kloerheet, wat eben och d'Bautereglementer ubelaangt. Och do huet eng gewësse rechtlech Onsécherheet elo ëmmer geherrscht, ob d'37er Gesetz nach applikabel wier, ob d'2004er Gesetz nach applikabel wier. An dowéinst ass dat an deem Sënn och elo hei ze begrëssen.

Vläicht och eng ganz kuerz Remarque zu de Bautereglementer, datt et hei dann natierlech och ze bedauern ass, datt u sech net genuch Courage vläicht och gewise gëtt, fir an de Bautereglementer gewësse Moosnamen awer schonn ze fixéieren, datt et dem Buergermeeschter och méi einfach vläicht gemaach gëtt, bei Décisiounen Baugenehmigungen auszustellen.

D'Gesetz iwwert den Aménagement communal vum 2004 - an och déi Kollegen a Kolleginnen, déi heibanne sinn, déi deemools derbäi waren, kënnen sech nach erënneren - stoung deemools natierlech och am Schiet, kann ee scho bal soen, vun där Diskussioun iwwert den IVL, iwwert dee mer jo och schonn eng länger Zäitchen net méi schwätzen. Wa mer haut iwwer Landesplanung schwätzen, da schwätze mer natierlech implizit och iwwert déi kommunal Entwécklung, an déi ass natierlech an deene leschte Méint, och virun allem duerch déi verschidde Plan-sectoriellen, mat beaflost ginn. Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträchen, mir wëssen alleguer, wat d'Konsequenz vun där Diskussioun war: Déi Prozedur ass jo den 28. November 2014 gestoppt ginn.

Eppes ass allerdéngs ganz kloer: Déi Diskussioun wäert erëm eng Kéier missen opgeholl ginn. Mir wäerten erëm eng Kéier eng méi approfondéiert Diskussioun iwwert déi Plan-sectorielle féieren, wat natierlech dann och automatesch wäert eng Implikatioun op déi verschidde PAGen hunn. An dowéinst ass jo och déi Fro, déi vum der Chambre de Commerce a vum der Chambre des Métiers opgeworf gi war, ob een net hätt sollen e gemeinsamen Délaï festhalen, mat Sécherheet net vun der Hand ze weisen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt an där ganzer Diskussioun vum de Plan-sectoriellen awer déi sëllegen a gutt Avisen, déi gemaach gi sinn, datt déi awer net verluer sinn, datt déi Avisen nach wie vor hire Bestanddeel (veuillez lire: hir Berechtigung) hunn, datt se gegebenfalls och mussen oder kënnen adaptéiert ginn. Mä déi Aarbecht war mat Sécherheet net émsoss.

Ech mengen, virdrun huet den Här Roth hei eng Rei Iddien dévéléppéiert, déi een zum gréissten Deel kann ënnersträchen. Erlaabt mer awer trotzdeem, Här Roth, eng kleng Géigefro ze stellen.

Et ass awer virun allem eng Partei, déi iwwer all déi Joren awer d'Méiglechkeet hat, elo schonn am Fong geholl wäitsichteg am Virus ze plangen, soudatt eben elo déi vill Problemer, déi ech opgestallt hunn, net hätte missen entsto. Dat ass net polemisch hei gesot, mä trotzdeem, wann een elo heihinnerkennt an et verlaangt een eng ganz Rei vu Moosnamen, da muss ee sech awer trotzdeem zumindest d'Géigefro gefale loosson, ob een net awer d'Méiglechkeet hat, iwwert de Wee vu sengen Innenministere, déi een all déi Joren a senge Reien hat, trotzdeem vläicht, vläicht, vläicht, vläicht e bësselche méi mat Viraussicht ze operéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech war hei ganz prezis, Här Halsdorf. Ech mengen, Äre Fraktiounskolleg huet jo all déi Froen opgeléicht. An do waren eng ganz Rei Saachen, déi een hätt och scho vläicht kënnen an der Vergaangenheet hei maachen.

Onofhängeg dovun, ech mengen, et ass gutt, datt mer haut op dës Manéier hei reagieren. D'DP-Fraktioun jiddefalls kann déi Moosnamen hei nëmme ënnerstëtzen, an der Hoffnung, wéi gesot, datt mer elo net kuerzfristeg erëm eng Kéier mussen gewëssen Adaptatiounen vum dem Gesetz virhuelen, wuel wëssend, datt et eng extrem komplex Matière ass, wuel

wëssend, datt sech eben aus der Praxis eraus eng ganz nei Siicht vu Problemer opgedoen huet an datt dat ebe mat sech bruecht huet, datt regelméisseg muss hei léigiféiert ginn.

An deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech selbstverständlech den Accord vum der DP-Fraktioun, soen awer och dem Rapporteur Claude Haagen Merci fir seng ausféierlech Berichter, souwuel mëndlecher wéi och schrëftlecher Natur. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Merci och dem Här Graas. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech war als Netgemengepolitiker e bësselche schonn erféiert, wéi ech gesinn hunn, datt mer hei - d'Wäisheet vum der Conférence des Présidents - de Modell 1 fir de Projet zouginn hunn, a wéi Dir dunn och nach gesot hutt, et wier de 6704, dunn hunn ech geduecht, mir géifen iwwert d'Omnibusgesetz schwätzen. Gott sei Dank ass dat net de Fall. Et ass de 6704A, wéi de Rapporteur dat richtig gesot huet. An de Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport, huet zu Recht gesot: Et gëtt eng gewëssen Urgence.

Déi gewëssen Urgence huet en och erkläert. En huet gesot, mat deem Gesetz hei géife mer zwee Artikelen änneren, déi extrem wichtig wieren, an dat sinn zwee Artikelen vum Gesetz vum 19. Juli 2004. An do ginn ech och dem Här Gilles Roth, dem PAG-Expert vum der CSV, absolutt recht, datt dat Gesetz vum 2004 - och als Netgemengepolitiker géif ech dat awer och kënnen soen -, net allze vill ee grouse Worf war. Do si schonn esou vill Nobesserunge geschitt. An Dir hutt gemengt, et wier net déi lescht. Et kéint och duerchass sinn, datt et nach net déi lescht wier.

Op alle Fall, déi hei, déi mer dann elo an enger gewësserer Urgence virhuelen, dat resüméiert sech drop, datt mer d'Deadline, wou déi PAG vum der neier Generatioun mussen ofgeschloss sinn, op den 8. August 2018 verlängeren. Et ass och gesot ginn: Vun deenen 105 Gemenge sinn der just 15, déi hire PAG konform hunn. An et ass och gesot ginn, datt d'Sanktiounen och geännert ginn. De PAG gëtt net méi caduc, mä et därefer keng Ëmännerunge méi gemaach ginn. An och d'Bautereglement gëtt net méi caduc.

Dat si selbstverständlech Ännerungen, déi mir begrëssen, an duerfir ginn ech och den Accord vum der grénger Fraktioun zum Projet de loi 6704A. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Claude Adam. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Claude Haagen fir dee formidable Rapport, schrëftlechen a mëndlechen, Merci hei soen.

Ech mengen, wa mer haut hei eng Spléckung vum dem Omnibusgesetz gemaach hunn a just zwee Artikelen aus dem Gesetz vum 19. Juli 2004 ofänneren, esou wüsse mer alleguer am Fong scho vum 2004 un, déi deemools schon heibanne waren, datt mer wäerten an der Zukunft, vun deemools aus gesinn, Problemer mat den Délaie kréien. Dat ass 2004 schonn heibannen diskutéiert ginn. An d'Argumentatioun war deemools déi, datt mer gesot hunn: Wa mer keng Délaie drasetzen, mer setze keng Sanktiounen dran, da maachen d'Gemengen näischt, dann huele se sech gutt Zäit, da schleift dat einfach esou virun.

Mir hunn Délaie dragesat, mir hu Sanktiounen dragesat, an den Erfolleg war duerfir awer net vill méi grouss. Et gesäit een, datt d'Lëtzebuerger Gemenge wëssen, wéi d'Politik hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. Wann een esou Délaie drasetzt a Sanktiounen drasetzt, an et si genuch Gemengen, déi sech net drun halen, da gëtt dat einfach geännert an et gëtt verlängert.

Sou hu mer schonn Etappen derteschent gebaut. An all Kéiere hu mer dat gesot hei, datt deen Délaï net wäert agehale ginn. An ech kann lech och elo scho soen, Här President, Dir sollt kucken, am Mee 2018 e Mëtting op dem Ordre du jour eng Stonn ze reservéieren, well mer dann erëm e Projet de loi hei wäerten diskutéieren, fir den Délaï vum 2018 vläicht nëmme méi dann op 2020..., mä mir wäerten en dann nach eng Kéier verlängeren, och wa mer d'Sanktiounen elo an dësem Gesetz erofgesat hunn.

Dat heescht, d'Gemengen huet et net gestéiert, wéi d'Sanktiounen relativ sec waren. An ech ka mer elo virstellen, well se elo méi schwach sinn, datt se elo net méi erpicht sinn, fir méi séier ze schaffen, well d'Sanktiounen si jo elo méi schwach ginn.

Mä och déi Sanktiounen wäerte mer net zum Droer komme loosson am Joer 2018. Och da wäerte mer erëm mussen hei léigiféieren.

D'Fro, déi ee sech am Fong muss stellen: Firwat hunn am Fong elo no zéng Joer eréischt eng zéng, fofzéng Gemengen d'Prozedur duerchlaaf? Dat ass am Fong déi Diskussioun, déi mer misste féieren. Firwat bréngen eis Gemengen dat net fäerdeg? Oder wëlle se et net? Ech géif mengen, d'Gemenge wëllen et maachen! Et ass also net, datt, mengen ech, eng Oppositioun ass vum de Gemengen a se soen: Mir wëllen dat doten net maachen. Ech mengen, eng Gemeng huet en Intéret drun, fir et ze maachen. Mä da muss ee kucke goen: Firwat geschitt et dann net?

Wa mer 2011 sechs Gemengen haten - dat heescht, du war scho sechs, siwe Joer d'Gesetz a Kraaft - an 2015 hu mer der fofzéng, da misst den Här Minister eis vläicht kënnen soen, si wëssen awer vläicht, wou déi aner Gemengen an de Prozedure méi oder wéiniger dru sinn oder wat bis elo an de Ministère agerecht ginn ass. Mä et misst een awer och emol eng Analys maachen am Fong, amplaz datt mer einfach ouni vill Diskussioun all puer Joer den Délaï verlängeren. Firwat hunn d'Gemengen dat net fäerdegbruecht?

Ass et einfach ze komplizéiert un de Prozeduren? Ech verstinn, datt dat doten an all Gemeng a jee nodeem, wéi d'Viraarbecht war, wéi deen ale PAG war... Et gëtt jo och Gemengen, déi scho relativ wäitsichteg PAGe virun zéng, fofzéng Joer gemaach hunn, wou ech géif mengen, déi kéinten dann och vläicht méi séier eng Adaptatioun maachen. Et sinn awer och Gemengen, déi nach relativ wäit hannen an deem Domän sinn an déi quasi alles mussen integral iwwerschaffen. Dann ass dat eng enorm Aarbecht!

An ech weess och aus menger laangjähreger Erfahrung, déi ech doranner hunn, datt dat net einfach ass, an enger Gemeng un de PAG fréckelen ze goen, well d'Wënsch ëmmer da ganz grouss sinn an d'Diskussiounen grouss sinn an et politesch net einfach ass. An der Zwëschenzäit kommen dann och nach Gemengerotswahlen derteschent, wou dann erëm aner Leit an d'Gemenge kommen. Et kommen nei Iddien, nei Interessen oder wéi een et wëllt nennen. Alles dat mécht d'Saach net méi schwéier (veuillez lire: méi einfach)!

D'Prozedure si sécherlech och eng vun den Ursaachen, wou mer jo scho laang driwwer schwätzen, an iwwert d'Omnibusgesetz wëlle mer jo och iwwerhaapt Prozedure maachen. Mä mir mussen, mengen ech och, hei Délaie setzen an de Prozeduren. Net nëmme de Gemengen, mä och de staatleche Verwaltungen mussen mer Délaie setzen, wou et muss viru goen. A mir hunn och nogebessert an der...

An ech ka mech erënneren, deemools, wéi mer ugefaangen hunn, iwwert déi dote Saachen ze diskutéieren, datt mer och gesot hunn: „Hu mer iwwerhaapt genuch Bureau-d'étuden?“, wa sämtlech Gemenge géife matenee soen: „Ma elo maache mer et.“ Do ware mer déizäit schonn der Meenung, datt mer net genuch Bureau-d'étuden hätten, déi datt iwwerhaapt géife fäerdegbréngen, oder mir missten an d'Ausland goe bei Bureau-d'étuden. An do ass gesot ginn: „Ma neen, et muss jo net alles matenee gemaach ginn. Kommt, mir kucken, datt mer déi Bureau-d'étuden, déi mer am Land hunn, datt mer déi beschäftegt kréien.“ Mat deem bekannte Resultat, wat mer dann haut hei hunn.

Duerfir, wéi gesot, mir hunn hei eng Situatioun, wou et och haut erëm richtig ass, datt mer en Délaï setzen, well ouni Délaï, sinn ech einfach iwwerzeegt, géif guer näischt geschéien! Mä ech sinn iwwerzeegt, datt och mat engem Délaï mer an dräi Joer erëm wäerten hei sto. An dann, hoffen ech, ass d'Progressioun awer bis an den nächsten dräi Joer méi séier virugaange wéi se an deene leschte Jore virugaangen ass!

A mir kënnen nëmme just zesammen hoffen - an et si jo vill Kommunalpolitiker heibannen -, datt d'Gemenge wierklech e Maximum maachen, fir datt mer iwwert deen dote Wee eng uerdentlech a geuerdnet Landesplanung zustane kréien, déi méi wéi iwwerfällg ass.

Ech soen lech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. D'Wuert huet direkt den Innenminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt och e Merci un de Rapporteur an un d'Chamber allgemeng, dass en akzeptéiert ginn ass, dësen - géif ech soen -



awer bal e bëssen onkonventionelle Wee vun der Lassléisung vun engem Deel vum Omnibusgesetz, fir där Prozedur zougestëmmt ze hunn. Och de Statsrot ass jo mat op deen dote Wee gaangen, well mer jo alleguerte wëssen, dass mer hei an der Obligatioun waren, fir séier ze handelen, fir d'Gemengen net an eng Situatioun vun Insécurité juridique ze setzen.

Et ass virdu gesot ginn: 2014 ass d'Omnibusgesetz als Ganzt déposéiert ginn. Mir waarden nach ëmmer op den Avis vum Statsrot. Ech ginn allerdéngs gären zou, dass dat Gesetz esou ëmfaassend ass, dass et net einfach ass, do all d'Detailer ze erfaassen, an dass een dofir eng gewëssen Zäit brauch, fir dat Ganzt ze analyséieren. Do läit den Däiwel ganz oft am Detail. Dofir war ech och ganz frou, dass och de Statsrot, wéi gesot, mat op dee Wee gaangen ass, fir deen heiten Deel vum Omnibusgesetz erauszuléis, well mer einfach an der Situatioun sinn, dass dee fatalen Datum vum 8. August 2015 elo ganz séier kënnt.

An ech wëll nach derbäisoen, dass e fir eenzel Gemenge souguer nach vläicht ënner Ëmstänn vill méi séier komm wier, well de Libellé vun hirer Deliberatioun, wou se d'Verlängerung ugefrot hunn, juristeschech och onkloer wier, soudass et souguer ënner Ëmstänn esou gewiescht wier, dass scho Gemengen an der Situatioun gewiescht wieren, dass se scho virum 8. August 2015 an der Situatioun gewiescht wieren, dass hire PAG tout simplement caduc gewiescht wier.

Ech mengen, et ass och hei kloer scho gesot gi vum Rapporteur, wat den Inhalt vum deem Gesetz ass. Et ass näischt Weltbewegendes, an trotzdeem ass et eppes, wat fir d'Gemenge vun essenzieller Bedeitung ass. Mir wëssen dat alleguerten. An dofir jiddwerengem Merci, dee gehollef huet, dass mer dëst Gesetz konnten op dese Wee hei an d'Chamber bréngen!

Ech mengen, wa mer elo deen Délai hei verlängeren, an den Här Gibéryen huet virdrun och dovunner geschwat, dann ass dat keng Opfuerderung un d'Gemengen, elo piano, piano ze maachen, nach méi lues ze maache wéi vläicht an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, elo nach kënne sech Zäit ze huelen an ze trëntelen. Am Géigendeel, den Drock ass grouss! Och déi dräi Joer, déi mer elo verlängeren, déi gi ganz séier eriwuer. An et ass virdu schonn ugedeit ginn, do wäert och nach e gewëssene politeschen Drock och op d'Gemengen duerkommen.

Also wéi gesot, keng Opfuerderung un d'Gemengen, elo ze trëntelen, ganz am Géigendeel! Et soll een de Gemenge kloermaachen, wat d'Virdeeler vun de PAGe vun där neier Generatioun si par rapport zu där aler Gesetzgebung vun 1937. Dofir och d'Opfuerderung hei ganz kloer un d'Gemengen, elo séier virunzemaachen an net ze waarden, well et am Sënn och vun enger wesentlecher Simplification administrative ass, virun allem och am Beräich vun de Quartier-existants, dass mer eben déi PAGe vun der neier Generatioun esou séier wéi méiglech wäerte kréien.

Net zulescht, selbstverständlech, d'Sanktioun: Et gëtt geännert, mä si fällt net. Et bleift eng wesentlech Sanktioun drop, wann een en Datum net anhält, nämlech déi, dass ee keng Modification ponctuelle vum PAG méi ka maachen, respektiv déi Sanktioun, dass och kee PAP vun den nouveaux Quartiers méi ka gemaach ginn. Dat ass, mengen ech, trotzdeem e wesentlechen Aschnëtt an d'Gestaltungsfreiheet vun enger Gemeng. Dofir mengen ech, dass déi Sanktioun hei och nach streng genuch ass, fir d'Gemengen ze incitéieren, awer elo séier op de Wee ze goe vum PAG vun der neier Generatioun.

Ech wëll kuerz vläicht drop agoen, wat de Vertrieeder vun der CSV gesot huet, wou ech ganz viles kann ënnerschreien, wat e gesot huet, virun allem d'Iddi, dass mer hei net sollte géintenee operéieren, mä vill méi matenee schaffen. Hei sinn net d'Parteifaarwen, déi interessant sinn an déi wichteg sinn, mä hei ass wichteg ze kucken, dass mer zu konkrete Léisungen um Terrain kommen, fir dass mer am Intérêt vum Land de Wunnensbau kënne virundreiwen. Dat ass ganz wichteg.

Et ass och gesot ginn, et géif net genuch Koordinatioun gemaach ginn. Ech wëll dem Här Roth awer dozou soen, dass dat och meng Aschätzung war. An dofir hu mer am Intérieur déi Plattform ageriicht, wou am Virfeld vun der Planung, vun de PAPen u sech all Akteuren un engem Dësch sëtzen: d'Gemenge mat de Promoteuren, mat de Vertrieeder aus de Verwaltungen, sief dat den Environnement, d'Gestion de l'eau, d'Ponts et Chaussées, d'Kultur, a selbstverständlech och vum Intérieur an och nach anere Verwaltungen, wann et da muss sinn. Ech mengen, dat klappt och relativ gutt.

Mä och déi Plattform do kann u sech net all Problemer léisen, déi mer an der Prozedur entdecken. Och déi Plattform do an och déi Vertrieeder vun deene jeeeweilege Ministère müssen

hiweisen op hir jeeeweileg Gesetzgebungen, déi mussen agehale ginn. Dir kennt alleguerten d'Gesetz vun 2008 iwwert déi faméis SUPen, wat eis an deem engen oder anere Projete jo awer Problemer mécht. A mir mussen, do ginn ech lech recht, mir mussen och dorunner schaffen, fir hei zu Vereinfachungen ze kommen!

Ech sinn awer och frou, dass den Här Roth Léierfäegkeet bewisen huet, wéi en am Fong sech selwer eng Fro gestallt huet, déi en an engem Referendumsstil praktesch hei gestallt huet, an du konnt e se mat Jo beäntweren. Ech mengen, dat weist jo och, dass d'CSV léierfäeg ass. An ech wëll him och soen, dass ech genau an deem nämlechte Geescht,...

(Interruption)

...genau a sengem Geescht wäert probéieren, konstruktiv seng Iddi opzehuelen a se ze préiwen.

Ech ginn allerdéngs ze bedenken, dass se eventuell den Nodeel kéint hunn, dass mer, wa mer déi Iddi do tel quel iwwerhuelen, am Fong déi nei Orientatiounen, déi mer an engem neie PAG awer scho wëlle festhalen, déi nei politeschech Orientatioun, déi mer wëlle ginn, déi nei urbanisteschech Orientatioun, déi mer wëlle ginn, déi sech jo awer och aus enger demokratescher opgestallter Étude préparatoire schonn erausgeschield hunn, dass mer déi u sech géifen hypothéquieren, andeems dass mer géifen einfach d'Dispositiounen vun engem ale PAG iwwerhuelen.

Dofir: Jo zur Iddi, et soll ee se préiwen, et soll ee se kucken. All Iddi ass gutt, egal vu wem se kënnt, wa mer kënne hei konstruktiv virkommen. Ech wëll just soen: Il y a du pour et du contre, et ass bal wéi bei allem. Mä ech huelen awer d'Iddi mat an ech wäert se mat menge Servicer préiwen, fir gegebenefalls nach eng Kéier dorobber zrëckzekommen.

Dat gesot, nach eng Kéier e grouse Merci, dass mer hei konkret virkommen. An dee Merci kann ech, mengen ech, och hei am Numm vun alle Gemenge ginn.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6704A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6704A et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6704A est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Zeimet), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Serge Wilmes) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Eugène Berger), Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

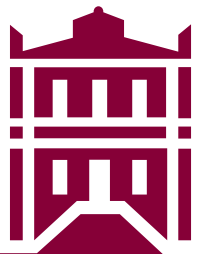
(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge sinn den 9., 10. an 11. Juni. Ech soen lech villmools Merci a selbstverständlech gesi mer eis erëm an deene ville Kommissiounssëtzungen.

Merci a bis geschwënn!

(Fin de la séance publique à 16.06 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. 6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État

- Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. 6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée

- Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président

5. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. Conclusions du rapport final concernant la «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies

- Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Dépôt et présentation d'une résolution: M. Alex Bodry (M. Michel Wolter intervient)

- Débat: M. Serge Wilmes, M. Lex Delles, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

(La séance est suspendue de 16.25 à 16.41 heures.)

7. Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015

- Débat: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), M. Eugène Berger (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. Claude Adam (interventions de M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry), M. David Wagner (interventions de M. Claude Wiseler, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État), M. Marc Spautz (interventions de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Marc Angel et M. Alex Bodry)

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter, M. Eugène Berger, Mme Nancy Arendt, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler et M. Fernand Kartheiser)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)



1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen d'Sézung op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Statsminister. Dat ass net de Fall.

2. Communications

Da wollt ech der Chamber communicéieren:

1) dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert gouf.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sézung an d'Chamber erakomm sinn, ass un d'Fraktioun gaangen.

3) D'Lëscht mat der Petitioun, déi säit der leschter Sézung deponéiert ginn ass, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

4) Sou wéi dat dann am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: De 4. Juni 2015 huet d'Presidentin vum Statsrot matgedeelt, dass nom Départ vum Här Paul Schmit e Posten als Conseiller d'État vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidaten fir de Poste vum Statsconseiller opzestellen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspräsident riichten, an dat spëtstens bis den 1. Juli. De Stempel vun der Post géllt.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleen, dass een déi folgend Konditiounen erfëllt: d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn, hei zu Lëtzebuerg liewen, den Alter vun 30 Joer erreicht hunn.

E spezifesche Profil ass eis vum Conseil d'État matgedeelt ginn. Wat dese Profil ugeet, esou huet de Conseil d'État sech fir eng Präferenz fir e Kandidat, dee Jurist ass, mat enger Spezialisierung am Droit public an administratif an enger Erfahrung am administrative Beräich, ausgeschwat.

Ech erënneren lech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgeluechter Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleën, déi d'Averständnis vum Kandidat beleet. Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 9 juin 2015

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) *Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:*

6818 - *Projet de loi portant création d'une école internationale à Differdange*

Dépôt: *M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.05.2015*

6820 - *Projet de loi portant modification:*

1) *de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne,*

2) *du Code d'instruction criminelle,*

3) *du Code pénal*

Dépôt: *M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.05.2015*

6823 - *Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles*

Dépôt: *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.05.2015*

6824 - *Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises*

Dépôt: *M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.05.2015*

6825 - *Projet de loi relatif à la construction de la 5^e extension de la Cour de Justice de l'Union européenne*

Dépôt: *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.06.2015*

3) *La demande de pétition publique suivante a été déposée:*

Demande de pétition publique n°507 - Eis Kanner sinn zu allem fäeg. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul!

Dépôt: *21.05.2015 par Marco Thomé, Gewerkschaft vum Gemengepersonal*

4) *Par courrier du 4 juin 2015, Madame la Présidente du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés qu'à la suite du départ du Vice-président du Conseil d'État, M. Paul Schmit, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.*

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 01.07.2015, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) *être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);*

2) *jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);*

3) *résider au Grand-Duché (certificat de résidence);*

4) *être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).*

Un profil spécifique du candidat pour le mandat à pourvoir a été établi par le Conseil d'État. Le Conseil d'État exprime une préférence pour un candidat disposant d'une formation de juriste, spécialisé en droit public et en droit administratif et disposant d'une expérience administrative. La Chambre des Députés établira la liste des trois candidats en séance publique sur base des candidatures introduites.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech lech matdeelen, dass an hirer Reunion vum 4. Juni d'Präsidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6821 ausgeschwat huet. Et handelt sech dobäi em eng Proposition fir eng Ofännerung vum Statsrot. Déi Proposition gouf den 19. Mee vum Här Paul-Henri Meyers deponéiert.

Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi n°6821 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

4. 6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée

Déclaration de recevabilité

An der Reunion vum 4. Juni 2015 huet sech d'Präsidentekonferenz och fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6822 ausgeschwat. Et handelt sech em eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit fir déi fräiwëlleg Zaldoten. Déi Proposition de loi gouf den 20. Mee vum Här Fernand Kartheiser deponéiert.

Ass d'Chamber d'accord mat deem Virschlag vun der Präsidentekonferenz?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi n°6822 est renvoyée à la Commission juridique.)

5. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz vun deemselwechten Dag huet sech fir deen Ordre du jour ausgeschwat, deen de Fraktiounen zougestallt ginn ass.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

A mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Et geet em deen Débat, dee vun der Regierung ugefrot ginn ass iwwert de Rapport Artuso, betreffend d'Fro vun der Behandlung vun eise jiddesche Matbierger während där Period vun 1933 bis '41. Ech wëll lech soen, dass d'Riedezäit nom Modell 1 fixéiert ass. Dir hutt déi Riedezäit matgedeelt kritt. An als éischte Riedner bidden ech de Statsminister, den Här Xavier Bettel, un d'Riednerpult. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

6. Conclusions du rapport final concernant la «question juive», au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies

Déclaration

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci, dass an de Chamberskommissiounen an och heibannen an aller Serenitéit am Kader vun engem eierlechen, oppenen a couragéierten Débat iwwert de Rôle vun eisen Institutiounen an enger ganz däischerer Zäit vun eiser Geschicht ka geschwat ginn.

Nodeems d'Historiker Serge Hoffmann an Denis Scuto an der Effentlechkeet berechtigt Froen iwwert de Rôle vun de Lëtzebuerger Autoritéite während dem Zweete Weltkrich gestallt hunn, gouf den 28. September 2012 hei an der Chamber eng parlamentaresch Fro deponéiert, eng Fro, déi net ouni Konsequenze bliwwen ass. An engem gewëssene Sënn geet hei am Parlament haut also e Krees zou, och wann d'Opschaffen an d'Aarbechte vun der Recherche weidergefoert mussen ginn an och ginn.

Am Januar virun zwee Joer huert den deemolege Premierminister a senger Äntwert op déi Fro vum Här Ben Fayot nach vun engem gewëssene Flou geschwat, wat de Rôle vun der Verwaltungskommissioun a Relatioun mat der Deportatioun vu Judde betrëfft. Aus deem Grund huet d'Regierung et och noutwendeg fonnt, dass een d'Recherche sollt encouragéieren.

Am Mee 2013 ass schliisslech eng Konventioun tëschent der Uni Lëtzebuerg an dem Statsministère ënnerschriwwen ginn, déi et erlaabt huet, fir en Dispositiv vu Recherche iwwert de Rôle vun der Exekutiv an der Zäit vum Zweete Weltkrich opzestellen.

D'Froen, déi sech gestallt goufen, waren eendeitig a couragéiert: Hunn d'Autoritéite vun deemools mam Okkupant bei der Persekutioun vun de Judde kollaboréiert? Wéi huet déi eventuell Kollaboratioun ausgesinn? Wéi a vu wem war se motivéiert?

Den Historiker Vincent Artuso huet den Optrag vun der Uni Lëtzebuerg ugeholl an hie gouf a senger Aarbecht encadréiert vun engem Comité scientifique. Et huet sech bei der Aarbecht vum Här Artuso scho fréi gewisen, dass d'Fuerschung iwwert d'Kollaboratioun wäit iwwert dat muss erausgoen, wat an deemem Projet de recherche définéiert gouf.

Dës ganz fréi Konklusioun steet nach ëmmer a muss zu weideren Efforte beim Opschaffe vun eiser eegener Geschicht féieren. D'Resultater vun der Recherche an déi virleefeg Schlusskonklusiounen vum Här Artuso sinn a sengem Rapport festgehalen. Et sinn zum Deel ganz nei Erkenntnisser, déi den Historiker beschreift. An et ass duerch des Fuerschungsaarbecht Luucht a verschidden däischerer Ecker komm an dat ass och gutt esou a wichteg. Et gouf héich Zäit - et gouf héich Zäit! -, dass mir eis mat allen Aspekter vun eiser Geschicht auseemesetzen, dass mer méi e kompletten Iwwerbléck vun deem, wat geschitt ass, fuerderen an och kréien.

Et sinn awer net nëmmen nei Erkenntnisser, déi eis haut zum Nodenke bréngen. Am Rapport, iwwert deen d'Chamber haut debattéiert, sinn och Elementer zréckzefannen, déi scho virdru bekannt waren, awer kaum thematiséiert goufen. Dat betrëfft d'Beispill vum Telegramm vun der Commission administrative un Nazidäitschland, iwwert deen de Paul Cerf 1980 scho geschriwwen huet. Hei seet d'Verwaltungskommissioun sech bereit, nei Uerdenen ze follegen, soulaang d'Souveränitéit vum Land net a Fro gestallt géif ginn.

Mir hunn haut och nei Informatiounen, déi mer virun e puer Méint net haten. Mir hunn haut e Spiegel, an dee mer kucken, dee jorzéngtelaang um Späicher an enger Këscht louch, déi staark verstëbt war an déi keen esou richteg wollt opmaachen. Mir hunn eenzel Beispiller, wou Vertrieeder vun der Exekutiv bewosst oder onbewosst kollaboréiert hunn an e Riedche waren an där Maschinerie vun der Judde-

verfolgung. Fonctionnaires, Vertrieeder vun der Police, Leit aus dem Enseignement, mä och Beamten a Burgermeeschteren op Gemengenniveau ware punktuell oder generell bereit, fir ze kollaboréieren an notamment Lëschte mat Nimm vu jiddesche Matbierger opzestellen a weiderzeginn.

Déi gréisste Responsabilitéit vun der Verwaltungskommissioun war déi, dass een den Uerdere vum Gauleiter Gustav Simon gefollegt huet an de Lëtzebuerger Judden, déi geflücht waren, net erlaabt huet, nees bei sech heemzekommen, schreift de Vincent Artuso a sengem Rapport.

Vun deem Dag un hätt een d'Denkemuster vum Nationalsozialismus akzeptéiert, sou den Historiker an de Konklusiounen vu sengem Rapport. D'Fro, ob et eng Alternativ zu där Positioun gouf, ass haut schwéier ze beäntweren, an nach méi schwéier ze beäntweren.

Et bleift d'Gewëssheet, dass mer net all Helde waren an dass mer eng Verantwortung géigeniwwer der jiddescher Communautéit droen. Déi Verantwortung mussen mer iwwerhuelen an zu där mussen mer och stoen. Wéi mer haut domadder ëmginn, mussen mer all zesammen entscheeden.

An dofir freet d'Regierung och, Här President, d'Chamber, als éischte Pouvoir vum Land, op deser Fro Positioun ze bezéien. D'Bereetschaft vum Pouvoir exécutif, fir d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen, steet, an déi Responsabilitéit kënnen a solle mer haut zesammen assuméieren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Statsminister. An éischte Riedner ass den Här Alex Bodry, President vun der Institutiounskommissioun, deen am Numm vun der Präsidentekonferenz an der Institutiounskommissioun d'Resultat vun eisen Aarbechte presentéiert a Form vun enger Resolutioun. Duerno kennt den eigentlechen Débat. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et présentation d'une résolution

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, et ass fir mech eng grouss Eier, fir haut d'ärfen an Ärem Numm des Resolutioun ze presentéieren, eng Resolutioun, déi mer a siwe Sitzung geschafen hunn, d'Conférence des Présidents an d'Institutiounskommissioun, mat der Suerg a mat dem Wëllen, fir op eestëmmeg Konklusiounen ze kommen. Dat ass eis gelongen.

1945 bis 2015, 70 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich debattéiert d'Chamber iwwert déi sougenannten „Juddefro“ zu Lëtzebuerg, d'Verfolgung vun de Judden ënnert der Nazibesatzung hei am Land. Et ass déi éischte Kéier, dass déi Fro vun der Shoah, der systematescher Exterminatioun vun dem jiddesche Vollek, an den Zentrum vun enger parlamentarescher Debat hei zu Lëtzebuerg gesat gëtt. Bei deem Masseverbrechen, deem Vëlkmord, deem Verbriche géint d'Mënschlechkeet, jo géint d'Mënschheet, duerch Nazidäitschland an duerch eng Haassideologie si während dem Zweete Weltkrich sechs Milliounen Judden ëmkommen, dorënner 1,5 Milliounen Kanner.

Dës verréckten Exterminatiounswell huet och viru Lëtzebuerg net Halt gemaach. No dem aktueller Wëssensstand si ronn 1.300 Judden, déi am Mee 1940 am Land gelieft hunn, vu Lëtzebuerg, vu Frankräich a vun der Belsch an d'Doudeslageren deportéiert ginn, wou se bal all gestuerwe sinn.

Dës Affer gehéieren zu deem bluddegen Tribut, deen eist Land an deem Krich huet misse bezuelen. No den offizielle Chifferen huet Lëtzebuerg 5.700 Doudesfäll ze bekloen, déi op de Krich an op d'Ennerdréckung zréckzeféiere sinn. Dat entsprécht ronn 2% vun der deemoleger Bevëlkerung. Dës dramatesch Evenementer bleiwen an eiser nationaler kollektiver Erinnerung, an eiser Geschicht verankert. Si hunn d'Lëtzebuerger Natioun zementéiert.

Als Chamber bewonnere mer de Courage, déi couragéiert Haltung vu munche Lëtzebuerger géintiwwer dem Okkupant, déi senger mënscheveruechtender Ideologie resistéiert hunn an och eng Partie Judde virum sécheren Doud getrett hunn.

Dee vun der Regierung gefrote Rapport vum Historiker Vincent Artuso vum 9. Februar 2015 huet awer och eng aner Säit vun der Situatioun vun de Judden hei zu Lëtzebuerg opgezeechent. An enger de Judde misstruesch, jo feindlech gesënnter Atmosphär an den 1930er Joren, an de 40er Joren zu Lëtzebuerg, wéi a ganz Europa, ass op verschiddene Verwaltungsniweaue et hei am Land zu Feelverhale komm.

Am Rapport Artuso gëtt folgend Schlussfolgerung gezunn - ech zitieren aus dem franséischen Text: «L'administration luxembourgeoise collabora à la politique de persécutions antisémites de l'administration civile allemande dans trois domaines: l'identification des personnes considérées comme appartenant à la race juive selon les critères allemands; leur expulsion de la fonction publique, des professions libérales et des écoles; la spoliation de leurs biens.» Enn vum Zitat.

Déi vun der Chamber de 16. Mee 1904 age-sate Verwaltungskommissioun, eng Aart „Regierung bis“, huet d'Uerder vum Gauleiter a Gestapo matgedroen an dozou bäigedroen, de Lëtzebuerger vu jiddeschem Glawen, déi geflücht waren, d'Zréckkommen an hiert Land ze verweigeren. D'Lëtzebuerger Judde sinn esou aus der nationaler Gemeinschaft ausgeschloss ginn.

Och wann net d'Verwaltung als Ganzt während dësem Ufank vun der Nazibesatzung kollaboréiert huet, geet aus den historesche Recherchen ervir, dass eenzel Membere vun der Verwaltungskommissioun, en Deel vun de Verwaltungschefen, eenzel Beamten aus dem Justizministerium an der Police, eenzel Buergermeeschteren a Schouldirekteren, Enseignanten a Schoulinpektore wéi och Notairen an Expertkontablen, déi och eng effentlech Missioun ausüben, antisemitesch Consigné ginn oder ausgefouert hunn. Dat hu se gemaach, anscheinend ouni sech weider Froen ze stellen, an heiansdo mat Äifer, wann et drëm gaangen ass, Lëscht vu Lëtzebuerger an auslännesche Juden opzestellen.

Och ass bekannt, spéitstens zënter dem Rapport vun 2009 iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder hei zu Lëtzebuerg, dass eenzel Lëtzebuerger effentlech Autoritéite bei der Spoliatioun vun de Verméige vun de Membere vun der jiddescher Gemeinschaft bedeelegt waren.

D'Lëtzebuerger Exilregierung, déi offiziell de Stat vertrat huet, huet, an och dat geet aus dem Artuso-Rapport ervir, probéiert, de Judden ze hëllefen. An de Lëtzebuerger Stat als Ganzt huet offiziell keng antisemitesch Verfolgungspolitik bedriwwen. Et bleift awer och d'Erkenntnis: De Judden ass och zu Lëtzebuerg an och vu Lëtzebuerger Leed zougefuegt ginn a grousst Onrecht geschitt.

Et ass an eisen Aen Zäit, héich Zäit, mä glécklecherweis net ze spéit, fir e staarke symboleschen Akt ze setzen an der jiddescher Gemeinschaft eng iwwerfälleg Unerkennung ze ginn a se offiziell an d'Gemeinschaft vun allen Affer vum Naziregime hei zu Lëtzebuerg opzehuelen, eng Unerkennung, déi virdu Resistenzler, Zwangsrekrutierter, Ëmgesidelter, politesch Verfollegter an, ënner anere Viraussetzungen, Spueniekämpfer kritt hunn.

D'Initiative wéi d'Schafe vun enger Fondatioun an engem Monument zur Erënnerung un d'Shoah, d'Weiderféierung vun den Aarbechte ronderëm d'Comptes dormants an nei Strukturen fir d'Geschichtsfuerschung wéi och gesetzlech Archivnorme sinn alles Initiativen, déi d'Regierung ugestouss huet an an där nächster Zäit wëllt realisieren.

D'Chamber dréckt ausdrécklech de Wunsch aus, dass d'Erënnerungsarbecht ronderëm den Zweete Weltkrich nieft der Roll vun der Verwaltungskommissioun nach weider muss analyséiert ginn, och op aner Theme soll ausgedehnt ginn, wéi op d'Roll vun der Chamber zu där Zäit, vum Statsrot, vun der politescher Kommission, der Exilregierung an och vu verschiddenen Industriekresser. Do ass nach vill historesch Opschaffungsarbecht ze maachen.

Dëse Resolutionsentwurf, deen d'Ënnerschrëft vun 21 Kolleeginnen a Kolleegen dréit, bréngt also zum Ausdrock dat, wat sämtlech an deser Chamber vertruede Parteien, Fraktiounen a Sensibilitäten empfangen. Trotz allen Divergenzen an der Appréciatioun vun deem engen oder aneren Aspekt vun där Zäit war de Wëllen, e kloren, onmëssverständleche politesche Message un d'jiddesche Gemeinschaft zu Lëtzebuerg ze riichten, eenzeg an eleng ausschlaggebend.

An engem rare Moment vun Eestëmmegkeet erkennt d'Chamber d'Leiden un, déi der jiddescher Gemeinschaft, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, während der Naziokkupatioun zougefuegt gi sinn, an dréckt hiert déift Bedauern aus. D'Chamber entschëllegt sech bei der jiddescher Communautéit fir déi Feelverhalten, duerch déi d'Verantwortung vun der Lëtzebuerger effentlecher Autoritéit engagiert ass. D'Chamber ënnersträicht d'Wichtigkeet vun den historesche Recherchen, mam Zil, géint d'Vergiessen a fir d'Erënnerung un déi drama-

tesch a markant Etappe vun eiser Geschicht virzegoen. Esou Gausamkeeten dierfe sech net widerhuelen!

Duerfir hëlt och d'Chamber, zum Schluss vun hirem Text, e feierlechen Engagement, sech mat voller Kraaft fir de Respekt vun de Mënscherechter anzusetzen a géint all Forme vun Antisemitismus, vu Rassismus a Friemenhaass unzekämpfen. Dat si mer allen Affer vun der Shoah schëlleg. Dat si mer alle Leit schëlleg, déi ënner dem Naziregime hei zu Lëtzebuerg gelidden hunn.

Merci.

Résolution

- Vu le rapport de Monsieur Vincent Artuso, «La „question juive“ au Luxembourg (1933-1941) - L'Etat luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies», commandité par le Premier ministre en avril 2013 et remis le 9 février 2015;

- vu le rapport de la Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre, «La spoliation des biens juifs au Luxembourg, 1940-1945» du 19 juin 2009;

- vu le rapport «Fondation de la Mémoire de la Shoah» établi le 31 mars 2014 à la suite d'une mission de concertation confiée par le Premier ministre à Monsieur Ben Fayot en septembre 2013;

A. considérant les conclusions principales du rapport de Monsieur Vincent Artuso selon lesquelles «l'administration luxembourgeoise collabora à la politique de persécutions antisémites de l'administration civile allemande dans trois domaines: l'identification des personnes considérées comme appartenant à la race juive selon les critères allemands; leur expulsion de la fonction publique, des professions libérales et des écoles; la spoliation de leurs biens», tout en prenant en compte l'attitude méfiante grandissante à l'égard des Juifs qui régnait au Luxembourg et en Europe pendant les années 1930 et la première moitié des années 1940, rappelée par ledit rapport et qui a facilité les dérives constatées;

B. considérant, qu'en l'état actuel des connaissances, la Commission administrative, instituée par la résolution de la Chambre des Députés du 16 mai 1940, a mis en œuvre l'ordre du gauleiter sur l'interdiction de retour sur le territoire prononcée à l'encontre des citoyens luxembourgeois juifs ayant fui l'occupation nazie, les excluant ainsi de la communauté nationale;

C. considérant que certains membres de la Commission administrative, une partie des chefs d'administration, certains fonctionnaires du Ministère de la Justice, plusieurs membres de la police locale étatisée, certains bourgmestres et certains directeurs d'établissements d'enseignement secondaire, des enseignants et inspecteurs de l'enseignement primaire, des notaires et des experts-comptables, assumant des missions de service public, ont collaboré en ordonnant ou en mettant en œuvre des consignes antisémites, apparemment sans en remettre en question la légitimité, voire la moralité et ceci parfois avec diligence, notamment lorsqu'il s'agissait de dresser des listes de citoyens et d'étrangers juifs;

D. considérant la participation de certaines autorités publiques luxembourgeoises aux spoliations de biens appartenant aux membres de la communauté juive;

E. rappelant le lourd tribut payé par la population et particulièrement par les Juifs lors des années d'occupation et de terreur nazies;

F. rappelant qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, d'après l'état actuel des connaissances, environ 1.300 Juifs, vivant au Luxembourg en date du 10 mai 1940, qui avaient en partie fui le Luxembourg après l'invasion nazie et n'ont pas pu y rentrer, ont été déportés depuis le Luxembourg, la France et la Belgique vers les camps de la mort où presque tous ont été assassinés;

G. rappelant que le rapport de Monsieur Vincent Artuso vient confirmer que le Gouvernement en exil ne s'est pas rendu coupable d'actes de collaboration dans le contexte de la persécution antisémite nazie sous l'Occupation, mais qu'il a pris des dispositions pour venir au secours de ses ressortissants juifs dès que l'ordre d'expulsion des Juifs du Luxembourg, signifié le 12 septembre 1940 par la Gestapo sur ordre du gauleiter aux représentants du Consistoire israélite, lui fut connu et que l'État dans son ensemble n'a pas officiellement mené une politique de persécution antisémite;

H. saluant les actes de courage de certains habitants du Luxembourg qui ont sauvé des Juifs du sort tragique qui les menaçait et rappelant les nombreux actes de résistance à l'occupant nazi, dont l'action devient aujourd'hui, au vu de l'attitude de certaines autorités de l'État, d'autant plus méritoire;

I. prenant acte que la communauté juive n'a jusqu'ici obtenu aucune reconnaissance officielle de la part de l'État et n'a pas encore été intégrée officiellement dans la communauté des victimes

du régime national-socialiste, contrairement à ce qui a déjà été accompli notamment en faveur des résistants, des enrôlés de force, des déportés, des personnes traquées pour leurs convictions politiques ou religieuses ou des volontaires des Brigades Internationales de la Guerre d'Espagne;

J. se félicitant de la proposition du Gouvernement de débattre publiquement de ces questions à la Chambre des Députés et considérant les initiatives d'ores et déjà annoncées, telles que la création d'une Fondation et d'un Monument de la Mémoire de la Shoah, l'identification des comptes et autres titres dormants, la mise en place, par la voie législative, de normes d'archivage appropriées et la création d'un pôle de recherche historiographique consolidé;

K. considérant qu'il y a lieu d'élargir, dans le cadre du travail de mémoire qui sera ainsi mené à l'avenir, le dispositif de recherche sur le rôle de la Commission administrative durant la Seconde Guerre mondiale à d'autres objets, tels que la Chambre des Députés, le Conseil d'État, ou encore la Commission politique, le Gouvernement en exil ou certains milieux industriels,

la Chambre des Députés,

1. reconnaît et déplore profondément les souffrances infligées à la communauté juive, à ses membres luxembourgeois et étrangers, durant l'occupation nazie du Luxembourg;

2. exprime ses excuses à la communauté juive, alors que du fait des actes fautifs commis, la responsabilité de l'autorité publique luxembourgeoise se trouve engagée;

3. rappelle l'importance de poursuivre les recherches historiques, notamment dans le but de perpétuer le devoir de mémoire pour éviter l'oubli de faits dramatiques et marquants de notre Histoire;

4. prend l'engagement solennel de faire tout son possible afin que de telles atrocités ne puissent se reproduire, de continuer à défendre avec vigueur les droits de l'Homme et de lutter contre toute forme d'antisémitisme, de racisme et de xénophobie.

(s.) Alex Bodry, Claude Adam, Simone Beissel, Eugène Berger, Lex Delles, Mars Di Bartolomeo, Joëlle Elvinger, Franz Fayot, Gast Gibéryen, Léon Gloden, Cécile Hemmen, Fernand Kartheiser, Viviane Loschetter, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Lydie Polfer, Gilles Roth, Serge Urbany, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. Den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, fir d'Geschicht: Keint den Här Bodry eis vläicht just erklären, wéi de Choix op déi 21 (veuille lire: 20) Deputéierte komm ass, fir dass dat och spéider eng Kéier kann nogelies ginn. Ech mengen, déi aner 39 (veuille lire: 40) Deputéierten hätten och ënnerschriwwen, wann net no engem gewëssene Kritär eigentlech d'Ënnerschrëften hei zustane komm wieren. Wann en eis dat nach kéint erklären, fir dass do net spéider kann e Mëssverständnis opkommen,.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech, Här Wolter. Et sinn d'Membere...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass eng Delegation, déi sech zesummesetzt aus de Membere vun der Institutionskommissioun an der Conférence des Présidents. An et sinn déi Membere vun der Chamber gefrot ginn, hei ze ënnerschreiwen, déi un deenen Aarbechte mat bedeelegt waren.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Très bien! Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir d'Prezisioun. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Serge Wilmes fir d'CSV.

Débat

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV ass frou, datt mer haut iwwert d'Konklusioun vum Artuso-Rapport schwätzen. Frou, well et eng wichteg Diskussioun ass. Eng Diskussioun, déi iwwert d'Parteien eraus geet, iwwert d'Politik eraus. Eng Diskussioun, bei där et ëm all d'Awunner vun eisem Land geet. Zesumme kucke mer haut op eng vun deene schwéiersten Zäiten zréck, déi onst Land erlieft huet: den Zweete Weltkrich.

Et war eng däischter Zäit, voller Leed fir onst Land a seng Awunner. Zu Lëtzebuerg ass vill a gären iwwert dës Zäit geschriwwen a geschwat ginn, doriwwer, wéi Nazidäitschland ons vun 1940 bis '44 besat huet, doriwwer, wéi d'Nazien ons forcéiere wollten, fir däitsch ze ginn, doriwwer, wéi d'Lëtzebuerger hirem Okkupant d'Stir gebueden hunn, an iwwert deen héije mënschleche Präis, dee se dofir bezuelt hunn.

Manner vill a gäre gëtt iwwert déi geschriwwen a geschwat, déi dem Naziokkupant gehollef,

eng Hand mat ugepaakt, kollaboréiert hunn. D'Kollaboratioun ass keen Tabuthema méi. Et fënn ee se an eng sëllege Bucher, Mémoires, Ausstellungen a souguer Filmer. An engems ass d'Kollaboratioun awer e sensibele Sujet. E Sujet, dee wéideet.

Viru 75 Joer sinn et der ginn, déi matgehollé hunn. Et sinn der ginn, déi aktiv Resistenz gemaach hunn. An déi allermeeschten, déi hu versicht, ze liewen an ze iwwerliewen. Dat war esou. An haut erkenne mer dat einfach un, esou wéi d'Situatioun war. Si war net schwaarz oder wäiss, et war eppes derteschent mat villen Nuancen.

An dorëms geet et och beim Rapport Artuso, iwwert d'Verfolgung vun de Judden hei zu Lëtzebuerg. Et geet drëms, fir ze nuancieren, net fir ze dénoncieren. Et ass ebe geschitt, och bei ons am Joer 1940. Deemools hunn och Lëtzebuerger, och Verrieder vum Lëtzebuerger Stat, gehollef, fir Judden ze identifizeieren, auszustossen a se ze verdriewen. Esou d'Haaptkonklusioun vum Rapport Artuso.

Et gëtt vill Grënn, firwat datt dat geschitt ass: aus Angscht, aus Drock, aus Résiliatioun, aus Upassung, aus Opportunismus oder aus Iwwerzeegung. Mä ons geet et net drëms, fir mam Fanger op een ze weisen oder fir ze jugéieren. Mir wëssen haut bei der Verfolgung vun de Judden: Zu Lëtzebuerg ass kollaboréiert ginn, och vun enger Rei effentlechen Autoritéiten a vu verschiddene vun hire Verrieder. An dofir wëlle mer der jiddescher Communautéit haut soen, datt et ons leeddeet. Mir entschëllegen ons.

Et ass an där Zäit zu Lëtzebuerg wéi a ganz Europa eng Méfiance gégeniwwer de Judde ginn. Mä d'Lëtzebuerger Vollek war an ass net antisemitesch. Et gouf och keng esou eng Politik vum ganze Lëtzebuerger Stat gemaach. D'Exilregierung an eenzel Bierger hu Judde gehollef. An awer si mer haut betraff als Mënschen. Mir fillen no, wat deemools geschitt ass hei bei ons. Och bei ons goufen deemools jiddesch Bierger verdriewen. An déi meescht vun hinne sinn net méi heemkomm, si sinn ëmbruecht ginn, an dat eenzeg an eleng, well se Judde waren. D'Nazien haten decidéiert, hinnen d'Mënsch-sinn ewechzehuelen. An dat dierfe mer, dat wëlle mer net vergiessen.

Mir soen onse jiddesche Matbierger an de jiddesche Flüchtlinge vun deemools: „Dir hutt zu ons gehéiert. Dir gehéiert zu ons. Dir sidd e festen Deel vun onser Gesellschaft, vun onsem Land. Wat lech geschitt ass, dat wëlle mer weiderginn. An dat wäerte mer och weiderginn un ons Kanner a Kandskanner, ëmmer an ëmmer erëm. Genee wéi och un déi aner Affer wäerte mer denken an dat weiderginn un d'Resistenzler, d'Zwangsrekrutierten, déi Ëmgesidelt, déi politesch a reliéis verfollegt Leit, u jiddwer Affer, fir datt hiert Blut zum Blut vun der Hoffnung gëtt a bleift.“

Mir all zesumme si gefuerdert, Toleranz ze liewen an aus der Geschicht ze léieren. Dat huet ganz einfach mat engem Bild vum Mënsch ze dinn, vu senger Dignitéit, vu senger Fräiheet. A wann ons déi um Häerz leien, dann ass et ni ze spéit, fir iwwert déi Zäit vun der Shoah ze schwätzen. An dofir maache mer och haut dee Geste vis-à-vis vun onse jiddesche Matbierger. Mir soe Pardon. Mir erënneren ons. A ganz konkret schafe mer dofir en nationaal Monument an eng Fondatioun vun der Shoah. A mir hätten och gären, datt eng Plaz vun der Deportatioun vun de Judden hei am Land, wéi Cinqfontaines/Pafemillen bei Elwen, als Lieu de mémoire erhalte bleift...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - ...an datt d'Fuerschung iwwert déi Zäit an allgemeng iwwer ons rezent Vergaangenheet weidergeet a mat den néidege Méttelen ënnerstëtzt gëtt, wéi zum Beispill an engem Archivgesetz, dat jo schonn am Tirang läit.

Här President, als CSV sti mir zu all deene Gesten, déi mer haut maachen, mat all de Perspektiv fir ons all. An an deem Sënn ënnerstëtze mer och d'Resolutioun vun der Chamber mat hire Konklusiounen an offizielle Gesten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wilmes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Lex Delles fir d'DP. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lex Delles (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi exzellente Recherche vum Här Vincent Artuso an Zesummenarbecht mam Comité scientifique hunn de Mérite, dass mer et haut hei faerdegrängen, een objektiven a sachlechen Débat iwwert dës Kapitel vun eiser Geschicht ze féieren. Dofir, Här Artuso, soen ech lech Merci, gradesou wéi all deenen anere Chercheuren, déi bis elo gehollef hunn, fir d'Geschicht vu Lëtzebuerg opzeschaffen.



De Rapport, deen d'Regierung an Opdrag ginn huet, kennt zur Konkursioun, dass d'Verwaltungskommissioun aktiv kollaboréiert huet. Den Haaptreproche u si ass deen, dass si op Uerder vum Gauleiter de Judde verbueden huet, zréck op Lëtzebuerg ze kommen, och deenen, déi d'Lëtzebuerg Nationalitéit haten. D'Judde goufen domadder zu Bierger zweeter Klass degradéiert.

D'Verwaltungskommissioun huet sech zum Beispill awer dem Gauleiter senger Sprachenverordnung widderst. Si hätt sech also och dem Verbuet, fir Flüchtlingen nees heemkommen ze loossen, kënne widdersetzen oder wéinstens dergéint protestéieren. Dat huet se awer net gemaach. Dat si Fakten, déi d'Historiker eis virun d'A gefouert hunn. D'Fro, déi mer eis haut mussen stellen, ass, wéi eng Suite mer deenen neien Erkenntnisser wëllen a solle ginn.

Am Virfeld vun dëser Debatt ass d'Institutionskommissioun an acht Sätzungen zesummegekomm, fir de Rapport ze analyséieren. An et ass séier kloer ginn, dass zwar d'Fro vun der fräiwëlleger Kollaboratioun vun der Verwaltungskommissioun souwäit beäwert gouf, gläichzäiteg awer ganz vill nei, gradesou wichtige Froen opgeworf gi sinn, wéi zum Beispill: Wat war d'Roll vun der Exilregierung par rapport zu der Verwaltungskommissioun? Huet d'Verwaltungskommissioun Récksprooch mat der Exilregierung, mam Parlament oder mam Statsrot geholl? Wéi war d'Legitimitéit vun der Verwaltungskommissioun? Dat just, fir nëmmen e puer Froen opzeweifen, déi et nach géllt, weider ze belichten.

Et ass dofir ganz schwierig, haut schonn iwwer definitiv Konklusionen respektiv Konsequenzen ze schwätzen. D'Chamber entziit sech domadder hirer Verantwortung awer net. Au contraire! An dëser Resolutioun, déi d'Parteien alleguerten zesummen an der zoustänneger Chamberskommissioun ausgeschafft hunn, erkennt d'Parlament d'Leide vun der jiddescher Communautéit zu Lëtzebuerg ënnert dem Naziregime un.

Aus deem Grond hunn d'Parteien och unanime decidéiert, fir sech am Numm vun der Chamber fir déi Akten, déi d'Responsabilitéit vun der Autorité publique engagéiert hunn, ze entschëllegen. Am Laf vu menger Ried wäert ech nach méi am Detail op dës Resolutioun agoen. De roude Fuedem, dee sech heiduerch zitt, resüméiert sech awer an engem Satz: opschaffen, weiderfuerschen a vermëttelen, fir ni méi ze vergiessen.

Här President, „ni méi Auschwitz, ni méi Holocaust“, dat seet sech hautdesdaags esou einfach, mä wie garantéiert eis, dass dat esou och wierklech ni méi virkëent?

Den Zweete Weltkrich ass net duergaangen, dass déi richteg Léieren dorauer ze goufen. Ganz am Géigendeel! Zum Beispill Ruanda, Cambodge, Jugoslawien. D'Lëscht vun den autoritäre Regimern am 20., am 21. Jorhonnert, duerch déi Dausende un Dausende vun onschëllege Leit ëm d'Liewe komm sinn, ass vill ze laang, an dat Schlëmmst dobäi ass: Si kritt keen Enn. Zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich, an anere Wieder an deene leschte 70 Joer, goufen et nëmmen 26 Deeg ouni Krich op dëser Welt. Intoleranz, Diskriminatioun, Rassismus, Xenophobie keimen och ëmmer nees an der Bevëlkerung op.

Ech muss jo hei kee méi un déi rezent Attentat zu Bréissel, Paräis, Kopenhagen erënneren, oder un esou stupid Akte vu Profanatioun vu Kierfechter. Antisemitismus ass an eisen Nopeschlänner amgaangen zouzehuelen. A mir wëssen et, Lëtzebuerg ass keng Insel. Déi besch Method, fir ze verhënneren, dass de Phenomeen iwwerschwappt, ass nach ëmmer d'Opklärung. Ech wäert méi spéit a menger Ried nach emol op d'Wichtigkeet vun dëser Opklärung agoen.

Dofir begrëssen ech ëmsou méi de Rapport vum Vincent Artuso, deen et eis net nëmmen erlaabt, d'Roll vun der Verwaltungskommissioun ënnert dem Naziregime ze analyséieren, mä deen eis virun allem hëlleft, een Tabu ze briechen an eis Geschicht opzeschaffen. Ech wëll awer ënnersträichen, dass et hei net drëms geet, een ze stigmatiséieren oder mam Fanger op een ze weisen, ganz am Contraire.

Et geet drëms, dass mir alleguerten assuméieren, dass deemools net alles esou gelaf ass, wéi et hätt sollen. Et ass eben net alles schwaarz oder wäiss, et gi ganz vill Nuancen. An dofir geet et och net drëms, iergendeen ze veruerteelen, well kee vun eis weess, wéi een an där deemoleger Situatioun gehandelt hätt.

Wéi iwwerall goufen et och hei am Land net nëmmen Helden, mä där gouf et der awer och. Bei den Zwangsrekrutéierten, ech denken hei awer och un d'Resistenzler, oder ganz einfach u Leit, Familljen, déi Judde gehollef hu respektiv géint den Naziregime ugekämpft hunn, ouni et un déi grouss Klack ze hänken. Och dat soll op dëser Plaz emol eng kéier ervirgestrach ginn.

Här President, de Rapport Artuso huet awer och gewisen, dass et nach eng ganz Partie Lacunne ginn, zum Deel, well eis Archiven net komplett sinn. Den Här Artuso huet selwer an där Entrevue, déi mer mat him haten, op d'Schwierigkeeten higewisen, déi en dowéinst a senger Recherche hat. Déi eenzel Administratiounen sinn nämlech net obligéiert, hir Archiven un déi national Archive weiderzeginn. Et feelt un enger kloer definierter Method.

Et feelt awer ganz einfach och un enger Archivkultur. Dat beschte Beispill sinn déi 350 lafend Meter Archiven aus de 40er Joren, déi ursprénglech aus dem Finanzministère stamen an déi eréischt virun e puer Wochen elo an den Nationalarchiven opgedaucht an net répertoriéiert sinn. Dës Dokumenter mussen elo nodréiglech nach opgeschafft ginn, zemoos well se eventuell nei Erkenntnisser zu de Comptes dormants kéinte liwweren.

Wichtig ass et awer och, dass mer derfir suergen, dass alleguerten déi Dokumenter, déi vläicht nach an effentleche Gebaier, awer och bei Privatleit am Keller, um Späicher oder iergendzwoosch leien, erfaasst ginn. Dat weist, dass mer séier e Basisgesetz brauchen, wat d'Archivéieren ubelaangt. Ech sinn dofir och ëmsou méi frou, dass de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt huet, dass an den nächste Wochen ee Gesetz op den Instanzewee geschéckt gëtt, wat den Umgang mat offizielle staatlechen Dokumenter regelt.

Här President, et ginn awer och nach eng ganz Rei Lacunnen an dem Kapitel vun eiser Geschicht. Et gëtt nach iwwer villes e Flou. Dee Rapport, iwwert dee mer haut hei schwätzen, an och dat gouf schonn e puermol ënnerstrach, ass net d'Enn vun de Fuersungen, mä den Ufank. Fir sech méi e globaalt Bild vun der Lëtzebuergescher Geschicht an den 30er a 40er Joren ze maachen, mussen, an dat huet sech ganz kloer erausgeschielet, nach weider Etüde gemaach ginn. Ech hat et am Ufank vu menger Ried schonn ugedeit: nei Froen, déi duerch dës Rapport opgeworf goufen, wat d'Roll vun der Exilregierung par rapport zu der Verwaltungskommissioun ubelaangt, oder och nach de Rôle vum Statsrot an dem Parlament par rapport zu där Verwaltungskommissioun.

Do dernieft ass och nach laang net alles iwwert d'Geschicht iwwert d'Resistenz an där vun den Zwangsrekrutéierte gewosst, soudass et nach ganz vill Froen ginn, op déi mer eng Äntwert mussen fannen. Et ass jo ganz vill am Virfeld vun dëser Debatt iwwert d'Institut fir Zäitgeschicht geschwat ginn. Ma net méi spéit wéi de leschte Freiden huet den zoustänneger Statssekretär Marc Hansen ugekënnegt, dass d'Institut fir Zäitgeschicht am Juli 2016 ka lassleëen. Et soll een interdisziplinäreschen Zenter ginn, deen un d'Uni Lëtzebuerg rattachéiert gëtt, wat déi appropriéiert Plaz ass, fir dës Recherchen ze organiséieren.

D'Missioun vun deem Institut, esou wéi et am Regierungsprogramm steet, ass déi vun enger wëssenschaftlecher Recherche, déi eis Zäitgeschicht op eng objektiv a kritesch Manéier ënner d'Lupp hält. Dofir ass et wichtig, e kohärent Programm festzeleëen, dee systematesch alleguerten d'Aspekter vun der rezenter Vergaangenheet analyséiert. Déi Analys soll sech awer net just op d'Period vum Zweete Weltkrich beschränken, mä op dat ganz 20. Jorhonnert. Dat heescht, och d'europäesch Integratioun respektiv den Iwwergang vu Lëtzebuerg als Industriestanduert zu enger Déngschtleeschtungs-gesellschaft oder och nach eis Mediegeschicht.

D'Demokratesch Partei begrëisst an deem Zesammenhang och, dass solle Synergien, ënner anerem mam Centre Robert Schuman, mam Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance a mat deem vun den Zwangsrekrutéierten, gemaach ginn. Schliesslech gouf jo schonn do eng enorm Viraarbecht geleescht.

Déi wëssenschaftlech Recherchen erlaben eis, eng Analys op Fakten ze maachen an net op Emotiounen, well et sinn déi, déi dacks fir Sträit suergen. Déi logesch Suite vun dësen Etüden ass, dass déi nei Erkenntnisser an d'Wëssensverméttlung mat afléissen. An deem Kontext ass et och ubruecht, fir de Geschichtsunterricht gradesou wéi dee vun der Education civique an eise Schoulen unzepassen.

Här President, dem Gerd Klestadt, en Zäitzeien, deen zesumme mam Statsminister an der groussherzoglecher Famill elo am Januar un de Gedenkfeierlechkeete fir de 70. Anniversaire vun der Befreiung vun Auschwitz deelgeholl huet, läit et um Häerz, fir de Jugendleche seng Zäit am KZ zu Bergen-Belsen ze erzielen, fir dass dat op kee Fall a Vergiessenheet geréit.

An deene leschte 14 Joer huet de Gerd Klestadt 14.000 Schüler begéint, souwuel hei am Land wéi och an Däitschland an a Frankräich. Dobäi huet hie misse feststellen, dass d'Lëtzebuergescher

Schüler net ëmmer genuch iwwert déi néideg historesch Kenntnisser verfügen, déi awer d'Grondvoraussetzung sinn, fir den Holocaust ze verstoen. Ouni dës Background kënnen d'Schüler net begräifen, wéi et esou wäit komme konnt. An dobäi ass d'Opklärung deen eenzege Wee, fir ze vermeiden, dass esou Verbrieche nach eng kéier opkommen.

A genee hei ass et, wou d'Responsabilitéit vun den Elteren, Grousseltern a Familljen, awer natierlech och vun den Enseignantë gefuerdert ass. Et ass wichtig, dass d'Kanner an déi Jugendlech wëssen, wat deemools geschitt ass, fir dass se matzäiten d'Zeeche vun Intoleranz an Extremismus kënnen detektéieren, fir dergéintzesteieren.

Här President, mir hunn elo vill iwwerfuerschen a vermëttelte geschwat. Ma sech erënneren, den Devoir de mémoire, ass en anere Volet, deen op d'mannst esou wichtig ass. An dofir begrëssen ech et och, dass déi vun der jiddescher Communautéit scho laang gefuerdert Fondatioun elo endlech Formen unhëlt. Wéi de Statsminister Xavier Bettel et schonn ugekënnegt huet, soll dat eng Fondation pour la Mémoire de la Shoah ginn.

Fir den Ament ass en Aarbechtsgrupp, dee sech aus Verrieder vum Statsministère an dem Consistoire zesummesetzt, domadder beschäftegt, d'Statuten an d'Missioun vun dëser Fondatioun auszeschaffen, déi ënner anerem aus Geld wäert gespeist ginn, wat op de sougenannte Comptes dormants läit a wat net vun der lerve reklaméiert gouf. Am Zesammenhang vun dëse Comptes dormants wäert deemnächst jo och e Rapport presentéiert ginn. D'Regierung denkt ausserdeem driwwer no, fir och nach e komplementäre Rapport iwwert d'Spoliation vun de Biens juifs an Opdrag ze ginn.

Här President, nach hu mer déi immens grouss Chance, fir kënne vun den Témoignagé vun den Zäitzeien ze profitéieren. An an deem Kontext begrëssen ech och déi selleschen Initiativen, déi et hei am Land ginn, wéi zum Beispill d'Témoins de la deuxième génération, déi iwwregens vum Charles Goerens an d'Liewe geruff gouf an déi all Joers Lycéesklassen zesumme mat KZ-Iwwerliewenden op Auschwitz begleet.

Esou eng Rees, déi jo e commémorativen an och e pädagogeschen Hannergrond huet, muss awer gutt virbereet sinn. An dofir wëll ech déi Opklärungsarbecht, déi d'Proffen am Virfeld maachen, hei eemol ausdrécklech luewen! Well och 70 Joer duerno sinn déi Andréck, déi een zu Auschwitz respektiv zu Birkenau vermëttelt kritt, extrem schwierig emotionell ze verschaffen. D'Témoignagé vun Iwwerliewende féieren engem hei dat Onvirstellbart virun Aen.

Ech huet et virdru scho gesot, eis Generatioun huet d'Chance, dass nach Zäitzeien do sinn. Mir hunn elo vill iwwert d'Affer vun der Shoah geschwat, mä geneesou wichtig wéi hir Iwwerliewerunge sinn déi vun den Zwangsrekrutéierten oder Resistenzler an awer och vun all deenen, déi déi Zäit matgemaach hunn. Mä leider gëtt et ëmmer manner Iwwerliewender. Dofir ass et ëmsou méi wichtig, dass mir hir Erënnerunge festhalen op Pabeier, op Video, fir dass si hir Messagen och eise Kanner kënne viruginn, fir ze vermeiden, dass d'Geschicht sech widderhëlt.

A wann ee kuckt, wat den Ament ronderëm eis nees amgaangen ass ze geschéien, ech hunn et aganks schonn opgezielt, dann ass d'Sensibiliséierung vu jonke Leit méi wéi jee néideg.

Dofir ënnerstëtzen ech och all Projeten, déi an déi Richtung ginn, wéi zum Beispill d'Memo-Shoah asbl. Si huet sech, grad wéi och aner Associatiounen, zum Zil gesat, derfir ze suergen, dass d'Mémoire lieweg bleift. Zënter 1969 ass de Site vu Fünfbrunnen, vu wou Honnerte vu Juden deportéiert goufen, e Lieu de mémoire. Op Initiativ vum Här Henri Juda ass 2013 dunn d'Asbl MemoShoah gegrënnt gi mam Haaptzil, fir iwwert d'Monument zu Fünfbrunnen eraus d'Mémoire vun alle Génociden ze sinn.

Als Munnerefer Buergermeeschter ass et mer wichtig, och e Stéck Geschicht festzehalen, andeems mer e Lieu de mémoire aus der Synagog maachen, déi zanter 1995 am Besëtz vun der Gemeng Munnerefer ass, ëm 1900 vu jiddesche Famillje gebaut ginn an am Zweete Weltkrich komplett verwüüst ginn ass. Et huet du bis 1953 gebraucht, bis se nees restauréiert war. Mat de Joren allerdéngs ass déi jiddesche Communautéit zu Munnerefer ëmmer méi kleng ginn, soudass d'Leit sech an engem Gebietsraum am Hotel Bristol versammelt hunn.

D'Original vun der Arche sainte vun der Synagog vu Munnerefer steet haut nach an der grousser Synagog an der Stad. Mir hunn awer eng Kopie vun där Arche sainte nobaue gelooss, an déi steet haut nees an der neier aler Synagog vu Munnerefer. Nodeems d'Gebai nämlech jorelaang eidel stoung, ass d'Synagog dëst Joer elo fäerdeg renovéiert ginn.

Net nëmmen huet d'MemoShoah hire Siège social do, mä d'Raimlechkeete solle virun allem fir Expositiounen an éducativ Projete genotzt ginn. Et ass ausserdeem och nach virgesinn, dass mer dësen Hierscht Stolpersteng vum Kölner Bildhauer Gunter Demnig geluecht kréien als Lieu de mémoire, fir der Geschicht vun der jiddescher Communautéit zu Munnerefer ze gedenken.

Well et esou wichtig ass, Lieu-de-mémoires ze hunn, ass et scho laang eng Revendicatioun vun der jiddescher Communautéit, an onser Hauptstadt e commémorativ Monument ze erriichten. An och hei sinn ech frou, dass de Stat an Zesummenaarbecht mat der Stad dës Forderung elo gerecht gëtt. De françaisch-israelesche Kënschtler Shelomo Selinger wäert eng Skulptur schafen, an dat quasi op där Plaz, op där fréier d'Synagog an der Rue Notre-Dame stoung, tëschent der Kathedral an der fréierer Sainte-Sophie, ier se am Zweete Weltkrich vun den Nazien zerstéiert gouf.

Eng kleng Anekdot dozou: D'Nazien hätten d'Synagog schonn e puer Joer méi fréi zerstéiere wëllen, allerdéngs hate se Schwierigkeeten, eng Lëtzebuergescher Firma ze fannen, déi bereit war, deen Uerder ze exekutéieren.

Här President, et ass wichtig, esou Lieu-de-mémoires ze hunn, fir den Affer vun der Shoah, den Zwangsrekrutéierten, deenen, déi an der Resistenz waren oder an alliierten Armée fir eis Fräiheet gekämpft hunn, jee, kuerz gesot, fir allen Affer vum Zweete Weltkrich ze gedenken.

Fir den Ament lafe Gespréicher mat all den Initiativen a Comitéen, déi sech derfir asetzen, dass d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich oprechterhalte bleift. D'Iddi ass, dass si alleguerten zesummen an engem eenzege staarke Comité vertruete sinn, fir esou der Erënnerung nach méi eng grouss Bedeitung ze ginn. An dofir begrëssen ech och d'Initiativ vun eise Premier Xavier Bettel, fir en nationalen Dag vum Souvenir an d'Liewen ze ruffen, wou mer alleguerten zesummen an enger ziviller Zeremonie den Affer gedenken.

Anerersäits ass et awer och wichtig, fir esou Lieu-de-mémoires ze hunn, fir sech bewusst ze bleiwen, dass dat, wat deemools geschitt ass, en Deel vun onser Geschicht ass an dass dat zu eiser Identitéit gehéiert. Ouni Wuerzele weess een net, wien een ass. Nëmme esou kann een d'Entwécklungen an de richtige Kontext setzen, net fir ze veruerteelen, mä fir ze beuerteelen. Nëmme esou kann een dat Gutt vun Schlechten ënnerscheiden. Dëst Bewosstsinn ass de Grondstee vun eiser Fräiheet a vun eiser Verantwortung, Wäerter, déi et géllt, ëmmer nees weiderverméttelen.

De Geschichtsunterricht ass dofir do, fir op eng objektiv Aart a Weis déi historesch Faiten ze erklären. Allerdéngs geet dat eleng net duer, wichtig ass och, dass een déi richteg Léieren dorauer zitt. Mä dofir ass de classesche Geschichtsunterricht oder de Civiquesunterricht net onbedéngt déi richteg Plaz. Am Ausland gëtt et Iwwerleungen, fir déi Wäerter vu Fräiheet, Verantwortung an Toleranz de Schüler an engem spezifesche Cours ze vermëttelen. A wat läit do méi no, wéi dat an deen neie Wäerterrecht ze integréieren?

Här President, ech sinn der Meinung, dass dat deen ideale Kader ass, fir eise Kanner a Jugendleche genee dës Wäerter mat op de Wee ze ginn. An dësem Wäerterrecht ginn eis Kanner och net méi wéi bis ewell jee no Relioun oder Glawe getrennt, mä bleiwen zesummen a léieren do een deem anere seng Iwwerzeegungen am géigesäitege Respekt an an der Toleranz kennen. Ech sinn der féifster Iwwerzeegung, dass dës Prinzipien de Grondstee vun eise Rechtsstat sinn. Dofir ass et esou wichtig, déi scho vu Klengem un ze vermëttelen, fir dass de Rechtsstat ni méi un d'Wackele kënn.

Här President, et war mer eng immens grouss Eier, am Numm vun eiser Fraktioun haut zu deem Thema kënne Stellung ze huelen. Ech kennen dëst Kapitel vun eiser Geschicht wuel aus de Bicher, ech hat awer och nach d'Chance, a menger Famill Zäitzeien ze hunn, déi mer hir ganz perséinlech Andréck erzielt hunn. Dat huet mech gepräagt an dofir gesinn ech et och als meng Aufgab als Bierger, alles drunzesetzen, fir dass déi wäertvoll Témoignagen net a Vergiessenheet geroden. Et ass wichtig, dass déi Generatiounen no mir och déi ganz Envergure mat all hire Facetten, déi de Krich mat sech bruecht huet, sief et d'Liewen ënnert der Okkupatioun, d'Kollaboratioun, d'Shoah oder nach d'Resistenz, richtig erfaasse kënnen.

An deem Sënn kann ech déi Resolutioun am Numm vun der demokratescher Fraktioun nëmme begrëssen. Mat dëser Resolutioun erkennt d'Parlament d'Leed, dat der jiddescher Communautéit, Lëtzebuenger an Netlëtzebuenger, zougefüggt gouf, un. D'Chamber erkennt och d'Responsabilitéit vu verschiddene Beamten a Lëtzebuenger Verwaltungen un an entschëllegt sech dowéinst bei der jiddescher Communautéit. Weiderfuerschen, fir déi ganz Geschicht opzeschaffen, fir ni méi ze vergiesen, dat ass deen eenzeg richtege Wee!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Delles. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwer eent vun den däischterste Kapitele vun der Mënschheet, dat och bei eis am Land déif Spuren a vill Leed hannerlooss huet. Et geet em d'Verfolgung, d'Entrechtung, Verdriewung a schliesslech de Génocide vun de Judden duerch Hitlerdäitschland an Däitschland selwer an duerno an de Länner, déi Nazidäitschland ugegraff a besat huet. Dat si 75 Joer hier a betrëfft eng Zäit, déi kee vun ons méi erlieft huet.

„Wat soll dat also haut?“, wäerten der vill soen. „Hu mer keng aner Problemer, wéi ons mat ale Geschichten erëmzebaalen?“ - Mä d'Shoah an d'Aart a Weis, wéi e Land mat deem historeschen Evenement emgeet, ass en zentrale Punkt fir eng gesond Demokratie a fir d'Selbstverständnis vun engem Land. Eng Gesellschaft, déi hir Vergaangenheet net kennt, kritt Problemer mat hirer Zukunft, well d'Geschicht héiert ni op, ons ze beaflossen an ze verfollegen. Den Antisemitismus an de Rassismus sinn en Iwwel, dat al a modern Gesellschafte säit Jorhonnerte beaflosst huet an och haut nach beaflosst.

Här President, am September 2012 huet den Historiker Serge Hoffmann en offene Bréif un den deemolege Premier geschéckt. Eng Woch virdrun hat den Elio Di Rupo an der Suite vum Rapport „La Belgique docile“ sech fir d'Matverantwortung vun de belschen Autoritéite bei der Juddeverfolgung offiziell entschëllegt.

De Serge Hoffmann freet deemools a sengem Bréif, an ech zitieren: „Müsste unser Premierminister nicht dasselbe für Luxemburg tun, da auch in unserem Land die damaligen Luxemburger Autoritäten zuerst mit der deutschen Militärverwaltung und, ab August 1940, mit der deutschen Zivilverwaltung eng zusammenarbeiten? Die Parallelen zu Belgien sind sehr offensichtlich! In beiden Fällen hatten die jeweiligen Regierungen beim Einmarsch der deutschen Truppen ihr Land verlassen und waren ins Exil geflüchtet. Die politische Verantwortung ihrer jeweiligen Länder hatten sie einer aus Regierungskommissaren bestehenden Verwaltungskommission überlassen. Sowohl in Belgien als auch in Luxemburg kollaborierten diese «Ersatzregierungen» mit den Nazis und unternahmen nichts gegen die Judenverfolgung in ihren jeweiligen Ländern.“

Op eng parlamentaresch Ufro vum LSAP-Deputierte Ben Fayot huet de Jean-Claude Juncker 2013 geäntwert: «Il subsiste en effet un certain flou concernant les événements de l'époque et notamment le rôle de la Commission administrative en général et en rapport avec la déportation de la population juive en particulier.»

D'Ausgrenzung vun de Judde war a ville Länner net mam Enn vum Zweete Weltkrich eriwuer. Am kathoulesche Polen sinn nom Krich nach ewell Judde verfollegt an ausgegrenzt ginn. Och an anere Länner hate vill Judden et schwéier, an hir fréier Heemecht erëmzekommen an en neit Liewen unzufänken. Derbäi kouw, dass Auschwitz an all déi Konzentrations- a Vernichtungslager, déi iwwerall a ganz Europa opgaange waren, jorzéngtelaang net oder wéineg bekannt waren. Si goufe vun der grousser Effentlechkeet net wouergeholl.

Déi Responsabel si seelen zur Verantwortung gezu ginn. Net méi spéit wéi virun zwou Wochen, den 28. Mee 2015, huet déi däitsch Wochenzeitung „Zeit“ iwwer e Prozess géint en 93-jähregen SS-Unterscharführer bericht an dobäi public gemaach, dass vu 6.500 SS-Verbriecher, déi eleng zu Auschwitz-Birkenau um Wierk waren, der insgesamt nëmme 43 viru Geriicht gestallt goufen.

Och an anere Länner gouf sech schwéiergedoe mam Opschaffe vun Naziverbriechen. A Frankräich huet eréischt 30 Joer nom Enn vum Krich, nämlech 1976, en amerikaneschen Historiker, de Robert Paxton, e Buch iwwert d'Verbriecher

vum Vichy-Regime geschriwwen. Zu Lëtzebuerg huet en Nethistoriker, de Journalist Paul Cerf, dat éischt Buch iwwert d'Shoah zu Lëtzebuerg 1974 publizéiert ënnert dem Titel „Longtemps j'aurai mémoire“.

Zu Recht ass vill nom Krich iwwert d'Resistenz an d'Zwangsrekrutierung beréicht a geschriwwen ginn. Och iwwert déi Émgesidelt an all déi Lëtzebuengerinnen a Lëtzebuenger, déi ënnert der Naziherrschaft gelidden hunn, ass deemools vill geschwat ginn. Nom Krich waren dat déi Haaptthemen vun der Opschaffung vun onser Geschicht. Ufanks 2000 goufen dozou zwee Centres de recherche et de documentation opgebaut.

Mä d'Shoah gouf net thematiséiert, krut kee Centre de recherche et de documentation. D'Judden hunn net zur Communautéit vun de Victimme gehéiert, wéi den Här Claude Marx, de President vum Consistoire, den 2. Abrëll 2015 an onser Kommissiounssézung gesot huet. Dat mierkt een och, wann een zum Beispill d'Diskussiounen an der Chamber téschent 1946 an 1950 zum Krichsschiedegesetz liest. Do ass eng eenzeg Keier a vun engem eenzege Riedner vun der Juddeverfolgung geschwat ginn, an zwar vum Jängi Fohrmann.

Vill méi wichteg war et der Politik deemools, ze behaupten, d'ganz Land hätt Resistenz gemaach. De Pierre Dupong seet de 5. Abrëll 1945 virun der Assemblée consultative, an ech zitieren: «J'ai toujours défendu la thèse que le peuple luxembourgeois a résisté dans sa presque totalité, les uns de cette façon, les autres d'une autre façon, les uns par des actes d'héroïsme, les autres par des actes de résistance passive, et tous ceux-ci ont le droit de se réclamer de la Résistance.»

De Lambert Schaus, och vun der Rietspartei, seet deeselwechten Dag: „D'Resistenz vun der Grande-Duchesse, der Regierung an dem Vollek ass e Block, e Ganz. Mä als déi stäerkst Partei am Land loossen esou eng Meinung net opkommen, wéi wann net d'ganz Vollek resistéiert hätt.“

Mir wëssen haut, dass dat net stëmmt. Eng Minoritéit vu Lëtzebuenger huet kollaboréiert. Et gouf och vereenzelt en Excès de zèle vun Administratioune vis-à-vis vum Chef vun der Zivilverwaltung. Lëschte goufe gemaach, verschidde Lëtzebuenger sinn an d'VdB gaangen, ier se dozou gezwonge waren. Déi meesch Lëtzebuenger hunn d'Fauscht an der Täsch gemaach. Resistenz huet vill Formen, awer aktiv Resistenz ass just vun enger Minoritéit gemaach ginn. Émsou méi grouss ass de Mérite vun deene Fraen a Männer, déi wierklech aktiv an organiséiert Resistenz gemaach an domat hiert Liewen op d'Spill gesat hunn.

Denke mer just stellverriedend un déi grouss Resistenzler Eugène Leger, Albert Ungeheuer, Hubert Glesener, Albert Wingert an de Raymond Petit, de jonke Grénner vun der LPL, dee sech, vun den Nazien zu Berdorf émzingelt, erschoss huet, fir näischt ze verroden. A Frankräich kennt all Kand och haut nach den Numm vum Jean Moulin. Et kann e sech just wënschen, dass déi Nimm, déi ech elo just genannt hunn, zu Lëtzebuerg net vergiess ginn!

Här President, et ass e Fait, dass och an anere Länner probéiert ginn ass, sech iwwer e weide Resistenzbegrëff ze legitiméieren. Awer an anere Länner huet iergendwann eng kritesch Historiografie agesat, déi d'Geschicht relativéiert huet an d'Komplexitéit vun der Situatioun ënnerstrach huet. Wéi de Paul Cerf 1986 säi Buch „L'étoile juive au Luxembourg“ erausbruecht huet, wou hien och op den Antijudaismus an den 30er Joren zu Lëtzebuerg, virun allem am Émfeld vun der kathoulescher Kierch, agaangen ass, ass en dofir an der „Hémecht“, der eenzege Lëtzebuenger Geschichtszeitung, schaarf kritiséiert ginn.

An darselwechter Nummer lueft deeselwechte konservative Rezensent d'Verwaltungskommission a stellt och allgemeng eng kritesch Geschichtsschreiwung iwwert den Zweete Weltkrich un de Pranger. Hie schwätzt vun der - an ech zitieren - «obsession de ceux qui se croient obligés de secouer vigoureusement, comme ils disent, le cocotier de (prétendus) clichés bien ancrés et de réécrire l'histoire à contre-courant des réalités historiques». Dat war eng kloer Warnung, fir net vum Pad vun offiziellen Discours ofzewäichen. Och dat ass e Grund, firwat dass mer elo eréischt iwwert dës Fakten diskutéieren.

An anere Länner gouf an de 70er an 80er Jore schon eng méi kritesch Geschichtsschreiwung bedriwwen. An den 90er Jore koum d'Shoah am Ausland dann och fir d'Politik erëm op d'Tapét a gouf effentlech diskutéiert. A Frankräich zum Beispill huet de President Chirac am Joer 1995 d'Verantwortung vu Vichy fir de Génocide un de Judden unerkannt. An 2000 ass de Rapport Mattéoli iwwert d'Spoliatioun vun de Judden eraskomm. Och an der Belsch gouf et en ähnleche Rapport.

Nun ass déi lëtzebuergesch Situatioun vun 1940 bis 1944 net mat Frankräich gläichzesetzen, awer eng vergleichend Analys mat der Belsch an Holland huet an der Lëtzebuenger Historiografie net stattfont.

Firwat ass d'Opschaffung vun där Geschicht fir all Land esou wichteg? Och haut gëtt et nach Antisemitismus, och haut gëtt et ëmmer nach Leit, déi d'Shoah als en Detail vun der Geschicht betruachten, wéi de rietsextreme Jean-Marie Le Pen, dee seng politesch Carrière an déi vu senger Partei Front national zu engem gudden Deel mat antisemitischen Attacken op politesch Géigner bedriwwen huet. Mä den Antisemitismus gëtt et och a säit jeehier op der extrem lénker Säit vun politesche Spektrum, dee bei der Ausenanersetzung iwwer Israel a Palästina och bei ons heiansdo opflaamt.

Den Negationismus, wat d'Shoah betrëfft, ass eng wäit verbreet Haltung an Europa a besonnesch och am Mëttleren Osten. Och haut gëtt et reliéis Fanatiker, déi d'Judden, well se Judde sinn, ausmäerze wëllen.

Lëtzebuerg huet eng laang Geschicht vum Zesummeliewe mat Biergerinnen a Bierger vu jiddescher Konfessioun. Am 19. Jorhonnert war se gepräagt vu liberaler Toleranz an Opgeschlossenheet engersäits a vun antisemitischen Hetzrieden an Artikelen, besonnesch vu kathoulescher Säit, anersäits. Si ass dunne an den 20er an 30er Joren an engem Gemësch vun Nationalismus, Friemenhaass an Antisemitismus op eng geféierlech Bunn komm. Dat ass an der Geschichtsschreiwung vu jéngeren Historiker an de leschte Jore gewise ginn.

Den Denis Scuto huet a sengem Buch iwwert d'Lëtzebuenger Nationalitéit beschriwwen, wéi an den 30er Joren d'Judden zu Lëtzebuerg ausgegrenzt goufen. Dofir begrëssen ech ausdrécklech, dass de Vincent Artuso an d'30er Joren a senger Fuerschung mat behandelt huet, well sech an deene Jore vill verfollegt Judden aus Däitschland an, ab 1938, aus Eisträich zu Lëtzebuerg opgehale hunn. An och nom Krich sinn auslännesch Judden, déi virum Krich zu Lëtzebuerg gelieft hunn, net entschiedegt gi fir déi Spoliatiounen, déi se erlidden hunn.

A well mer esou eng Geschicht hunn, déi sech virun an dem Zweete Weltkrich ofgespillt huet, ass et haut nach e Problem vun onser Gesellschaft, dëst opzeschaffen.

Här President, mir sinn haut op engem Punkt ukomm, wou d'Lëtzebuenger Politik sech ënner anerer zur Behandlung vun der Shoah zu Lëtzebuerg ausschwätze wëllt. Et huet 15 Joer Hin an Hier gedauert, bis et esou wäit war.

Opgrond vun enger Proposition de loi vum LSAP-Deputierte Ben Fayot am Joer 2001 iwwert d'Spoliatioun vun de Judden huet de Regierungsrat dat Joer eng offiziell Kommissioun agesat. Déi ass 2009 zu engem Bericht komm. Dat war e laangen Dag, well dozweeschent während zwee Joer Archive vum Krichschued an Däitschland hu misse restauréiert ginn. Säit 2009 dauert et elo schonns sechs Joer, fir d'Recommandatioune vun deem Rapport ëmzesetzen. Déi Recommendatioune behalen hire ganze Wäert. Si waren an dräi Deeler opgedeelt: éischtens Actions immédiates et ponctuelles, zweetens Actions d'indemnisation an drëtzens Actions à long terme.

Zu den Actions immédiates et ponctuelles hätt zum Beispill gehéiert, de Kommissionsbericht ze publizéieren. E stoung um Internet, mä et gouf ni e Bichelchen domat gemaach. Dat hätt 3.000 bis 4.000 Euro kascht. Firwat dat net méiglech war, ass schlicht onverständlech! Et sollt och en Internetsite agericht ginn, zum Beispill mat der Lëscht vun alle Judden, déi den 10. Mee 1940 zu Lëtzebuerg gelieft hunn. Et sollt en Dokument geschaf ginn, wat den Nokommen attestéiere géif, dass hir Virfahren deportéiert an ermuert goufe respektiv verschwonnen sinn. Dozou, also och zu den Actions immédiates, huet och gehéiert, e Monument opzerichten. All déi Saache sinn net geschitt. An ech mengen, dat brauch een net weider ze kommentéieren!

Als Action d'indemnisation war eng Indemnisation symbolique virgeschloe ginn an et sollt och d'Lëscht vun de Besëtzer vun de Comptes dormants publizéiert ginn. A long terme, heescht et weider, sollte Strukturen opgebaut gi fir d'Dokumentatioun an d'Fuerschung iwwert d'Shoah zu Lëtzebuerg. Et sollte Fuerscher chargéiert ginn, deene Leit zur Verfügung ze stoen, déi Informatiounen zur Entscheedung vun hire Famillje sichen. Och goung rieds vun enger Fondation de la mémoire de la Shoah.

An der Zwëschenzäit ass Bewegung an d'Émsetzung vun deene Recommendatioune komm. Et handelt sech em dräi Saachen: d'Monument, d'Fondatioun an den Institut d'histoire du temps présent.

Wat d'Fondatioun ueget, hänkt se bekanntlech vun der Dotatioun of, déi dës Stéftung onof-

hängeg mécht. Mir sinn ons eeneg, dass se keng Recherche mécht, mä sech an der Haaptsaach em den Travail de mémoire bekëmmert. D'Iddi ass net, dass déi Fondatioun den Travail de mémoire monopoliséiert, mä Initiativen aus der Gesellschaft ënnerstëtz, wéi zum Beispill Lieux de mémoire ze erhalen an ze valoriséieren.

Et ass sécher schéin, e Monument opzerichten an all Joer eng Commémoratioun do ze maachen. Et ass och gutt, dass dëst an der Mëtt vun der Stad geschitt. Mä fir dass e Monument eppes Lieweges ass an an dësem Fall eng aktiv Fonctioun vun Oprëselen an Nodenke kritt, misst schon eppes méi geschéien, wéi dat zu Paräis beim Mémorial juif ass oder zu Berlin, wou Dokumentatioun gewise gëtt, Ausstellungen organiséiert ginn, Visiteuren empfaange ginn, Schoulklasse sech ophalen an esou weider.

Wesentlech ass fir d'LSAP den Institut d'histoire du temps présent. Mir hätte gären en Institut fir eng wëssenschaftlech, kritesch an objektiv Geschichtsschreiwung. A mir begrëssen als LSAP, dass dëst och elo Realitéit gëtt.

De 5. Mee 2015 huet de Premier hei deklaréiert, dass déi bestehend Institut fir Resistenz an den Enrôlement forcé solle regruppéiert ginn. Dat ass gutt! Souguer de Paul Dostert, den Direkter vum CDRR, huet am März 2013 op RTL gesot, déi Zweekdeeling téschent Resistenz an Zwangsrekrutierung wär, a senge Wieder, „sicherlech net sënnvoll“.

A leschte Freiden, dat ass schonn hei gesot ginn, huet de Regierungsrat beschloss, dass den IHTP als Centre interdisciplinaire op der Uni Lëtzebuerg folgend Instituter zesummeffiere soll: de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, de Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, de Centre de documentation et de recherche sur la Résistance an de Centre de documentation et de recherche sur l'Enrôlement forcé.

An am Prinzip ass eng Synergie richteg. Mä wichteg wäert sinn, dass den Objet vun deem Institut kloer genuch ass, fir dass déi Lëtzebuenger Zäitgeschicht wierklech erfuerscht gëtt. Well dorëm ass et eis jo och an eisem Koalitionsvertrag gaangen an dat steet och, mengen ech, esou am Regierungsprogramm.

D'Uni huet hir Autonomie a si decidéiert eleng, wien op wat a wéi laang schaffe kann oder soll. Verschidden Themen, déi am Ausland scho laang opgeschafft sinn, mussen och elo endlech zu Lëtzebuerg opgeschafft ginn. Den Artuso-Rapport schwätzt iwwert d'Exekutiv. Wat war mat der Chamber an der Justiz an och der Police? Dat ass och schonn hei gesot ginn am Débat. Eng ganz Rei Themen, och jenseits vum Zweete Weltkrich, mussen fir Lëtzebuerg endlech erfuerscht ginn.

Mir hätte gären eng Struktur, déi op ass fir all déi Fuerscher, déi an der Lëtzebuenger Geschicht no wëssenschaftleche Methode schaffen. Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng Historiografie, déi och déi schwiereg Themen ueget. Mir brauchen en Débat académique a public ouni Tabuen, en Débat, wou kee Fuerscher fäerte muss, ob seng Virgesetzen an der Fakultéit dat och esou gesinn. Net all Fuerscher sinn op der Uni. D'Uni ass net eleng zu Lëtzebuerg, a mir wëlle kee seriöse Fuerscher, deen net op der Uni ass, ausschléissen. En oppenen Débat ass wichteg fir eis Gesellschaft a fir eis Demokratie.

Aner Problemer sinn och am Zesammenhang mat der Geschichtsfuerschung opgeworf ginn a mussen geléist ginn. Een dovunner ass dee vun den Archiven. D'Verwaltung vun den Archives nationales mécht hir Aarbecht exzellent, mä si huet net genuch Leit an net genuch Plaz. Et geet hei em d'Vepflichtung vun de Verwaltungen, hir Archiven ze déposéieren, fir dass se no de legalen Délaien de Fuerscher zougänglech sinn. Dozou gehéiert och d'Manéier, wéi déi Archiven entstinn, dat heescht, wéi d'Dossieren an de Verwaltungen opgestallt, gefouert a beschriwwen ginn. Et geet och drëm, wéi komplett se sinn, an dat ass émsou méi wichteg, wéi elo villes ouni Pabeier, reng elektronesch communiquéert gëtt.

Ech hunn dozou eng Question parlementaire gestallt am März dëst Joer. An ech krut vun der Kulturminister geäntwert, dass en Avant-projet de loi iwwert den Archivage den 30. Abrëll am Regierungsrat diskutéiert ginn ass. Déi Äntwert seet och, dass dat Gesetz géif eng eenheetlech an zwéngend Archivéierungsmethod fir all Verwaltungen virgesinn, ënnert der Opsicht vun Nationalarchiv, dat och géif déi néideg Moyenen dofir kréien. Dat begrësse mir ausdrécklech als LSAP a mir hoffen, dass dese Projet de loi schnell weidergeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt, dass d'Chamber hir Verantwortung elo hëlt. D'Regierung huet dat jorzéngtelaang net gemaach. Grad ewéi an der Belsch, wou de

Senat den Ustouss ginn huet, fir dass de Stat Excusen un d'jiddesch Gemeinschaft soll maachen, soll dat dann och elo d'Chamber un d'Adress vun der Regierung maachen.

Eng Gesellschaft, déi hir Vergaangenheet net kennt, kritt Problemer mat hirer Zukunft. Loosse mer elo endlech handelen, 75 Joer nom verhängnisvollen 10. Mee 1940!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

(**Interruption**)

Ah, d'Madame Loschetter kritt selbstverständlech d'Wuert nach fir déi gréng. Dir waart net ageschriwwen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Onbeschreibliches u mënschlecher Grausamkeet an Ennerdrückung ass während dem Zweete Weltkrich och hei zu Lëtzebuerg erdroe ginn. Zäitzeien erzielen et ons oder hëlfechen, et duerch Bicher, Ausstellungen, Konferenzen oder Besuch an de Schoulen ze vermëttelen. Oder schlëmmer nach: erzielen et net, well et eben „onbeschreiblech“ ass!

Vill Familljen zu Lëtzebuerg hunn an hirer Familiobiografie e perséinlech Drama niddergeschriwwen: Leit, déi ëmgesidelt gi sinn, déi deportéiert gi sinn, jonk Leit, déi einfach aus der Famill ewechgerappt gi sinn an agezu gi sinn, Leit, déi heiheim aner Leit verstoppt a versuert hunn, jonk Leit, déi heiheim oder am Ausland géint den Okkupant gekämpft hunn an der Arméi oder an der Resistenz, Mënschen, déi dofir Sanktiounen a Strofe mat a Kaf geholl hunn.

Et gouf an deem Land eng Solidaritéit ënnert de Leit, eng Compassioun, eng gewësse géigesäiteg Ennerstëtzung géint e gemeinsame Feind. An des Solidaritéit wor ëmsou méi wichteg, well hei am Land keng Regierung a kee Statschef méi do war. Eenzegt Zeeche fir d'Volk wore Radiosmesagen, un deene sech vill Leit ugehalen hunn.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass den offiziellen a gutt bekannte Kontext. En Deel awer vun der Lëtzebuurger Bevëlkerung war tatsächlech an offiziell ausgeschloss an deem gemeinsame Kampf géint de gemeinsame Feind: déi jiddesch Communautéit vu Lëtzebuerg! Et besteet keen Zweifel, datt Lëtzebuurger Matbierger a Matbiergerinnen, Kanner a Jugendlecher, opgrond vun hirer Relioun an der Konsequenz net ënnert deemselwechte Schutz vun der Lëtzebuurger Autoritéit stoungen a sech och net konnten un darselwechter Solidaritéit ënnert de Lëtzebuurger bedeelegen.

De Rapport Artuso, elaboréiert vum Vincent Artuso an ënnerstëtzt vun alle Membere vun der Commission scientifique, erlaabt ons haut, verschidde Fakten ze confirméieren an aner nei, vläicht manner glörräich Fakten unzehuelen.

Dese Rapport ass eng wichteg Aarbecht, eng Aarbecht, déi de Mérite huet, Dokumenter aus verschiddenen Archive respektiv verschiddene Publikatiounen zesummegehallt ze hunn an domadder d'Entwécklung vun der Lëtzebuurger Geschicht par rapport zu der jiddescher Communautéit kennen an hirer chronologescher Entwécklung ze skizzéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Rapport beschreift op eng kloer Manéier, wéi et hei zu Lëtzebuerg - zu Lëtzebuerg! - schlussendlech iwwerhaupt méiglech konnt ginn notament, datt Lëtzebuurger Bierger, déi an der Fonctioun publique geschaff hunn, eleng opgrond vun hirer Relioun hu missen demissionéieren; datt Lëtzebuurger Bierger, déi e liberale Beruff ausgeübt hunn, verbuede kritt hunn, hire Beruff weider auszeüben, an dat eleng opgrond vun hirer Relioun; datt dat, wat hinne gehéiert huet, spoliéiert ginn ass, just opgrond vun hirer Relioun; datt d'Lëtzebuurger Autoritéite Lëschte vu jiddesche Kanner a Jugendlechen aus de Schoule gefrot hunn an akribesch gutt opgestallt kritt hunn; datt souguer am Zweifelsfall Lëschte vu sougenannten Mischlingen opgestallt gi sinn an datt schlussendlech Lëtzebuurger Bierger a Biergerinnen den Zougang, de Retour an hiert Land verweigert ginn ass opgrond eenzeg an eleng vun hirer Relioun.

Dest ass net eréischt oder eleng duerch eng Invasioun vun den Nationalsozialisten, duerch dem Gauleiter seng Präsenz an Allmächtigkeit méiglech ginn.

De Rapport Artuso beschreift déi schlächend Evolutioun duerch d'30er Jore vun der Segregatioun vun deene Lëtzebuurger, déi der jiddescher Relioun ugehéiert hunn. Dese Rapport huet och de Mérite, ze beschreiwen, wéi ab Mëtt den 30er Joren den Antisemitismus salonfäeg gemaach ginn ass. Salonfäeg heescht, datt Aussoen, Akten a Verhalen, déi normalerweise condemnéiert ginn a condemnabel sinn,

konnte stattfannen, ouni datt weder eng Autoritéit nach d'Gesellschaft sech dergéint geäussert hunn. Jo, souguer well eng Lëtzebuurger Autoritéit et esou decidéiert hat!

Vill auslännesch jiddesch Fraen a Männer hu missen aus hire Länner flüchten a sinn och op Lëtzebuerg komm. Doduerch ass eng Angscht vun Überfremdung an onsem Land entstanden, déi op ons Lëtzebuurger jiddesch Matbierger iwwerdroe gouf. Dese schlächenden Antisemitismus, dee sech och an onsem Land etabléiert huet, kulminéiert, wéi scho gesot, am August 1940, wou d'Commission administrative keen Ennerscheid méi mécht tëschent net Lëtzebuurger a Lëtzebuurger jiddesche Bierger.

D'Participatioun an duerno d'Kollaboratioun vun de Lëtzebuurger Verwaltungen un enger offensichtlech antisemitescher Politik sinn eng Evidenz ginn. D'Fro, déi ee sech haut stelle muss, ass déi vun der Verantwortung vun de Lëtzebuurger Autoritéiten. An do wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun hei ausdrécklech ennersträchen, datt mir ons net beruff fillen, eng historiesch Analys vun oder iwwert dese Rapport ze maachen. Dofir wëllt ech och an dëser Ried weder konkret beschriwwene Situatiounen nach Nimm zitéieren.

Un ons ass et, déi politesch Komponent ze considéieren an ons dozou ze äusseren. Wien dréit d'Veantwortung fir diesen Deel vun der Lëtzebuurger Geschicht? D'Gesellschaft vun deemools, déi méi mat sech an hirer Sécherheet beschäftegt wor a weineg Méiglechkeet hat, fir e kritesche Sënn ze entwëckelen, a spéider selwer mat Angscht an Honger ze kämpfen hat? Dat ass eng Fro, zumindest solle mer doriwirer nodenklech sinn. Lëtzebuurger Autoritéiten, op alle Fall, esou wéi et am Rapport beschriwwen gëtt an an der Resolutioun och opgezielt gëtt.

Mir haut heibannen als folgend Generatiounen droen eng Verantwortung, an déi ass essenziell: nämlech d'Unerkennung vun deem, wat geschitt ass, d'Veantwortung vun deemools unerkennen, d'Leed unerkennen an ons zudéifst dofir entschëllegen!

Mir haut heibannen droen awer och d'Veantwortung, fir ze garantéieren, datt d'Geschicht ka weider opgeschafft ginn, datt notament d'Recherche weidergefouert ginn - un déi 350 Meter, déi kierzlech aus den Archiven erëm opgedaucht sinn -, oder datt d'Lëschte vun de bestehende Comptes dormants nogekuckt ginn. A mir haut heibannen droe Verantwortung, datt de Rôle vun der Chamber, vum Statsrot, vun der Justiz, vun der Exilregierung, vu Banken an dem Industriemilieu vun deemools éierlech a ganz opgeschafft gëtt.

A mir all zesummen droe Verantwortung, datt diesen Deel vun der Geschicht zu Lëtzebuerg net a Vergessenheet geréit! Mir sinn all deene Leit, déi gelidde hunn, et schëlleg, grad ewéi och alle Leit, déi op eng exemplaresch, op eng couragéis an op eng mënschlech Manéier gehollef hunn!

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat Leed, wat der jiddescher Communautéit am Zweete Weltkrich an Europa an och hei zu Lëtzebuerg ugedoe ginn ass, huet an all jiddesch Famill haut nach seng Spuren hannerlooss, bei de Kanner vun deemools bis eriwier bei hir Kanner a Kandskanner. An déi Spure solle fir ons all en Zeeche sinn, eng Erënnerung sinn, fir virun all Form vu Friemenhaass ze warnen.

Dat kënne mer op ganz vill verschidde Manéieren, zum Beispill esou, wéi et virun e puer Wochen zwee wonnerbar Lëtzebuurger Musiker an der Villa Pauly gemaach hu mat engem jiddesche Lidd, e Symbolidd vum jiddesche kulturelle Patrimoine vu virun der Shoah, genannt Oyf'n Pripetchik. «Quand vous serez plus vieux, chers enfants, vous comprendrez vous-mêmes combien de larmes se trouvent dans ces lettres et combien de pleurs», ass en Zitat vun deem Lidd.

Wat fir eng schéi Victoire, léif Kolleegen a Kolleeginnen, des musikalesch Téin grad an dëser Villa konnten ze héieren an ze honoréieren! Nieft dese Plazen, wéi d'Villa Pauly, wéi Cingfontaines oder d'Hollerecher Gare, déi zur Mémoire vun der Lëtzebuurger Geschicht gehéieren, sinn esou Messagë vu Versöhnung a vu Fridde dat bescht Mëttel, fir de kommende Generatiounen ze weisen, wéi onerlässlech, wéi onerlässlech et ass, sech och mat deem Deel vun onser Geschicht ausenanerzesetzen!

Esou eppes dierf ni méi virkommen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Als Nächsten ass ageschriwwen: den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass extrem wichteg, datt déi Diskussioun haut hei

stattfënn. An déi Entschëllegung, déi mer haut eise jiddesche Matbierger offréieren, ass richtig a wichteg. Dat Leed, wat si erlidden hunn am Krich, dat wor onendlech grouss, an all Bedeelegung vun öffentlechen Autoritéiten un der Juddeverfolgung ass zudéifst ze bedauern. Am daitlechsten, haut och dokumentéiert, ass wahrscheinlech déi Bedeelegung vun den Autoritéiten am Kader vun der Spoliatioun, Collège de contrôleurs, Notairen, an esou weider.

Ganz wichteg ass och deen Engagement, dee mir haut huelen, fir alles ze maachen, fir esou Tragödien an Zukunft ze verhënneren. Mir freeën eis och als ADR, datt mer déi Resolutioun haut eestëmmege kënnen unhuelen. An dat ass och e ganz grousst Symbol.

Mir hunn awer als Lëtzebuurger kee Vel' d'Hiv', wéi dat a Frankräich war, keng staatlech Bedeelegung un der Exterminatiounspolitik vum Drëtte Räich. An dowéinst ass déi Entschëllegung, déi mir haut ginn, am Verglach mat deem, wat am Ausland u Gestë gemaach gouf, e ganz besonnesch staarke Geste.

Mir kënnen och haut nach eemol feststellen, datt eis Groussherzogin an eis Regierung Gott sei Dank an d'Exil gaange sinn. Och dat ass eppes, wat en filigrane ëmmer erëm am Rapport Artuso daitlech eruskënnt. Et wär wahrscheinlech ganz schwéier gewiescht, nach eng Lëtzebuurger Souveränitéit oprechtzëerhalen, wann dat net de Fall gewiescht wär.

Et ass d'Kollaboratioun ginn, leider, an der Bevëlkerung. Et gouf d'Gielemännercher, et gouf d'VdB - „Verein deutscher Banditen“, wéi en dacks genannt gouf -, an et gouf och Kollaboratioun am Exercice a mat der Autoritéit vun engem offiziellen Titel oder engem offiziellen Funktioun. An dowéinst hu mir haut hei déi Diskussioun.

Mir soen als ADR och jiddwerengem vun Häerze Merci, dee resistéiert huet, eise kleunge Land gehollef huet, an och all deenen, déi gehollef hunn, Judden ze retten, och deenen auslännesche Länner a Legatiounen, déi sech bedeelegt hunn, wéi déi amerikanesch, déi portugisesch, déi franséisch Autoritéiten, déi all matgeholfen hunn, fir déi Leit ze retten.

Mir dierfen d'Affer net vergiessen a mir mussen si éieren. Dofir och vun eiser Säit aus e kloer Jo zu engem Monument fir d'Shoah! E kloer Jo zu engem Geschichtsunterrecht an de Schoulen, deen derfir suert, datt déi Faiten historiesch korrekt erkläert ginn an ni vergiess ginn. An och ee Jo vun eiser Säit zum Erhale vun historiesche Plazen, wéi der Pafemillen oder och anere Plaze wéi der Villa Pauly, der Hollerecher Gare, déi an der Geschicht vum Lëtzebuurger Leiden am Zweete Weltkrich eng zentral Roll gespilt hunn.

Deen Institut fir Zäitgeschicht, deen elo soll geschafte ginn, soll och d'Haltung vun der Regierung géigeniwwer anere Problemer weider opschaffen. An dozou gehéieren och d'Tambower, déi nach net esou séier aus Russland erëmkommen sinn, wéi dat vläicht méiglech gewiescht wär nom Enn vum Krich. Mir considéieren déi Leidensgeschichten an hirer Gesamtheit. Mir denken net, datt eng Konkurrenz tëschent Afferkategorien ubruecht ass.

De Sujet vun haut ass elo speziell de Rapport Artuso a mir wëllen dat och dann hei maachen, fir e bëssen dee Rapport ze kommentéieren. Et ass sécher och néideg, eng kritesch Beruechtung ze gesinn an am A ze behalen, well et goufen och scho virun aner Konklusiounen vun Historiker, den Hären Trausch, Dostert, Schoentgen, Heisbourg, Cerf, iwwert d'Veantwortung an aneren an d'Existenz vu Lëtzebuurger staatleche Strukturen am Krich an hiren eventuell verbleiwenden Handlungsspillraum oder Responsabilitéiten. Och si si mat de Sourcen, déi disponibel waren, verantwortungsvoll ëmgaangen, koumen awer zum Deel zu fundamental anere Konklusiounen, wéi den Här Artuso.

Haut gëtt déi traditionell Geschichtsschreiwung, déi och op deene Quelle berout, dacks als Mythos duergestallt. Si wor awer rechtlech gutt fundéiert an historiesch insgesamt, vu d'Quellen, och iwwerzeugend. Et muss een dofir och dann de Rapport Artuso an deem Kontext kritesch kucken.

Mir wëllen awer feststellen, datt d'Veantwortung fir déi Juddeverfolgung an dat Leed ganz kloer beim Okkupant a bei senger Ideologie louch, an trotz der Existenz vu ville Gielemännercher wor Lëtzebuerg a woren d'Lëtzebuurger an hirer immenser Majoritéit Affer an net Täter, och an der net jiddescher Populatioun. An trotz deem bedauernswäerten a verdammenswierdegen Antisemitismus, deen et och scho virum Krich gouf, huet Lëtzebuerg enorm ville Judde gehollef a kann dorop houfreg sinn. Och dat steet am Rapport Artuso. Ech mengen, e seet souguer, proportional zweemol esou vill wéi Holland virum Krich. Dat ass eng grouss Leeschtung.

Wann een also dee Rapport kuckt, da muss een feststellen, datt et awer e Versuch ass, eng Kollaboratioun vu staatleche Strukturen nozeweisen. An heiansdo ass d'Beweislaascht net ganz staark. Et gëtt vill Hypotheesen, et gëtt ganz vill Spekulationen, et gëtt leider dacks Rasonnementer a charge méi wéi à décharge.

Et freet ee sech heiansdo, wann een dee Rapport liest, ob mer et mat Geschichtsschreiwung ze dinn hunn oder mat enger Geschichtspolitik. Soll probéiert ginn, dee Mythos, vun deem ech virdu geschwat hunn, an och zum Deel d'Natioun ze dekonstruieren, wéi dat heiansdo haut probéiert gëtt? Dat wär sécher falsch, well en Hiréckele vun de Lëtzebuurger an d'Noperschaft vun den Täter, dat wär eng Laascht, déi mir net brauchen ze droen, well se sech esou net bewiese léisst, wéi gesot, mat Ausnahm vun de Collaborateuren.

Et gëtt methodologesch Bemierkungen, déi ee sécher ka maachen. De Comité scientifique ass ganz breet opgestallt. Dat mécht et och da méi schwéier, fir eventuell weider Analysen oder weider Fuersungen ze maachen, onofhängeg vum Rapport Artuso oder mat där néideger wëssenschaftlech kritescher Distanz zum Rapport Artuso. Et gëtt och an deem Rapport keng chronologesche Gesamtüwersiicht. An dobäi géifen Datumen an de Verglach vun Datumen et awer erlaben, kausal Zesammenhäng méi kloer ze erkennen a Situatiounen besser ze bewäerten.

Wichtig Archive konnten nach net ausgewäert ginn, notament déi däitsch Archiven. Juristesche Aspekter mussen berücksichtegt ginn, wéi zum Beispill déi Haager Landkrichskonventionen vum 1907, déi d'Flichte vun engem Okkupant an d'Rechter vun enger okkupierter Natioun daitlech beschreiwen. Déi Verpflichtunge goufe vun däitscher Säit mëssuecht.

Et gouf vun däitscher Säit ni eng Unerkennung vu staatleche Lëtzebuurger Strukturen, spéitens vum August 1940 un; weder vun enger Souveränitéit nach vun enger Regierungskommission. Am Rapport Artuso steet kloer: «Berlin rejeta toute forme de collaboration institutionnelle avec les Luxembourgeois.» Ech mengen, dat war op der Säit 110. An dorausser muss een dann awer och déi richtig Konklusiounen zéien.

Den historiesche Kontext, dee gëtt dacks net genuch differenziert betruecht. Déi däitsch Juddepolitik wor 1940 nach net déi vun 1942. De But war, Lëtzebuerg an och d'Räich allgemeng, well si hu jo Lëtzebuerg ganz séier als Deel vum Räich gekuckt, ethnisch propper ze maachen, wéi een dat muss fuerchtbar ausdrécken; déi Säuberungsidien. „Judenrein“ an aner Ausdréck goufe benotzt. Et wor awer nach net d'Politik vun der Endlösung oder vun der Exterminatioun.

An d'Stëmmung an Europa bis Enn 1940 wor och eng, déi ganz kloer muss betruecht ginn, wann een dat wëllt bewäerten, wat hei geschitt ass. Et wor eng Stëmmung vun Hoffnungslosigkeit, dacks vu Verzweiflung no engem ganz séieren däitsche Sieg am Westen an engem Klima, wou Gewalt a Suerg ëm d'Famill, wou villes op Improvisatioun, op Hoffnungslosigkeit a Verzweiflung an am Zweifel geschitt ass.

Ech wëll hei dofir kuerz, den Här Premier huet virun den Telegramm ernimmt am Kader vun der neier Uerdnung... Dat wär scho bal e Geste vu Kollaboratioun gewiescht; ech sinn net esou sécher, et muss ee gesinn. Am Rapport Artuso seet den Här Artuso, datt déi «Commission administrative à une date non précisée» bei de Gauleiter zitéiert gouf. An do krut se gesot, la Constitution, datt dat hien ass; déi Lëtzebuurger Verfassung, dat wär elo de Gauleiter. „Wir sind“, seet de Gauleiter „mit einem Schuschnigg fertig geworden“ - also den éisträicheschen Premier, deen duerno an d'KZ koom -, „ich werde auch mit Ihnen fertig.“

An da seet en: „Neutral langt nicht mehr, meine Herren, es heißt deutschfreundlich sein.“ An da schreiwen awer trotzdeem... Déi Commission administrative schreift oder wëllt un den Hitler schreiwen - hei ass eng franséisch Iwwersetzung -: «(...) les soussignés, représentants de tous les milieux du peuple luxembourgeois, ont l'honneur d'exprimer le souhait unanime de la population du Grand-Duché pour le maintien de sa vie propre étatique dans le cadre du nouvel ordre européen.» Hate se dann eng aner Wiel? «Notre peuple, fier d'une existence millénaire, tient de toute son âme à son indépendance étatique et politique recouvrée il y a un siècle (...)» an esou weider.

Ech gesinn, meng Zäit ass net esou grouss, datt ech dat kéint virlesen, mä et wär derwäert,

well et ass net onbedéngt en Akt vu Kollaboratioun, mä haaptsächlech en Akt, fir déi staatelech Onofhängegkeet awer kënnen esou gutt wéi méiglech ze erhalen.

Kollaboratioun ass net Kollaboratioun. Heiansdo mécht ee Kollaboratioun, fir méi Schlemmes ze verhënneren, heiansdo. An dat ass veruerteelenswäert, wa Leit kollaboréieren, fir déi däitsch Ziler mat ze realiséieren, an dat geet natierlech net.

Handlungsméiglechkeete gouf et bei der administrativer Kommissioun praktesch keng méi. Wann een déi Datume kuckt vum Krichszoustand bis iwwert dat, wat geschitt ass, och herno, wou déi Lëschten opgestallt gi sinn, wann een dat analyséiert, gesäit een, datt praktesch keng Handlungsspillraim méi bestanen hunn. Enn Juli ass den Här Wehrer scho convoquéiert ginn, wou de Gauleiter nach net do war, bei en däitschen Zivilbeamten an et gouf verbueden, e Concert ze organiséieren. E Concert! An dat ass nach net vergläichbar mat deene Mesuren, déi méi spéit geholl gi sinn.

Wann een also déi Lëschte kuckt, déi opgestallt gi sinn. Och dat well ech soen, well et ass awer vläicht wichteg, fir dat ze soen. De 6. September sinn déi Lëschten opgestallt ginn. Den 12. September ass d'Gestapo bei de Consistoire israélite gaangen, fir ze soen: „Dir hutt nach 14 Deeg, da mussen all Judden aus dem Land eraus sinn.“ Fir an deem Kontext en eng Privatinitiative ze gleewen, ass ganz schwéier.

Och wat de Retour vun de jiddesche Bierger op Lëtzebuerg ugaangen ass, muss ee soen, datt am Rapport Artuso u sech dee Rasonnement op engem Stréchpunkt berout. An dat seet den Här Artuso selwer, wann en et beuerteelt. Dee Saz „Juden wird die Einreise versagt“, steet hanner engem Stréchpunkt, an dorobber ass de Rasonnement da baséiert. Dat ass net onbedéngt ganz staark. An op där Säit virdu schreift den Här Artuso nach: «Il est donc indéniable que la Commission administrative vint en aide à des personnes qui souhaitaient partir et qui n'étaient plus en sécurité au Luxembourg.»

An ee leschte Saz, ee lescht Wuert iwwert d'Nationalitétegesetz, well dat och nach en zentrale Punkt ass an där ganzer Diskussioun. Am Mäerz 1940 huet eis Chamber en neit Nationalitétegesetz gestëmmt. Am Mäerz 1940. Zënter September 1939 wor Europa am Krich. An am Mee 1940 koum d'Invasioun. Dat Nationalitétegesetz ass geholl ginn am Bewusstsi vun enger däitscher Invasioun, déi onmëttelbar sollt bevirstoen.

An da gëtt gesot, do gëtt déi Lëtzebuenger Nationalitéit betount. Et wor net d'Iddi, fir d'Aarbechter auszuschléissen oder fir déi liberal Konzepter ze vergiessen. Et wor en Akt vu Widerstand héchstwahrscheinlech a vun engem Iwwerlebenswille vun engem Lëtzebuerg, wat grad seng 100-Joer-Feier hanner sech hat an den Däitsche wollt weisen, datt se eng eegen Natioun sinn a sech net duerch vëlkeg Konzepter oder anerer wollten desorientéiere loosse.

An ech froe mech, wann et déi Gesetzgebung am Mäerz 1940 net gi wär, ob et fir d'Lëtzebuenger dann esou einfach gewiescht wär - oder et wor schwéier genuch, mä esou iwwerzeegend gewiescht wär -, och fir d'Resistenzorganisatiounen, fir d'Lëtzebuenger ze motivéieren, bei der Personenstandsaufnahme ze schreiwen: dräimol Lëtzebuergesch, wou se mat hirem Numm hu missen dofir astoen a Risiken huelen, fir sech zu eiser Heemecht ze bekennen.

Ech mengen, de Rapport Artuso ass ganz sécher e wichteg Dokument an e soll eis hëllefen, nozedenken an ze beuerteelen, mä e muss iwwerpräift ginn. E muss och anescht beliicht ginn. Mir hätte gär weider Fuersungen. Mä eppes ass ganz kloer: D'Lëtzebuenger an hirer grousser Majoritéit woren Affar an net Täter. Mir musse Kollaboratioun verdamen, mä mir kënnen stolz sinn op eis Geschicht am Zweete Weltkrich.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech wollt just d'Chamber drop hiweisen, dass den Här Kartheiser ganz genee a senger Zäit war, well mer an der Presidentekonferenz decidéiert haten, d'Riedezäit vun der Resolutioun mat anzuschléissen, also d'Sensibilitäten 12,5 Minuten amplaz 10 Minuten haten. Dat géllt da selbstverständlech och fir den Här Urbany fir déi Lénk, dee scho prett ass. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass keen Zweifel, dass des Debatt

eng vun deene wichtegsten ass fir d'Opschaffe vun der neierer Geschicht vun eisem Land. Och wann een Deel vun der Geschicht gewësse gesellschaftlech Grondmusteren opweist, déi och haut nach wierksam sinn, mengen ech awer, dass e grad wéinst der besonnescher Gravitéit vun de Faiten net mat haut ze vergläichen ass.

Mä trotzdem, och nach 75 Joer duerno muss een e grousst Zécke feststellen, fir politesch Verantwortungen um héchsten Niveau vum Stat an aller Däitlechkeet ze nennen. Eleng duerfir, mengen ech, ass et ze begrëssen, dass déi Resolutioun hei vun der Chamber eestëmme, no grondleeënde schwieregen Diskussiounen, festhält d'Responsabilitéit vum Stat als solchen, l'Autorité publique, an der jiddescher Communautéit hir Excuse presentéiert fir déi Akten, déi am Numm vum Stat begaange si gi vun deene verschiddeenen Autoritéiten a Responsabelen, an dass se och däitlech Akte vun der Kollaboratioun waren, wéi des Resolutioun festhält.

Mir mengen och, dass déi Akten an engem Kontext begaange gi sinn, wou d'Chamber an och de Statsrot weider bestanen hunn. An ech mengen och, dass d'Responsabilitéit vum éischte Pouvoir, dat heescht vum gewieltene Parlament deemools, evidentereis och engagéiert ass, an net nëmmen eleng déi vun der Commission administrative, déi als eng Aart Ersatzregierung vun der Chamber agesat gi war.

An et ass duerfir och ze begrëssen, dass d'Resolutioun weider geschichtlech Recherche virgesäit, an zwar iwwert d'Roll an d'Interaktioun vun deene verschiddeenen Träger vun de Statsautoritéiten, déi et deemools ginn ass - d'Chamber, de Statsrot an d'Exilregierung -, an aner och Recherchen afuerdert iwwert d'politisch Interaktioun, déi et deemools ginn ass mat den haaptsächlech wirtschaftleche Milieue vun där Zäit, dat heescht der Stolindustrie, déi am Fong geholl eng Aart Global Player deemools scho war, souwuel vis-à-vis vun den Nazibesatzer wéi vis-à-vis vun den Alliierten, an déi duerfir och noutgedrongen eng mitigéiert Haltung ageholl huet, déi sech vläicht op d'Politik ausgedréckt huet. Ech mengen, dat ass un der geschichtlecher Fuersung, fir dat an Zukunft festzestellen.

Wéi Der wësst, ass des Debatt jo hei vum Historiker Serge Hoffmann lancéiert ginn, nodeems de belsche Premier sech fir d'Kollaboratioun vun den Autoritéiten un der Exterminatioun vun de Judden entschëllegt huet. „Sowohl in Belgien als auch in Luxemburg kollaborierten die „Ersatzregierungen“ mit den Nazis“, huet en deemools geschriwwen, „und unternahmen nichts gegen die Judenverfolgung in ihren jeweiligen Ländern.“

D'Debatt geet och zréck op d'Veffentlechung duerch en aneren Historiker, den Denis Scuto, vun de Lëschte vu jiddesche Schoulkanner, déi am September 1940 opgestallt gi sinn. Haut hu mer e Rapport virleien, deen a senger Däitlechkeet net ze iwwertreffen ass, a woufir ee muss dem Historiker Vincent Artuso an der Equipe, déi hie begleet huet, Merci soen.

Här President, dee Rapport hei deckt villes op. Ech well mech op déi Passagé beschränken an och op déi e bëssen agoen, déi weisen, wéi et esou wäit komme konnt, well ech mengen, dat ass dat Wichtegst, wann ee wëllt hunn, dass d'Geschicht sech net an där doter Form widderhëlt.

De Rapport weist ganz kloer op de frieme-feindleche Kontext an den 20er an 30er Joren hin. E geet schon zréck op e Gesetz vum 28. Oktober 1920, wat geheescht huet «destiné à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché». E referéiert sech och op dem Denis Scuto säi Buch iwwert d'Lëtzebuenger Nationalitéit, wat, mengen ech awer, ganz gutt an ausféierlech beschreift, wéi d'Nationalitéit zu Lëtzebuerg ëmmer méi, an dat war en historiesche Prozess, op en ethneschen enke Begrëff zréckgefouert ginn ass, dee wäit ewech war vum Universalismus vun der Natioun an der Franséischer Revolutioun an deen och leschten Enns derzou gefouert huet, dass 1940, kuerz virum Amarsch, d'Ofschafe vum Droit du sol agefouert ginn ass, dat ganz laang gebraucht huet, bis 2008, bis et erëm en enger gewëssener Form agefouert ginn ass.

De Vincent Artuso beschreift och, wéi d'Regierung Bech refuséiert huet, d'Accorde vun der Société des Nations unzehuelen an e Statut fir Asylbewerber ze schafen. A wéi dat zu enger ofweisender Haltung och gefouert huet vis-à-vis vun de politesche Flüchtlingen aus Däitschland, zum Beispill no der Saar-Annexioun 1935, an natierlech och vis-à-vis vun den däitsche Judden, déi heihinnerkomm sinn an déi extra um Passbüro enregistriert gi sinn.

An ebe just well se verfollegt gi sinn, ware se suspekt, well geduecht ginn ass, dass se sech grad dowéinst géifen dauerhaft hei am Land etabléieren. D'Sûreté publique an der Gendarmerie huet speziell Fonctiounen deemools kritt:

déi vun der politescher Iwwerwaachung an och déi vun der Iwwerwaachung vun den Ausländer. An et ass och kee Wonner, dass et en direkte Lien gëtt tëschent deene Verantwortleche vun deene Servicer deemools an der Kollaboratioun spéider vu gewëssene Statsautoritéiten.

Mä och an der Politik sinn et Entwécklungen ginn, déi ee muss haut nach am A behalen. 1934 huet de Rapporteur vun der Zentralsektion vun der Chamber, de konservativen Eugène Reichling, e Contrôle sévère vun den Elementer verlaangt, déi an d'Land kommen, an huet domadder ausdrécklech och d'«immigrés et réfugiés juifs» gemengt, déi de lëtzebuergeschen Handwerker a Geschäftsleit géife Konkurrenz maachen.

1936 huet de Justizminister Dumont d'Gefor vun enger ze vill zahlreicher auslännescher Bevölkerung un d'Wand gemoolt, besonnesch andeem e sech och beruff huet op «étrangers nouveau venus». Et géif sech besonnesch ëm déi handeln, op déi ee misst oppassen. An domat sinn natierlech och déi däitsch-jiddesch Refugié gemengt gewiescht, deene virgeworf ginn ass, ënner anerem och auslännesch politesch Aktivitéiten an d'Land ze transplantéieren, wéi e sech ausgedréckt huet, an den Ordre public ze menacéieren. Domadder zesummen hânt och d'Opstellung vu Lëschte vu Judde scho Métt vun den 30er Joren.

Mä et sinn och Lëschten opgestallt ginn deemools vun deeneselwechte Policeservicer iwwer Spuenienkämpfer, Kommunisten, italieenesch Antifaschisten, déi herno d'Basis geliwert hu fir d'Aarbecht vun der Gestapo.

Besonnesch schlëmm, mengen ech, ass et och, dass scho virun der Besatzung déi däitsch Rassegesezter, wat hir Auswierkungen op geméschte Bestietnisser ugeet, ugehall gi sinn, och opgrond vun engem Avis vum Statsrot, dee gesot huet, gewëssen international Konventiounen, déi de Géigendeel gesot hunn, déi géifen net gellen an deem Fall an déi däitsch Rassegesezter missten hei de Virrang kréien. Holland huet zum Beispill eng aner Haltung deemools ageholl. 1938 goufen och ee Moment d'Grenzen zougemaach, och fir Réfugié, deenen hir Pabeieren an Uerdnung waren.

Den offizielle frieme-feindleche Kontext war also evident, och wann en net ëmmer vun alle Verantwortleche gedeelt ginn ass an och wann et scho fréi Warnunge vu Leit aus Politik a Justiz ginn ass.

«Le plus grand triomphe idéologique du nazisme, avant la guerre, fut d'imposer l'idée selon laquelle ce n'était pas leur politique raciste qui posait problème au niveau international mais le départ des victimes.», seet den Här Artuso. An de Rapport weist ebe just de Lien op zu deem legale Kader, an deem sech déi Frieme-feindlechkeet scho konnt virum Krich entwéckelen, och vis-à-vis vun de Judden. An dat ëmsou méi, well et ëmmer och en traditionelle reliéisen Antijudaismus zu Lëtzebuerg zënter Jorhonnerte ginn ass.

De Lien tëschent politescher a reliéis-rassistescher Verfollegung ass gradesou däitlech. E geet aus folgendem Zitat zum Beispill ervir, vun engem Rapport vum 21. Dezember 1935 vum Chef vun der Sûreté, dee seet: „Man weiß auch aus Erfahrung, daß in politischer Hinsicht durchwegs das jüdische Element ein unberechenbarer Faktor ist, das, um im Trüben fischen zu können, gerne bei revolutionären Bestrebungen seine Hand im Spiel hält.“

Här President, ech hu mech elo an där kuerzer Duerstellung an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, beschränkt op offiziell Ausserungen an offiziell Moosnamen, déi deemools getraff gi sinn, well jo och dat de Kontext vun eiser Resolutioun ass, déi schreift ganz däitlech vun enger «attitude méfiante grandissante à l'égard des Juifs qui régnait au Luxembourg et en Europe pendant les années 1930 (...) et qui a facilité les dérives constatées». Ech kann net agoen op de politesche Kontext aus där Zäit, op déi Stréimungen, déi et an där Zäit gi sinn, déi och hir Zopp gekacht hu mat der Iwwerfirmungsangsch, déi an den 30er Joren omnipräsent war.

Den Antisemitismus war och nom Krich nach an enger gewëssener Form präsent. Ech hunn dat selwer erfuer, ech ka mech erënneren, dass ech als Kand op der Stroos vu Kanner „Judd“ genannt gi sinn, wahrscheinlech well ech als eenzegt Kand am Duerf net um Reliounsunterrecht deelgeholl hunn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Esou ass et mir och gaangen.

(**Interruptions diverses**)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, ech hunn am Ufank gesot, dass mer et hei mat enger besonnescher historiescher Situatioun ze dinn haten, déi net mat där vun haut

vergläichbar ass. Mä et kann een awer ni ausschléissen, dass esou Situatiounen kënnen erëmkommen. An duerfir ass et, mengen ech, besonnesch wichteg, dass um Enn vun eiser Resolutioun de feierlechen Engagement steet, fir alles ze maachen, fir dass et ni méi zu esou Grausamkeiten däreif kommen, dass muss weider d'Menscherechter mat Nodrock verteidegt ginn an dass muss gekämpft gi géint all Forme vun Antisemitismus, Rassismus a Frieme-feindlechkeet!

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci und dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo fir d'Regierung de Premierminister, den Här Xavier Bettel.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et soll een ni vergiessen, dass am Zweete Weltkrich eng honnertmol onst Land leie bliwwen ass. Tëscht 55 a 60 Milliounen Leit si gestuerwen. Honnertmol e Land wéi Lëtzebuerg! Honnertmol!

Eleng vun deenen Doudege sinn iwwer 5,5 Milliounen Judden ëm d'Liewe komm. Si sinn ëm d'Liewe komm, well se exterminéiert gi sinn. Et sinn 200.000 bis 250.000 handicapéiert a physesch handicapéiert Leit, déi ëmbruecht gi sinn. Et sinn eng iwwer dräi Milliounen Krichsgefangener, déi ëmbruecht gi sinn. Et si bal eng Millioun Rommen ëmbruecht ginn. Et sinn 10.000 bis 15.000 Homosexueller ëmkommen. Et sinn Dausende vu Gesechtlechen, Jehovas Zeien oder Fräimaurer ëmbruecht ginn. Einfach well se net an dee Schema gepasst hunn, deen den Okkupant deemools hat!

Ech kann lech just soen, Här President, dass, wann een eng Kéier zu Auschwitz war, een net méi als selwechte Mensch erauskéint. Well d'Konklusioun vun enger Visite zu Auschwitz ass déi, dass de Mensch de Responsabelen ass fir déi Horroren a keen anere wéi de Mensch selwer engem anere Mensch dat ugedoen huet!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou och iwwer ganz vill Saachen, déi hei gesot gi sinn, iwwert d'Zoustëmmung vun der Chamber zu där Iddi, fir eng Statu ze maachen en mémoire vum Holocaust. An ech well och do der Gemeng Lëtzebuerg e grouse Merci soen, dass se zesumme mam Stat sech direkt géeneegt huet, fir finanziell an och déi logistesche Hëllef ze ginn, fir dass mer mam Här Selinger, dee selwer e Judd ass, dee Victime war vun der Deportatioun, dat Denkmal och kënnen maachen.

Et ass och vum nationalen Dag vum Souvenir geschwat ginn. Jo, mir wëllen een Dag am Joer hunn, wou mer zesummen - all zesummen! -, an och virun allem an de Schoulen, erënneren, eis alleguerten erënneren, wat geschitt ass. A mir wëllen do och zesumme mam Educatiounsministère kucken, dass an de Schoulen och deen Dag iwwert déi Atrocitéiten, déi och hei am Land geschitt sinn, soll geschwat ginn. Et ass am Cursus vum Lycée, et kritt een dat eng Kéier mat, mä mir mengen, dass eemol am Joer een Dag op d'mannst een och kann eng Zäit huelen, fir doriwwe ze diskutéieren.

Ech sinn och ganz frou iwwert d'Zoustëmmung iwwert den Institut fir Zäitgeschicht, dee mer d'lescht Woch och mam Statssekretär Hansen presentéiert hunn, dee wichteg ass, well d'Geschicht, mir sinn ni fäerdeg mat eiser Geschicht, fir se selwer och ze studéieren.

An, Här President, ech well lech an Ärer Conférence des Présidents och Merci soen, well wéi mer de Rapport vum Här Artuso kritt hunn, woren e puer Méiglechkeeten do. A mir hu gemengt, dass en Débat de consultation déi richteg Fassong wier, fir hei kënnen iwwert déi Situatioun ze diskutéieren, an dass mir, Dir, zesummen an den Institutiounen, an Are Kommissiounen, hei am Plenum haut, a mir och op eiser Säit zu deeneselwechte Konklusiounen kommen. An ech muss lech soen, mir hätten net sollen de Feeler maachen, fir ze soen: „Mir sinn net fäerdeg, dowéinst wëlle mer keng Responsabilitéit unerkennen.“ Dat wier e falscht Zeeche gewiescht, fir eppes ze reportéieren, wou mer alleguerte wëssen, dass et eng Responsabilitéit och gëtt!

Jo, Här President, mir waren net all Helden. Dat ass eng vun de Wourechten, där mer haut mussen an d'A kucken, déi mer mussen akzeptéieren a virun där mir eis net kënnen, net sollen a guer net wëlle verstoppen. Mir waren net all Helden. Mä et goufen awer och vill Helden am Zweete Weltkrich. Et goufe Fraen a Männer, jonk Meedercher a Bouwen, déi sech an enger Aart a Weis engagéiert hunn, wéi mer et eis haut bal net méi kënnen virstellen.

Mir hunn all eng gemeinsam Vergaangenheet, mä vill Famillje vun deemools hunn hir eege Geschicht. Et ass d'Geschicht vun deene Famill-



jen, déi während de Krichsjore Leit bei sech um Späicher verstoppt hunn. Et ass d'Geschicht vu Mammen a Fraen, déi jorelaang net woussten, wou hir Bouwen a Männer dru waren, well se virun der Zwangsrekrutierung fortgelaf sinn. Et si Geschichte vu Resistenzler, déi queesch duerch d'Land mam Vëlo gefuer sinn, fir d'Flüchtlinge vun der Sauer an déi franséisch Grenz ze bréngen. Couragéiert Lëtzebuurger, déi Flugblieder gedréckt hunn, déi heemlech Fixspéin mat roudem Kapp an déi blo Tënt gepappt hunn, déi aus Mënze mat der Grande-Duchesse Spéngel gebastelt hunn, fir se als Zeeche vun der Resistenz ze verdeelen.

Et gëtt déi Biografie vu Jugendlechen, déi hiert Liewen op d'Spill gesat hunn, fir aneren d'Iwwerliewen ze erméiglechen. Déi Lëtzebuurger Populatioun huet sech géint den Nationalismus (veuillez lire: Nationalsozialismus) gewiert a fir d'Fräiheet engagéiert. Déi grouss Majoritéit vun de Lëtzebuurger, déi grouss Majoritéit vun de Leit am Land huet sech géint dee Regime ausgeschwat. Och d'Exilregierung huet sech op hir Manéier géint den Naziregime gestäipt a sech op d'Säit vun de Judde gestallt, déi net méi konnten zrëck an hir Heemecht goen.

De Fait awer, dass si zu Flüchtlingen hu misse ginn an net méi am Land wëllkomm waren, läit och an der Responsabilitéit vun der Exekutiv, vun deene Leit, déi deemools duerch eng Resolutioun vun der Chamber mat der Regierungsaarbecht chargéiert waren. De Fait och, dass iwwer 1.300 Judden, déi zu Lëtzebuerg gelieft hunn, du vun hei aus respektiv aus der Belsch oder aus Frankräich deportéiert goufen a praktesch alleguerten an Doudeslager ëmkommen sinn, ass eng Realitéit, där mer eis stellen.

Dat ass eng Realitéit, déi mer unhuelen a fir déi ech mech haut am Numm vun der Regierung och entschëllegen. Et ass eng Entschëllegung vun der Regierung vis-à-vis vun der jiddescher Communautéit zu Lëtzebuerg a vis-à-vis vun de Famillje vun deemools an haut.

Dës wichteg a richteg Excuse ass awer net de Schlusspunkt vun der Veraarbechtung, et gëtt nach vill där verstëbste Këschten, déi mussen opgemaach ginn. De Rôle vun den Institutiounen, also och dee vun der Chamber a vum Statsrot, muss och nach weider belicht ginn. An ech si frou, dass et fir déi Projeten och e breede Konsens hei am Haus gëtt.

Et geet net nëmme drëms, opzeschaffen, mä och opzklären, ze erklären an ze warnen. Et muss een d'Zeeche kennen, fir se matzäiten ze erkennen. An dat ass de Message, dee mir eis selwer an eise Kanner schëlleg sinn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Statsminister.

Mir géifen dann elo zur Ofstëmmung iwwer eis Resolutioun iwwergoen, déi ënner anerem d'Entschëllegung vun der Chamber duerstellt. Ech géif lech froen: Maache mer dat dat Handophiewen oder maache mer dat elektro-nesch, fir en Zeechen ze setzen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Merci, mir géifen dann eng elektronesch Ofstëmmung virhuelen. D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt d'Jo-Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Eis Resolutioun ass mat 60 Stëmmen uegoholl, mat Unanimitéit.

(Applaudissements)

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ech wollt der Chamber an der Regierung Merci soe fir déi wierdeg Diskussioun an d'Eestëmmegkeet, virun allem och fir déi gemeinsam Initiativ. Heimat huet elo d'Lëtzebuurger Regierung grad wéi och d'Lëtzebuurger Chamber sech bei eiser jiddescher Communautéit entschëllegt. Mir iwwerhuelen domat Verantwortung fir en donkelt, en dramatescht Kapitel aus eiser Geschicht, dat bis elo net genuch opgeschafft gi war an dat mer weider wëllen opschaffen, andeem mer eis déi noutwendeg Mëttelen dozou ginn.

Mir iwwerhuelen awer och Verantwortung a mir engagéieren eis, fir alles ze maachen, dass esou Gruelechkeeten net méi kënnen geschéien, fir d'Mënscherechter an eis Grondwäerter weider mat aller Kraaft ze verteidigen a géint all Form vun Antisemitismus, Rassismus, Haassverbrechen a Friemenhaass ze kämpfen.

Stellverriedend fir eis all vernäipen ech mech virun den Affer vun de Verbrieche an der Mënschheet während der Nazizäit an drécken den Iwwerliewenden an hire Familljen eisen déiwe Respekt aus.

Alleguer deenen, déi un deem richtungsweisende Geste vun haut bedeelegt waren, erlaben ech mer, e ganz häerzleche Merci ze soen, a géif elo d'Sëtzung fir e puer Minutten ënnerbrieche fir eng kleng Denkpaus, ier mer zu deem nächsten Débat iwwerginn.

Villmools Merci lech!

(M. le Président s'adresse au public présent dans les tribunes de la Chambre.)

Villmools Merci lech!

(La séance est suspendue à 16.25 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.41 heures.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Eis Sëtzung ass erëm op a mer géifen da mat eiselem Ordre du jour weiderfueren. Mir kommen un d'Débat iwwert d'Resultat vum Referendum vu virun zwee Deeg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

7. Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015

Débat

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Här President, des Debatt war ursprénglech vun der Majoritéit net fir haut geplangt an och net fir haut gewollt. Et ass eréischt, wéi d'Oppositioun insistéiert huet, dass des Debatt haut op den Ordre du jour komm ass. Des Debatt sollt net haut, mä iergendwou anescht sinn, d'nächst Woch.

(Interruption)

D'nächst Woch. An ech fannen et awer normal, dass wann d'Chamber e Sonnden e Referendum organiséiert huet, mer dann dënsches aus deem Referendum direkt Konklusiounen zéien. Et kann net sinn, dass dat anescht soll sinn. Och 2005 war den 12. Juli eng Debatt iwwert de Referendum, deen den 10. Juli stattfand huet.

D'CSV hat gemengt, dass et och besser wär, des Debatt ze trennen vun där Debatt iwwert de Rapport Artuso an de Rapport Artuso op d'nächst Woch ze verleeën, well mer et net normal fonnt hunn an net gutt fonnt hu fir d'Dignitéit haaptsächlech vum Rapport Artuso, dass sollten déi zwou Debatten an engem Dag stattfannen. Dat war net gewollt. Dat war net gewünscht. Dat huet missen, déi zwou Saachen, haut sinn, ech mengen, well et gewollt war, dass des Debatt iwwert de Referendum esou vill wéi méiglech sollt ënnergoen a mer direkt sollten op den normalen Ordre du jour iwwergoen.

Ech soen deene Leit, déi de leschte Sonndeg mat Nee gestëmmt hunn, Merci fir dee Choix, dee si geholl hunn. Ech mengen, et ass dee richteg Choix. Ech drécken och deene Leit, déi Jo gesot hunn, mä Respekt fir hir Argumenter aus. An och dat, wat mir proposéiert hunn, dass ass, an ech nennen et gären esou, en Nee vun der oppener Dier, wou mer och eng Rei vun hiren Argumenter kënnen erëmfannen.

Wa mer kucken, wat geschitt ass an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint, a wann ech just d'Sonndagen analyséieren, an ech schwätzen hei elo vun der Proposition iwwert d'Ausländerwahlrecht, da gesinn ech, dass d'Evolutioun vu wéi d'Leit wollt stëmmen - virun dräi, véier Méint mat engem Nee 44% an engem Jo 48% - eropgaangen ass vu 44% op 78% Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn.

Firwat ass dat esou?

An engem éischter Etapp an den Explikatiounen an an den Diskussiounen ass nämlech gesot a

gemaach ginn, wéi wann all déi Leit, déi wéilte mat Nee stëmmen, almoudesch, net modern, rechtslaaschteg, verstëbt, ouni Häerz wäeren. Esou ass d'Description gemaach ginn. Esou sinn déi Leit duergestallt ginn.

Vun deem Moment un, wou d'Diskussioun virun dräi, véier Méint ugefaangen huet, wéi mer hei de Referendum gestëmmt hunn, an Alternativen op den Dësch komm sinn, wéi d'Diskussioun kéint gefouert ginn, wéi konnt gesot ginn, dass och den Neen net eng Stëmm wär, déi Leit ouni Häerz géifen ausdrécken, mä dass och den Nee kéint Alternative bedeiten, aner Weeër bedeiten, ass lues a lues - an dat gesäit een an de Sonndagen - déi ganz Stëmmung ëmgeschloen an anescht ginn.

Et ass eis a villen Emissioun gesot ginn: CSV, Dir sidd isoléiert an der Diskussioun. Kuckt dach, all déi aner - aner Parteien, aner Jugendorganisatiounen, ech ka mech hei un d'Débat erënneren, inklusiv eis Jugendorganisatioun, Gewerkschaften, Sociétés civiles, sämtlech geschriwwen Press - sinn enger anerer Meinung. Dir sidd isoléiert.

Ech stelle fest, wat Isolatioun an deem Fall heescht: 80% vun de Leit stinn an deemselwechten isoléierten Eck hanner eis. An hanner aneren, hannert deenen Iddien, hannert den Iddie vum Neen. An ech zéien deen och net - ech soen dat och nach eng Kéier - parteipolitesch op eis.

Et ass eis vill kritiséiert ginn an där Campagne, déi mer gemaach hunn. De Statsminister huet sech schockéiert gewisen iwwert déi Campagne, déi mer gemaach hunn, an en huet gesot, mir géife mat där Campagne Angscht wëlle suscitieren. Mir hunn oft explizéiert, dass mer an där Campagne hei net wollte Jo an Neen als Partei soen, well mer eis wollten argumentéiert weisen, well mer wollten informieren, well mer wollten de Leit soen, firwat mer Nee soen.

Mir hunn net mat der Angscht gespilt. An ech war schockéiert iwwert d'Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, dass dobaussen ze maachen, well ech soen lech, hätt ech wëllen, hätt mir wëlle mat der Angscht spillen, hätt mer ganz aner Argumenter opbruecht. Argumenter, déi mer oft an de Versammlung gehéiert hunn. Argumenter, déi eis nogeluecht gi sinn. Mir hu vun deenen Argumenter, déi mer hätte kënnen bréngen, keng bruecht. Mir hu probéiert, eng Campagne ze maachen, déi a sech net polemisch war, déi argumentativ war an déi propper war.

Ech hätt kënnen äntwerten op alles dat, wat ech an den Zeitung gelies hunn. Ech hätt kënnen äntwerten op alles dat, wat gesot ginn ass. Mir hu probéiert, déi ganzen Zäit eng uerdentlech an eng argumentativ Campagne ze maachen.

Des Regierung huet dese Referendum gewollt. Mir hunn, wéi déi Iddi opkomm ass, kloer gesot, dass mer dat keng gutt Iddi géife fannen, dass mer léiwer en anere Wee hätten, fir déi heiten Diskussioun ze féieren. Des Majoritéit huet d'Froen erausgesicht a se huet d'Fro formuléiert. Wéi déi Froen do waren, hu mer kloer an däitlech gesot: „Passt op, wat Der maacht, well Dir gitt mat där heiter Diskussioun sämtleche Populisten, Xenophoben a Rassisten, déi et wëllen, um gëllene Plateau eng Diskussioun zerwéieren! Dir spalt hei an der Gesellschaft.“

Dir wollt d'Leit vum Jo iwwerzeegen, well Der wollt, an dat soen ech kloer an däitlech, an Äre politeschen Iwwerleeungen, an Dir hutt et och geholl, well Der wollt d'CSV an den Eck drécken an ëmgoen. Duerfir hutt Der dese Referendum gemaach.

De Premier huet gesot, hie géif de Leit wëllen e Spigel virun d'Gesicht halen. D'Leit hunn an engem unerwaart preziser an däitlecher Äntwert mat engem extrem héijen Neen dem Premier de Spigel selwer virun d'Äe gehalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An elo stinn dese Premier an des Majoritéit virun engem Koup vu Schierbelen! An ech soen lech, ech sinn net frou doriwwer. Ech si wierklech net frou doriwwer. Well wat hu mer hei déclenchéiert? A wat fir enger Situatioun si mer haut? Hei ass eng Diskussioun déclenchéiert ginn, déi schlecht fir d'Land war! Et ass vill Sträit déclenchéiert ginn, vill onnéideg Reiwereien am Land. Vill Spannunge sinn hei déclenchéiert ginn. Heimat ass d'Land gespalte ginn. A wann Der d'Sonndag kuckt, soen d'Leit genau datselwecht a spiere se genau datselwecht.

An ech soen lech haaptsächlech eppes anescht, wat mech wierklech och perséinlech blesséiert: Hei ass net nëmme d'Land gespalte ginn, mä hei sinn och Spannunge tëschent de Communautéiten, tëschent Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger ervirgeruff ginn, Suspiciounen, Reprochen. An ech kennen déi Communautéiten an ech weess, wat se denken a wat se fillen. Dat war schlecht, onnéideg. Onnéideg!

A fir déi Leit, déi soen, dass wär net wouer: Kuckt eng Kéier, wann Der et liest, wat an den

Zeitunge vu verschiddene Communautéite steet! D'lescht Woch, déi lescht, déi erauskomm ass: De Referendum «provoque des tensions entre Luxembourgeois et étrangers». Säfte gi beschriwwen domadder. Et gëtt esou gespuert. Dat hätte mer an deem Land net néideg,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...fir dat esou ze maachen. Net néideg! Dir hutt dem Land am Ausland geschuet. Ech ginn dovunner aus, dass eis Ambassade mussen Explikatiounen ginn iwwert dat, wat elo geschitt ass.

(Interruption)

Da kuckt och, wat an der auslännescher Press ass! Kuckt emol, wat do gesot gëtt! Dir hutt, Här Premier, Ärer Kredibilitéit am Ausland geschuet. An Dir hutt, Här Premier, Ärer Kredibilitéit haaptsächlech hei am Inland geschuet, hei zu Lëtzebuerg! Dir sidd, duerch déi Äntwerten, déi Der hei krut, geschwächt ginn an der Politik!

An ech froe mech, an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint, wéi Dir déi Politik, déi Reformen, déi ustinn, déi mussen fir eist Land gemaach ginn, wéi Der nach déi Kredibilitéit an déi Autoritéit kënnst hunn, fir an deenen nächste Wochen déi do Reformen duerchzesetzen. Ech froe mech dat! An eist Land, an deenen nächste Méint, brauch Reformen. An dat gëtt, soen ech lech, eng verlueren Zäit, déi mer an deenen nächste Méint a Joren hei an deem Land wäerten erliewen.

(Interruption)

Dir hutt gesot, dass hei, dass wär eng flott Diskussioun gewiescht, dee Referendum. Et géif elo jiddeween iwwer Politik schwätzen, doheem a wou och ëmmer. Ech soen lech: Dat hei war fir mech keng flott Diskussioun! Well ech soen lech, ech sinn op deene verschiddendste Plazen ugerempelt ginn, an eis Kollegen och, op där enger Säit als Rassist, Xenophob wéinst Iddien an op där anerer Säit, well mer gesot kréien: „Dir gitt vill ze vill wäit mat Äre Propositionen“, op net ëmmer ganz gutt Aart a Weisen. Do hätt ech gär kënnen drop verzichten, a mir alleguer, op déi Saachen do verzichten.

Dir krut d'ailleurs och eng Rei - Dir hutt et selwer geschriwwen, duerfir kann ech et soen - Drohung gemaach. Mir hunn an deem Land d'Naissance vun enger rietsextremer Partei gesinn an der leschter Zäit. Dat ass alles net gewollt. Ech weess och net, wat doraus gëtt, mä et ass awer an deenen dote Woche geschitt, an engem Klima, deen net gutt ass. Do kann ech nëmme bravo soe fir dat do. Bravo fir dat do! Dee Klima hätte mer an deem Land net gebraucht! Mir haten et net a mir hätten et net gebraucht!

Dir hutt hei Grief opgemaach!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt hei Grief opgemaach. An elo sot Der, et wär näischt geschitt! Elo sot Der, et wär näischt geschitt!

Mir haten hei kee flotte Referendum! Mir haten hei keng flott Diskussioun! Mir haten en onnéidege Referendum! Mir hu Schued an der Gesellschaft a mir hu Schued tëschent de Communautéiten. An Dir sot einfach: „Dat war elo flott, elo gi mer a l'ordre du jour.“ Esou mécht ee keng Politik!

Dir hutt eis gesot a gefrot virum Referendum, wann et e Jo gëtt, mir sollten eis ouni Diskussioun ëm 180 Grad dréien, dat, wat mer säit Jore soen, dat, wat mer an eis Programmer schreiwen, dat, wat mer eise Wieler versprach hunn, einfach ëmdréien a soen: Dat ass elo anescht.

Elo ass Nee gesot ginn. A wat sot Dir? „On passe à l'ordre du jour.“ „Nächste Sujet.“ „Dat war et.“ Dat ass keng Aart a Weis, fir Politik ze maachen!

Dat ass, dass wat ech elo beschriwwen hunn, de Spigel, deen d'Lëtzebuurger lech gewisen hunn. An ech soen lech ganz kloer: Dir sidd responsabel fir dat dote Bild. Ech froen lech - an ech hunn lech dat scho gesot - guer näischt. Ech hunn net virum Referendum gefrot, de Premier soll säi Posten, seng Zukunft domadder op d'Spill setzen. Ech hunn dat net gefrot an ech froen et och elo net. Ech soen lech just: Virum deem Bild do, virum deem Koup Schierbelen, deen Der hei provozéiert hutt, virum deem Koup Schierbelen, deen Der gemaach hutt, sollt Dir Är Konklusiounen zéien a musst Dir responsabel sinn an Är Responsabilitéit huelen.



Et ass nach ni eng Regierung ginn, déi esou an engem Referendum désavouéiert ginn ass wéi Dir. Nach ni ass et esou eng Regierung ginn! Et ass nach ni eng Regierung ginn, déi esou wéineg Gespier hat fir d'Gefill vun deem, wat d'Leit dobaussen denken! An ech soen lech, wann ech an Ärer Plaz wär bei dem Referendum, wou 80% vun de Leit mat Nee gestëmmt hunn...

An d'Diskussioun: Hu se elo iwwert d'Iddien ofgestëmmt an iwwert d'Froen, déi gestallt goufen, oder hu se ofgestëmmt iwwert d'Regierung an d'Kontinuitéit vun der Regierung?, ass mer am Fong egal! Et wäert dat eent sinn an et wäert och e wéineg dat anert sinn. Wéi och ëmmer, d'Zuele fanne mer ni eraus. Et ass mer egal.

Ech soe just ganz kloer, datt ech mengen, datt e Premier... A wann ech Premier wär a wann ech an Ärer Plaz wär, Här Bettel, mat 80% ofgestrooft gi vun der Bevëlkerung, da wéisst ech, wat ech gemaach hätt, da wéisst ech, wat ech ze maachen hätt! Well déi Responsabilitéit opzehuelen, mat deem do Resultat nach wëlle weider an deenen nächste Méint Politik ze maachen, do, wou mer Décisiounen brauchen, ech mengen, dat gëtt extrem schwéier fir lech. An ech hätt dat Gefill, fir meng Responsabilitéit bei esou engem Resultat ganz kloer ze huelen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi geet et elo weider? Ech soen, datt duerch deen heite Referendum déi Problemer, déi mer hunn, a mir hunn der eng Rei, an et stelle sech eng Rei Froen, datt déi Problemer sécher net geléist sinn. Déi Problemer sinn net geléist. Ech soen lech just, datt se mat deem Resultat a mat där Diskussioun, déi mer elo haten, vill méi schwéier ze léise wäerte sinn an deenen nächste Wochen a Méint, vill méi schwéier, well mer e Klima geschaf hunn, wat net gutt ass fir d'Léisungsfinding! An duerfir sidd Der responsabel!

Dat Eenzegt, wat geschitt ass, dat ass, datt d'Äntwerte vun der Majoritéit kloer an däitlech refuséiert gi sinn an datt et elo wesentlech méi schwéier ass, Problemer ze léisen an aner Léisungen ëmzesetzen.

Op déi éischt Fro vun dem 16-Joer-Wahlrecht a vum Interessi vun de Jugendlechen un der Politik sinn eng Rei aner Propositione gemaach ginn. Ech mengen, do muss dru geschaff ginn. Mir hunn d'Méiglechkeet, an de Schoule méi iwwer Politik ze schwätzen. Mir solle kucken, datt mer déi Méiglechkeeten ëmgesat kréien an deenen nächste Wochen a Méint.

Mir sollen en deene Programmer schaffen. Mir sollen eis Iddie ginn, fir eis Jugendlech méi un d'Politik erunzezéien. Mir sollen och an de Gemenge kucken, datt mer déi Efforte maachen, déi obligatoresch Kommissiounen, d'Gemeingeréit, d'Parlament. Large Consultatiounen mam Syvicol mussen do gefouert ginn. Eng grouss Aarbecht steet bevir, déi muss gemaach ginn. Et gëtt Weeër, fir et ze maachen.

Wat d'Ministeschmandater ueget, do soen ech ganz kloer fir meng Partei, datt mir net wëllen an där nächster Zäit verzichten op d'Experienz vu Politiker, déi wëssen, wéi et geet, déi wëssen, wéi politesch Dossiere virunzebréngen sinn, an datt et schued wär, dorop ze verzichten, an datt mer net wëllen hunn, op déi do Iddi op iergendeng Aart a Weis anzegoen.

Wann Dir dat awer wëllt maachen, da waarde mir drop, fir ze kucken, wat Dir elo an Ären eegene Parteiemaacht, wat fir eng Konsequenzen Dir elo draus zitt. Well et ass net, well d'Leit lech Nee gesot hunn, dat net obligatoresch an d'Gesetz anzeféieren. Wann Der lech selwer seriö huet, da misst Der Äre eegene Konsequenzen draus zéien. Mir waarden drop, fir einfach ze wëssen, wéi seriö Der selwer Äre eegen Iddie fannt a wéi seriö Der lech selwer huet, wat an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint bei lech an de Partei mat Ären Décisiounen geschitt. Da kucke mer, wéi seriö Der sidd!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wat deen leschte Punkt ueget, deen iwwert d'Ausländerwahlrecht, leien eng Rei Alternativen um Dësch. Mir mengen, datt d'Kommissioun soll esou schnell wéi méiglech doriwwer elo schwätzen. A mir mengen, datt een och bei der auslännescher Communautéit muss kloer an däitlech soen, wat een elo mécht an datt een net stoe bleift.

Ech soen lech just - an dat huet mech och rose gemaach -, ech sinn elo gefrot gi vu Journalisten a vun anere Leit: Dir hutt eng Proposition-

de-loi op den Dësch geluecht, elo hutt Der jo „gewonnen“ - ënner Gänseféischer, et sinn net meng Termen -, zitt Der déi dann elo zréck oder stitt Der nach ëmmer hannendrun?

Da soen ech lech: Firwat haalt Der mech? Firwat halen déi Leit eis? Mir hunn eng Proposition gemaach, well mer un e Wee gleewe vu Participatioun vun Netlëtzebuurger a well mer mengen, datt mer all Efforte musse maachen, fir d'Netlëtzebuurger an eis Gesellschaft eranzekréien, datt mer all Efforte musse maachen an deem Land fir dat gemeinsam Liewen, wat mer an deene leschten 30, 40 Joer gutt matenee gefouert hunn.

Ech weess och, datt Problemer do waren. Mä wann ech kucken, wat am Ausland alt lass ass, da soen ech, datt mer zu Lëtzebuerg gemeinsam hei gutt gelieft hunn! An ech fannen, datt dese Referendum eis duerfir Problemer a Froe stellt. Ech fannen, datt mer mussen alles maachen, fir dat gemeinsam Liewen an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren erëm esou ze garantéieren, datt mer gemeinsam déi Zukunft kënnen assureieren, gemeinsam eis Land opbauen, gemeinsam eis Zukunft opbauen, well ech dat wesentlech fannen, datt mer et maachen.

An ech hoffen, an engem erschwéierte Klima, datt mer dat fäerdegbréngen, fir dat ze maachen. Ech hoffen, datt mer dat fäerdegbréngen, fir dat gemeinsam ze maachen. Op jidde Fall soen ech lech, am Numm vu menger Partei, datt mir bereet sinn a selbstverständlech wëllen op déi Gemeinschaften zuzoen, selbstverständlech Diskussiounen féieren, selbstverständlech eist dozou bäidroen, fir déi Kohäsion an eiser Gesellschaft, déi Kohärenz an eiser Gesellschaft, déi Zukunft vun eiser Gesellschaft och esou gutt wéi méiglech ze garantéieren.

Ech wëll ofschléissend, well ech net méi wëll iwwert dese Sujet soen, well ech net méi laang driwwer schwätze wëll, dem Premier nach eng Kéier soen, datt hien un deem Referendum hei eng grouss Responsabilitéit huet, eng ganz grouss Responsabilitéit! An hie muss mat där Responsabilitéit eens ginn. Dese Referendum huet eisem Land net gutt godoen. Dese Referendum huet d'Klima an eisem Land wesentlech méi schwéier gemaach. Domat muss de Premier, domat muss des Regierung liewen. An domat muss hie wëssen, wat fir eng Konsequenzen hien dorauer wëllt zéien. Wann ech et wär, wéisst ech genau, wat ech ze maachen hätt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut als Chamber zesummen, fir eng éischt Reaktioun ze ginn op d'Resultater vun dem Referendum, eng éischt Analys ze maache vun deene Resultater. Dat ass normal. Mir hätte virgezunn, et hätt ee virdrun eenzel Froen nach kënnen an der Constitutionskommissioun vu muer trennen, erklären.

Mä et bleift, dass et wichteg ass, dass mer haut zesumme schwätzen, well schliisslech ass e Referendum näischt Aldeeglech. De Referendum, et ass dee véierten, dee mer an eiser Geschicht, an der Geschicht vun eisem Land duergedouert hunn. An duerfir, mengen ech, soll een an aller Rou, an aller Sachlechkeet an och an aller Bescheidenheet vun alle Säiten un d'Interpretatioun vun deem Text eruegen.

D'Resultater sinn onmëssverständlech. Den Neen huet sech imposéiert bei deenen dräi Froen. En huet dat gemaach an alle Gemengen, an alle Géigende vun Land, an allen Alterskategorien, an alle Sozialkategorien. Do gëtt et näischt drun ze deiten! Et ass kloer, dee Message do ass kloer och fir eis Partei, mä ech soen awer och, dass den Nee wéi de Jo kengem gehéiert: kenger Partei, kenger Associatioun, kengem Mënsch. Et ass och net de Jo vun enger Élite an den Nee vun der Mëtt vun der Gesellschaft. Et sinn alles Bierger...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et sinn alles Bierger...

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Op eemol!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Neen! Et sinn alles Bierger, déi gläich zielen, deenen hire Bulletin gläich zielt an déi fir eis allequerten hei gläich zielen. Béid Lagere si Lëtzebuurger Bierger.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dëst Resultat gehéiert eigentlech nëmmen engem: Dëst Resultat gehéiert de Lëtzebuurger, déi sech aus-

gesprach hunn iwwer Referendum, déi d'Geleeënheet gebuede kritt hunn, wat rar ass hei zu Lëtzebuerg, an eisen Aen ze rar, fir direkt hir Meenung kënnen zu enger politescher Fro ze äusseren. Mir respektéieren d'Expressioun vun der Souveränitéit vum Vollek, an déi Expressioun, déi huet sech souwuel am Jo wéi am Neen ausgedréckt. Sou soll d'Approche sinn zu deem dote Referendum!

Ech deelen awer guer net déi apokalyptesch Visioun, déi den CSV-Spieder elo hei gemaach huet vun Zoustand vun Land, wou e mengt, et wär praktesch biergerkrichsähnlech Zoustand elo an deene leschten Deeg hei zu Lëtzebuerg entstanden. Bon, ech kommen nëmme vun Diddeleng. Ech weess net, wéi et op anere Plazen ass.

Ech kann lech soen, an ech war effektiv de Sonndeg selwer nach ënnert de Leit, ier ech hei an d'Stad komm sinn, an ech ka soen, ech hunn näischt vun deene Spannunge festgestallt. Ech hunn op jidde Fall net festgestallt, dass duerch de Referendum, duerch de Fait, dass d'Leit konnten hir Meenung ausdrécken, plötzlech hei an deem Land vun haut op muer Spannungen entstane wäeren! Wa Rëss an deser Gesellschaft sinn, da si se do. Da musse mer dat erkennen. Da musse mer och vläicht net ëmmer d'Aen zoumaachen an den Deckel op alles...

(**Interruptions diverses**)

...setzen, wat kann eigentlech esou divergent an enger Gesellschaft sech ausdrécken.

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wa Rëss do sinn, da waren déi Rëss do virum Referendum an da musse mer gemeinsam probéieren, déi sozial Kohäsion vun deser Gesellschaft ze stäerken. Dat ass immens wichteg...

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir wäert nach an deenen nächste Méint gesinn,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...fir d'Zukunft.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir wäert dat nach an deenen nächste Méint gesinn, wat fir Reaktiounen kommen! Ech soen lech et!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass immens wichteg fir d'Zukunft vun deem Land.

Loosse mer also näischt hei erbäieren, eropbeschwiieren, wat et an där doter Form net hei zu Lëtzebuerg gëtt! A loosse mer effektiv kucken, déi Rëss, déi sécherlech an der Fassad vun eiser Gesellschaft sinn, och wat dat Zesummeliewe vun den eenzelne Gemeinschaften hei am Land betrëfft, loosse mer probéieren, déi gemeinsam zouzemaache mat deenen direkt Concernéierten. Esou ass, mengen ech, déi Äntwert, déi een op déi dote Fro muss ginn. An net, wou se hei eigentlech Gespenster eropbeschwiieren, déi esou net sinn!

Mir mussen also probéieren, Grief zouzemaachen. Mir mussen awer och, mengen ech, dat ass wichteg, do ginn ech dem Fernand Fehlen recht a senger Argumentatioun, dass ee festgestallt huet bei dese Wahlen - dat gëllt fir all déi, déi an där Diskussioun mat dra waren -, wat sécherlech muncherengem gefeelt huet, dat ass d'Empathie, d'Empathie fir deen aneren, sech an d'Roll, sech an de Kapp vun deem aneren eranzesetzen, ze probéieren, vu senger Siicht seng Argumenter ze verstoen. Ech mengen, dat ass immens wichteg och fir zukünfteg Diskussiounen, déi mer hei am Land féieren.

A mir däreffe jo och Diskussiounen, déi kontraktorech sinn, net aus dem Wee goen. Dat hu mer vläicht ze laang hei zu Lëtzebuerg gemaach, dass mer ëmmer versicht hunn hei, vun engem Kompromëss op deen aneren ze kommen an ze soen: lergendwéi wäerte mer schon eens ginn. Et ginn heiansdo Momenter, wou ee muss de Leit och d'Méiglechkeet ginn, hir Meenung voll ze äusseren, och wann dat dann op eng aner Meenung opsteisst, déi an eng aner Richtung geet. Dat ass awer, mengen ech, de Bestand vun der demokratescher Diskussioun. A mir däreffe dat net fäerten, och verschide Froen op deem dote Wee unzegoen.

De Wieler huet op dräi Froen geäntwert, an op soss näischt! Ech zielen hei, kann zitieren, ech kéint zitieren den Här Wiseler, ech kéint den Här Spautz zitieren, ech kéint den Här Gibéryen zitieren, an hire leschten Interventiounen an deene leschte Wochen, an effentleche Medienoptrëtter, wou ganz kloer gesot ginn ass - den Här Gibéryen huet dat gemaach: „Bei deem Referendum wäert net ofgestëmmt ginn iwwer Persounen, et wäert net ofgestëmmt ginn iwwer Parteien. Et gëtt nëmmen ofgestëmmt iwwer dräi Froen.“

Abee, ech mengen, et kann een d'Spillregeln net änneren, nodeem d'Spill eriwuer ass! Hei sinn am Virfeld ganz kloer Spillregele festgeluecht ginn. Des Regierung, des Majoritéit huet

ëmmer gesot: „Dat si fir eis dräi Sachfroen, déi ze trancheieren sinn, well mer eis net eens sinn op deenen dote Punkten, wat d'Formulatiounen vun deene Kapitelen an engem neie Verfassungstext ueget. Mir hätten déi Saach gär trancheiert, op der Saach hätte mer gären déi dote Froen trancheiert.“ Dat huet de Wieler gemaach, an aller Däitlechkeet, méi däitlech, wéi ech mer et hätt kënnen virstellen! Mä dat mécht et ëmsou méi einfach, mengen ech, fir direkt Konklusiounen dorauer ze zéien.

De Wieler huet sech géint d'Iddi vun engem Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer fir sämtlech Wahlen ausgeschwat. Et ass kloer, dass an enger neier Verfassung de Wahlalter wäert bei 18 Joer stoe bleiwen, wat déi eenzel Wahlen ueget. An et bleift also deen Text, wéi en haut an der bestehender Verfassung ass, dee wäert och an déi nei Verfassung erakommen.

De Wieler huet sech géint dat aktivt Awunnerwahlrecht ënner gewësse Konditiounen ausgeschwat bei den Nationalwahlen. Et ass also selbstverständlech, dass d'Konditioun vum aktive Wahlrecht bei Chamberwahle wäert gebonne bleiwen un d'Nationalitéit, wéi d'Leit et gären hätten. Och do bleift et beim aktuelle Verfassungstext an där neier Verfassung.

De Wieler huet Nee gesot zu enger zäitlicher Begrenzung vun de Ministeschmandater. De Wieler wëllt dat doten net. Also wäerte mer et net als Regel feststellen. Och d'Parteien hu sécherlech deen dote Message mat op de Wee kritt, wat de Wieler wëllt an där doter Fro. Si mussen also och hir Positiounen kritesch hannerfroen.

Ech perséinlech géif menger Partei de Rot ginn, an hirem nächste Wahlprogramm déi dote Punkten net méi virzegesinn. Déi sinn net majoritéitsfäeg hei zu Lëtzebuerg! Et sollt een och do Respekt weise virun där klorer Ausso, déi de Wieler an deenen dote Punkte gemaach huet. Et geet hei ëm de Respekt och vun der Demokratie an de Respekt och vun eiser eegener Initiative, déi mer geholl hunn, fir zu deenen dote Froen d'Meenung vun de Lëtzebuurger anzehuelen. Do ass also keen Interpretatiounsspillraum dran, wat d'Ausso vun der grousser Majoritéit vun de Leit ass.

Wat stécht hannert deem Neen? Ech deelen do éischer d'Usiicht vun Claude Wiseler, dass dat müsseg ass nozesichen. Dat kéint ee jo nëmmen opgrond vu Sondagë maachen. Där leien der jo och vir, wat alles hannert deem Nee stécht. Mä den Nee wéi de Jo ass wahrscheinlech eng Additioun vu verschiddenen Iwwerleeungen, déi zu deem doten Ausdrock gefouert hunn.

Ech bleiwen awer der Meenung, dass alles, wat ee kann erandeiten, net dovunner soll ofleken, dass d'Leit sech effektiv zu dräi Froen ausgeschwat hunn an hirer grousser Majoritéit. An et ass och dat, wat een haut muss da respektéieren an ëmsetzen.

(**Interruption**)

Pardon? Wëllt een eng Tëschefro stellen?

(**Interruption**)

Wann Der awer wollt eng Iwwerleeung hei erabréngen, da kënnt Der dat maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Bodry, loosst lech net ofleken! Den Här Bodry huet d'Wuert a soss keen. Fuert weider, wann ech gelift, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech soen och ganz kloer, dass deen dräifachen Neen, och an där Däitlechkeet, fir eis Partei enttäuschend ass a sécherlech och e Réckschlag ass. Eng politesch Nidderlag, dat soll ee ganz kloer soen. Mir waren - ech och perséinlech - um Ursprung vun där Iddi, déi dote Froe per Referendum eigentlech de Leit virzeleien. Dat hu mer net gemaach, wéi ech nach eng Kéier soen, fir d'CSV widdert d'Wand ze drécken. Ech weess, dass d'CSV net midd gëtt, an esou enger Afferroll sech hei weider ze bewegen,...

(**Exclamations**)

...zënter dass se net méi an der Regierung sinn. Mä dat hu mer gemaach, an och den Här Spautz...

(**Protestations**)

Dat hu mer gemaach, an och den Här Spautz huet dat an enger Emissioun gesot, dat waren dräi Froen, op deene mer eis net eens waren! Dat waren dräi Froen, op deene mer eis net eens waren.

► **Une voix.** - ..., da lauschtert no, wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wëll net hei an den Detail goen, mä mir haten eng Kéier eng Eenegung. Mir haten eng Eenegung! An déi stoung nach bis Juni 2013, ier d'Chamber, jo, eigentlech opgeléist ginn ass, awer net opgrond vun der Demission vun deemolege Premier.



A wann den Här Wiseler hei gesot huet, hie wär direkt do, an den Här Spautz huet an der Pressekonzferenz gesot, engem CSV-Mann bräicht een dat net ze soen, si wéissten, dass se direkt géifen demissionéieren... En huet den Här Bech beméit, 1937, allerdéngs net ervirgehuewen, dass gläichzäiteg '37 Wahlen waren an zwee Bezirker, an doduerjer, dass d'Aarbechterpartei deemools grouse Vainqueur vun deene Wahlen war, och do eng nei Konstellatioun sech an der Regierung sollt maachen. Et hat also net nëmmen eppes mam Referendum ze di sengerzäit.

Mä mir haten 2013 och d'Situatioun, wou hei eng kloer Situatioun war am Parlament a wou awer u sech den deemolege Premier net dohinergaangen ass an en huet demissionéiert. En huet zwar derfir gesuergt, dass Neiwahlen organiséiert gi sinn. Mä d'Demission ass net den éischte Schratt, deen och en CSV-Premier onbedéngt mécht, wann e virun enger Situatioun steet, dass en net méi d'Vetrauen, genügend Vertrauen hei am Parlament huet. Dat wëll ech einfach nëmme soe fir all déi Duerstellungen, mir hätten dat eent, an déi aner, déi hu jo kee Courage.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- 80%, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et soll een ëmmer probéieren, objektiv ze bleiwen, wann een esou Duerstellung mécht.

(Interruption)

De Referendum, dat wëll ech allerdéngs soen, an ech hoffen, dass dat och esou gesi gëtt vun all Mënsch... Ech weess, ëmmer wann e Referendum mat Neen ausgeet, dat heescht also, dass d'Auteurs vum Referendum am Fong net recht kritt hunn - well déi maache jo meeschtens net e Referendum, fir herno Nee gesot ze kréien -, dass dat riskéiert, de Referendum selwer a Fro ze stellen. Wéi 1937 eng Regierung vun enger Majoritéit deemools mat der Iddi vum Referendum schlussendlech Nee gesot kritt huet vun de Leit, huet et immens laang gedauert, bis 2005, bis erëm eng Kéier e Referendum hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. An ech hoffen, well ech awer un dat Instrument, net nom Schwäizer Modell, mä awer un e Lëtzebuerg Instrument an eng Lëtzebuerg Rhythmik vu Referende gleewen, dass duerch déi Erfahrung hei net d'Konklusioun gezu gëtt, de Referendum wär eppes, wat mer net méi sollten hei zu Lëtzebuerg duerchféieren.

Mir hu jo ee selwer virgesinn iwwer en neie Verfassungstext, ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber ze schwätzen. Mä et ass awer fir mech wichteg, dass och an enger repräsentativer Demokratie, e System, wou mer selbstverständlech wëllen drableiwen, dass och dat kann ugeräichert gi vun Zäit zu Zäit duerch direkt Volleksbefroungen zu eenzelne Punkten. An ech mengen, och dee relativen Échec mam Resultat soll een net dozou notzen, fir d'Instrument vum Referendum selwer a Fro ze stellen.

Ech mengen, dass dat vun de Leit akzeptéiert ass. Dat schéngt jo och d'Sondagen ze weisen, dat gesäit een och bei där Wahlbedeelegung, déi vergläichbar ass zur Wahlbedeelegung bei politesche Wahlen. Et gesäit een, dass mer souguer vill manner wäiss Stëmmezedele gehat hunn. Mir hu vill manner ongültig Stëmme gehat, wéi mer dat normalerweise bei nationale Wahlen hunn. Also insgesamt hunn eigentlech méi Leit gültig ofginn, hir Meenung geäussert, wéi dat bei Chamberwahlen an der Regel de Fall ass. Et gesäit een also, dass d'Instrument u sech akzeptéiert ass, dass d'Leit wëlle mat gehéiert ginn, dass se och wëllen hir Meenungen äusseren.

Dat sollte mer, mengen ech, och am Hannerkapp behale fir d'Zukunft. Mir sollten dat Instrument also vun der Volleksbefroung net fale loossen. A mir sollen eigentlech och, mengen ech, bei deem bleiwen, wat mer elo am Verfassungsentwurf jo och virgesinn hunn, dass de Referendum souguer soll compléiert ginn duerch e System vu Volleksinitiativ. Déi Verfassungsgrundlag wëlle mer jo gemeinsam schafen. An ech hoffen, dass déi Erfahrung hei eis och weider bestärkt, an där Iddi do vu méi direkter Bedeelegung vun de Wieler virunzegoen.

Déi dräi Verfassungsfroe si gekläert. Ech hu gesot, dass déi eent zu eent wäerten ëmgest ginn. Mir hunn dat gesot virum Referendum a mir soe genau datselwech och nom Referendum. D'Themen awer, d'Theme bleiwen. D'Thema vum Zesummeliewen zu Lëtzebuerg, vum mateneen Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg, vun der Bedeelegung vun alle Bierger um gesellschaftlechen an um politesche Liewen, dat bleift eng Erausforderung fir eis all! Net nëmme fir déi, déi momentan an der Majoritéit sinn, mä dat bleift eng Erausforderung fir eis all, well mer do eigentlech op de Kärberäich komme vun der Entwécklung vun eisem Land an och vun der Zukunft vu Lëtzebuerg.

Gradesou wéi de Schantjen, fir derfir ze suergen, dass jonk Leit sech fréi, vläicht méi fréi wéi elo, fir Politik interesséieren, fir d'öffentlech Saach interesséieren, matagebonne mussen ginn a lokal an national Matbestëmmungsmodeller, projektbezunne Matbestëmmungsmodeller, extra och op jonk Leit ausgerichtet. Well mir brauche ganz einfach fir d'Land aktiv, kritesch jonk Bierger, jonk Leit, déi bereet sinn, fréi och scho Responsabilitéit ze iwwerhuelen! An da mussen mer se och matschwätzen an och matdécidéiere loossen. Da mussen mer hinnen also och mat nolauschten, wéi mer anere Leit och nolauschten.

An duerfir soll d'Regierung dat maachen, wat an hirem Regierungsprogramm steet. Si brauch do näischt ze erfannen! Si soll déi national Zentral fir politesch Bildung an d'Liewe ruffen. Si soll - an do si mer amgang, jo och mat der Chamber selwer an der Regierung an allen Akteuren ze kucken - flott Coursé vu Bürgerkunde, vun Instruction civique an deenen eenzelne Schoultypen aféieren. Si soll also och do mathëlfen, d'Schoul erëm méi opzemaachen eigentlech fir Politik, net fir Parteipolitik, mä fir Politik am nobele Sënn vum Wuert, nieft enger Partnerschaft Gemengen a Stat a Jugendverbänn, déi mer brauchen, fir do och konkret virunzekomme. Ech mengen, dass op deem Thema kann a muss weider geschafft ginn.

Mir brauche sécherlech och en Aktionsplang, wat d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ueget, d'Integratiounspolitik, déi soll weiderentwéckelt ginn, weider kritesch gekuckt ginn: Wou sinn nach Failen an deem ganze System, wat kënne mer do nach verbessern, wat den Accueil vun deenen neie Leit hei zu Lëtzebuerg ueget? Wéi kënne mer aus enger, mengen ech, friddlecher Koexistenz, déi téschent de Communautéiten hei zu Lëtzebuerg besteet, a wierklech e Matenee kommen, an e multikulturellen Austausch eigentlech, interkulturellen Austausch kréien téschent deenen eenzelne Communautéiten?

Do ginn et flott Projeten um Terrain. Zu Diddeleng hu mer während fënnf Joer e Projet fir zwee Quartieren hei entwéckelt mat engem héijen Undeel vun Netlëtzebuerg, wou dorunner konkret geschafft gëtt, wou mer och déi néideg Moyenen a Personal zur Verfügung stellen, dass deen interkulturellen Dialog an deenen dote Quartiere gräift. An dat huet zu flotten Initiative gefouert, zu engem vill bessere Versteesdemech vun deenen engen an deenen anere gefouert. An dat ass, mengen ech, e Wee, wou een och mat ville kleng Projeten um Terrain ka virukommen.

Ech gleewen do net un déi grouss Léisung, mä vill kleng Projeten um Terrain vu konkreter Zesummenaarbecht brauche mer, wou jiddweree sech muss op deen aneren zoubewegen. Ech gesinn dee Geste net eleng vun de Lëtzebuerg par rapport zu den Ausländer, dee muss natierlech och komme vun den Ausländer par rapport zu de Lëtzebuerg.

An ech mengen och, déi Offenheet, déi mer geschafen hunn, haut schonn, zu Lëtzebuerg bei de Wahlen fir d'Europaparlament matzemaachen, bei de Wahlen fir d'Gemenge matzemaachen, déi sollen nach méi Leit an Zukunft notzen! Et gëtt kee forcéiert, dat ze maachen, mä wann den Interessi do ass fir d'Land, da solle méi Leit déi dote Méiglechkeet fir d'Ausländer notzen, fir konkret och kënne matzemaachen. Also do ass vill Bewegung nach méiglech!

D'Lëtzebuerg Sprooch ass fir eis d'Kommunikatiounssprooch par excellence an deem Land. Doru wëlle mer näischt änneren. Mir wëlle se an der neier Verfassung méi staark verankere wéi dat haut de Fall ass, wou an der bestehender Verfassung d'Lëtzebuerg Sprooch emol guer net erwähnt gëtt. Dat wëlle mer änneren. Wéi mer och mussen un eiser Méisproochegkeet festhalen. Dat ass en Atout vun deem Land, deen et a kengem anere Land gëtt! Mir brauchen dat eent a mir brauchen dat anert.

A wa mer d'Lëtzebuergesch wëlle méi fërderen, wa mer där Meenung sinn - an et ass jo ganz kloer zum Ausdrock komm, mengen ech, bei deem dote Referendum -, da mussen mer och den Ausländer méi Méiglechkeete bidden, fir dat Lëtzebuergesch hei ze léieren, also méi Coursen ubidden, och ugepasst un d'Situatioun vun deenen Eenzelnen, an derfir suergen, dass och déi néideg Mëttele zur Verfügung gestallt ginn, fir do och konkret virunzekomme, fir dass méi Leit Lëtzebuergesch verstinn a méi Leit Lëtzebuergesch schwätzen.

Ech kommen dann och op deen anere Volet, dat ass dee vun der Reform vun eisem Nationalitéitgesetz vun 2008. Do brauche mer d'Rad net nei ze erfannen, et ass eng Grundlag do nach vun der viregter Regierung. Opgrond vu Verhandlungen, déi téschent der CSV an der LSAP gefouert gi sinn, huet den Här Biltgen an eiser aller Numm e Projet de loi deponéiert, deen, opgrond vun deem éischte Bilan, dee

gezu ginn ass vun der Applikatioun vum Gesetz vun 2008, eng Rei vun Erliichterungen vun de Prozedure virgesäit, och eng Rei vun Erliichterungen vu Konditiounen virgesäit, fir Lëtzebuerg ze ginn.

An eisem Wahlprogramm referéiere mer eis op deen doten Text. Mir mengen, dass deen Text gutt ass. An d'CSV mécht näischt anescht, well wann ech déi Proposition de loi vum Här Wiseler kucken, déi e viru Kuerzem hei deponéiert huet, dat ass zu 85%, wann net zu 90% sinn dat d'Iddien, déi schonn an eisem gemeinsamen Text Biltgen vu virun dräi Joer festgehale gi sinn. Si ass just ugeräichert ginn op dräi Punkte vun zousätzlechen Erliichterungen eigentlech, wat d'Konditiounen ueget, iwwert déi da muss diskutéiert ginn.

An eisem Wahlprogramm steet, dass mer zu deem Text stinn. Mir hätte gären op zwee Punkten eng Verbesserung gehat. Den Niveau vun de Sproochentester, wou mir der Meenung waren, dass een den Niveau vun de Sproochentester soll méi upassen un de Bildungsniveau, deen den Antragsteller mat erabrëngt, fir eng sozial Ongläichheet eigentlech do ze verhéieren, wéi sech e bëssen elo gewisen huet. A mir sinn der Meenung, dass mer Elementer vum Buedemrecht sollen an eist Gesetz eranhuelen, dass also déi Leit, déi hei gebuer sinn an eng Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg gelief hunn, automatesch Lëtzebuerg ginn.

Näischt anescht gesäit eigentlech och elo d'CSV vir. Et war just net méiglech virun dräi Joer, dat dote scho virzugesinn. Ech si frou, dass mer eis elo begéien op deenen dote Punkten an ech waarden op de Projet de loi vum der Regierung, dee jo nach soll virun der Summerpaus virgestallt ginn. An dann, mengen ech, da maache mer dat, wéi dat ëmmer üblich war: Da setze mer eis zesammen, mir kucken d'Gemeinsamkeiten erauszuschelen a mir kucken do en Text ze maachen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- „Mir setzen eis zesammen“, dat ass awer elo ganz schéin an deem Kontext, „wéi et ëmmer war“.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- „Wéi et ëmmer war“, dat war déi Zäit virun deser Regierung.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir hätten eis vläicht solle virun zesammesetzen.

(Brouhaha)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat mengen ech net. Ech soen lech ganz éierlech, dee leschten Text, de Projet de loi vum Här Biltgen, deen ech elo grad erwähnt hunn, deen ass téschent der LSAP an der CSV ausgehandelt ginn. Deen ass deemools net mat de Liberalen a mat deene Gréngen ausgehandelt ginn, also...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt e puermol gesot, virum Referendum sollte mer eis zesammesetzen. Mir hunn et e puermol gefrot!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat war deeselwechte Sujet. Do war d'Praxis och virun, dass een dat an der Koalition geregelt huet, an herno selbstverständlech an der Diskussioun am Parlament. Do gi jo déi sämtlech Projete gekuckt. Da gëtt de Projet vun der Regierung gekuckt, gëtt d'Proposition de loi vun der CSV gekuckt.

A wat ech elo awer feststelle vun Iddien, déi bis elo um Dësch leien, zweifelen ech awer kee Moment drun, dass mer hei eng breet Majoritéit wäerten am Parlament kréien, wat déi Reform vun dem Nationalitéitgesetz vun 2008 ueget. An dorëms geet et eis jo eigentlech.

Et geet jo hei net ëm Autorenrechter, mä et geet hei drëm, dass mer eis an der Saach virubewegen, dass mer e breeden Accord hei an deser Chamber kréien. An dat ass, mengen ech, ganz gutt ze maachen. Ech si sécher, dass mer also och déi Prozedur am Laf vum nächste Joer kënnen ofschléissen. Dann hu mer déi Reform gemaach, déi mer brauchen, ouni un d'Eckwäerter vun eisem Gesetz vun 2008 rüttelen ze goen. Dat soen ech och ganz kloer!

Mir sinn als LSAP nohalteg der Meenung, dass een net soll d'Schleisen elo opmaachen, dass ee soll punktuell Erliichterungen maachen an de Prozeduren, punktuell eenzel Konditiounen anescht definéieren, mä dass awer grosso modo déi Aart a Weis, wéi d'Virschreife sinn, fir Lëtzebuerg ze ginn, dass déi soll bleiwen, dat heescht, weider och als e vun den Haaptkritären d'Lëtzebuerg Sprooch behalen. An och do mengen ech, dass sech keng gréisser Divergenzen hei an deem Haus wäerten zu där doter Fro maachen. Ech sinn also ganz optimistes, dass mer do wäerte virukommen an deem Sënn, dee mer, mengen ech, alleguerte wënschen.

E Wuert zur Verfassungsreform wëll ech nach soen. Fir eis war et kloer, dass déi heite Froen eng Etapp waren an där Verfassungs...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Bodry, ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass Der...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, da kommen ech zum Schluss. Ech wëll just soen, do

schwätze mer e Mëttwoch an der Kommissioun driwwer, dass mer als LSAP derfir plädéieren, fir eng méi oppe Prozedur, och wat d'Verfassungsreform ueget, duerchezéien. Dass mer also do net elo eis ausschlieslech bewegen an de Sitzunge vun der zoustänneger Kommissioun, mä dass mer eis do och opmaachen an öffentleche Sitzungen, fir déi wesentlech Kärpunkten ze diskutéieren, fir och vu baussen déi eng oder aner Suggestioun a Kritik ze verschaffen an eisen Aarbechten, wéi mer dat och mat aneren offiziellen Aweise maachen.

Da mussen mer eis eens ginn iwwert den Timing. Ech hu gelies, gëschter ass vun der CSV erstmaleg Kritik geäussert ginn u mengem indikativen Timing, deen ech opgestallt hunn, fir u sech am Fréijoer 2017 e Vote an der Chamber ze hunn iwwert déi nei Verfassung. A wa se déi zwee Drëtter da kritt, effektiv dann am Hierscht, am Oktober 2017 dann de Referendum, den décisionnelle Referendum ze maachen. Mir kënnen dat e Mëttwoch diskutéieren.

Ech freeë mech op all Propositionen fir e konkreten Zäitplang, wéi aner Parteien sech dat virstellen. An da sinn ech sécher, dass mer an deem consensuelle Geescht, wéi mer an där Kommissioun schaffen, eis och do eens ginn.

Wann dann nach jiddwereen déi Verfassungsreform wëllt bis Enn 2018: Dat ass déi eenzeg Fro, déi ech awer och da wäert nach e Mëttwoch stellen.

Dat gesot, mengen ech, meng Zäit ass ofgelaf an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Bodry. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger vun der DP.

► **Une voix.**- Deem seng Zäit ass och ofgelaf.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, ech brauch keen Echo zu menger rietser Säit.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, als guden Demokrat,...

(Interruption par M. Michel Wolter)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et huet keen aneren d'Wuert, Här Wolter.

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...Verrieder vun der demokratescher Fraktioun wëll ech nom Referendum fir d'Éischt dräi Constate maachen.

Éischtens, mir si frou, dass Lëtzebuerg e Sonndeg iwwerhaupt d'Méiglechkeet hat, seng Meenung zu dräi eminent wichtige Froen am Kader vun der Verfassungsreform ze soen. Et ass eigentlech déi éischte Kéier, dass mer op de Wee vun esou enger Form vun direkter Participatioun ginn. Dat hate mer hei zu Lëtzebuerg nach net.

Zweetens, mir huelen zur Kenntnis, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit eis Propositionen an deenen dräi Froen net deelt.

An drëtzens, mir respektéieren zu 100% dem Wieler säi Vote a mir wäerten och deementsprechend d'Verfassung schreiwen. Am Kloertext heescht dat, dass mer net déi dräi Propositionen an d'Verfassung wäerten aschreiwen.

Et huet een an deene leschte Woche vun den Oppositionsparteien, mä och vun aneren héieren, dass se vläicht de Referendum iwwerhaupt net wollten. Et sinn der och, déi gesot hunn, dass e vläicht net legal wier. Ech muss lech soen, och nom Resultat bedauere mir net, dass mer de Referendum organiséiert hunn.

Jo, mir haten de Courage, d'Vollek ëm seng Meenung ze froen. An et konnt ee feststellen, dass vill, ganz vill Leit awer frou waren, sech endlech kënnen och mat an d'Politik anzubannen, dass och wichteg Froen net nëmmen hantert zouenen Dieren diskutéiert ginn, wéi dat oft an der Vergaangenheet de Fall war, mä dass och déi eenzel Bierger konnten dozou hir Meenung soen.

An et muss een awer feststellen - an dat kënnen och alleguerten déi, déi op den Tables rondes waren, oder einfach kucken, analyséieren, wéi dat déi leschte Woche war -, dass nach ni hei zu Lëtzebuerg esou intensiv, jo heiansdo och kontrovers iwwer wichteg politesch Sujeten diskutéiert ginn ass. An ech mengen, dass ass dat, wat een awer soll begrëissen, wann endlech hei zu Lëtzebuerg méi partizipativ Demokratie gewot gëtt.

Här President, d'Resultat ass net dat, wat mir eis als Majoritéit erhofft haten. Dat kann an dat wëll ech och net verstopp. Et kann een awer

och op där anerer Säit net nëmmen e Referendum organiséieren, wann ee vu virera sécher ass, datt e mat Jo ausgeet. Et ass hei drëms gaang, Kloeerheet ze kréien, wéi mer eist Grondgesetz sollen eben an deene spezifeschen dräi Punkte verfaassen.

An all d'Parteien - ech betounen: all d'Parteien! - hunn hir Positionen am Virfeld vum Referendum oppen duergeluecht an och verteidegt. An dat ass jo awer och dat Normalst vun der Welt. An enger Demokratie ass dat och néideg. An och bei engem Referendum ass dat dat normalst Spill, datt deen een an deen anere seng Meenung dozou huet. Dat ass net nëmmen an der Politik esou bei de politesche Parteien, och d'Akteuren aus der Zivillgesellschaft, de Kierchen, de Gewerkschaften, Journalisten hunn dat alleguerter gemaach. Déi eng hu sech fir de Jo ausgeschwätzt, déi aner fir den Neen.

Mir waren eis och alleguerter bewosst, ier mer dee Referendum ugaang sinn, datt en Neen zu deenen dräi Froe kéint erauskommen. Mä dat soll awer net verhéieren, datt een e Referendum duerfir mat Courage ugeet. Jo, datt den Neen esou dättelech ausgefall ass, hu wuel déi mannst vun eis erwaart. All déi, déi fir de Jo agetruede sinn, mussen agestoen, datt mer et net fäerdegruecht hunn, méi Bierger vun eisen Argumenter zu deenen dräi Froen ze iwwerzeegen.

Virum Referendum an och duerno gëtt elo nach gekuckt oder gëtt opgeworf, ob d'Campagne en général, ob dat déi richteg war, ob se appropriéiert war, ob se richteg organiséiert war. Och dat solle mer a Rou analyséieren, bilanzéieren.

Do sinn eng Rei Froen, déi sech stellen. Hu mer eis Zäit genuch geholl fir den Débat? Hätte mer net eigentlech - an dat ass eng interessant Bemierkung, déi ech e Méindeng an enger Ronn héieren hu vum Jean-Lou Siweck vum „Lëtzeburger Wort“ -, hätte mer eis net misse fir d'Éischt genuch Zäit ginn, fir eigentlech d'Problematik de Leit ze erklären, ier mer déi eng oder aner Proposition oder Solutiounen ervirbruecht hunn? Och dat soll ee méi genau studéieren, datt et eigentlech de Leit vläicht och ze schnell gaang ass, datt een also hätte misse méi e laangen, méi e breeden Débat organiséieren. Op all déi Froe mussen mer kucken, elo och Äntwerten ze fannen, virum allem och, wa mer bei engem Referendum 2017 dat da wëlle besser maachen.

Här President, ech hunn et scho gesot, mir hunn elo Kloeerheet a wëssen, wat mir ze maachen hunn. An ech betounen dat hei wierklech nach eng Kéier an aller Dättelechkeit, wat mer och virum Referendum scho gesot hunn: Mir respektéieren de Vote vum Wieler a riichten eis parlamentaresch Aarbecht duerno! Nach eng Kéier: Mir wäerten also d'Vefassungsreform, wat déi dräi Punkten ubelaangt, esou schreiwen, wéi de Wieler dat och wëllt.

Mir ware virum Referendum ganz kloer a mir sinn also och nom Referendum ganz kloer a mir stinn zu eisen Aussoen. Fir eis ass de Wielerwëllen net ze interpretéieren, a wat virum Referendum richteg war, ass och nom Referendum vir eis richteg. Dat war net ëmmer esou fir all Partei, déi dat esou kloer gesot huet, a wou déi eng oder aner Kéier rieds war vun: de Wielerwëllen interpretéieren.

Et ass och gesot ginn, datt dee Referendum hei d'Land géif splécken duerch déi Froen, déi gestallt gi sinn. Mä ech froe mech, wéi kann een e Land splécken, wann et einfach drëm geet, fir d'Meenung ze wësse vun de Leit. Ech mengen, et ass jo eigentlech dodrëms gaang. Et ass net de Referendum, dee gespléckt huet, mä de Referendum huet einfach opgewisen, datt am Land an dese Froen d'Leit gespléckt oder verschidder Meenung sinn.

Mä op wat fir enger Fro ass eigentlech och e Land zu 100% enger Meenung? Ech mengen, souguer bei engem Referendum, wann ee géif froe fir Fräibeier fir jiddwereen, wiere mer emol net zu 100% derfir!

(Brouhaha)

Här President, fir ze soen, datt, wann een e Referendum mécht, wann ee verschidde Méiglechkeeten huet, datt et kloer ass, datt do ëmmer verschidde Meenunge sinn, datt een doduerjer net d'Land spléckt, mä datt een doduerjer weist, datt ebe verschidde Meenungen am Land bestinn.

Jo, et sinn och dann, op de sozialen Netzwierker virum allem, vun deenen zwou Säiten, muss ee soen, déi eng oder aner Entgleisunge komm. Déi extremistesche Ausserunge sinn awer net weinst dem Referendum komm. Et

muss een och do wëssen, datt déi wahrscheinlech latent och hei zu Lëtzebuerg präsent sinn. Do solle mer och net d'Aen do virdrun zoumaachen! De Referendum huet déi einfach da méi kloer zugad bruecht.

Mä ech wëll awer nach eng Kéier betounen, Här President, ervirhiewen: Wierklech eng ganz grouss Majoritéit vun de Leit, déi hunn am géigesäitege Respekt mateneen diskutéiert a waren och wierklech frou iwwert déi Geleeënheet. Alleguerter déi, déi mat op den Tables rondes waren, an et sinn der jo eng Rei heibanen, hunn dat gemierkt, datt déi Tables rondes, déi d'Chamber organiséiert huet, ganz anstänneg iwwert d'Bühn gaang sinn. Wa Parteien dat organiséiert hunn, war datselwecht de Fall.

Ech hunn och net héieren, datt d'Leit sech op den Aarbechtsplazen zerklappt hunn, well se ënnerschiddlecher Meenung waren, oder an de Familjen. Au contraire! Och nom Referendum ass net de Krich ausgebrach hei zu Lëtzebuerg, mä och nom Referendum gëtt natierlech nach driwwer diskutéiert. Mä an der ganz grousser Majoritéit geet dat awer ganz uerdentlech iwwert d'Bühn.

An och Sondagë weisen dat jo, datt de Referendum eigentlech do eppes Positives war, datt en d'Diskussioun lancéiert huet. Wann een dee Referendum kuckt, da gëtt do gesot, datt eigentlech 61% vun de Leit - vill méi wéi op den Tables rondes ënner anere - an hirer Famill, oder ënner Frënn... 58% soen do, datt se also mat de Frënn intensiv doriwwer diskutéiert hunn.

Wéini hate mer dat eigentlech schonn hei am Land, datt mer iwwert dat geschwat huet? A forcément ass do net jiddwereen darselwechter Meenung. An dat heescht awer net, datt doduerjer d'Land gespléckt ginn ass.

An ech mengen, ass dat eigentlech jo awer net dat, wat ee sech fir en demokratesch Lëtzebuerg virstellt, datt mer déi wichteg Froen net nëmmen hannert zouenen Dieren diskutéieren, mä datt mer se dobausse mat de Leit diskutéieren? Ech fanne wierklech, datt dat awer e Plus ass fir eis Demokratie!

Här President, ech war erstaunt, wéi ech déi Suggestioun fir e Récktrëtt vun der Regierung oder vu Regierungsmembere vusäite vun der CSV an och vun der ADR héieren hunn, well all d'Parteien - all d'Parteien! - ware sech am Virfeld eens, datt de Referendum kee Vote iwwert d'Zukunft vun der Regierung wier. Et kéint een do... et brauch een net wäit zrëckzibliederen, nach de leschte Freideg an engem Interview am „Wort“ huet den Här Wiseler dat kloer gesot. Dat kann ee schwaarz op wäiss noliesen.

An ech ka mech weinstens un zwou Tables rondes erënneren, mä ech mengen och den „Kloertext“ op RTL, wou den Här Gibéryen ganz kloer a bedächtg gesot huet: Hei geet et net ëm iergendeng Popularitéit vun enger Regierung...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Datt d'Campagne eng kloer Sprooch schwätzt.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Voilà!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- An ech hunn lech zitt gesot, wat ech géif maachen, Här Gibéryen.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jiddweree kann datselwecht nolauschteren...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Net Här Gibéryen, mä Här Berger!

(Brouhaha)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, jiddweree kann dat also och nolauschteren. Och den Här Gibéryen huet op den Tables rondes an och am „Kloertext“ gesot: Hei geet et wierklech ëm dräi wichteg Froen an ëm soss weider näischt!

A firwat soll et och e Vote iwwert d'Regierung sinn? De Sënn an Zweck vun engem Referendum ass jo awer ganz kloer: Mir schaffen enger Verfassungsreform, dat hu mer och am Virfeld gesot, an op e puer Punkten hu mer kee Konsens an duerfir wëlle mer per Referendum do wëssen, wéi de Gros vun de Wieler hei zu Lëtzebuerg dozou steet. A mir hu kloer Froe gestallt a mir kruten och kloer Äntwerten. Well des Änwerten...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir maacht lech d'Liewen awer heiansdo e wéineg einfach!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Wat gëtt elo nämlech gemaach? Mir hu kloer gesot virum dem Referendum, datt mer dat respektéieren an net interpretéieren. Elo gëtt och vun deene Leit, déi virum dem Referendum gesot hunn, et ass kee Vote iwwer eng Regierung, déi fänken awer elo no dem Referendum och un ze interpretéieren. An ech fannen, dat ass awer wierklech engem Referendum net wierdeg, datt ee virum Referendum et esou interpretéiert an nom Referendum et anescht interpretéiert, grad wéi et engem an de Krom passt!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här Berger, et dierf ee jo awer nach selwer soen, wat ee géif maachen.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, den Här Wiseler hat virdrun d'Wuert. Mä e kann awer duerno och nach eng Kéier froen, wann en dat wëllt.

Iwwregens aus engem Sondage - ech mengen, Dir hutt deen och jo alleguerter wahrscheinlech analyséiert - geet och ganz kloer ervir, datt d'Leit, déi gefrot gi sinn, soen, ganz kloer soen, datt se net Neen zu enger Regierung gesot hunn. Dach, 6% bis 8%, jee no Fro, hu gesot, datt se och Neen oder kloer Nee wëilten zur Regierung soen. Mä de Gros vun de Leit huet eigentlech dat net zum Ausdrock bruecht. Da sollt een also dat och net duerno dran interpretéieren.

An ech kann och feststellen, datt eigentlech jo dee Vote komplett, et kann ee wierklech soe komplett parteionofhängeg war. D'Majoritéitspartei hunn hir Wieler genausou wéineg zu 100% iwwerzeegt fir hir Position. Och an eise Partei vun der Majoritéit sinn der eng ganz Rei, déi mat Nee bei där enger oder anerer Fro gestëmmt hunn. An och ëmgedréit: Bei den Oppositionsparteien hunn net all hir Wieler an all hir Membere fir den Nee gestëmmt. Ech mengen, och do si Sondagen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Vlächicht awer liicht méi wéi bei lech!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Just den Här Berger huet am Moment d'Wuert. Här Berger, loosst lech net beiren!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, och do si jo Sondagë gemaach ginn, wou dat och kloer dorauer ervirgeet. Et ass keng Partei, déi hir Membere oder hir Wieler 100% hanner hir Position kritt huet!

(Brouhaha)

Et kann een einfach, Här President...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelif!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, et kann een einfach landeswäit feststellen, den Neen huet dominéiert, egal wat fir eng Partei faarf de jeeweilege Wieler hat. Dat ass hei de Fait a wierklech, nach eng Kéier, dat ënnersträicht jo, datt et hei de Leit ëm d'Saach gaang ass an net ëm Persounen.

Ech muss och soen, ech hunn och Leit a menger Partei begéint, déi gesot hunn: Jo, ech hu bei där enger oder anerer Fro Nee gewielt. Mä se hunn awer gläichzäitg gesot: Et ass mir guer net drëms gaang, eisem Parteipresident...

(Interruption)

Si hunn awer wierklech gesot: Et ass net drëms gaang, dem Parteipresident oder dem Premier eng auszewëschten. Si hunn einfach gesot: Et ass eis ëm d'Thema gaang.

Här President, et ass och virgeworf ginn am Virfeld vun der Campagne, och duerno nach, datt d'Regierung sech mat hirem Engagement fir de Jo responsabel gemaach huet. Et ass jo och elo nach gesot ginn.

Ech wëll just drun erënneren, datt net nëmmen d'Regierung, mä datt vill Leit hiert Engagement geholl hunn. Dat ass jo de Sënn vun engem Referendum, fir zu där enger oder anerer Säit ze stoen, sech ze positionéieren. Dat huet d'Regierung gemaach, dat hunn d'Partei gemaach, dat hunn d'Gewerkschaft gemaach, d'Kierch huet dat gemaach, d'„Lëtzeburger Wort“ oder d'Zeitungen, Redakteuren hunn dat gemaach an esou virum an esou fort. Et ass jo einfach dat.

Bei engem Referendum geet et drëms, dat ass am Sënn vum Referendum, datt een natierlech virdrun de Leit seet, zu wat een d'Tendenz huet, wéi ee selwer géif dat maachen. Dat heescht awer net, datt een de Leit dat ootroyéiert. An dat ass jo ebe grad de Plus, datt d'Leit awer herno selwer, en connaissance de cause, kënnen dann ofstëmmen. An et geet net drëms, fir datt een herno soll personell Konsequenzen zéien. Well, wann dat de Fall wier, da bräichte mer ni méi e Referendum zu Lëtzebuerg ze organiséieren!

A just fir de Verfassungsexpert Luc Heuschling ze zitieren, deen huet och gesot: „Éischters, d'Leit ware frou, datt se emol eng Kéier konnte matschwätzen.“ An en hält och näischt vu Formulatiounen oder vun Demanden, fir datt eng Regierung soll zrëcktrieden. An e verweist och ënner anere op d'Schwäiz, wou och net all Kéiers bei all Referendum eng Regierung oder Partei Konsequenzen huelen, déi vlächicht fir déi eng oder aner Position astoungen.

Ech weess just, Här President, 2005 hate mer e lëtzebuergesche Statsminister, jo, dee säi Récktrëtt bei engem Neen am Kader vum Referendum zur Europäescher Verfassung ugekënegt hat. An d'Leit hunn dat deemools eigentlech och zu Recht gesot an net apprécieiert, datt een d'Leit doduerjer eigentlech ënner Drock wollt setze fir déi eng oder aner Option.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat ass eng Interpretatioun, déi Dir ginn hutt!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dat ass dat, wat deemools 2005 e lëtzebuergesche Statsminister gemaach huet. 2015 huet en anere lëtzebuergesche Statsminister am Virfeld ganz kloer dat net gemaach.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- E wousst vlächicht genau, firwat!

► **M. Eugène Berger (DP).**- En huet ëmmer erëm betount, en huet ëmmer erëm betount am Virfeld, am Géigesaz zu 2005 huet en ëmmer erëm betount, datt e keen ënner Drock setzt, datt et wierklech nëmmen drëms geet, fir d'Meenung vun de Leit zu deenen dräi verschidder Froen ze kennen!

Wann ee muss Konsequenzen aus dem Referendum zéien, da geet et ëm Inhalter, da geet et drëms, wéi eng Politik dann elo muss an deenen dote Froe gemaach ginn. Dat sinn déi Konsequenzen, déi ee muss zéien! A wat fir eng sinn dat dann?

D'Vefassungsreform gëtt elo geschriwwen, ouni déi dräi Proposen aus dem Referendum ze berücksichtegen. Mir respektéieren dat, hunn ech scho gesot, zu honnert Prozent. An da mussen mer och kucken awer op där anerer Säit, a mäi Virriedner huet dat och scho gesot an dat schéngt mer och ganz wichteg, mir müssen awer kucken, déi d'Erausforderungen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi iwwerhaupt eigentlech och zu där Froestellung gefouert hunn, mir müssen da kucken zesummen, och weiderhin zesumme mat de Bierger am Land eis Gedanken maachen, wéi mer se wëlle léisen. Well dat ass jo awer och hei eppes, dat ass: D'Politik huet an deene leschten 20 Joer eigentlech verpasst, sech eng Rei Froen ze stellen.

Mir hu vill iwwer Landesplanung an deene leschten 20 Joer geschwat. Mir hunn iwwert d'Erausforderunge geschwat, ob ee méi Stroosse misst bauen. Mir hunn iwwert d'Plansectorielle geschwat. Mir hunn driwwer geschwat, wat fir eng Infrastrukture ee brauch. Mir hunn driwwer geschwat, wou Zone-d'activité kommen. Mä an där ganzer Fro, an där ganzer Diskussioun iwwert de 500.000-Awunner-Stat, deen natierlech och domat ze dinn huet, datt méi Leit hei op Lëtzebuerg kommen, datt mer eng Migratioun hunn, hu mer eigentlech vill iwwer materiell oder landesplaneresch Froe geschwat. Mir hunn awer déi Fro vun der demokratescher Participatioun an deem Débat an deene leschten 20 Joer ganz oft, wann net ze soe bal ëmmer, ausgeklamert.

An duerfir brauche mer dann elo deen Débat, deen dat mat sech zitt, wa mer eben als Stat wuessen, wéi mer awer Demokratiedefiziter, déi entstane sinn, wéi mer déi da kënnen zoumaachen, wéi mer do kënnen dat Ganz ugoen. An ech mengen, de Referendum huet den Débat ugestouss. An dat ass awer eng guut Saach. A mir müssen eis also an den nächste Méint a Joren zesumme mat de Bierger weider Gedanken maachen, wéi een eben dat Zesummeliewen, déi Participatioun ka besser gestalten.

D'Opposition huet eng Propos mat dem Nationalitéitgesetz avancéiert. Et ass net eppes ganz Neies. Et war schonn zum Deel, 80%, eng Kopie vun enger Propos Biltgen. Och aner Parteien hunn esou Propose presentéiert. Mä och do ass et awer elo wichteg, och Léieren ze zéien aus dem Referendum: datt mer elo net déi dote Froen, dat dote Gesetz hanner zouenen Dieren erëm diskutéieren! Och déi Propos mussen mer genau analyséieren an och déi Propos solle mer da wierklech grouss a flächendeckend mat de Leit dobaussen diskutéieren, am Dialog, fir datt dann och vlächicht nei Iddien dobäi erauskommen an datt mer da wierklech och an där ganzer Diskussioun méi Participatioun fir all Awunner, och fir déi Jonk, kréien.

Ech mengen, dat ass eng vun de Lektiounen, déi mer hei sollen zéien, datt d'Leit wëllen, datt se mat an esou wichtege Froen implizéiert ginn. An dat solle mer also dann net verpasse bei där nächster Diskussioun, déi dann usteet.

Här President, de Sonndeg war also net de Schluss vun dem Débat, et war eng Aart Ufank. De Referendum huet e wichtegen Débat ugestouss, a mir sollen also dat weiderféieren, zesummen an der Chamber natierlech, mä awer och zesumme mat de Bierger dobausse muss dat gefouert ginn.

Merci.



► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Berger. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen emol fir d'Éischt därefer festzustellen, datt d'Campagne fir de Referendum eriwuer ass, an ech schlësse mech eigentlech och deem un, wat och de Claude Wiseler gesot huet, datt déi éffentlech Campagne eigentlech propper, uerdentlech an argumentativ war.

Ech hat d'Chance, den Optrag vu menger Fraktioun a menger Partei, fir déi gréng op ganz villen Table-ronden ze verrieden, fénnef vu sechs vun der Chamber an och eng hallef Dosen, déi vu Gemengen organiséiert waren. Ech war och, ech hat d'Chance, fir an de Medie präsent ze sinn, fir op ville Plazen ze sinn, an ech hu vill kënnen mat Leit diskutéieren. Ech hu vill Froe matkritt an et war fir mech eng interessant Erfahrung, wou ech dann elo nach wëll e bëssen drop zrëckkommen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi éischt Fro, déi ech mer stellen a wou ech mer e bëssen dann eng aner Äntwert ginn, wéi den Här Wiseler se elo ginn huet oder wéi ech hie verstanen hunn, datt ass déi éischt Fro: Ass e Referendum eng Méiglechkeet, fir politesch Décisiounen ze huelen? Solle mer iwwer eist Zesummeliewe schwätzen oder net? Kiere mer léiwer eppes ënnert den Teppesch oder solle mer iwwer eppes, wou mer mengen, mir hätten en Defizit oder mir hätten eng Problematik, solle mer driwwer diskutéieren?

Ech sinn der Meenung, datt mer zu Lëtzebuerg net op enger Insel liewen. Vlächht hu mer ze vill oft d'Gefill gehat oder gemaach, wéi wa mer géifen op enger Insel liewen. Ech si schonn der Meenung, datt, wa mer Problemer oder wa mer Diskussionsstoff hunn, da solle mer et och diskutéieren.

Den Här Wiseler huet och gesot: „Eist Land brauch Reformen an den nächste Méint.“ Och dat ass schonn eng Ausso, déi ech kann deelen.

Op d'Fro, ob de Referendum eis am Ausland geschuet huet, behaupten ech emol einfach a soen: Ech ka mer et net virstellen. Ech sinn houfreg drop, datt mir zu Lëtzebuerg an engem uerdentleche Kader konnten déi Fro hei débattéieren. An ech genéiere mech och net, fir ze soen, datt dat a ganz ville Länner net méiglech wier, fir esou eng oppen Diskussioun an deem dote Rahmen ze féieren! Ech sinn houfreg dorobber an ech mengen, mer sollen dat alleguete mat Zefriddenheet enregistriieren.

Ech kommen dann och eng Kéier op déi dräi Froen, déi mer gestallt haten. A mir haten esou flott d'Formulatioun gewielt: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen...?“. Déi éischt Fro: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt d'Lëtzebuurger tëschent 16 an 18 Joer kënnen wéi goen, wa se dat wëllen?“ Bon, 80,87% hunn dozou Nee gesot! Nodeems mer zweemol de Versuch hei an der Chamber haten, fir de Wahlalter erofzesetzen - do ware mer an der Chamber dermat gescheitert -, dunn hu mer dann och nach d'Décisioun vun de Lëtzebuurger Wielerinnen a Wieler gefrot. A si hunn eis déi Décisioun och an aller Däitlechkeet matgedeelet: neen! An et war emol keen „Nee merci“, mä et war wierklech éischter en „Neen, basta!“.

An ech mengen, dat musse mer ganz einfach als Politiker zur Kenntnis huelen. Déi Fro ass gestallt an déi ass beäntwert fir eng länger Zäit!

(Interruption)

Ma déi Fro ass gestallt a beäntwert.

Mir hunn awer och, an dat war awer dat Flott och un deem ganzen Débat, mir hunn awer op eisen Table-ronden alleguete festgestallt, datt et e gewëssene Participatiounsdefizit vu Jugendlechen u gesellschaftleche Verhältnissen gëtt. Mir hunn och Iddie lancéiert. Mir hunn d'Schoul ëmmer erëm erugezunn, woubäi ech awer och e bësselche warnen, fir aus all gesellschaftlechem Problem ee schouleschen ze maachen. Mir kënnen net permanent nei Schoulfächer aféieren.

Ech sinn awer selbstverständlech domat averstanen, datt mer musse méi iwwer politesch Bildung diskutéieren. Politesch Bildung an de Schoule geet a mengen Aen net doduerch, datt d'politisch Partei méiglech vill dohinerginn, mä datt an de Schoule geléiert gëtt, kontrovers ze diskutéieren, débattéieren. Ech denke vlächht éischter u Rhetorikcoursé vun den ale Griichen an de Réimer, ouni déi wëllen op Algriicheschen oder Latäin ze féieren, wéi datt ech mengen, d'politisch Partei missten de Schoulen d'Dier arennen.

Ech menge schonn, datt dat eng wichteg Aufgabe ass, fir ze kucken: Wéi kënnen mer déi Jonk u gesellschaftlechen, u politesche Prozesser bedeelegen, interesséieren? Ech soen awer

och, datt mer net sollen op de Wee goen, fir ze mengen, et wiere grouss Ennerscheeder bei deem, wat bei deene Jonken ass, a bei deem, wat bei deenen anere Leit an der Gesellschaft ass. Mir stellen iwwerall e bësselchen en Defizit fest um Interessi un der Politik, eng gewësse Politikverdrossenheet. Duerfir mengen ech net, datt mer sollen ze vill soen, datt et bei deenen tëschent 16 a 17 an 18 Joer anescht wier wéi bei aneren Deeler vun eiser Gesellschaft.

Dann hu mer d'Fro gestallt: „Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt Auslänner, déi mindestens zéng Joer am Land wunnen a scho bei enger Wahl matgemaach hunn, och kënnen bei Chamberwahl matmaachen, wa si dat wëllen?“ Hei waren et och erëm eng Kéier 78,02%, déi Nee gesot hunn.

An der Referendums campagne op den Table-ronden hunn ech gesot, datt d'Lëtzebuurger an d'Netlëtzebuurger bei eis am Land gutt zesummeliewen. An ech sinn och houfreg dorop. An ech hunn et och grad a mengem Ufank gesot, datt mer hei konnten eng Diskussioun féieren, déi a ville Länner net méiglech gewiescht wier, gefouert ze ginn.

Mir sinn also net dervun ausgaangen, datt mer sollen eng Fro vu méi Participatioun, vu politescher Participatioun vun Netlëtzebuurger féieren, well mer alles am Misär stoen hätten, absolutt net! Well mer gesot hunn: „Mir komme gutt zesammen aus“, a well mer gesot hunn: „Wa mer eis an eise Land esou weiderentwéckelen, da gesi mer awer, datt et wichteg wier, wa mer géifen aner Weeër goen.“

Gutt, mir hunn déi Fro gestallt. Ech hunn och zwee Méint Campagne gemaach fir déi Fro. An ech sinn natierlech iwwert den héijen Taux vun den Nee-Stëmmen och liicht erstaunt. Ech muss soen „liicht erstaunt“, well am Laf vun der Campagne huet een awer op eemol gemierkt, datt eng Kéier d'Stëmmung gekippt ass.

Interessant, mir sollen eis alleguer - an net nëmmen déi, déi fir de Jo sinn, oder net nëmmen déi, déi fir den Nee sinn -, mir sollen eis och dermat ausneetzen, wat eigentlech d'Ursach ass souwuel vum Jo wéi och vum Neen. Ech mengen, dat sinn déi Froen, déi eis elo trotzdem missten interesséieren, ouni wëllen eng Interpretatioun ze maachen. D'Interpretatioun ass gemaach! Den Neen ass esou däitlech, do brauche mer net dru réieren ze goen. Mä wat huet d'Leit beweegt, fir sech an déi eng oder an déi aner Richtung ze decidéieren?

(Interruptions diverses)

► **Une voix**.- Loosst emol den Här Adam schwätzen!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Mir sollen eis Zäit huelen, fir Zukunftsstrategien ze entwéckelen. De Wee, fir iwwer d'Wahlrecht méi politesch Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger ze kréien, deen ass elo zou!

Et ass awer och oft gesot ginn, datt mer alleguerten datselwecht Zil hunn, an zwar d'Participatioun vu méiglechste ville Bierger a méiglechste ville Beräicher ze realiséieren. Et huet een och an den Diskussiounen gesinn, datt d'politisch Parteien hei aus der Chamber och hir Meenung weiderentwéckelt hunn an och net stoe bliwwen sinn. Zum Beispill par rapport zum Gesetz vun 2008: Ech war op Table-ronden derbäi, wou d'ADR eng Öffnung gemaach huet, wat d'duebel Nationalitéit betrëfft. 2008 ware se nach do dergéint.

D'CSV huet och den Zougang zur Lëtzebuurger Nationalitéit wëllen ze vereinfachen. Dat war och 2008 net. Also och mir hei an der Chamber entwéckelen eis weider. An ech mengen, mir sinn eis scho bewosst, datt mer zesumme musse kucken, wéi mer dat Beschit fir eis Land, dat Beschit fir eis Populatioun kënnen maachen.

Mir wëssen, wéi eise Sproocherächtum hei am Land ass. A mir wëssen och, datt mat deem Rächtum och Suergen a Problemer verbonne sinn. Dat ass eis duerch d'Schouldiskussioun bekannt, mä dat geet natierlech wäit iwwer eng Diskussioun vun de Schoulen eraus.

Mir wëssen, datt mer en héije wirtschaftleche Wuesstum hunn. A mir wëssen, datt och zu Lëtzebuerg net jiddwereen an och net am selwechten Ausmooss vun deem Wuesstum profitéiert. Eis Erausforderungen nom 7. Juni sinn eigentlech déiselwecht wéi déi virum 7. Juni. Eng méiglech Pist huet elo d'Roud Kaart kritt vum Wieler. Méiglechste all Partei solle sech elo zesummesetzen a méiglechste gemeinsam iwwer eng zukünfteg Entwécklung débattéieren.

An da gouf et jo och nach eng drëtt Fro. Déi war virun allem interessant an der Diskussioun, well se eise Wahlsystem beréiert huet. Do sinn och an deene Gesprécher Punkten opgeworf gi wéi Duebelmandater, wou ech och interessant Ausserunge vun anere politesche Parteien héieren hunn. Ganz kuerz hate mer den

D'Hondt-System ugeschwat. Mir hunn och iwwer ee grouse Wahlbezirk fir d'ganz Land geschwat. Ech mengen net, datt mer schnell vun der Plaz kommen doranner, mä ech mengen awer, datt et politesch interessant wier, dat dote weiderzediskutéieren. Op alle Fall stoung dat...

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- ...Referendum doriwwer elo gemaach hut!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här Wiseler?

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Wëllt Der en neie Referendum maachen? Well dat dote muss an d'Constitioun kommen.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här Wiseler, dat do stoung effektiv net bei der Referendumsfro zur Debatt. Ech hu just gesot: Et ass an der Diskussioun awer thematiséiert ginn an ech hunn dat interessant fonnt.

(Interruptions diverses)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Sou, loosst den Här Adam elo emol schwätzen! Net all mateneen, wann ech gelift! Den Här Adam huet eleng d'Wuert!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Mä am Referendum hate mer gefrot: Begrenzung vun de Regierungsmandater op zéng Joer? An do ass, wéi gesot, d'Äntwert kloer: 70% vun de Leit soen Neen! Also ass déi Diskussioun och fir déi nächst, fir länger Zäit, vum Dësch.

(Interruptions)

Wéi geet et elo weider?

Majo, d'Chambersaarbecht éischstens: Bon, ech ginn emol dervun aus, datt et an der Institutionskommissioun, wat déi dräi Froen hei ugeet, méi einfach wäert si virunzeschaffe wéi mat engem knappe Jo. Do kréiche mer warscheinlech vill aner Diskussiounen. Eis Aarbecht un der Fro vum Wahlrecht ënner 16 Joer a vun den Netlëtzebuurger, dat misst relativ schnell an der Institutionskommissioun ofgeschloss sinn.

Da bleift allerdéngs nach d'Fro, wéi mer mat der ganzer Verfassung ëmginn. Et gëtt zum Beispill och nach en Internetsite vun der Chamber. Do gëtt et d'Méiglechkeet, do froe mer d'Leit: Ennerbreet eis Är Virschléi! An et gëtt jo och schonn eng relativ laang Lëscht vu Virschléi, déi d'Leit gemaach hunn. An deene musse mer eis jo och unhuelen, déi musse mer alleguerten analyséieren, soudatt déi endgültig nei Versioun vlächht awer net esou schnell op den Instanzewee ka goen, wéi mer eis dat virgestallt hunn.

Onofhängeg vun den Aarbechten un der Verfassung, musse mer eis awer och zesummefannen, fir iwwer e puer wichteg Aspekter, déi eis all hei am Land betreffen, iwwer Froen, déi mer eis alleguer stellen, zesummen eng Äntwert ze fannen.

D'Äntwert op d'Fro vum Referendum kenne mer. De massiven Neen ass och net mësszeverstoen.

Interessant a wichteg sinn awer d'Ursaachen, firwat besonnesch bei der zweeter Fro vill Leit Nee gesot hunn, awer och d'Ursaachen, firwat datt 20% vun de Leit Jo gesot hunn! Mir musse eng Analys maachen, firwat datt dat ass.

Mir kënnen, an duerfir war och d'Debatt... Här Wiseler, Dir hat gesot am Ufank: „Mir haten am Raum, fir déi Debatt hei eréischt d'nächst Woch ze féieren.“ Dir hat proposéiert, fir se haut ze féieren. Et sinn Argumenter derfir ginn, fir se haut ze féieren, dat ass ganz kloer: d'Aktualitéit. Et wieren och Argumenter ginn, fir fir d'Éischt nach eng Kéier an d'Institutionskommissioun ze goen an e bësselche mat enger gewëssener Distanz dorun ze goen.

Mir hu probéiert..., oder d'Conférence des Présidents ass der Propos vum Här Wiseler entgéintkomm. Ech war am Ufank net frou doriwwer; ech hat d'Éier, déi zweete Kéier a mengem Liewen an der Conférence des Présidents derbäi ze sinn. Ech hat d'Éier, bei där Décisioun derbäi ze sinn, an ech hat och am Ufank gesot, et wier keng gutt Iddi, wann déi zwou Debatten op engem Dag wieren.

Ech muss awer soen, Här Wiseler, bis elo, wéi déi Diskussioun gelaf ass, mengen ech, datt mer eise Haus hei awer all Eier maachen. Déi Diskussioun iwwer de Rapport Artuso war, a mengen Aen, absolutt korrekt. A bis elo hunn ech wierklech d'Gefill, wéi wa mer et och géife fäerdegbréngen, an deemselwechte positivé Geescht déi hei Diskussioun ze féieren.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Jo, meng wichtegst Fro war jo emol haaptsächlech, déi Debatt vun elo op den Ordre du jour iwwerhaapt ze kréien.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Et ginn och Argumenter, fir...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Wiseler, Dir hut eng Fro gestallt un den Här Adam, oder?

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Okay.

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Fuert einfach weider!

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Jo, wat hunn ech elo nach gemaach, Madame Presidentin?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Ech mengen, den Här Adam fiert elo emol virun a sengem Discours. Här Adam!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci. Merci villmoos.

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Also, den Här Adam huet eleng d'Wuert. Wann ech gelift, e bësselche Rou am Sall!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci! Also, eng Rei Froen, déi mer eis stellen, wou mer, mengen ech, net derlaanscht kommen, fir déi méi genee ze analyséieren. Mir mengen, et ass jo elo eben, well et esou fréi ass, kann ee jo just Pisten undeiten. Et ass jo keen..., also, ech mudde mir wéinstens net zou, fir elo kënnen e Feintuning ze maache vun de Motivatiounen, firwat datt d'Leit an déi eng oder déi aner Richtung gewielt hunn.

Ech kann awer, well ech esou oft bei Diskussiounen derbäi war an esou vill kritesch Leit héieren hunn hir Meenung soen, einfach feststellen, datt et awer e gewëssent Onwuelsinn gëtt an der Gesellschaft, eng gewëssent negativ Astellung, déi ech dann - an da schwätzen ech a mengem Numm - e bësselche mat Globaliséierung an Aklang bréngen, wou Leit veronséichert si vun enger Welt, déi ëmmer méi schnell dréit, wou d'Globaliséierung ëmmer méi Grenze verwëschen deet, eng gewësse Skepsis vis-à-vis vun der Europäescher Union, déi och bei eis net Halt mécht, eng Skepsis vis-à-vis vun der Muecht vun de Banken a vun de grouse Konzernen.

D'Wunne gëtt ëmmer méi deier, de Stau gëtt ëmmer méi laang. Dat sinn Themen, deene mer eis mussen unhuelen.

En anere Sujet, deen ëmmer erëm opgetaucht ass: d'Lëtzebuurger Sprooch. Mir haten hei am November d'lescht Joer en Débat, wou mer gesot hunn: Der Lëtzebuurger Sprooch geet et esou gutt wéi nach ni. Ech stinn och haut dozou. An ech sinn awer der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer eben nach méi maache fir d'Lëtzebuurger Sprooch. Mir hate festgestallt hei, datt esou vill Leit Lëtzebuergesch léiere wéi nach ni. Abee, et gëtt nach ëmmer Waardeschlaangen, wann ee wëllt Lëtzebuergesch léieren. An ech mengen, dann ass dat ganz kloer eng weider Erausforderung, déi mer mussen unhuelen an där mer mussen entgéintgoen.

Mir haten och vill iwwer déi Begrëffer Souveränitéit, Nationalitéit diskutéiert. Déi sinn och am 21. Jorhonnert wichteg. Wat verstet mer dorënner? Wéi kënnen mer en Identitéitsverloscht oder d'Gefill vun engem Identitéitsverloscht verhënnern? Dat si Froen, déi net enger Partei gehéieren, mä dat si Froen, mat deene mer eis alleguete mussen ausneetzen, well dat sinn och Froen, déi d'Leit bei eis am Land beréieren.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Zwee kuerz Punkten an da sinn ech um Schluss. D'Prognose, et ass och erëm haut de Mëtteg vu Prognose geschwat ginn. A fir mech ass dat awer eng wichteg Erkenntnis: Déi Prognosen, déi louche relativ wäit um Schoss. Souguer de Charles Margue ass haut am „Wort“ zitéiert: „Da fängt man schon an, an sich selbst zu zweifeln.“ Duerfir géif ech och...

(Interruptions)

...fir mech selwer soen: Kommt, mir loosse eis net ze vill...

(Brouhaha)

Kommt, mir loosse eis net ze vill vu Politbarometere a vu Sondagen dreiwien! Kommt, mir brauchen déi néideg Rou fir eis selwer, fir an der Diskussioun mat de Leit ze enger Meenung ze kommen!

An da perséinlech, ech hunn et virun opgezielt, ech hat d'Chance, fir fir déi gréng déi ganz Campagne ze maachen. Ech si selbstver-

ständig net zefridde mat menger Aarbecht, well ech moossen déi net u menger Präsenz dobaussen um Terrain, mä ech moosse se um Resultat. An d'Resultat ass nun eemol einfach, dat kann een net beschöngelen, et ass net esou - a wäit dervun -, wéi mer eis et gewünscht hatten! Mä gutt, mir hu gesot: Mir stellen d'Fro, mir akzeptéieren all Resultat, wéi et kënn.

An eng lescht Bemierkung: Wann eng Regierung muss demissionéieren, well e Referendum net esou ausgegangen ass, wéi se wollt, da géif dat ganz kloer a mengen Aen heeschen: Dann därefer mer keng Referendume méi organiséieren!

(Interruption)

Well da maache mer eng Serie vun: Referendum ass gläich Vertrauensvotum an d'Regierung. An ech mengen, wa mer wëllen eng Kultur vu Referendumsdebate kréien, dann därefer mer deen do Lien net maachen. Mir hunn e virum Referendum net gemaach, keng Partei huet e virum Referendum gemaach. Ech fannen, mir sollen en och elo net maachen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Adam. Ech hunn lech e bëssen Zäit bäginn, vu dass Der e puermol ënnerbrach gi sidd. Nächst Riedner ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuurger hunn de Sonnden decidéiert: fir Lëtzebuerg, fir eis Souveränitéit, fir eis Nationalitéit, fir eis Sprooch an eis Identitéit! De Referendum vum 7. Juni dëst Joer ass duerfir e ganz wichtegen Dag a wäert och sécherlech an d'Geschicht vun eisem Land agoen.

An deene leschten honnert Joer hunn dräi Referendumen hei am Land stattfonnt, déi mat der Identitéit an der Souveränitéit vun eisem Land ze dinn haten. Den 28. September 1919 hunn d'Lëtzebuurger mat 77,8% fir d'Monarchie gestëmmt, bal deeselwechte Prozentsaz, wéi mer en de Sonnden haten. Den 10. Oktober 1941 hunn d'Nazien hei am Land, dat war zwar keng direkte Referendum, mä eng „Personenstandsaufnahme“ gemaach, haut géife mer soen eng Vollekszielung, wou se dräi Froe gestallt hunn: iwwert d'„Staatsangehörigkeit“, d'„Muttersprache“ an d'„Volksangehörigkeit“.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

A si hätte gär gehat, d'Lëtzebuurger sollten dräimol mat „Däitsch“ äntwerten. D'Lëtzebuurger hunn awer zu 95%, trotz dem Drock an der Gefor vun den Nazien, dräimol mat „Lëtzebuerg“ geäntwert, an dunn hunn d'Nazien déi Prozedur gestoppt.

An elo de 7. Juni hunn d'Lëtzebuurger mat bal 80% erëm Nee gesot zu enger Rei vun Décisionen, déi eiser Souveränitéit, eiser Identitéit, eiser Nationalitéit geschuet hätten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Haut op den Dag virum 200 Joer, Här President, den 9. Juni 1850 (veuillez lire: 1815), ass um Wiener Kongress am Fong de Lëtzebuurger Stat gegrënnt ginn. Dat wier eng Geleehheit gewiescht, well dat just haut 200 Deeg (veuillez lire: 200 Joer) sinn, datt an dësen Deeg eis Regierung dat offiziell geëiert hätt. D'Regierung huet dat net gemaach. Ech géif soen, datt d'Lëtzebuurger mat hirem Vote vum leschte Sonnden déi 200 Joer geëiert hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - De Referendum war kee Vote géint d'Ausländer, mä et war e Vote fir Lëtzebuerg, e Vote fir d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger iwwert d'Nationalitéit. Mir wëllen integréieren a mat deene Leit zesummeliewen.

A wa gesot gëtt, datt d'Lëtzebuurger mat Sécherheet an de leschte Jorzéngte gutt mat eisen auslännesche Matbierger zesummegeliéift hunn, da stëmmt dat. Well et gëtt sécherlech kee Land op der Welt, wou esou vill Nationalitéiten esou am Friden zesummeliewen, wéi dat hei de Fall ass. An dat muss, muss a kann nëmme fonctionnéieren, wann et vun deenen zwou Säiten esou gesi gëtt.

A wann et op der Lëtzebuurger Säit och an de leschte Wochen op de sozialen Netzwierker emol déi eng oder déi aner Ausrutscher gi sinn, esou hat ee gemengt, datt mam Sonnden dat Ganzt eriwuer wier. An ech war duerfir gëscht iwwerrascht, am „Quotidien“ kënnen ze liesen, datt de Sekretär vum Departement

vun den Immigrés beim OGB-L an engem Interview gesot huet, datt: «de dénoncer les mensonges énormes du CSV et de l'ADR. Cela fait 25 ans que je paie mes impôts au Luxembourg pour ces incompetents et menteurs de Claude Wiseler et Gast Gibéryen qui n'ont jamais travaillé.»

► **Une voix.** - Uih!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass net iergendwéi ee gewiescht, dat war e Responsable vum Departement vum OGB-L vun den Immigrés, also e Mann, deen Afloss bei sengen auslännesche Kolleegen huet. A wann dat een Dag nom Referendum säi Respekt ass virum Choix, deen d'Lëtzebuurger e Sonnde geholl hunn, da muss verschidde Leit sech selwer an de Spiegel kucken!

Här President, wa mer soen „an d'Integratioun investéieren“, dann ass dat virum allem och fir eis, an d'Sprooch investéieren. Mir mussen flächendeckend hei am Land d'Lëtzebuurger Sprooch a Coursen ubidden, gratis. Mir mussen genuch Leit hunn, déi déi Sprooch kënnen forméieren, an eise Frënd Fayot Ben, dee laang bei eis hei an der Chamber wor, huet eis haut nach e Mail geschéckt, wou en drop higewisen huet, datt zum Beispill an Däitschland Leit, déi an d'Land erakommen an d'Sprooch net kennen, datt déi 600 Stonnen do kréien, fir déi däitsch Sprooch ze léieren, bis 900 Stonnen. Däitschland huet sécherlech net deen Immigrationproblem, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg hunn, an duerfir, mengen ech, géife mer gutt drun doen, wierklech massiv, massiv doranner ze investéieren hei zu Lëtzebuerg.

Wann een d'Resultat kuckt, Här President, da muss ee feststellen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech sinn do.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...datt dat Resultat méi kloer ass, wéi jiddweree vun eis et heibannen erwaart huet. Et ass e ganz kloer Resultat. Et ass eng kloer Sprooch, déi d'Lëtzebuurger de Sonnde geschwat hunn, ouni vill ze schwätzen. Mir sinn erausgaangen, mir hu vill geschwat. Mä d'Lëtzebuurger hunn, wéi se am Wahlbüro waren, eng kloer an onmëssverständlech Décisioun geholl.

Déi Themaen, déi dräi, déi e Sonnden zur Diskussion stoungen an zur Wiel stoungen, déi mussen elo definitiv aus eiser politescher Diskussion verschwonnen sinn. Si kënnen keen Afloss an eis Verfassung kréien. An ech sinn och frou, datt dat vun deenen anere Parteien esou gesi ginn ass.

Dat Resultat ass ëmsou méi iwwerraschend, wann ee kuckt, wie sech alles fir de Jo agesat huet. Wann ee weess, datt vun néng Parteien, déi mer hei am Land hunn, siwe Parteien fir de Jo waren, datt de gréissten Deel vun der geschriwwener Press fir de Jo war, datt de Bëschof mat senger Zeitung fir de Jo war, Kënschtler - eng bestëmmte Klass vu Leit huet ganzsäitig Annoncé gemaach - an d'Organisatioun MINTÉ mat alle Gewerkschaften an Organisatiounen hannendrun, da muss een haut soen, wann esou massiv Campaigne gemaach ginn ass fir de Jo, da muss vill Leit an deenen Organisatiounen, bis bei d'Kierch, de Bëschof, sech d'Fro stellen, ob an deem Numm, wou se mengen ze schwätzen, ob déi Leit an déi Scheewercher nach hannerun hinne stinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gambia huet och Campaigne gemaach. D'Regierung huet Campaigne gemaach. Si huet d'Fro mat hirer Majoritéit decidéiert, net d'Oppositioun! De Statsminister huet bei der Lag vun der Natioun de gréissten Deel vu senger Interventioun iwwert de Referendum gemaach. En huet de Pilgerstaf an de Grapp geholl, fir doruechter ze goen. Deelweis hunn aner Ministeren..., ma et ass hiert gutt Recht, mä et ass och hiert Engagement.

An deelweis sinn d'Leit och vu Regierungsmemberen, bis hi bei de Statsminister, beleidigt ginn an där Campaigne! Ech denken dorun, datt d'Wuert gefall ass vun „Frechheit“, vun „domm“. Lëtzebuerg ass mat Dubai verglach ginn, engem Land, wou d'Ausländer iwwerhaupt keng Rechter hunn a wou d'Fraen iwwerhaupt keng Rechter hunn. Wann e Statsminister eist Land mat esou engem Land vergläicht, da muss ee sech vill Froe stellen.

A wann den Här Bodry haut hei gesot huet, datt de Jo an den Nee kenger Élite géif gehéieren, da muss een awer soen, Här Bodry, datt dat, wat Der an engem Interview gëscht geschriwwen hutt, awer ganz anescht geklongen huet. Dir hutt deemools geäntwert: „Interessant war aber schon, dass eher jene mit Ja gestimmt haben, die eine höhere Schulbildung und ein höheres Einkommensniveau aufweisen.“

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Géift Der wann ech gelift och..., Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat do ass e bësse symptomatesch fir awer klenger Ausrutscher, déi bei der Wahlcampagne waren, all déi Insinuationen. Wann een Zitat mécht, da muss een se ganz maachen! Éischtens hunn ech den Interview net geschriwwen, et war en Telefonsinterview! A si hunn och net meng ganz Äntwert publizéiert.

Ech hunn - an der éischer Fro war et nämlech: Sidd Der der Meinung, dass de Jo e Jo vun der Élite war? -, do hunn ech Nee geäntwert! Genau dat, wat ech haut gesot hunn! An dunn hunn ech gesot, dass...

(Interruption)

Ech hu mech referéiert op - et ass dat Eenzegt, wat do ass - Ëmfroen, dass dann erauskomm wär, dass awer natierlech déi jonk Leit an dass déi Leit mat héijem Akommes a mat Uniausbildung, dass déi u sech „méi“ fir de Jo gestëmmt hunn. Mä ech hunn awer och gesot: „An alle Kategorie war den Nee majoritär.“

Also ech géif bieden, wann Der esou Saache maacht: Et ass ëmmer dat Erausrappe vun engem Zitat, dat Net-an-de-Kontext-Setzen, ech fannen et net ganz fair! Et ass natierlech, doropshin ass dat jo och vun anere Leit schon erëm lancéiert ginn an den Netzwierker. Ech muss soen, dat ass déi Form vu politescher Auseersetzung, déi mech perséinlech dégoütiert!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, dat, wat ech hei zitéiert hunn, ass dat, wat an deem Artikel stoung! Ech hunn näischt bäigesat an ech hunn näischt ewechgeholl!

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Här Bodry,...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech zitéiere vläicht ee vun Äre Parteikolleegen. Dat kënn Der haut um Internet noliesen, bei RTL, e gewëssenen Här Philippe Meyers.

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, et ass e President vun enger vun Äre Strukturen!

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Deen huet geschriwwen: „Ech si schockéiert. Hei gëtt dann nom Referendum nach eemol ënnerstrach, dass 80% vun de Lëtzebuurger domm sinn a 76% vun den LSAP-Wieler net aus der sozialer Couche vun de Groussverdénger kommen.“ Dat ass d'Äntwert, Här Bodry! Da schwätzt Der mat Äre Leit intern! Ech liesen deem säin Text net virun...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech liesen deem säin Text net vir, well da Wieder kommen un Äre Adress, déi ech lech wëll haut hei erspueren.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Huet ganz Zitat, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass eng Äntwert vun engem President...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Huet déi ganz Fro, huet déi ganz Zitat!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass onseriö, dat do!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Gibéryen, dee bieden ech och elo, sech un d'Chamber ze richten an u soss keen!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Onseriö!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert an e kritt selbstverständlech déi Zäit ugerechent. Mä hei an der Chamber hu mer d'Traditioun, dass, wann ee sech un ee riicht, dee selbstverständlich, wann dat net deem entsprécht, wat e gesot huet, deen dat och selbstverständlich ka berichtege. An dat ass elo geschitt an den Här Gibéryen huet eleng d'Wuert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President! Nach duerfir, fir déi zwou, dräi Minuten, déi mer bleiwen, e puer Wieder iwwert d'Konsequenzen. D'Regierung mécht hei, wéi wa se géif einfach zum Ordre du jour iwwergoen, obschonn dëser Regierung, nodeem se

18 Méint am Amt ass, nach 30% vun de Bierger hir d'Vetraue schenken, obschonn 80% vun de Leit gëscht géint déi Iddien, déi si hei am Land wollt duerchsetzen, gestëmmt hunn! Esou séier ass nach ni eng Regierung vun uewen no ënne gefall.

Gambia ass ugetrueden, fir d'Land ze moderniséieren a méi fortschrëttlech ze maachen, e lénsideologesche Stat aus Lëtzebuerg ze maachen. Si hunn an 18 Méint, Här President, méi futtigemaach, wéi d'Generatiounen viru gutt gemaach hunn!

(Protestations)

An och de Sonnden am Vote ass dat kloer zum Ausdruck komm. Et ass gesot ginn, d'Leit kriter Angscht gemaach an d'Leit hätten Angscht. Neen, d'Leit hate Courage de Sonnden! Si hate keng Angscht, si hate Courage de Sonnden. A wann een Angscht huet hei am Land, dann ass et dës Regierung vis-à-vis vun de Wieler!

Mir hu kee Récktrëtt verlaangt. Mä mir hu gesot: „Wa mir an där Situatioun wieren a mir hätten esou eng Offuer vun de Wieler kritt, wéi dës Regierung se kritt huet, dann hätte mir gewosst, wat mer gemaach hätten. Da wiere mer bei de Grand-Duc gaangen a mir hätten eis Demissioun agereecht!“

(Brouhaha)

Mä muechtbesiessen, wéi dës Regierung ass, bleift se op hire Still pechen! D'Vetraue vun de Bierger huet se verspillt! Vum 7. Juni un ass et net méi d'Regierung fir d'Vollek, mä d'Regierung géint d'Vollek!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, eng Saach ass kloer: D'Land wäert net ënnergoen. Et ass och richtig ze soen, an dat gouf gesot, datt d'Zesummeliewen tëschent de Lëtzebuurger an den Netlëtzebuurger hei am Land relativ gutt geklappt huet, weiderhi relativ gutt klappt, zemoos wann een dat och nach mam Ausland vergläicht.

Et muss ee sech awer och heiansdo d'Fro stellen, ob et och ëmmer en Zesummeliewen ass oder net éischer en Niewenteneeliewen. Dat ass eng Fro, déi ee sech muss stellen. An et muss ee sech och d'Fro stellen: Fir wéi laang nach? Well wann een dat an de Kontext setzt vun der Ëmverdeelung vum Räichtum mat den Ongläichheeten, déi ëmmer méi wuessen, da riskéieren natierlech och d'Spannung méi grouss ze ginn.

Et huet een heiansdo héieren, et si Leit, déi referéiere sech u Frankräich a soen: „Jo, a Frankräich ginn et Schwieeregkeete weinst dem Droit du sol oder weinst der Laizitéit.“ Dat ass Brach. Dat ass absolutte Brach! Et huet näischt domat ze dinn. A Frankräich ginn et Schwieeregkeete weinst de grouse soziale Spannungen an Ongläichheeten! Ech mengen, et däreft een déi Saachen och net matenee vermëschchen.

Ech weess net, wéi all einzelnen Ausländer elo hei zu Lëtzebuerg den Neen interpretéiert huet. Ech ka mer scho virstellen - an ech weess dat och positiv vun eenzelne Fäll, mä dat sinn ëmmer eenzel Fäll -, datt gewëssenen Ausländer eng kleng Bull am Bauch hunn. Net onbedéngt, well se d'Wahlrecht wollten, mä well se awer scho massiv gesot kritt hunn, datt se keng weider Rechter solle kréien.

D'CSV huet viru gesot, d'Regierung wier onverantwortlech gewiescht, fir dee Referendum esou ofzehalen. Et kann een driwwer diskutéieren, wéi de Referendum ofgehal gouf. Mir hunn dat och kritiséiert. Ech mengen awer och, datt et vun der CSV net ganz verantwortlech war, déi Aart a Weis, wéi si d'Campagne menéiert huet. Wann een „Opgepasst!“ opriff, da kann een dat erklären a versichen ze erklären, wéi dat ze interpretéieren ass... Souwisou, e gudde Slogan, dee brauch een net ze interpretéieren, dee liicht jiddwerengem an! Da musst Der vläicht Äre Agence wiesselen oder eng professionell...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wann een eppes wëllt maachen, kann een alles maachen, Här Wagner!

(Brouhaha)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Da kënn Der dat vläicht versichen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir wëllt dat do jo maachen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et si vill Leit...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir wëllt dat do jo maachen!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen! Ech wëll dat net maachen, well Dir hutt och eng Responsabilitéit! Dir sidd jo eng grouss Vollekspartei an Dir...

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg, Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir hu se awer och geholl, Här Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Dir hutt...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Neen, mir hu se awer och geholl, Här Wagner.

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Et si vill Leit, déi hunn dat esou interpretéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Loosst lech net beiren, Här Wagner!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Ma guer net, ech schwätze weider!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- A riicht lech erëm un d'Chamber!

(Hilarité)

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President.

Dat ass esou interpretéiert ginn. Ech weess, datt Dir vläicht Schwierigkeiten hutt domadder, Här Wiseler, well dat gläicht lech net. Mä dat ass awer vu ville Leit esou interpretéiert ginn, wéi wann ee misst op d'Ausländer oppassen. An ech mengen, dat huet wéigedo.

Ech mengen souwisou, jo, während dëser Campagne si vill Leit blesséiert ginn. An et gouf vill Leit blesséiert op den zwou Säiten. Natierlech, wann een d'Nee-Wieler als Rassisten oder als Xenophoben duerstellt, oder ennerstellt, si wieren domm - an ech wëll net domadder soen, datt de Premierminister dat gesot hätt, well dat huet en net esou gesot, dat wëll ech kloerstellen, mä et ass heiansdo op anere Plazen esou gesot ginn -, dann ass dat falsch an dann ass et blessant. An dat dierf een net soen.

Wann een awer och ennerstellt, datt d'Ausländer géifen hiert Wahlrecht ausnotzen, fir d'Souveränitéit vum Land a Fro ze stellen, oder si géifen net zur nationaler Solidargemeinschaft gehéieren, wéi d'ADR dat gemaach huet, da blesséiert dat och, an dat deet dem ganze Land wéi!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- D'Fro vun der Demission vun der Regierung gouf net gestallt. Parteipolitesch Spillercher wëlle mir op jidde Fall als déi Lénk, als Oppositionspartei, net matmaachen! Ech mengen, et soll een och net alles méssinterpretéieren.

A wann 2005 den Här Juncker seng Demission op d'Wo bruecht huet, da war dat Chantage. Dat hat näischt mat Demokratie ze dinn!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat war Courage, Här Wagner!

(Exclamations)

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Et ass awer net ze verkennen,...

(Brouhaha général)

...datt d'Leit en allgemengt Mësstrauen an de politesche System hunn, an net just an dës Regierung. Dat huet Grënn, dat muss een awer och wëssen. Eng Spuerpolitik, déi bedriwwen gëtt vun dëser Regierung, awer och an der Kontinuitéit vun der vieregter Regierung.

(Brouhaha)

Eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewen. Eng Politik, déi vun alle sozialen a gewerkschaftlechen Akteuren zudéifst veruerteelt gouf! Trotzdeem bleift eng Regierung stur a léisst sech eréischt op Gespréicher mat de Gewerkschaften an, wa bis massiven Drock ausgeübt gouf. Duerch esou Methoden am Inhalt an an der Form gëtt een net den Androck, et géif een d'Vollek eescht huelen. Andeems een och de Lobbyiste vun enger klenger Interessengrupp, déi vun der Finanzoligarchie, en disproportionale politesche Poids gëtt, dann ass dat och net gesond.

Wann ech haut de Moien och erëm eng Kéier an der Zeitung liesen, d'Regierung wëllt onbedéngt den TTIP während der Présidence weiderbréngen, wou jiddweree weess, an do goufen och Sondagë gemaach, datt d'Majoritéit vun der Bevëlkerung dergéint ass, datt d'Zivillgesellschaft dergéint ass, dann ass dat och net ganz gesond fir d'Demokratie!

Mä wat mécht d'Regierung? Si ignoréiert dat! Net just d'Regierung, et gëtt och hei Parteien, déi den TTIP ennerstëtzen. Mir sinn u sech déi Eenzeg hei... Allez, ech huelen déi gréng mat...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Dat ass léif.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- An och Parteien, déi dee ganzen Dag vun nationaler Souveränitéit schwätzen, an déi awer guer kee Problem hunn, fir d'national Souveränitéit ze monayéieren iwwer esou en Handelsvertrag wéi den TTIP, well do ass se wierklech a Fro gestallt an net duerch d'Ausländerwahlrecht. Dat wollt ech lech och nach eng Kéier soen.

(Interruption)

Majo, dann hu mer e reelle Problem!

Wat d'Konsequenze wäerte si fir jiddweree vun eis, ech mengen, datt mer net Schlussfolgerunge sollen zéien, déi net ze zéie sinn a keng Politik politicienne bedriewen. De politesche System muss een awer a Fro stellen an erneieren. Eis Verfassung muss esou geännert ginn, datt mer de Bierger weider Méiglechkeeten ubidden, fir matzedécidéieren a matzentscheeden. Dat geet wäit iwwert d'Fro vum Referendum eraus an och wäit iwwert d'Informatiounsowender, wou een de Leit erkläert, wat ee wëlles huet.

Et soll een och oppassen, net ze vill arrogant ze sinn. Ech mengen, d'Fro vun der politescher Bildung ass schonn hei opgetaucht. Et ass keng Fro vu politescher Bildung. Ech ka mech och erëm eng Kéier enneren, 2005, wou awer och den Neen ëmmer méi staark ginn ass, gouf gesot, dat hätt domadder ze dinn, datt d'Leit keng politesch Bildung hätten. Ech mengen, dat soll ee si loosse.

Politesch Bildung, jo, an de Schoulen, op verschidden Aart a Weisen, kann ee maachen, mä dat soll een net an den Zesammenhang bréngen mat enger Aart a Weis, wéi d'Leit vläicht ofstëmme. A wann ee mengt, datt d'Leit vläicht net esou richtig ofstëmme wéi ee selwer gären hätt, dat huet net mat engem Manktum u politescher Bildung ze dinn.

► **Une voix**.- Ech mengen, dee Lien huet kee gemaach.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Dee Lien hutt Dir och net gemaach, wollt ech och soen. Dat ass kloer.

Wann een awer dovunner ausgeet, datt d'Leit vläicht aus anere Motiver Neen oder Jo gestëmmt hunn, wat duerchaus bei enger Partie de Fall war, da soll ee versichen, ze verstoen, wouhier déi Onzefriddenheet kënnt. A mir mussen eis elo iwwerleeën, wat fir eng konkret Piste mer ennerhuelen, well et gëtt weiderhin

en demokratesche Problem hei am Land, dee fënnt op zwee Niveaue statt: Déi eng Halschent huet d'Wahlrecht, déi aner net. Dat wäert sech deemnächst eben net änneren. An eisen Ae bleift de Problem trotzdeem weider bestoen.

A vun der Nationalitéit ofgesinn, eis Demokratie ass defizitär souwuel um politesche Plang wéi och um wirtschaftleche Plang, zum Beispill wat d'Matbestëmmung an de Betriber ubelaangt. Dat betrëfft jiddweree, ob Lëtzebuenger oder Netlëtzebuenger.

An zur Verfassung, do ass och e Problem. Déi dräi Froen, déi gestallt goufen, si jo am Kontext vun der Verfassungsrevisioun gestallt ginn. Lëtzebuerg soll eng nei Verfassung kréien. Wéi gi mer do virun? Et ass schonn ugeklongen, den Här Bodry ass e bëssen drop agaangen, datt an der Institutiounskommissioun wäert nach weiderdiskutéiert ginn, wéi mer dat weider upaken.

Mir si weiderhin der Meenung, datt mer net kënnen esou eppes Wichtiges wéi d'Verfassung einfach esou, enner Ausschloss vun der Bevëlkerung, décidéieren, an duerno vläicht mat engem uschléissende Referendum, dee vläicht och erëm eng Kéier an d'Box geet, deemno wéi. Mir mengen, datt et wierklech un der Zäit ass, zemoos bei esou wichtige Froen wéi eng Fro vun der Verfassung, datt do d'Bevëlkerung konkret a massiv an intensiv muss mat agebonne ginn.

Et kann net sinn, datt eng Regierung untrëtt a seet, mir maachen d'Fensteren op, mir wëlle méi Demokratie, an duerno selwer entscheet, wat fir eng Fro gestallt ginn, sech dräi Themen auswielt, net op aner Virschléi ageet, an herno emol net capabel ass, eng uerdentlech Campagne ze organiséieren. Dat géllt fir eis all, well d'Chamber war och dofir verantwortlech, muss een och soen, och wa Kritik koumen. Mä ech mengen, dat hu mer wierklech net richtig u sech gemeeschtert.

Zum Beispill d'Spillregele muss ee festleeën, ier een e Referendum mécht. Et geet net duer ze soen, mir hätte keng Referendumskultur. Mir wëssen dat. Mä da solle mer eis eng ginn! An da muss ee sech vläicht e bësse méi Zäit ginn, fir déi Spillregele festzeleeën, am plaz herno mussen driwwer ze diskutéieren, awéieren de Camp vum Jo a vum Neen iwwerhaapt gläichberechtigt kënnen zu Wuert kommen. Déi Diskussioun huet jo déi eigentlech Diskussioun polluéiert während e puer Deeg an e puer Wochen. An dat war net gutt.

Ech mengen, d'Lëtzebuenger Natioun ass eng jonk Natioun, déi sech definitiv nom Zweete Weltkrich affirméiert huet. Mir sinn e klengt Land, mir hunn eng speziell Sproochesituatioun, déi een néierens erëmfént. Mir sinn en Immigrationsland ginn, nodeems mir laang en Emigrationsland waren, wat e positivt Zeechen ass, well et ass en Zeechen, datt et eis gutt geet. Mir sinn e Land, wat staark wiisst, wat immens dynamesch ass, wat jonk ass, och wéinst der Immigratioun. Mir sinn e Land, wou eng Sprooch geschwat gëtt, déi soss a kengem anere Land geschwat gëtt an déi ëmmer méi geschwat gëtt, an esouguer ëmmer besser geschriwwen gëtt. Ech mengen, dat ass net oft gesot ginn, mä dat ass awer eng Realitéit.

Ech mengen, et ginn och heiansdo Saachen, wéi fir eng Vendeuse zum Beispill, déi Bréidercher verkeeft, déi minimum aacht Stonne muss schaffen am Buttek a bestëmmt zwou Stonnen Transport erdroe muss, fir an der Moselle zum Beispill erëm hin- an zréckzefueren. An déi vläicht och nach no hire Kanner an nom Stot muss kucken, wann de Mann vläicht och net onbedéngt mathëlléft. Dann ass d'Leiere vun der Lëtzebuenger Sprooch net esou selbstverständlech!

Fir eng Sprooch ze léieren, brauch ee vill Energie, zemoos wann een net méi dee Jéngsten ass. Dofir och wierklech, d'Moyene sech ginn - d'Sprooch war jo och e Sujet -, d'Moyene sech ginn, net ze zwéngen, mä wierklech massiv de Leit d'Méiglechkeet ginn, dës Sprooch ze léieren, well dat ass gutt fir jiddweree, ouni datt dat eng onméiglech Laascht gëtt. Well eng Sprooch ze léieren ass och net evident fir jiddweree. Déi eng hunn éischer Schwierigkeiten, anerer net.

An ech wollt och nach eng Kéier eppes soen: D'ASTI, op déi gëtt ëmmer gäre geklappt...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Op d'ASTI gëtt gäre geklappt, jo, Här Kartheiser, Dir wësst et. Virun 30 Joer, iwwer 30 Joer gouf et eng Organisatioun, déi hei am Land den Immigrantekanner Lëtzebuergeschoursen ugebueden huet, dat war d'ASTI. Et war net de Stat. Dat waren och net selbst ernannte Patrioten.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Dat waren déi, déi net zéngmol den Dag „Ons Heemecht“ mengen mussen ze sängen, mä dat

ware Leit, déi einfach gehandelt hunn, fir d'Land a fir d'Immigratioun. Dat dierf een och net vergiessen.

Ech mengen trotzdeem, mir mussen herno gewësse Froen méi entkrampft ugoen, zemoos zesumme mat der Zivillgesellschaft, mat de Bierger, mat oder ouni Lëtzebuenger Pass. Ech mengen, all Sait ass dozou bereet.

Ech schléissen of. Déi ganz grous Majoritéit vun de Lëtzebuenger hunn näischt géint d'Ausländer. An ech kenne keen Ausländer, dee Lëtzebuerg net gären hätt, am Géigendeel, heiansdo souguer méi wéi d'Lëtzebuenger selwer.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Wagner. An Dir wäert mer erlaben, vläicht just ze preziséieren, dass an der Chamber hei keng Parteien sech fir den TTIP ausgedréckt hunn, mä dass mer hei als Chamber ëmmer intervenéiert hunn, fir déi Accorden hei virun d'Chamber ze kréien an dass mer da kënnen doriwwer diskutéieren. Just, mengen ech, fir d'Diskussioun erëm ze ramenéieren op dee Punkt a vläicht och fir d'Eier vun der Chamber an deem doten Dossier ze verteidegen. Mir wëllen hei matentscheeden an op Basis vun de Resultater jugéieren. Villmools Merci. An d'Wuert huet direkt den...

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Ech hoffen awer, datt Der déi Remarque wäert all Kéiers maachen, wann iwwerhaapt iwwer eng Partei diskutéiert gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen, ech wëll just soen, dass hei d'Chamber a Fro gestallt ginn ass. An ech hunn d'Intérète vun der Chamber ze verrieden. An hei sinn e ganze Koup Zeien derbäi, déi an deenen Diskussiounen mat de Kommissären derbäi waren, déi an den Diskussiounen mam Här Schulz derbäi waren a wou d'Chamber hir Roll komplett gespilt huet a sämtlech Kollegen aus sämtleche Fraktiounen hir Roll gespilt hunn. Ech wollt dat just preziséieren. Dat ass d'Mission vum Chamberspräsident, fir, wann eppes iwwert d'Chamber gesot gëtt, wat der Realitéit net entsprécht, dat awer ze preziséieren. Merci fir d'Versteesdemech.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- De Réckzuch vun den...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift, ech hunn dat...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- De Réckzuch... d'Verhandlungen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Äre Kolleg huet geschwat. Ech hu just eng Präzisioun dozou ginn. An den Här Spautz huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An deem Kontext, Här President, wou elo just de Sujet abordéiert gouf, huet d'Regierung, well den TTIP hei wierklech ernimmt gëtt, gefrot, fir dass während eiser Présidence - fir déi, déi et nach net matkritt hunn - d'Sozialpartner aus den 28 EU-Länner zesummen zu Bréssel mat der Kommissioun en Échange kréien, fir dass dee Reproche, dass do an der Dunkelkammer jergendepes ausgehandelt gëtt, soll vum Dësch verschwannen. Ech wollt lech dat just matdeelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci fir d'Präzisiounen. An den Här Spautz huet d'Wuert elo.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, „e Rass ass duerch d'Gesellschaft gaangen“. Dat hunn net ech gesot, mä dat stoung gëschter an enger Dageszeitung, wou et heescht, et wier hei zu Lëtzebuerg elo e Rass entstanen. Mir hätten Netlëtzebuenger a Lëtzebuenger, mir hätten där Jo an där Neen, mir hätten 20% fir dat eent a mir hätten 80% fir dat anert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Wou ass de Rass?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo, da musst Der de Journalist froen, Madame Loschetter. Mä Dir kënnt jo nach eng Kéier hei no mir schwätzen.

Ech kann op alle Fall soen,...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Mä Dir widderhuelt et.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Spautz huet d'Wuert a soss keen!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...mat all deenen Aussoen, déi gemaach gi sinn, a wann een awer mat den auslännesche Matbierger schwätzt, stellt een och fest, dass och si sech



net wueffille mat all deem, wat leschte Sonndeg hei geschitt ass, an dass dee Message, dee mer vermëttelen, souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och iwwert d'Grenzen eraus, net grad iwwerall als positiv ukomm ass.

Den Här Bodry huet geschwat vu perséinlechen Umpelungen. De Statsminister huet dat an der Campagne erlieft. Et sinn och aner Leit, déi dat an der Campagne erlieft hunn, net grad esou krass wéi dat beim Statsminister de Fall war, mä déi hu virgeworf kritt, si wiere brong respektiv si hätten eppes géint d'Jugend.

A wann den Här Bodry seet, et soll een d'Leit net perséinlech umpelen, dann huet Ärer Jugend dat mat, well och...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...Är Jugend huet et fäerdegbruecht, mat Autocollante mech perséinlech unzempelen. Ech kann domat liewen. Mä ech wëll lech awer just soen, et dierf een net deenen anere Leit virwerfen (veuillez lire: virschreiwene), keng perséinlech Umpelungen ze maachen, an a sengem eegene Stall, fir et dann esou auszedrücken, bréngt een et net fäerdeg, fir dat an d'Rei ze bréngen. Ech wëll dat awer och gesot hunn, well och dat ass net grad déi schéin an déi propper Aart a Weis.

D'Vollek huet leschte Sonndeg geschwat. An d'Vollek huet eng ganz kloer Sprooch geschwat. An all Resultater, déi am Virfeld vun den Demoskope virausgesot gi waren, goufen iwwertraff. 211.013 Leit hu leschte Sonndeg mat un deene Wahlen deelgeholl. Dat sinn der ganz vill. A wann een déi 211.013 Leit kuckt an dovun 80%, dat sinn der 170.616, déi bei där enger respektiv där anerer Fro Jo gesot hunn, an et sinn der 40.500, déi bei där Fro Nee gesot hunn. Ech wëll nach eng Kéier widerhuelen...

Ëmgedrëit, pardon, et si selbstverständlech 170.616 Leit, déi Nee gesot hunn, a 40.500,...

(**Interruptions diverses**)

...déi Jo gesot hunn.

(**Brouhaha**)

Well, wann déi Debatt haut ausgaange wier, et wier 170.000-mol Jo a 40.000-mol Neen, da wier de Langage an de Sproochgebrauch vun dem Här Bodry, dem Här Berger an dem Här Adam e bëssen en anere gewiescht vis-à-vis vun der CSV. An dann hätt et geheescht: „Dir hutt näischt verstanen an Dir sidd nach ëmmer déi ewig Gestrigen.“ Dofir wëll ech soen, dass et awer kloer ass. An dee Message, deen eriwierkomm ass vun de Lëtzebuerginnen an de Lëtzebuerg, ass kloer.

Wann och am Virfeld probéiert ginn ass, an et ass schonn hei gesot gi vu verschiddene vun de Virriedner, Clanen hei zu Lëtzebuerg ze bilden, da wëll ech drun erënneren, dass net méi spët wéi leschte Freideg déi heite Publikatioun an der Lëtzebuerg Press war.

(**M. Marc Spautz montre une documentation à la Chambre des Députés.**)

An do gesäit een der e puer op där enger Säit stoen a ganz vill op där anerer, mä d'Wahlresultat seet genau de Contraire! Well d'Wahlresultat seet, 80% vun de Lëtzebuerg sinnen net mat där Propos vun der Regierung averstanen an 80% vun de Lëtzebuerg wëllen dat net.

Ech hunn elo bewosst gesot, vun der Regierung. Am Ufank huet et geheescht, dat hei ass kee Referendum, dee vun der Regierung organiséiert gëtt, mä dat hei ass Referendum vun der Chamber. An et ass d'Institutionskommissioun, déi, zesumme mam Chambersbureau a mat der Conférence des Présidents, déi Campagne géif maachen. Esou ass et och ugaangen.

An deenen éischte Sondag war et ganz kloer, zweemol Neen an eemol Jo... zweemol Jo an eemol Nee géifen d'Lëtzebuerg soen. An déi Ennerscheeder sinn ëmmer méi grouss ginn. An duerno huet de Statsminister deklaréiert an engem Briefing vun der Press, hie misst sech elo amëschen, fir kënne mam Pilgerstab ronderëm ze goen, fir alles dat an d'Rei ze bréngen.

Ech weess elo net, ob en domadder wëllt an d'Rei bréngen, dass een de Führerschäin ka mat 17 oder mat 16 Joer maachen, ob et dat ass, wat e wëllt an d'Rei bréngen. Mä op alle Fall, ab deem Moment huet d'Regierung sech an dee Wahlkampf massiv agemëscht.

An dofir ass och d'Fro, déi ee sech muss stellen: Wann d'Regierung sech esou abruecht huet wéi déi dräi führend Ministeren, de Vizepremier, de Premier an de Justizminister, an et gëtt

een deementspreechend vun de Lëtzebuerg ofgestrooft, ob een dann net sech muss awer och aner Froe stellen, wéi einfach elo d'Blat ëmzedréien an nom Ordre du jour virunzefueren.

(**Brouhaha**)

Well eppes, wat ganz kloer ass, well an där ganzer Ëmfro...

Här Braz, wëllt Dir eppes soen? Hei, den Här Braz wëllt eng Fro stellen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Den Här Spautz, wéi och den Här Wiseler virdrun, seet ëmmer, et misst ee sech Froe stellen, oder den Här Wiseler, hie wësst, wat e géif maachen. Dir hutt dat elo x-mol gesot an deene leschten Deeg. Dir hutt nach ni gesot, wat dat ass. Da sot, wat dat ass, sot et riicht eraus! Sot, wat Der mengt! Da weess och jiddwereen, wat Der mengt. Well Dir schwätzt an Ausdréck, déi net verständlech sinn, Här Spautz. Sot, wat Der mengt!

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll lech soen, datt ech et e Sonndeg op der Télee ganz kloer gesot hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wiseler oder den Här Spautz.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...wann ech eppes ze decidéiere gehat hatt...

(**Brouhaha**)

Den Här Spautz, mengen ech, erlaabt mer, ee Wuert ze soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay. Den Här Wiseler.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Fir kloer an daitlech op Är Fro ze äntwerten, ech hunn et schonn e Sonndeg op der Télee gesot: „Wann ech an der Plaz vum Här Bettel wär, da wär ech e Méindeg de Moien um aacht Auer bei de Grand-Duc gaangen, fir meng Demission ze ginn, well ech net wëilt Premier sinn, wann d'Land mech mat 80% ofgefouert hatt.“

War déi Ausso kloer? Hutt Der se verstanen?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An ech hu gesot, Här Braz, an dat konnt Der och an der Press liese respektiv nolauschteren: „Wann ech am Fall wier vun deenen anere Parteien, géif ech mengem Nationalcomité proposéieren, dass mer géife bei de Grand-Duc goen an eis aus der Regierung zrëckzéien.“ Dat konnt Der um Radio nolauschteren an dat konnt Der och an der Zeitung liesen. Ech wosst net, dass Der d'Geleeënheet net hat déi lescht Deeg, lech mat der politescher Aktualitéit ze beschäftegen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Braz war ze vill depriméiert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll soen, an dat beweist och elo, wéi d'Diskussioun heibanne geet: Wann et déi eng Säit ass, dann ass ëmmer alles richtig, wann et déi aner Säit ass, ass alles falsch. Dir hutt eis Saachen ënnerstallt während där ganzer Campagne an Dir sidd net mat proppere Saachen op eis zougangenen. Dir hutt eis ënnerstallt, de Wielerwëllen...

► **Plusieurs voix.** - Ooh! Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...net ze respektéieren. Den Här Berger huet et nach virdrun heibanne gesot. Den Här Berger huet nach hei op dësem Pult gesot, dass hei de Wielerwëlle vu verschiddene Leit am Virfeld net hätt wëlle respektéiert ginn. An en huet geschwat hei vu Fräibéier fir jiddwereen.

Ech muss lech soen, d'Verfassung, an déi Froen, déi an der Verfassung gestallt ginn, dat ass net, fir dat mat Fräibéier ze vergläichen, mä do geet et ëm d'Grundgesetz vum Lëtzebuerg Land, an dat ass eppes Wichtige! An do kann een net vu Fräibéier schwätzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Da wëll ech an engem zweete Fall soen...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Spautz, erlaabt Der, dass den Här Berger...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wann ech déi Minutt erëmkreien, jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, den Här Spautz zitëiert mech och elo falsch. Wann e virdrun nogelauschert huet, ech hu gesot: „Et gëtt keng Fro an engem Referendum oder kaum eng Fro, scho guer net esou eng, déi géif 100% fir e Jo oder en Neen ausgoen.“ Dat war eigentlech déi eenzeg Saach, un engem Beispill illustréiert. Méi war et net! Do-

madder hunn ech net iergendeppes vun der Seriositéit vun der Verfassung a Fro gestallt.

An déi zweet Saach ass déi, datt virun de Wahlen, virun dem Referendum, effektiv, ënner anerem, dem Här Spautz seng Partei gesot huet, datt si géifen nom Referendum kucken, dat ze interpretéieren. Mir hunn dat net gemaach. Mir hu virun dem Referendum kloer gesot, datt mer dat géife respektéieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass och net vill ze interpretéieren do.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Wat mer virum Referendum gesot hunn, hu mer och nom Referendum gemaach. Voilà!

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, an elo huet den Här Spautz d'Wuert. A just den Här Spautz!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech hu just d'Fro net verstanen, déi den Här Berger gestallt huet. Dat war eng Erklärung, dat do war keng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat war eng Erklärung.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Just fir dat awer ze preziséieren.

Da wëll ech och soen, den Här Bodry an den Här Berger sinn och nach op verschidden aner Remarquen agaange vis-à-vis vun der CSV, wou ech awer wëll soen, déi net esou sinn, an déi wëll ech och net hei esou stoe loossen, wéi déi Hären dat gesot hunn.

Den Här Bodry huet gesot, 2013 wier en Accord gewiescht mat der CSV iwwert d'Ausländerwahlrecht an der Verfassung. Dat ass net richtig! Et louch eng Propos um Dësch iwwer en Artikel, wou dragestanen huet, dass d'Ausländerwahlrecht kéint iwwer e Spezialgesetz geregelt ginn - net nëmme d'Ausländerwahlrecht, mä d'Wahlrecht allgemeng -, mä dass dofir déi verfassungsméisseg Majoritéit misst an der Chamber gëllen, an dat si 40 vu 60 Sätz. Dat stoung an deem Text dran.

An duerno, no de Wahlen, huet d'Regierung guer net méi dovu geschwat, mä d'Regierung huet festgehalten an engem Regierungsprogramm, dee vun dräi Parteien ënnerschriwwen ginn ass, deen heibanne vum Här Bettel virgestallt ginn ass, dass si dat net méi géife maachen, mä dass si gären e Referendum géife maachen op deenen dräi Froen.

Ech wëll soen, wann een e Referendum mécht, da kann ee sech och e Beispill huele bei de Schwäizer oder bei den Iren, déi e Referendum gemaach hunn, wou d'Froer prezis gestallt waren a wou net herno 150 Interpretatiounen méiglech sinn: Wat ass bei där enger oder bei där anerer Fro gemengt? Mä do ass et ganz kloer an daitlech. An do hunn d'Iren respektiv d'Schwäizer en Text doleien a si wëssen, en connaissance de cause, wat den Text ass, dee se ofstëmme, an dass och deen Text esou genau an dat Gesetz erakënt an net einfach mat enger Interpretatioun.

Dann ass heibannen nach geschwat gi vun 2005, do hätt den Här Juncker d'Leit, heibannen hunn der gesot, den Här Juncker hätt d'Leit erpresst, wéi e gesot hätt bei deem Referendum, wa mer keng Majoritéit géife kréien hei am Lëtzebuerg Land, da géif hien zrëcktrieden. Ech kann lech awer och soen, et war een Deputéierten heibannen oder e Parteipresident, deen huet 2005 gesot: „Wann dee Referendum schifgeet, geet et net duer, dass de Premierminister zrëcktrëtt, mä da mussen et Neiwahle ginn.“

A fir déi Leit, déi net wëssen, wien dat war, dat war den Här Alex Bodry, deen déi Zäit Parteipresident vun der Lëtzebuerg Sozialistescher Aarbechterpartei war, deen, nodeem den Här Juncker dat gesot hat, dass hien da géif zrëcktrieden, gesot huet, et géif net duergoen, dass hie géif zrëcktrieden, mä et missten Neiwahlen hei am Lëtzebuerg Land ginn. Dat ass geschitt 2005. An dat ass och ni dementéiert ginn, weder vum Här Bodry nach vu soss engem!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Den Här Bodry ass konsequent.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An da sinn ech och iwwerrascht, wa mer heibanne schwätze vum Zukunftspak. Heibannen ass elo just gesot ginn, et misst een d'Sprooch féerden.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Spautz, den Här Angel weist de Fanger.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Här Angel? Jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här Spautz, kënt Der lech drun erënneren, dass déi Situatioun 2005 awer licht aneschters war, dass de Referendum den zweete Vote vun der Chamber ersat huet, dass mer als Chamber hei schonn e

Vote geholl haten, deen unanime war. An dat war e bëssen eng aner Situatioun.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Neen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wëll...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Neen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wëll lech dorun erënneren.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dach!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Neen. Mir haten heibanne schonn eng Kéier doriwuer geschwat. Neen!

(**Brouhaha**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also, firwat hunn ech déi Deklaratioun gemaach? Ech sot, ech war séngerzäit net mam Virpresche vum Premier d'accord, well ech derfir sinn, dass een net soll säi perséinlech Schicksal verbanne mat enger Referendumsfro, well dat den Drock ausmécht (veuillez lire: erhéicht) op d'Leit, an et soll een eigentlech net aus engem Referendum ee Plebiszit maachen. Dat wësst Der, vun Ufank u war dat meng Positioun hei zu dësem Referendum, et sollt een déi doten zwee trennen.

Mä ech sot, wann de Premier schwätzt vun d'Demission ginn, sot ech, misst eigentlech d'Chamber opgeléist ginn. Well, wat war 2005 gemaach ginn? Eppes ganz Spezielles, wat och vill Leit net verstanen hunn oder wat vläicht och zum Resultat vun 2005 bäigedroen huet.

Et ass deemools decidéiert ginn, dass d'Chamber en éischte Vote géif maachen iwwert den Traité. D'Chamber huet - ech wosst et och net méi, ech hunn et misst nokucken -, d'Chamber huet en éischte Vote gemaach iwwert den Traité an der Iddi, datt jiddweree misst Faarf bekennen an der Chamber virun dem Referendum. An d'Chamber huet keng Dispens gefrot vum zweete Vote.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Sou war et deemools. Keng Dispens vum zweete Vote. Dat war zwou Woche virum Referendum, do huet d'Chamber e Vote gemaach. Si huet keng Dispens gefrot vum zweete Vote. An do ass déi berühmt-berüchtigt Resolutioun gestëmmt ginn, wou 60 Deputéierte vu 60 hei gesot hunn: Egal wat erauskënt, mir respektéieren eent zu eent deen dote Vote.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - A wann Nee gesot gëtt, da fënnst ebe keen zweete Vote statt.

Also an deem Kontext hunn ech déi Ausso deemools gemaach, well d'Chamber sech vill méi staark implizéiert hat doduerjer, dass se e kloer Vote gemaach huet derfir.

An dann, wann ee scho vun Demission schwätzt, ass et eigentlech och logesch, ass dat net nëmme en Désaveu da fir de Premierminister, deen da mengt ze demissionéieren, dann ass et eigentlech en Désaveu fir déi ganz Chamber, déi virdrun e Vote geholl huet. Fir just ze soen, dat war de Kontext vu menger Deklaratioun vun deemools.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä et war awer och e konsultative Referendum, a kee Referendum nom Artikel 114.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et war e konsultative Referendum.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dass mer eis just eens sinn iwwert déi Tatsaach.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hunn awer elo d'Fakten hei erëmginn, mengen ech.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Mä, Här Bodry, et war awer sécher, dass net iwwert dee Referendum mir d'europäesch Verfassung ugeholl hätten. Mir hu just d'Lëtzebuerg Bevelkerung mat deem Referendum gefrot, ob se domat averstane wier oder net, op konsultativer Basis. An et huet keen zweete Vote ersat, esou wéi den Artikel vun der Constitutioun dat virgesäit. Da si mer eis eens.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat geet jo net.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo. Da si mer eis an deem Punkt eens.

An dann eng lescht Remarque, déi ech awer och net verstanen hunn. Dat ass déi, dass den Här Bodry hei gesot huet bei der Sprooch, et misst een alles maachen, fir de Leit ze hëllefen, finanziell ze hëllefen, an et misst een all d'Méiglechkeeten op den Dësch leeën, fir dass d'Leit d'Méiglechkeet hätten, Lëtzebuergesch ze léieren.

Am Zukunftspak, am Punkt 193 steet dran, dass eng Reduktioun vum Remboursement géif gemaach gi fir alleguerten déi Aarbechter, déi Arbeitnehmer, déi wëilten an engem Lëtzebuerg Cours deelhuele. Da muss ech soen, dass ech awer dann iwwerrascht sinn, wann et am Dezember geheescht huet, mir missten op



deem Punkt spueren, an elo gëtt hei gesot, et wier näischt ze schued, fir dat do ze fërderen.

Ech muss soen, ech begrëssen dat, wann elo op eemol d'Regierung agesäit, dass een alles dat muss maachen, fir déi Leit ze fërderen an déi Leit ze ennerstëtzen. Ech verstinn awer net, firwat da viru sechs Méint dat ee vun de Punkte war, deen am Spuerpak deklaréiert ginn ass, fir drop ze spueren. Dass dat awer da komesch ass an net logesch ass, fir an där Kontinuitéit ze fueren.

Et ass och wichteg, dass mer elo kucken an där Verfassungsgeschicht, wou muer de Moien d'Verfassungskommissioun zesummekënn, fir dann och doriwwer kloer an däitlech faarf ze bekennen, wéi et dann elo ass mat där Proposition de loi, déi vun der CSV um Dësch läit. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, elo ze héieren, dass d'Regierung géif mat engem Projet kommen. Ma et läit eng Proposition de loi vir. Et brauch ee jo just déi an der Kommissioun ze behandelen. Mir brauchen awer elo net driwwer ze diskutéieren, ob en neien Text muss kommen oder net.

(Interruption)

Mä et läit eng Proposition de loi vir. Déi kann ee jo awer dann akzeptéieren an dann driwwer diskutéieren. Oder geet et hei just drëm, fir da kënnen ze soen: „Et war net der CSV hir Propos, déi ugeholl ginn ass, mä d'Regierung huet een anere Projet gemaach.“? Da wier ech éischer der Meinung, dass et dee Wee ass, deen d'Regierung wëllt goen.

An da sinn ech och gespaant, am September, wann d'Schoul ugeet - mir sinn eis jo allegueren eens, an dat war eppes, wou och d'Kolleege vun der ADR derbäi waren, dass mer misste méi politesch Bildung an der Schoul maachen -, dass awer dann och net nëmmen iwwert den Institut geschwat gëtt, mä dass dann och dat muss an de Schoulprogrammer opgeholl ginn. An dass iwwert déi Programmer muss kloer an däitlech diskutéiert ginn an dass dat kloer muss op den Dësch kommen, wat dann do elo enseignéiert gëtt, fir eis Jugendléich mat anzubannen an d'politescht Geschäft, fir dass se och déi Erfahrung kréien, déi se brauchen, fir am politesche Geschäft kënnen matzemaachen.

An do war och belächelt ginn am Débat iwwert den État de la nation hei vum Statsminister, wéi mer gesot hunn, da misst een och iwwert d'Fërderung vun de Kanner- an de Jugendgemengeréit schwätzen. Do huet e gesot, dat war eng Spillsaach. Also ech gesinn et net als Spillsaach un! Mä dass déi Kannergemengeréit an déi Jugendgemengeréit, déi et schon a jett Gemenge ginn, dass dat och muss gefërder ginn an dass do och Initiative muss geholl gi vum Innenminister, fir ze soen, dass an deene Gemengen, wou nach näischt ass, dass och do eppes muss geschéien.

An dann e leschte Saz, Dir Dammen an Dir Hären. Ech sinn der Meinung, dass ee sech de Referendum hei hätt kënnen op déi doten Aart a Weis spueren. Et kann een d'Vollek froen ëm seng Meinung, et soll een dat och maachen a regelméisseg Ofstänn. Mä wann ee Fro stellt, déi net kloer definéiert sinn, déi net ausgedäitscht sinn, wéi herno genau den Text op den Dësch kënn, dann ass dat de falsche Wee! Da mécht een Onmutt an der Gesellschaft.

An et ass elo wichteg, dass mer zesammen op d'Gesellschaft duerginn, dass mer mat deene Leit diskutéieren. Well hei hunn d'Lëtzebuurger net zu 80% gesot, mir si géint eis auslännesch Matbierger, mä d'Lëtzebuurger hunn zu 80% gesot, mir sinn net averstane mat deem Wee, deen dës Regierung an deem dote Punkt amgang ass ze goen.

An déi Aussoen, déi vun de Meinungsfuerschungsinstituter gemaach gi sinn, déi selwer soen, si sinn iwwerrascht vun deene risegen Ofschwankungen (veuillez lire: Ofweichungen), déi si festgestallt hunn tëschent deem, wat si an Ëmfroen nach d'lescht Woch gemaach (veuillez lire: erausfonnt) hunn, a wat herno leschte Sonndeg erauskomm ass, da muss ech lech soen, Dir Hären an Damme vun der Regierung, Här President, da muss ech hinne soen, dass et awer och ganz komesch ass, well si sinn net nëmmen eleng ofgestrooft ginn - esou nennen ech dat - op deenen dräi Froen, mä d'Lëtzebuurger sinn net méi averstane mat deem Wee, deen d'Regierung amgang ass ze goen.

D'Lëtzebuurger sinn net méi averstane mat deem Modell, wou si haut wëlle vun haut op muer alles dat an den Eck geheien, wat Jorzéngten hei vu Generationen opgebaut ginn ass. An dat ass mat d'Resultat vun deem Referendum vum leschte Sonndeg. An hei géllt et elo Neel mat Käpp ze maachen am Intérêt vum Land.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. Ech mengen, ech hunn d'Ennerbriechunge korrekt berechent gehat. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet elo direkt de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Dass mer eis allegueren eens sinn: De Wieler huet sech e Sonndeg kloer ausgeschwat. Et war e kloer Vote iwwert dräi Froen an et waren der just dräi an et hätten der kënn méi sinn. Déi Lénk hu Propositionen gemaach. Ech muss awer just drun erënneren, Här President, dass vun deenen aneren Oppositionsparteie keng Propositionen gemaach gi sinn!

Mir hunn d'Meenunge vun de Wielerinnen a vun de Wieler gefrot an de Vote ass eendäiteg. A mir huelen dat zur Kenntnis a selbstverständlech respektéiere mir dat och. Mir hunn de Message verstan. Et war en däitleche Message. Et war en Zeeche vun de Wieler zu wichtige Froen vun eisem Zesummeliewen.

Mir hunn eis Proposen zum Vote gestallt an déi Propose sinn net ugeholl ginn. Dat akzeptéiere mer ouni iergendeppes wëllen hei schéinzerieden. Den Detail an déi genee Hantergrënn vun deem Vote sinn ze analyséieren, och wann hei verschidde Leit hir Interpretatioun vun der Analys scho maachen.

Eppes ass awer ganz kloer, Här President: Et gouf hei e kloer Message, mä et ass kee Message, deen dem Land schuet, esou wéi verschidde Leit hei probéieren, dat duerzestellen,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...oder deen eis an e schlecht Liicht stellt.

An ech wëll do just e Beispill ginn, well ech Notte jo kréien. Et si jo verschidde Leit, déi schon an der Regierung waren an der CSV, an do kritt een Notte vun den Ambassaden, an ech erlabe mer, just eng vun haut ze zitieren: «La votation sur les trois questions au référendum du 7 juin est largement passée inaperçue dans les médias et donc par l'opinion publique, même intéressée.»

► **Une voix.** - Gott sei Dank!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - «Ainsi le Ministre des Affaires étrangères que j'ai rencontré hier l'après-midi n'en était visiblement pas au courant.»

(Brouhaha)

Dir gesitt, Här President, wann een dann Argumenter huet, da kritt een direkt gesot, dass se net stëmmen. Hei gëtt behaupt, duerch d'ganz Welt wier Lëtzebuerg duerch de Kaka gezu ginn.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech liesen hei just eng Note vir an ech wëll virun allem op all déi Artikelen opmierksam maachen, an der ganzer Welt an a ganz Europa, déi gesot hunn, dass dës Regierung de Courage hat, Froen ze stellen, déi a ganz ville Länner Tabuthemae sinn. Dat ass dat, wat an de meeschten Zeitunge kënn. Et steet néierens, d'Land wier zerspléckt. Et steet néierens, d'Demokratie wier um Buedem. Et steet néierens, mir wiere virun engem Zivillkrich. Et steet iwwerall: Si haten de Courage, d'Land wëllen ze moderniséieren. Si hate probéiert, verschidde Reformen duerchzekeréien, mä déi net duerchkomm sinn.

Dat ass de Message, deen duerchkomm ass, an néierens, dass hei e Land zerspléckt wier.

Ech sinn...

(Brouhaha général)

Wësst Der, Här President, mir sinn eng Demokratie, an dës Majoritéit hëllt dat och eescht. A wann ech dann héieren, mir hätten hei jo riets-extrem Parteien, déi elo géife kommen. Ech wëll just soen, dass a Frankräich ni e Referendum gefrot ginn ass iwwer eng Participatioun vun iergendengem Bierger, an de Front National bei de leschten Europawahle 25,4% vun de Wahle gemaach huet. An Eisträich ass ni e Referendum gemaach ginn, ob d'Leit sollte matwilen, déi net den eisträichesche Pass hunn: D'FP huet 27,1% gemaach.

Ech sinn houfreg - ech sinn houfreg! -, dass mer hei eng Chamber hunn, an där keng Vertrieeder vun extremriete Parteien sinn, well mer et fäerdgebréngen, iwwer verschidde Sujeten ze schwätzen. A wann ee mengt, dass en Dckel iwwer verschidde Sujeten et géif erlaben, dass dann néierens e Problem kéint

entstoen, gesitt Der d'Resultater elo mat de Resultater vun extremriete Parteien an aneren europäesche Länner.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, Här President, et war - an ech muss och soen, dass ech hei net bereien, dass mer e Referendum organiséiert hunn - richtig a wichteg, e Referendum ze maachen. Mir stinn zu der Iddi vun enger participativer Demokratie, an de Vote vun de Sonndeg ass en Optrag, deen d'Chamber eis ginn huet. Et ass den Optrag elo vum Wieler, fir d'Verfassungsreform ze maachen an déi Elementer, déi am Referendum zum Vote stoungen, dobäi op der Säit ze loossen.

Hei gëtt elo gesot, dat wier en Désaveu vun enger Regierung. Ech muss lech soen, dass déi 80% vu Wieler oder déi 20% vun deenen anere Wieler et net akzeptéieren, wann heibannen eng Partei sech dee Vote wëllt accaparéieren. Déi 80% sinn net 80% CSV an ADR an déi 20% sinn net d'Wieler...

(Brouhaha général et exclamations)

...vun der LSAP, vun deene Gréngen a vun der DP, Här President.

Déi Leit, déi Leit, déi Leit...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, dat huet och kee gesot, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi Leit hunn en âme et conscience...

(Brouhaha général et exclamations)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Lamentabel, dat do!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi Nervositéit, Här President, beweist...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir sinn net nervös, Här Bettel! Mir sinn net nervös!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen, et ass eng Roserei iwwert dat, wat Dir hei sot!

(Brouhaha général)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll just soen...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass ganz schlemm, dat do! Fir e Statsminister! E soll sech schummen!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Hei gëtt gesot, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, bis elo sinn déi Diskussiounen...

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass absolut richtigeg.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll just soen, Här President, hei no deem Demokratieexercice, dee mer dese Sonndeg haten, kréie mer gesot, dass d'Land a Schierbele wier. Dat ass gesot gi vum Fraktiounscheef vun der CSV. Fir mech ass d'Demokratie net a Schierbelen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hunn net gesot, datt d'Land a Schierbele wier. Ech hat gesot, Dir hätt e Koup Schierbele provoziert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma dann, Demokratie ass fir mech och kee Koup Schierbelen, Här President. Ech soen et nach eng Kéier: Dat heiten ass e wichtige Exercice...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Gitt emol eng Kéier bei d'Leit eraus, dann héiert Der, wat do geschitt!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An ech wier frou, Här President, wann den Här Wiseler oder den Här Spautz an den Här Wolter, deen elo gläich e Schlag heibanne wäert maachen,...

(Exclamations)

...awer eis kéinte soen...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, et ass indigne, wéi den Här Wolter sech behëlt!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wann den Här Spautz oder den Här Wiseler wëssen, well den Här Spautz selwer jo Irland zitiiert huet, Här President... Den 22. Mee wor jo e Referendum an Irland, Här President. Ech weess net, ob den Här Spautz oder den Här Wiseler dat wëssen. Wësst Der, dass e Referendum an Irland war?

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bettel, ech weess, dass e Referendum an Irland war. Ech weess dat! Wat ass dat do fir eng Fro!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Firwat déi Fro kënn, Här President: Well jiddweree schwätzt jo vun där enger Fro...

(Brouhaha général)

Här President, jiddweree schwätzt vun enger Fro. Ech wëll lech just soen, dass an Irland den 22. Mee och eng zweet Verfassungsfro war. Déi meescht heibanne wëssen et net.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et war vu 35 Joer op 21 Joer vum President erof, just fir lech ze weisen, datt mer d'Saachen och wëssen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - De Vote vu 35 op 21...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, Kolleeginnen a Kolleegen,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An ech soen lech, datt och nach eng drétt an der Diskussioun war an Irland, déi net gestallt ginn ass, an dat wor déi vun 18 op 16 erof. Déi war och nach bei hinne um Ordre du jour.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wiseler, mir hunn eis bis elo dru gehalen! Mir hunn eis bis elo dru gehalen.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Dat ass awer net eis Schold, dat do. Dat ass awer provoziert vum Statsminister.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir hunn eis bis elo dru gehalen, wann eng Reaktioun fälleg war zu engem Riedner, dass mer eis zu Wuert gemellt hunn. A bis elo an deem ganzen Débat huet jiddwereen, dee wollt intervenéieren oder dertëscht eng Präzisioun ginn, deen huet dat Wuert kritt.

Ech bieden lech just drëm, dass mer dobäi bleiwen. Dat géllt selbstverständlech och fir d'Ried vum Statsminister. Wa vum Statsminister eppes gesot gëtt, wat deem engen oder aneren heibannen net gefält, ginn ech dovun aus, dass de Statsminister och domat d'accord ass, wann eng Zwëschefro oder eng Zwëschebemierkung gemaach gëtt.

Bis elo ass déi Diskussioun hei offensiv, mä fair gefouert ginn. An ech wënsche mer, dass mer dobäi bleiwen. A wann ech gelift, jiddwereen, deen d'Wuert gär hätt, kritt et, mä weist wann ech gelift de Fanger oder mell sech a steet dann, esou wéi dat hei am Haus übblech ass, op!

Villmools Merci.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Voilà! Merci, Här President.

Just zu Irland, well ech Irland zitiiert hunn. An Irland wor den 22. Mee e Referendum, Här President, wou gefrot ginn ass, ob de Wahlalter, fir President kënnen ze ginn, vu 35 kéint op 21 Joer erofgesat ginn. Et sinn 73,06% vun den Iränner, déi Nee gesot hunn.

Ech hunn net matkritt, dass iergendeen an Irland dem Enda Kenny, dee Member ass vun der Europäescher Vollekspartei, seng Demisioun gefrot huet. Hunn ech net matkritt! Dat heescht, dass an deene Länner, wou awer e Referendum organiséiert gëtt, wou bal dräi Véierel vun de Leit Nee soen, doduerjer net gesot gëtt, dass Konsequenze muss gezu ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Spautz respektiv den Här Wiseler. Wie soll ech virhuelen?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wollt den Här Premierminister froen, en huet elo Irland zitiiert. Ech wëll lech just soen, a Schottland, ech huele jo un, dass Der dat wësst, oder stellen ech lech léiwer d'Fro: Wësst Der, dass a Schottland, wéi e Referendum schifgaangen ass, dass de Premierminister vu Schottland zréckgetrueden ass? En hat dat och net ugekënneg am Virfeld. Mä en hat de Courage, herno ze soen: Wann ech falschleien an de Leit eng falsch Propos maachen, da ginn ech och duerno menger Wee. An dat ass de Verglach. Wësst Der dat?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här Spautz, ech soen lech, en hat virum Referendum och esou Saachen ugekënneg. Ech hunn dës le départ gesot, dass dese Referendum... Ech fannen, elo hei déi Diskussioun iwwert de Referendum ze hunn, Här President, mir sinn op enger Schinn, wa mer elo amgang sinn ze diskutéieren, ob e Referendum eng Responsabilitéit vun enger Regierung mat sech bréngt oder net: Ech muss lech soen,



dass de Wieler de leschte Sonndeg net fir oder géint ee war. An d'Sonndagë soen, dass jo e ganz gerénge Prozentsaz wierklech wëllt d'Regierung sanktionéieren. Dat gesäit ee jo och an den Zuelen. Ech mengen, et si 6, 7 oder 8% vun deenen 80%, déi och Nee gestëmmt hunn, déi soen, just well se dës Regierung wollten eng Rout Kaart weisen.

Duerfir, ech froe wierklech, wa mer wëllen e Referendum...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech loosse e säi Raisonement fäerdeg maachen.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...als Demokratiespropos hei hunn, dass d'Leit och matschwätzen.

Mir hu Feeler gemaach, Här President, mir gesinn dat och an. Mir hunn als Koalitionsparteien net genuch Efforte gemaach, fir d'Leit matzehuelen dës le départ. Dat ass e Feeler, dee mer mussen agesinn. A mir hu se och net genuch am Prozess matagebonnen dës le départ. Et ass eis alleguerte kloer ginn, dass den Débat, déi effentlech Diskussioun an déi politesch Auseinandersetzung net den Usus vum All-dag vum Wieler hei zu Lëtzebuerg ass. A mir mussen, mir mussen e mat abannen! An duerfir hoffen ech, dass mer wierklech - haut ass et normal, dass jiddweree mengt, elo misst dat heiten oder dat dote geschéien -, mä dass mer et fäerdegbréngen, muer déi Diskussioun weiderbréngen.

Mir hunn eng eemoleg Chance, Här President, eng Dynamik an dësem Land ze hunn, wou d'Leit loscht hunn, fir matzeschwätzen, wou d'Leit loscht hunn, fir matzestimmen. Et wier schued, wann duerch heiteg politesch Spillereie mer et géife fäerdegbréngen, ze soen: Stopp, mir wëllen dat doten net, well e Referendum an Zukunft just de But huet, fir ze soen, ob een zefridden ass mat enger Regierung oder net.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, ech fanne net, datt et flott ass, wat geschitt ass.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, et ass och an engem Referendum... Den Här Siweck huet jo gëschter e Commentaire gemaach, ech brauch net anzegoen op den Här Siweck, well et ass net de Spriecher vun dëser Koalition an och net de Porte-parole, also wierklech net, mä dee selwer gesot huet, e Referendum...

(Interruption)

Et ass den Här Siweck, dee seet selwer...

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Siweck seet selwer, dass een e Referendum net sollt nëmmen organiséieren op Froen, bei deenen ee weess, dass een eng large Majoritéit géif kréien. Et muss een heiansdo de Leit... Ech fannen et jo flott, Här President, ech fannen et wichteg, dass mer an deem dote Kontext mat de Leit... Et ass kontrovers geschwat ginn. Jo, et ass kontrovers geschwat ginn. Mä dat ass wichteg, dass kontrovers och ka geschwat ginn. Et huet kee vun iergendengem anere gesot ze kréien, wat seng Meenung sollt sinn. Mä et ass awer wichteg, d'Leit ze informéieren.

Ech kréien haut vu verschiddene Leit de Reproche gemaach, ech wier bei de Bierger de Kontakt siche gaangen, fir mat de Leit driwwer ze diskutéieren. Ech sinn och frou - Dir waart et net, mä et huet en aneren et gemaach -, ech hat de Reproche gemaach kritt virdrun, ech hunn et net gemaach. Dann hunn ech et gemaach, da kréien ech de Reproche, dass ech et gemaach hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass een zesumme mam Bierger de Kontakt sicht. An do dierf net schonn dës le départ gesot ginn: An deem doten dierf näischt soen. Et ass wichteg!

A gleeft mer et, déi Messagen, déi mer kritt hu vu Leit, déi Merci gesot hunn. Ech hu vill Messagë kritt, Här President, déi lescht Deeg, déi mer gesot hunn: „Ech hunn dräimol Nee gestëmmt, mä ech si frou, dass ech hunn dierfe stëmmen. Ech war frou, dass ech meng Meenung gefrot gi sinn. Ech war frou, dass ech hunn dierfe mat participéieren un enger Décisioun fir eist Land.“

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech mengen, Dir spiert wierklech net, wat d'Gefill vum Land ass. Wann ech dat do héieren, also, wann ech dat do héieren...!

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Här President, mir hu selbstverständlech..., ech kréien hei gesot, ech géif net verstoen. Ech muss lech just soen, Här President, dass de Gros vun de Leit frou war.

(Brouhaha)

A wann ech kucken, wann ech kucken...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Sot dat do nach eng Kéier! Sot dat nach eng Kéier!

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- 80%!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech insistéieren nach eng Kéier. Ech kréien hei gesot vun där Säit, si wéissten, wat si ze maachen hätten, wa se a menger Plaz wieren. Dat wier ni virkomm, well Dir hätt ni eng Fro gestallt!

(Brouhaha général)

Dowéinst, ech hunn, mir hunn...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, déi dote Fro hätte mer wierklech net gestallt. Dat soe mer ganz kloer.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir hunn déi Fro gestallt. Mir hunn de Bierger gefrot. Mir hunn de Bierger gefrot a mir respektéieren en a mir si frou iwwert déi Dynamik.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Här President, mir bleiwe bei där Meenung, dass den Échange iwwer essenziell Froe vun eise Zesummeliwwer net dierf haut ophalen. Neen, „on ne peut pas passer à l'ordre du jour“, wéi wann näischt geschitt wier. Et ass wichteg, nach eng Kéier, vun där Dynamik vun de Leit, déi bereet sinn, matzeschaffen, ze profitéieren a se matanzebannen.

Ech hu fir dës Woch schonn e Rendez-vous gefrot mat Experten, justement fir iwwer méiglech Pisten ze schwätzen. Mir schaffen u Konzepter, fir ze kucken, wéi mer justement och d'Bierger méi kënne matabannen, bei Débaten, Workshops oder interaktiven Diskussiounen. Dir hutt jo och den Internet-Site. Et ass wichteg. Mir gesinn et jo, dass de Bierger bereet ass, matzeschaffen, wann en d'Méiglechkeet kritt, och matzeschwätzen.

D'Land, Här President, ass net gespléckt. An et läit net a Schierbelen. Et soll keen de Message verstoe vun dësem Sonndeg, wéi wann de Vote géint eng Kategorie vu Leit wier, dass et e Vertrauensbroch ass - ech hu jo gëschter Owend och d'Télee gekuckt -, wéi wann deen een deem aneren net géif vertrauen. Mä et ass eben de Fait, dass mer muss méi fréi vläicht ufänken och mat der politescher Bildung vun deem enge, vun deem aneren.

Mir hunn eng Rëtsch vu Punkten, wou mer aus dem Referendum solle léieren, fir ze kucken, wéi mer kënnen zu deem Vertraue kommen, wat vläicht deen een oder deen aneren dann eben nach net hat, fir deem anere säi Vertraue ze schenken. Dat muss kommen, an dofir muss mer och da weiderkommen.

Elo ze soen, wann d'Leit elo Nee gesot hunn, elo misste mir direkt Äntwerte parat hunn, a mir hätten e Plan B. Deen ass net do! Dat heescht, elo fir ze soen, elo kucke mer iergendswéi awer, well dat ass jo de Sonndeg och op der Télee komm, e Plan B ze hunn, wou mer dann awer géifen déi eng oder déi aner Saach probéieren, an d'Verfassungsreform eranzekréien, dat ass net de Fall.

D'Meenung vun de Leit...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir géifen dat och net zouloossen.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...wor kloer, an dat ass och ze respektéieren. Här President, mir mussen eis net verstoppe fir de Courage, all zesummen Décisiounen ze huelen. Et ass positiv,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Premierminister, den Här Kartheiser freet, ob en dierf eng Zwëschebemerkerung maachen.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, sécher.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. An och Merci dem Här Statsminister, datt e mer dës Méiglechkeet gëtt. Ech huelen dem Här Statsminister seng Erklärunge ganz gär zur Kenntnis. Ech erkennen och an deem, wat hie selwer a Verrieder vun de Regierungsparteie gesot hunn, e grouse Wëlle vun der Säit vun der Regierung a vun de Regierungsparteien, déi op de Wee vum Referendum ze goen an d'Vollek méi anzubannen.

Ech wollt den Här Statsminister an deem Kontext drun erënneren, datt d'ADR zwou Pro

Sommaire des séances publiques n^{os}35, 36 et 37

35^e séance

Ouverture de la séance publique p. 534

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 534

6564 - Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine p. 534-536

6578 - Projet de loi portant création de la profession de psychologue et modifiant
1) le Code de la sécurité sociale;
2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;
3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service p. 537-545

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) le 30 avril 2013

6729 - Projet de loi portant approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012 p. 545-548

6752 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant

a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et b) le Nouveau Code de procédure civile p. 548-549

36^e séance

Ouverture de la séance publique p. 549

6709 - Projet de loi modifiant
- la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant
1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation;
2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 549-554

6704A - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 554-556

37^e séance

Ouverture de la séance publique p. 557

Communications p. 557

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État p. 557

6822 - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée p. 557

Ordre du jour p. 557

Conclusions du rapport final concernant la «question juive» au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies p. 557-563

Débat au sujet du résultat du référendum du 7 juin 2015 p. 563-572

Här President, hei kann een emol net schwätzen!

(Hilarité et brouhaha)

Hei kann een emol net schwätzen!

Ech soen lech nach eng Kéier, d'Land ass net gespléckt a läit net a Schierbelen, Här President. Mir mussen eis net verstoppen, fir de Courage ze hunn, all zesummen Décisiounen ze huelen. Et ass positiv, wa mir eis iwwer eis Zukunft Gedanke maachen. A gleeft mer et, et ass derwäert, dat ze maachen.

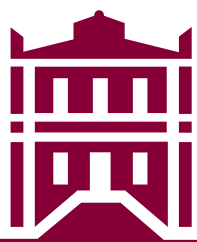
Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Ech wollt just d'Kollegen drun erënneren, dass muer keng effentlech Sëtzung ass, dass mer awer an der Institutionskommissioun tagen an dass muer de Mëtteg, net wéi üblech doneschdes, d'Präsidentenkonferenz ass. A mir gesinn eis den Donneschdeg an effentlecher Sëtzung erëm. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			Luxembourg
			1185	Marc Spautz	Importations depuis la Belgique
			1186	Marc Spautz, Aly Kaes	Dysfonctionnements sur les chantiers au Luxembourg
1144	Fernand Kartheiser	Autorité parentale	1187	Marcel Oberweis	Processus de Bologne
1149	Claude Adam	Espionnage des lignes de communications par satellite et des «data centers»	1188	Serge Urbany	Exploitation criminelle par le travail
1152	Léon Gloden	Événements et banquets organisés lors de la Présidence du Conseil de l'Union européenne	1189	Martine Hansen, Aly Kaes	Transports en commun
1154	Roy Reding	Limitation du nombre de chiens qu'une personne peut détenir	1190	Diane Adehm, Gilles Roth	Fabriques d'église
1155	Marcel Oberweis	Évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg en 2014	1191	Serge Wilmes	Reproches formulés à l'adresse du Gouvernement précédent
1158	Martine Hansen	Mise en place au niveau de la formation professionnelle d'un système de conversion des mentions du système actuel vers un système de notes chiffrées	1192	André Bauler	Zone d'activité «Flébour»
1159	Jean-Marie Halsdorf	Construction d'un parking «Park and Rail» à Rodange	1193	Diane Adehm, Gilles Roth	Carte bleue européenne pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés
1160	Diane Adehm, Gilles Roth	Traite des êtres humains	1194	Marc Angel	Cessions et saisies des salaires et pensions
1161	Alexander Krieps, Edy Mertens	Reconnaissance du burn out	1196	Marc Spautz	Appel d'offres concernant l'exploitation des magasins «buy bye» à l'Aéroport de Luxembourg
1162	Roy Reding	Remboursement des tests en relation avec la thrombose	1197	Sylvie Andrich-Duval	Mobilité des personnes à besoins spécifiques
1163	Laurent Mosar	Accusations de l'ONG Amnesty International contre le Hamas	1198	Gilles Roth, Diane Adehm	Évaluation du Conseil national des finances publiques à l'occasion du Programme de stabilité et de croissance 2015-2019
1164	Taina Bofferding, Georges Engel	Congé d'accueil	1201	Claudia Dall'Agnol	Recrutement auprès de la police
1165	Max Hahn, Gusty Graas	Interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics	1202	Martine Hansen	Offre de cours de langue luxembourgeoise en vue de l'acquisition de la nationalité du pays
1166	Nancy Arendt	Répartition des demandeurs d'asile	1203	Nancy Arendt	Consommation de cannabis
1167	Marc Spautz	«Stëftung Hëllef Doheem»	1204	Marc Spautz	Phénomène de l'absentéisme
1168	Serge Wilmes	Édifices religieux	1205	Franz Fayot	Gouvernance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier
1169	Octavie Modert	Optimisation fiscale des sociétés	1206	David Wagner	Relations entre certains instituts bancaires avec les ressortissants cubains et les ONG de coopération avec Cuba
1170	Laurent Mosar	Violences intercommunautaires en Birmanie	1207	Nancy Arendt	Stratégie et plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées
1171	Marco Schank	Musée de l'Ardoise	1209	Octavie Modert	Échéancier du dépôt du projet de loi sur l'archivage
1172	Martine Hansen, Marco Schank	Circuits autopédestres	1210	Martine Hansen	Horaires hebdomadaires dans l'enseignement fondamental
1173	Gusty Graas	Instructeur de natation	1212	Aly Kaes	Banque et Caisse d'Épargne de l'État
1174	Marc Angel	Accessibilité de la ligne d'autobus 290 pour des personnes âgées et/ou handicapées	1213	Laurent Mosar	Activités du BND pour le compte de la NSA
1175	Laurent Mosar	Sanctions à l'encontre de la Russie	1214	Aly Kaes	Travaux en vue de la réalisation du tram
1176	Gusty Graas	Pilules de contraception augmentant le risque de thrombose	1215	Aly Kaes	Zones d'activités économiques dans le Nord du pays
1178	David Wagner	Déclaration des transactions des entreprises belges supérieures à 100.000 euros	1221	Françoise Hetto-Gaasch	Prostitution
1179	Taina Bofferding	Contrats de travail des salariés du «Luxembourg Institute of Science and Technology»	1227	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Heures éducatives supplémentaires pour un enfant à besoins spéciaux
1180	Marc Lies	Changements sur la ligne RGTR 125	1237	Aly Kaes	Entièreté du projet de tramway
1181	Léon Gloden	Obligations du Code de la Route pour les cyclistes			
1182	Marc Spautz	Exploitation de travailleurs au Luxembourg			
1184	Roy Reding	Autorisations de construire à l'Aéroport de			

Question 1144 (17.06.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'autorité parentale:

Dans son arrêt 7/99 du 26 mars 1999, la Cour Constitutionnelle a déclaré que l'article 380, alinéa 1^{er} du Code civil, en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement à la mère, n'est pas conforme à l'article 11 (2) de la Constitution.

Dans son arrêt 47/08 du 12 décembre 2008, la Cour Constitutionnelle a déclaré que les articles 302, alinéa 1^{er} et 378, alinéa 1^{er} du Code civil ne sont pas conformes à l'article 10bis (1) de la Constitution dans la mesure où ils n'autorisent

pas l'exercice conjoint par les deux parents divorcés de l'autorité parentale sur les enfants communs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Considérant que les arrêts de la Cour Constitutionnelle mentionnés ci-avant n'ont toujours pas été coulés dans le droit positif, est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut confirmer que l'autorité parentale conjointe est dès lors à considérer comme «de principe» dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce des parents? À défaut, est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut préciser quelle est actuellement la situation en droit de l'autorité parentale dans le cadre d'une séparation et/ou d'un divorce des parents?

2. Monsieur le Ministre de la Justice a-t-il connaissance des difficultés rencontrées (problèmes pour obtenir des informations sur la scolarité ou le carnet de santé de leur enfant, etc.) par de nombreux parents non gardiens, qui trouvent leur origine dans la situation floue en droit de l'attribution de l'autorité parentale, suite aux arrêts de la Cour Constitutionnelle mentionnés ci-dessus?

3. Monsieur le Ministre de la Justice est-il d'avis qu'il convient de changer sans tarder les articles du Code civil relatifs à l'autorité parentale, déclarés non conformes à la Constitution en 1999, respectivement en 2008, par la Cour Constitutionnelle?

4. Quelle était, de l'avis de Monsieur le Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, la motivation du Gouvernement pour prendre en urgence le règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril

1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour législations d'actes?

5. Messieurs les Ministres de la Justice et des Affaires étrangères sont-ils conscients du fait que de nombreuses inquiétudes se sont fait jour, notamment en ce qui concerne l'interprétation et l'application de l'article 4, plus précisément en relation avec le pouvoir d'appréciation réservé aux fonctionnaires du Bureau des passeports et les critères qu'ils peuvent retenir pour l'application dudit règlement? Si oui, peuvent-ils donner des précisions concernant l'interprétation et les modalités d'application de l'article 4?

6. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes peut-il préciser depuis quelle date le Bureau des passeports inscrit le(s) titulaire(s) de l'autorité parentale dans les pas-



seports des enfants mineurs? Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes peut-il indiquer la raison et la base légale de cette inscription et confirmer que cette inscription est toujours effectuée dans le passeport des enfants mineurs?

7. Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut-il préciser la raison pour laquelle un parent non gardien bénéficiant de l'autorité parentale ne peut pas consulter au même titre que le parent gardien les données de ses enfants contenues dans le «Registre national des personnes physiques» à travers la plateforme myguichet.lu et, le cas échéant, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre pour remédier à cette discrimination du parent non gardien?

Réponse commune (07.07.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

- Quant à l'autorité parentale:

Dans le cadre du divorce par consentement mutuel, les conjoints sont libres de s'accorder sur le maintien de l'autorité parentale conjointe. En cas de divorce pour cause déterminée, l'autorité parentale conjointe est attribuée par le tribunal sur demande, sauf si l'autorité parentale conjointe est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans le cas des enfants naturels, reconnus par les deux parents, le juge des tutelles certifie aux parents, à leur demande, l'autorité parentale conjointe, sauf jugement contraire.

Le Ministère de la Justice travaille intensivement sur une réforme globale du droit de la famille. Ce projet de réforme respectera les arrêts de la Cour Constitutionnelle en matière d'autorité parentale et reprendra également pour l'essentiel le projet de loi n°5867 relatif à la responsabilité parentale, déposé le 11 avril 2008 à la Chambre des Députés. Cette réforme fondamentale s'appliquera à tous les parents, mariés ou non, ou vivant en partenariat, séparés ou divorcés (et donc à tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage).

- Quant aux documents de voyage:

De nouvelles réglementations européennes et internationales¹ ont rendu obligatoire l'introduction d'une nouvelle génération de puce électronique et d'améliorer les procédures de programmation des puces dans les passeports avec effet au 1^{er} janvier 2015.

La procédure de marché public lancée en novembre 2012 a été sérieusement retardée par une série de recours devant le Tribunal administratif par un soumissionnaire n'ayant pas remporté le marché, de sorte que l'attribution finale du marché n'a finalement pu se faire que suite à une ordonnance du Tribunal administratif du 1^{er} avril 2014.

Étant donné que le marché couvrait également la revue du design artistique et technique du nouveau passeport ainsi que la revue de l'infrastructure (puces électroniques et programmation) afin de rendre les passeports conformes aux nouvelles normes de sécurité obligatoires, le design définitif du nouveau passeport n'a pu être arrêté qu'au mois de décembre 2014, suivi par la production de spécimens.

Ce n'est donc qu'à ce moment qu'a pu avoir lieu la rédaction de l'article 2 du règlement grand-ducal² qui décrit le design des différentes pages du passeport.

Le MAEE ayant obtenu de la part de la Commission européenne l'accord de reporter l'introduction du nouveau passeport, conforme aux nouvelles normes, jusqu'au mois de février, il était inévitable que le règlement en question soit pris en urgence.

Quant à l'alinéa 3 de l'art. 4 (8) qui stipule comme suit: «Dans les circonstances exceptionnelles et pour des motifs dûment justifiés, le Bureau des passeports, Visas et Légalisations se réserve le droit de déroger à l'alinéa précédent et d'autoriser l'un ou l'autre parent à introduire la demande de passeport pour le mineur.» Cette disposition a été introduite dans le règlement grand-ducal afin de permettre de débloquer des situations dans lesquelles le parent qui exerce l'autorité parentale n'est physiquement pas en mesure de faire la demande de passeport pour l'enfant mineur.

L'alinéa en question a pour seul but de permettre au BPVL d'agir dans l'intérêt de l'enfant

¹ Décision de la Commission C(2011) 5499 du 4 août 2011 ainsi que Doc. 9303 de l'Organisation de l'aviation civile internationale

² Règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril 1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour légalisations d'actes.

et des parents lorsque la situation le commande.

L'article 2 (8) du règlement grand-ducal du 12 février 2015 indique que la deuxième page numérotée est réservée aux autorités compétentes pour la délivrance des passeports.

L'inscription de l'autorité parentale dans les passeports des mineurs, déjà possible par avant en page 2 du passeport, a été introduite dans le logiciel de saisie des demandes de passeports en utilisation depuis l'entrée en vigueur du nouveau passeport au 16 février 2015. Cette situation a été rectifiée et nous vous informons que l'inscription de l'autorité parentale est devenue facultative depuis avril 2015. Elle ne se fait donc plus que sur demande du ou des parents.

- Quant au registre national créé par la loi du 25 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques:

Le registre national créé par la loi du 25 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ne prévoit pas la gestion de la notion d'autorité parentale. La loi sur la protection des données ainsi que la législation en vigueur ne permettent donc au Centre des technologies de l'information de l'État d'afficher, sur sa plateforme myguichet.lu, les données des enfants mineurs naturels (ou adoption plénière) que sous condition que le parent habite la même adresse que l'enfant mineur consulté. Plusieurs pistes sont en train d'être explorées pour remédier à ce problème.

Question 1149 (20.05.2015) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**espionnage des lignes de communications par satellite et des «data centers»**:

Depuis 2013, les révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance américains et européens ont provoqué une couverture médiatique et une prise de conscience sans égal du fonctionnement et des méthodes de travail et de la coopération des services de renseignement.

De nombreux cas de dysfonctionnements, voire d'agissements illégaux furent révélés par la suite, tel que par exemple les programmes PRISM et TEMPORA, la révélation fin juin 2013 que le service secret américain NSA avait également mis sous écoute les bureaux de plusieurs institutions européennes à Bruxelles, sans oublier la surveillance directe du téléphone portable de la Chancelière allemande depuis probablement l'année 2002 ou le vol de clés de chiffrement de cartes SIM d'une société qui en produit deux milliards par an pour plus de 450 opérateurs de téléphonie mobile dans le monde.

La presse allemande a révélé fin avril 2015 que le service de renseignement allemand BND surveillait depuis de nombreuses années les communications numériques transitant par l'Allemagne pour le compte de la NSA et que les cibles de cet espionnage étaient aussi des firmes, des organisations, des institutions, des gouvernements européens, etc. Les sources évoquaient notamment de grandes entreprises comme EADS, Airbus ou Siemens, mais aussi des politiciens comme par exemple de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères français, de l'Élysée et de la Commission européenne.

Le député vert autrichien Peter Pilz a publié vendredi un courriel d'un employé de la Deutsche Telekom au service de renseignement allemand BND datant de février 2005. Ce courriel démontre que le BND a également espionné, outre une connexion autrichienne, quatre connexions de télécommunication luxembourgeoises. Ce lundi, une «wishlist» de liaisons européennes, sur lesquelles la NSA souhaitait avoir accès à l'époque, regroupe en tout onze liaisons de télécommunication luxembourgeoises par câble (avec Moscou, Prague, Ankara, Vienne, Copenhague, Stockholm, Helsinki, Amsterdam, Zurich, Milan et Rome).

Le Luxembourg héberge non seulement jusqu'à 20% des «data centers» ultra-sécurisés du monde, mais aussi la société SES, leader mondial des services par satellites. Le réseau de la société SES couvre presque la totalité du globe et offre aussi des services de communication par satellites pour personnes privées, entreprises, opérateurs de télécommunication et agences gouvernementales, y inclus aux États-Unis.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants du Ministre des Communications et des Médias:

1. Est-ce que le Gouvernement possède actuellement des indices indiquant directement ou indirectement une surveillance des liaisons de communication par satellites vers et à partir du Luxembourg? Est-ce qu'il y a eu des indices ou des cas concrets dans le passé?

2. Est-ce qu'il existe éventuellement un accord secret entre la société SES et l'agence NSA lui permettant une surveillance des communications satellitaires du groupe SES ou de l'une de ses filiales, suite à la fusion avec l'opérateur satellitaire américain General Electric Americom en novembre 2001 (par exemple à l'image des accords avec les sociétés US au sein du programme PRISM)?

3. Qu'en est-il de la stratégie de sécurité des «data centers» luxembourgeois face à l'interception massive des données de télécommunication internationales?

4. Est-ce que les révélations récentes auront un impact sur la nouvelle stratégie «Digital Lëtzebuerg»? Quelles mesures est-ce que le Gouvernement envisage afin de renforcer le niveau de sécurité et la protection des communications tant nationales qu'internationales face aux activités d'espionnage politique et industriel?

Réponse (18.06.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*:

Le Gouvernement n'a en sa possession aucun élément factuel concernant une surveillance des liaisons satellitaires vers ou à partir du Luxembourg, et plus particulièrement celles de la Société européenne des Satellites, par des services secrets étrangers. Ce constat vaut également pour le passé.

La Société européenne des Satellites n'a conclu aucun accord avec la National Security Agency qui autoriserait celle-ci à surveiller les communications satellitaires de la Société européenne des Satellites ou de ses filiales.

Pour ce qui est de la sécurité des «data centers», Monsieur le Député notera que ces derniers bénéficient d'une attention toute particulière de la part des services concernés et notamment du Haut-commissariat à la Protection nationale. Dans ce contexte, je me permets d'attirer l'attention de Monsieur le Député sur les dispositifs prévus par le projet de loi portant création d'un Haut-commissariat à la Protection nationale actuellement en voie d'instance, projet de loi qui s'articule autour de deux piliers principaux, à savoir la prévention et la gestion de crises majeures, d'une part, et, précisément, la protection des infrastructures dites critiques, d'autre part.

La cybersécurité constitue par ailleurs un des piliers de la mise en œuvre de la stratégie «Digital Lëtzebuerg», alors que l'évolution de notre pays vers une «smart nation» ne se conçoit guère sans une intégration pleine et entière de cette dimension dans les politiques à mettre en place à ce niveau. Le Gouvernement a dans cette perspective adopté lors de sa séance du 27 mars 2015 une nouvelle mouture de la stratégie nationale en matière de cybersécurité dont la première version datait de 2012. Le Gouvernement a en effet jugé utile de mettre à jour le plan adopté en 2012 pour l'adapter aux défis de l'évolution rapide des technologies de communication et d'information. Cette nouvelle stratégie prévoit notamment une meilleure coordination entre les acteurs concernés par la cybersécurité et des moyens renforcés. Elle se décline en sept objectifs et développe sous son objectif 3 toute une panoplie de mesures visant à augmenter la résilience de l'infrastructure numérique.

Question 1152 (21.05.2015) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **événements et banquets organisés lors de la Présidence du Conseil de l'Union européenne**:

À partir du 1^{er} juillet prochain le Luxembourg assurera pour six mois la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Dans le cadre de cette Présidence, un certain nombre de réunions et de banquets auront lieu sur le territoire du Grand-Duché. Il revient à l'administration luxembourgeoise d'organiser ces événements et d'en choisir les lieux. Dans l'optique du «nation branding» la Présidence présente une occasion à ne pas rater en ce qui concerne la promotion du pays et la diversité de ses régions.

Or, selon mes informations, l'organisation des événements et banquets se concentrerait uniquement à Luxembourg-ville et dans les communes limitrophes à l'exception d'une manifestation programmée au Nord du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le Gouvernement entend-il promouvoir notre pays en servant de préférence des produits du

terroir, y inclus des vins blancs et rouges ainsi que des crémants luxembourgeois?

Réponse commune (15.06.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Sur décision du Conseil de Gouvernement en date du 25 avril 2014, il a été retenu d'organiser toutes les réunions informelles au niveau ministériel au European Convention Center Luxembourg (ECC³) et ceci pour des raisons budgétaires, mais aussi dans un souci d'efficacité. En effet, le Centre de Conférences dispose de toutes les infrastructures nécessaires (salles de réunion, salles de déjeuner/dîner, centre de presse, cabines d'interprétation...) pour garantir le bon déroulement des événements/réunions à organiser à Luxembourg. Des sites alternatifs (à Luxembourg-ville et à Belval) ont toutefois été identifiés pour des réunions au niveau fonctionnaire/expert, notamment pour le mois d'octobre 2015 (réunions du Conseil à Luxembourg).

Les repas officiels offerts lors des réunions informelles seront organisés soit à Luxembourg-ville, soit à l'extérieur. Ces sites ont été identifiés et choisis en étroite coopération avec les départements ministériels. Les dîners auront notamment lieu à Luxembourg-ville, à Belval, à Bourglinster, à Echternach, à Altwies, à Clervaux, à Urspelt, à Vianden, à Schengen, etc.

La promotion du «made in Luxembourg» représente un des enjeux majeurs de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et le volet de la restauration est une occasion unique de faire connaître la richesse culinaire luxembourgeoise à nos hôtes de marque. Pour cette raison, la Présidence luxembourgeoise a choisi de travailler uniquement avec des prestataires établis au Luxembourg maîtrisant la cuisine luxembourgeoise et travaillant essentiellement avec les produits du terroir luxembourgeois. Il en est de même pour les vins et crémants. En effet, la Présidence luxembourgeoise servira uniquement des vins et crémants luxembourgeois.

Question 1154 (21.05.2015) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **limitation du nombre de chiens qu'une personne peut détenir**:

Et ass mer zu Ouere komm, datt verschidde Gemengen de Bierger wëlle virschreiwien, wéi vill Hënn si maximal d'ärfen doheem halen. Dofir wollt ech dës Froen un d'Häre Bannen- a Landwirtschaftsminister riichten:

1. Sinn der Regierung Fäll bekannt, wou Gemenge Bierger virschreiwien, wéi vill Hënn si an hirem Heem d'ärfen halen?

2. Hu Gemengeverwaltungen d'Recht, fir hei Beschränkungen ze imposéieren?

3. Ass et net eng Saach vum Propriétaire, fir ze decidéieren, wéi vill Hënn hien a senger Wunneng hale wëllt oder dem Locataire erlabe wëllt ze halen, natierlech ëmmer am Respekt vum Déiereschutz?

Réponse commune (15.06.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Ad 1. Zanter dem Akraafttriede vum ofgeännerten Hondsgesetz vum 9. Mee 2008, sinn der Regierung keng direkt Fäll bekannt, wou d'Gemengen de Bierger virschreiwien, wéi vill Hënn si an hirem Heem halen d'ärfen.

Ad 2. Wat déi rechtlech Bestëmmungen ubelaangt, esou fält d'Hale vun Hënn an Zwinger ënnert d'Bestëmmunge vun der Kommodosprozedur, déi am modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 virgesinn ass, an zwar an dësem spezielle Fall ënnert d'Dispositionne mat der Referenznummer 020406 vum groussherzogleche Règlement vum 10. Mee 2012 „Ménageries permanentes, jardins zoologiques, établissements de détention, de vente, de soins, de garde, d'élevage et d'exposition de plus de 10 animaux» an déi sougenannte Klass 2 an domadder ënnert d'Kompetenz vum Buergermeeschter, deen insgesamt fir d'Sécherheet, d'Hygiène an déi effentlech Rou zoustänneg ass.

Ad 3. Generell fält d'Hale vun Hënn doheem ënnert d'Bestëmmunge vum Déiereschutzge-

³ Précédemment appelé «Nouveau Centre de Conférences Kirchberg» (NCKK)

setz vum 15. Mäerz 1983 an déi vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz 2000, deen déi minimal Konditiounen fir d'Halen an den Ennerhalt vun Déiere festhält.

Question 1155 (21.05.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg en 2014:

Dans un communiqué de presse du 18 mai 2015, la Commission européenne constate une réduction globale de 4,5% des émissions de gaz à effet de serre au cours de l'année 2014 dans les pays de l'Union européenne, au Liechtenstein, en Norvège et en Islande. Ces chiffres viennent d'être publiés à la veille d'un nouvel accord mondial sur le climat qui devrait être réalisé au COP21 en décembre 2015 à Paris et relancer les efforts de combattre l'effet de serre. Ces efforts s'inscrivent dans une stratégie globale de l'Union européenne qui se donne un triple objectif: une baisse de 40% des émissions de gaz à effet de serre, une part de 27% d'énergies renouvelables dans la production énergétique nationale ainsi qu'une baisse de 30% de la consommation énergétique primaire via des gains d'efficacité.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des chiffres (absolus et en pourcentage) de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg pour l'année 2014?

- Quelle est l'appréciation de Madame la Ministre de l'évolution et, le cas échéant, des mesures envisagées afin de poursuivre la réduction des émissions au Luxembourg?

Réponse (29.06.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Le recul de 4,5% entre les années 2013 et 2014 auquel se réfère le communiqué de la Commission européenne concerne les émissions de gaz à effet de serre des installations participant au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (EU ETS).

Au Grand-Duché de Luxembourg, les émissions des 19 installations fixes couvertes par le EU ETS ont augmenté de 3,8% sur la même période, passant de 1.847.000 tonnes à 1.917.000 tonnes.

Le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est un des piliers de la politique climatique de l'Union européenne. Il est complété au niveau national par une série de mesures, telles que l'accord volontaire relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie luxembourgeoise, conclu entre le Gouvernement luxembourgeois, «myenergy» et la Fedil - Business Federation Luxembourg, ou encore le projet «Learning Factory» et les régimes de subvention.

Question 1158 (22.05.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la mise en place au niveau de la formation professionnelle d'un système de conversion des mentions du système actuel vers un système de notes chiffrées:

Suite aux problèmes rencontrés par les premiers techniciens diplômés ayant accès aux études techniques supérieures en raison du système de notation actuel, le Ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont retenu de mettre en place un système de conversion des mentions actuelles vers un système de notes chiffrées.

Selon les déclarations du Ministère de l'Éducation nationale, le Service de la formation professionnelle s'est concerté à cet effet avec le CEDIES afin de convenir, pour les étudiants désireux poursuivre leurs études en Allemagne, d'une démarche permettant la conversion des mentions et des résultats en question vers le système allemand.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, respectivement à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Pour motiver les élèves, et dans un objectif de

transparence, ne serait-il pas opportun si les étudiants étaient informés du mode de calcul des notes?

- Dans le même ordre d'idées, le Ministre envisage-t-il de rendre public le tableau de conversion et d'informer les lycées et les élèves? Dans l'affirmative, quels sont les délais que le Ministre entend observer?

Réponse (30.06.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Dès que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont eu connaissance des problèmes rencontrés lors de l'inscription aux universités et plus particulièrement aux universités allemandes par les premiers techniciens diplômés, une concertation avec les responsables du CEDIES et le Service de la formation professionnelle a eu lieu.

Suite à cette concertation, un tableau permettant la conversion des résultats obtenus dans le cadre d'une formation professionnelle vers le système de notation allemand suivant des critères transparents et standardisés a été élaboré.

Compte tenu de ces remarques liminaires, je me permets de fournir les réponses aux différentes questions de l'honorable Députée Hansen.

Tout élève qui fait une demande écrite auprès du Service de la formation professionnelle reçoit ce tableau ensemble avec le certificat attestant la correspondance des résultats de sa formation terminée vers le système de notation allemand.

Dans un souci de transparence, rien ne s'oppose au fait de rendre ce tableau accessible au grand public et plus particulièrement aux élèves, afin de leur permettre de se familiariser à l'avance avec les critères à atteindre afin d'obtenir une certaine note dans le système de notation allemand.

Je vous confirme donc que ce tableau sera prochainement publié sur le site du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et qu'il sera également transmis aux directions des lycées organisant des formations professionnelles en les invitant à le transmettre aux élèves concernés.

Question 1159 (22.05.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la construction d'un parking «Park and Rail» à Rodange:

D'ici 2025 le Ministère du Développement durable souhaite créer environ 11.400 places de parking au Grand-Duché. Dans le but d'atteindre ce chiffre, le Gouvernement a préconisé la création d'un parking «Park and Rail» à côté de la gare de Rodange avec une capacité totale de 1.800 emplacements. Récemment Monsieur le Ministre du Développement durable a affirmé que ce projet sera réalisé en deux étapes. La première prévoit la création de 300 places, suivie par l'aménagement de 1.500 places dans une étape ultérieure.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministre pourrait-il préciser les raisons pour lesquelles les travaux du parking préconisé ne seront pas achevés en une seule fois?

- Serait-il possible de préciser les dates et les durées des travaux et en particulier la date à laquelle les 1.800 emplacements seront accessibles?

Réponse (02.07.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1159 du 22 mai 2015, l'honorable Député Jean-Marie Halsdorf souhaite s'informer au sujet de la construction d'un parking «Park & Rail» à Rodange.

Par sa situation proche de la frontière et des axes routiers principaux, la gare de Rodange est un site prioritaire du plan P&R. Le P&R de la gare de Rodange sera construit au nord de la gare ferroviaire entre les voies ferrées et le boulevard de l'Europe. Cet emplacement permet un accès routier direct au parking sans passer par des zones d'habitation.

Le projet prévoit en effet une réalisation en différentes phases: la première phase comporte en effet la réalisation d'un parking en surface d'une capacité de 210 places qui représente par ailleurs la capacité minimale disponible tout au long des différentes phases du chantier.

Pour cette première phase d'un parking en surface, les CFL peuvent envisager un début des

travaux en 2017 sous condition du vote de la loi de financement y afférente qui est prévue d'être introduite dans la phase législative au courant de l'année 2016. Dans ces conditions, la mise en service de la première phase du projet pourrait intervenir pour la fin 2017. Pour cette première phase aucune adaptation ne sera réalisée au niveau des infrastructures de la gare. Les navetteurs emprunteront l'accès actuel au quai provisoire et utiliseront le souterrain pour piétons au droit de passage à niveau n°27 pour accéder aux autres quais. La construction d'une passerelle donnant accès aux autres quais engendrera le remaniement des infrastructures de la gare, dont les travaux seront entamés après la mise en service de la phase 1.

La construction du parking en ouvrage (phase 2) débutera directement après l'achèvement du parking en surface et portera la capacité du parking à 930 places à l'horizon 2019.

La troisième phase ajoutera 860 places supplémentaires pour porter la capacité totale du P&R à 1.790 places à l'horizon 2020.

Les adaptations importantes aux infrastructures ferroviaires rendront également nécessaire la suppression du passage à niveau n°27 qui sera remplacé par un passage pour piétons et cyclistes. En vue de promouvoir la mobilité douce, les locaux nécessaires pour vélos (mBox) seront installés sur le site de la gare ferroviaire. Par ailleurs, un réaménagement complet de la gare routière est également projeté.

Question 1160 (22.05.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la traite des êtres humains:

Il nous revient que des déficits se manifestent au niveau de la coopération avec les pays limitrophes en matière de traite des êtres humains, en particulier la traite liée au phénomène de la prostitution.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend déployer en vue de contre-carrer ce phénomène?

- Est-ce que le Gouvernement compte renforcer la collaboration avec les pays limitrophes en la matière?

- Est-ce que le Gouvernement entend mettre en place une structure d'accueil pour les victimes?

- Existe-t-il une unité spéciale au sein de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène?

- Est-ce que des programmes de formation spécialisés sont organisés pour les agents chargés de lutter contre ce phénomène?

Réponse (22.06.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La traite des êtres humains est considérée comme l'une des atteintes les plus insupportables aux droits de l'Homme.

Le Luxembourg n'est pas à l'abri de ce phénomène et de ce fait, les autorités luxembourgeoises se sont dotées assez tôt de tout un arsenal afin de prévenir et combattre ce fléau moderne. Il s'agit d'une approche multidisciplinaire telle que recommandée par les organisations internationales et régionales (UNO, EU, OSCE, Conseil de l'Europe, Benelux).

S'agissant du cadre juridique national de la lutte contre la traite, l'incrimination de la traite a été introduite dans le code pénal, en son article 382-1, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par les lois du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et du 9 avril 2014.

D'autres dispositions légales et réglementaires, comme la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, le règlement grand-ducal du 10 mars 2014 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains et le règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 déterminent les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite, la collaboration avec la police en la matière ou bien encore la création du Comité de suivi et de la lutte contre la traite des êtres humains.

Finalement la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigra-

tion prévoit pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

A) Assistance et protection des victimes

Les victimes de la traite des êtres humains, adultes et mineures, ont des droits, notamment celui d'être reconnues victimes, aidées, assistées et protégées, par le biais notamment:

1) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Cette loi définit l'assistance à laquelle ont droit les victimes et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

2) du règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 portant 1. exécution de l'article 2, paragraphes (1) point a) et (2) et (4) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains 2. modification du règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants

Le règlement permet aux gestionnaires qui désirent assister les victimes de la traite de demander un agrément.

En fonction du sexe, de l'âge respectivement de l'état physique et/ou psychique des victimes, les compétences ministérielles concernant l'agrément à octroyer en matière d'assistance aux victimes de la traite sont réparties entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Égalité des chances.

La coordination des services agréés pour la prise en charge des personnes en situation de détresse et par conséquent des victimes de la traite est assurée par l'asbl Femmes en détresse et la Fondation Maison de la Porte Ouverte. Ces deux associations sont membres du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains

B) La politique de lutte contre la traite des êtres humains passe par une approche horizontale et notamment par la mise en place d'un «comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains» institué par la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains. Ce Comité interministériel est chargé de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite.

Le Comité interministériel est composé de représentants du Ministère de l'Égalité des chances, du Ministère ayant l'Enfance et la Jeunesse dans ses attributions, du Ministère de la Justice qui le préside, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Sécurité intérieure, du Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Immigration, du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère des Classes moyennes, de l'Inspection du travail et des mines, de l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration), de chaque parquet, de la Police grand-ducale et de deux représentants des services d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains agréés.

Des représentants de la Commission consultative des droits de l'Homme, dans leur mission de rapporteur national, peuvent participer aux réunions du Comité.

Le Comité travaille actuellement à l'établissement d'un plan d'action national de lutte contre la traite qui sera soumis au Conseil de Gouvernement au deuxième semestre 2015.

C) Collaboration avec des pays limitrophes

La loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale sert de cadre à la coopération internationale en matière de traite. Il y a également lieu de citer la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne. S'agissant des instruments internationaux, il y a lieu de se référer, entre autres, à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990, la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000 et son protocole additionnel.

L'article 26-3 du Code d'instruction criminelle prévoit la transmission sans délai par le procureur d'État de la plainte d'une personne résidente à l'autorité compétente de l'État où l'infraction a été commise, dans la mesure où sa compétence n'est pas exercée.

Les échanges spontanés d'informations et de dénonciations se font soit directement entre les autorités judiciaires compétentes, conformément à l'article 6 de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, soit entre Ministères de la Justice, conformément à l'article 21 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

Fin 2012, les instances compétentes du Benelux ont lancé une coopération afin d'échanger les connaissances, les bonnes pratiques, les évolutions et les tendances dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

Un groupe de travail travaille ainsi à la mise en place d'une série de mesures concrètes pour assurer une meilleure protection transnationale des victimes de la traite des êtres humains. Différentes pistes sont à l'examen. On peut notamment citer:

1. la création d'un mécanisme transfrontalier Benelux d'orientation des victimes. Sous l'impulsion de l'Union européenne, les pays sont incités à développer un mécanisme d'orientation national. Ce mécanisme est un guide qui indique comment les différents partenaires impliqués dans la lutte contre la traite des êtres humains (service de police, parquet, services sociaux, office des étrangers, organisations non gouvernementales, etc.) agissent pour détecter, soutenir et au besoin accueillir les victimes.

Dans un premier temps, les partenaires du Benelux ont décidé d'élaborer une brochure décrivant les mécanismes nationaux d'orientation appliqués dans les trois pays.

2. l'étude portant sur la faisabilité d'un titre de séjour «Benelux». L'idée est que, lorsqu'un des trois pays du Benelux reconnaît le statut de victime de la traite à une victime et lui délivre un titre de séjour temporaire, ce titre vaudrait dans l'ensemble du Benelux. Cette solution permettrait d'assurer une meilleure sécurité des victimes. C'est un élément important pour un petit pays comme le Luxembourg où les possibilités de placer des victimes dans des lieux sûrs sont peu nombreuses.

3. l'encouragement des coopérations eurégionales entre les centres d'accueil des victimes. Ces centres et autres ONG spécialisées jouent un rôle fondamental dans l'accueil et l'encadrement des victimes. Afin d'encourager une collaboration transfrontalière à ce niveau, il a été décidé d'organiser un atelier, dans le cadre du Benelux, à l'intention des organisations sociales qui se consacrent à la protection des victimes de la traite des êtres humains.

4. la mise en place de programmes communs de formation entre les différents acteurs (services de police, parquets, inspections sociales, etc.). Le Luxembourg pourrait ainsi profiter du know-how existant en Belgique et aux Pays-Bas.

Des responsables de la sécurité intérieure des trois pays ont décidé de commencer à travailler ensemble sur l'approche administrative en matière de la criminalité organisée de façon transfrontalière.

Ainsi une conférence a été organisée le 28 novembre où le Luxembourg a été représenté par le Ministère de la Justice, la Police grand-ducale, le Ministère de la Sécurité intérieure et la ville d'Esch-sur-Alzette. Un groupe de travail stimulera l'échange de bonnes pratiques et suivra de plus près les développements au niveau européen en rapport avec cette matière. Ensuite il se penchera, dans la mesure du possible, sur des initiatives communes concernant des phénomènes qui doivent être abordés prioritairement comme le trafic des êtres humains, le trafic des drogues et les bandes criminelles de motards. À la fin de l'année prochaine, les membres de ce groupe de travail présenteront un rapport d'avancement au Comité des Ministres du Benelux.

D) Le mécanisme d'identification au Grand-Duché de Luxembourg

Au sein de la Police grand-ducale, la section Criminalité organisée est chargée d'enquêtes qui relèvent de la criminalité organisée, c'est-à-dire les infractions pour lesquelles l'existence d'un groupe ou d'une organisation criminelle est supposée ou connue. Dans ce cadre, la lutte contre la traite des êtres humains figure parmi les missions revenant à cette section.

Il convient de noter qu'aux termes de la loi, la police est la seule autorité pouvant identifier une victime présumée de la traite des êtres humains, mais la «découverte» d'une telle victime peut se faire par d'autres autorités/organes/personnes. Il est donc primordial qu'une victime potentielle soit orientée vers la section Criminalité organisée du Service de police judiciaire afin de lui attribuer le caractère de victime.

La formation des professionnels tant initiale que continue est indispensable pour assurer

une meilleure identification et un accompagnement adéquat des victimes. Elle constitue également une mesure clé pour mener une politique efficace contre la traite des êtres humains.

L'article 9 de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, dispose que «Le personnel de la Police spécialisé dans la prévention ou la lutte contre la traite, le personnel des services de l'immigration et des services d'assistance sont tenus de suivre des cours de formation dispensés à leur attention et axés sur l'identification des victimes, les droits de la personne humaine et la protection des victimes contre les trafiquants».

Des cours de formations continues sont régulièrement dispensés aux policiers. Les enquêteurs du Service de police judiciaire ont, de par le passé, déjà suivi nombreux cours et séminaires en la matière.

La dernière formation en la matière a eu lieu les 26 et 27 novembre 2014 avec la participation du «Bundeskriminalamt» et de la police belge.

En ce qui concerne la formation continue des magistrats (juges et procureurs), les magistrats luxembourgeois ont accès à la formation continue dispensée par l'École nationale de la magistrature en France et l'Académie allemande de la magistrature («Deutsche Richterakademie»), qui incluent la traite parmi les thèmes qu'elles proposent.

Question 1161 (26.05.2015) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens (DP)** concernant la **reconnaissance du burn out**:

Une trentaine de députés de l'Assemblée nationale française demandent la reconnaissance du burn out comme maladie professionnelle. Selon nos informations, le Ministre du Travail et de l'Emploi français se serait montré favorable à l'encontre de cette initiative.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils, à l'instar de la France, de reconnaître le syndrome du burn out et de toutes ses manifestations parallèles comme maladie professionnelle?

- Dans l'affirmative, quel serait l'impact financier d'une telle mesure sur les budgets de la Caisse Nationale de Santé ainsi que de la Caisse nationale d'assurance pension?

Réponse commune (29.06.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Dans leur question parlementaire commune, Messieurs les Députés souhaitent savoir d'une part, si les Ministres envisagent, à l'instar de la France, de reconnaître le syndrome du burn out et ses manifestations parallèles comme maladie professionnelle et, d'autre part, dans l'affirmative, quel serait l'impact financier d'une telle mesure sur les budgets de la Caisse Nationale de Santé (CNS) et de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP).

À l'instar du système français, le régime applicable au Luxembourg en matière de reconnaissance des maladies professionnelles tel que prévu par l'article 94 du Code de la sécurité sociale est un système dualiste en ce sens que les maladies professionnelles sont susceptibles d'être reconnues soit dans le cadre du tableau des maladies professionnelles soit dans le cadre du système complémentaire hors tableau.

Le tableau des maladies professionnelles tel que déterminé sur proposition de la Commission supérieure des maladies professionnelles, regroupe les pathologies en fonction des agents nocifs ou risques susceptibles de provoquer des maladies. Une maladie est présumée d'origine professionnelle lorsqu'elle figure au tableau et est contractée par suite d'une exposition au travail à un risque spécifique. Une maladie non inscrite au tableau peut être reconnue si l'assuré rapporte la preuve que la cause déterminante de celle-ci réside dans l'activité professionnelle assurée. Contrairement à d'autres pays, il n'existe dans le régime luxembourgeois aucun seuil pour l'instruction des dossiers ni aucune condition légale liée au taux d'incapacité partielle permanente pour l'indemnisation.

En vertu de l'article 95, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, ne peuvent être inscrites au tableau des maladies professionnelles que des maladies provoquées par des risques professionnels spécifiques pour lesquelles il est scientifiquement établi que certains groupes de per-

sonnes sont particulièrement exposés par rapport à la population générale du fait de leur activité professionnelle assurée.

Le tableau ne comprend pas les maladies psychiques en général ni le syndrome du burn out en particulier. La plupart des études scientifiques et médicales viennent encore à conclure qu'il n'est non seulement pas démontré que certains secteurs ou groupes professionnels déterminés sont plus exposés que d'autres, mais encore que ce genre de pathologie a, dans la grande majorité des cas, des causes plurifactorielles se retrouvant tant dans la vie privée que dans une exposition professionnelle. Les risques psychiques liés au travail nécessitent d'autres approches que celles déployées en faveur de la reconnaissance des maladies professionnelles traditionnelles. Les experts s'accordent finalement largement à dire qu'il est primordial et dans l'intérêt de tous d'agir activement de manière préventive par des mesures concrètes en responsabilisant toutes les personnes concernées: assurés, employeurs, familles et professionnels de santé.

Par conséquent, au vu de la spécificité et de la complexité de ces types de pathologies, une reconnaissance n'est justifiée que dans le cadre du système hors tableau si les preuves d'une exposition à un risque professionnel spécifique, d'une maladie et d'une relation causale déterminante entre cette exposition professionnelle et la maladie sont rapportées. L'appréciation se fait toujours in concreto après une instruction complète du dossier compte tenu des éléments de la cause. Une inscription générale au tableau des maladies professionnelles n'est dès lors actuellement, d'un point de vue médico-légal, pas justifiée.

Concernant des déclarations portant comme diagnostic un syndrome du burn out ou une maladie psychique similaire, l'Association d'assurance accident a, à ce jour, déjà reconnu un syndrome du burn out en tant que maladie professionnelle. Dans quelques autres affaires, la prise en charge a été déclinée faute de preuve de la cause déterminante d'origine professionnelle. Deux affaires sont actuellement en cours d'instruction. Il en est de même du syndrome de stress posttraumatique.

En cas de reconnaissance d'une maladie en tant que maladie professionnelle par l'assurance accident, l'assuré peut prétendre aux prestations légalement prévues en matière d'assurance accident, à savoir prise en charge intégrale par le biais du système du tiers payant des prestations de soins de santé, allocation d'indemnités pécuniaires de maladie et de rentes en cas de perte de salaire ainsi que d'indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux en cas d'incapacité partielle permanente. Les coûts d'un tel dossier sont dès lors variables et dépendent non seulement des soins de santé fournis et des indemnités payées pendant l'incapacité de travail totale temporaire dont la durée peut être très variable, mais également des séquelles définitives dont l'assuré reste le cas échéant atteint après la consolidation et de sa situation personnelle y consécutive, dépendamment du fait s'il est apte à reprendre son travail ou s'il doit bénéficier d'un reclassement professionnel ou d'une mise en invalidité définitive.

Question 1162 (28.05.2015) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant le **remboursement des tests en relation avec la thrombose**:

E Mënsch, deen eng Thrombos huet, muss net nëmmen am Ufank all zweeten Dag an d'Blut-tanalys, mä fréier oder spéider och dräi Mutatiounstester iwwer sech ergoe loosse. Dat si Gentester, déi kucken, ob een eng Veranlagung zu Thrombosen huet. Déi Tester si relativ deier, awer och iwwerliewenswichtig. D'Gesondheetskeess rembourséiert se anscheinend nëmme vu Fall zu Fall, jee nodeems bei wéi e Laboratoire ee geet. Wann d'Tester am Spidol gemaach ginn, gi se rembourséiert. Geet de Patient bei e private Laboratoire, während sengem Traitement awer nodeems hien ass dem Spidol entlooss ginn ass, muss e fir déi dräi Tester iwwer 100 Euro ass senger Täschen bezuelen.

An deem Kader wollt ech dës Froen un d'Madame Gesondheetsministesch stellen:

1. Wat kaschten déi dräi Mutatiounstester?
2. Firwat mussen d'Mutatiounstester am Kader vun engem méiglecherweis liewenslaangen Traitement bei engem private Laboratoire aus eegener Täschen bezuelen?
3. Wéissou kascht et op där enger Plaz an op där anerer net?
4. A firwat ginn déi Tester, déi jo zur Standardbehandlung gehéieren, net automatesch am Spidol gemaach?

Réponse (29.06.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Monsieur le Député affirme dans sa question parlementaire que: «E Mënsch, deen eng Thrombos huet, muss... fréier oder spéider och dräi Mutatiounstester iwwer sech ergoe loosse...». Or, cette allégation ne fait que semer un sentiment d'angoisse et d'insécurité parmi la population souffrant de la maladie thromboembolique tout en allant à l'encontre des recommandations scientifiques internationales en vigueur en la matière.

Les tests génétiques auxquels fait allusion Monsieur le Député rentrent dans le cadre du dépistage de la thrombophilie. Par thrombophilie on «désigne les anomalies de l'hémostase prédisposant aux thromboses ou la tendance clinique aux thromboses veineuses profondes et embolies pulmonaires» (HAS, septembre 2006). Les trois tests génétiques sous rubrique sont:

- la recherche de la mutation facteur V Leiden,
- la recherche de la mutation 20210 de la prothrombine,
- la recherche de la mutation du gène codant pour la MTHFR (méthylène tétrahydrofolate réductase).

En ce qui concerne la place de la recherche d'une éventuelle thrombophilie, le professeur S. M. Schellong note en mai 2014 dans la revue scientifique «Der Internist»: «Nach nunmehr 20 Jahren ist sich die Wissenschaft im Wesentlichen einig, dass ein Thrombophilie-Screening für den einzelnen Patienten nur geringen Nutzen hat. Umso schmerzlicher ist die Feststellung, wie häufig und wie umfangreich es dennoch durchgeführt wird (...). In der Folge werden in unzähligen Einzelfällen Patienten verunsichert und überbehandelt; im Ganzen wird der Gemeinschaft der Versicherten beträchtlicher Schaden zugefügt.»

Le professeur Schellong conclut dans son: «Fazit für die Praxis»:

- «Eine oder mehrere Episoden einer getriggerten (donc non survenue de manière spontanée, mais suite par exemple à une immobilisation prolongée ou une chirurgie des membres inférieurs) venösen Thromboembolie sind kein Grund für ein Thrombophilie-Screening.
- Handelt es sich um eine erste idiopathische (donc survenue sans cause décelable) venöse Thromboembolie, ist ein Thrombophilie-Screening nur sinnvoll, wenn der Patient aus einer thrombophilen Familie (comptant au moins deux parents du premier degré atteints de maladie thromboembolique) stammt oder Hinweise für ein Antiphospholipidsyndrom bestehen.
- Beim Rezidiv einer idiopathischen venösen Thromboembolie erübrigt sich die Testung auf eine Thrombophilie (la réapparition de la maladie démontrant déjà sa tendance à la thrombophilie).
- Nichterkrankte Personen sollten nicht auf eine Thrombophilie getestet werden. Die einzige Ausnahme bilden Frauen vor der geplanten Einnahme der Pille oder vor bzw. zu Beginn einer Schwangerschaft, wenn ein oder mehrere Verwandte ersten Grades an einer venösen Thromboembolie erkrankt sind.

- Eine Testung auf erbliche Thrombophilien kommt weder bei arteriellen Erkrankungen noch bei ungewöhnlichen Thromboselokalisationen in Betracht. Bei entsprechenden zusätzlichen Hinweisen kann gezielt nach einem Antiphospholipidsyndrom gefahndet werden.

- Rezidivierende Aborte (avortement spontané) sind ein klinischer Bestandteil des Antiphospholipidsyndroms. Bezüglich einer Rezidivprophylaxe mit Azetylsalicylsäure und/oder niedermolekularem Heparin besteht heute Konsens.

- Eine schwächere Assoziation besteht für die erblichen Thrombophilien. Die medikamentöse Rezidivprophylaxe ist in diesem Fall experimentell, kann individuell aber gerechtfertigt sein.

- Bei gut abgesicherter Indikation sollte immer die vollständige Testpalette der Thrombophilieparameter Anwendung finden. Sie umfasst allerdings lediglich fünf ererbte Thrombophilien und drei Parameter für das Antiphospholipidsyndrom.»

La «Leitlinie der Deutschen Gesellschaft für Angiologie» relative à «Diagnostik und Therapie der Venenthrombose und der Lungenembolie» note au chapitre «Umfeldiagnostik»: «Daraus folgt, dass eine Thrombophilie-Diagnostik bei einer akuten venösen Thromboembolie fast immer überflüssig ist, da das Untersucher-

gebnis keinen Einfluss auf die unmittelbaren therapeutischen Entscheidungen hat. (...)

Lediglich bei dem begründeten Verdacht auf ein Antiphospholipid-Antikörper-Syndrom oder bei einer eindeutigen Häufung der Erkrankung unter erstgradigen Verwandten kann die Testung sinnvoll werden. (...) Ausdrücklich abgeraten wird von einem breiten Screening Gesunder, da die daraus folgenden Konsequenzen für das Individuum völlig unklar sind und oft mehr Unsicherheit als wirksame Vermeidung von Erkrankungsfällen resultiert. (...) Die Abklärung bezüglich Thrombophilie hat keine Bedeutung für die Diagnostik und initiale Therapie der akuten Venenthrombose. Nur in wenigen Fällen kann sie die Entscheidung über die Dauer der Antikoagulation beeinflussen...

Ces quelques extraits permettent donc de relativiser l'affirmation de Monsieur le Député que lesdits tests génétiques doivent être réalisés dans le chef de tout patient souffrant de thrombose veineuse profonde et qu'ils seraient indispensables à la survie.

L'examen en question correspond à l'acte LB011 de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale dont le libellé a la teneur suivante: «Analyse du génome par amplification d'une mutation ou d'un polymorphisme lié, maximum 3.» Le tarif officiel de cet acte dans la nomenclature des actes de biologie médicale est de 28,46 euros. Selon renseignements recueillis auprès des services compétents de la CNS, le tarif facturé aux personnes protégées serait toutefois dans certains cas supérieur. Ainsi il semble que dans certains cas le tarif applicable avant l'abaissement de la valeur de la lettre clé (01.01.2015) soit appliqué (35,57 euros); dans d'autres cas le tarif appliqué semble être un tarif «libre» pouvant aller jusqu'à 45 euros. Dans ce contexte, les informations à disposition de la CNS ne sont toutefois pas complètes, étant donné qu'il se peut que le laboratoire informe en amont la personne que l'analyse ne sera pas prise en charge. Les factures en question ne parviennent donc éventuellement pas à la caisse de maladie.

En ce qui concerne la question de la prise en charge, les informations dans la question de Monsieur le Député doivent être nuancées. Le contexte de la prise en charge des analyses génétiques est complexe. La prise en charge systématique de telles analyses, souvent prescrites à des fins purement préventives, ne répond pas aux critères d'économicité et dépasse l'utile et le nécessaire. Face à la multiplication de ces examens effectués à charge de l'assurance maladie, la CNS et le CMSS avaient à l'époque été chargés par le Ministre de la Sécurité sociale de prévoir des conditions de prise en charge visant à écarter de la prise en charge les examens à seule visée préventive. Les dispositions statutaires en question sont entrées en vigueur après consultation de différents acteurs (Direction de la Santé, LNS, FLLAM). Il était prévu de soumettre les dispositions en question à évaluation au bout d'une année et de les adapter en cas de besoin.

La prise en charge de la position LB011 est soumise à certaines conditions de prise en charge en application de l'article 75 bis et du point 1 de l'annexe E des statuts de la Caisse nationale de Santé. Le point 1 de l'annexe E contient la liste limitative des pathologies dont la prise en charge des procédés analytiques par amplification du génome peut être accordée sur base d'une autorisation préalable du Contrôle médical de la Sécurité sociale en vertu de l'article 75bis des statuts de la Caisse nationale de Santé. Les 2^e et 3^e pathologies de la liste sont respectivement le trouble du facteur II/prothrombine ainsi que le facteur V Leiden: détermination de la mutation p.R506Q. En ce qui concerne l'article 75bis, il prévoit le cadre et les conditions dans lesquels l'acte en question peut être pris en charge sur autorisation préalable du CMSS. Afin de pouvoir vérifier que les conditions sont bien remplies, le patient doit disposer d'un dossier médical comprenant un certain nombre d'éléments (ordonnance médicale, conseil génétique, certification d'une information préalable à la personne protégée...). Du moment que les conditions de prise en charge sont remplies, la prise en charge est de 100% du tarif prévu dans la nomenclature.

L'article 75bis est d'application pour toute analyse dont la mise en compte se fait selon la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale. Il s'applique dès lors également aux analyses dispensées en milieu extrahospitalier par un laboratoire hospitalier.

Question 1163 (28.05.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les accusations de l'ONG Amnesty International contre le Hamas:

D'après un article paru hier sur le site du «Figaró», un rapport publié par Amnesty International met en cause le Hamas pour avoir commis des exactions contre 23 Palestiniens accusés d'avoir collaboré avec Israël durant le conflit meurtrier de l'été dernier dans la bande de Gaza. Les enlèvements, tortures et meurtres à l'encontre de membres du Fatah constitueraient selon l'ONG des crimes révoltants contre des Palestiniens sans défense, et pouvant donc être considérés comme crimes de guerre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux accusations très graves véhiculées par l'ONG Amnesty International contre les responsables du Hamas?

2. Si ces accusations s'avèrent justes, quelles sont les mesures que l'Union européenne respectivement le Gouvernement luxembourgeois entendent adopter par rapport aux responsables du Hamas?

3. Monsieur le Ministre est-il d'avis que la Cour pénale internationale pourrait le cas échéant être saisie pour crimes de guerre?

Réponse (30.06.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. Les accusations portées par l'ONG Amnesty International contre l'organisation du Hamas suivant lesquelles celle-ci aurait mené pendant la guerre de Gaza de 2014 une campagne d'enlèvements, de torture et de crimes contre des Palestiniens accusés de «collaborer» avec Israël sont extrêmement graves et sérieuses. En effet, les violations graves de l'article 3 des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture ou encore les prises d'otage, sont à considérer comme des «crimes de guerre» au sens de l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Pour le cas où les accusations portées par Amnesty International contre le Hamas devraient être confirmées, il est primordial que la communauté internationale s'assure que les auteurs de crimes de guerre soient identifiés, appréhendés et traduits devant la justice.

Dans ce contexte, les rapports selon lesquels l'Autorité palestinienne n'aurait à l'heure actuelle pas encore procédé à l'ouverture d'enquêtes indépendantes et impartiales pour faire la lumière sur ces accusations sont préoccupants. Il est dès lors essentiel que les accusations portées par Amnesty International puissent faire l'objet d'une enquête indépendante et impartiale menée par les autorités judiciaires compétentes. Or, il faut garder à l'esprit dans ce contexte que l'Autorité palestinienne n'est aujourd'hui toujours pas en mesure d'exercer son autorité dans la bande de Gaza, un territoire qui reste sous occupation israélienne et sous contrôle de facto du Hamas.

Indépendamment du bien-fondé des accusations portées contre le Hamas, le rapport d'Amnesty International illustre cependant la nécessité absolue d'une réconciliation entre Palestiniens. Le Luxembourg appelle constamment les Palestiniens à surpasser leurs différences pour permettre la mise en place dans les faits d'un gouvernement palestinien d'unité dont l'autorité s'étendrait également à Gaza. Dans la mesure où l'absence de réconciliation réelle entre Palestiniens constitue un des facteurs du blocage dans le processus de paix israélo-palestinien, le Gouvernement luxembourgeois soutient pleinement les initiatives régionales et internationales visant à concilier les divergences de vues entre Palestiniens.

Ad 2. Alors que le Tribunal de l'Union européenne avait annulé pour des raisons de nature procédurale l'inscription du Hamas sur la liste des organisations terroristes (arrêt T-400/10 du 17 décembre 2014), l'Union européenne, par le biais du Conseil Affaires étrangères du 19 janvier, a cependant décidé de faire appel de cet arrêt. Par l'adoption de la décision PESC 2015/521 du 26 mars 2015, le Conseil a par ailleurs décidé en parallèle de maintenir le Hamas sur la liste des organisations terroristes. De par l'effet de ces décisions, les avoirs détenus par le Hamas dans l'Union européenne restent complètement gelés. De plus, il est à noter que les États membres de l'Union européenne n'entretiennent pas de contacts directs avec le Hamas ou ses dirigeants depuis l'inscription en

2003 de cette organisation sur la liste de l'UE des organisations terroristes.

Au-delà du régime de sanctions économiques contre le Hamas, il est cependant aussi primordial de faire pression sur tous les acteurs concernés pour que les auteurs présumés de ces actes soient appréhendés et jugés en conformité avec les principes d'un État de droit.

Aussi le Luxembourg continue-t-il à exhorter tous les acteurs à coopérer pleinement avec la commission d'enquête de l'ONU sur Gaza, mandatée par le Conseil des droits de l'Homme pour faire la lumière sur les violations du droit international commises le cas échéant pendant la dernière guerre de Gaza. La commission d'enquête a d'ailleurs interprété son mandat comme s'étendant aux agissements des groupes armés palestiniens dans la bande de Gaza, ce qui devrait a priori lui permettre d'apporter des éclaircissements sur les accusations d'Amnesty International contre le Hamas. Les résultats de l'enquête menée par la commission onusienne dépendent cependant de façon décisive de la possibilité d'obtenir un accès direct aux acteurs concernés dans la bande de Gaza, une condition qui ne se trouve cependant pas remplie.

Ad 3. Le Luxembourg a pleinement soutenu l'accession de la Palestine au statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). En effet, l'adhésion de la Palestine à la CPI, devenue effective au 1^{er} avril 2015, est susceptible de contribuer au respect en toutes circonstances du droit international humanitaire dans les territoires palestiniens, une exigence à laquelle le Luxembourg accorde une très grande importance.

Dans la mesure où la Palestine a déclaré lors du dépôt des instruments de ratification accepter la compétence de la CPI sur les crimes commis le cas échéant sur son territoire depuis le 13 juin 2014, il n'y a a priori pas d'obstacle de nature juridique à ce que la CPI enquête sur les accusations d'Amnesty International contre le Hamas. En effet, la juridiction de la CPI s'étend (entre autres) à tous les actes commis sur le territoire d'un État partie au statut de Rome.

Dans ce contexte, il est à noter que le procureur de la CPI a d'ores et déjà ouvert en date du 16 janvier 2015 un examen préliminaire sur la situation en Palestine, ce qui pourrait à terme déboucher sur l'ouverture d'une enquête par la CPI. En effet, la procédure de l'examen préliminaire consiste notamment à examiner les informations disponibles afin de déterminer s'il existe une base raisonnable pour initier une enquête au regard des critères de recevabilité posés par le Statut de Rome.

Question 1164 (28.05.2015) de Mme Taina Bofferdig et M. Georges Engel (LSAP) concernant le congé d'accueil:

Récemment, la presse a fait état d'un jeune père frontalier, qui, avec son mari, a adopté une petite fille pour laquelle il a désiré prendre un congé d'accueil.

Or, l'article L.234-56 du Code du Travail prévoit que «en cas d'adoption par deux conjoints d'un enfant non encore admis à la première année d'études primaires, la femme (...) a droit à un congé dit 'congé d'accueil', d'une durée de huit semaines (...).»

Le même article stipule également que «le conjoint de la femme visée à l'alinéa qui précède peut faire valoir le droit au congé d'accueil auprès de l'employeur (...) lorsque la femme renonce à faire valoir son droit au congé d'accueil.»

Selon le paragraphe (2), «s'il n'y a qu'un seul adoptant, salarié masculin ou féminin, celui-ci peut seul bénéficier du congé d'accueil, à moins que l'enfant non encore admis à la première année d'études primaires ne vive déjà en communauté domestique avec l'adoptant.»

Le Code du Travail règle donc toutes sortes de cas de figure pour ce qui est des conditions d'accès au congé d'accueil - à l'exception de deux hommes homosexuels ayant adopté un enfant.

À noter que la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose pour sa part que «en cas d'adoption d'un enfant non encore admis à la première année d'études primaires, le fonctionnaire bénéficie (...) d'un congé d'accueil de huit semaines» et ne différencie donc pas entre la mère ou le père adoptif.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour dire que l'article L.234-56 du Code du Travail est

discriminatoire en ce qu'il exclut les pères adoptifs homosexuels du droit au congé d'accueil?

- Monsieur le Ministre prévoit-il de procéder à une modification de l'article en question?

Réponse (09.07.2015) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 de la loi du 4 juillet 2014 sur le mariage a impacté l'attribution du congé d'accueil pour les salariés. L'article 25 (2) du Code de la sécurité sociale assimile le congé d'accueil au congé de maternité postnatal et renvoie à l'article L.234-56 du Code du Travail en ce qui concerne les modalités d'attribution. Cet article dispose ce qui suit:

«Art. L.234-56.

(1) En cas d'adoption par deux 'conjoints' d'un enfant non encore admis à la première année d'études primaires, la femme occupée dans le cadre d'un contrat de louage de services par un employeur du secteur privé a droit à un congé dit 'congé d'accueil', d'une durée de huit semaines, sur présentation d'une attestation délivrée par le tribunal selon laquelle la procédure d'adoption est introduite. En cas d'adoption multiple, la durée du congé d'accueil est portée à douze semaines.

Toutefois, le conjoint de la femme visée à l'alinéa qui précède peut faire valoir le droit au congé d'accueil auprès de l'employeur du secteur privé qui l'occupe dans le cadre d'un contrat de louage de services lorsque la femme renonce à faire valoir son droit au congé d'accueil. Il en est de même pour le conjoint occupé par un employeur du secteur privé dans le cadre d'un contrat de louage de services lorsque la femme exerce une activité professionnelle non salariée. Lorsque le congé d'accueil a été sollicité et accordé à son conjoint conformément aux dispositions du présent alinéa, il ne peut plus être sollicité par la femme.

Au cas où l'un des 'conjoints' adoptants a obtenu le bénéfice du congé d'accueil visé à l'article 29, paragraphe (2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, le congé d'accueil prévu par les dispositions du présent article ne peut plus être accordé.

(2) S'il n'y a qu'un seul adoptant, salarié masculin ou féminin, celui-ci peut seul bénéficier du congé d'accueil, à moins que l'enfant non encore admis à la première année d'études primaires ne vive déjà en communauté domestique avec l'adoptant.»

Or, l'article 8 de la loi du 4 juillet 2014 précise que:

«Art. 8. Dans toutes les dispositions légales, au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les termes 'époux', 'épouse', 'mari', 'femme', 'femme mariée', 'époux ou épouse', 'mari ou femme' sont remplacés par celui de 'conjoint', les termes 'époux et épouse', 'épouse et époux', 'mari et femme', 'femme et mari' sont remplacés par celui de 'conjoints', le terme 'veuve' ou 'veuf' en tant que nom est remplacé par celui de 'conjoint survivant' pour autant que les termes visés font une référence directe ou indirecte aux droits et obligations issus d'un mariage.

Ne sont pas soumis aux adaptations qui précèdent, les articles 312, 313-1, 314 à 317 et l'article 313-2 pour le terme 'mari'.»

La loi citée a donc en effet voulu abolir toute différence de traitement entre couples hétérosexuels et homosexuels et nonobstant le fait que lors de la dernière mise à jour du texte coordonné du Code du Travail il a été omis de procéder à certaines adaptations requises, la CNS applique l'article L.234-56 du Code du Travail selon la volonté du législateur telle qu'elle résulte de la loi susmentionnée du 4 juillet 2014.

La CNS distingue dès lors deux situations selon que les deux conjoints remplissent les conditions légales ou que celles-ci ne sont remplies que dans le chef d'un seul des conjoints. Si un seul des conjoints remplit les conditions d'octroi du congé d'accueil prévues par la loi, il pourra seul en bénéficier. La disposition relative à la cession du droit ne saurait trouver application dans ce cas. Si les deux conjoints remplissent les conditions d'octroi, le couple détermine le bénéficiaire du congé d'accueil.

Question 1165 (28.05.2015) de MM. Max Hahn et Gusty Graas (DP) concernant l'interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics:

La loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques a comme but de



réduire de façon sensible les risques liés aux pesticides ainsi que leur utilisation.

Dans son article 11 paragraphe (3), cette loi dispose que «L'application de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics est interdite à partir du 1^{er} janvier 2016.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, un règlement grand-ducal peut définir les conditions auxquelles l'application de produits phytopharmaceutiques restera autorisée.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Suite à l'interdiction d'utiliser des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics à partir du 1^{er} janvier 2016, Monsieur le Ministre compte-t-il informer les communes de cette interdiction?

2. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'encourager les communes à offrir des formations spécifiques pour les ouvriers communaux dans le but de les initier aux méthodes alternatives de la lutte contre les mauvaises herbes?

3. Concernant le règlement grand-ducal mentionné à l'article 11 et pouvant définir les conditions auxquelles l'application de produits phytopharmaceutiques restera autorisée, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si ce règlement a déjà été finalisé et nous préciser les conditions pouvant mener à cette autorisation?

Réponse (25.06.2015) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Ad 1. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a pris les contacts nécessaires avec le Ministère de l'Intérieur et rédigera une circulaire à ce sujet aux communes qui leur sera transmise via le Ministère de l'Intérieur. Le cas échéant, une réunion avec les responsables du Syvicol pourra également être organisée.

Ad 2. Un tel encouragement paraît effectivement opportun. Les formations visées permettront notamment de promouvoir la tolérance envers et d'accroître l'acceptation des méthodes non chimiques de gestion des espaces publics et de démontrer leur efficacité.

À noter qu'il existe d'ores et déjà un certain nombre de communes n'employant plus de produits phytopharmaceutiques. Les communes intéressées peuvent par ailleurs contacter l'asbl Umweltberodung Lëtzebuerg (www.ebl.lu) qui est impliquée dans la mise en œuvre de la campagne «sans pesticides» (www.environment.public.lu/sanspesticides). L'EBL possède des compétences dans cette matière et organise régulièrement des événements de vulgarisation concernant ces thèmes.

Ad 3. L'article 11 paragraphe 3 de la loi du 19 décembre relative aux produits phytopharmaceutiques dispose qu'un règlement grand-ducal peut accorder une dérogation à l'application de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics. Il s'ensuit que Monsieur le Ministre n'est pas dans l'obligation d'accorder une telle dérogation. Cependant, un cas envisageable pour une telle dérogation pourrait être un danger pour la santé publique, par exemple pour la lutte contre des plantes allergènes, si les autres méthodes de lutte s'avèrent inefficaces. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs estime que la dérogation à l'interdiction d'emploi de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics devrait d'abord être discutée avec les acteurs concernés afin d'identifier les cas nécessitant effectivement une dérogation. La rédaction de ce règlement grand-ducal nécessitera en tout état de cause le concours de plusieurs ministères.

Question 1166 (29.05.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la répartition des demandeurs d'asile:

La Commission européenne a présenté, mercredi 27 mai, son plan global sur l'immigration, en précisant les «clés de répartition» de migrants à accueillir par pays. C'est un plan en deux volets, dont le premier concerne la réinstallation, au cours des deux prochaines années, de 40.000 ressortissants Syriens et Erythréens ayant besoin d'une protection internationale. Le second volet du plan sur les migrations est en réalité une «recommandation» aux États pour réinstaller sur une période de deux ans 20.000 demandeurs d'asile reconnus comme tels par le Haut-Commissariat des Nations Unies et pour l'instant accueillis hors d'Europe.

Selon la Commission, 515 personnes au total pourraient rejoindre le Luxembourg, dont 368

«relocalisations» de Syriens et d'Erythréens et 147 réfugiés accueillis en provenance de pays tiers. Le Premier Ministre Xavier Bettel avait annoncé la mise en place d'un groupe de travail interministériel pour préparer le pays à l'afflux de migrants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre du Logement:

1. Mesdames et Monsieur les Ministres, dans quel intervalle temporel les migrants vont-ils arriver au Luxembourg?

2. Où ces migrants seront-ils logés? Quelles structures d'accueil sont actuellement disponibles?

3. Les Ministres peuvent-ils fournir des renseignements supplémentaires sur la stratégie nationale pour la gestion des futurs flux migratoires?

Réponse commune (02.07.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et de Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement:

Ad 1. La réinstallation est le transfert de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, identifiés comme ayant besoin d'une protection internationale, vers un État de l'Union européenne où ils sont admis soit pour des raisons humanitaires soit du fait de leur statut de réfugié. La recommandation de la Commission européenne du 27 mai 2015 propose un schéma volontaire de 20.000 places sur deux ans ciblant les pays concernés par les programmes régionaux de protection et de développement et basé sur plusieurs critères. Les régions visées sont la Corne de l'Afrique, le Nord de l'Afrique et le Moyen-Orient. La durée de ce schéma devrait être de deux ans à partir de la date d'adoption de la recommandation de la Commission. Cette dernière n'exclut pas, au-delà de l'année 2016, de mettre en avant une proposition législative contraignante en la matière.

Quant à la relocalisation, la Commission a adopté le 27 mai 2015 une proposition de décision du Conseil établissant des mesures provisoires dans le domaine de la protection internationale. Cet instrument a pour objectif de soulager des États membres confrontés à une situation d'exception. Cette proposition basée sur l'article 78 (3) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit le déclenchement d'un mécanisme d'urgence provisoire pour une durée de 24 mois à partir de l'entrée en vigueur de la décision du Conseil. La procédure prévue à l'article 78 (3) du Traité est soumise à une majorité qualifiée avec une consultation du Parlement européen. Il s'agit d'un mécanisme obligatoire pour tous les États membres (sauf le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark). Dans la proposition de décision, l'Italie et la Grèce sont, à ce stade, les bénéficiaires. Le mécanisme vise les nationalités pour lesquelles le taux de reconnaissance européen en tant que bénéficiaires d'une protection internationale est de 75% ou plus, soit actuellement l'Erythrée et la Syrie.

Le Conseil européen a convenu de venir en aide à 60.000 personnes par le biais d'une relocalisation temporaire et exceptionnelle de 40.000 personnes depuis l'Italie et la Grèce, et via la réinstallation de 20.000 personnes à partir de pays tiers. Le Conseil européen a insisté sur une participation volontaire de tous les États membres et il appartient au Conseil de déterminer les modalités de répartition.

Ad 2. À leur arrivée au Grand-Duché de Luxembourg, les familles séjournent quelques semaines au Centre Hélier à Weilerbach qui, de par sa structure, leur garantit un accès direct aux différentes aides dont elles peuvent bénéficier. Un encadrement régulier et adapté, tant au niveau socio-culturel qu'au niveau des démarches administratives, permet aux personnes de mieux se préparer à la vie future au Luxembourg, avant d'être ensuite relogées dans des structures individuelles.

Ainsi, les 28 personnes arrivées au Luxembourg en avril 2014, ont toutes été relogées rapidement dans des logements individuels répartis sur tout le pays.

Actuellement, l'OLAI se mobilise avec ses partenaires pour trouver des logements adaptés afin de pouvoir reloger les familles syriennes accueillies en mai 2015 et de permettre aux enfants en âge de scolarité de commencer l'année scolaire 2015-2016 dans leur nouvelle commune de résidence.

Nonobstant la bonne volonté et l'esprit de solidarité manifestés par certaines communes, la pénurie de logements à laquelle doit faire face l'OLAI altère les efforts déployés en vue d'amé-

liorer sans cesse les conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale et des réfugiés.

Les personnes qui pourraient rejoindre le Luxembourg d'après l'agenda proposé par la Commission, seront prises en charge par l'OLAI et ses partenaires qui veilleront aux besoins particuliers des personnes vulnérables et à la préservation de l'unité familiale.

Afin de pallier le manque de structures d'hébergement et pour maîtriser efficacement un nouvel afflux de demandeurs de protection internationale, l'OLAI est en train d'établir, ensemble avec tous les ministères concernés, une évaluation des structures existantes et des besoins, ceci afin d'élaborer à court terme une planification des structures d'hébergement et de logement.

Ad 3. La répartition des 60.000 personnes sera clarifiée par le Conseil d'ici fin juillet. Les mesures de réinstallation et de relocalisation seront mises en œuvre sur deux ans. Le déploiement concret dépendra cependant des procédures sur le terrain.

Au niveau national, il va sans dire que la future mise en pratique de ces mesures nécessite une programmation et coordination importantes au niveau, entre autres, des capacités d'accueil et de logement et des infrastructures scolaires. À cet effet, le groupe de travail interministériel mentionné par l'honorable Députée dans sa question parlementaire a été mis en place et a entamé ses travaux.

Question 1167 (29.05.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la «Stiftung Hëllef Doheem»:

Depuis un certain temps, le secteur des prestataires de soins connaît des difficultés économiques et, dans ce contexte, il vient d'être annoncé qu'un plan social est en préparation à la fondation «Stiftung Hëllef Doheem», qui pourrait avoir comme conséquence le licenciement d'employés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Conseil de Gouvernement entend-il déclarer le secteur des soins en crise tel que prévu par le Code du Travail?

- Monsieur le Ministre est-il en contact avec les responsables des différents prestataires afin de garantir à l'avenir la prise en charge des personnes en situation de dépendance ainsi que la qualité des soins prestés?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'on devrait d'abord encourager la «Stiftung Hëllef Doheem» à élaborer un plan de maintien dans l'emploi avant de préparer un plan social?

- Est-ce que d'autres prestataires risquent aussi de devoir déposer un plan social?

- Quel est l'état d'avancement de la réforme de l'assurance dépendance?

Réponse (29.06.2015) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Suivant les indications de la «Stiftung Hëllef Doheem», la décision d'un plan social concernant 90 salariés résulterait des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre du pacte d'avenir, à savoir le maintien du gel des valeurs monétaires et l'application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des standards d'octroi des prestations à partir de 2015.

L'état des lieux a montré que ce recentrage au niveau des standards d'octroi et de détermination des prestations n'a pas abouti à des coupures substantielles au niveau des prestations.

Dès que j'ai eu connaissance des problèmes financiers, j'ai instauré une plate-forme regroupant des représentants de mon département et des services y rattachés et des délégués de deux réseaux universels, dont la «Stiftung Hëllef Doheem», mandatée pour analyser la problématique et déterminer à brève échéance des solutions à la problématique dans le contexte juridique actuel. Sans attendre les conclusions de la plate-forme, la «Stiftung Hëllef Doheem» a déposé un plan social.

Suivant les chiffres à ma disposition, le réseau «Stiftung Hëllef Doheem» dispose toujours d'une certaine marge de manœuvre. Les conséquences d'une politique peut-être trop généreuse en matière d'engagements de nouveau personnel et du financement d'un nouvel outil informatique sont deux éléments à prendre en compte dans l'analyse. Je souligne que depuis 2013, les prestataires étaient au courant du gel des valeurs monétaires.

Dans le cadre d'une médiation récente mise en œuvre sur mandat du Gouvernement, les Mi-

nistres de la Sécurité sociale, de la Famille et du Travail et de l'Emploi, les syndicats et la «Stiftung Hëllef Doheem» ont convenu que le prestataire suspend la procédure engagée du plan social visant le maintien dans l'emploi des salariés en cause moyennant des mesures de reconversion ou de réaffectation internes, voire externes et la reprise éventuelle des foyers de jour d'Echternach et de Wiltz par un autre prestataire. En contrepartie, le Gouvernement s'engage à prévoir une rétribution financière des efforts réalisés par le réseau concernant le déploiement de l'outil informatique repris ci-avant et pour honorer son engagement relatif à la prestation d'un service universel. Le dialogue entre parties continuera en vue d'arriver à des solutions pérennes et une sécurité de planification certaine au niveau du prestataire. Tous les acteurs concernés sont appelés à prendre leurs responsabilités.

Le programme gouvernemental prévoit une réforme structurelle de l'assurance dépendance permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations en vue d'une pérennisation du système. À cet effet, il est important de recentrer l'assurance dépendance sur les principes de base, le service d'aides et soins de qualité dans le domaine des actes essentiels de la vie (AEV) et la priorité du maintien à domicile.

Le programme gouvernemental prévoit un regroupement et une forfaitisation des actes pris en charge ainsi qu'une flexibilisation des plans de prise en charge.

Le nouveau système par classes de dépendance tel qu'il est envisagé sera axé sur des objectifs de soins.

Les modalités de financement des prestations en nature et en espèces, servant à la reconnaissance de services réalisés par un ou plusieurs aidants, seront adaptées en conséquence.

Une révision de la procédure d'évaluation et de détermination de la dépendance, maillon principal de l'assurance, et le choix d'un nouvel outil, validé scientifiquement et permettant le traçage transparent du processus décisionnel, sont des points clés de la réforme.

La réforme tend à consolider la gouvernance de l'assurance dépendance à tous les niveaux et vise la création de filières de prise en charge efficaces et une meilleure coordination autour de la personne.

Elle prévoit également une révision de la méthodologie de détermination des valeurs monétaires en considération des nouvelles modalités de facturation visant à accentuer davantage les efforts des prestataires relatifs aux aspects qualitatifs de leurs services et de leur organisation. Une simplification administrative au niveau des procédures est envisagée.

L'impact des adaptations de l'assurance dépendance sur le budget des dépenses de l'État sera pris en compte. Une hausse de la contribution dépendance n'interviendra qu'en cas de nécessité avérée. Des participations au niveau des personnes protégées ne sont actuellement pas prévues. Il s'agira d'identifier d'éventuelles sources de doubles paiements qui ont pu être créées depuis la mise en place de l'assurance dépendance. Ce volet inclut la délimitation de l'assurance dépendance par rapport à d'autres politiques sociales et les questions de financement.

Un nouveau concept concernant le financement des aides et soins requis dans les domaines des tâches domestiques, du soutien et du conseil est actuellement en discussion. L'idée d'une différenciation dans la prise en charge suivant le lieu de vie du bénéficiaire, la question de nouveaux regroupements d'actes, l'élaboration envisagée d'un règlement grand-ducal de concordance entre les agréments ASFT et les contrats d'aides et de soins prévus pour les prestataires de l'assurance dépendance, les logements encadrés et la politique mise en œuvre en faveur des personnes handicapées et son financement sont des sujets actuellement examinés avec le département de la Famille.

Une analyse juridique est en cours en ce qui concerne les dispositions particulières prévues dans la loi pour différentes maladies et déficiences dont la réduction auditive, la perte de la capacité visuelle et Spina Bifida.

Le dépôt du projet de loi est prévu au courant de l'année 2016. L'entrée en vigueur est prévue pour 2017. L'introduction des nouvelles dispositions sera assortie de mesures transitoires en faveur des ayants-droit et des prestataires.

Je suis en contact régulier tant avec l'organisation représentative des prestataires, la Fédération COPAS, qu'avec un certain nombre de prestataires pour les tenir informés sur l'avancement du projet et prendre en compte leurs avis sur certains points.

Question 1168 (29.05.2015) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **édifices religieux**:

Après les accords du 26 janvier 2015 entre le Gouvernement et les communautés religieuses établies au Luxembourg, les questions relatives à leur mise en pratique, notamment en ce qui concerne la réorganisation des fabriques d'église, commencent à émerger.

Comme le relate un article paru le 28 mai 2015 dans un journal luxembourgeois, afin d'éviter que des églises ou chapelles soient démolies à l'avenir, le Syndicat des fabriques d'église du Luxembourg (SYFEL) a recommandé à ses membres de saisir le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) pour faire classer leurs édifices religieux en tant que monument national, voire de les faire inscrire à l'inventaire supplémentaire.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Combien d'édifices religieux établis au Luxembourg sont classés en tant que monument national et combien d'entre eux sont inscrits à l'inventaire supplémentaire? Combien d'édifices ne bénéficient d'aucune de ces mesures de protection?

2. Combien d'édifices religieux non protégés en tant que patrimoine architectural national rempliraient les critères requis pour être soit classés en tant que monument national soit inscrits à l'inventaire supplémentaire?

3. Le Gouvernement envisage-t-il d'appliquer la protection pour les édifices religieux remplissant ces critères?

4. Le Gouvernement prévoit-il le cas échéant une autre mesure concernant ces édifices et, si oui, quelle est la mesure en question?

Réponse (08.07.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

À ce jour sont classés monuments nationaux 45 églises et clochers, 22 chapelles, onze ensembles mobiliers d'église, 13 orgues d'église, trois statues religieuses, deux croix, 16 cimetières, un presbytère, sept anciens presbytères, deux couvents, deux anciennes abbayes et deux anciens ermitages.

Sont inscrits à l'inventaire supplémentaire 14 églises, 16 chapelles, un ensemble de peintures murales dans le chœur d'une église, six ensembles mobiliers d'église, une orgue d'église, une statue religieuse, deux croix, six cimetières, un presbytère, trois anciens presbytères.

Partant, le reste des édifices religieux du pays, dont le nombre est estimé à environ 500 et dont l'inventaire est actuellement en cours, ne bénéficie pas d'une mesure de protection nationale à ce jour.

Nonobstant la nécessité légale d'un avis ad hoc pour chaque édifice de la part de la Commission des Sites et Monuments Nationaux, le Service des Sites et Monuments Nationaux estime que la plupart des édifices religieux du pays rempliraient les critères requis pour être soit classés en tant que monument national soit inscrits à l'inventaire supplémentaire. En effet, chacun de ces édifices constitue une architecture originale et le plus souvent authentique, cela dans un pays pauvre en monuments. De surcroît, ils sont des témoins importants de l'histoire religieuse et sociale de nos villes et villages.

Question 1169 (29.05.2015) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant l'**optimisation fiscale des sociétés**:

Le géant américain de la distribution Amazon a annoncé mardi qu'il déclare désormais ses revenus pays par pays. Depuis le 1^{er} mai, le groupe comptabilise ses ventes à partir de branches nationales dans quatre pays européens, et non plus à partir du Luxembourg comme il le faisait auparavant selon une pratique d'optimisation fiscale légale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les conséquences de cette décision pour le Luxembourg et notamment au niveau du déchet fiscal?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que d'autres entreprises installées au Luxembourg vont suivre l'exemple d'Amazon?

Réponse (24.06.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En réponse à la question de l'honorable Députée, il convient d'indiquer qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter la manière dont une société privée donnée décide de structurer ses opérations.

D'une manière générale, il semble utile de rappeler que le fait d'effectuer des ventes au travers de l'ensemble du marché commun à partir d'un seul État membre de l'Union européenne ne constitue pas une pratique d'optimisation fiscale, mais la mise en œuvre du droit à la libre circulation, qui se trouve au cœur des traités européens.

En vertu de la directive 2008/8/CE du 12 février 2008, toute vente de services électroniques effectuée en ligne est soumise, à partir du 1^{er} janvier 2015, à la TVA de l'État membre d'établissement du client, sans considération de l'État où celle-ci se trouve comptabilisée dans le chef du vendeur. Pour le Luxembourg, la perte des recettes correspondantes, évaluée à plus de 628 millions d'euros en 2015, à 737 millions en 2016 et à plus d'un milliard en 2017 et 2018, a d'ores et déjà été prise en compte lors de l'établissement du budget pluriannuel pour la période de 2015 à 2018.

Il est trop tôt pour évaluer les conséquences éventuelles que des restructurations de ce type pourraient être susceptibles d'avoir au niveau de l'impôt sur le revenu des collectivités, ainsi que, le cas échéant, sur le fonctionnement du mini-guichet unique luxembourgeois.

Question 1170 (29.05.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **violences intercommunautaires en Birmanie**:

En Birmanie, les violences contre la minorité musulmane Rohingya se sont transformées en attaques systématiques, et une politique nationale de discrimination et de persécution. Des violences intercommunautaires entre Bouddhistes et Rohingyas ont fait plus de 200 morts, dont principalement des musulmans. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le conflit a déjà entraîné le déplacement de plus de 140.000 Rohingyas vers l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande où ils vivent dans des conditions inhumaines dans des camps de détention.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre, quelle est à l'heure actuelle l'attitude de l'Union européenne par rapport à la situation en Birmanie?

2. L'Union européenne envisage-t-elle de prendre des mesures vis-à-vis du Gouvernement de la Birmanie?

3. L'Union européenne entend-elle prendre des initiatives afin de venir en aide aux Rohingyas?

Réponse (30.06.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Ad 1. Le cadre global, qui définit la politique de l'UE et l'aide apportée aux réformes jusqu'en 2015, a été adopté par le Conseil Affaires étrangères le 22 juillet 2013. La paix, la démocratie, le développement et le commerce, ainsi que l'engagement du Myanmar envers la communauté internationale ont été identifiés comme les principaux domaines d'action.

L'objectif prioritaire de l'UE est d'aider le Gouvernement civil à progresser dans le développement social et économique du pays, en respectant les droits de l'Homme. Reconnaisant les mesures positives importantes que le Gouvernement a prises et qui répondent à ce que l'UE et d'autres membres de la communauté internationale demandaient depuis longtemps, l'UE a entamé un réajustement graduel de sa politique à l'égard du Myanmar, l'objectif étant de renforcer le processus de réforme et de contribuer au développement sur le plan économique, politique et social. La visite officielle, en avril 2012, de Madame Ashton, la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'époque, a marqué un nouveau départ dans les relations

UE-Myanmar. La Haute Représentante a inauguré le bureau de l'UE à Yangon, permettant des contacts plus réguliers et la mise en place d'un dialogue bilatéral constructif avec les principales parties prenantes. L'UE appuie le processus visant à instaurer la paix et la stabilité dans les régions où vivent des minorités ethniques et à créer des perspectives de développement à long terme pour ces régions, comme le démontre le soutien important que l'UE apporte au Centre pour la paix du Myanmar.

L'UE a institutionnalisé en 2014 un dialogue sur les droits de l'Homme avec le Myanmar. Le 2^e dialogue co-présidé par Monsieur Lambrinidis, le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'Homme, s'est tenu le 18 juin 2015 à Nay Pyi Taw. Les discussions ont porté sur les migrations, les droits des minorités ethniques ainsi que la situation dans l'État Rakhine. Monsieur Lambrinidis a appelé le Gouvernement birman à s'engager de manière constructive avec ses partenaires régionaux envers les «boat people Rohingya», afin de s'attaquer aux causes fondamentales des migrations illégales, combattre la traite des êtres humains et prévenir de nouvelles violations des droits de l'Homme. Il a aussi demandé aux autorités de régler au plus vite la question du statut des Rohingyas ainsi que de mettre fin à l'impunité de ceux qui incitent à la haine et à l'intolérance.

À peine quelques jours plus tard, le 22 juin 2015, le Conseil des Affaires étrangères réuni à Luxembourg a, dans ses conclusions sur les prochaines élections au Myanmar, appelé toutes les parties concernées par le conflit en cours à trouver un compromis pour la mise en place d'un cessez-le-feu durable sur l'ensemble du territoire.

De manière générale l'UE est préoccupée par les conséquences humanitaires de la marginalisation de la communauté Rohingya, car près d'un million de Rohingyas n'ont pas de droit de citoyenneté au Myanmar, ce qui limite considérablement leur accès aux soins de santé de base, à l'éducation, aux moyens de subsistance et l'exercice d'autres droits fondamentaux. L'UE déplore que la situation humanitaire ait continué de se détériorer depuis 2014. L'UE est profondément préoccupée que cette détérioration de la situation ait conduit un nombre croissant d'hommes, de femmes et d'enfants Rohingyas à prendre la mer, à la recherche de meilleures conditions dans les autres pays de la région dont notamment en Malaisie.

L'UE demeure préoccupée par le fait que des milliers de migrants Rohingyas sont toujours susceptibles d'être à la dérive en haute mer, et donc en danger de mort. L'UE se félicite de la décision prise par la Malaisie et l'Indonésie d'effectuer des opérations de recherche et de sauvetage, permettant aux passagers de ces bateaux de débarquer sur leur territoire et de leur fournir un abri temporaire. L'UE se félicite également de la tenue des réunions organisées par la Malaisie et la Thaïlande le 20 et 29 mai pour trouver une solution à cette crise humanitaire régionale et nous espérons que ces pays, ainsi que l'ASEAN, resteront engagés dans ce processus.

Ad 2. Depuis 2011, le Myanmar s'est lancé dans un ambitieux programme de réformes politiques et économiques, mettant fin à cinq décennies de régime autoritaire. Le Gouvernement s'est engagé à mettre en place un véritable système démocratique, et des progrès importants ont été réalisés en vue d'instaurer une société plus ouverte et équitable. Les élections présidentielles qui auront lieu fin octobre ou début novembre 2015 permettront de juger l'état d'avancement de cette transition démocratique.

L'engagement pris par le Gouvernement de libérer tous les prisonniers politiques, les efforts consentis pour réviser et réformer la législation, la volonté de traiter les préoccupations écologiques et économiques exprimées par la société civile, l'assouplissement de la censure et l'adoption d'une législation dans le domaine du droit du travail constituent des signes d'encouragement pour l'UE et rendent les promesses de réforme plus crédibles.

Ces changements sont positifs, mais le pays n'en reste pas moins confronté à de nombreux problèmes complexes notamment dans le domaine des droits de l'Homme, des minorités, de la paix et de la réconciliation nationale. Des décennies de mauvaise gestion et d'isolement économique ont généré une pauvreté structurelle profondément ancrée. La croissance économique repose essentiellement sur les industries extractives. Le chômage est très important et le PIB par habitant est le plus faible parmi les pays du Sud-Est asiatique. Ce n'est que récemment que le climat de peur qui pesait sur tout le pays a commencé à se dissiper et que les citoyens ont retrouvé une confiance qui leur permet de s'organiser, d'exprimer leur point de vue et de se plaindre des injustices. En temps,

le pouvoir judiciaire et l'administration publique sont encore trop faibles pour permettre à l'État de droit de se mettre en place de façon durable.

L'UE et ses États membres n'ont eu de cesse d'exiger la libération sans condition de tous les prisonniers politiques. Les accords de cessez-le-feu qui ont été négociés ou sont en cours de négociation avec dix des onze plus grands groupes armés ethniques constituent un acquis important. Il n'en demeure pas moins difficile d'instaurer la paix dans l'État de Kachin, riche en ressources, ce qui illustre la complexité d'aboutir à un règlement politique durable avec les minorités ethniques du pays. L'an dernier, les affrontements entre les communautés de l'État Rakhine ont soulevé de graves préoccupations parmi l'UE et ses États membres qui ont renouvelé l'appel au Gouvernement pour que celui-ci règle la question du statut des populations Rohingyas et améliore le bien-être et la situation humanitaire de celles-ci.

Les mesures restrictives imposées par l'UE depuis 2006 à l'encontre de la Birmanie ont été suspendues en avril 2012 et levées en 2013, afin de saluer et d'encourager le processus de réforme. Les mesures restrictives en matière d'embargo sur les armes sont restées en vigueur. Le Conseil dans sa décision 2015/666 du 28 avril 2015 vient de reconduire ses mesures restrictives jusqu'au 30 avril 2016.

Ad 3. La Commission européenne, via son service à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO), finance depuis 1994 des programmes de secours dans l'État Rakhine et dans les zones frontalières du Bangladesh qui accueillent plus de 30.000 réfugiés Rohingyas. Un soutien supplémentaire est aussi apporté à la Thaïlande depuis 2013. ECHO a ouvert un bureau à Yangon en 2005 et un autre à Dhaka au Bangladesh en 2002, afin de faciliter la distribution de l'aide humanitaire de l'UE. Entre 2010 et 2015, ECHO a octroyé quelque 57,3 millions d'euros en aide humanitaire aux populations vulnérables de l'État Rakhine, y compris dans les zones septentrionales plus isolées. En 2015, ECHO a financé des projets dans tout l'État Rakhine, visant à répondre à certains des besoins les plus pressants des populations Rohingyas dans les cantons septentrionaux, en ce compris une aide alimentaire et nutritionnelle (en particulier pour les enfants de moins de cinq ans), des services de santé de base, et un approvisionnement en articles ménagers de première nécessité, et visant également à soutenir les populations déplacées depuis 2012. Conjointement avec ses partenaires humanitaires, ECHO s'engage à poursuivre sa contribution à l'organisation de services de base.

L'UE a également alloué des fonds significatifs aux fonds et programmes des Nations Unies, venant en aide aux réfugiés Rohingyas non reconnus au Bangladesh. Entre 2007 et 2015, 26,3 millions d'euros ont été octroyés pour l'organisation de soins de santé, d'un approvisionnement en eau, de sanitaires, d'abris et d'aide alimentaire. ECHO a alloué 325.000 euros à l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) depuis 2013, pour qu'elle fournisse une aide en vivres, articles ménagers de première nécessité et soins de santé, et une protection à quelque 3.000 hommes, femmes et enfants Rohingyas détenus en Thaïlande et arrêtés pour avoir prétendument tenté de traverser illégalement la Thaïlande en vue de rejoindre la Malaisie.

La Commission européenne agit sur base des principes humanitaires internationaux, qui font partie intégrante du Consensus européen sur l'aide humanitaire. Ceci signifie que la Commission européenne apporte une assistance humanitaire aux communautés les plus vulnérables, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse. L'aide humanitaire de l'UE se fonde uniquement sur les besoins. Les projets ainsi financés sont mis en œuvre par les organisations partenaires d'ECHO, parmi lesquelles des organisations non gouvernementales et des agences de l'ONU.

Question 1171 (01.06.2015) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **Musée de l'Ardoise**:

Les Ardoisières de Haut-Martelange représentent un patrimoine industriel exceptionnel du Grand-Duché. En effet, Haut-Martelange a été un important centre d'exploitation de l'ardoise à partir du 18^e siècle. En 1995, le site s'est vu décerner le Prix Henry Ford pour la protection de la nature et de l'environnement. Le site des Ardoisières de Haut-Martelange, dont l'État est propriétaire depuis 2003 et dont l'animation est assurée par l'asbl «Les Amis de l'Ardoise», a été inscrit au courant de l'année 2000 à l'inventaire supplémentaire de la liste



des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale.

Bien que le programme gouvernemental de 2013 prévoise une relance du projet, Madame la Ministre de la Culture a déclaré dans le cadre du paquet d'avenir que le projet des ardoisières a été mis en veille.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- À défaut de réalisation à court terme du projet pour le Musée de l'Ardoise, existe-t-il un plan cadre de valorisation à moyen et long terme du site des Ardoisières de Haut-Martelange, site inscrit à l'inventaire supplémentaire depuis 2000?

- Est-ce que des mesures de sauvegarde sont prises en vue de la conservation du site classé et est-ce qu'elles bénéficient d'un budget annuel régulier?

Réponse (26.06.2015) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

Le site des Ardoisières de Haut-Martelange est un précieux témoin du patrimoine industriel et il me tient à cœur de préserver ce site, classé monument national. De ce fait des travaux sont nécessaires pour assurer une sauvegarde dans les règles de l'art.

En effet le site est régulièrement inondé par les eaux de ruissellement en provenance des surfaces situées en amont. Ces eaux causent non seulement une gêne pour l'exploitation actuelle du site, mais entraînent à la longue également une érosion des sols, qui sera nuisible aux monuments historiques. Pour remédier à cette situation, le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a fait élaborer un projet d'évacuation des eaux pluviales, qui consiste principalement dans la pose d'un collecteur pour rejeter les eaux dans le ruisseau appelé Rombach, longeant le site. Une procédure ouverte a été lancée et les travaux d'évacuation des eaux, indispensables pour toute mesure ultérieure de mise en valeur, y débiteront au cours du mois de septembre 2015. Les travaux sont estimés à 1.325.000 euros TTC et les honoraires d'ingénieurs-conseils à 103.000 euros.

De même, 600.000 euros sont prévus pour les travaux de restauration d'un bâtiment, dit «bâtiment administratif» et qui sert à l'association «Les Amis de l'Ardoise» (250.000 en 2015 et 350.000 en 2016). Ces travaux débiteront sous peu.

Enfin, 100.000 euros sont budgétisés pour des travaux de stabilisation de la Galerie Rosset, à réaliser au cours de l'année 2016. Si d'autres mesures de restauration ou de réparation devaient s'imposer au cours des prochaines années, les crédits du SSMN serviront à les financer.

Il est à souligner que depuis 2001 l'État a investi, en tant que maître d'ouvrage, 3.241.600 euros dans des mesures de consolidation et de sécurisation des immeubles sur le site des anciennes exploitations ardoisières de Haut-Martelange. Grâce à ces travaux, achevés en 2013, les immeubles ne sont point menacés à l'heure actuelle.

Concernant les activités culturelles sur le site je tiens à souligner que mon Ministère accorde depuis 2011 un subside annuel de 15.000 euros à l'asbl «Les Amis de l'Ardoise». Cet argent aide à financer les activités sur le site, tels le Musée de l'Ardoise, l'organisation de visites guidées ou encore «mARTelange».

Question 1172 (01.06.2015) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les circuits autopédestres:

L'industrie touristique représente 8,3% du PIB luxembourgeois et gagnera certainement en importance au cours des années futures. La nature et le paysage constituent un des piliers fondamentaux sur lesquels est construit ce secteur indispensable à l'économie nationale, surtout dans les régions rurales. Il est dès lors d'une importance cruciale de bien entretenir les infrastructures touristiques du pays et de pouvoir présenter à la clientèle étrangère une offre touristique adéquate.

Dans cette optique, les circuits autopédestres remplissent un rôle extrêmement important dans les zones rurales du pays. En effet, les touristes qui s'y rendent cherchent surtout le calme et souhaitent explorer notre patrimoine naturel et culturel. Or, l'on se doit de constater qu'un certain nombre de ces randonnées ne sont pas suffisamment signalées ou entretenues.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits évoqués?

- De quels moyens Monsieur le Ministre dispose-t-il afin de remédier à ces problèmes qui risquent de ternir l'image touristique du Grand-Duché?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de centraliser les observations des usagers, notamment via le site de l'Office National du Tourisme, afin d'améliorer la situation?

Réponse (02.07.2015) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Les honorables Députés soulignent à raison que la nature intacte du pays et les randonnées pédestres figurent parmi les principaux attraits touristiques du Luxembourg. Notre réseau de sentiers de randonnées est parmi le plus dense d'Europe et le Ministère de l'Économie met en œuvre des moyens importants afin de maintenir la réputation et la qualité de ce réseau. L'attribution du label «Leading Quality Trails-Best of Europe» à deux sentiers au Grand-Duché, sur un total de sept sentiers en Europe, est une confirmation de la renommée de nos sentiers.

Pour ce qui est de l'entretien et de la signalisation des sentiers, il importe de savoir que les responsabilités sont partagées avec différents organismes.

L'entretien des sentiers est assuré par les bénévoles des différents syndicats d'initiative, qui sont soutenus moyennant des subsides du Ministère de l'Économie pour le remboursement des frais de matériel. Les services techniques des administrations communales et les centres de triage de l'Administration de la Nature et des Forêts les soutiennent également.

Pour ce qui est de la signalisation, le Ministère de l'Économie intervient pour le balisage des circuits autopédestres, du réseau national de sentiers de randonnées et des randonnées CFL, ainsi que pour les sentiers transfrontaliers et européens qui traversent notre pays. Les autres sentiers de randonnées locaux et les sentiers thématiques sont gérés à d'autres niveaux (communes, syndicats d'initiative, etc.).

Le Ministère de l'Économie a conclu une convention avec les Services de l'Entraide sàrl, une structure de réinsertion sociale et professionnelle. Trois à quatre équipes sillonnent l'ensemble du territoire national tout au long de l'année afin de vérifier et de remplacer la signalisation des différents sentiers de randonnée. Ces personnes font un travail remarquable qui est très apprécié compte tenu du temps d'intervention très rapide suite à chaque incident signalé.

Pour ce qui est du matériel nécessaire pour le balisage, le Ministère de l'Économie est chargé de l'acquisition ou bien il assure le remboursement aux différents porteurs de projet.

Il importe de signaler que les autorités publiques sont souvent tributaires de faits qui se soustraient à leur influence: dégâts naturels dus à des intempéries et inondations ou vandalisme. Les services mis en place pour assurer l'entretien et le balisage font le nécessaire dans la mesure du possible pour remédier aux dégâts engendrés par ce type d'événements.

Les informations sur d'éventuels problèmes d'entretien ou de signalisation parviennent des équipes de balisage qui sillonnent les sentiers, mais également souvent de randonneurs qui prennent la bonne initiative de les signaler aux syndicats d'initiative, aux Offices Régionaux de Tourisme, à l'Office National du Tourisme ou bien directement au Ministère de l'Économie.

J'invite les honorables Députés à informer le Ministère de l'Économie des cas concrets auxquels ils se réfèrent afin que le Ministère puisse veiller à remédier aux problèmes de suite grâce aux équipes d'intervention mentionnées ci-dessus.

Question 1173 (01.06.2015) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'instructeur de natation:

Lors de l'examen périodique médical d'un instructeur de natation (code CIP-08: 3423), le formulaire complété par le gérant d'un centre de natation a été refusé par le médecin du travail avec comme argument que la case «Risques» n'était pas remplie adéquatement. En effet, le médecin du travail a fait remarquer que le sauvetage de personnes en détresse devait y figurer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si l'exigence de faire figurer le sauvetage de personnes en détresse parmi les risques qu'encourt

l'instructeur de natation est obligatoire, sachant que le gérant en question ne s'est jamais vu demander une telle précision?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer le bien-fondé de cette précision considérant que l'assistance aux baigneurs et les premiers secours font partie des compétences requises pour l'exercice du métier d'instructeur de natation?

- Vu que le gérant d'un centre de natation est le responsable des instructeurs de natation de son établissement, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations précises quant à la responsabilité engagée du responsable?

Réponse (30.06.2015) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Dans sa question parlementaire n°1173 du 1^{er} juin 2015 l'honorable Député Gusty Graas a noté que lors de l'examen périodique médical d'un instructeur de natation (code CIP-08: 3423), le formulaire complété par le gérant d'un centre de natation aurait été refusé par le médecin du travail avec comme argument que la case «Risques» n'aurait pas été remplie adéquatement. Le médecin du travail aurait fait remarquer que le sauvetage de personnes en détresse aurait dû y figurer.

Dans ce contexte, l'honorable Député a demandé si l'exigence de faire figurer le sauvetage de personnes en détresse parmi les risques qu'encourt l'instructeur de natation est obligatoire, sachant que le gérant en question ne s'est jamais vu demander une telle précision. Par ailleurs, l'honorable Député a posé la question du bien-fondé de cette précision considérant que l'assistance aux baigneurs et les premiers secours font partie des compétences requises pour l'exercice du métier d'instructeur de natation. Finalement, et vu que le gérant d'un centre de natation est le responsable des instructeurs de natation de son établissement, l'honorable Député a demandé des informations précises quant à la responsabilité engagée du responsable.

En réponse, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que, pour chaque administration, établissement ou service étatique ou communal, le responsable chargé de mettre en œuvre et de promouvoir la sécurité établit, en collaboration avec le médecin du travail, un inventaire des postes à risques. D'après l'article L.326-4 du Code du Travail, il faut entendre par poste à risque: «1. tout poste exposant à un risque de maladie professionnelle, à un risque spécifique d'accident professionnel sur le lieu de travail, à des agents physiques, chimiques, biologiques ou cancérigènes susceptibles de nuire à la santé; 2. tout poste comportant une activité susceptible de mettre gravement en danger la sécurité et la santé d'autres travailleurs ou de tiers ainsi que tout poste de travail comportant le contrôle d'une installation dont la défaillance peut mettre gravement en danger la sécurité et santé d'autres travailleurs ou de tiers».

Conformément à l'article 32, paragraphe 2 du statut général des fonctionnaires de l'État, respectivement l'article 36, paragraphe 2 du statut général des fonctionnaires communaux et l'article L.326-3 du Code du Travail, les agents étatiques et communaux occupant un poste à risques tel que défini ci-dessus doivent se soumettre régulièrement à des examens médicaux périodiques effectués par le médecin du travail. Le suivi des échéances de ces examens médicaux et le remplissage des formulaires y relatifs sont à effectuer par les responsables de la sécurité.

Le formulaire relatif à l'examen médical comporte plusieurs rubriques relatives au poste occupé par l'agent à examiner, entre autres celle concernant les risques éventuels liés au poste. Étant donné que, conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles, les missions du responsable consistent notamment à «évaluer les risques en vue du choix adéquat des équipements, substances et aménagements, en vue du meilleur niveau de protection et en vue de l'intégration de la préoccupation de sécurité à tous les niveaux d'activités journalières», il devrait disposer des informations nécessaires pour identifier les risques liés au poste de travail de la personne à examiner. Évidemment, le responsable peut à tout moment contacter le médecin du travail pour qu'il l'assiste à identifier les risques en question.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que veiller à la sécurité physique des baigneurs fait certes partie des tâches quotidiennes d'un instructeur de natation, mais que le sauvetage de personnes en détresse comporte également des risques pour la santé de l'instructeur de natation lui-même. D'autres risques pourraient par exemple être liés aux irritations respiratoires dues au chlore.

Finalement, et concernant la responsabilité engagée du responsable chargé de la sécurité, il convient de souligner que d'après les articles 6 et 7 la loi précitée du 19 mars 1988, la fonction de responsable dans les établissements étatiques et communaux, tels que les centres de natation, revient aux présidents ou préposés chargés de la direction. Si ces derniers ont le statut d'agent public les dispositions relatives aux droits, devoirs, exonérations et sanctions prévus par respectivement le statut général des fonctionnaires de l'État et le statut général des fonctionnaires communaux s'appliquent.

Question 1174 (01.06.2015) de M. Marc Angel (LSAP) concernant l'accessibilité de la ligne d'autobus 290 pour des personnes âgées et/ou handicapées:

Dû au chantier Royal Hamilius, une série de lignes d'autobus (AVL et RGTR) sont réorganisées à partir du 1^{er} juin, dont la ligne 290 (Mersch-Luxembourg). Cette ligne dessert notamment la Clinique d'Eich, le Tricentenaire à Helmsange, le Centre intégré pour personnes âgées de Bofferdange ainsi que le Blannenheem à Berschbach et est de ce fait très fréquentée par des personnes âgées et/ou souffrant d'handicaps très divers.

Il s'avère que le terminus de ladite ligne sera, à partir du 1^{er} juin, déplacé vers l'arrêt Badanstalt. Or cet arrêt, contrairement au terminus «usuel», la Gare de Luxembourg, n'est pas spécialement aménagé (accès spécifiques, systèmes d'informations acoustiques, etc.) et donc difficilement ou pas du tout accessible pour les personnes âgées et/ou handicapées.

Pourtant, un des objectifs du plan d'action de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH) transposée par le biais de la loi du 28 juillet 2011, est «d'assurer la mobilité des personnes handicapées en leur garantissant l'accessibilité aux transports publics (...) afin de permettre aux personnes en situation de handicap de se déplacer de manière autonome et si possible sans que la présence d'une tierce personne soit nécessaire».

Afin d'atteindre cet objectif, le Gouvernement annonce dans son plan d'action (page 35) qu'«une ligne de bus totalement accessible sera mise en service à court terme dans le cadre d'un projet pilote. L'expérience engrangée par ce projet devra permettre la création d'une ligne cohérente (...) qui devra servir de modèle en matière d'accessibilité des transports».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent confirmer les informations en rapport avec la ligne 290?

- Ont-ils connaissance des problèmes invoqués? Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils d'y remédier et, si oui, par quels moyens et dans quel délai?

- Est-ce que la ligne de bus du projet pilote annoncée dans le plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH a été réalisée? Dans l'affirmative, est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent fournir de plus amples détails sur le projet (mise en œuvre, localisation, durée, conclusions...)? Dans la négative, quelles sont les raisons pour la non-réalisation de ce projet?

- La réalisation ultérieure de ce projet est-elle prévue par le Gouvernement? Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres partagent l'avis que, vu les institutions desservies, la ligne 290 se prêterait bien à un tel projet pilote?

Réponse commune (06.07.2015) de M. Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En matière de «handicap», le rôle du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est de développer et de coordonner les politiques, législations et actions en faveur des personnes en situation de handicap au niveau du Gouvernement luxembourgeois. En sa qualité de «point de contact» dans le cadre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH), le Ministère de la Famille promeut, encourage et fait avancer, notamment par la voie d'un plan d'action

quinquennal, le «mainstreaming» du handicap dans tous les domaines de la vie et domaines politiques et favorise ainsi la mise en place d'une culture de l'inclusion.

En ce qui concerne l'accessibilité des transports publics, le Ministère de la Famille se concerta régulièrement avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Pour ce qui est en particulier de la ligne de bus RGTR 290, nous confirmons que celle-ci a subi des changements à partir du 1^{er} juin 2015 en relation avec le chantier Hamilius. La ligne a été réorganisée et a son terminus au premier contact avec le centre ville, à l'arrêt Badanstalt. Plusieurs lignes RGTR doivent fonctionner maintenant selon ce principe.

Comme la majorité des arrêts de bus sur le territoire de la Ville de Luxembourg, l'arrêt Badanstalt répond aux exigences de l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite, bien qu'il ne possède pas tous les atouts de la gare centrale. Vu l'importance de l'arrêt il faudra évaluer la configuration ensemble avec les services responsables de la Ville de Luxembourg.

De manière générale nous tenons à soulever que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures entreprend beaucoup d'efforts afin d'améliorer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite au réseau RGTR. D'abord les responsables du RGTR favorisent la mise en service de bus à plancher bas ou des bus du type «low-entry» dans les situations où la configuration de la ligne de bus le permet. Au-delà de cette mesure, la mise en service du projet télématique améliorera considérablement l'annonce des informations aux personnes en situation de handicap.

Pour le moment il n'existe pas de ligne de bus «modèle» regroupant toutes les spécifications concernant l'accessibilité des personnes en situation de handicap. En vue d'instaurer une ligne de bus modèle, comme énoncé dans le plan d'action de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, il faudra préalablement adapter les différents arrêts de bus.

Or, précisons que l'aménagement des arrêts bus se trouve sous la responsabilité des autorités communales.

Quoi qu'il en soit, la mise en service de la ligne 290 est toujours destinée à servir dans le futur de ligne modèle, le matériel roulant y étant déjà adapté.

Question 1175 (02.06.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les sanctions à l'encontre de la Russie:

Le «Tageblatt online» a publié un article le 31 mai 2015 dans lequel il cite un rapport du journal allemand «Spiegel» au sujet des sanctions à l'encontre de la Russie dans le contexte de la crise ukrainienne. Selon ce rapport, le commerce entre des entreprises multinationales américaines et la Russie continuerait malgré les sanctions économiques prononcées par les États-Unis et l'Union européenne. Le rapport évoque même des commandes et livraisons d'équipements militaires. Si les multinationales européennes enregistrent des pertes considérables en termes de commerce avec la Russie suite à ces sanctions, les multinationales américaines quant à elles connaîtraient étonnamment une hausse de leur chiffre d'affaires.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du rapport du «Spiegel» susmentionné?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une enquête devrait être ouverte afin de faire toute la lumière sur cette affaire?

- Si ces allégations s'avèrent véridiques, quelles conséquences l'Union européenne respectivement le Gouvernement luxembourgeois envisagent-ils d'en tirer?

Réponse (02.07.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

L'article cité par l'honorable Député dans sa question parlementaire décrit l'impact des mesures restrictives de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique à l'encontre de la Russie sur les affaires de certaines entreprises américaines et européennes (dont notamment allemandes) en Russie, sans pour autant présenter une analyse globale de l'impact des mesures respectives sur le commerce bilatéral Union euro-

péenne - Russie et le commerce bilatéral États-Unis d'Amérique - Russie.

Selon les chiffres officiels de la Commission européenne («DG Commerce»), le commerce bilatéral de biens entre l'UE et la Russie a connu une baisse de 326,4 milliards EUR en 2013 à 285,1 milliards EUR en 2014 (-12,6%), dont -13,5% pour les exportations européennes vers la Russie et -12,1% pour les importations russes vers l'UE.

Selon les chiffres officiels des États-Unis d'Amérique («US Census data»), le commerce bilatéral de biens entre les États-Unis d'Amérique et la Russie a diminué de 38,2 milliards USD en 2013 à 34,4 milliards USD en 2014 (-9,9%), dont -3,5% pour les exportations américaines vers la Russie et -12,6% pour les importations russes aux États-Unis d'Amérique.

Même si le commerce de biens entre les États-Unis d'Amérique et la Russie ne représentait qu'environ 11% en 2014 du commerce de biens de l'Union européenne avec la Russie, l'impact des mesures restrictives semble néanmoins se faire sentir des deux côtés de l'Atlantique.

Ensemble avec les autres États membres de l'UE, le Ministère des Affaires étrangères et européennes suit de très près la mise en œuvre des mesures restrictives européennes et américaines à l'encontre de la Russie ainsi que leur impact sur les entreprises européennes.

Soucieux d'une mise en œuvre harmonisée de ces mesures, le Ministère des Affaires étrangères et européennes est aussi en contact avec les autorités compétentes des États-Unis d'Amérique avec lesquelles il a soulevé le sujet en question.

Question 1176 (02.06.2015) de M. Gusty Graas (DP) concernant les pilules de contraception augmentant le risque de thrombose:

Des scientifiques de l'Université de Nottingham ont récemment publié une étude détaillée concernant le risque d'une thrombose relatif à l'usage de certaines pilules de contraception. Ainsi, ce risque serait nettement plus élevé en utilisant des pilules contenant du désogestrel ou du cyproteron. Il y a un an et demi une étude de l'Agence Européenne des Médicaments avait fourni des résultats similaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des études susmentionnées?

- Est-ce que des pilules contenant du désogestrel ou de la cyprotérone sont commercialisées au Luxembourg?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre des mesures appropriées contre la commercialisation des produits en question?

Réponse (30.06.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Madame la Ministre de la Santé est au courant de l'étude à laquelle se réfère l'honorable Député Gusty Graas. Cette étude confirme les conclusions de 2013 de l'Agence Européenne des Médicaments (EMA) à Londres sur le faible risque de thrombose avec la prise de contraceptifs oraux combinés.

Les résultats de l'étude sont en accord avec ceux de la réévaluation du rapport bénéfice/risque menée en 2013 par l'EMA qui avait conclu que le rapport bénéfice/risque restait positif à condition de les utiliser en accord avec le résumé des caractéristiques du produit.

Des médicaments contenant du désogestrel et de la cyprotérone sont commercialisés au Luxembourg.

Ces médicaments continuent à être suivis par le PRAC (Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance) qui a recommandé le suivi des activités de pharmacovigilance.

Suite à la réévaluation conduite en 2013, des mesures de minimisation de risques ont été introduites dans le résumé des caractéristiques du produit afin de mieux adresser le risque de thrombose, qui reste faible, et qui varie en fonction du type de progestatif que les différents contraceptifs contiennent. Les médecins et les patientes en sont informés et il appartient au médecin, en évaluant les éventuels facteurs de risque de chaque patiente et en accord avec elle, de décider du contraceptif à prescrire qui lui convient le mieux en fonction de l'anamnèse.

Question 1178 (02.06.2015) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant la déclaration des transactions des entreprises belges supérieures à 100.000 euros:

Selon un article paru dans la presse belge, notamment dans le quotidien «Le Soir», le Gouver-

nement belge aurait décidé de placer le Luxembourg sur la liste des paradis fiscaux. Cette décision aurait pour conséquence d'obliger toutes les entreprises belges à déclarer leurs transactions supérieures à 100.000 euros avec le Luxembourg. Selon un expert fiscaliste, cette décision pourrait entraîner des difficultés au niveau des entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1. Lors du sommet belgo-luxembourgeois «Gai-chel VIII», du 5 février 2015, il a été retenu que: «Le Gouvernement belge examinera prochainement l'opportunité de cette mesure à la lumière des nouveaux développements et informera le Luxembourg des suites y réservées.» Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le Gouvernement belge a, entre le 5 février et la prise de décision effective, informé le Luxembourg de sa décision?

2. Sachant que ces entreprises verront leur taux d'imposition augmenter sensiblement, quelles seront les conséquences concrètes de cette décision du Gouvernement belge?

3. Monsieur le Ministre peut-il me communiquer le nombre d'entreprises belges qui seraient touchées par cette décision et le volume global des recettes fiscales que le Luxembourg perçoit à travers les entreprises concernées?

4. Parmi ces entreprises, combien d'entre elles disposent d'une substance économique?

5. Le Luxembourg avait fourni au Gouvernement belge une liste des entreprises ayant bénéficié d'une décision anticipée au Luxembourg. Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il existe un lien entre la remise de cette liste et la décision du Gouvernement belge citée ci-dessus?

6. Monsieur le Ministre peut-il me transmettre les détails de cette liste fournie à la Belgique et notamment:

a) sur quelle période cette liste s'étend;

b) le nombre d'entreprises comprises sur cette liste?

7. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette décision à l'encontre du Luxembourg est justifiée?

8. Hormis la Belgique, avez-vous connaissance d'autres pays qui ont entamé ou finalisé une démarche identique?

9. Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il déjà entrepris des démarches envers le Gouvernement belge, et si oui, lesquelles? Sinon, quelles démarches compte-t-il entreprendre prochainement?

10. Qu'entendez-vous entreprendre afin que le Luxembourg ne soit plus considéré comme un paradis fiscal pour les grandes sociétés et les multinationales?

Réponse (24.06.2015) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

En réponse à la première question de l'honorable Député, il convient de souligner que l'article de presse auquel celui-ci se réfère ne reflète pas exactement la réalité. En effet, la législation belge ne prévoit pas de liste des paradis fiscaux, sur laquelle figurerait le Luxembourg.

L'article 307, CIR 92 belge, applicable à partir de l'année d'imposition 2010, prévoit que «les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (...) sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui (...) pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard (...), et ce à l'occasion de leur déclaration annuelle à l'impôt. L'article précise en outre que cette déclaration «doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100.000 euros». A noter que l'article prévoit une obligation de notification, mais non pas d'augmentation du taux d'imposition à charge des sociétés concernées, tel que le suggère l'honorable Député dans sa deuxième question.

Étant donné que le 23 novembre 2013, le «Forum mondial» sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales, l'article précité est susceptible de s'appliquer, en relation avec le Luxembourg, pour l'année d'imposition 2014.

Dans la mesure où les sociétés visées, le cas échéant, sont des contribuables belges, l'administration luxembourgeoise ne dispose pas des éléments permettant d'apporter une réponse aux questions 3. et 4. de l'honorable Député

Les autorités belges préparent actuellement une circulaire devant préciser, le cas échéant, les mo-

dalités d'application de l'article précité. À ce jour, elle n'a pas encore été finalisée et les discussions entre les deux Gouvernements continuent à ce sujet. En effet, le Gouvernement a, dès son entrée en fonction le 4 décembre 2013, mis en œuvre tout un éventail de mesures pour répondre aux critiques du «Forum mondial». En tout état de cause, l'application de la loi à des entreprises luxembourgeoises serait, le cas échéant, la suite mécanique de la vérification des conditions prévues à l'article 307 précité, sans lien avec la liste des décisions anticipées communiquée aux autorités belges, tel que le laisse sous-entendre l'honorable Député dans la cinquième question.

Quant à la sixième question, il convient d'indiquer que cette liste est couverte par le secret fiscal et n'est dès lors pas susceptible de faire l'objet d'une publication.

Pour répondre aux quatre dernières questions de l'honorable Député, il convient de rappeler qu'outre le cas de la Belgique, dont la loi est susceptible de s'appliquer mécaniquement, des institutions financières internationales telles que la BEI ou la BERD menaçaient de ne plus utiliser la place financière luxembourgeoise pour leurs opérations si le Luxembourg ne négociait pas une période de grâce avec ces institutions, et ce sur la base d'un calendrier rigoureux avec leur panoplie de mesures législatives.

Sur ce, toute une série d'initiatives législatives ont été prises:

- la loi du 26 mai 2014 portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts;

- la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Au travers de ses décisions, le Gouvernement a par ailleurs pu procéder à:

- le 29 octobre 2014, la signature de la déclaration de Berlin, en vertu de laquelle le Luxembourg compte parmi les «early adopters» du «Common Reporting Standard»;

- en novembre 2014, l'adoption de la proposition de directive européenne en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal);

- le 1^{er} janvier 2015, à la mise en œuvre de l'échange automatique prévu par la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêt.

Grâce à l'action décisive du Gouvernement, une nouvelle évaluation du Luxembourg est désormais en cours et devrait se traduire, au cours des prochains mois, par une confirmation par le «Forum mondial» de l'efficacité des mesures mises en œuvre. La nouvelle évaluation du Luxembourg en cours a permis de prolonger la période de grâce obtenue auprès des institutions financières et internationales. C'est sur cette base également que se poursuivent les discussions avec le Gouvernement belge.

On peut donc affirmer que les mesures les plus déterminantes pour résoudre la situation actuelle ont d'ores et déjà été prises. Dès l'aboutissement de la procédure actuellement en cours au «Forum mondial», le Luxembourg ne sera en principe plus susceptible de tomber dans le champ d'application de la législation belge précitée ou de toute autre législation ou réglementation similaire.

Question 1179 (02.06.2015) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les contrats de travail des salariés du «Luxembourg Institute of Science and Technology»:

Avec la loi du 3 décembre 2014 relative à l'organisation des centres de recherche publics, les CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann ont été regroupés en un seul établissement dénommé «Luxembourg Institute of Science and Technology», abrégé par LIST.

Il me revient que dans le contexte de ce regrou-



pement ayant pris effet au 1^{er} janvier 2015, les contrats de travail des salariés ont dû être «adaptés» à la nouvelle situation, c.-à-d. que de nouveaux contrats ont dû être conclus. Dû à une réorganisation des domaines de recherche au sein du centre nouvellement créé, visant notamment à supprimer tout dédoublement des activités de recherche, certains contrats à durée déterminée (CDD) n'auraient ainsi pas été renouvelés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'information que suite au regroupement des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann de nouveaux contrats de travail ont dû être conclus pour tous les salariés du nouveau LIST?

- Est-ce que des représentants syndicaux / des représentants du personnel furent impliqués dans l'élaboration des nouveaux contrats? Dans la négative, pourquoi pas?

- Est-il correct que certains CDD n'ont pas été renouvelés? Si oui, pour quelles raisons?

- En comparant les effectifs des CRP Tudor et Lippmann avec ceux du LIST, quel est le «bilan» (en nombre) des différents types de contrats (à durée déterminée et à durée indéterminée)? Si ce bilan est négatif, peut-on en conclure que le regroupement des deux CRP a engendré une perte d'emplois?

Réponse (02.07.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1179 de Madame la Députée Taina Bofferding.

Bien que la loi du 3 décembre 2014 relative à l'organisation des centres de recherche publics (CRP) n'implique pas l'obligation légale de conclure de nouveaux contrats de travail avec l'ensemble du personnel du «Luxembourg Institute of Science and Technology» (LIST), les conseils d'administration des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann avaient pris la décision de proposer de nouveaux contrats de travail au personnel LIST. Cette décision a été entérinée par le nouveau conseil d'administration du LIST et poursuit essentiellement l'objectif de simplifier et d'harmoniser la gestion administrative du personnel et d'officialiser la fonction de chaque collaborateur dans les nouvelles entités organisationnelles du LIST.

En outre les nouveaux contrats de travail formalisent l'octroi des conditions harmonisées, telles qu'elles ont été élaborées en étroite collaboration avec la délégation du personnel.

À la dissolution des CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann fin 2014, quatre contrats CDD et deux contrats de stagiaires sont venus à échéance et ne sont plus comptabilisés dans l'effectif du LIST au moment de sa création en date du 1^{er} janvier 2015. En outre six collaborateurs sous contrats CDI ont démissionné du CRP en date du 31 décembre 2014 en vue d'un engagement auprès de l'administration gouvernementale.

Ainsi le nouveau centre de recherche LIST comptait au moment de sa création 142 employés sous contrats CDD, 485 employés sous contrats CDI et douze collaborateurs sous le statut de stagiaire, fonctionnaire détaché ou autre.

Après cinq mois et demi, le LIST compte 129 personnes sous contrats CDD. Cette légère baisse du contingent est essentiellement due à la saisonnalité de certaines activités et projets. Le nombre de personnes travaillant sous contrats CDI reste constant à 484 unités. Actuellement le centre de recherche LIST occupe 42 personnes sous le statut de stagiaire, fonctionnaire détaché ou autre.

En résumé, l'effectif du centre de recherche LIST a évolué de 639 personnes à sa création (1^{er} janvier 2015) à 655 au 15 juin 2015.

Question 1180 (02.06.2015) de M. Marc Lies (CSV) concernant les changements sur la ligne RGTR 125:

La localité d'Itzig a été affectée non seulement par la suppression de la ligne RGTR 125, mais également par le fait que la nouvelle ligne RGTR 167 qui la remplace, ne dessert plus directement le Kirchberg. Les utilisateurs de la ligne qui souhaitent se rendre au Kirchberg sont obligés de changer de ligne en cours de route.

Ce qui est encore plus regrettable est le fait que divers arrêts, notamment «Beim Klouschter» et «Am Horra», ont été supprimés sans que la commune ni les résidents n'en aient été informés auparavant.

- Alors que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures se veut d'améliorer le réseau des transports en commun, ces changements ne sont-ils pas un pas dans l'autre di-

rection?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de réinstaurer les arrêts supprimés dans le village d'Itzig afin que les habitants puissent prendre à l'avenir le bus à ces arrêts?

Réponse (02.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire du 2 juin 2015, l'honorable Député Marc Lies souhaite avoir des informations concernant la réorganisation d'une ligne de bus desservant sa commune.

Préalablement, j'aimerais noter que lors de la réorganisation du réseau RGTR qui a dû se faire dans le cadre de la suppression de la gare routière Hamilius à partir du 1^{er} juin 2015 et afin d'assurer le fonctionnement du réseau RGTR au centre ville, il a été nécessaire de réduire de façon très importante le nombre de bus circulant entre la gare, le centre ville et le Kirchberg.

Par conséquent, le Service des transports publics du département des transports, en charge du réseau RGTR, a dû supprimer un grand nombre de connexions directes entre différentes localités de l'agglomération de Luxembourg avec différents quartiers de la ville.

Suite à cette contrainte, l'ancienne ligne 125 a été remplacée par une nouvelle ligne 167 à Itzig. Les habitants d'Itzig, à l'instar de beaucoup d'autres habitants d'autres localités, doivent changer une fois de bus pour prendre une correspondance vers le Kirchberg.

Inutile de préciser que les contraintes du chantier Hamilius n'ont pas permis la conservation de toutes les anciennes connexions directes de sorte que le nouvel horaire oblige un grand nombre d'usagers des transports publics d'accepter dorénavant un changement de bus au centre ville.

Enfin, je tiens à informer Monsieur le Député que j'ai chargé mes services de réinstaurer les arrêts dans le village d'Itzig («Beim Klouschter» et «Am Horra») à partir de la rentrée 2015 (01.09.2015).

Question 1181 (03.06.2015) de M. Léon Gloden (CSV) concernant les obligations du Code de la Route pour les cyclistes:

La promotion de la mobilité douce fait partie d'une stratégie plus globale visant notamment à désengorger nos routes. Un des moyens de transport auxquels les usagers sont appelés à avoir davantage recours est le vélo. Les vélos doivent être, d'après les dispositions du Code de la Route, munis d'une sonnette e. a. pour prévenir les piétons/coureurs sur le passage des cyclistes. Notons d'ailleurs que le défaut d'une sonnette réglementaire constitue une infraction punissable de 74 euros.

Or, il s'avère que de nombreux vélos ne sont pas équipés de sonnettes. Ainsi, en circulant sur les chemins réservés aux cyclistes et piétons/coureurs, un risque réel de collision et partant d'accident existe, étant donné que le cycliste d'un vélo non équipé d'une sonnette ne peut pas adéquatement prévenir le piéton ou coureur en s'approchant de lui.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les cyclistes sont suffisamment sensibilisés quant aux obligations pesant sur eux du fait des dispositions du Code de la Route?

- Dans la négative, ne serait-il pas utile d'organiser une campagne de sensibilisation à ce sujet?

- Existe-t-il des statistiques relatives aux infractions commises par les cyclistes? Lesquelles?

Réponse (09.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'obligation pour les cyclistes d'équiper leur cycle d'une sonnette.

En l'absence de données objectives permettant d'établir si les cyclistes dans leur ensemble sont suffisamment sensibilisés en ce qui concerne l'obligation d'équiper leur cycle d'une sonnette, je ne peux répondre que par l'observation plus générale qu'il est toujours utile de rappeler le Code de la Route à tous les usagers de la route.

Dans le cadre de la coupe scolaire, la Police grand-ducale sensibilise de façon systématique nos plus jeunes cyclistes quant à l'équipement complet d'un cycle, y compris de la sonnette.

Pour ce qui est des campagnes de rappel sur un sujet tel que celui-ci, une initiative locale re-

layée par la presse est en général plus efficace qu'une campagne de sensibilisation «grand public». Ainsi, la Ville de Luxembourg, en collaboration avec la Police grand-ducale et la «Lëtzebuerger Vélosinitiative», organise depuis deux ans en novembre un «Beleuchtungs-check» auprès des cyclistes qui empruntent le Rond-point Schuman. Pour y avoir partagé en tant que cycliste, je vous confirme que les usagers apprécient l'approche pratique, utile et positive de l'action.

Si une commune observait, à un certain endroit, un problème récurrent de cyclistes non équipés de sonnettes, ne pourrait-elle pas organiser, par exemple lors de la semaine de la mobilité, une action similaire où des sonnettes portant le logo de la commune seraient distribuées aux cyclistes? Cela s'est déjà fait à l'étranger.

Au cours des dernières années, la Police grand-ducale n'a relevé aucun défaut d'une sonnette réglementaire sur un cycle.

Question 1182 (03.06.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'exploitation de travailleurs au Luxembourg:

Une récente étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) plaide en faveur d'une tolérance zéro envers les formes graves d'exploitation par le travail. Selon les auteurs, le risque d'exploitation des travailleurs est élevé dans des secteurs tels l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la construction, les activités d'hébergement et de restauration, les travaux domestiques et certaines formes de travaux industriels. Le Luxembourg est à plusieurs reprises pointé du doigt pour sa législation non conforme aux standards européens.

La FRA recommande enfin aux institutions européennes et aux États membres:

- d'établir des mécanismes de prévention et de contrôle à travers l'inspection sur le lieu de travail, créant un cadre juridique et institutionnel pour suivre les cas d'exploitation au travail;

- de garantir aux victimes l'accès à la justice en mettant à leur disposition des services d'aide ciblés, en leur fournissant des informations sur leurs droits, en menant des enquêtes et des procédures d'examen efficaces et en appliquant des sanctions à l'égard des auteurs de toute forme d'exploitation au travail;

- de contraindre les entreprises de fournir des informations sur les mesures de sauvegarde prises pour empêcher l'exploitation au travail, et de publier un registre public des employeurs ou des recruteurs reconnus coupables d'exploitation au travail;

- de ne pas subordonner le droit des victimes d'être reconnues comme telles et de pouvoir se tourner vers la justice à la situation légale de celles-ci par rapport au droit de séjour.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'étude, notamment en ce qui concerne le Luxembourg?

2. Comment le Ministre envisage-t-il de transposer les recommandations de la FRA en droit luxembourgeois? Quelles initiatives législatives et autres Monsieur le Ministre envisage-t-il?

3. Comment Monsieur le Ministre entend-il sensibiliser les travailleurs qui risquent le plus de faire l'objet de ces types d'exploitation par le travail?

4. Quels sont les mécanismes de prévention et de contrôle mis en place pour suivre les cas d'exploitation? Existe-t-il des statistiques quant aux formes graves d'exploitation par le travail?

5. Quel est l'avis de Monsieur le Ministre quant à la mise en place d'un registre public reprenant les employeurs/recruteurs reconnus coupables d'exploitation par le travail?

6. Monsieur le Ministre considère-t-il qu'il existe une différence de traitement en matière d'exploitation par le travail entre ressortissants de pays tiers et ressortissants de pays de l'UE? Cette différence de traitement est-elle justifiée?

Réponse (07.07.2015) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Ad 1. Il y a lieu de retenir tout d'abord que les conclusions de l'étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) ne concernent pas uniquement le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dans ce contexte et pour améliorer l'efficacité des enquêtes dans les cas d'exploitation grave par le travail, il convient d'institutionnaliser la

coopération et d'établir des liens étroits entre l'Inspection du travail et des mines et les autres administrations impliquées (Police grand-ducale, Administration des Douanes et Accises) et les procureurs, y compris dans des contextes transfrontaliers, en vue de pouvoir combattre plus efficacement toute forme d'exploitation par le travail.

À noter que dans le cadre de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'ITM informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains.

Ad 2. En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, il y a lieu de retenir que prochainement un projet de loi sera introduit dans la procédure législative pour transposer notamment la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Dans ce cadre, il est également prévu que dorénavant l'Inspection du travail et des mines pourra faire cesser le travail ou ordonner la fermeture partielle ou totale d'un chantier en cas de violation en matière de droit du travail.

Il y sera également prévu que la responsabilité en cascade dans le cadre de sous-traitance directe et indirecte sera définie comme disposition d'ordre public.

Ces mesures permettront de combattre plus concrètement toutes les formes d'exploitation par le travail.

Ad 3. L'Inspection du travail et des mines permet aux victimes soumises à des formes graves d'exploitation par le travail d'accéder à des informations sur leurs droits légitimes en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail sur son site Internet et accueille également des salariés et des employeurs au sein de ses guichets qui par ailleurs ont été augmentés de trois (Strassen, Esch-sur-Alzette et Diekirch) à sept (Wiltz, Wasserbillig, Differdange et Dudelange).

Les syndicats justifiant de la représentativité nationale générale pour le secteur privé ont, lors de réunions à caractère tripartite sur la lutte contre le dumping social dans le secteur de la construction, également déclaré qu'ils allaient entamer des actions en vue de sensibiliser les salariés de contacter l'Inspection du travail et des mines en cas de constatation d'abus et qu'ils procéderaient à la formation de leurs délégués du personnel sur le sujet.

Ad 4. Dans le cadre de ses compétences relatives aux contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'Inspection du travail et des mines informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains ou de formes graves d'exploitation par le travail.

À l'heure actuelle, l'Inspection du travail et des mines ne dispose pas de statistiques fiables regroupant toutes les formes en matière d'exploitation par le travail.

Ad 5. En ce qui concerne la mise en place d'un registre public reprenant les employeurs/recruteurs reconnus coupables d'exploitation par le travail, il paraît envisageable de prévoir que le Comité de coordination national d'inspection du monde du travail prévu à l'article L.613-2 du Code du Travail constitue et tient à jour une telle liste, sans que celle-ci soit nécessairement publique.

Ad 6. Dans le cadre de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'Inspection du travail et des mines ne fait pas de différenciation de traitement en fonction de la nationalité du salarié et de son pays d'origine.

Question 1184 (09.06.2015) de M. Roy Reding (ADR) concernant les autorisations de construire à l'aéroport de Luxembourg:

Luxaviation ass e Lëtzebuerger Betrib, dee sech an de leschte fënnef Joer vun enger Minifirma mat engem Fliher zum zweetgréissten Opérateur vu Privatflieger weltwäit mat 250 Maschinen entwéckelt huet. Ee vun de Responsable beschwéiert sech an engem Interview mam

«Quotidien», datt Luxaviation zënter Joren ugefrot huet, fir um Findel kënnen Maintenancehalen ze bauen.

Dofir hei meng spezifesch Froen, fir d'Éischt un den Infrastrukturminister:

1. Firwat dauert et esou laang mat der Autorisation fir dës Hale vu Luxaviation um Findel?

2. Wou ass de Problem? Soss gëtt um Findel-Areal jo relativ vill beweegt.

3. War d'Prozedur fir d'Cargolux-Hal vergläichbar an huet et do och esou laang gedauert?

De Wirtschaftsminister wollt ech froen:

4. Gëtt et Projektionen, wéi vill Aarbechtsplazen a wéi vill Revenu den Ennerhalt vun 250 Fligieren um Findel kéint duerstellen?

5. Ass hei net e Schoulbeispill, wéi innovativ Firme ganz konkret kéinte gehollef kréien, einfach duerch manner Bürokratie a méi Proaktivitéit vum Stat?

Meng lescht Fro geet un den Éducatiounsminister:

6. Mir hunn, souwäit ech weess, eng komplett Formatioun als Fligermécanicien zu Dummeldeng. Wär Luxaviation net och en interessante Partner an där Formatioun?

Réponse commune (13.07.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum éierbaren Deputéierten oblät et eis, déi heiten Antwerten ze ginn:

Ad 1. an 2. Deen opwendege Projet enthält eng gewëssen Zuel Constraints:

- Ëmwelt: En Accord vun der Ëmweltverwaltung gëtt gebraucht, fir d'Sanéierungsarbeiten ausféieren ze dierfen;

- Plaz: E passenden Terrain ass fonnt ginn, mä déi bestehend Gebaier mussen ofgerappt ginn, fir dee gebrauchte Raum fräizeleen;

- Autorisationen: D'Prozedur Kommodo/Inkommodo, d'Baugenehmigung, etc.;

- operationell an technesch Constraints.

Ausserdem brauch d'Realisation vum Projet e finanziell liewensfähigen Accord fir d'Benotze vum Terrain.

Ad 3. Déi zwee Projekte sinn net matenee vergläichbar, well se prezis an zilorientéiert Verhandlungen brauchen, deenen hiert Virkommen a Resultat ganz vun den Intervenanten a vun den Ëmstänn ofhänken. En Accord fannen, ka sech vu Fall zu Fall als méi oder wéiniger schwéier erweisen.

Et muss och preziséiert ginn, datt d'Équipe vu lux-Airport momentan eng ganz Rei grouss Projekte géréiert, déi alleguer gläich wichteg sinn. De Projet Luxaviation gëtt mat der ganzer Opmierksamkeit behandelt, déi et erlaabt, deesen an deene beschte Konditionen erfollegräich ofzeschleissen.

An Tëschenzäit, bis de Projet konkretiséiert ass, huet lux-Airport Luxaviation eng Iwwergangslösung ugebueden, déi sech an engem fortgeschrittene Stadium vun de Verhandlungen befënt.

Ad 4. a 5. De Wirtschaftsministère ass net mat engem detailléierte Geschäftsplang, dee souwuel d'Besoinen wéi och d'potenziell Retombéee preziséiert huet, befaasst ginn. Hien ass awer vu Luxaviation am Kontext vun enger finanzieller Transaktioun, déi entre-temps realiséiert schéngt ze sinn, informéiert ginn, dass d'Gesellschaft drun denkt, hir Präsenz zu Lëtzebuerg ze verstärken, ënner anerem doduerch, dass d'Maintenance vu Fligieren hei kéint gemaach ginn.

De Ministère huet als generell Approche, all Projet op seng individuell Méritter ze iwwerpréieren, an opgrond vun där Analys dann ze decidéieren, ob a wat fir eng Instrumenter kéinten agesat ginn. Doriwwer eraus ass d'Regierung amgaang, Efforten am Bereich Simplification administrative ze maachen, déi souwuel de Betriber wéi den eenzelne Leit zé gutt kommen.

Ad 6. Et schwätzt näischt dergéint, dass Luxaviation et Apprentisen um Niveau DAP- oder DT-Fligermécanicien ausbild. Wa si den Droit de former hunn, solle si hir oppe Plazen an der Berufsausbildung um Aarbechtsamt mellen. A wa si nach keen Droit de former hunn, solle si sich bei der Chambre de Commerce mellen, fir deesen ze kréien.

Question 1185 (04.06.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les importations depuis la Belgique:

Suites aux récentes allégations de la presse, confirmées aussitôt par le Gouvernement, le Grand-Duché sera classé comme «paradis fiscal» par les autorités belges. Cette disposition obligera les entreprises belges à déclarer toutes les transactions pour des montants supérieurs à 100.000 euros.

Dans le cadre du débat sur le projet de loi n°6592 relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile, qui a été évacué par la Chambre des Députés il y a bientôt un an, des problèmes plus généraux ont été évoqués concernant la «contrainte territoriale» avec la Belgique. De nombreuses entreprises luxembourgeoises ne peuvent effectivement s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur, alors qu'elles sont forcées de passer par des entités belges notamment. D'après le représentant du ministère compétent, ce problème est connu de longue date et de ce fait, plusieurs Ministres luxembourgeois étaient déjà intervenus auprès de la Commission européenne. Cette dernière aurait justement décidé d'étudier la problématique en question.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'étude réalisée par la Commission européenne concernant la problématique de la liberté d'approvisionnement pour les entreprises luxembourgeoises?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les importations depuis la Belgique auront un impact négatif sur l'économie luxembourgeoise suite à l'obligation pour les entreprises belges de déclarer prochainement les transactions dépassant le montant de 100.000 euros?

3. Dans l'affirmative, comment le Gouvernement pense-t-il y remédier?

Réponse commune (06.07.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Ad 1. De nombreuses entreprises luxembourgeoises font face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur. Maints producteurs et grossistes obligent en effet nos entreprises à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées par leur système de réseaux de distribution. Le libre accès au fournisseur de leur choix, dans l'État membre de leur choix, est donc souvent refusé aux entreprises implantées au Luxembourg. Ceci entraîne une pénalisation pour nos entreprises: en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée de services/de produits et ses services annexes).

En collaboration notamment avec la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), le Gouvernement a entrepris au fil des dernières années une série de démarches pour optimiser l'approvisionnement des entreprises luxembourgeoises, dont notamment des réunions avec la Commission européenne, la participation à des enquêtes et consultations publiques au niveau européen, une demande de renseignement auprès d'une série de multinationales, etc.

Suite à ces multiples efforts, le problème d'approvisionnement au Luxembourg avait finalement été souligné de manière explicite dans le rapport annuel sur l'état d'intégration du marché intérieur⁴, publié par la Commission européenne dans le cadre de son examen annuel de la croissance. L'ancien Commissaire européen en charge du marché intérieur Michel Barnier avait à l'époque partagé les interrogations du Luxembourg quant à la légitimité au sein du marché intérieur de pratiques et restrictions telles que celles décrites ci-dessus et avait affiché sa détermination à lutter contre tout cloisonnement artificiel du marché intérieur. En 2014, la Commission européenne a donc commencé à examiner de plus près la question des restrictions territoriales de l'offre.

À travers son programme gouvernemental (2013), le Gouvernement s'est engagé à s'employer en faveur d'une levée des difficultés d'approvisionnement évoquées ci-dessus.

En janvier 2015, le Ministre de l'Économie a rencontré Elżbieta Bienkowska, la nouvelle Commissaire européenne chargée du marché intérieur et de l'industrie, qui a également partagé les interrogations du Luxembourg et a affiché une ferme détermination à lutter contre ce type de cloisonnement au sein du marché intérieur. La Commission européenne est à l'heure actuelle toujours dans une phase de collecte d'informations et de données, et n'a donc pas encore terminé son analyse.

À côté des multiples efforts engagés au niveau communautaire, le Ministre de l'Économie a également lancé début 2015 une nouvelle initiative au niveau du Benelux, en présence de représentants de la Commission européenne. Le Secrétariat général Benelux, ensemble avec ses trois pays membres, est actuellement en train d'analyser la possibilité de l'élaboration d'une recommandation politique du Comité de Ministres sur les restrictions territoriales de l'offre. À travers une telle recommandation politique, les pays peuvent s'engager politiquement à tester certaines solutions, ou à introduire des moyens de défense supplémentaires, au niveau du Benelux.

Pour conclure, le Gouvernement suit donc de près l'évolution de ce dossier à la fois au niveau communautaire et au niveau du Benelux, en étroite collaboration avec nos organisations professionnelles concernées.

Ad 2. L'article 307, CIR 92 belge, applicable à partir de l'année d'imposition 2010, prévoit que «les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (...) sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui (...) pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le 'Forum mondial' sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard (...)» et ce à l'occasion de leur déclaration annuelle à l'impôt. L'article précise en outre que cette déclaration «doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100.000 euros». La législation belge ne prévoit donc pas de liste des paradis fiscaux, sur laquelle figurerait le Luxembourg.

Le cas de figure envisagé par l'article 307 est celui d'une entreprise belge donneur d'ordre de paiements à destination d'un pays tiers. Dans l'hypothèse envisagée par l'honorable Député, l'entreprise belge, fournisseur d'une entreprise luxembourgeoise, serait destinataire de paiements en provenance du Luxembourg. Partant, l'article précité n'est pas susceptible d'avoir un impact direct sur l'activité visée par l'honorable Député.

Question 1186 (04.06.2015) de **MM. Marc Spautz** et **Aly Kaes** (CSV) concernant les dysfonctionnements sur les chantiers au Luxembourg:

Après qu'une étude réalisée par la «European Union Agency for Fundamental Rights» a récemment dénoncé l'existence de formes graves d'exploitation par le travail en Europe, un reportage diffusé hier sur RTL a montré que l'esclavage moderne, le dumping social et des conditions de vie indignes des salariés ne semblent pas s'arrêter aux frontières du Luxembourg.

Il y est question de salariés portugais venant au Luxembourg avec l'espoir de trouver un emploi et un meilleur avenir, mais qui font l'objet d'exploitation par leurs employeurs en se faisant rétribuer largement en dessous du salaire social minimum, souvent sans contrat de travail, sans parler de leurs conditions de vie ingrates.

Le reportage sur RTL dénonce par ailleurs des cas de dumping social sur au moins un chantier subventionné par l'État et en partie par l'Union européenne.

Notons que Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avait déjà dénoncé la problématique alarmante du dumping social et indiqué aux députés le 15 janvier 2014:

«Il faut constater qu'à cet égard la situation est en voie de détérioration dans notre pays, en particulier dans le secteur de la construction. Les règles du détachement sont de moins en moins respectées et la législation concernant le salaire social minimum se trouve souvent grossièrement violée.

Face à une telle évolution, il importe de protéger les entreprises luxembourgeoises exposées à une concurrence déloyale et illégale. Faute de réagir adéquatement à ce phénomène, on inciterait implicitement les entreprises luxembour-

geoises à se mettre elles-mêmes dans l'illégalité. Au plan européen, un renforcement de la directive détachement se trouve en cours d'instance. Au plan national, il s'agira de donner à l'ITM des moyens supplémentaires en ressources humaines et surtout la possibilité d'infliger des sanctions rapides et efficaces à l'encontre d'entreprises pratiquant souvent de façon éhontée le dumping social.

L'introduction du badge social a constitué une première étape en ce sens, mais ne suffit pas.

Il est désormais indispensable de se doter de moyens de répression efficaces.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Comment Messieurs les Ministres procèdent-ils pour contrôler en amont et en aval les entreprises soumissionnaires (et leurs sous-traitants) dans le cadre d'un marché public?

2. Comment Messieurs les Ministres envisagent-ils de protéger efficacement les entreprises évoluant dans la légalité face à la concurrence déloyale faite par des entreprises en situation d'illégalité?

3. Alors qu'il paraît que le contrôle sur les chantiers, même publics, ne soit pas assuré, quelles sont les mesures préconisées par Messieurs les Ministres à court, moyen et long terme pour y remédier?

4. Quelles sont les mesures mises en place depuis 2014 pour endiguer les phénomènes de dumping social en particulier et de violation du droit du travail en général?

Réponse commune (16.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire n°1186 du 4 juin 2015, les honorables Députés Aly Kaes et Marc Spautz souhaitent avoir des informations concernant le dysfonctionnement sur les chantiers au Luxembourg.

Ad 1. Dans le cadre des soumissions publiques, le pouvoir adjudicateur définit conformément au règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, des critères de sélection qualitative ainsi que des conditions minima de participation. Cette démarche vise à restreindre jusqu'à un certain niveau le groupe des soumissionnaires potentiels, de manière à pouvoir garantir que l'adjudicateur sera apte à exécuter le marché en question avec la qualité et suivant les conditions requises.

Lors des procédures de soumissions publiques, les opérateurs économiques sont invités à introduire un certain nombre de documents justifiant la conformité par rapport aux exigences formulées. Toutefois, les moyens de contrôle réels dont dispose le maître d'ouvrage sont limités. Ainsi, les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures effectuent les vérifications de tous les documents administratifs lors de la procédure d'adjudication pour autant que ces documents fassent l'objet des données à demander dans le cadre des marchés publics. Il s'agit notamment des certificats émis par les administrations fiscales et les établissements de sécurité sociale, de l'autorisation d'établissement, de l'inscription au registre professionnel ainsi que des bilans et comptes pertes et profits des entreprises.

À ce sujet, il y a lieu de noter que seules les entreprises qui ont pu présenter des documents conformes sont susceptibles de bénéficier d'une commande, les autres étant écartées pour non-conformité administrative. Aussi, la lettre de commande envoyée à l'entreprise après la décision d'adjudication rappelle expressément l'obligation du respect des dispositions de la loi du 20 décembre 2002 concernant le détachement de salariés et le contrôle de l'application du droit du travail.

Le cahier des clauses et conditions générales des CFL, qui est à la base des marchés réalisés sur les chantiers étatiques dont le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des CFL assure la maîtrise d'ouvrage, contient un certain nombre d'obligations à charge de l'entrepreneur et de ses sous-traitants en matière de droit du travail:

L'article 20 (1) prévoit que «les salaires payés ne peuvent ni être inférieurs à ceux prévus par les lois et les règlements en vigueur, ni à ceux prévus dans la convention collective de travail, s'il en existe une, dans l'industrie ou le métier en cause».

L'article 50 (1) prévoit que «l'entrepreneur paiera ses ouvriers et employés en se conformant aux prescriptions et règlements en vigueur».

L'annexe 3, intitulée «respect de la législation nationale luxembourgeoise», rappelle que «il

est impératif que l'entreprise et ses sous-traitants éventuels respectent les lois et règlements du Grand-Duché de Luxembourg, notamment [...] le Code du Travail [...].

Le Code du Travail contient les dispositions relatives au salaire minimum. Et les documents contractuels entre les CFL et l'entreprise générale imposent le respect du Code du Travail. L'entrepreneur général est responsable de ses sous-traitants.

Dans le cadre des procédures d'analyse et d'évaluation des offres remises lors des soumissions, les CFL procèdent, conformément aux lois et règlements en vigueur, à l'analyse des prix offerts. En cas de prix anormalement bas, les soumissionnaires concernés sont priés de remettre des sous-détails de prix et un engagement garantissant la réalisation des prestations aux prix offerts. Sur base de ces informations, les CFL décident de maintenir ou d'écarter l'offre remise. En particulier, une offre proposant des heures de régie dont les taux horaires sont inférieurs au salaire minimum garanti sera écartée d'office.

Quand l'adjudicataire recourt à des entreprises sous-traitantes pour la réalisation de certains travaux, fournitures ou prestations, les CFL lui demandent de leur fournir un certain nombre d'informations et de documents qu'ils analysent avant approbation des sous-traitants:

- plan particulier de sécurité et de santé de l'entreprise (contrôlé préalablement par le coordinateur de sécurité);
- autorisation d'établissement;
- numéro de registre de commerce;
- numéros matricule et d'identification de la TVA;
- liste de personnel.

Chaque sous-traitant approuvé doit en outre figurer sur l'avis préalable du coordinateur de sécurité. D'ailleurs, les divers documents relatifs à un marché (cahier des charges et lettre d'adjudication) rappellent à l'entreprise que celle-ci et l'ensemble de ses sous-traitants doivent impérativement respecter les lois et règlements luxembourgeois en vigueur pour les chantiers publics.

Ad 2. Afin de protéger les entreprises évoluant dans la légalité, un système de badge social a été introduit au 1^{er} janvier 2014 pour les salariés qui ne possèdent pas de carte de sécurité sociale luxembourgeoise et qui pour une durée déterminée viennent travailler sur le territoire luxembourgeois qui permet à l'Inspection du travail et des mines de faire les contrôles nécessaires afin de s'assurer que les dispositions d'ordre public prévues à l'article L.010-1 du Code du Travail soient respectées.

Ad 3. Concernant le contrôle des chantiers, il faut préciser que sur chaque projet de construction de l'État dépendant du Département des Travaux publics, un bureau spécialisé en matière de missions de coordination sécurité et santé est chargé notamment du contrôle de la loi du 20 décembre 2002 concernant le détachement des salariés.

Le coordinateur veillera à ce que les mesures nécessaires soient prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier. Or, suivant les réglementations en vigueur, le coordinateur de sécurité et santé ne peut exercer le contrôle que sur des personnes effectivement déclarées ayant accès au chantier. Cette déclaration d'accès est à établir par l'entreprise, alors que le coordinateur veille à ce que la liste des personnes soit tenue à jour. Pour des raisons de protection des données personnelles, ni lui, ni le maître d'ouvrage n'est autorisé par la législation actuelle à demander aux salariés des entreprises les papiers d'identité, ni des pièces renseignant sur leurs contrats de travail ou leurs rémunérations respectives. Suite à l'introduction du badge social, chaque travailleur doit disposer de la carte de légitimation de la sécurité sociale ou, en cas de détachement, du badge social délivré par l'Inspection du travail et des mines. Ces dispositions récentes ainsi que la décision de renforcer le personnel de l'Inspection du travail et des mines permettront une surveillance accrue au niveau des salariés intervenant sur les chantiers.

En ce qui concerne plus particulièrement les contrôles sur les chantiers dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage, les CFL procèdent régulièrement dans le cadre de leurs compétences:

- à des audits de sécurité sur chantier;
- à des contrôles réguliers sur chantier des conditions de sécurité et de salubrité (contrôle de la présence et de l'état des sanitaires, vestiaires et des locaux servant de réfectoire). Ces contrôles sont en partie réalisés ensemble avec le coordinateur de sécurité;
- à des contrôles des conditions de travail des ouvriers.

Le coordinateur de sécurité, mandaté par les CFL, procède à des visites de chantier régulières au cours desquelles il contrôle outre la sécurité, notamment la salubrité, les conditions de travail, etc. Ces visites font l'objet de rapports de visite.

Finalement, dans ce contexte, le Directeur des Ponts & Chaussées a adressé, en date du 10 janvier 2014, une circulaire à tous ses services les invitant à inclure l'obligation du port de la carte d'affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise ou du badge social dans les cahiers particuliers de charge tout en proposant au Ministre du Développement durable et des Infrastructures d'inclure cette obligation également dans les clauses générales.

De même la Fédération des Artisans a adressé une lettre circulaire à ses membres et à la Chambre des Métiers pour atteindre tous les inscrits au rôle artisanal.

Ad 4. Prochainement un projet de loi sera introduit dans la procédure législative pour transposer notamment la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement des salariés effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Dans ce cadre, il est également prévu que dorénavant l'Inspection du travail et des mines pourra faire cesser le travail ou ordonner la fermeture partielle ou totale d'un chantier en cas de violation en matière de droit du travail.

Il y sera également prévu que la responsabilité en cascade dans le cadre de la sous-traitance directe et indirecte sera définie comme disposition d'ordre public.

Question 1187 (04.06.2015) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le processus de Bologne:

Le programme Erasmus permet aux étudiants de passer un semestre de leurs études à l'étranger, ce qui revêt une importance particulière. En effet, il permet l'approfondissement de langues étrangères, l'acquisition du savoir et d'une manière plus générale un élargissement de l'horizon culturel et intellectuel. Le processus de Bologne visait à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables à l'échelle européenne afin de promouvoir la mobilité internationale des étudiants.

Or, la mobilité des étudiants est parfois freinée par des problèmes de reconnaissance des diplômes entre pays européens et pays tiers.

Lors de la récente conférence interministérielle européenne sur le processus de Bologne à Erevan, en Arménie, l'importance d'avancer vers la reconnaissance automatique des diplômes et des compétences a été soulignée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien d'étudiants de l'Université du Luxembourg ont participé au programme Erasmus durant les dernières cinq années académiques?
- Le Ministre est-il au courant des problèmes de reconnaissance des diplômes?
- Quels moyens le Ministre a-t-il à sa disposition afin de favoriser la reconnaissance des semestres Erasmus dans le cadre du processus de Bologne?

Réponse (30.06.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En ce qui concerne le nombre d'étudiants qui ont participé au programme Erasmus, l'Université du Luxembourg a déjà permis et organisé la mobilité de 2.319 étudiants dans le cadre de ce programme, et ce depuis 2010. Cette mobilité a été financée à travers les subventions du programme européen Erasmus, qui ont permis l'octroi de bourses de mobilité aux étudiants de l'Université du Luxembourg. Pour l'année académique 2015-2016, l'Université du Luxembourg a 215 accords Erasmus en vigueur. Par ailleurs, je tiens à souligner que l'Université du Luxembourg s'est vu attribuer la Charte Erasmus par la Commission européenne, Direction générale Éducation & Culture, à compter du 10 janvier 2014.

Afin d'éviter les problèmes de reconnaissance du programme académique pendant la mobilité, l'Université du Luxembourg fait signer un «learning agreement» à l'étudiant et à l'université partenaire, qui est censé garantir que le programme académique pendant la mobilité

soit agréé par toutes les parties (document-type, correspondant à la Charte Erasmus: http://ec.europa.eu/education/opportunities/higher-education/doc/learning-studies_en.pdf).

La signature d'un tel «learning agreement» a été mise en place à partir de l'année académique 2006-2007. Ce document garantit à l'étudiant la reconnaissance et la prise en compte de son parcours à l'étranger.

Dès lors, à l'Université du Luxembourg, la procédure du «learning agreement» constitue en quelque sorte une garantie pour la reconnaissance des semestres Erasmus.

Question 1188 (04.06.2015) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant l'exploitation criminelle par le travail:

Le 2 juin 2015, l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) a publié un rapport intitulé: «Severe labour exploitation: workers moving within or into the European Union States' obligations and victims' rights». Dans ce rapport, la FRA constate notamment que l'exploitation criminelle par le travail est répandue dans divers pays de l'UE et dans divers secteurs. Pour ce rapport, la FRA n'a pas mené de recherches de terrain au Luxembourg, mais critique le Grand-Duché pour sa législation trop laxiste à cet égard. Le rapport fait notamment une série de propositions pour renforcer la lutte contre l'exploitation grave par le travail.

Le 3 juin 2015, RTL Luxembourg a diffusé un reportage intitulé: «Undercover: Modern Sklaverei op Lëtzeburger Chantieren?» Ce reportage fait état de cas sévères d'exploitation de travailleurs portugais dans le secteur de la construction qui s'apparentent à de l'esclavage moderne. RTL montre notamment en caméra cachée un ouvrier sur un chantier subventionné par l'État à Luxembourg-Pfaffenthal, qui affirme travailler dix heures par jour (7.30 à 18.00 heures) pour un salaire de 7,50 euros l'heure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Nicolas Schmit les questions suivantes:

1. Quels enseignements Monsieur le Ministre tire-t-il aussi bien du rapport de la FRA que du reportage susmentionné de RTL?
2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il y a lieu d'agir urgemment dans la matière?
3. Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il proposer pour renforcer le combat contre toutes formes d'exploitation sévère du travail?

Réponse (07.07.2015) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Ad 1. Il y a lieu de retenir tout d'abord que les conclusions de l'étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) ne concernent pas uniquement le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dans ce contexte et pour améliorer l'efficacité des enquêtes dans les cas d'exploitation grave par le travail, il convient d'institutionnaliser la coopération et d'établir des liens étroits entre l'Inspection du travail et des mines et les autres administrations impliquées (Police grand-ducale, Administration des Douanes et Accises) et les procureurs, y compris dans des contextes transfrontaliers, en vue de pouvoir combattre plus efficacement toute forme d'exploitation par le travail.

À noter que dans le cadre de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'ITM informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains.

L'Inspection du travail et des mines permet également aux victimes soumises à des formes graves d'exploitation par le travail d'accéder à des informations sur leurs droits légitimes en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail sur son site Internet et accueille également des salariés et des employeurs au sein de ses guichets qui par ailleurs ont été augmentés de trois (Strassen, Esch-sur-Alzette et Diekirch) à sept (Wiltz, Wasserbillig, Differdange et Dudelange).

Ad 2. et 3. Prochainement un projet de loi sera introduit dans la procédure législative pour transposer notamment la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Dans ce cadre, il est également prévu que dorénavant l'Inspection du travail et des mines pourra faire cesser le travail ou ordonner la fermeture partielle ou totale d'un chantier en cas de violation en matière de droit du travail.

Il y sera également prévu que la responsabilité en cascade dans le cadre de sous-traitance directe et indirecte sera définie comme disposition d'ordre public.

Par ailleurs, l'Inspection du travail et des mines s'est dotée d'un organigramme fonctionnel et de services dont les inspecteurs du travail agissent sur le terrain en tant que «pool» dans tous les secteurs économiques confondus.

Question 1189 (04.06.2015) de Mme Martine Hansen et M. Aly Kaes (CSV) concernant les transports en commun:

La Ville de Luxembourg, en collaboration avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, vient d'annoncer qu'à partir du samedi 6 juin 2015, toutes les lignes du réseau des autobus de la capitale seront gratuites les samedis, tout comme les lignes Eurobus et certaines lignes RGTR assurant une desserte intra-Ville.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- En quoi consiste cette collaboration?
- Cette collaboration comporte-t-elle un support financier de la part du Ministère?
- Dans l'affirmative, quel est le montant de ce support financier?
- Est-ce que d'autres communes, voire régions, peuvent également profiter d'une telle collaboration avec le Ministère et, le cas échéant, sous quelles conditions?

Réponse (02.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquerraient au sujet de la gratuité de certaines lignes RGTR le samedi assurant une desserte intra-Ville de Luxembourg.

En effet, en raison du grand nombre de chantiers actuels et futurs sur le territoire de la Ville de Luxembourg et en particulier dans le centre ville, (Hamilius, Tram, etc.) et au vu de l'étroite collaboration entre le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et la Ville de Luxembourg concernant le réseau de bus dans l'agglomération de la Ville de Luxembourg, l'on a décidé, d'un commun accord, de proposer le transport gratuit les samedis afin de renforcer ce jour-là l'utilisation des transports publics.

Cette collaboration ne comporte pas de support financier proprement dit de la part du MDDI à l'exception d'une perte de recettes ce jour-là sur les lignes de bus RGTR. Il est cependant très difficile pour l'instant d'évaluer ce déchet de recettes alors qu'une grande partie des clients des transports publics sont détenteurs d'un abonnement (mensuel, voire annuel). Des pourparlers avec les responsables de la Ville de Luxembourg sont prévus pour une éventuelle participation financière de cette dernière à cette situation tout à fait exceptionnelle.

D'autres communes, voire régions, pourraient également profiter d'une telle mesure dûment justifiée et exceptionnelle. La direction en charge des transports publics devrait à ce moment-là évaluer préalablement si des perturbations similaires (grands chantiers), auxquelles la commune serait exposée, justifieraient une telle mesure.

Question 1190 (04.06.2015) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les fabriques d'église:

Le 26 janvier 2015, le Gouvernement a signé trois accords avec l'Église catholique, dont un portait plus particulièrement sur l'organisation future des fabriques d'église au niveau communal.

Des réunions d'information auxquelles le secteur communal a été convié ont par la suite eu lieu en mars 2015. À aucun moment cependant, Monsieur le Ministre n'a cherché à se mettre d'accord avec le secteur communal sur la démarche à suivre en la matière. Au contraire, le 24 avril 2015, Monsieur le Ministre de l'Intérieur adresse une circulaire aux administrations com-



munes explicitant les démarches à entamer par les communes, tout en insistant à ce que les négociations entre les communes et les fabriques d'église aboutissent au plus tard le 1^{er} avril 2017.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Quelle est la base légale de cette circulaire (à défaut de lois d'approbation des conventions susmentionnées)? A défaut de base légale, Monsieur le Ministre estime-t-il que ladite circulaire puisse lier les communes? Est-ce que par ailleurs une convention conclue entre l'Etat et une communauté religieuse peut créer des obligations juridiques pour les communes?

2. Alors qu'il résulte de la convention entre l'Etat et l'Eglise catholique concernant la nouvelle organisation des fabriques d'église que seules les personnes physiques seront admises à faire des dons et des legs au bénéfice du fonds à créer, l'exclusion des personnes morales ne viole-t-elle pas le principe de l'égalité devant la loi? Monsieur le Ministre est-il en mesure d'argumenter cette différence de traitement alors que celle-ci devrait, selon une jurisprudence bien assise de la Cour Constitutionnelle, procéder de disparités objectives, être rationnellement justifiée et proportionnée à son but?

3. De même, l'interdiction faite aux communes de soutenir financièrement les fabriques d'église n'est-elle pas contraire au principe de l'autonomie communale prévu à l'article 107 de la Constitution?

Réponse (03.07.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse aux questions des honorables Députés au sujet de l'organisation future des fabriques des églises, il y a lieu de fournir les réponses suivantes:

Ad 1. La circulaire n°3255 du 24 avril 2015, qui a été adressée aux administrations communales à la suite des quatre réunions d'information organisées en collaboration avec le Syvicol en mars 2015, a pour objet:

- d'informer les communes sur les tenants et aboutissants de la convention entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Eglise catholique concernant la nouvelle organisation des fabriques des églises;

- d'informer les communes sur le fait que les fabriques des églises seront abolies par la voie législative et unifiées en un seul et unique Fonds;

- de fournir des explications aux communes quant aux démarches à entamer.

Alors que la future loi abrogeant le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises s'imposera, le cas échéant, aux communes, il est entendu que la convention signée par le Gouvernement et l'Eglise catholique en date du 26 janvier 2015 ne crée pas d'obligations juridiques pour les communes.

Ad 2. Ladite convention stipule, en effet, que le futur Fonds pourra bénéficier de dons et de legs de la part de personnes physiques, les dons étant fiscalement déductibles dans le chef des donateurs. Cette disposition permet, dans le respect des libertés constitutionnelles, aux personnes croyantes qui entendent soutenir l'Eglise catholique de faire valoir la déduction fiscale des dons versés. Or comme, par définition, une personne morale ne peut être croyante, la question d'une éventuelle disparité de traitement ne se pose point.

Ad 3. Tout d'abord, il convient de préciser que la convention précitée est un appui à l'autonomie communale, comme il appartiendra aux communes, dans le plein respect du principe de l'autonomie communale, de clarifier enfin les relations de propriété des édifices religieux et de décider librement de l'usage des édifices religieux leur revenant.

Contrairement aux affirmations des auteurs de la question parlementaire, ladite convention n'interdit pas aux communes de soutenir financièrement les fabriques des églises, ce qui ne ferait d'ailleurs pas de sens comme les fabriques des églises seront abolies par la future loi.

Question 1191 (05.06.2015) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les reproches formulés à l'adresse du Gouvernement précédent:

Dans une interview accordée à un grand journal belge (édition du 3 juin 2015), Monsieur le

Ministre des Finances affirme que lors de sa prise de fonction fin 2013, sa «première tâche a été de réparer les dégâts causés par ses prédécesseurs».

Dans ce contexte, permettez-moi, Monsieur le Ministre des Finances, de vous poser les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre veut bien décrire de manière plus précise les dégâts auxquels il se réfère dans l'interview susmentionnée? Quelles mesures correctrices ses prédécesseurs auraient dû mener à son avis afin d'éviter ces dégâts?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que de tels propos servent à renforcer la position du Luxembourg au niveau européen, voire international? Le Gouvernement ne plaiderait-il pas après l'affaire «LuxLeaks» la solidarité nationale de tous les acteurs politiques afin de défendre au mieux la cause du pays?

Réponse (02.07.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le 23 novembre 2013, bien avant l'affaire «Luxleaks», le «Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales» a jugé le Luxembourg non conforme au sujet de la mise en œuvre des normes de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales. Il a ainsi mis en exergue de graves défaillances au niveau de sa législation, de sa réglementation, et de la pratique afférente. Au regard des critères d'évaluation du «Forum mondial», les critiques formulées étaient prévisibles et auraient dès lors pu être anticipées par la mise en œuvre, en temps utile, de réformes correspondantes.

Conscient des risques de sanction et de réputation engendrés par cette situation, le Gouvernement a, dès son entrée en fonction le 4 décembre 2013, mis en œuvre tout un éventail de mesures pour répondre aux critiques du «Forum mondial». Il a ainsi pris acte de l'urgence d'agir qui existait dans ce dossier. Force est de constater que cette analyse ne fut pas partagée par le parti de l'honorable Député. En effet, sa fraction parlementaire a demandé encore le 4 novembre 2014 le report du vote sur le projet de loi n°6680 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale. Elle s'est finalement abstenue lors du vote.

Or, c'est l'adoption de ce texte, en complément de ceux adoptés antérieurement au cours de l'année 2014, dont la liste exhaustive est reprise dans la réponse à la question parlementaire n°1178 (*cf. ci-dessus*), qui a permis au Gouvernement de convaincre le «Forum mondial» d'initier une nouvelle évaluation du Luxembourg.

Le Gouvernement constate que les réformes mises en œuvre depuis le 4 décembre 2013 ont fortement contribué à renforcer la crédibilité du Luxembourg dans la gestion des critiques, souvent mal fondées, qui lui ont été adressées dans le cadre de l'affaire «LuxLeaks».

Question 1192 (05.06.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant la zone d'activité «Flébour»:

Le Gouvernement a décidé de ne pas étendre la zone d'activités «Flébour» dans la commune de Bourscheid. A l'heure qu'il est, deux entreprises font partie de cette zone, une entreprise active dans le secteur énergétique et une autre travaillant dans le domaine des transports collectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'elle est disposée à accepter un élargissement de l'actuelle zone en vue de garantir le développement nécessaire des deux entreprises présentes sur le site?

- Madame la Ministre peut-elle informer si des pourparlers ont eu lieu entre son ministère et les édiles communaux de Bourscheid afin de préparer une extension raisonnable de ladite zone? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces échanges?

Réponse (07.07.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Tout d'abord, il importe de préciser que le Département de l'environnement ne s'est jusqu'à présent pas opposé à une extension de la zone d'activités existante à Flébour pour les besoins des entrepreneurs y implantés.

Par contre, la création d'une nouvelle zone d'activités économiques à caractère régional au même endroit a été vue d'un œil très critique, ce qui explique qu'elle ne fait pas partie du

projet de plan directeur sectoriel précité.

C'est dans cette logique que le Département de l'environnement avait déjà informé la commune de Bourscheid dans son avis du 24 septembre 2014, établi dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique relative au PAG de la commune, que «... le Département de l'Environnement peut se déclarer d'accord avec une légère extension de la zone d'activités économiques pour permettre l'agrandissement de l'entreprise existante, et ce dans le cadre des limites définies par le projet de plan directeur sectoriel... Les variantes potentielles pour une telle extension sont à analyser en détail en phase 2 du rapport environnemental, de manière à en limiter l'impact environnemental, notamment paysager».

Récemment des pourparlers ont eu lieu avec le collège échevinal et une réunion de concertation supplémentaire est prévue pour juillet 2015 pour s'échanger sur d'éventuelles délimitations.

Question 1193 (05.06.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la carte bleue européenne pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés:

L'article 45 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit une autorisation de séjour pour ressortissants de pays tiers aux fins d'exercer un emploi hautement qualifié. Une des conditions à remplir est celle d'un niveau de rémunération minimal déterminé par le règlement grand-ducal du 26 septembre 2008. Le règlement ministériel du 13 mai 2015 fixant le salaire annuel brut moyen prévoit dans son article 2 une exception pour les professions pour lesquelles un besoin particulier de travailleurs ressortissants de pays tiers est constaté par le Gouvernement. Les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés et formés par l'Université du Luxembourg ne tombent cependant pas sous le champ de la carte bleue.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir des données et statistiques pour les cinq dernières années concernant la demande et l'octroi de la carte bleue européenne pour les ressortissants de pays tiers hautement qualifiés, classées selon les différentes professions en question?

2. Les spécialistes des technologies de l'information et des communications figurant en tant qu'exception permettant un seuil du niveau de rémunération minimal plus bas, Messieurs les Ministres prévoient-ils d'autres professions à exempter?

3. Est-ce qu'il y avait d'autres exceptions dans le passé qui avaient été abolies, et dans l'affirmative, pour quelles raisons?

4. Compte tenu de la problématique d'autorisation de séjour pour les personnes hautement qualifiées de pays tiers ayant accompli leurs études ou recherches à l'Université du Luxembourg et du besoin de leurs compétences pour l'économie nationale, Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas opportun de créer une simplification d'autorisation de séjour voire d'ouvrir la voie de la carte bleue à ces personnes?

Réponse commune (06.07.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

Les efforts mis en œuvre par le Gouvernement afin de développer le secteur des TIC a connu un réel succès pendant les dernières années. De plus en plus d'entreprises se créent, s'installent chez nous et se développent, ce qui tend à accroître les besoins de personnel qualifié dans ce domaine. Cependant un nombre important de ces emplois ne peuvent actuellement pas être comblés par des résidents luxembourgeois ou même de la Grande Région.

De nombreuses initiatives qui ont pour objectif d'accroître l'offre de formation au Luxembourg dans ces nouvelles professions sont des initiatives à long terme. En effet, dans le cadre de la stratégie «Digital Letzebuerg», cette question est activement discutée dans le groupe de travail e-skills analysant les aspects liés à la formation et au recrutement dans le secteur des technologies de l'information et dans les secteurs connexes. Dans ce même contexte, le programme Digital(4)Education regroupe de nombreuses initiatives, certaines existantes, d'autres en cours de lancement, qui ont pour

objectif d'accroître l'offre de formation au Luxembourg dans ces nouvelles professions, et ceci à tous les niveaux (éducation fondamentale et secondaire, formation professionnelle initiale et continue et enseignement universitaire). D'autres actions ont pour but de sensibiliser les jeunes à ces professions d'avenir. Toutefois, il s'agit d'initiatives à long terme, qui prendront un certain temps à porter leurs fruits. Dans l'attente, les entreprises en question qui veulent se développer et grandir au Luxembourg sont donc inévitablement amenées à recruter des personnes issues de l'UE et de pays tiers.

Ad 1. Pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 mai 2015, la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a délivré 67 premiers titres de séjour «carte bleue européenne» pour les trois catégories de professions visées par l'article 2 du règlement ministériel du 13 mai 2015 et 39 renouvellements de titres de séjour pour les catégories de professions précitées, ventilés comme suit:

Premières délivrances

Catégorie 212: Mathématiciens, actuaires et statisticiens: 7

Catégorie 251: Concepteurs et analystes et de multimédia: 31

Catégorie 252: Spécialistes de bases de données et des réseaux d'ordinateurs: 29

Renouvellements

Catégorie 212: Mathématiciens, actuaires et statisticiens: 3

Catégorie 251: Concepteurs et analystes et de multimédia: 21

Catégorie 252: Spécialistes de bases de données et des réseaux d'ordinateurs: 15

À noter que ces chiffres se réfèrent non pas aux cinq dernières années mais couvrent la période entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 mai 2015 alors que la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié a été transposée en droit interne par la loi du 8 décembre 2011.

En chiffre absolu, 781 premières délivrances de cartes bleues furent accordées pendant la période retenue. Les professions en question représentent donc 8,5% pour les premières délivrances.

Pour ce qui concerne les renouvellements, 403 cartes bleues furent accordées depuis janvier 2012. Le nombre moins important s'explique principalement par le fait qu'un grand nombre de cartes bleues accordées une première fois sont encore valables à l'heure actuelle. Les professions en question représentent donc 9,6% pour les renouvellements.

Une comparaison avec le nombre de délivrances dans les autres Etats membres peut être consultée sous: <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2014/EN/1-2014-287-EN-F1-1.Pdf>

Ad 2. Pour le moment d'autres exemptions ne sont pas prévues.

L'exemption introduite en faveur du secteur technologies de l'information et de la communication (TIC) s'explique d'ailleurs par le fait qu'une partie des recrutements concernent des salariés qui viennent juste d'achever leurs études par des entreprises récemment créées. Dans ces cas de figure, le seuil général de la carte bleue de 150% du salaire moyen annuel, comme prévu par la directive en question, posait souvent des difficultés pour des start-ups, vu le salaire moyen très élevé au Luxembourg.

Le phénomène des start-ups est sensiblement moins prononcé dans d'autres secteurs, notamment dans le secteur financier, et les recrutements concernent souvent des salariés ayant une grande expérience professionnelle pour lesquels les salaires plus élevés ne posent pas de difficultés aux entreprises, qui se trouvent par ailleurs dans une situation financière plus stable.

Ad 3. Non, il n'y a pas eu d'autres exceptions dans le passé.

Ad 4. Des réflexions dans ce sens sont en cours au sein de la Direction de l'immigration.

Question 1194 (08.06.2015) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les cessions et saisies des salaires et pensions:

Les cessions et saisies des salaires et pensions sont régies par la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes. L'article 4 de cette loi prévoit qu'une partie de ces revenus est insaisissable - partie qui diminue selon le montant du revenu. Or, les montants de ces «tranches» selon lesquelles les rémunérations,



pensions et rentes sont subdivisées, n'ont plus été adaptés depuis la publication du règlement grand-ducal du 26 juin 2002 fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes. Ceci signifie que depuis 13 ans, la part insaisissable - et donc le minimum que peut garder une personne endettée pour vivre - a diminué constamment.

Par ailleurs, il faut noter que ces tranches ne sont pas adaptées en fonction de la situation familiale du débiteur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils conscients de cette situation?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne pensent-ils pas qu'il faudrait adapter les montants de ces tranches au minimum à l'évolution du coût de la vie?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils d'accord pour dire que ces montants devraient absolument tenir compte de la situation familiale du débiteur?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils l'intention d'adapter, voire de réformer la législation en la matière?

Réponse commune (07.07.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Angel qui porte sur les cessions et saisies des salaires et pensions, le Ministre de la Justice et la Ministre de la Famille et de l'Intégration aimeraient fournir les précisions qui suivent.

Le Gouvernement est conscient que la dernière adaptation du règlement grand-ducal fixant les tranches cessibles et saisissables des rémunérations date de 2002 et de l'impact de l'évolution du coût de la vie sur les débiteurs concernés. C'est la raison pour laquelle un projet de règlement grand-ducal portant adaptation des tranches à l'évolution du coût de la vie est en préparation et sera soumis au Conseil de Gouvernement au plus tard fin juillet 2015.

Faute de référence dans le texte légal de base en question, à savoir la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes, il n'est actuellement pas possible de tenir compte de la composition du ménage du débiteur. Conscient de la problématique, le Gouvernement envisage de revoir la législation actuelle pour prendre en compte la situation familiale et pour laisser à la disposition du débiteur un revenu minimum considéré comme vital, tout en donnant des garanties de recouvrement au créancier. Le projet de loi n°4955 portant modification de la loi du 11 novembre 1970 citée ci-avant, tient compte de ces considérations et constituera une bonne base de travail.

Question 1196 (09.06.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'appel d'offres «buy bye» à l'Aéroport de Luxembourg:

Selon les informations diffusées dans la presse, les quatre magasins «buy bye» à l'aérogare de Luxembourg, appelés autrefois «Tax Free Shops» et exploités depuis 1970 par Luxair, seront désormais commercialisés par le groupe français Lagardère. Cette décision a été prise il y a quelques jours par le conseil d'administra-

tion de lux-Airport, société privée détenue entièrement par l'État luxembourgeois et dont tous les membres du conseil d'administration sont des agents de l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sachant que le «travel retail» est en pleine expansion, pourquoi le choix d'exploitation des magasins de l'Aéroport du Luxembourg porte-t-il sur un concurrent étranger et non pas sur Luxair, lui retirant par là une source non négligeable d'argent et un moyen de contact avec les passagers?

- Sachant que les magasins ne relèvent pas du handling soumis à la réglementation d'une directive européenne et qu'il n'y a aucune obligation légale à lancer un appel d'offres international, pourquoi lux-Airport SA a pourtant lancé un tel appel?

- Selon le porte-parole de Luxair, «il s'agit d'une activité historique pour notre compagnie» dont «le marché, qui est tributaire du passage et du pouvoir d'achat des passagers de l'aéroport, a toujours apporté sa contribution aux résultats du groupe» et il parle d'une vraie «déception pour nous». L'État luxembourgeois étant ensemble avec la BCEE l'actionnaire majoritaire de Luxair SA ne devrait-il pas garantir les intérêts de Luxair et essayer de trouver la meilleure solution pour les deux entreprises dont il est l'actionnaire majoritaire, à savoir lux-Airport et Luxair?

- Monsieur le Ministre, en tant que responsable du Gouvernement, ne devrait-il pas veiller à ce que les agents de l'État représentant l'État luxembourgeois dans les conseils d'administration respectifs prennent les meilleures décisions pour l'économie nationale, le développement des activités aériennes au Luxembourg et des deux entreprises lux-Airport et Luxair?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que les produits luxembourgeois seront toujours distribués dans les futures boutiques de la maison étrangère?

- Bien que l'appel d'offres pour l'exploitation des magasins prévoit une reprise du personnel dans la nouvelle entreprise, quel est le résultat des premières réunions avec le personnel et les syndicats et sous quelles conditions le personnel sera-t-il repris dans la nouvelle entité, notamment en ce qui concerne les contrats et salaires proposés?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir qu'il n'y aura pas de dumping social en reprenant les employés actuels sous des conditions désavantageuses?

Réponse (15.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

- En septembre 2012, sous la responsabilité de mon prédécesseur, Monsieur Claude Wiseler, lux-Airport SA a commandité une revue stratégique de ses activités auprès de la société A.T. Kearney. En date du 26 octobre 2012, le consultant a présenté son analyse en matière de gestion des commerces et des restaurants en identifiant un potentiel important d'optimisation par un réaménagement du «lay out» des entités et de la performance des exploitants.

Il convient de rappeler dans ce contexte que suivant la réglementation européenne en vigueur l'Aéroport de Luxembourg doit s'autofinancer actuellement jusqu'à concurrence de 50% des investissements à réaliser. Dès que l'aéroport dépasse la limite de 3 millions de passagers ce pourcentage augmentera à 75%.

Quant à l'évaluation des candidatures dans le cadre de l'appel d'offres concerné, elle reposait sur des critères à la fois financiers et non financiers, tels que le concept, le type de commerces et l'intégration dans l'environnement aéroportuaire, mais aucunement sur un quelconque critère de nationalité qui serait contraire au marché unique des services dans l'espace communautaire. Il est à noter par ailleurs que très peu de compagnies aériennes exercent encore une activité «retail» en aéroport de par le monde, ce qui laisse penser que cette activité ne fait en général pas partie de leur cœur de métier.

- L'appel d'offres en question n'est pas soumis à la loi sur les marchés publics et a été lancé dans la presse spécialisée du domaine d'activité concerné comme le ferait toute société de droit privé en respectant le principe de la libre concurrence ainsi que les normes de «best practice». Par le lancement de cet appel d'offres, lux-Airport SA poursuivait deux objectifs d'égal importance, à savoir positionner l'offre commerciale en aérogare aux standards les plus élevés de l'industrie et obtenir des garanties de rentabilité à long terme pour s'assurer une augmentation certaine des revenus issus desdits commerces afin de consolider son propre modèle économique.

- Suivant l'évaluation des offres réalisée avec l'assistance d'un consultant externe spécialisé, l'offre de Luxair était devancée par les autres à la fois sur les critères financiers et non financiers. Les offres retenues par le conseil d'administration de lux-Airport étaient de toute évidence et en toute objectivité le meilleur choix pour lux-Airport, pour le développement des activités aéroportuaires au Luxembourg, pour l'attractivité de l'Aéroport de Luxembourg, pour le confort des passagers de toutes les compagnies aériennes confondues et de façon indirecte pour l'économie nationale en ce qu'il accroît le chiffre d'affaires généré au Luxembourg et la capacité de lux-Airport à s'autofinancer. Il convient de spécifier que les sociétés qui ont remporté le marché sont priées de constituer des sociétés luxembourgeoises soumises à l'imposition et aux taxes locales.

- La vente de produits luxembourgeois fait partie des obligations stipulées dans le cahier des charges et les sociétés retenues ont présenté des concepts intégrant de manière intelligente et convaincante à la fois les produits locaux et ce qui identifie le Luxembourg aux yeux des clients. Des espaces sont spécialement prévus à cet effet dans le duty free et dans la salle d'embarquement.

- La reprise du personnel dans le cadre d'un transfert d'entreprise est imposée par les articles L.127-1 à L.127-6 du Code du Travail luxembourgeois auxquels le cahier des charges fait un renvoi exprès pour être certain que les offres soient remises en connaissance de cause de cette particularité légale protégeant les droits des salariés. Le rôle de lux-Airport se limite cependant à l'analyse des offres et à l'attribution dudit marché. Puisqu'il s'agit de liens issus d'un contrat de travail, seuls l'ancien employeur, le nouvel employeur et les représentants syndicaux sont autorisés à mener les négociations pour la reprise effective du personnel.

- L'article L.127.3 paragraphe 1 du Code du Travail prévoit que «les droits et obligations qui résultent pour le cédant d'un contrat de travail ou d'une relation de travail existant à la date du transfert sont, du fait de ce transfert, transférés au cessionnaire». Le paragraphe 3 de l'article précité ajoute qu'«après le transfert, le cessionnaire maintient les conditions de travail convenues par une convention collective dans la même mesure que celle-ci les a prévues pour le cédant, jusqu'à la date de la résiliation ou de l'expiration de la convention collective ou de

l'entrée en vigueur ou de l'application d'une autre convention collective».

Question 1197 (09.06.2015) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant la mobilité des personnes à besoins spécifiques:

Selon le Plan d'action du Gouvernement luxembourgeois pour la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées de 2012, la mobilité personnelle des personnes à besoins spécifiques est l'une des conditions sine qua non de leur participation autonome et égalitaire à la vie sociale.

Le Plan vise entre autres à adapter le transport public afin d'encourager une plus grande indépendance de ces personnes. Il serait ainsi indispensable de mettre en place une infrastructure adaptée, notamment au niveau de l'accessibilité des arrêts de bus et des quais de gare, ou de former davantage les conducteurs de bus et le personnel de train, afin qu'ils puissent communiquer au mieux avec les personnes handicapées. De plus, il faut que les informations relatives au transport et les horaires des transports publics soient accessibles aux personnes présentant des troubles de la vue ou de l'audition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quel est l'état actuel de l'accessibilité des transports en commun aux personnes à besoins spécifiques?

- L'adaptation du concept des autobus pour personnes à besoins spécifiques CAPABS et Adapto tiendra-t-elle compte des revendications des personnes concernées?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il améliorer de manière efficace l'accessibilité des personnes à besoins spécifiques au transport public?

- Existe-t-il un plan pluriannuel pour l'adaptation des infrastructures?

- Comment le Gouvernement entend-il impliquer les communes dans ce contexte?

- Dans le cadre du projet du tram, quelles mesures et infrastructures sont prévues pour garantir au maximum l'accessibilité aux personnes présentant un handicap?

- Que fera le Gouvernement pour garantir une application harmonisée et cohérente par les instances publiques de la définition d'un handicap et des divers degrés de celui-ci?

Réponse commune (02.07.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

Tout d'abord, nous tenons à vous assurer que l'accessibilité des personnes à mobilité réduite préoccupe nos services qui tiennent à respecter les besoins des personnes à mobilité réduite dans tous les projets concernant les transports publics.

En général, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures entend de considérables efforts afin d'améliorer l'accessibilité du réseau RGTR aux personnes à mobilité réduite en favorisant la mise en service de bus à plancher bas ou des bus du type «low entry» dans toutes les situations où la configuration de la ligne de bus le permet. En outre, la mise en service du projet télématique améliore l'an-



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



nonce des informations aux personnes à besoins spécifiques.

Dans la même optique, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a réorganisé les différents services alternatifs (i. e. Adapto, CAPABS) afin de mieux répondre aux besoins des personnes à besoins spécifiques. Dans le cadre de ces projets, l'on a tenu compte des revendications des différentes associations et structures concernées.

En outre, plusieurs projets sont actuellement en cours en vue d'améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Il s'agit notamment de la mise en conformité des gares/haltes CFL lors des travaux de rénovations; du projet télématique du Verkeiersverbond visant à proposer, par plusieurs vecteurs de communications, l'information des horaires en temps réel aux utilisateurs et d'autres informations concernant leur trajet.

Or, il est indispensable de responsabiliser les autorités communales alors qu'elles sont en charge de l'aménagement des arrêts de bus. Le Verkeiersverbond a d'ailleurs déjà élaboré une brochure afin de montrer les concepts de l'arrêt de bus optimal et d'aider ainsi les communes par cette standardisation à réaliser de façon plus aisée leurs arrêts.

Le projet TRAM s'intégrera également dans la politique générale du MDDI concernant la mise en place de nouvelles infrastructures adaptées des transports publics. Ainsi, ADAPTH asbl, association conventionnée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, qui depuis 2012 est «Centre de compétence national pour l'accessibilité des bâtiments» a été contacté par LuxTram SA en vue d'une consultation en matière d'accessibilité.

Concernant la question relative à un plan pluri-annuel, actuellement les exigences d'accessibilité, telles que définies par la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public et son règlement d'exécution du 23 novembre 2001 s'appliquent déjà, entre autres, à tous les projets de nouvelles constructions et de rénovation importante d'un lieu ouvert au public relevant de l'État, des communes et des établissements publics et visent plus particulièrement les fonctions accessibles au public.

Dans le cadre de l'adaptation de cette législation aux dispositions de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (ci-après CRDPH), le champ d'application de la loi de 2001 sera largement étendu, entre autres à de nombreux lieux privés ouverts au public et à certaines parties et à certains types de logement.

À noter que la nouvelle législation mettra davantage l'accent sur le principe du «Design for all» que sur l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. Le «Design for all» a pour objet de garantir à chaque personne des chances égales de participation à tous les aspects de la vie. Il s'agit d'un concept holistique pour la diversité humaine, l'inclusion sociale et l'égalité des chances.

Il va sans dire que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région se concertent régulièrement, entre autres, avec le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol, notamment sur les questions d'accessibilité.

Afin de permettre au Gouvernement de mener à bien la réforme de la législation actuelle relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public, qui est actuellement en cours de réalisation, les agents du Ministère de la Famille et de l'Intégration en charge de ce dossier ont lancé une étude visant le patrimoine existant. Il s'agit d'évaluer l'état actuel - d'un point de vue d'accessibilité et «Design for all» - des bâtiments dont les communes sont propriétaires ou locataires et de pouvoir, le cas échéant, chiffrer leur mise en accessibilité.

À cette fin, ADAPTH asbl a développé, en concertation avec le Service «Personnes handicapées» du Ministère de la Famille, un outil de travail sous forme d'un questionnaire en ligne (programme informatique - ABOP) qui permet la création d'une base de données centralisée. Ne sont concernés que les bâtiments hébergeant des fonctions accessibles au public.

Le législateur a établi différents critères selon lesquels les personnes handicapées peuvent bénéficier de prestations ou d'allocations. Il définit ainsi, dans un contexte déterminé, qui peut être considéré comme personne handicapée. Les prestations ou allocations varient en fonction des différents types de déficiences des personnes concernées et en fonction de la situation. Ainsi, il existe des mesures particulières et des aides financières (p. ex. prestations de

l'assurance dépendance, revenu pour personnes gravement handicapées), et aussi des mesures de compensation du handicap (p. ex. carte de stationnement pour personnes handicapées) qui se rapportent à différents domaines de la vie. D'ailleurs, même s'il n'existe actuellement pas de définition unique et universelle du handicap consacrée par la loi au Luxembourg, le Grand-Duché s'est engagé, en ratifiant la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées en octobre 2011, à adopter la notion du handicap telle qu'énoncée à l'article premier de la CRDPH.

Question 1198 (09.06.2015) de M. Gilles Roth et Mme Diane Aehm (CSV) concernant l'évaluation du Conseil national des finances publiques à l'occasion du Programme de stabilité et de croissance 2015-2019:

Dans le cadre de son évaluation des finances publiques à l'occasion du Programme de stabilité et de croissance 2015-2019, le Conseil national des finances publiques retient que pour atteindre l'objectif budgétaire à moyen terme, soit un solde structurel supérieur à 0,5% du PIB, il faudra pour la période 2015 à 2019 assurer du côté des recettes budgétaires une stabilité fiscale sur toute la période en question.

Cela signifierait en particulier une neutralité budgétaire de la réforme fiscale annoncée pour 2017 et le maintien des recettes de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire au-delà de l'année 2016.

Du côté des dépenses budgétaires, le Conseil national des finances publiques estime nécessaire une mise en œuvre complète du «Zukunftspak» dont 67% des mesures de réduction sont non encore réalisées à l'heure actuelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement partage sous ce point de vue les recommandations du Conseil national des finances publiques?

- Est-ce que le Gouvernement entend partant assurer que la réforme fiscale projetée pour 2017 soit menée dans le cadre d'une stricte neutralité budgétaire?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de maintenir l'impôt d'équilibrage budgétaire jusqu'à la fin de la présente législature?

- Quel est l'impact, en termes de réduction des dépenses budgétaires, noté à ce stade au niveau de la mise en œuvre du «Zukunftspak»?

Réponse (13.07.2015) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances:

En date du 9 juin 2015, le Conseil national des finances publiques (CNFP) a publié son premier rapport portant sur le Programme de stabilité et de croissance 2015-2019 envoyé par le Gouvernement aux instances communautaires fin avril. Les missions du CNFP sont définies dans la loi du 12 juillet 2014 sur la coordination et la gouvernance des finances publiques. En particulier, le CNFP est amené à faire des évaluations des finances publiques notamment par rapport aux règles budgétaires que le Gouvernement s'est données dans le cadre de la transposition du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance.

Dans son analyse, le CNFP constate en particulier, comme soulevé par les honorables Députés, que l'évolution des finances publiques telle que décrite dans le PSC se base sur la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses. Le CNFP fait ensuite observer que toute non-matérialisation d'une ou de plusieurs de ces hypothèses représente un risque pour la trajectoire des finances publiques telle que décrite dans le PSC. Comme il s'agit des mêmes hypothèses que celles retenues par le Gouvernement dans ses projections des finances publiques, le Gouvernement ne peut que partager cette analyse en termes de risques. En outre le Gouvernement considère bien évidemment que la réforme fiscale y compris l'impôt d'équilibrage budgétaire provisoire ne devra pas remettre en cause l'atteinte de l'OMT.

Actuellement, le Gouvernement maintient ces hypothèses pour l'estimation de ses prévisions des finances publiques à moyen terme, tout en étant conscient que toute modification future en relation avec ces hypothèses ayant un impact budgétaire négatif, i. e. détériorant la trajectoire des finances publiques, devra être contre-financée par de nouvelles mesures afin de permettre au Gouvernement de respecter ses objectifs budgétaires fixés pour la période 2015-2019.

Quant à la mise en œuvre complète du «Zukunftspak» selon le calendrier initial, celle-ci fait partie des hypothèses sur lesquelles se basent

les prévisions des finances publiques à moyen terme, qui sont d'ailleurs maintenues par le Gouvernement. Dans ce contexte, il est à noter que dans le PSC, le Gouvernement avait ajouté une analyse de sensibilité décrivant l'impact sur la trajectoire des finances publiques d'une non-réalisation complète du «Zukunftspak», laquelle concluait à la nécessité d'une mise en œuvre complète afin de permettre la réalisation des objectifs budgétaires à moyen terme, surtout au niveau de la stabilisation de la dette publique brute.

Quant à l'état des lieux sur la mise en œuvre du «Zukunftspak», il convient de renvoyer les honorables Députés à la réponse à leur question n°1105 concernant l'exécution du paquet d'avenir (cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015).

Concernant en particulier l'état des lieux de l'impact du «Zukunftspak» sur les dépenses, il y a lieu de considérer le tableau suivant contenu dans le PSC:

(en mio. d'euros)	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses (somme)	-146	-276	-352	-411	-427
Consommation intermédiaire	-13	-33	-36	-39	-40
Formation de capital	-19	-40	-47	-49	-50
Rémunération des salariés	-6	-10	-11	-11	-11
Autres impôts sur la production	0	0	0	0	0
Subventions à payer	-15	-59	-66	-80	-83
Revenus de la propriété	0	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	-13	-40	-56	-66	-68
Prestations sociales en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis par l'intermédiaire de producteurs marchands	-78	-98	-138	-161	-167
Autres transferts courants	7	14	19	21	22
Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	0	0	0	0	0
Transferts en capital à payer	-9	-11	-17	-28	-29
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	0
Recettes (somme)	365	488	568	559	578
Production marchande	5	9	9	9	9
Production pour usage final propre	0	0	0	0	0
Paiements au titre de l'autre production non marchande	0	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations	267	369	443	429	444
Autres subventions sur la production à recevoir	0	0	0	0	0
Revenus de la propriété	1	1	1	1	1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	91	106	111	116	120
Cotisations sociales	0	0	0	0	0
Autres transferts courants	1	3	4	3	4
Transferts en capital à recevoir	0	0	0	0	0
Capacité/besoin de financement (= recettes - dépenses)	512	765	920	970	1005

Compte tenu du fait que les travaux préparatoires pour le projet de loi sur le budget 2016 et le projet de loi sur la programmation financière pluriannuelle 2016-2019 sont encore en cours, aucune représentation actualisée de l'impact du «Zukunftspak» sur les dépenses ne peut être donnée autre que celle basée sur les informations fournies dans le PSC.

Question 1201 (10.06.2015) de Mme Claudia Dall'Agnol (LAP) concernant le recrutement auprès de la police:

Il me revient que le Ministre de la Sécurité intérieure envisage de recruter 80 volontaires de police alors que par voie de presse seuls 50 postes de volontaires ont été déclarés vacants.

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre exact de postes vacants?
2. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de l'augmentation du recrutement programmé?
3. Quel est le nombre exact de dossiers de candidature déposés suite à la première annonce?
4. Quel est le processus de recrutement et de formation des volontaires de police avant leur engagement?

Réponse (18.06.2015) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Soucieux d'améliorer les moyens à disposition de la police afin d'assurer au mieux la sécurité publique, j'ai décidé de recruter 80 volontaires de police en 2015.

L'expérience a montré qu'un pourcentage élevé des candidats admis à la formation de base ne sont en définitive pas assermentés, soit parce qu'ils sont éliminés, soit parce qu'ils abandonnent en cours de formation. Ainsi parmi les 65 volontaires recrutés en 2013, seuls 48 se trouvent encore en cours de formation. Sur les 50 volontaires recrutés en 2014 il n'en reste actuellement plus que 37.

360 dossiers de candidature ont été déposés suite au premier appel de candidature publié au mois d'avril 2015.

L'examen-concours aura lieu le 8 juillet 2015 et après les épreuves écrites, les candidats seront soumis à une épreuve sportive et une épreuve psychologique. La formation débutera par une instruction tactique de base jusqu'en décembre 2015. Par la suite, les candidats ayant réussi suivront une formation de base à l'École de Police et feront des stages pratiques en unité avant leur examen final. Après réussite, les volontaires seront engagés comme inspecteur de police en septembre 2017.

Question 1202 (10.06.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'offre de cours de langue luxembourgeoise en vue de l'acquisition de la nationalité du pays:

Une des conditions à remplir pour pouvoir obtenir la nationalité luxembourgeoise via la procédure de la naturalisation consiste dans la réussite d'une épreuve en langue luxembourgeoise parlée. Pour relever ce défi les résidents étrangers sont souvent obligés de fréquenter des cours de langue luxembourgeoise. Cependant, comme l'indique le site de l'Institut national des langues, presque tous les cours de langue luxembourgeoise pour débutants sont complets, obligeant ainsi les personnes voulant acquérir la nationalité luxembourgeoise à s'inscrire sur les listes d'attente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le temps moyen d'attente avant que les personnes concernées puissent entamer leurs cours de luxembourgeois?

- Comment le Gouvernement entend-il résoudre ce problème afin de soutenir les résidents étrangers désireux d'acquérir la nationalité luxembourgeoise?

Réponse commune (08.07.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

À titre préliminaire, il convient de noter que la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise ne rend pas obligatoire la participation à des cours de langue luxembourgeoise dans le cadre des procédures d'acquisition ou de recouvrement de la qualité de Luxembourgeois. Toutefois, l'article 3, dernier alinéa du règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant l'organisation des épreuves et l'attestation de compétence de communication en langue luxembourgeoise parlée pour être admis à la naturalisation prévoit le remboursement partiel des frais d'inscription aux cours de langue luxembourgeoise au profit des candidats à la naturalisation.

1. Est-ce que les cours de langue luxembourgeoise sont complets et les personnes doivent s'inscrire sur des listes d'attente?

L'offre de cours de luxembourgeois pour adultes du MENJE se compose des cours de l'Institut national des langues (INL) et du Service de la formation des adultes (SFA). Les cours du SFA sont dispensés dans les lycées et auprès des communes et associations conventionnées.

Pour l'année 2013-2014, l'INL et le SFA ont enregistré un total de 9.119 (2.966 + 6.153) inscriptions. Sur cette même année, 492 cours (147 + 345) ont été organisés au niveau national.

En ce qui concerne les cours de luxembourgeois à l'Institut national des langues, il convient de noter qu'il n'y a souvent plus de places disponibles. Toutes les personnes qui ont passé un test de placement et qui n'ont pas pu s'inscrire dans un cours en début de semestre sont mises sur une liste d'attente. Ceci

est le cas surtout pour les niveaux débutants. Le tableau suivant renseigne sur la situation du semestre de printemps.

Cours de luxembourgeois
Printemps 2015

tarité de l'offre, la durée d'attente pour ceux et celles qui souhaitent apprendre la langue luxembourgeoise est minimale.

Avec les deux sites de l'INL et une centaine de sites sur lesquels les lycées, communes et associations offrent des cours, le Gouvernement

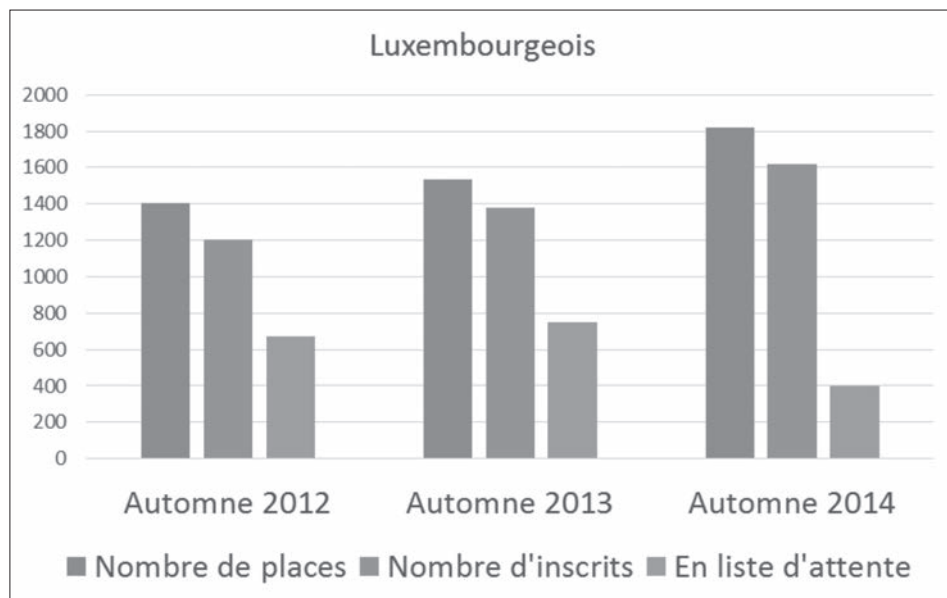
Niveau	Place	Inscrit	Libre (*)	Taux d'inscription	En attente	Nombre de cours
A1.1	467	474	-7	101%	284	21
A1.2	106	111	-5	105%	44	5
A2.1	413	420	-7	102%	38	19
A2.2	238	241	-3	101%	25	11
B1	34	36	-2	106%	18	2
B1.1	140	124	16	89%	35	6
B1.2	114	107	7	94%	15	7
B1.3	96	61	35	64%	7	5
B2.1	54	40	14	74%	16	3
B2.2	35	23	12	66%	15	2
C1	22	15	7	68%	11	1
ZLSK	25	25	0	100%	0	1
Grand Total	1.744	1.677	67	96%	508	83

(*) Libre = Place - nombre d'inscrits négatif, compte tenu des départs et des sur inscriptions

Par différentes mesures, l'INL a cependant réduit le nombre de personnes sur liste d'attente des années précédentes - systématisation et variation de l'offre, augmentation du nombre de cours, création de classes plus grandes et réadaptation de l'offre de cours en fonction des besoins après les journées d'inscription semestrielles.

s'est ainsi doté d'un dispositif performant et flexible pour répondre à la demande existante et pour faire face à une offre croissante d'année en année.

Il reste à noter qu'un nombre significatif de personnes qui s'inscrivent au «Sproochentest» n'ont jamais suivi de cours de luxembourgeois.



2. Quel est le temps moyen avant que les personnes concernées puissent entamer leurs cours de luxembourgeois?

Toutes les personnes inscrites sur la liste d'attente à l'INL reçoivent un accès prioritaire qui leur permet de s'inscrire soit en cours de semestre si des places se libèrent ou de nouveaux cours sont créés, soit au début du semestre prochain.

Si les créneaux horaires et les jours des cours leur conviennent, toutes les personnes ayant un accès prioritaire peuvent avoir une place le semestre prochain. Il convient de noter que l'INL offre des cours pour débutants pour tous les créneaux horaires entre 8.00 heures et 21.00 heures et que les cours les plus sollicités et totalisant également le plus de personnes sur des listes d'attente sont les cours de 12.00 heures à 14.00 heures et les cours du soir entre 17.00 heures et 21.00 heures. Par expérience, 50% des bénéficiaires d'un accès prioritaire l'utilisent effectivement.

3. Comment le Gouvernement entend-il résoudre ce problème afin de soutenir les résidents désireux d'acquérir la nationalité luxembourgeoise?

Depuis la mise en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, l'INL a augmenté le nombre de cours de luxembourgeois chaque année. De 100 cours en 2008 il est passé à 160 cours en 2014.

L'offre du SFA, qui complète l'offre de l'INL avec plus de 340 cours par an, a pendant cette même période augmenté également (2.879 inscriptions en 2008, 6.153 inscriptions en 2014).

Lors des journées d'inscription à l'INL, toutes les personnes en attente d'un cours sont informées sur l'offre du SFA. Par cette complémen-

Une enquête menée auprès des personnes ayant participé au «Sproochentest» en janvier et février 2015 a révélé que 39,3% des candidats n'ont jamais assisté à un cours de luxembourgeois.

Sur les personnes qui ont fait des cours de langues, 80,5% ont fréquenté des cours offerts par le MENJE (dont 35,7% exclusivement à l'INL, 34,4% exclusivement au SFA et 10,4% à l'INL et au SFA).

Question 1203 (10.06.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la consommation de cannabis:

La question sur une éventuelle légalisation du cannabis est régulièrement discutée dans la société luxembourgeoise. Un certain nombre d'organisations réclament explicitement la dépénalisation de cette drogue. Dans le récent rapport européen sur les drogues, il est souligné que la part de l'héroïne dans le problème de la drogue en Europe est moindre qu'auparavant, tandis que les stimulants, les drogues de synthèse, le cannabis et les produits pharmaceutiques gagnent en importance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame et Monsieur les Ministres existe-t-il des statistiques (à défaut, des projections) concernant la consommation du cannabis au Luxembourg? Combien de jeunes consomment de nos jours régulièrement du cannabis?

2. Quel est en moyenne l'âge de début de consommation des drogues douces et à quel âge en consomment-ils le plus? De quelles drogues s'agit-il en l'occurrence?

3. Comment les Ministres envisagent-ils de réagir face à la consommation accrue du cannabis?

4. Existe-t-il des statistiques quant à la quantité de stupéfiants commandée sur Internet? Dans l'affirmative, est-ce que la quantité de stupéfiants commandée sur Internet est croissante?

5. Comment le Gouvernement envisage-t-il de lutter contre la commande de drogues sur Internet?

6. À côté des campagnes de sensibilisation, quelles autres mesures Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils pour endiguer la consommation de drogues chez les jeunes?

Réponse commune (07.07.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Concernant les deux premières questions, il y a lieu de se référer aux études sérielles HBSC («Health Behaviour in School-Aged Children» - OMS) qui fournissent les données nationales représentatives les plus récentes en matière de prévalence de consommation de cannabis chez les jeunes âgés entre douze et 18 ans ainsi que de son évolution entre 1999 et 2010. En 2010, 15,5% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours de leur vie alors que ce taux s'élevait à 24,57% en 1999.

En ce qui concerne la prévalence de consommation au cours des derniers douze mois, on observe un taux de 12% en 2010 comparé à un taux de 20,76% en 1999. Pour ce qui est de la consommation récente, 6,3% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours des derniers 30 jours en 2010 alors que ce taux était de 7,27% en 2006.

L'âge médian à la première consommation de cannabis en référence aux jeunes questionnés dans le cadre des études HBSC est passé de 14 ans en 2006 à 15 ans en 2010. (Pour une description plus détaillée de ces études, nous renvoyons l'honorable Parlementaire à la réponse à la question parlementaire n°1771 de Monsieur le Député André Bauler, cf. compte rendu n°4/session extraordinaire 2011-2012.)

Actuellement une enquête représentative de santé en population générale, intitulée EHIS («European Health Interview Survey» - Eurostat) est en cours à l'échelle nationale. EHIS inclut des données de la consommation de produits psychoactifs au sein de la population générale âgée de 15 ans et plus. Les premiers résultats de cette enquête sont attendus pour la fin de 2015.

En réponse aux questions 3. et 6., il faut souligner que sur base des données représentatives actuellement disponibles, on conclura à une diminution de la prévalence de l'usage de cannabis des jeunes âgés de douze à 18 ans entre 1999 et 2010. Les résultats fournis prochainement par EHIS ainsi que par la prochaine vague de l'étude HBSC permettront de disposer de données valides, comparables et actualisées sur la prévalence de l'usage de l'ensemble des produits psychoactifs, dont le cannabis, au Luxembourg. Le Gouvernement orientera ses réflexions en fonction de l'état de la situation observée en la matière et documenté au niveau national afin de juger s'il y a lieu de compléter ou d'adapter les mesures prévues au Plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées, rendu public au mois de mai de cette année.

Quant à la question de savoir s'il existe des statistiques sur la quantité de stupéfiants commandée par Internet, il faut donner à considérer que disposer de données statistiques fiables sur la quantité de stupéfiants commandée par Internet impliquerait que l'on puisse avoir accès à l'information relative à nombre de transactions d'une grande diversité de produits a priori légaux pour la plupart. Il faut en outre rajouter qu'au niveau de l'établissement des statistiques, ni la Police grand-ducale ni les parquets ne distinguent le mode d'acquisition des stupéfiants, ceci n'ayant aucune incidence sur l'infraction pénale même. La vente classique par Internet de produits psychoactifs concerne avant tout les produits communément appelés «Nouvelles drogues de synthèse» ou «Euphorisants légaux». Il s'agit de produits vendus comme étant légaux qui contiennent des substances qui sont censées mimer les effets de drogues illicites. Ces substances sont incluses et mélangées à une grande variété de produits allant du parfum d'ambiance, de mélanges d'herbes odorantes aux sels de bain ou fertilisateurs de plantes et autres.

S'ajoute à cela que tant les nouvelles substances psychoactives que les drogues classiques sont offertes à la vente sur le web visible

et invisible. Le web invisible est une couche de l'internet non accessible via les moteurs de recherche classiques. Il s'agit d'un véritable marché «gris» en ligne qui n'est accessible que via des logiciels de cryptage, qui offre un degré élevé de confidentialité et qui est basé en grande partie sur des crypto-monnaies, dont le bitcoin, pour faciliter les transactions anonymes.

Ces facteurs expliquent en grande partie le manque de données fiables et comparables en la matière au niveau de l'UE.

Cependant, le parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été amené à traiter quelques dossiers où de petites quantités de cannabis ont été commandées par le biais d'Internet mais le nombre de ces dossiers reste cependant marginal.

Quant à la question relative à la lutte contre la commande de drogues sur Internet, il faut souligner qu'il est extrêmement difficile de lutter contre ce phénomène au niveau national étant donné que les vendeurs des stupéfiants se trouvent généralement à l'étranger tout comme les serveurs qui hébergent les sites offrant des stupéfiants. Cette lutte doit impérativement être menée de façon concertée au niveau européen, voire mondial.

Question 1204 (10.06.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le phénomène de l'absentéisme:

Le 8 juin 2015, le Groupe de Haut Niveau sur l'absentéisme a présenté les nouveaux chiffres sur l'absentéisme au travail. Le document complet n'étant disponible que le 19 juin 2015, il paraît que la baisse du taux d'absentéisme pour maladie des salariés pour 2014, i. e. 2,3% par rapport à son niveau de 2013, soit essentiellement due à la moindre intensité de l'épidémie grippale de 2014 par rapport à celle de 2013.

Dans un communiqué de presse publié début décembre 2014, les responsables notaient déjà une baisse du taux d'absentéisme enregistrée au cours du 1^{er} semestre 2014 de 0,2 points de pourcentage par rapport à la même période de 2013. Il ressortait du même communiqué de presse que: «Afin d'alimenter le débat politique sur les mesures à mettre en œuvre pour réduire l'absentéisme, les Ministres de la Sécurité sociale et du Travail et de l'Emploi ont souhaité pouvoir s'appuyer sur une bonne connaissance du phénomène. Dans cette perspective, un programme d'études a été approuvé par eux, dont l'objectif est d'élargir le débat sur l'absentéisme au travail en envisageant les différentes formes d'absentéisme, leurs causes respectives ainsi que les mesures de politiques pouvant correspondre à chacune d'elles. Ce programme d'études, qui sera développé et réalisé par le service statistique de l'Inspection générale de la sécurité sociale, permettra entre autres de faire le bilan des politiques mises en œuvre dans d'autres pays ainsi que, le cas échéant, de leurs effets. D'autres travaux permettront de comprendre et de quantifier certains comportements d'absence de manière à en déduire des propositions de politiques publiques ou managériales. Les résultats de ce programme d'études seront présentés aux ministres concernés ainsi qu'au Groupe de Haut Niveau au cours du premier semestre 2015.»

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer le décalage dans le temps entre, d'une part, l'annonce d'une mise à jour des chiffres de l'absentéisme au travail et, d'autre part, la publication du document complet sur l'absentéisme?

2. Alors que les résultats du programme d'études dont il est question ci-dessus devraient être présentés à Messieurs les Ministres au cours du premier semestre 2015, Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir de plus amples renseignements sur les formes d'absentéisme identifiées, leurs causes, ainsi que les mesures politiques envisagées par le Gouvernement, le bilan des politiques mises en œuvre dans d'autres pays ainsi que leurs effets? Qu'en est-il des travaux menés pour mieux appréhender certains comportements d'absence et des propositions de politiques publiques ou managériales à mener?

3. Quel est enfin l'impact de la baisse du taux d'absentéisme observée en 2014 sur la situa-

tion financière de la Mutualité des Employeurs au 31 décembre 2014 (à noter que la mutualité avait craint devoir consommer quasi entièrement sa réserve légale en raison d'une coupe budgétaire de 45 millions euros)? Quid des prévisions financières de la Mutualité des Employeurs pour l'année 2015?

Réponse commune (14.07.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Ad 1. Dans le communiqué de presse du 8 juin 2015, le Groupe de Haut Niveau (GHN) a annoncé que les chiffres relatifs au 2^e semestre 2014 seraient intégrés, «dans les jours à venir», à l'observatoire de l'absentéisme. La raison pour laquelle les derniers chiffres n'ont pas encore alimenté l'observatoire au moment de l'annonce tient aux délais habituellement nécessaires à la coordination entre l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) et le LI-SER, ce dernier gérant le site de l'observatoire ainsi que l'envoi des courriers destinés aux entreprises.

En ce qui concerne le document complet sur l'absentéisme, la raison pour laquelle il n'est pas diffusé simultanément au communiqué de presse résulte du fait que le calcul de certains indicateurs ainsi que les commentaires afférents ne sont pas encore finalisés.

Ad 2. Les travaux qui ont été présentés au GHN sur l'absentéisme du 8 juin 2015 concernent les points suivants:

1) Bilan des expériences étrangères sur la mise en œuvre de politiques de réintégration des salariés absents pendant une longue période.

L'idée de ces politiques est la suivante: dans le cas de maladies longues, il s'agit de promouvoir l'idée selon laquelle il faut favoriser le retour à l'emploi le plus tôt possible en aménageant le temps de travail ainsi que les conditions de travail si nécessaire. Dans des pays comme la Suède ou la Norvège, ces politiques de réintégration ont prouvé leur efficacité puisque, en plus de réduire le coût direct de l'absence, elles permettent une guérison plus rapide du salarié et surtout améliorent sa santé à moyen terme par rapport aux salariés n'ayant pas bénéficié de ce type d'absences. Le GHN a demandé à l'IGSS d'analyser de plus près les trajectoires des personnes à considérer dans le cas du Luxembourg en vue d'alimenter la réflexion du GHN sur les suites à donner à la mise en œuvre éventuelle au Luxembourg d'une politique de réintégration avancée des salariés absents.

2) Analyse du cadre institutionnel relatif à l'absentéisme au travers de la question suivante: «Dans quelle mesure le principe de la mutualisation des risques constitue-t-il un cadre institutionnel qui incite les entreprises à s'inscrire dans une démarche de réduction de l'absentéisme?»

Les analyses présentées sur ce point mettent en évidence certaines situations où le fonctionnement institutionnel présente un potentiel d'amélioration au niveau de l'incitation des entreprises à s'activer en vue d'une réduction de leur absentéisme. Ces analyses ont donné lieu à des discussions au sein du GHN sur les ajustements éventuels qui pourraient être introduits dans le système actuel pour pallier des effets non souhaités. Afin de faire progresser cette réflexion, le GHN a demandé que les analyses présentées le 8 juin le soient également au sein du conseil d'administration de la MdE pour recueillir des propositions éventuelles émanant de cette dernière.

Ad 3. En octobre 2014, au moment de l'élaboration du budget interne de la MdE, les projections pour l'année 2014 laissaient présager une consommation quasi totale de la réserve de la MdE dès 2015. Du fait de l'évolution plus favorable de l'absentéisme en 2014, par rapport à l'hypothèse retenue dans le budget de la Mutualité, les dépenses de la MdE ont été inférieures de quelque 15 millions d'euros par rapport à celles qui ont été prévues.

Selon les dernières projections réalisées par l'IGSS dans le cadre de l'élaboration du budget de l'État 2016, le solde des opérations courantes de la MdE devrait atteindre 4 millions d'euros en 2015. En maintenant la réserve minimale à 10% des dépenses, l'excédent cumulé après opérations devrait être de 18 millions d'euros.

Question 1205 (10.06.2015) de **M. Franz Fayot** (*LSAP*) concernant la **gouvernance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier**:

Le directeur général de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) Jean Guill écrit dans la préface du rapport annuel 2014 de la CSSF: «Soixante-dix ans après la création du «contrôle bancaire» au Luxembourg, la place et son régulateur n'ont plus grand chose en commun avec leurs débuts. La CSSF, héritière du Commissariat au Contrôle des Banques et de l'Institut monétaire luxembourgeois, membre à part entière du Système européen de surveillance financière et du Mécanisme de surveillance unique, mériterait une mise à jour de sa gouvernance, de ses missions et de ses moyens. La direction de la CSSF a soumis au Ministre des Finances un avant-projet de loi pour une Autorité du Secteur Financier qui, sans rien révolutionner, permettrait au Gouvernement et au législateur de réaliser cet objectif de réforme dans la continuité.»

D'après certains articles de presse, cet avant-projet de loi voulu par le directeur général de la CSSF concernerait un changement de nom de la CSSF en «Autorité du secteur financier» d'une part, mais surtout un changement de la gouvernance de la CSSF, consistant dans une composition différente de son conseil d'administration pour mieux asseoir l'indépendance de la CSSF. La présence au conseil d'administration de la CSSF de hauts fonctionnaires siégeant également dans des conseils d'administration d'entités surveillées est effectivement problématique du point de vue de possibles conflits d'intérêts.

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cet avant-projet de loi est dans sa possession et quel sort entend-il y réserver?

2. Au cas où il entend réserver une suite favorable à ce projet de loi, peut-il indiquer dans quels délais ce projet de loi pourrait être soumis à la Chambre des Députés?

Réponse (13.07.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Depuis sa création en 1998 la CSSF s'est vu attribuer au fil des années de nouvelles missions. C'est ainsi que la mission de surveillance de la CSSF a été étendue notamment aux établissements de paiement et établissements de monnaie électronique, à certains véhicules de titration et fonds de pension, aux PSF connexes au secteur financier, aux agences de notation de crédit et aux réviseurs d'entreprises. La CSSF fait en outre partie du Système européen de surveillance financière et depuis novembre 2014 également du Mécanisme de surveillance unique. Elle participera enfin à partir de 2016 au Mécanisme de résolution unique. Pour faire face à ces nouvelles missions, les ressources financières et humaines de la CSSF ont été considérablement augmentées ces dernières années. Le cadre légal régissant les activités du secteur financier et les missions et les pouvoirs de la CSSF a également été ajusté au fur et à mesure pour refléter ces développements.

Les lois-cadre régissant le secteur financier feront dans les deux prochaines années l'objet de modifications substantielles. Parmi les chantiers législatifs en cours figurent la transposition de la directive relative au redressement et à la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, qui attribuera à la CSSF un rôle clé dans la résolution des banques, la transposition de la directive relative aux systèmes de garantie des dépôts qui transformera le système privé de l'AGDL en un système public géré par la CSSF, la mise à plat de la loi de 1993 relative au secteur financier pour refléter l'entrée en vigueur du Mécanisme de surveillance unique, la création d'un cadre légal cohérent renforçant les pouvoirs d'intervention et de sanctions de la CSSF, qui mettra à disposition de la CSSF une panoplie d'instruments qui répondra aux «best practices» internationales, la transposition de la directive relative aux marchés d'instruments financiers (MIFID) et enfin la transposition de la 4^e directive antiblanchiment qui vient d'être adoptée.

La législation du secteur financier évoluera de ce fait de manière significative dans les années à venir. À l'instar de ce qui s'est fait par le passé, il est prévu dans les avant-projets de loi en cours d'élaboration de mettre à jour la gouvernance et les pouvoirs de la CSSF aux fins d'assurer que la CSSF soit en mesure de remplir au mieux et en toute indépendance les missions qui lui sont confiées. L'approche incrémentale prendra en compte l'avant-projet de loi auquel la question parlementaire fait référence tout en assurant la cohérence du dispositif et sa conformité aux normes européennes. Il importe de doter le Luxembourg d'un superviseur efficace doté d'une gouvernance appro-

prisée et de pouvoirs étendus afin d'asseoir la crédibilité et la réputation de la place financière luxembourgeoise à l'échelle mondiale.

Question 1206 (11.06.2015) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant les **relations entre certains instituts bancaires avec les ressortissants cubains et les ONG de coopération avec Cuba**:

Il m'est parvenu que certains instituts bancaires établis au Luxembourg, notamment des instituts dans lesquels l'État luxembourgeois détient des parts, refuseraient de délivrer des cartes de crédit à des citoyens de nationalité cubaine, voire de nationalité luxembourgeoise, mais d'origine cubaine. Cela serait notamment le cas de la BGL BNP Paribas. Cette décision serait justifiée par une sanction de la justice américaine en 2014 envers la BNP Paribas en raison de la violation de la banque de l'embargo que les États-Unis ont unilatéralement imposé à certains pays, dont la République socialiste de Cuba. En réponse à une question parlementaire que les honorables Diane Aehm et Gilles Roth vous avaient posée le 5 juin 2014 (*cf. question parlementaire n°0334, compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014*), vous aviez affirmé: «La banque luxembourgeoise BGL BNP Paribas, qui fait partie du groupe BNP Paribas, n'est pas visée par les investigations ni par les décisions des autorités américaines. (...) Les clients de la banque ne sont en rien affectés par les décisions des autorités américaines.»

Malgré la reprise de relations diplomatiques et bancaires entre Cuba et les États-Unis d'Amérique en cours depuis cette année, il semblerait que notamment cet institut continue à refuser un certain nombre de services à des ressortissants cubains ou anciennement cubains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Pouvez-vous m'assurer qu'aucun institut financier établi au Luxembourg n'applique de telles pratiques? Dans le cas contraire, pouvez-vous me communiquer le nombre de cas dont vous avez connaissance ainsi que les instituts qui en sont à l'origine?

2. Ces refus de délivrer des cartes de crédit à des citoyens en raison de leur nationalité ou de leur origine ne contreviennent-ils pas à la législation luxembourgeoise et n'enfreignent-ils pas l'article 454 du Code pénal qui prohibe toute forme de discrimination? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches que vous entendez entreprendre envers ces instituts?

Dans le même ordre d'idées, il me revient que d'autres instituts, notamment la banque ING, refuseraient d'exécuter des virements de comptes de leurs clients vers des comptes d'ONG de coopération avec Cuba. Cette banque justifie cette décision par la signature du «Patriot Act» des États-Unis qui considère de telles transactions comme des financements du terrorisme. En réponse à une question orale posée par l'honorable André Hoffmann durant la séance publique du 8 mars 2011, votre pré-décesseur, Monsieur Luc Frieden, avait estimé, sous réserve de plus amples informations, qu'une banque de l'Union européenne n'aurait aucune raison de refuser une transaction vers une ONG établie elle aussi dans l'Union, de surcroît si cette dernière est reconnue officiellement par les autorités publiques.

3. Pouvez-vous m'assurer qu'aucun établissement bancaire établi au Luxembourg ne refuse d'effectuer des transactions vers des ONG, notamment l'Amistad Luxemburgo-Cuba et Solidarité Luxembourg-Cuba?

4. Dans le cas contraire, estimez-vous que ces pratiques sont conformes à la législation luxembourgeoise? Sinon, quelles sont les démarches que vous entendez entreprendre envers ces instituts?

5. Estimez-vous qu'une transaction financière vers les organisations susmentionnées revient à un financement du terrorisme?

Réponse (13.07.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans le contexte d'une économie mondialisée, les établissements bancaires établis au Luxembourg et opérant à l'international sont tenus au respect de la réglementation nationale, européenne et internationale, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. À ce titre, ils sont tenus au respect des sanctions et des embargos décidés notamment par l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis. Ainsi, du fait de leur caractère international, en particulier lorsqu'elles sont exécutées en

dollar des États-Unis d'Amérique et impliquent des résidents de pays sous embargo américain, certaines transactions bancaires sont interdites par l'«Office of Foreign Assets Control» (OFAC), sous peine pour l'établissement bancaire d'en-courir des sanctions financières par les autorités américaines. Cuba figurant sur les listes de l'OFAC, des restrictions peuvent donc s'appliquer à des résidents cubains. Pour autant, des virements libellés en euro au bénéfice d'une ONG luxembourgeoise ne relèvent pas du champ d'application de la réglementation en question.

La délivrance de cartes de crédit relève quant à elle de la politique de crédit des banques, qui tiendra compte, notamment, de la solvabilité du demandeur en question.

Lorsqu'un client d'une banque luxembourgeoise estime que celle-ci n'applique pas correctement la réglementation en vigueur, il a la possibilité de s'adresser à la CSSF, autorité compétente pour recevoir les réclamations des clients des établissements soumis à sa surveillance en vue de chercher un règlement à l'amiable en conformité avec l'article 58 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans les conditions du règlement CSSF n°13-02.

Question 1207 (12.06.2015) de **Mme Nancy Arendt** (*CSV*) concernant la **stratégie et le plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées**:

En mai dernier, Madame la Ministre de la Santé a présenté la stratégie et le plan d'action gouvernementaux 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées. Dans un souci de réduire la demande de substances toxicomanes, il est prévu notamment d'améliorer la disponibilité et l'efficacité des programmes de prévention. Le texte reprend l'idée que le milieu scolaire est un «lieu privilégié pour le travail de prévention qui idéalement devrait s'étendre sur toute la durée de la scolarité». Jusqu'à présent, ce travail de prévention a été assuré exclusivement par la police.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement a-t-il l'intention d'amplifier les campagnes de sensibilisation menées par la police dans les écoles et les lycées?

- Dans l'affirmative, de quelle manière?

- Un certain nombre d'associations sont aussi engagées dans la prévention de la consommation des drogues chez les jeunes. Est-ce que le travail de prévention organisé par la police est coordonné avec celui des associations sur le terrain? Si oui, de quelle manière? Est-ce que cette coordination pourrait encore être optimisée?

Réponse commune (15.07.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le service de prévention de la Police grand-ducale propose dans les classes du cycle 4.2 de l'école fondamentale des séances d'information concernant la prévention de la consommation de drogues. Des séances d'information sont également organisées au niveau des classes de 7^e et 8^e de l'enseignement secondaire. Des interventions préventives en matière de drogues et d'addictions au sein des établissements scolaires nationaux sont également assurées par des services spécialisés en matière de drogues et d'addictions. Les interventions de la Police grand-ducale font dès lors partie de l'ensemble des actions menées en milieu scolaire.

Par ailleurs, dans le cadre de la promotion de la santé scolaire, le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) propose aux établissements d'enseignement secondaire des instruments de prévention concernant l'alcool, le tabac ou les substances illicites. L'objectif de ces actions est la prise de conscience des modes individuels de consommation de ces substances et de motiver les élèves à un usage responsable des substances légales. Cet objectif s'inscrit dans une perspective du développement de «life skills» auprès des élèves. Pour ce qui est de la consommation d'alcool, les élèves sont incités à des modes de consommation respectueux pour leur santé. Quant au tabac, l'abstinence est visée.

Le plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de lutte contre les drogues d'acqui-

sition illicite et les addictions associées prévoit le développement et l'optimisation de l'offre préventive en milieu scolaire. À cette fin, un groupe de travail, composé d'intervenants spécialisés en prévention et de réduction de la demande de drogues et des intervenants de la Police grand-ducale, élabore actuellement un projet de concept d'intervention commun qui est basé sur le principe de la multidisciplinarité et de la complémentarité, incluant des interventions définies pour chaque acteur impliqué et visant une offre globale. Dans un premier temps, un inventaire des offres dans le domaine de la prévention actuellement existantes sera élaboré en concertation avec la direction du SCRIPT et la responsable de la promotion de la santé scolaire - en vue de renforcer les collaborations dans ce domaine.

Outre les interventions en classe ciblant les étudiants, et afin d'aboutir à des changements durables en matière de prévention, il est également important d'inclure le personnel éducatif et autres acteurs du milieu scolaire (personnel enseignant, psycho-socio-éducatif et, si possible, des membres de la médecine scolaire) dans l'approche préventive. À cet égard des services spécialisés en matière de drogues et d'addictions organisent et offrent des formations à l'adresse de ces derniers en collaboration étroite avec le service compétent du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 1209 (15.06.2015) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant l'échéancier du dépôt de projet de loi sur l'archivage:

Dans le cadre du débat de la Chambre des Députés sur le rapport dit Artuso et des excuses présentées à la Communauté juive, il fut à plusieurs reprises question du futur projet de loi sur l'archivage qui est en voie de préparation au sein du Ministère de la Culture.

Dans ce contexte, Madame la Ministre de la Culture a affirmé dans sa réponse du 27 avril 2015 à ma question parlementaire n°1001 (cf. compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015) ce qui suit: «L'avant-projet de loi sur l'archivage sera présenté et discuté le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement, après de longues années de réflexion sous le Gouvernement précédent. Dès qu'il est approuvé, il sera déposé à la Chambre des Députés et soumis pour avis au Conseil d'État.»

Considérant que la date du 30 avril 2015 avancée par Madame la Ministre est désormais dépassée, je voudrais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'un avant-projet de loi sur l'archivage a été soumis au Gouvernement en Conseil?

- Si tel fut le cas, pour quelles raisons le projet de loi n'est-il pas encore prêt à être présenté?

- Compte tenu de ce report de délai, quel est désormais l'échéancier envisagé par le Gouvernement pour le dépôt de ce projet de loi?

Réponse (15.07.2015) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

L'avant-projet de loi sur l'archivage et ses quatre avant-projets de règlements grand-ducaux furent présentés et discutés le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement. Pour finaliser certains points, il fut décidé de continuer le large processus de consultation ayant mené à la rédaction des textes précités avec les ministères concernés, dont notamment les Ministères de la Justice, de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Depuis, des réunions ont eu lieu entre le Ministère de la Culture et les Ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, le Service de Renseignement de l'État ainsi qu'avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE faisant partie du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative) et la Chambre des Notaires.

Suite à ces réunions, le texte est actuellement en cours d'adaptation ponctuelle et sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais.

Question 1210 (15.06.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les horaires hebdomadaires dans l'enseignement fondamental:

Actuellement, les comités d'écoles, les commissions scolaires et les conseils communaux sont en train de préparer leur organisation scolaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

1. Est-ce que tous les établissements scolaires disposent d'un horaire-type pour la répartition des heures de cours au niveau des différents cycles? Dans l'affirmative, est-ce que ces documents font partie des éléments et informations à fournir aux membres de la commission scolaire tels que prévus par la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental?

2. Selon l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, la durée d'une leçon est fixée à 55 minutes. Cette durée peut être réduite à 50 minutes - pour des raisons d'organisation - sans que toutefois le nombre des leçons d'enseignement à durée réduite ne dépasse les 2/5 des leçons hebdomadaires et des heures d'appui.

Combien de communes et d'écoles appliquent actuellement (2014-2015) cette réduction de la tâche d'enseignement selon l'article 3? Combien de communes ont annoncé vouloir appliquer cette réduction pour l'année scolaire 2015-2016?

Quel est le volume de cours ainsi «réduit» au niveau national?

3. Quelles sont les «raisons d'organisation» qui peuvent légitimer la réduction de la durée des leçons?

4. Est-ce que le Ministère dispose de recommandations et/ou de lignes directrices quant à l'application d'une telle réduction de leçons hebdomadaires?

5. Existe-t-il des domaines d'apprentissage pour lesquels une réduction du volume de cours n'est pas à appliquer ou déconseillée?

6. Concernant l'élaboration de l'horaire-type par école, est-ce qu'il existe des recommandations concernant le nombre, la durée et la répartition des récréations?

7. Selon l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, si les conditions locales le permettent et en accord avec le comité d'école et l'inspecteur, des leçons d'enseignement direct peuvent être remplacées par des heures d'appui pédagogique; ces dernières peuvent être remplacées par des leçons d'enseignement direct.

Combien de communes et d'écoles ont recours à l'article 2 et de quelle manière?

8. Est-ce que le Ministère de l'Éducation dispose d'études d'évaluation quant aux différents modèles préconisés pour l'appui pédagogique?

Réponse (13.07.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. En ce qui concerne l'aménagement de l'horaire scolaire, il y a lieu de mentionner que l'annexe 3 du règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental dispose que les classes du cycle 1 comptent 26 leçons hebdomadaires d'enseignement, alors que celles des cycles 2, 3 et 4 en comptent 28.

La lettre circulaire de printemps adressée annuellement par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions aux autorités communales dans le cadre de la préparation de l'organisation de l'année scolaire subséquente, a fourni en 2000 les précisions exposées ci-dessous et rappelées à plusieurs reprises jusqu'en 2004:

«L'horaire de l'éducation préscolaire compte 26 unités d'enseignement. L'horaire hebdomadaire de l'enseignement primaire comprend 28 heures d'enseignement direct, dont 18 à 55 minutes et dix à 50 minutes.

En vue de déterminer l'horaire de la semaine le mieux adapté aux enfants, tenant compte des spécificités de la commune, les membres de la commission scolaire, l'inspecteur du ressort et les responsables communaux se concerteront avec les parents d'élèves et le personnel enseignant concerné.

Pour l'enseignement primaire, les deux horaires-modèles suivants peuvent être appliqués:

Le premier modèle prévoit le samedi libre, ce qui implique qu'au moins 20 minutes sont ajoutées à chaque matinée. Un autre modèle de récupération implique qu'une 5^e leçon est ajoutée à la matinée du mardi et du jeudi. Pour équilibrer autant que possible la durée de l'enseignement, il est recommandé d'organiser les unités de 50 minutes les mardis et jeudis.

Le deuxième modèle est une variante de l'horaire traditionnel. Il s'en distingue uniquement par le fait que les classes ne fonctionnent que

chaque deuxième samedi. Suivant ce modèle les classes fonctionnent pendant 16 samedis, 15 samedis sont libres. Pour garantir une certaine unité dans toutes les communes, qui ont opté pour ce second modèle, les dates des 15 samedis libres sont fixés comme suit: (...)

Les communes qui désirent adopter un autre modèle d'horaire journalier ou hebdomadaire peuvent faire une proposition qui tient compte des spécificités locales. Dans leur choix elles se laisseront guider par les critères de qualité de l'enseignement et par les besoins des enfants. La demande y relative, comprenant une description détaillée des mesures pédagogiques doit être soumise pour approbation au ministère.»

La liste des samedis libres, pour les communes ou syndicats scolaires intercommunaux concernés, continue à être publiée annuellement dans la circulaire susmentionnée.

Ad 2. - 5. L'aménagement des horaires scolaires tels qu'exposés ad 1. ci-avant n'a pas suscité de problèmes à ma connaissance. Mes services ne disposent pas des statistiques sollicitées en ce moment, mais il appert qu'une large majorité de communes fonctionne d'après le modèle «18 leçons à 55 et dix leçons à 50 minutes». Je n'ai pas émis de consigne nouvelle en la matière; je rappelle toutefois que j'ai consulté différents partenaires scolaires et notamment les présidents d'un comité d'école au cours du premier trimestre de l'année scolaire en cours en vue de discuter avec eux leurs avis et suggestions concernant une éventuelle réorganisation de l'horaire scolaire actuellement appliqué dans l'enseignement fondamental, sans que les travaux y relatifs aient abouti à ce stade.

Ad 6. Pour ce qui est du nombre et de la répartition des récréations:

- pour les classes primaires, une récréation est prévue au milieu de la matinée ainsi que l'après-midi après la 1^{ère} leçon;

- pour les classes du 1^{er} cycle, il n'y a pas de recommandations spécifiques.

En ce qui concerne la durée des récréations, la durée minimale appliquée est de 15 minutes le matin et de dix minutes l'après-midi.

Ad 7. D'après les données saisies dans l'application Scolaria pour l'année 2014-2015:

- 350 leçons d'appui pédagogique sont remplacées par des leçons d'enseignement direct dans au total 39 communes ou syndicats scolaires intercommunaux, et

- plusieurs leçons d'enseignement direct sont remplacées par des heures d'appui pédagogique dans quelques communes.

Ad 8. À part les réflexions exposées dans le rapport de Monsieur Siggy Koenig, commandité lors du bilan de la réforme de l'enseignement fondamental, dans lequel l'auteur consacre un chapitre entier à l'évolution de la mise en place de l'appui pédagogique (Chapitre 9.4, pp. 34 et 35) et celles contenues dans le rapport d'expertise sur le bilan de la réforme de l'école fondamentale, établi sous la direction du Professeur Dr Daniel Tröhler de l'Université du Luxembourg [Chapitre 1.2.3.1. Appui («Unterstützungsunterricht»), page 10, chapitre 2.2.4.2. «Nachhilfe und Unterstützung», l'appui pédagogique, pp. 49-51], je ne dispose pas d'autres évaluations quant à la mise en œuvre de l'appui pédagogique à l'école fondamentale.

Question 1212 (15.06.2015) de M. Aly Kaes (CSV) concernant la Banque et Caisse d'Épargne de l'État:

Il me revient que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État envisagerait de réduire le nombre de virements bancaires nationaux gratuits à seulement deux virements par mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Quelles sont les raisons d'un tel changement?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle décision pénaliserait surtout les familles nombreuses, les personnes âgées et les gens à revenu modeste?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que chaque détenteur d'un compte devrait disposer d'un socle minimal de virements gratuits?

Réponse (15.07.2015) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances:

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale de la BCEE, qui est un établissement public autonome. Toutefois, pour répondre à l'honorable Député, on peut préciser les faits suivants:

- les clients particuliers de la BCEE continueront à bénéficier de huit Eurotransferts (paiements

intra-communautaires) gratuits par mois, dont deux avec saisie manuelle directe à l'agence;

- les frais de saisie manuelle ne seront pas appliqués aux clients ayant 75 ans ou plus.

Question 1213 (15.06.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les activités du BND pour le compte de la NSA:

Interrogé le 21 mai 2015 par la commission d'enquête du Bundestag allemand sur les interceptions effectuées par le BND pour le compte de la NSA, le directeur du BND aurait expliqué que son service aurait certes manqué à son devoir de diligence en n'examinant pas systématiquement les critères de sélection lui soumis par la NSA. Il a toutefois assuré qu'il n'y avait rien d'illégal à cela tant que la collecte ne visait pas des intérêts allemands.

Ce faisant, le directeur du BND semble implicitement avouer que le BND ne se serait pas soucie des intérêts de ses partenaires européens, ce qui paraît contredire un accord trouvé entre le BND et la NSA prévoyant que les activités de renseignement ne devraient cibler ni les citoyens allemands, ni les sociétés européennes, voire les gouvernements de l'Union européenne.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle appréciation, Monsieur le Ministre, donne-t-il des affirmations du directeur du BND allemand? Monsieur le Ministre évoquera-t-il le dit sujet demain lors de son entrevue avec la Chancelière allemande?

- Quelles sont les mesures prônées par le Gouvernement pour mieux protéger les droits des citoyens luxembourgeois?

Réponse (03.07.2015) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

Il ne m'appartient pas de me livrer à une interprétation qui serait hasardeuse des explications fournies par le directeur du BND à la commission d'enquête du Bundestag allemand sur les interceptions effectuées par le BND pour le compte de la NSA, explications dont je ne connais d'ailleurs pas le contenu exact. Le sujet a été évoqué lors de ma visite de travail à Berlin le 17 juin lors de l'entrevue que j'ai eue avec la Chancelière allemande Angela Merkel.

En ce qui concerne les mesures prises par le Gouvernement pour mieux protéger les droits des citoyens luxembourgeois, je me permets de renvoyer Monsieur le Député entre autres à ma réponse à la question parlementaire n°1149 de Monsieur le Député Claude Adam concernant un éventuel espionnage des liaisons de communications par satellite vers et à partir du Luxembourg (cf. ci-dessus).

Question 1214 (16.06.2015) de M. Aly Kaes (CSV) concernant les travaux en vue de la réalisation du tram:

Je me réfère au projet de réalisation d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg. Ce projet relève du champ d'application de la loi du 29 mai 2009 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 97/11/CE du 3 mars 1997. L'information du public y prévue à l'article 11 marque l'achèvement de la procédure et ouvre la voie à un potentiel recours en annulation.

Les travaux en vue de l'installation du centre de remisage et de maintenance ont désormais commencé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La procédure prévue dans la loi précitée du 29 mai 2009 a-t-elle été achevée et le public informé en conformité avec son article 11?

- Dans la négative, sur quelle base les travaux en vue de la réalisation du tram ont-ils été entamés?

Réponse (24.06.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°1214 du 16 juin 2015, l'honorable Député Aly Kaes souhaite avoir des informations concernant les travaux en vue de la réalisation du tram.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures confirme que les travaux en vue de la réalisation du tram ont débuté le 15 juin 2015, après que l'information visée à l'article 11 de la loi du 29 mai 2009 sur l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets d'infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires ait été mise à la disposition du public le 5 juin 2015 auprès des communes de Luxembourg et Niederanven.

Cette information du public conclut une procédure engagée fin 2012 qui a notamment vu organisée une consultation du public en avril 2013. Le bilan de cette consultation a été suivi d'une décision du Gouvernement en Conseil le 5 juillet 2013 qui a entériné le choix du tracé de la ligne de tram et de la localisation de son Centre de Remisage et de Maintenance, tel qu'il a été soumis à la Chambre des Députés dans le cadre de l'examen du projet de loi de financement relative au tram déposé le 4 octobre 2013.

Dès lors, les services de l'État ont défini les conditions d'aménagement et d'exploitation du tram ainsi que les mesures compensatoires, ces dernières ayant fait l'objet d'une communication importante vers le grand public fin 2014, portant en particulier sur la renaturation d'une surface de plus de 6 ha en limite du massif du Grünewald.

Il faut retenir enfin que la construction du Centre de Remisage et de Maintenance du tram a fait l'objet d'une décision ministérielle de l'Administration de la Gestion de l'Eau visant notamment à définir les mesures de protection des nappes souterraines.

Quant au démarrage effectif du chantier relatif, dans un premier temps, au seul Centre de Remisage et de Maintenance, il a fait l'objet d'une permission de voirie de la part de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Question 1215 (16.06.2015) de M. Aly Kaes (CSV) concernant les zones d'activités économiques dans le Nord du pays:

En réponse à une question adressée par l'honorable Député André Bauler à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie dans le cadre de l'Heure de questions au Gouvernement du 16 juin 2015 relative à l'extension des zones d'activités économiques dans le Nord du pays, Madame la Secrétaire d'État a affirmé que des problèmes subsistent au niveau des capacités d'implantation. Les capacités disponibles à l'heure actuelle ou dans un proche avenir ne seraient pas suffisamment importantes pour satisfaire la demande des entreprises.

Cette déclaration est plus qu'étonnante sachant que le Gouvernement avait décidé dans le cadre du plan sectoriel zones d'activités économiques de ne pas reprendre le site de Flébour dans la liste des nouvelles zones d'activités économiques régionales. En effet le site en question a été supprimé de l'avant-projet initial, alors qu'il s'agissait d'un projet intercommunal et que le site est bien desservi et que toutes les infrastructures nécessaires à son élaboration sont d'ores et déjà disponibles. De plus 6 ha sont actuellement urbanisés et déjà occupés par des activités (Creos et une entreprise autocars).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Quelles sont les zones d'activités dans le Nord du pays qui affichent complet?

- Quelles sont les zones d'activités dans le Nord du pays qui disposent encore de terrains non occupés?

- Le Gouvernement prévoit-il l'extension de zones d'activités existantes et, le cas échéant, lesquelles?

- Le Gouvernement prévoit-il l'implantation de nouvelles zones d'activités dans le Nord du pays et, le cas échéant, à quels endroits?

- Vu les problèmes au niveau des capacités d'implantation, le site Flébour va-t-il être repris par le Gouvernement en tant que nouvelle zone d'activités économiques régionale?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (16.07.2015) de M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie:*

Dans le but de garantir le développement économique régional du Nord du pays à court, moyen et long terme, il est prévu de créer res-

pectivement d'étendre un certain nombre de zones d'activités économiques nationales et régionales dont certaines sont déjà dans une phase de planification avancée.

Les zones d'activités économiques régionales existantes dans le Nord du pays qui affichent ou sont sur le point d'afficher complets sont les quatre zones d'activités économiques régionales de Troisvierges «Gare» et «a Stackem», de Hosingen et de Eselborn/Lentzweiler, gérées par le Syndicat intercommunal SICLER, ainsi que celle sise à Wiltz qui est gérée par le syndicat intercommunal ZARW.

La zone d'activités économiques nationale située à Wiltz et gérée par le Ministère de l'Économie dispose actuellement encore de deux parcelles libres d'environ 6 ha.

Concernant les extensions de zones d'activités économiques régionales existantes en phase de planification avancée, la ZAE de Troisvierges «a Stackem» sera élargie d'une superficie de quelque 12 ha bruts et celle de Eselborn/Lentzweiler d'une surface brute de quelque 35 ha. Une extension de la zone d'activités régionale de Wiltz de quelque 2,3 ha est également envisagée par le Syndicat ZARW. Les planifications respectives sont mises en œuvre par les communes compétentes, de concert avec les syndicats intercommunaux et le Ministère de l'Économie.

De nouvelles zones d'activités économiques sont également prévues dans le Nord du pays: une ZAE nationale sise à Marnach d'une surface d'environ 5 ha et réservée aux activités audiovisuelles et de télécommunications ainsi qu'un certain nombre de zones d'activités économiques régionales prévues à Fischbach/Clervaux, à Heiderscheid, à Nothum et à Erpeldange/Diekirch (Fridhaff), représentant une surface brute totale de quelque 75 ha.

Les communes ont par ailleurs la possibilité d'aménager de nouvelles zones d'activités économiques communales pour couvrir les besoins du développement économique local tout en privilégiant la coopération intercommunale pour la mise en œuvre de zones d'activités économiques régionales.

Comme le projet de PSZAE se trouve actuellement dans une phase de révision et qu'une analyse approfondie des avis recueillis dans le cadre de la phase de consultation publique relative aux projets de plans directeurs sectoriels est en cours, il est trop tôt pour se prononcer quant à une éventuelle reprise du site de Flébour en tant que zone d'activités économiques régionale.

Question 1221 (17.06.2015) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la prostitution:

L'Assemblée nationale de la France a une nouvelle fois voté vendredi 12 juin pour la pénalisation des clients de prostituées, en adoptant en deuxième lecture la proposition de loi renforçant la lutte contre la prostitution. Une pénalisation contre laquelle les sénateurs avaient voté en mars dernier.

Ce texte, qui doit repartir au Sénat, prévoit aussi la création d'un parcours de sortie de la prostitution et des mesures d'accompagnement social, le renforcement de la lutte contre le proxénétisme ainsi qu'une politique de prévention auprès des jeunes. Les partisans du texte sont convaincus d'arriver à faire passer leur texte en l'état d'ici à la fin de l'année. En cas de désaccord persistant avec le Sénat, c'est en effet l'Assemblée qui aura le dernier mot.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'approche adoptée par l'Assemblée nationale?

Au cas d'une pénalisation des clients en France, celle-ci aura des conséquences pour le Grand-Duché. Le Luxembourg devrait se préparer en effet à voir affluer des clients qui cherchent du sexe tarifé et légalisé.

- Le Gouvernement compte-t-il suivre la même voie une fois la pénalisation prend loi en France?

Réponse commune (16.07.2015) de Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de M. Félix Braz, *Ministre de la Justice:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au positionnement du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux éventuels changements législatifs concernant la prostitution en France.

En date du 30 avril 2015 un débat de consultation au sujet de la prostitution a eu lieu à la Chambre des Députés. Ce débat, prévu dans le cadre du programme gouvernemental, fut d'une grande utilité dans la mesure où il a complété les efforts du Gouvernement pour élaborer un concept global en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg. En effet, le débat s'est basé sur le rapport de la «plateforme prostitution», instaurée en octobre 2012. Cette plateforme se composant de représentants des Ministères de la Justice et de l'Égalité des chances, du Parquet général, de la police judiciaire, de la «HIV Berodung», du «dropln» et du Service d'intervention sociale de la Ville de Luxembourg a retenu un certain nombre de pistes intéressantes, dont certaines sont en voie d'être implémentées, telles que l'élaboration d'une stratégie «EXIT» par le service «dropln» ou encore la poursuite des travaux relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action national éducation sexuelle et affective.

L'honorable Députée se réfère au texte de la proposition de loi déposée le 11 octobre 2013 et adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 12 juin 2015, visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les prostituées. Une des modifications de l'Assemblée générale a été entre autres la réintroduction de la pénalisation des clients.

Les conclusions de la «plateforme prostitution» présentées en décembre 2014 ainsi que le débat parlementaire constituent des éléments importants dans le cadre du processus de réflexion dans lequel se trouve encore le Gouvernement luxembourgeois. Il est évident que le Gouvernement continue à suivre de très près l'évolution des débats menés à l'étranger, et plus particulièrement dans nos pays voisins, et d'analyser les répercussions potentielles des décisions y prises sur la situation au Grand-Duché.

Question 1227 (19.06.2015) de Mmes Sylvie Andrich-Duval et Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les heures éducatives supplémentaires pour un enfant à besoins spéciaux:

Selon nos informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse aurait informé certaines structures d'accueil commerciales que, pour des raisons de «contraintes budgétaires», le Ministère ne pourrait pas financer pour l'année 2015 des heures éducatives supplémentaires pour des enfants à besoins spéciaux (EBS).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la véracité de cette affirmation?

2. Dans l'affirmative, combien de structures d'accueil commerciales sont concernées? Combien d'enfants à besoins spéciaux sont concernés?

Dans un tel scénario, les parents concernés sont obligés de trouver une place dans une structure d'accueil conventionnée. Or, les listes d'attente dans les structures conventionnées sont souvent longues et les enfants dans le besoin risquent de ne pas être encadrés convenablement durant l'attente.

3. De quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il d'aider les enfants concernés?

Réponse (13.07.2015) de M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. La base légale actuelle ne permet pas de financer des heures éducatives supplémentaires pour les enfants à besoins spéciaux (EBS) dans les services d'éducation et d'accueil (sea) de type commercial.

La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique n'autorise un soutien financier sous forme de subside ou de participation financière que dans le contexte explicite d'une signature d'une convention financière avec l'État.

L'État n'est actuellement lié aux services de type commercial que par le biais d'un «accord de collaboration» réglant uniquement le volet technique et financier du dispositif du chèque-service accueil.

Ad 2. Mes services ne disposent pas des chiffres relevant des structures d'accueil commerciales.

Ad 3. Des pourparlers sont actuellement menés avec le secteur conventionné et commercial de l'accueil et de l'éducation pour mettre en place un programme national pour une offre gratuite

d'éducation plurilingue qui s'adresse à tous les enfants âgés de un à quatre ans.

Mise à part le plurilinguisme, l'accès de tous les enfants à une éducation et un accueil de qualité devra y jouer un rôle primordial. Une solution pérenne pour le financement d'un dispositif visant à assurer une approche inclusive au niveau des services de type commercial pourrait dès lors être trouvée dans ce nouveau cadre légal.

Question 1237 (25.06.2015) de M. Aly Kaes (CSV) concernant l'entièreté du projet de tramway:

Selon l'appel à candidature pour le marché de maîtrise d'œuvre du projet de tram, les candidatures doivent comporter une offre sur l'entièreté du projet de tram c.-à-d. pour la construction d'une ligne de tramway entre la Cloche d'Or et l'aéroport.

Or, l'on se doit de constater qu'à travers la loi du 24 juillet 2014, la Chambre des Députés n'a jusqu'à présent que donné son accord pour la construction du tracé entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire au Kirchberg.

- Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre s'il estime que l'attribution d'un contrat sur l'entièreté du projet tram, alors que seule la première étape a été autorisée par la Chambre des Députés, est conforme aux procédures en vigueur actuellement. Quelles sont les modalités précises qui, à cet effet, sont prévues par les dispositions contractuelles liant l'État à l'adjudicataire?

Réponse (13.07.2015) de M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1237 du 25 juin 2015, l'honorable Député Aly Kaes souhaite savoir si l'attribution du contrat de maîtrise d'œuvre sur l'entièreté du projet de tram entre la Cloche d'Or et l'aéroport est conforme aux procédures en vigueur concernant le financement du projet.

Tout d'abord, je voudrais préciser que la réalisation du tram à Luxembourg entre la Cloche d'Or et le Findel est un projet d'ensemble qui nécessite une approche globale afin de pouvoir garantir la cohérence de sa conception technique.

Inutile de rappeler la motion du 4 juin 2014 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement:

«- à accélérer les phases suivantes de la mise en œuvre du projet tram que sont les extensions à réaliser vers la périphérie, notamment vers l'aérogare du Findel respectivement vers les pôles de développement de Howald, du Ban de Gasperich et de la Cloche d'Or;

- à déposer dans les meilleurs délais des projets de loi en fonction de l'avancement des études et de la réalisation des dossiers EIE (étude d'impact environnementale) pour les différentes extensions du tram.»

Pour pouvoir déposer un projet de loi, il est évident que les études afférentes soient préparées.

Quoi qu'il en soit, la gouvernance du projet implique de considérer deux étapes dans sa réalisation, à savoir:

• 1^{ère} étape: Ligne initiale entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg

Le contrat de maîtrise d'œuvre conclu en février 2015 prévoit une tranche ferme contenant toutes les prestations liées à la réalisation de cette première ligne entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg. Cette tranche inclut également les études nécessaires à l'élaboration des projets de loi de financement des extensions vers Cloche d'Or et Findel. Toutes ces prestations sont aujourd'hui engagées afin de respecter l'échéance de la mise en service du premier tronçon entre Pont Rouge et Luxexpo au second semestre 2017.

• 2^e étape: Prolongation de la ligne initiale vers la Cloche d'Or et vers le Findel

Plusieurs tranches conditionnelles sont également prévues dans ce contrat pour les prestations d'ingénierie nécessaires à la réalisation des tronçons Gare Centrale - Cloche d'Or et Circuit de la Foire internationale au Kirchberg - Findel. À ce jour, ces prestations ne sont pas engagées et ne le seront qu'après le vote des lois de financement y afférentes. Dans l'hypothèse où les financements ne seraient pas votés, les tranches conditionnelles concernées deviendraient caduques, sans versement d'indemnités ou de compensation à l'adjudicataire du marché.